



# La voix de l'opposition de gauche

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*



## Causeries juillet 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

### Le 1er juillet

#### CAUSERIE

J'ai mis les causeries (180 pages) et les articles de presse ( 37 articles, 60 pages) de juin en ligne au format pdf (Acrobat Reader). On a bien bossé quand même, malgré la chaleur écrasante.

Où je trouve cette énergie et cette détermination ? Dans le socialisme voyons, certainement pas dans les illusions des uns et les balivernes des autres, pas même en Grèce ou dans Syriza, Die Linke en Allemagne ou le Front de Gauche en France, Mélenchon attendant que son heure sonne une fois que le PS sera totalement discrédité.

D'autres aussi attendent ce moment-là sans le claironner sur tous les toits, encore une illusion, car la clé de la situation repose à la fois sur l'organisation des masses à un niveau élevé et sur l'élévation du niveau de leur conscience politique et non sur des calculs d'appareils.

Si vous vous demandez pourquoi la révolution tarde à se déclencher en Grèce, penchez-vous donc sur la composition sociale du pays, 25% de petits patrons ou auto-entrepreneurs, un peu plus de fonctionnaires, un million paraît-il, à peine un tiers ou un quart travaillent dans le secteur privé ou marchand, retirez les cadres et cadres supérieurs et voyez ce qui reste d'ouvriers et d'employés, ajoutez à cela, que comme en France dans un ménage l'homme et la femme travaillent quand l'un ou l'autre n'est pas au chômage, et vous aurez en grande partie la réponse à votre question. Certaines couches d'exploités sont littéralement étranglés par les mesures d'austérité adoptées depuis trois ans, mais apparemment cela ne concerne pas la majorité qui réussit encore à s'en sortir. Du côté du mouvement ouvrier, ils ont été incapables de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire.

Dans aucun pays un parti révolutionnaire n'a réussi à s'implanter profondément dans les masses, de telle sorte qu'il pourrait émerger et constituer un pôle de regroupement pour les travailleurs lors d'un soulèvement révolutionnaire, laissant le champ libre à des partis du type Syriza, Die Linke ou Front de Gauche qui ne sont finalement que des appendices des partis sociaux-libéraux ou staliniens ou néo staliniens comme vous voudrez.

Pour être lucide et honnête avec vous, il faut bien reconnaître qu'on est mal barré.

Cependant, il n'y a pas lieu de penser qu'on ne parviendra pas à surmonter les obstacles qui nous empêchent d'aller de l'avant. Les faits, le développement de la situation et de la lutte des classes viendront à notre secours le moment venu si nous avons été capables de nous y préparer sérieusement, c'est en quelque sorte l'objet de ce site ou du courant politique que j'anime.

Compter sur le NPA ou LO serait se bourrer d'illusions mortelles et une perte de temps. Reste le POI empêtré dans des contradictions sans fin sans que l'on sache très bien si ses dirigeants en ont vraiment conscience ni s'ils entendent s'y attaquer un jour, l'espérer, ne serait-ce pas se faire des illusions comme de très nombreux camarades le pensent ? Peut-être, c'est une façon de voir les choses que l'on peut comprendre, moi j'en ai une autre qui est de reconnaître que malgré tout ce parti avec toutes ses imperfections demeure notre seule chance, notre seul espoir pour avancer vers notre objectif, à moins qu'un autre parti voie le jour, mais on ne voit ni où ni comment jusqu'à preuve du contraire, comme dirait Trotsky à défaut de mieux on fait avec ce qu'on a, on n'a pas vraiment le choix, c'est peut-être parfois difficile à digérer, il faut se faire une raison et savoir garder patience.

Si j'estimais que le POI ne présentait aucun intérêt, je ne m'acharnerais pas à critiquer sa politique... Voyez comme l'histoire en général est bourrée de paradoxes et vous arriverez peut-être à comprendre ou à admettre qu'il est pour ainsi dire normal que notre propre histoire n'y échappe pas non plus. Si maintenant vous estimez que les choses devraient se passer obligatoirement telles que vous les avez conçues et pas autrement, toute discussion entre nous est impossible, car c'est le meilleur moyen de ne jamais avancer.

On fait rarement ce qu'on veut dans la vie. Vous croyez que cela m'amuse vraiment de vous écrire en étant à 10.000 kilomètres de chez vous, sans pouvoir vous rencontrer et discuter ensemble, en étant totalement isolé. Cela me pèse énormément, mais je n'y peux rien, je prends mon mal en patience en essayant toutefois d'être utile à notre cause. J'arrête là je dois me reposer les yeux au moins le dimanche, ça aussi c'est une sacrée contrainte !

### Parole d'internaute

*- "Ce qui met tout le monde d'accord c'est la volonté de stabiliser le nombre de fonctionnaires à son niveau 2012. C'est à dire de valider la politique de réduction précédente (avec, au passage, validation de la perte de 20 000 postes E.N.). Curieux "changement" - comme est curieux le fait que personne ne l'ait vraiment relevé. Tout cela confirme que la volonté de se débarrasser de l'homme Sarkozy primait sur celle de bouleverser sa politique..."*

Parmi la majorité de ceux qui ont voté Hollande, sans doute. En revanche, ceux qui ont rejeté la politique antisociale de Sarkozy tout en sachant que Hollande s'apprêtait à la poursuivre, que dis-je, à l'amplifier, se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul le 17 juin.

Pour ne pas embarrasser davantage Hollande qui s'est engagé auprès de ses homologues en Europe et de l'UE à s'attaquer à la classe ouvrière en appliquant le TSCG ou la "règle d'or", il est vrai qu'à l'UMP et au MoDem ils font preuve d'une certaine complaisance ou retenue envers le gouvernement qu'ils critiquent sans l'assassiner jusqu'à présent, idem en ce qui concerne les médias. Je l'avais déjà signalé dans une précédente causerie. Certains vont même jusqu'à féliciter le gouvernement, Baroin par exemple qui a estimé que la politique de Valls en matière d'immigration allait dans le bon sens. Normal, le consensus, cela fonctionne dans les deux sens.

### La changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques. Suite.

**Hollande s'est engagé à ne pas augmenter les impôts des classes moyennes, mais il n'a jamais dit qu'il ne les augmenterait pas pour tout le monde !**

Aurélié Filippetti a annoncé samedi que le gouvernement examinerait en 2013 une possible extension de la redevance audiovisuelle aux écrans d'ordinateur afin de sécuriser les moyens alloués à l'audiovisuel public.

Cette taxe ne s'appliquerait qu'aux foyers n'ayant pas de télévision et ne viendrait pas s'ajouter à la redevance déjà existante, a précisé sur RTL la nouvelle ministre de la Culture.

*"Est-ce qu'il faut étendre la redevance à des écrans (d'ordinateur) quand on n'a pas de télévision? C'est une question qui se pose, mais ça serait une redevance évidemment par habitation, on ne paiera pas une redevance (en plus) si on a un ordinateur et une télé", a-t-elle ajouté.*

Elle a indiqué que cette question serait posée dans le cadre d'un débat pour 2013.

La redevance audiovisuelle, désormais appelée "*Contribution à l'audiovisuel public*", finance les organismes publics de télévision et de radio parmi lesquels France Télévisions ou encore Radio France.

Chaque foyer fiscal propriétaire d'une ou plusieurs télévisions en paye une, quel que soit le nombre d'appareils. Elle est aujourd'hui de 125 euros en France métropolitaine, et de 80 euros dans les départements d'outre-mer. (Reuters 30.06)

Qu'est-ce qu'ils vont encore inventer comme taxes, au pluriel de préférence ? Ils ont le record de Sarkozy à battre !

Au fait le prix du baril de pétrole est passé de 110 ou 120 dollars à moins de 90, il est même descendu à 80, j'ai lu cela quelque part, cela représente une diminution de 30% environ, est-ce que le gouvernement envisage de baisser le prix de l'essence à la pompe dans les mêmes proportions ? Poser la question c'est y répondre, évidemment non.

En aparté. Au mois d'avril j'avais téléchargé dans mon disque dur plus de mille articles de presse, environ 800 en mai, plus tous les documents que j'ai incérés dans les différentes rubriques provenant d'autres sources.

### La méthode.

PSA envisage de fermer son usine d'Aulnay en région parisienne. Tout le monde le sait.

Quatre acteurs en présence : 1- la direction ; 2- le gouvernement ; 3- les syndicats ; 4- les ouvriers.

Le match se joue à 3 contre 1, les trois premiers protagonistes contre le quatrième.

Qui détient le pouvoir ? Le premier avec la complicité du second qui représente le législateur.

Quel rôle joue le troisième ? Celui de complice occulte des deux premiers et traître du quatrième.

Reste à voir comment cette trahison va être orchestrée et présentée.

Voyons maintenant de quelle manière le dispositif se met en place en lisant un extrait d'un article de l'AFP d'hier :

- *"Toute la France sait qu'ils veulent fermer Aulnay et qu'ils vont l'annoncer dans les prochains jours, à la seule différence qu'ils ne vont pas annoncer la fermeture mais la reconversion du site", a affirmé Jean-Pierre Mercier, délégué CGT à Aulnay, ajoutant qu'il ne croyait pas à une reconversion des salariés. "Que la seule personne qui n'ait pas compris ça soit le ministre du Redressement productif, ça en devient choquant", a-t-il ajouté. "Quel jeu il joue ? Il a rencontré (le P-DG) Varin la semaine dernière, Varin ne lui a rien dit, ça veut dire qu'il s'est fait rouler dans la farine", a estimé Jean-Pierre Mercier.*

1- La CGT reprend l'argument de la direction affirmant qu'il n'y aura pas à proprement parler de fermeture puisque le site devrait faire l'objet d'une reconversion.

2- Le délégué CGT dit qu'il ne croit pas à la reconversion des salariés, mais rien ne dit qu'il n'y en aura pas pour le croire possible. C'est donc un élément de diversion (diversion) des salariés qu'il fallait dénoncer comme tel. Le délégué CGT pourra rétorquer qu'il n'y est pour rien, pas si sûr, car il ne dit pas non plus qu'il est contre la perspective d'une reconversion, il porte un jugement sur sa faisabilité et non sur le principe, or c'est le principe qui est condamnable puisqu'il implique l'acceptation de la fermeture de l'usine, l'objectif de la direction

3- Ensuite, il émet l'hypothèse que le ministre se serait fait rouler par la direction tout en la jugeant implicitement peu vraisemblable.

Il faut se souvenir que ce sont les syndicats qui ont demandé au gouvernement d'intervenir auprès de la direction de PSA. Donc avant d'analyser ce nouveau développement, il faut en donner la signification.

S'adresser au gouvernement revenait à afficher son impuissance face à la direction ou plutôt à manifester sa volonté de refuser de mener le combat jusqu'à la signature d'un accord garantissant le maintien en activité de l'usine avec l'intégralité des postes de travail, qu'un seul mot d'ordre pouvait incarner : grève illimitée avec occupation de toutes les usines du groupe jusqu'à satisfaction.

Faire appel au gouvernement, c'était désertier de ses responsabilités, attitude qui revenait à désarmer et démobiliser les travailleurs de PSA qui n'avaient plus qu'à attendre leur salut de l'Etat. Cela signifiait en direction des ouvriers : notre syndicat est impuissant face à la direction, si maintenant l'Etat l'est aussi avec les moyens dont il dispose, c'est qu'il n'y a rien à faire, notre combat est perdu d'avance.

A l'étape suivante, il lui restait à épargner le gouvernement, comment, très simplement, en posant une question déplacée à *"quel jeu il joue ?"*, qui doit permettre d'alimenter la suite de ce jeu de dupes dont les travailleurs seront les victimes.

Tout d'abord, l'avantage de poser cette question, c'est qu'on hésitera à vous la retourner ou on n'y pensera pas, et vaut mieux dans le cas de ce délégué syndical.

Ensuite, après s'en être remis au gouvernement dont les travailleurs de PSA étaient censés attendre quelque chose, au minimum qu'il se place à leur côté contre la direction de PSA pour éviter la fermeture de cette usine, voilà qu'il suggère que ses intentions

ne seraient pas très claires, qu'il pourrait jouer double jeu en faveur de la direction.

Mais quand Hollande et ses futurs ministres Montebourg et Sapin ont-ils manifesté ces derniers mois leur intention de s'opposer à des fermetures d'usines, aux licenciements ? Jamais. Mieux encore, Sapin interrogé sur les menaces pesant sur l'emploi à PSA, avait déclaré que " *ce n'est pas le gouvernement qui dirige et possède PSA* " indiquant par là qu'il ne s'opposerait pas à la décision que prendrait la direction de PSA, à croire que ce délégué de la CGT était sourd.

Pas tout à fait en réalité, et on va comprendre tout de suite pourquoi.

Pour qu'on ne lui reproche pas ou qu'on n'y repense pas tout simplement, il accuse Montebourg de ne pas avoir entendu le discours de la direction qui était pourtant très explicite, autant que la déclaration de Sapin.

Vous aurez remarqué qu'à deux reprises il a utilisé le même mécanisme. La première fois en accusant Montebourg d'être sourd alors qu'il savait qu'il avait entendu le message de la direction, la seconde, en émettant des doutes sur ses réelles intentions, alors qu'elles étaient connues et qu'il n'en a pas à son sujet. Dans les deux cas, ce mécanisme consistait à jouer les ignorants pour pouvoir ensuite accuser un tiers d'un comportement dont on est soi-même coupable ou d'employer des arguments qu'on pourrait vous retourner, pour se dédouaner par la suite de toute responsabilité dans l'issue de ce conflit social.

Voilà comment les agents de la bourgeoisie s'y prennent à la fois pour soutenir la direction, tromper les ouvriers et se blanchir au passage pour ne pas être accusé de trahison et continuer de contrôler le syndicat dont ils sont les fossoyeurs.

J'ai indiqué que ce délégué syndical n'exigeait pas l'abandon du plan de fermeture de cette usine, car plus loin il réclamait uniquement sa suspension en s'adressant à Montebourg : "*arrêtez, suspendez la fermeture de l'usine d'Aulnay*", supplique qui répondait à une demande exprimée plus tôt par le ministre d'"*engager sans délai le dialogue social*" avec la direction, alors qu'il n'y avait rien à négocier, sinon à accompagner la fermeture programmée de cette usine, ce à quoi les syndicats sont prêts, encore faut-il leur laisser l'espace et le temps nécessaire pour le camoufler aux yeux des ouvriers, d'où cette cynique comédie.

On aura parfaitement compris que la direction de PSA, le gouvernement et les syndicats se partagent les rôles pour mieux enfumer les ouvriers. La fin de cet article du Point qui a relayé cette dépêche de l'AFP en fournit une nouvelle fois la démonstration.

- Le délégué CGT a également critiqué la promesse d'Arnaud Montebourg de présenter "*prochainement (...) un plan d'actions pour l'avenir de la filière automobile française*". "*S'il y a une chose à faire pour aider la filière, c'est de contraindre Peugeot et Renault d'arrêter leurs plans de suppressions d'emplois*", a affirmé Jean-Pierre Mercier. "*Si on veut donner des centaines de millions de fonds publics pour qu'au final l'usine d'Aulnay disparaisse, ça serait un vrai scandale national*", a-t-il lancé.

D'un côté le ministre dit s'activer, le délégué syndical lui répond qu'il brasse du vent tout en haussant le ton pour faire bonne mesure, pour finalement capituler. Comment, c'est simple, en demandant "*d'arrêter leurs plans de suppressions d'emplois*", ce dont il ne serait pas question selon la direction de PSA, puisque le site devrait bénéficier d'une reconversion, les salariés de PSA devenant les salariés d'une ou plusieurs autres entreprises.

A l'arrivée, ils sont bien sur la même longueur d'onde : le délégué syndical dit qu'il faut arrêter les suppressions d'emplois et la direction réplique qu'il n'est pas question de suppressions d'emplois puisqu'il y aura reconversion dans de nouveaux emplois créés sur place.

Rappelons notre position. Assemblée générale du personnel, proposition de grève illimitée avec occupation et comité de grève jusqu'à la signature d'un accord stipulant le maintien de l'usine d'Aulnay, de toutes les usines du groupe PSA ou nationalisation de PSA sans indemnité, pas une seule suppression d'emploi.

## Actualité en titres

### La question qui tue... le gouvernement.

- L'Etat hausse le ton contre PSA, mais que peut-il faire contre les fermetures de sites? - L'Expansion.com

### Leur cauchemar, leur hantise.

- Austérité: "*Tout ça va se finir dans la rue*" - L'Express.fr

## INFOS EN BREF

### Social

## France

### 1- Mobilisation massive des salariés de Doux.

Près d'un millier de personnes selon la CFDT ont manifesté samedi à Vannes pour la sauvegarde de l'emploi dans le groupe Doux, mis en vente après son placement le 1er juin en redressement judiciaire.

Les salariés venus essentiellement des départements du Finistère et du Morbihan ont défilé derrière une banderole stipulant "*Non au démantèlement, oui à l'emploi*", selon Christiane Le Gouesbe, déléguée centrale CFDT, syndicat majoritaire de l'entreprise.

Une délégation a été reçue par le préfet Jean-François Savy.

Les salariés du groupe volailler, qui emploie 3.400 salariés et fait travailler entre 700 et 800 éleveurs, seront fixés sur leur sort le 6 juillet, lors d'un comité central d'entreprise au lendemain du dépôt des offres de reprise au tribunal de commerce de Quimper. (AFP 30.06)

### 2-Quelques hausse de tarifs le 1er juillet.

L'énergie

- Électricité: les tarifs des abonnements resteront pour l'instant inchangés, l'augmentation des prix réglementés intervenant traditionnellement à la mi août.

En revanche la taxe de Contribution au service public de l'électricité (CSPE) sera élevée de 1,1%, en application de la loi de finances rectificatives pour 2012, prévoyant le passage de 9 euros par mégawattheure à 10,5 euros au 1er juillet de cette année. En parallèle, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a imposé par publication au Journal officiel une hausse du Tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (Turpe), autrement appelé tarif d'acheminement, qui augmentera de 1,8% au 1er août. Sur une facture EDF, la consommation réelle d'électricité représente environ 66%, les taxes et contributions en occupent 17% et l'abonnement 17% également.

- Gaz: aucune augmentation n'est encore fixée. Mais dans les prochains jours, c'est une hausse de 5% qui devrait être annoncée.

Les transports en commun

- RATP: à Paris, les Stif n'ont pas envisagé d'augmenter leur tarification, du moins pas au 1er juillet. Comme l'avait exprimé Pierre Serne, vice-président en charge des transports de la Région Ile-de-France, les prix des tickets Mobilis ainsi que les pass Navigo à l'année augmenteront, dans le but de financer le dézonage. Il faudra attendre le 11 juillet, date du Conseil du Stif, pour que ces évolutions tarifaires soient soumises au vote des élus. (lefigaro.fr 30.06)

A qui il faut dire merci ? Qui siège à la Commission de régulation de l'énergie, devinez ? Jean-Christophe Le Digou (CGT), nommé par qui, par Sarkozy, pour bons et loyaux services rendus au Conseil d'orientation des retraites. (<http://www.cre.fr>)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 2 juillet

### CAUSERIE

On ne pleurera pas la mort d'Olivier Ferrand, on garde nos larmes pour les victimes innocentes de la politique du PS de soutien à l'UMP.

Le think tank Terra Nova dont il était le président-fondateur s'était illustré notamment lors de la bataille sur les retraites en encourageant Sarkozy à aller encore assez loin tout en précisant que si cela ne tenait qu'à eux, ils liquideraient le système actuel par répartition pour le remplacer par une retraite par points ou à la carte.

Ce think-tank s'est particulièrement distingué en conseillant au PS de se détourner des classes populaires pour viser un électorat plus jeune, plus diplômé et plus urbain, rappelle un journaliste de 20minutes.



Véritable ordinateur de la campagne de Hollande, il a atteint son objectif le 17 juin dernier avec plus de 20 millions d'électeurs dont plus des trois quarts issus de la classe ouvrière, qui ont refusé de voter ou de se prononcer pour un candidat en lice, davantage encore de soutenir un candidat du PS.

Leur objectif a été d'instrumentaliser la haine qu'inspirait Sarkozy à la majorité de la population pour faire élire Hollande. A ce propos on pourrait souligner qu'il a été élu malgré lui. Pour ensuite mettre en oeuvre une stratégie qui a pour objectif final la bipolarisation de l'expression politique réduite à un duel entre deux partis pro capitalistes, l'UMP et le PS, tandis que tous les autres partis seraient marginalisés, neutralisés, réduits au silence, quasi inexistantes. C'est conformément à cette perspective que le PS a été amené logiquement à soutenir ou à voter pour des candidats de l'UMP (pour contrer le FN), le deuxième larron de ce couple institutionnel qui en fait se partagent sans discontinuer le pouvoir et les rôles depuis quand déjà, sous la IVe République déjà.

Je crois que la plupart des militants n'ont pas compris ce qu'était vraiment le PS, ils se laissent manœuvrer par leurs dirigeants qui leur servent une histoire frelatée ou obsolète qu'ils entretiennent ou ressortent régulièrement, à savoir que le PS serait encore un parti ouvrier parce qu'il l'aurait été un jour lointain, version qui manifeste leur incapacité à rompre autant avec le PS qu'avec l'idéologie réformiste qui a fait ses beaux jours, alors qu'en réalité ce parti est la pointe avancée de la réaction en France, pire, dans le monde puisqu'il est le principal pilier de l'Internationale jaune qui comptait dans ses rangs les partis de Mubarak et Ben Ali notamment.

Une preuve s'agissant de Terra Nova décrit comme "*le laboratoire d'idées*" du PS flanqué de plus de 1.000 experts nous dit-on. Vous avez raison d'exiger des arguments pour étayer une affirmation, cette exigence est légitime et doit être satisfaite. C'est Terra Nova qui a été chargé de faire la "*promotion*" des primaires du PS, à l'américaine, tandis que l'UMP était incapable d'avancer dans cette voie étant une coalition de partis. Le PS s'est dévoué pour la bonne cause, celle du Nouvel ordre mondial...

C'est donc ce think tank qui définit la ligne idéologique du PS et non les adhérents de ce parti qui s'est chargé de franchir la seconde étape vers la présidentialisation du régime, la première étape ayant consisté à inverser le calendrier électoral entre les élections présidentielles et législatives.

On aurait pu résumer simplement en disant que les choses sérieuses au PS se passent à Terra Nova et d'autres organisations plus ou moins opaques et fermées ou agissant dans l'ombre, ils n'ont pas un penchant (sic!) pour la franc-maçonnerie pour rien, tandis que les différentes instances de ce parti ne servent plus qu'à diffuser la bonne parole sortant de la bouche de leurs "experts" que leurs adhérents sont amenés ensuite à entériner, puis à diffuser tel un poison auprès de la population.

Un parti de zombies qui finalement le demeurent quand ils leur arrivent de changer de parti, pourquoi, parce qu'au-delà du rejet qu'ils ont pu ainsi exprimer du fonctionnement vertical du PS, ils sont profondément gangrenés par les idées dans lesquelles ils ont baigné pendant des années ou des décennies, ce constat étant établi, il serait imprudent ou hasardeux de leur prêter la faculté de trouver les moyens d'en faire l'inventaire à l'issue de cette expérience qu'ils ont vécu inconsciemment en grande partie, encore moins d'en tirer des enseignements conformes au socialisme. Attention, il y a des zombies qui ont conscience de l'être et auxquels ce traitement va très bien parce qu'ils en tirent un bénéfice personnel, tandis que d'autres ne s'en rendent pas compte et sont littéralement manipulés, les adhérents du PS font partie de la seconde catégorie, ses cadres et futurs dirigeants de la première.

On reviendra une autre fois sur la question des rapports des partis à la Ve République et l'analyse qui nous en a été donnée (par le POI) jusqu'à présent, qui ne nous satisfait pas car de toute évidence elle ne correspond pas tout à fait à la réalité ou elle est incomplète, on cherchera à déterminer et comprendre pourquoi. Eh oui, on n'est pas au bout de nos surprises quand on gratte un peu le vernis superficiel qui sert de théorie aux partis pour justifier leurs politiques !

### **Secret de polichinelle. Tout le PS tient ici.**

Invité par ailleurs dimanche de RFI/TV5 Monde/Le Monde et interrogé sur le fait de savoir s'il y aurait des mauvaises surprises dans le rapport de la Cour des comptes, M. Moscovici a répondu que "*non*". "*On aura beaucoup de confirmations et je ne veux pas moi le dévoiler*", a-t-il dit.

Sur fond de critiques virulentes de la droite, le gouvernement n'entend pas dévier de son cap. Respecter les objectifs de déficit pour 2012 et 2013 "*est un impératif non négociable*", a martelé M. Moscovici dans Le Figaro. (AFP 01.07)

C'est marrant tous ces gens qui savent quelque chose mais ne disent rien ou attendent le moment propice pour les annoncer, complétant le tableau de tous ceux qui feignent d'ignorer ce qui est en train de se tramer. Ne prononcez surtout pas le mot complot, ils vont vous étripier ou vous faire passer pour un adepte de la version policière de l'histoire. Et pourtant ?

Et comment s'y prendront-ils pour respecter cet "*impératif non négociable*" ?

- Selon un proche du président cité par le JDD, le gouvernement planche notamment sur un "*surge*" des dépenses de

fonctionnement et d'intervention de l'Etat. Le Premier ministre s'approprierait à confisquer aux ministres une enveloppe supplémentaire, par rapport aux 8 milliards d'euros mis en réserve en février par le gouvernement Fillon, indique le JDD. (AFP 01.07)

On aura compris que Hollande et son gouvernement vont poursuivre et amplifier la politique réactionnaire de Sarkozy. Qui ne le savaient pas par avance, qui ne s'y attendaient pas ? Ceux qui les soutiennent ainsi que l'ordre établi ou alors d'incurables ignares.

Le journal Le Monde se fait plus précis.

- Cette loi de finances rectificative pour 2012 n'est que la première étape d'une longue série de textes qui rogneront les dépenses et augmenteront les impôts tout au long du quinquennat jusqu'à atteindre l'équilibre des comptes publics en 2017, ce qu'aucun gouvernement français n'a réussi à faire depuis 1974.

La Cour des comptes tirera lundi la première salve. En présentant son audit, elle dira l'ampleur des efforts à accomplir pour réduire comme prévu le déficit public à 4,5 % du PIB fin 2012, 3 % fin 2013 et 0 % fin 2017, contre 5,2 % fin 2011. Cet ajustement représente une centaine de milliards d'euros sur la durée du quinquennat, soit un dixième de la dépense publique annuelle totale de la France. Le document, que François Hollande avait commandé à Didier Migaud dès son installation à l'Élysée, est arrivé samedi sur son bureau.

Selon Jean-Marc Ayrault, la dépense de l'Etat sera gelée en valeur de 2013 à 2015, hors charge de la dette et retraites des fonctionnaires, ce qui supposera une baisse de 7 % des dépenses de fonctionnement l'an prochain, puis 4 % en 2014 et 4 % en 2015, et un "effort de même ampleur" sur les dépenses d'intervention, des coupes supérieures à celles réalisées sous Nicolas Sarkozy. (lemonde.fr 01.07)

C'est l'austérité institutionnalisée qui vient renforcer celle mise en place par Sarkozy.

Plus intéressant, quelques extraits d'une interview que Moscovici a donnée hier au Figaro et dans lequel il revient sur le dernier sommet européen.

**Le Figaro.** Les marchés ont salué les conclusions du sommet de l'Union européenne.

- Nous avons aussi renforcé la stabilité financière de l'euro, en prenant des décisions concrètes pour permettre au futur Mécanisme européen de stabilité (MES) de répondre aux besoins espagnols de recapitalisation de leurs banques, tout en excluant d'en faire le créancier prioritaire, conformément aux souhaits des marchés. Nous avons également décidé d'autoriser le MES à acheter la dette italienne afin de faire baisser leurs taux d'intérêt, compte tenu des engagements très fermes de Rome pour réduire ses déficits structurels. Enfin, l'union bancaire européenne est en marche.

(Bref, ce sommet avait pour objectif de servir les banquiers et de rassurer les marchés. -Ndlr)

**Le Figaro.** Les positions de la France ont-elles vraiment été entendues? C'est l'Italie qui apparaît comme le principal vainqueur du sommet...

- Il ne faut pas raisonner en termes de vainqueurs ou de vaincus. C'est toute l'Europe qui a gagné en trouvant un compromis de grande qualité. Il serait faux de dire, comme je l'ai lu, que l'Allemagne a été contrainte de «plier». Il n'y a pas eu de coup de Trafalgar. Et, contrairement à ce qui se dit, ici ou là, entre Paris et Berlin, entre le président de la République et la chancelière, entre Wolfgang Schäuble et moi également, les relations sont bonnes. Cela a permis à François Hollande d'agir comme trait d'union entre les Européens pendant les négociations, tout en jouant le rôle d'apporteur d'idées. Son élection a bel et bien changé la donne en Europe.

(Ils s'en sont servis pour parvenir à leurs fins en lui faisant jouer le rôle de l'idiot utile, rôle dans lequel Hollande et les dirigeants du PS excellent. Qu'on leur reproche, ils s'en foutent éperdument, ils n'ont que mépris pour leurs contradicteurs, à ce titre ils ont le même comportement ou la même approche, mentalité, que les dictateurs. - Ndlr)

**Le Figaro.** François Hollande ayant remis la croissance au cœur du texte européen, va-t-il maintenant présenter le pacte budgétaire au Parlement?

- François Hollande l'a dit pendant toute sa campagne: il ne ferait pas voter ce texte s'il n'y avait pas un rééquilibrage en faveur de la croissance. Il considère qu'avec les avancées obtenues jeudi et vendredi à Bruxelles, cette réorientation est engagée. Nous présenterons donc devant les députés et les sénateurs un projet de loi de ratification comportant deux parties: le traité budgétaire et l'ensemble des mesures issues du Conseil européen.

Nous sommes partisans de la responsabilité, cela fait des mois que nous le disons. Tout comme nous affichons notre combat contre

la dette publique. Mais l'austérité n'est pas la réponse à la crise européenne, les dimensions de solidarité, d'emploi et de croissance ne pouvaient pas être occultées.

(Ils décrètent qu'il faut un volet "*croissance*" pour qu'ils ratifient le TSCG, ensuite, ils décrètent encore qu'il existe, en conclusion ils décrètent toujours que plus rien ne s'oppose à son adoption. Et la démocratie s'étouffent certains. Vous avez dit quoi, la démocratie, connaissent pas, ils la piétinent et voilà tout. - Ndlr)

**Le Figaro.** Votre majorité ne risque-t-elle pas de voir ce pacte budgétaire comme une perte de souveraineté?

- Elle comprendra, j'en suis sûr, que la réorientation de la construction européenne permet la ratification du traité. Encore une fois, le désendettement est une ardente obligation: les marchés financiers sont de plus en plus exigeants. Comment financer correctement les services publics en ayant cette épée de Damoclès au-dessus de la tête? La gauche a fait sa mue sur le sujet. Quant à la nouvelle opposition parlementaire, elle devra prendre ses responsabilités. J'espère que nous trouverons un consensus.

(Leurs commanditaires ou passeurs d'ordres dont ils sont les représentants : les marchés financiers. Il le dit lui-même.

En disant que la "*gauche a fait sa mue sur le sujet*", il signifie par là que plus rien ne la distingue de la droite, ce que nous ne cessons de marteler, mais qu'apparemment personne ne veut entendre à la direction des partis dits ouvriers.

Le consensus avec l'UMP vient couronner le tout, c'est la cerise sur le gâteau qui confirme que le PS est bien un parti bourgeois, réactionnaire, capitaliste. - Ndlr)

**Le Figaro.** À quelle échéance présenterez-vous ces textes?

- Dès que possible.

Le Figaro. La règle d'or sera-t-elle inscrite dans la Constitution?

- Inscire pour l'éternité une règle interdisant tout déficit, nous n'avons jamais trouvé cela pertinent. Ce qui est nécessaire, c'est de prendre des engagements forts. Nous les réaffirmerons lors du débat d'orientation budgétaire. Le projet de loi de finances donnera les lignes d'équilibres jusqu'en 2015. Puis une loi de programmation, éventuellement organique, traduira les engagements pluriannuels de la France en matière de finances publiques. Le premier d'entre eux - faire revenir le déficit public de 4,5% cette année à 3% l'an prochain - est un impératif non négociable. Revenir dessus sous prétexte que cela demande des efforts serait un appel au meurtre!

(Pourquoi tenter le diable ou prendre le risque de rouvrir une polémique inutile quand on peut procéder autrement, franchement ? Pourquoi se braquer sur une "*règle*" quand "*des engagements forts*" reviennent en pratique au même ?

Et pour bien marquer la subordination totale et définitive du PS au capitalisme, pour témoigner dans quel camp il se situe et qu'on ne se méprenne pas sur ses réelles intentions, il enfonce le clou en affirmant que la réduction du déficit public "*est un impératif non négociable*". Il n'y a que nos dirigeants pour refuser d'en tirer tous les enseignements, on comprend pourquoi, cela les forcera à rompre avec l'appareil du PS et des syndicats, ils se retrouveraient tout nu, sans stratégie politique. - Ndlr)

**Le Figaro.** Le mandat de François Hollande commence par l'engagement de lourdes dépenses, comme l'embauche de fonctionnaires, notamment dans l'Éducation. Pour concilier ces dépenses avec le redressement des comptes publics, cela suppose de trouver des économies beaucoup plus importantes ailleurs. Comment allez-vous faire?

- Il y a des priorités, peu nombreuses, comme l'Éducation, la Justice, la Sécurité et Pôle emploi, qui verront leurs ressources s'accroître et, pour le reste, il faudra trouver des économies. C'est ce que François Hollande a toujours dit. La grande différence, c'est, d'une part, que nous changeons de méthode en abandonnant la RGPP (Revue générale des politiques publiques, NDLR), qui frappe aveuglément, pour une politique beaucoup plus pragmatique, concertée et intelligente. D'autre part, que nous stabilisons l'emploi public global, alors que la droite le réduisait.

(Vaux mieux des frappes ciblées que des frappes aveugles, les cibles en question apprécieront sans aucun doute. Quand il dit qu'il vaut mieux "*une politique beaucoup plus pragmatique, concertée et intelligente*", par pragmatisme, il entend donner des gages concrets aux privilégiés, ils seront servis les premiers comme en atteste le dernier sommet européen, concertée en déployant tout l'arsenal de la collaboration de classes avec la complicité des dirigeants pourris des syndicats qui sont demandeurs, intelligente dans la mesure où ils ménagent certaines couches qui lui sont acquis, ce serait dommage qu'elles leur tourne le dos le régime pourrait ne pas s'en remettre, tandis qu'il va s'engager auprès du patronat à matraquer les travailleurs du secteur privé sans que les syndicats ou les fonctionnaires ne lèvent le petit doigt pour venir à leur secours selon une répartition des rôles bien réglée là aussi. -Ndlr)



**Le Figaro.** Toutes ces mesures ne vont-elles pas encore détériorer la compétitivité de la France?

- Il faudra un quinquennat pour réaliser des réformes de structure, dont la déclaration de politique générale du premier ministre, Jean-Marc Ayrault, fixera demain le cap. La compétitivité est au cœur des préoccupations de François Hollande, qui la considère comme la clé de tout, y compris de l'influence de la France en Europe et dans le monde. (lefigaro.fr 01.07)

(Tout est dit ici, c'est la compétitivité chère à Parisot qui dicte la politique de Hollande, donc cela ne peut pas être les besoins ou aspirations des travailleurs qui doivent passer à la trappe, c'est à la virgule près le discours d'un parti de droite. - Ndlr)

J'ai passé certains éléments qui étaient insérés dans des propositions trop longues, mais qu'il nous faut ajouter car ils confirment que le PS est bien un parti pourri jusqu'à la moelle ou pire encore, le cynisme en prime qui le confirme.

Il a dit qu'il considérait que le "*coup de pouce*" au smic avait été "*raisonnable*", le Medef lui en saura gré, tandis que les patrons des entreprises publiques ne devaient estimer "dégradant de gagner 450.000 euros", on devrait préciser que 450.000 euros.

Vous avez là tout le PS.

Ce qui est dingue, c'est qu'il existe encore parmi nous des militants qui n'arrivent pas à admettre que ces gens-là sont prêts à vendre leurs gosses et leurs mères pour assurer la survie du capitalisme autant que leurs carrières et leur compte en banque. Ils s'imaginent que parce qu'ils sont honnêtes et sincères, qu'il serait impossible à quelqu'un qui se prétend socialiste d'être en réalité le pire ennemi du socialisme en frayant la voie à la réaction, à la dictature, on peut ajouter par expérience la guerre.

Ils semblent ne pas comprendre ou admettre que dans le passé ils ont livré le prolétariat à Hitler, Franco, Salazar, Pinochet, Vidéla, etc. tout comme les stalinien, qu'ils en sont toujours capables, regardez donc ce que fait aujourd'hui Fabius sur la Syrie et vous aurez un aperçu grandeur nature de ce qu'ils sont capables de nous infliger demain ainsi qu'à d'autres peuples. Ils sont viscéralement contre-révolutionnaires, anticommunistes. Alors doit-on les épargner comme le font nos dirigeants qui s'en font ainsi les complices ou doit-on les combattre féroce jusqu'à ce qu'ils disparaissent pour rester fidèle à Lénine ?

En complément ou pour enfoncer un peu plus le clou, Ayrault confirme tout le mal que l'on pense de la politique du gouvernement.

- Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, explique dans *Le Journal du Dimanche*, que «*c'est le moment d'engager les grandes réformes structurelles dont la France a besoin*» que Sarkozy n'a pas eu le temps ou la possibilité d'engager et promet qu'il «*n'attendra pas trois ans pour le faire*», les marchés l'exigent, il s'exécute en docile serviteur qu'il est, normal.

Il reconnaît toutefois qu'il risque de rencontrer des difficultés pour appliquer sa politique antisociale qu'il qualifie sans rire de «*réalisme de gauche*», «*la voie est étroite*» précise-t-il, allez, pas de fausse modestie, pas tant que cela. Car il a une méthode (qui n'est pas infallible) pour la faire passer «*mettre en place la démocratie sociale*», c'est-à-dire s'assurer de la collaboration loyale et zélée des dirigeants syndicaux qui ne demandent pas mieux que de mettre la main à la pâte, c'est risqué, non ils ne vont pas tomber dans un "*piège*" qui leur serait tendu par le gouvernement puisqu'ils en sont les complices, disons qu'ils n'ont pas vraiment le choix, tout simplement... (source : 20minutes.fr 01.07)

### **Fabius le dictateur. Propagande de la coalition impérialiste voulant mettre la main sur la Syrie.**

- L'accord de Genève implique le départ d'Assad, selon Fabius - Reuters

- Le rôle d'Assad incertain après l'accord à la réunion de Genève - Reuters

- Opposition syrienne : "*quelques éléments positifs*" mais le plan est "*trop vague*" - LePoint.fr

- Syrie: La presse officielle et des opposants s'accordent sur l'échec de Genève - 20minutes.fr

### **Fabius dans le rôle du falsificateur et fer de lance de la guerre contre la Syrie qu'il ne laisserait à personne pour rien au monde.**

L'accord du groupe d'action sur la Syrie conclu samedi à Genève requiert implicitement le départ de Bachar al Assad du pouvoir, a déclaré dimanche le chef de la diplomatie française, alors que le texte fait l'objet d'interprétations contradictoires sur le sort du dirigeant syrien.

"*Le texte dit précisément qu'il y aura un gouvernement de transition qui aura tous les pouvoirs, donc ce ne sera pas Bachar al Assad*", a dit Laurent Fabius sur TF1.

"Il est dit que ce seront des personnes qui feront l'objet d'un consentement mutuel. Jamais l'opposition ne va accepter Bachar al Assad", a-t-il poursuivi.

"Donc, ça signifie implicitement que Bachar al Assad doit partir. Bachar al Assad, à terme, c'est fini", a souligné le ministre des Affaires étrangères.

Les puissances du groupe d'action sur la Syrie se sont mises d'accord samedi à Genève sur la nécessité de la mise en place d'un gouvernement de transition à Damas, mais n'ont pas précisé le rôle que tiendrait le dirigeant syrien dans le processus. (Reuters 01.07)

Les Russes n'auraient jamais signé un tel document s'il prévoyait le départ de Bachar al Assad, auquel ils continuent de livrer des armes et qu'ils soutiennent toujours.

Camarades, Fabius reprend à son compte exactement la même méthode que l'impérialisme américain a utilisée en Libye ou en Irak. Alors Fabius moins pourri que Bush et Obama ? Au nom du socialisme s'il vous plaît, il est encore plus pourri, plus détestable, répugnant, voilà la vérité !

Vous avez lu plus haut que chez ces gens-là il y avait des choses non négociables, et bien c'est exactement la même chose chez nous, cela devrait l'être en tout cas.

Quant à ceux que notre intransigeance indispose, on ne les retient pas, les conciliateurs n'ont rien à faire dans nos rangs. Qu'ils aillent pleunicher dans les sous-vêtements de leurs dirigeants qui sont habitués à baisser leurs culottes, vous nous excuserez, en ce qui nous concerne la "*voie est trop étroite*" !

Comme disait Illitch Oulianov, ceux qui viennent à nous nous rejoignent sur la base de notre programme et non l'inverse, quand ils y sont prêts, ce n'est pas nous qui devons adapter notre programme à leurs illusions, sinon nous mettons le parti en péril. Vous me direz que nos dirigeants s'en foutent, et pour cause ce parti dont parlait Lénine n'existe pas !

## Actualité en titres

### Les élections, la mauvaise farce, c'est fini, la preuve en titres.

- La gauche s'engage sur le chemin de la rigueur - lemonde.fr 01.07
- Pour Ayrault, «c'est le moment d'engager les grandes réformes structurelles» - 20minutes.fr 01.07
- Moscovici accuse la droite ne n'avoir "*rien foutu*" pour réduire les déficits - AFP
- Moscovici : « *La gauche a fait sa mue* » au sujet de la dette - lefigaro.fr 01.07

## INFOS EN BREF

### Social

#### Italie

Iveco, la filiale de Fiat Industrial fabriquant des véhicules utilitaires, va fermer cinq usines en Europe, dont le site français de Chambéry, d'ici la fin de l'année pour adapter son outil de production au déclin des ventes de camions en Europe, a annoncé dimanche son président, Alfredo Altavilla.

Ces cinq usines représentent 1.075 emplois, a-t-il précisé.

Outre le site français de Chambéry, l'usine autrichienne de Graz et les établissements allemands d'Ulm, Görlitz et Weisveil sont concernés par cette restructuration.

Les projets d'investissement de 500 millions d'euros en Espagne, avec 1.100 créations d'emploi à la clef, ne devraient pas être affectés, a-t-il poursuivi. (Reuters 01.07)

Haut de page ↗

**Le 3 juillet**

## **CAUSERIE**

Milieu d'après-midi (ici en Inde). Je mets en ligne 21 nouveaux articles dans les rubriques, Economie, Politique, International, Grèce et Syrie. La suite demain. Bonne lecture.

**Mardi matin, 6h10.**

En juin, 3 150 connections au site, vous avez téléchargé 3 090 documents.

Par manque de temps, je ne traite pas (quotidiennement) les sujets qui font l'objet d'articles de journalistes ou de publicistes relativement indépendants et que je mets en ligne dans les différentes rubriques. Je vais essayer de soigner mes articles, puisque je suis tout seul pendant quatre mois, personne ne peut me déranger quand je travaille.

Bon, hier matin j'ai trouvé une petite grenouille sur le bureau, pas de quoi en faire un plat ! Il y en a plein ici, ce matin il y en avait une dans la cuvette des toilettes. Ce que je crains le plus, c'est de ne pas les voir et de marcher dessus. Quand il y en a trop et qu'elles deviennent envahissantes, j'organise une chasse aux grenouilles muni d'un chiffon, je les attrape et hop direction le jardin par la fenêtre. Pour les lézards, c'est plus compliqué car ils décampent rapidement, il faut les prendre par surprise. Si on se plante devant eux, ils se sauvent, la manoeuvre consiste donc à passer devant eux comme si on ne les avait pas vus, puis on se retourne brusquement et en un clin d'oeil on les saisit dans un chiffon, et hop retour à la nature ! Sur ce, passons aux choses sérieuses.

### **Pour qui le compte est-il bon ? La Cour des comptes une institution bonapartiste au service de l'Union européenne**

On attendra le discours d'Ayrault pour réagir après la publication du rapport de la Cour des comptes. Apparemment ce sont nos camarades fonctionnaires qui sont visés par ce rapport de comptables, ce sera à notre tour, les travailleurs du secteur privé, lors du "*sommet social*" qui doit avoir lieu fin juillet, dans la "*justice cela va de soi* !

Hier la France était gouvernée comme une multinationale par un quarteron d'avocats d'affaires (Sarkozy, Copé, etc.), aujourd'hui comme une holding aux services des marchés par des comptables à l'esprit tout aussi borné et froid, Hollande a été magistrat à la Cour des comptes, apparemment cela laisse des traces !

Si vous vous demandiez d'où viennent les pouvoirs de la Cour des comptes ne cherchez pas bien loin, ils sont inscrits dans la Constitution de la Ve République.

ARTICLE 47-2. La Cour des comptes assiste le Parlement dans le contrôle de l'action du Gouvernement. Elle assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et de l'application des lois de financement de la sécurité sociale ainsi que dans l'évaluation des politiques publiques. Par ses rapports publics, elle contribue à l'information des citoyens.

Les comptes des administrations publiques sont réguliers et sincères. Ils donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière.

En réalité, sa mission est d'une tout autre nature ou plutôt elle a évolué.

La Cour des comptes est une institution qui joue le rôle de gendarme pour le compte de l'Union européenne, il est en effet précisé à la fin de la note récapitulative du rapport qu'elle a remis hier au Premier ministre : "*la Cour des comptes joue déjà dans les faits le rôle d'un comité budgétaire indépendant tel que les nouveaux textes européens de renforcement de la surveillance budgétaire l'imposent désormais*".

Elle est donc un rouage de l'Union européenne au service de la dictature de l'aristocratie financière. Ses rapports ne peuvent être d'aucune utilité pour la classe ouvrière, dans la mesure où ils ont pour objet de s'assurer du bon fonctionnement de l'Etat pour le compte des capitalistes, ils sont aussi illégitimes que le régime en place dans lequel nous ne pouvons pas nous reconnaître, puisque nous combattons pour le renverser.

Il faut préciser que les critères qui ont été retenus dans ce rapport sont fidèles à ceux dictés à tous les Etats par l'Union européenne, le FMI, les banquiers.

Pour la petite histoire, cette auguste institution loge également dans un palais s'il vous plaît, le Palais Cambon construit à la demande de Napoléon 1er, institutions bonapartistes oblige ! On doit aussi à l'Empereur la loi du 16 septembre 1807 qui organise l'actuelle Cour des comptes. ([www.ccomptes.fr](http://www.ccomptes.fr))

J'ai mis en ligne l'intégralité de ce rapport sur la *Situation et perspectives des finances publiques 2012*. Si cela vous intéresse en voici le récapitulatif :

La France s'est engagée sur une trajectoire de retour à l'équilibre de ses comptes publics dont le respect est essentiel pour assurer sa crédibilité, la maîtrise de son destin et pour continuer de peser dans le concert européen. Ce redressement indispensable est exigeant mais possible. Les années 2012 et surtout 2013 sont des années charnières.

Pour l'année 2012, l'audit détaillé mené par la Cour à la demande du Gouvernement montre que le respect de l'objectif de déficit public fixé à 4,4 % exige sans tarder des mesures correctrices, afin de compenser le risque de manque à gagner sur les recettes que la Cour évalue à ce stade dans une fourchette de 6 à 10 Md€.

L'effort à fournir en 2013 sera beaucoup plus important : dans l'hypothèse d'une croissance de 1%, la Cour l'évalue à 33 Md€ de mesures nouvelles, qui devront être partagées entre économies sur les dépenses et recettes nouvelles. Ces économies ne pourront être réalisées que si toutes les administrations publiques y contribuent, l'État mais aussi la sécurité sociale et les collectivités territoriales, dans le cadre d'une nouvelle gouvernance d'ensemble. Les décisions qui devront être prises appellent une évolution en profondeur des modalités de l'action publique, afin de clarifier les responsabilités et de remettre en cause les trop nombreuses dépenses publiques inefficaces.

La Cour publie chaque année un rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques en vue du débat d'orientation que doit tenir le Parlement. Cette année, ce rapport inclut des développements spécifiques pour répondre à la demande du Premier ministre du 18 mai 2012 d'évaluer les risques pesant sur le respect des objectifs pour 2012 et de mesurer les enjeux du redressement pour les années suivantes. Le respect des engagements de redressement de nos comptes publics est indispensable.

Depuis plusieurs décennies, la France est loin d'avoir été exemplaire dans la gestion de ses finances publiques. Sa crédibilité en est affectée. Son niveau élevé de déficit et de dette la placent dans une zone dangereuse. Pour sécuriser le financement de l'action publique, affermir la crédibilité de la France, préserver sa souveraineté et assurer la cohésion entre générations, un redressement rapide des comptes publics de la France s'impose. Il passe par le respect de la trajectoire de redressement sur laquelle elle s'est engagée, qui prévoit un déficit de 4,4 % en 2012, de 3 % en 2013 et un retour à l'équilibre en 2016 ou 2017. En 2011, les engagements ont été tenus mais les efforts doivent être amplifiés car le retard de la France dans le redressement de ses comptes n'a pas été résorbé.

L'année 2011 a constitué une première étape dans le redressement des comptes. Le déficit public s'est établi à 5,2 % du PIB, soit 103 Md€, en repli de 34 Md€ par rapport à 2010. Malgré un ralentissement notable de la croissance des dépenses, l'effort consenti a principalement reposé sur des hausses des prélèvements obligatoires. Le déficit structurel, qui est calculé en éliminant l'effet de la conjoncture économique, se situe à 4 % du PIB, nettement au-dessus de la moyenne des autres pays de la zone euro (3,2 %) et de l'Allemagne (0,8 %). La dette publique continue à augmenter pour atteindre 86 % du PIB fin 2011, et dépasse désormais le niveau allemand qui, lui, décroît.

Pour l'année 2012, l'audit de la Cour ne révèle pas de risque de dérapage majeur pour les dépenses, mais il met en évidence un risque de moindres recettes de 6 à 10 Md€.

Le respect de la trajectoire pour 2012, qui prévoit un déficit public de 4,4 %, est loin d'être acquis. La Cour a examiné la situation des finances publiques à fin mai 2012, compte non tenu des mesures nouvelles annoncées ou mises en œuvre depuis le 6 mai.

Des risques de dépassement sur les dépenses de l'État ont été identifiés, par exemple sur les dépenses de personnel du ministère de la défense ou sur l'aide personnalisée au logement. Cependant, leur ampleur, de 1 à 2 Md€, est comparable à celle des années précédentes. Il est possible de couvrir ces risques d'ici la fin de l'année, en faisant preuve d'une grande vigilance et en procédant sans délai à des gels complémentaires de crédit.

Des risques importants de moins-values de recettes ont été détectés, qui tiennent à la fois à des prévisions initiales trop optimistes et à la révision à la baisse de la croissance que vient d'annoncer l'INSEE. La Cour les évalue entre 6 et 10 Md€. Ils appellent des mesures appropriées de correction pour respecter l'objectif de 4,4 % de déficit pour 2012.

Enfin, la perte de deux contentieux fiscaux aura des conséquences importantes, au-delà de 2012, sur les exercices 2013 et 2014, de l'ordre de 7 à 8 milliards d'euros. Leurs conséquences, pourtant prévisibles, n'ont été que très partiellement prises en compte dans le budget 2012 et dans le programme de stabilité. L'année 2013 requiert un effort très important, qui implique des choix difficiles, une gouvernance renouvelée et des réformes structurelles de l'action publique.



Pour tenir l'objectif de 3 % de déficit, l'effort à réaliser devrait s'élever à 33 Md€ dans l'hypothèse d'une croissance économique de 1 %. S'il était réparti à parts égales entre les économies sur les dépenses publiques et les recettes nouvelles, 16,5 Md€ d'économies devraient être réalisées par rapport à l'évolution tendancielle. Ceci reviendrait à stabiliser en volume les dépenses de toutes les administrations publiques, autrement dit à faire en sorte qu'elles n'augmentent pas plus que l'inflation, soit une contrainte plus sévère qu'en 2012 où elles devraient progresser de 0,5 % en volume.

Un tel effort ne sera possible que s'il concerne l'ensemble des administrations publiques, donc non seulement l'Etat mais aussi la sécurité sociale et les collectivités territoriales, dans le cadre d'une gouvernance d'ensemble renouvelée des finances publiques. Il devra porter sur l'ensemble des dépenses : de personnel, d'intervention et d'investissement. Pour y parvenir, une clarification des responsabilités s'impose, entre l'Etat et les collectivités territoriales, ainsi qu'entre les collectivités territoriales elles-mêmes. L'acte III de la décentralisation annoncé devra y contribuer. La masse salariale de l'ensemble des administrations devra être stabilisée. Les dépenses d'intervention devront être systématiquement passées au tamis de l'évaluation afin de dégager des marges de manœuvre. Des priorités devront être fixées dans la réalisation des investissements publics, notamment en matière d'infrastructures ferroviaires.

L'augmentation des recettes devra compléter les économies sur les dépenses. La Cour recommande qu'elle porte en priorité sur la remise en cause des niches fiscales et sociales. Il pourrait aussi être envisagé d'augmenter le taux d'impôts à assiette large, par exemple la CSG ou la TVA, de préférence de façon temporaire.

Les efforts devront être prolongés au-delà de 2013 pour assurer le retour à l'équilibre en 2016 ou 2017. Dans cet objectif, le rééquilibrage des comptes de la sécurité sociale est prioritaire et suppose de poursuivre la réforme du système de retraites et du système de soins qui restent lourdement déficitaires.

Grâce à ses travaux et à son positionnement à équidistance entre les pouvoirs législatif et exécutif, la Cour des comptes joue déjà dans les faits le rôle d'un comité budgétaire indépendant tel que les nouveaux textes européens de renforcement de la surveillance budgétaire l'imposent désormais. Elle continuera à exercer une grande vigilance sur le suivi du redressement de nos comptes publics. Fin.

On aura compris que cette gestion purement comptable de la société est contraire à la prise en compte de nos besoins ou droits sociaux considérés par ces comptables comme des charges, des contraintes insupportables dont l'Etat entend se délester au maximum au profit de leur marchandisation, creusant un peu plus les inégalités entre les privilégiés et les exploités.

La Cour des comptes participe ainsi à la légitimité du régime sur un plan à la fois juridique et purement comptable pour le compte non pas de la société mais de la classe dominante dont elle est le serviteur, quand elle ne devance pas ses besoins. Que le Premier président de la Cour des comptes, Didier Migaud, soit issu du PS et qu'il ait été nommé à ce poste par Sarkozy constitue un élément à charge supplémentaire contre le PS témoignant à quel point ce parti est subordonnée à l'ordre établi.

Un dernier mot très vite, à l'examen de la carrière des hauts fonctionnaires qui composent la Cour des comptes, on s'aperçoit que les changements intervenus à la tête de l'Etat ou les changements de majorité parlementaire au cours des 40 dernières années n'ont eu aucune influence sur leur carrière, ils sont parfaitement compatibles UMP et PS.

Eh oui, j'ai eu la curiosité et j'ai pris le temps de le vérifier en me connectant sur leur portail, afin de conforter ma position qui consiste à rejeter tout soutien au PS, y compris s'il prenait des mesures favorables à la classe ouvrière connaissant la nature de ce parti farouchement antisocialiste. Les militants qui ne le comprendraient pas, je les invite à relire attentivement Marx et Engels, ils verront que je ne fais que reprendre leur méthode, pas stupidement, mais parce qu'on ne peut pas légitimer un parti ou sa politique tout en combattant pour qu'il disparaisse, il faut choisir camarades, le camp du socialisme ou celui de ses ennemis, il n'en existe pas d'autres.

### **Extrait. Comment est née la dette publique de la France (mondialisation.ca 01.07)**

En 1973, la France n'avait pas de problème de dette et le budget national était équilibré. En effet, le Trésor Public pouvait se financer directement auprès de la Banque de France pour construire les écoles, les infrastructures routières, portuaires et aériennes, les hôpitaux et centres culturels, sans avoir à payer un taux d'intérêt exorbitant, et se trouvait donc rarement en déficit. Néanmoins, le 3 janvier 1973, le gouvernement du président George Pompidou, lui-même ancien directeur général de la Banque Rothschild, influencé par la Finance, a adopté la loi n°73/7 sur la Banque de France, surnommée la « loi Rothschild » en raison du lobbying du secteur bancaire en faveur de son adoption. Elaborée par Olivier Wormser, gouverneur de la Banque de France, et Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre de l'économie et des finances, elle stipule, dans son article 25, que « *le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France* ».

En clair, l'Etat français ne peut plus financer le Trésor Public en empruntant sans intérêt à la Banque de France, mais doit s'approvisionner auprès des marchés financiers. Ainsi, l'Etat se trouve contraint d'emprunter et de payer des intérêts auprès d'institutions financières privées, alors qu'il pouvait, jusqu'en 1973, créer de la monnaie pour équilibrer son budget, par le biais de la Banque centrale. Les banques commerciales disposent désormais du pouvoir de création monétaire par le crédit,



alors qu'auparavant celui-ci était une prérogative exclusive de la Banque centrale, c'est-à-dire de l'Etat, et s'enrichissent sur le dos des contribuables, avec un statut de quasi-monopole.

Ainsi, les banques privées peuvent prêter, grâce aux systèmes des réserves fractionnaires, plus de six fois, le montant de ce qu'elles possèdent en monnaie centrale. En clair, pour chaque euro dont elles disposent, elles peuvent prêter 6 euros grâce à la création monétaire par le crédit. Si cela n'est pas suffisant, elles peuvent emprunter autant de fonds que nécessaire auprès de la Banque centrale à un taux souvent de 0%, afin de le prêter ensuite... aux Etats à un taux de 3% à 18%, comme c'est le cas pour la Grèce. Ainsi, la création monétaire par le crédit représente 90% de la masse monétaire en circulation dans la zone euro.

Cette situation a été dénoncée par le Prix Nobel d'économie français Maurice Allais qui souhaite que la création monétaire soit réservée à l'Etat et la Banque centrale. Selon lui,

*« Toute création monétaire doit relever de l'État et de l'État seul : Toute création monétaire autre que la monnaie de base par la Banque centrale doit être rendue impossible, de manière que disparaissent les " faux droits " résultant actuellement de la création de monnaie bancaire [...]. Par essence, la création monétaire ex nihilo que pratiquent les banques est semblable, je n'hésite pas à le dire pour que les gens comprennent bien ce qui est en jeu ici, à la fabrication de monnaie par des faux-monnayeurs, si justement réprimée par la loi. Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents[4] ».*

Aujourd'hui, la dette de la France s'élève à plus de 1 700 milliards d'euros. Or, entre 1980 et 2010, le contribuable français a remboursé plus de 1 400 milliards d'euros aux banques privées au seul titre de l'intérêt de la dette. Ainsi, sans la loi de 1973, le traité de Maastricht et le traité de Lisbonne, la dette française serait à peine de 300 milliards d'euros.

La France paye chaque année 50 milliards d'euros en intérêts, ce qui en fait le premier poste du budget, avant l'éducation. Avec une telle somme, le gouvernement pourrait construire 500 000 logements sociaux à 100 000€ ou créer 1,5 millions d'emplois dans la fonction publique (éducation, santé, culture, loisir) avec un salaire mensuel net de 1 500€. Le contribuable se voit déposséder de plus 1 milliard d'euros chaque semaine au profit des banques privées. Ainsi, la catégorie la plus riche de la population a reçu de l'Etat le fabuleux privilège de s'enrichir aux frais du contribuable, sans absolument aucune contrepartie et sans fournir le moindre effort.

Par ailleurs, ce système permet à la Finance de soumettre la classe politique à ses intérêts et de lui dicter une politique économique par le biais des agences de notations, elles-mêmes financées par les banques privées. En effet, si un gouvernement adopte une politique contraire aux intérêts du marché financier, ces agences baissent la note attribuée aux Etats, ce qui a pour effet immédiat d'augmenter les taux d'intérêts.

Dans le même temps, lorsque l'Etat et la Banque centrale européenne renflouent les banques privées en difficulté – c'est-à-dire qu'ils procèdent à leur nationalisation de facto sans bénéficier d'aucun avantage, comme par exemple un pouvoir de décision au sein du Conseil d'administration, ils le font avec des taux d'intérêts moins élevés que ceux que ces mêmes entités financières appliquent à l'Etat.

Le système de crédit établi en France depuis 1973 et ratifié depuis par les traités de Maastricht et de Lisbonne n'a qu'un but : enrichir les banques privées sur le dos des contribuables. Il est regrettable qu'un débat sur les origines de la dette publique en France n'ait lieu ni dans les médias ni au sein du Parlement. Pourtant, il suffirait de redonner l'exclusivité de la création monétaire à la Banque centrale pour résoudre le problème de la dette. (mondialisation.ca 01.07)

Faux-monnayeurs, voleurs, c'est ainsi, sans exagération, qu'on peut qualifier les banquiers qui détiennent le pouvoir. On pourrait ajouter d'autres parasites de haut vol, les compagnies d'assurance qui nous rackettent et sont aussi riches ou plus que les banques.

Mais au fait, à quoi servent les syndicats des banques, vous les avez déjà entendus un jour sur ce sujet ? Ils sont tous vendus ou plutôt ils se sont laissés acheter. Et les partis ouvriers, ils en disent quoi ? Rien comme d'habitude, ils sont complices. Vous avez une autre explication ? Ont-ils un jour mené une campagne nationale sur ce thème ? Je n'en ai pas souvenir. Après vous vous étonnez que les travailleurs ne comprennent pas grand chose à la situation, au fonctionnement de la société, c'est normal, non ?

Quand on voit la facilité avec laquelle ils parviennent à nous racketter grâce à un mécanisme très simple qu'un enfant de CE1 pigerait, on est bien obligé de penser qu'il y en a qui ne font pas leur boulot auprès des travailleurs ou qui ne savent pas comment s'y prendre.

L'ignorance des masses pose un problème dans la mesure où l'information existe bien sur le Net, mais apparemment peu de travailleurs en prennent connaissance ou s'y intéressent. Cela vaut également pour des questions politiques, par exemple ce qui est en train de se passer avec la Syrie, on est forcé de se dire que les puissances occidentales ne pourraient pas se livrer à une telle propagande guerrière et mensongère si les travailleurs savaient réellement ce qui se passe dans ce pays, or ils l'ignorent toujours.

Dans le site, j'ai mis en ligne plus de 220 articles sur la Syrie qui démontent la propagande officielle de la coalition militaire occidentale qui organise la déstabilisation du régime. Je ne suis pas évidemment pas le seul dans ce cas-là. Et malgré tout la majorité des travailleurs ignorent toujours la vérité et croient les mensonges de Fabius, Cameron, Obama. Pourquoi ? Parce qu'ils sont imbibés de l'idéologie du régime avec laquelle ils ne parviennent pas à rompre, puisqu'il n'existe aucune alternative cohérente et sérieuse au capitalisme à leurs yeux, autrement dit, nous sommes incapables de faire la promotion des idées du socialisme pour les aider à se détacher des idées dominantes. Je ne prétends pas que cela pourrait changer la situation, je dis seulement que cela leur permettrait de gagner en indépendance, en confiance. ils ne rompent vraiment avec le capital que lors de la révolution, à condition d'y avoir été préparés de longue date, je ne dis pas autre chose.

## Actualité en titres

### Infantilisme.

- Un déficit public à 3% d'ici 2013 ? Un objectif « idiot » pour Martine Billard - Public Sénat

La légèreté de ton employée par Martine Billard suffit à montrer à quel point elle ne sent pas vraiment concernée par cet objectif qui se traduira forcément par davantage d'austérité.

### En famille. Consensus.

- Le rapport de la Cour des comptes satisfait autant le gouvernement que l'opposition - L'Express.fr

En voilà des gens heureux !

## INFOS EN BREF

### Politique

#### France

La Cour des comptes révélait ce matin l'audit des finances publiques. « *La France est loin d'être exemplaire* » regrette Didier Migaud, premier président, et les efforts seront substantiels : 6 à 10 milliards d'euros à trouver pour cette année, 33 milliards pour 2013.

Le pays a pris de mauvaises habitudes, aujourd'hui, « la charge de la dette représente la première dépense » nous rappelle le premier président de la Cour des comptes. Le « *retour à l'équilibre est une nécessité absolue* » ajoute-t-il, annonçant « *un freinage sans précédent des dépenses publiques et une hausse des impôts* ».

Le chemin du redressement sera long et difficile. Le gouvernement table sur un retour à l'équilibre pour 2017. Et cela passe « *prioritairement (par) la réduction des dépenses publiques* » rappelle Didier Migaud. Si « *pour cette année, cela ne devrait pas poser trop de problèmes de rassembler 6 à 10 milliards* » précise-t-il « *il est évident que l'année 2013 sera charnière, avec 33 milliards d'euros à trouver* ». Pour ce faire, la Cour des comptes cible notamment et immédiatement la fonction publique, « *principal enjeu budgétaire* ».

Sur ce point, les sages sont clairs, il n'y a que deux scénarios envisageables : soit le gouvernement s'obstine à stabiliser le nombre de fonctionnaires, auquel cas il s'expose à un « *gel du point d'indice, une réduction significative de l'avancement des fonctionnaires et un quasi-gel des mesures catégorielles* », soit l'exécutif devra diminuer le nombre de postes dans la fonction publique pour obtenir « *des marges de manœuvre en matière de politique salariale* ».

En d'autres termes, le gouvernement a déjà assuré qu'il maintiendrait le volume global de la fonction publique. Les postes supprimés ou non-remplacés devraient être tous compensés par la création d'emplois dans d'autres secteurs. Dans ce cas, à en croire l'audit de la Cour des comptes, le gouvernement devra renoncer à toute politique salariale. Ainsi, si l'exécutif persiste dans ce qu'il a annoncé, il ne pourra pas augmenter ni faire progresser ses fonctionnaires comme il le fait en temps normal, il n'en aura pas les moyens.

Le rapport de la Cour des comptes pointe également du doigt un manque d'efficacité de la puissance publique. Il désigne notamment les redondances entre Etat et collectivités territoriales dont il convient de « *clarifier les rôles* ». Il s'agit de supprimer les doublons qui coûtent chers, en investissements infructueux et en masse salariale.

« *Trop de dispositifs, trop larges, et les objectifs ne sont pas forcément atteints* » explique le premier président. Didier Migaud

insiste plus particulièrement sur les communes et les intercommunalités sur lesquelles il appelle à « *renforcer les contraintes* ». En effet, cet échelon des collectivités locales est le moins pressurisé par la cure d'amaigrissement de l'Etat territorial, et dispose d'une certaine liberté budgétaire qu'il conviendrait de réformer.

Plus généralement, reprochant un manque chronique d'efficience aux politiques d'intervention de l'Etat, la Cour des comptes recommande un recours systématique à l'évaluation. Une évaluation diligentée par une entité indépendante, chargée d'une étude de « *rentabilité socio-économique* » en vue « *de ne retenir que les investissements efficaces* ».

Didier Migaud évoque notamment et à titre d'exemple « *l'abaissement de la TVA sur la restauration* » qui n'aurait pas été efficace. La lutte contre les niches fiscales est d'ailleurs la première recommandation de l'audit révélé ce matin en matière d'action sur les recettes.

Si toutefois la chasse aux niches fiscales ne suffisait pas, les sages estiment que le gouvernement pourrait être amené à augmenter les impôts. Didier Migaud suggère ainsi sans détour une hausse de « *la TVA et la CSG, qui sont des impôts à assiette large et à bon rendement, fut-ce de manière temporaire* ». En d'autre terme, ces deux leviers fiscaux, bien que douloureux pour l'ensemble des français, sont efficaces. Envisager de les augmenter pour quelques années est une option à prendre au sérieux.

Bien que le mot « *rigueur* » ne soit pas lâché, c'est bien de cela dont il s'agit. « *Pour rester crédible* », la France doit faire des efforts. Didier Migaud appelle à « *une discipline sévère (qui) ne peut plus être retardée, mais sans étouffer la croissance* ».

Pédagogue, le premier président explique que, en dépit de l'impact négatif que peuvent avoir ces mesures sur l'économie à court terme, « *mieux vaut maintenant que demain, car sinon ce redressement sera plus lourd, plus douloureux, et imposé de l'extérieur* ».

La France n'a plus le choix. Didier Migaud le résume en ces mots : « *agir a un coût. Ne pas agir a un coût encore plus grand* ». (publicsenat.fr 02.07)

## 2- Grèce

La Banque centrale européenne (BCE) a encouragé lundi le nouveau gouvernement grec à relancer et mettre en oeuvre les réformes contenues dans le programme d'ajustement budgétaire du pays décidé avec ses créanciers, en mettant en garde contre tout nouveau retard, jugé "risqué".

M. Asmussen a enjoint les Grecs à s'approprier le programme, surnommé "mémoire", que le nouveau gouvernement dirigé par le conservateur Antonis Samaras compte renégocier avec ses créanciers.

"Le nouveau gouvernement ne devrait pas perdre un temps précieux à chercher à éviter ou assouplir le programme. Il devrait au contraire se concentrer sur les moyens de maximiser l'effet des réformes", a-t-il dit au cours de cette conférence de deux jours centrée sur "la transformation de l'incertitude en stabilité et croissance".

Il avait auparavant regretté la faible adhésion des Grecs aux mesures proposées, qui a freiné selon lui, la mise en oeuvre des réformes "nécessaires".

"Avec ou sans" ce mémoire, "n'importe quel gouvernement grec devrait suivre un ajustement similaire pour ramener l'économie sur les rails et restaurer la confiance des marchés financiers", a-t-il jugé.

M. Asmussen a cité en exemple la Lettonie, non membre de la zone euro, qui a mené un sévère programme d'ajustement pour réduire ses déficits et les réformes du marché du travail menées en Allemagne au début des années 2000.

"En Allemagne, c'était très difficile, les syndicats s'y sont opposés. Mais maintenant des années plus tard, tout le monde reconnaît que les réformes du marché du travail contenues dans +l'agenda 2010+ sont l'une des raisons" de la force actuelle de l'économie allemande, ce qui est une "clé" de la consommation privée dans le pays, a-t-il dit.

"Ce programme est la meilleure option pour la Grèce", a-t-il insisté en estimant que les difficultés actuelles du pays "ne viennent pas" du mémoire.

L'écart de compétitivité de la Grèce avec ses principaux partenaires est "d'au moins 15%", a rappelé M. Asmussen.

"Le programme a pour but de réduire cet écart" en "augmentant la flexibilité des prix sur le marché du travail, et sur les marchés des produits et services afin de créer les bases d'une croissance orientées sur l'exportation et la création d'emploi". (AFP 02.07)

### 3- Mexique

Le Parti action nationale (PAN), la formation politique conservatrice au pouvoir au Mexique depuis 2000, a reconnu avoir subi dimanche une défaite "monumentale" aux élections présidentielle, législatives et régionales, selon son responsable national Gustavo Madero.

Le parti du président sortant Felipe Calderon est arrivé en troisième position à l'élection présidentielle, a perdu la majorité au Sénat et l'Etat du Jalisco, dont la capitale est Guadalajara, la deuxième ville du Mexique.

Selon les résultats officiels préliminaires, la candidate du PAN à l'élection présidentielle recueille entre 25 et 26% des suffrages, à environ 12 points du vainqueur Enrique Peña Nieto, du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), et cinq points derrière le candidat de la gauche, Andres Manuel Lopez Obrador.

Ainsi, le PRI revient au pouvoir après avoir gouverné le Mexique sans interruption pendant 71 ans jusqu'en 2000, date de sa défaite face à Vicente Fox, confirmée en 2006 par Felipe Calderon.

German Martinez Cazares, dirigeant national du PAN entre 2007 et 2009 et ministre de la Fonction publique dans le premier gouvernement de Calderon, a publié pour sa part dans le journal Reforma une tribune intitulée "*Le désastre*". Selon lui, les élections du 1er juillet resteront pour son parti un "*navfrage sans circonstances atténuantes*". (AFP 02.07)

### Social

#### 1- UE

Le taux de chômage dans la zone euro a atteint en mai un nouveau record, à 11,1% de la population active, et il pourrait continuer d'augmenter pour atteindre un pic à 11,5 ou 12% dans les prochains mois, anticipent les analystes.

Selon les estimations de l'office européen de statistiques Eurostat, 17,561 millions de personnes étaient au chômage dans la zone euro en mai, soit 88.000 de plus que le mois précédent.

Il s'agit aussi du 13e mois consécutif au cours duquel le chômage a atteint ou dépassé le seuil de 10% dans la zone euro.

Par rapport à mai 2011, le nombre de chômeurs s'est accru de 1,82 million de personnes dans l'Union monétaire.

L'Espagne voit encore son niveau augmenter en mai, à 24,6%. Le chômage touche plus d'un jeune sur deux dans ce pays (52,1% des moins de 25 ans).

La Grèce, dont les données disponibles datent de mars, arrive juste derrière avec un taux de 21,9% contre 15,7% un an plus tôt.

A l'inverse, les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés en Autriche (4,1%), aux Pays-Bas (5,1%), au Luxembourg (5,4%) et en Allemagne (5,6%).

Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage a atteint 10,3% en mai, un niveau record là aussi, contre 10,2% en avril (chiffre révisé). (AFP 02.07)

#### 2- France

2.1- L'Union nationale de la propriété immobilière (Unpi) a porté plainte contre la gestion des organismes HLM auprès de la Direction générale de la concurrence à Bruxelles, rapporte "le Parisien" du lundi 2 juillet.

"380.000 logements HLM [sur 4,1 millions] sont occupés par des ménages qui ont des revenus mensuels supérieurs à 4.000 euros par mois", tacle Jean Perrin, président de l'association de défense des propriétaires privés. Des personnes qui auraient les moyens de se loger dans le privé, créant une distorsion de concurrence.

L'Unpi enfonce le clou en affirmant que 700.000 HLM seraient vides ou sous-occupés. "*Notre démarche est liée à la dérive de la dépense nationale pour le logement public*", explique France Bauvin de l'Unpi au "Parisien". "*Nous voulons que le logement social retrouve sa mission : loger les plus pauvres.*"

Alors que la liste d'attente des HLM s'allonge sans cesse (1,2 million de personnes en attente), l'Unpi critique les offices HLM

qui touchent chaque année 25 milliards d'euros d'aide d'Etat. Si Bruxelles estime que la mission de service public consistant à attribuer des logements aux familles en difficultés n'est pas remplie, alors la Commission pourrait estimer qu'il y a "surcompensation" et les aides pourraient être déclarées illégales.

"Pour se sortir de ce mauvais pas, le gouvernement serait contraint de durcir les critères d'attribution des HLM", souligne "le Parisien".

Pour rappel, les critères d'attribution de HLM pour une personne seule est un plafond des ressources à 2.070 euros à Paris et 1.800 euros en province, et pour un couple avec deux enfants à 4.840 euros à Paris et 3.490 euros en province. Au total, 64% des ménages français sont éligibles à un logement social. (nouvelobs.com 02.07)

Les critères actuels d'attribution de HLM ne favorisent pas des privilégiés comme voudrait le faire croire hypocritement l'Unpi. Leur objectif serait de chasser des HLM les locataires qui auraient les moyens de s'endetter lourdement pour devenir propriétaire de leur habitation mais qui s'y refusent, ce qui favoriserait les entreprises du bâtiment et les sociétés immobilières. A côté de cela, la gestion des HLM est anarchique, clientéliste.

**2.2-** HP France a annoncé lundi envisager environ 520 suppressions de postes d'ici la fin 2014 sur la base de départs volontaires et de pré-retraites.

Le numéro un mondial des micro-ordinateurs avait annoncé fin mai la suppression de 27.000 postes dans le monde, soit environ 8% de ses effectifs, pour relancer sa croissance et économiser entre trois et 3,5 milliards de dollars par an à partir de la fin de l'exercice 2013-2014.

La direction de HP France, qui a fait cette annonce lors d'un comité d'entreprise exceptionnel, précise qu'elle compte parallèlement recruter 70 jeunes diplômés par an pendant trois ans. (Reuters 02.07)

[Haut de page ↗](#)

---

**Le 4 juillet**

**CAUSERIE**

**La chronique de l'été dédiée au marxisme... pour se rafraîchir les neurones.**

Engels écrit Lénine, allait "*devenir pour toute son existence l'implacable ennemi de cette « introduction du philistinisme dans le communisme »*". (La correspondance de Marx et d'Engels - Lénine, 1913) Cela veut dire guerre à l'opportunisme.

Le philistin, ce qui le caractérise c'est la braderie, il ne lui est même pas nécessaire de tout brader pour abandonner l'esprit du communisme que diffusent les convictions auxquelles nous sommes attachés et dont on se détache pour l'occasion, puis une autre et ainsi de suite, jusqu'au moment où l'exception ne confirme plus la règle mais la remplace, celle-ci est morte, le communisme.

Donc être attaché à la règle, à nos principes, à nos valeurs, aux expériences qui nous ont forgés, être discipliné, être souple et ferme quand c'est nécessaire, n'être ni dogmatique, ni sectaire ou éclectique, défendre nos idées même si se situent à contre-courant du mouvement (inconscient) des masses, c'est le cas.

Avec Ayrault le gouvernement s'est déplacé au musée Grévin, au Père Lachaise ils n'avaient pas de caveau assez grand, alors que Hollande la joue "I sing under the rain", la version sans essuie-glaces, il n'y aura personne pour ramasser les morceaux quand il se rétamera, pour Dray l'heure a sonné de traîner sa petite vertu rue Saint-Denis, et Royal telle la pucelle qui a brûlé toutes ses cartouches hurle à la trahison, quelle entrée en scène fracassante !

**C'est quoi le marxisme ?**

"une profonde compréhension des buts révolutionnaires essentiels du prolétariat, et qui définit avec une incroyable souplesse le rôle de la tactique au service de ces buts révolutionnaires, sans faire la moindre concession à l'opportunisme ni à la phrase révolutionnaire." selon Marx et Engels, propos repris par Lénine en 1913.

J'en déduis donc pour avoir étudié un peu Lénine, qu'il leur avait emprunté leur méthode, qu'il la maîtrisait parfaitement, ce qui n'est pas encore notre cas.



Lénine explique la méthode : *"Si on essaye de définir d'un mot le foyer, pour ainsi dire, de toute cette correspondance, le point central auquel se rattache tout ce réseau d'idées énoncées et examinées, ce mot sera la dialectique. L'application de la dialectique matérialiste à la réforme de toute l'économie politique reprise par la base, à l'histoire, aux sciences naturelles, à la philosophie, à la politique et à la tactique de la classe ouvrière, voilà ce qui intéresse surtout Marx et Engels, voilà en quoi ils apportent quelque chose d'essentiel et de nouveau, voilà où se trouve le progrès génial qu'ils ont fait faire à la pensée révolutionnaire."*

D'où la nécessité de défendre la dialectique matérialiste qui permet d'interpréter correctement la nature, la société, le monde, au lieu par exemple de perdre son temps à défendre l'athéisme qui finalement convient à des représentants de toutes les classes, ce qui ne sera pas le cas de la dialectique matérialiste qui se confond avec la défense du socialisme.

Est-ce vraiment un hasard si la Libre Pensée prend la défense de la république démocratique bourgeoise et non le socialisme ? Vous avez la réponse ici. Ajoutons que Lénine rejetait les mots d'ordre d'inspiration bourgeois du genre, défense de la liberté d'expression, de la liberté de conscience, estimant que sous un régime oppressif fut-il démocratique, elle ne profitait réellement qu'à la classe dominante. La différence fondamentale entre Lénine et nos dirigeants aux cerveaux ramollis, c'est qu'il ne concédait absolument rien au régime en place, il ne lui reconnaissait aucun mérite et n'en attendait rien, exactement comme Marx et Engels.

- *"« Ici, à Elberfeld, on fait des miracles. Hier (écrit le 22 février 1846), dans la plus grande salle, dans le meilleur restaurant de la ville, nous avons eu notre troisième réunion communiste. La première comptait 40 membres, la seconde 130, la troisième au moins 200. Tout Elberfeld et tout Barmen, en commençant par l'aristocratie de l'argent, pour finir par les petits boutiquiers, étaient représentés, il ne manquait que le prolétariat. »*

*Voilà littéralement comment écrit Engels. En Allemagne, tout le monde était alors communiste, sauf le prolétariat. Le communisme était la façon dont s'exprimait l'esprit général d'opposition répandu, surtout dans la bourgeoisie. « Le public le plus borné, le plus paresseux, le plus pharisien, qui ne s'est jamais intéressé à rien, commence à s'enthousiasmer pour le communisme. » Les principaux prophètes du communisme étaient alors des gens dans le genre de nos populistes, socialistes-révolutionnaires, socialistes populaires, etc., etc., en réalité c'étaient des bourgeois bien intentionnés, plus ou moins enragés contre le gouvernement.*

*C'est dans ce cadre, c'est le milieu de ce nombre infini de tendances et de fractions soi-disant socialistes, qu'Engels sut se frayer sa route vers le socialisme prolétarien, sans craindre de rompre avec cette masse de bonnes gens, de chauds révolutionnaires, mais de mauvais communistes."*

Camarades, nous dirions aujourd'hui : ne craignons pas de rompre avec les opportunistes, les "mauvais communistes".

### **C'est quoi être communiste :**

Engels :

- *"Je définis l'état d'âme du communiste de la façon suivante : 1° Détendre les intérêts du prolétaire contre ceux du bourgeois ; 2° pour cela supprimer la propriété privée et la remplacer par la communauté des biens ; 3° reconnaître comme seul moyen d'arriver à ces buts la révolution démocratique violente" (écrit un an et demi avant la révolution de 1848, note de Lénine).*

Lénine rapporte ensuite comment cette définition du communiste d'Engels fut mise au vote lors d'une réunion.

*"Après discussion, 13 voix contre 2 acceptèrent la définition (du communiste -Ndlr) d'Engels. Le public de ces réunions était composé d'environ 20 menuisiers. C'est ainsi que furent posés à Paris, il y a 67 ans, les fondements du parti social-démocrate ouvrier d'Allemagne."*

Vous me direz qu'à l'arrivée ou au départ on ne sera pas très nombreux non plus, c'est secondaire, nous serons en tout cas davantage que 2 ! Vous voyez camarades qu'il ne faut pas désespérer, ce sont nos dirigeants qui sont désespérants, pitoyables, pas la classe ni les militants.

Nos dirigeants ont bradé nos principes, ils ont été jusqu'à reprendre des mots d'ordre de nos ennemis, les militants s'y sont habitués, ils y ont pris goût pour certains avec le temps au point de n'être même plus "de chauds révolutionnaires". Alors combien restent-ils de "bons communistes" ?

Par la même occasion, j'ai actualisé la rubrique marxiste du site pour vous donner envie de lire (et étudier le socialisme) pendant vos vacances.

## Marché de dupes.

Rien de nouveau dans le discours d'Ayrault, *Le Monde* l'a exprimé à sa manière en indiquant qu'à l'Hôtel de Matignon on entendait expliquer comment "le changement promis, fondé sur les engagements précis du président, va continuer à être mis en œuvre".

Et de poursuivre sur la "méthode" Hollande-Ayrault :

- Sur les dossiers sociaux, le premier ministre devait s'en tenir aux principes déjà largement martelés par le chef de l'Etat, en affirmant "que l'on assiste à la mise en place d'une démocratie sociale qui doit trouver son point d'origine et de naissance dans la conférence sociale du 9 et 10 juillet".

Se risquer à des annonces serait mal vu par les partenaires sociaux, censés être associés aux grandes décisions. (lemonde.fr 03.07)

J'en profite pour rectifier une erreur que j'ai commise hier en situant cette conférence fin juillet. Etre "associé aux grandes décisions" prises par le gouvernement en concertation avec le patronat, c'est légitimer, collaborer à la mise en œuvre de la politique d'austérité, c'est inacceptable du point de vue des intérêts des travailleurs. Les syndicats n'ont rien à faire dans ce genre de réunion, sinon brader nos droits et acquis.

Hollande-Ayrault refuse l'emploi des mots austérité ou rigueur pour caractériser leur politique, et ils s'emploient à la présenter de telle sorte qu'on ne puisse pas leur reprocher. Sans se pencher sur les détails, à première vue les mesures qui ont été énoncées hier étaient déjà connues pour l'essentiel, elles ne concerneraient pas les couches les plus pauvres et les classes moyennes, elles correspondaient au "redressement dans la justice" promis sans austérité et fidèle aux promesses électorales de François Hollande relève Reuters.

Alors où est le lézard ? Le tour de passe-passe se joue en deux temps.

Un, l'austérité sévit déjà, on n'y touche pas, on n'en parle pas, ainsi il n'est pas question de s'attaquer au chômage de masse, à la précarité de plus en plus généralisée, à la pauvreté qui fait des ravages et s'étend.

Ayrault l'a confirmé à sa manière hier : en disant après avoir pris soin d'écarter à plusieurs reprises toute idée d'austérité budgétaire. "Le gouvernement n'a pas besoin d'opérer un tournant. Il n'y aura pas de tournant!" (AFP 03.07), pas besoin, il a déjà été pris par son prédécesseur, il mettra un tour de vis plus tard...

Deux, on reporte à plus tard les réformes structurelles exigées par les marchés, l'UE, le FMI, etc., sans doute une fois que le scénario mis en place avec leurs complices des syndicats aura fait ses preuves, il faut le tester avant, la conférence des 9 et 10 juillet leur en donnera l'occasion.

Les capitalistes ont deux exigences qui se situent sur des plans différents.

D'une part, s'attaquer à la législation du travail pour accroître l'exploitation, cela concerne les travailleurs du secteur privé qui représentent 75% de la masse salariale en France et qui produisent la plus-value, dont le profit que leur subtilisent les capitalistes.

D'autre part, s'attaquer aux services publics qui n'ont pas encore été privatisés et sur lesquels lorgnent banquiers et dirigeants des multinationales, pour lesquels le modèle anglo-saxon de marchandisation totale de la société doit être étendu à tous les pays sans exception, cela concerne en priorité les travailleurs du secteur public.

Le gouvernement doit avancer prudemment sur les deux fronts afin d'éviter que l'unité du prolétariat des secteurs privé et public ne se réalise, ce qui signifierait pour lui l'impossibilité d'imposer sa politique aux uns comme aux autres. Il entend donc profiter de la division structurelle du prolétariat pour s'attaquer séparément à ses différentes couches, exercice risqué et périlleux, mais qui a fait ses preuves depuis 70 ans, sachant qu'il peut compter sur le soutien des dirigeants corrompus des syndicats qui reproduisent sans cesse cette division pour affaiblir la capacité de résistance et la mobilisation de la classe ouvrière.

Sur le plan pratique, pour combattre efficacement le gouvernement et le patronat, il faudrait axer notre combat sur la nécessité de réaliser l'unité de ces deux composantes de la classe ouvrière, dégager les conditions qui permettraient d'avancer dans cette voie, ce qui implique de s'attaquer aux appareils qui sont évidemment contre, puisqu'ils mesurent le danger que cela représenterait pour le régime.

Comment, en proposant à l'ensemble des travailleurs du pays une plateforme revendicative réunissant les principales revendications des travailleurs du privé et du public, en mettant en avant celles qui leur sont communes, comme par exemple l'augmentation du smic et des salaires, les retraites, la baisse des loyers, et tandis que les travailleurs du secteur public de

la santé se battraient pour conserver leurs droits ou améliorer leurs conditions de travail qui vont de pair avec l'accès ou le respect du droit à la santé que la totalité des travailleurs sont en droit de revendiquer, les travailleurs du secteur privé avanceraient leurs besoins dans ce domaine qui recouvriraient les exigences des travailleurs de la santé.

Ainsi, au lieu de présenter un prolétariat éclaté face au gouvernement et au patronat, se dresserait une force unie, invincible, ce qui modifierait le rapport de force entre les classes au profit de la masse des exploités qui prendraient conscience d'appartenir à une seule classe et d'avoir le même ennemi.

Alors oui pour le coup, une fois et une fois seulement cette condition réunie ou étant suffisamment avancé dans cette voie, il serait possible de déclarer que dorénavant tout est possible, car les travailleurs renoueraient avec l'espoir qu'ils ont abandonné au fil du temps qu'il est possible de changer la société, de se débarrasser du capitalisme plus particulièrement chez les travailleurs du secteur privé et de l'Etat capitaliste davantage chez les travailleurs du secteur public, les deux étant inséparables pour avancer vers notre émancipation, vers le socialisme.

Voilà des propositions concrètes, cohérentes et sérieuses qui partent de la réalité.

On entend souvent dire qu'il faudrait faire preuve d'imagination, qu'il faudrait inventer une autre politique, que le socialisme au XXI<sup>e</sup> siècle devrait être différent de celui des XIX et XX<sup>e</sup> siècle, etc. en fait, tous ceux qui tiennent ce genre de discours témoignent qu'ils sont incapables de partir de la réalité, la plupart du temps parce qu'ils en sont coupés, réalité où se trouvent précisément les matériaux que nous devons prendre en compte pour définir une tactique et une stratégie conforme aux intérêts collectifs de la classe ouvrière, à l'objectif du combat du mouvement ouvrier, le socialisme. C'est possible, je viens de le prouver.

Quel parti aura la volonté de porter une telle politique auprès des travailleurs ? Préféreront-ils s'en tenir à un syndicalisme corporatiste, à une politique trade-unioniste qui nous ont menés là où nous en sommes aujourd'hui ?

### **La méthode : amplifier la collaboration de classes... et ses méfaits.**

- Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a souhaité mardi qu'une "culture de l'accord", du "donnant-donnant" s'"impose" en France entre les syndicats, le patronat et l'État, lors de sa déclaration de politique générale à l'Assemblée. "*La réduction du chômage et le développement de l'emploi, et donc le développement de nos entreprises, doivent être une préoccupation partagée, et je souhaite que la culture de l'accord, celle qui implique des contreparties, du donnant-donnant, s'impose peu à peu dans le dialogue et la démocratie sociale*", a déclaré le Premier ministre.

Selon lui, "*cet état d'esprit nouveau s'est déjà exprimé à travers l'organisation d'une grande conférence sociale, qui s'ouvrira dans quelques jours*", les 9 et 10 juillet. "*Il est fini le temps des sommets spectacles. Le temps où la concertation n'était conçue que pour donner l'apparence du dialogue social à la décision d'un seul*", a-t-il ajouté dans une critique aux sommets sociaux d'un jour convoqués par l'ancien président Nicolas Sarkozy. Dans ce processus de dialogue qu'il appelle de ses vœux, "*organisations d'employeurs et de salariés doivent prendre leurs responsabilités, le gouvernement prendra aussi les siennes*".

"*Tout sera mis sur la table, a-t-il promis, y compris l'intégration des représentants des salariés dans les conseils d'administration des grandes entreprises, le dialogue social territorial au niveau des bassins d'emploi, l'information en amont des représentants du personnel. Rien ne sera tabou.*" (LePoint.fr 03.07)

Qu'est-ce que signifie ce "donnant-donnant" sinon que les dirigeants syndicaux devraient continuer à barder nos droits et acquis ? Nous n'avons rien à donner aux capitalistes, nous ne leur devons absolument rien, pas davantage à l'Etat à leur solde. Par contre, nous estimons que les richesses qu'ils ont accumulées, qu'ils nous ont volées ou extorquées en toute légalité, sont uniquement le produit de la force de travail des producteurs, elles doivent leur revenir en totalité, et cela n'est pas négociable, donc toute participation à cette conférence sera considérée comme une trahison des intérêts des travailleurs, nous appelons à la boycotter.

Non, les travailleurs et leurs représentants ne pourraient être rendus responsables du chômage et de la situation économique et sociale du pays, seuls ceux qui détiennent le pouvoir, les capitalistes et leurs représentants dont messieurs Hollande et Ayrault en sont responsables. Nous rejetons catégoriquement ce discours qui voudrait faire porter sur les travailleurs la responsabilité de la situation actuelle. Le seul moyen de mettre fin aux maux dont souffrent les travailleurs est d'abolir les privilèges de la classe qui détient le pouvoir.

Quant aux nouveaux droits qu'il veut donner aux travailleurs dans les entreprises, comme ce fut toujours le cas dans le passé, ils consistent uniquement à enchaîner davantage les masses exploitées à la marche vers l'abîme du capitalisme qui les entraînera avec lui dans sa chute. Nous disposons de nos propres armes pour combattre et vaincre le capitalisme.

Notons au passage que dans le cadre de la répartition des rôles au sein du PS, pour faire croire qu'il existerait un véritable courant

de gauche dans ce parti, Marie-Noëlle Lienemann a fait entendre sa voix hier en critiquant le rapport de la Cour des comptes et en rappelant que « *le politique n'est pas là pour être à la botte de la Cour des comptes* », à la botte de Hollande, donc de l'Etat suffira !

## Parole d'internaute

(après l'annonce de la suppression des milliers de postes de travail et des licenciements dans tout le pays)

1- "*Elle est belle la civilisation mais en fin de compte elle sert à quoi ?*".

Question de nature existentialiste posée de la sorte, donc inutile, vous ne pourrez jamais y répondre. Demandez-vous plutôt en quoi a consisté son développement, quel en a été le moteur, le fil conducteur depuis le passage au néolithique, le marxisme pourrait vous être utile...

2- "*Je viens de perdre mon emploi, je me retrouve au chômage. Les patrons profitent à fond du système pour embaucher et débaucher facilement sans peine. Les miens, après 2 mois de préavis renouvelable et une fois avoir accompli ces 4 mois, 2 jours avant la fin du préavis on m'a fait comprendre qu'on ne me gardait pas, et que ca serait bien de finir le travail avant de partir.*"

On est de tout coeur avec vous et profondément peiné par ce qui vous arrive. Il est urgent de mettre un terme aux privilèges des patrons...

## Actualité en titres

**Les pauvres condamnés à le rester toute leur vie... et les riches à le rester aussi, c'est équitable !**

- Ayrault promet un redressement dans la justice - LePoint.fr

**Figurez-vous qu'on s'en serait douter rien qu'en vous regardant.**

- Ayrault : "*Je ne suis pas l'ennemi de l'argent*" - LePoint.fr

**Pour nous, il n'y a rien à négocier, rien à lâcher, rien à brader.**

- Partenaires sociaux : Ayrault veut du "*donnant-donnant*" - LePoint.fr

**Les banquiers l'ont exigé, le gouvernement s'est exécuté.**

- Livret A: la réforme sera mise en place au rythme des besoins, selon Moscovici - AFP

## INFOS EN BREF

### Politique

#### 1- Italie

1.1- Mario Monti a détaillé mardi l'ampleur des réductions d'effectif et des coupes budgétaires dans la fonction publique en Italie lors d'une réunion avec des autorités locales et des syndicats, lesquels pourraient appeler à une grève générale.

Le chef du gouvernement italien aurait l'intention de baisser les effectifs de 10%, et de 20% parmi les hauts fonctionnaires, sans fixer toutefois de calendrier, a-t-on appris auprès d'une source présente à la réunion qui s'est déroulée au palais Chigi à Rome.

"*Attention à ne pas créer de conflit social*", a dit Susanna Camusso, la directrice de la CGIL, plus importante centrale syndicale italienne, avant la rencontre avec Mario Monti.

Selon elle, une grève générale unitaire en faveur de l'emploi "*doit avoir lieu*". Raffaele Bonanni, secrétaire général de la CSIL, le deuxième syndicat du pays, s'était aussi dit prêt à lancer un mouvement de grève générale si les coupes budgétaires étaient généralisées.

Le président du Conseil a dit que le gouvernement avait revu à la hausse son objectif de réduction des dépenses. (Reuters 03.07)



**1.2-** Le Premier ministre italien Mario Monti dit rejoindre la chancelière allemande Angela Merkel en souhaitant une croissance qui ne se fasse pas "*au prix de la discipline budgétaire*", dans un entretien à paraître mercredi à la Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ).

Selon des extraits de l'interview disponible sur le site de la FAZ qui doit être publiée à quelques heures d'une rencontre avec la chancelière allemande à Rome, M. Monti estime qu'après le sommet de Bruxelles jeudi dernier, la presse aurait dû écrire "*Angela + Monti = un pas en avant pour la politique économique européenne*".

D'après la FAZ, M. Monti se porte en faux contre l'impression qu'il y aurait de profondes divergences entre lui et Mme Merkel.

Le chef du gouvernement italien explique que l'Italie a certes pris le parti de la croissance, mais pas "*au prix de la discipline budgétaire*". Il assure avoir à Bruxelles contribué au moyen d'une "*méthode de négociation classique*" à faire quelque chose "*pour la croissance et la stabilité financière*" en Europe, poursuit la FAZ. (AFP 03.07)

Traduisons : la croissance est impossible sans discipline budgétaire signifie que satisfaire les besoins pressants et grandissants de l'oligarchie financière exige l'austérité, CQFD. Ce à quoi tous les chefs d'Etat de l'UE se sont engagés, y compris Hollande.

## 2- Syrie

Avion turc : l'Otan a-t-elle menti ?

"*D'après nos conclusions, notre avion a été abattu dans l'espace aérien international, à 13 milles nautiques de la Syrie*", soulignait dimanche Ahmet Davutoglu, ministre turc des Affaires étrangères.

Pourtant, cette version est rapidement remise en cause par des experts russes cités par l'agence d'État Ria Novosti. D'après eux, le F-4 Phantom turc effectuait en réalité un vol de reconnaissance pour tester la défense antiaérienne syrienne pour le compte de l'Otan. "*L'avion a été abattu dans l'espace aérien syrien. La DCA de ce pays est très efficace*", estime le directeur du Centre d'analyse du commerce mondial d'armes Igor Korotchenko. Cette explication est confirmée au Point.fr par François Géré, directeur de l'Institut français d'analyse stratégique (Ifas).

"*L'avion volait évidemment à l'extrême limite de l'espace aérien syrien pour une mission de reconnaissance du système antiaérien syrien*", indique-t-il. "*Il se trouvait très probablement, au moment où il a été détecté, légèrement à l'intérieur de l'espace syrien*". Ainsi, ajoute le chercheur, même si l'appareil a ensuite regagné l'espace international, il n'a pu échapper à la batterie. Des sources du renseignement américain, citées par le Wall street journal, vont encore plus loin. D'après elles, l'avion turc a été touché par la batterie antiaérienne alors qu'il se trouvait toujours dans l'espace syrien.

Interrogé par le Point.fr, le chercheur David Rigoulet-Roze (2) affirme que les tirs seraient l'oeuvre de la 73e brigade de la 26e division antiaérienne syrienne, qui aurait utilisé ses batteries antiaériennes de courte et moyenne portée. "*Il s'agit de lanceurs de type Pantsir S1, plus connus sous la dénomination internationale SA-22 Greyhound, dont 36 ont été livrés par la Russie à la Syrie en 2006*", affirme le spécialiste. Selon une source bien informée, qui a souhaité conserver l'anonymat, la supervision de l'attaque aurait été assurée non pas par des Syriens, mais par des Russes.

"*Le niveau de qualification nécessaire pour la mise en marche de ce système étant élevé, il est très vraisemblable que ce soient des officiers russes qui l'aient activé*", estime la source. Pourquoi Moscou aurait-elle agi de la sorte ? "*Il s'agit d'une réponse ferme de la Russie et de la Syrie à ce qui n'était certainement pas une violation accidentelle de l'espace syrien*", juge-t-on. Leur message, en substance : "*Vous avez voulu nous tester ? Vous avez été servis.*" (lepoint.fr 03.07)

S'il ne doit en rester qu'un pour soutenir la version de l'OTAN, ce sera qui, devinez ? Fabius !

## 3- Palestine

Yasser Arafat, décédé en 2004, aurait été empoisonné au polonium, une substance radioactive, selon les conclusions d'analyses effectuées dans un laboratoire en Suisse et citées dans un documentaire diffusé mardi par Al-Jazeera.

"*La conclusion, c'est que nous avons trouvé (un niveau) significatif de polonium dans ces échantillons*", a-t-il ajouté dans le documentaire, réalisé après neuf mois d'enquête.

"*Nous avons trouvé qu'il y avait une concentration de polonium plus élevée que prévu*", a encore dit M. Bochud.

"*Les niveaux étaient substantiels (...), ce qui montre qu'il y a une quantité anormale, pas normale, de polonium*", une substance qui n'est accessible selon lui qu'à "des gens qui s'intéressent ou construisent des armes nucléaires".



Le polonium est la substance avec laquelle aurait été empoisonné l'ex-espion russe Alexandre Litvenko, mort en 2006 à Londres.

Yasser Arafat, tombé malade dans son quartier général à Ramallah, en Cisjordanie, assiégé par l'armée israélienne, est décédé le 11 novembre 2004 à Percy.

Sa mort est restée une énigme, les quelque 50 médecins qui se sont relayés à son chevet n'ayant pas précisé la raison exacte de la détérioration rapide de son état. Des Palestiniens ont accusé Israël de l'avoir empoisonné.

Mais l'enquête d'Al-Jazeera ne conclut pas à une telle accusation.

*"Si nous mettons ensemble toutes les informations dont nous disposons -- résultats des analyses de laboratoire, caractéristiques cliniques, circonstances de la mort de Arafat--, il est difficile de tirer une conclusion",* a déclaré un autre médecin, le professeur Patrice Mangin.

Souha Arafat, la veuve de l'ex-président palestinien, indique qu'elle va demander à l'Autorité palestinienne d'exhumer le corps du défunt, qui se trouve à Ramallah, en Cisjordanie, pour faire toute la lumière sur sa mort. (AFP 03.07)

## Social

### France

#### 1- Les charrettes

##### Thales Electron Devices

Les syndicats CFDT et CFE-CGC de Thales Electron Devices (TED), filiale du groupe de défense, ont fait part mardi de leur inquiétude au sujet d'un projet de vente des activités radiologiques, affirmant qu'environ 800 emplois étaient menacés en France.

##### Hewlett-Packard

Lundi, la direction d'HP a annoncé la suppression de 520 postes en France "uniquement sur la base de départs volontaires et d'un dispositif exclusif de préretraites" d'ici à 2014.

##### PSA

Lundi, Christian Lafaye, délégué du deuxième syndicat chez PSA, a estimé que la direction pourrait à l'occasion d'un CCE extraordinaire prévu le 12 juillet "mettre sous les yeux" des syndicats un "plan" de réduction de "8 000 à 10 000 postes", via des suppressions, redéploiements et départs volontaires. Soit bien plus que les 4 000 suppressions déjà annoncées pour 2012 en novembre 2011.

##### SFR

SFR, deuxième opérateur télécoms français, a lancé mardi sa réorganisation stratégique et annoncé lors d'un comité central d'entreprise (CCE) qu'il présenterait en novembre un plan de départs volontaires.

##### Bouygues Télécom

Mardi se tient également un CCE de son concurrent Bouygues Télécom, qui pourrait présenter des mesures similaires (à SFR) aux représentants syndicaux. Il a annoncé fin février un plan d'économies de 300 millions d'euros.

Mille postes seraient sur la sellette du côté de SFR et 556 chez Bouygues Telecom, selon la direction. (lepoint.fr et lexpress.fr 03.07)

#### 2- L'austérité ne date pas de ... demain

Le niveau de vie des Français a quasiment stagné en 2009 à cause de la crise, selon une étude de l'Insee, qui montre aussi qu'un adulte sur trois connaît la pauvreté au moins un an dans sa vie. En 2009, le niveau de vie médian augmente modestement, de 0,4% en euros constants, contre +1,4 % par an de 1996 à 2008", écrit l'Institut de la statistique dans Revenus et Patrimoine des ménages 2012, publié mercredi.

Le "*niveau de vie*" se calcule en divisant les revenus du ménage par le nombre de personnes qui le composent mais en tenant compte des économies d'échelle (un seul réfrigérateur...) et du fait que les enfants consomment moins que les adultes. Cette notion, qui permet de comparer des ménages de taille différente, ne doit pas être confondue avec le revenu ou le salaire.

Il atteignait en 2009 en métropole 19.080 euros soit 1.590 euros par mois. Concrètement, la moitié des Français vivait avec plus que cette somme, l'autre moitié avec moins.

Si la crise de 2008 a atteint l'ensemble de la population, les 10% les plus modestes ont été "les plus touchés": leur niveau de vie moyen a reculé de 2,1%, "plus fortement que lors du ralentissement économique du début des années 2000". Cela est dû selon l'Insee "en premier lieu à la dégradation du marché du travail" : le taux de chômage est passé de 7,4% à 9,1% entre 2008 et 2009.

La France comptait en 2009 8,2 millions de pauvres, vivant avec moins de 954 euros par mois (60% du revenu médian), soit 13,5% de la population (contre 7,8 millions et 13% en 2008).

A l'autre bout de la chaîne, le niveau de vie des 10% les plus aisés a également diminué, (-1,2%) en raison "*d'un recul des revenus d'activité des indépendants et des revenus du patrimoine*". Entre 1996 et 2008, leur niveau de vie avait progressé plus rapidement que celui des autres.

Entre les deux, le reste de la population a connu une "*amélioration de (sa) situation relative entre 2008 et 2009*", ce qui "*n'était pas le cas durant les périodes de croissance précédentes*", note encore l'Insee, sans donner l'évolution du niveau de vie de ces 80% de Français.

Enfin, entre 2004 et 2008, 36% des Français de plus de 16 ans ont connu la pauvreté au moins une année, que ce soit la "*pauvreté monétaire*" (moins de 954 euros mensuels) ou "*en condition de vie*" (problèmes de logement...).

Près de 10% des plus de 16 ans ont même connu une pauvreté "*persistante*" de quatre ou cinq ans.

L'Insee relève aussi le creusement des inégalités de patrimoine (immobilier, biens financiers...), surtout au profit des propriétaires fonciers, qui ont bénéficié de l'explosion des prix de l'immobilier. En 1998 et 2010, la masse du patrimoine immobilier a crû de 156%.

La masse de patrimoine détenue par les ménages les mieux dotés a crû de 131% depuis 1998 tandis que celle des moins bien dotés n'a pris que 20%.

Les 10% les mieux dotés détenaient chacun 552.000 euros d'actifs tandis que les 10% les moins bien dotés moins de 2.700 d'euros.

Les plus dotés détiennent majoritairement des biens immobiliers quand les moins pourvus possèdent en général des actifs financiers peu risqués (Livret A...) ou des "*biens durables souvent achetés à crédit*". (20minutes.fr 03.07)

## Economie

### 1- Grèce

La Grèce s'attend à une récession pire que prévu en 2012 avec un recul attendu de 6,7% du PIB contre -4,5% prévu par la banque de Grèce il y a deux mois, et -2,8% voté initialement dans le budget de l'Etat, a déclaré mardi le ministre adjoint des Finances, Christos Staïkouras, lors d'une conférence sur la croissance organisée à Athènes par l'hebdomadaire britannique *The Economist*.

Le ministre a rappelé que le chômage en Grèce a atteint 22% en mars.

"*Ces chiffres sont écoeurants*", a-t-il déploré.

"*Il est nécessaire de suivre des politiques orientées vers la croissance, changer les politiques injustes et les réadapter afin d'arrêter la récession*" a indiqué M. Staïkouras.

Il a souligné que le plan UE-FMI doit être complété par des politiques "*pour favoriser l'emploi*".

"*Il faut se mettre d'accord le plus tôt possible avec la troïka pour élaborer de nouvelles politiques afin que le plan d'assainissement de l'économie soit viable*", a ajouté M. Staïkouras. (AFP 03.07)

## 2- Japon

Le premier fabricant japonais de semi-conducteurs, Renesas Electronics, a annoncé mardi le lancement en septembre d'un plan de départs volontaires visant au moins 5.000 salariés, dans le cadre d'un projet de refonte de ses sites de production au Japon.

Par ailleurs, Renesas serait en discussions avec ses compatriotes Fujitsu et Panasonic en vue d'un regroupement de leurs divisions du développement et de fabrication de circuits intégrés à grande échelle (LSI).

Grâce à ces efforts, Renesas Electronics doit bénéficier d'un apport de fonds de 50 milliards de yens (500 millions d'euros) de la part de ses trois principaux actionnaires que sont les groupes d'électronique diversifiés NEC, Hitachi et Mitsubishi Electric. (AFP 03.07)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 5 juillet

### CAUSERIE

Il reste quelques infos que je n'ai pas eu le temps de traiter, on verra cela demain. Mon boulot est encore perturbé par une coupure de courant depuis ce matin 9h, il est 17h35, et la température est brutalement remontée depuis trois jours, il fait plus de 40°C, et sans ventilateur je crève. J'ai écrit au moins 20 fois *Cours* au lieu de *Cour* des comptes, j'ai rectifié.

### Un courriel reçu.

Un courriel d'encouragement reçu d'un camarade du Département de Santé Publique et d'Informatique Médicale (SPIM) de la faculté de Médecine Paris Descartes :

- "*Un message pour vous signaler que votre site est cité dans un blog qui vient d'être mis en ligne: <http://www.demystification.fr>*

*Bravo pour vos réflexions et votre action.*"

Merci à vous, les encouragements sont rares, trop chers peut-être, je blague, peut-être que la plupart des militants ne savent plus sur quel pied danser et ne souhaitent pas se fourvoyer en me contactant, même anonymement, je ne leur en veux pas du tout, chacun est libre de faire comme il l'entend. Ce courriel est une bonne surprise, je dois vous avouer, car je ne m'attendais pratiquement plus à ce qu'on me prenne au sérieux, je m'étais encore posé la question ces derniers jours.

Ce camarade que je ne connais pas du tout m'a fourni l'intégralité de ses coordonnées professionnelles, ce que je trouve très imprudent, pas dans mon cas puisque je ne vous donnerai même pas son prénom, peut-être a-t-il estimé qu'il se dégageait une certaine honnêteté dans ma démarche, je n'en sais rien ou que nos combats se rejoignent, là j'en ai la certitude. J'ignore si l'auteur de ce courriel est également l'auteur de ce blog. Nos travaux se complètent en tout cas, si je peux me permettre. Pendant que j'aborde dans des articles relativement modestes des questions théoriques et pratiques à travers l'actualité, ils les traitent en détail sur un plan historique plus consistant.

(En aparté, je viens de m'interrompre pour cavalier à la cuisine, le plat du chien était en train de brûler ! Pauvre bête, à la façon d'un philistin je vais lui présenter cela comme un gratin... à l'envers, grillé en dessous et non au-dessus ! Je tiens à ma bonne conscience que voulez-vous.)

Je me suis connecté à ce blog dont l'auteur propose un certain nombre d'ouvrages qu'il a réalisés. Je n'ai évidemment pas eu le temps de les lire, j'en ai parcouru un rapidement qui aborde une question qui devrait vous intéresser : *Etatisme contre libéralisme ?*

Son auteur revient sur la nature de l'Etat, qu'est-ce qui le définit en donnant la parole à Marx, il met également en lumière le fétichisme dont fait l'objet l'Etat de la part des opportunistes qui prétendent combattre pour le socialisme pour en réalité s'adapter au capitalisme, comme je l'ai dénoncé à plusieurs reprises, qui souhaiteraient faire tourner la roue de l'histoire à l'envers en guise de perspective révolutionnaire, en rétablissant l'Etat tel qu'il était il y a encore 3 ou 4 décennies en arrière au lieu de combattre pour une République sociale débarrassée du capitalisme et des institutions de la Ve République.

Je mets en ligne cet ouvrage, dont on pourrait peut-être dire qu'il s'inscrit dans la continuité de la critique de l'Etat réalisée en 1919 par Lénine dans l'Etat et la révolution.

## La page de l'été dédiée à la défense du marxisme

### Etatisme contre libéralisme ? par Tom Tomas.

#### Introduction

La plupart des commentateurs ont affirmé que la cause de la crise contemporaine était les « excès » d'une finance débridée et mondialisée que des gouvernements libéraux auraient volontairement favorisée et laissée libre de ses mouvements erratiques et spéculatifs. Les libéraux auraient mis l'Etat au service de la finance (appelée aussi « *les marchés* ») au lieu de le conserver et de l'utiliser comme serviteur de « *l'intérêt général* » pour les uns, de « *l'intérêt national* » pour les autres (ce qui est à peu près la même chose!). Ainsi de tous côtés, au Front de Gauche comme au Front National, on en appelle à un Etat qui régulerait les marchés, dompterait la finance (ce mauvais capital parasite) tout en assurant la croissance (celle du bon capital productif), et par là l'emploi, les salaires, etc. Bref, il faudrait, et il suffirait, pour sortir de la crise que l'Etat ait à sa tête un gouvernement qui lui redonne toute sa puissance, l'accroisse même, afin qu'il joue son rôle de régulateur de l'économie, de protecteur de la Nation, d'arbitre équitable et social de la répartition des richesses. Il suffirait donc de changer les hommes à la tête de l'Etat!

Le but de ce livre est de combattre cette utopie, qu'on appellera étatisme. Il montrera que l'Etat ne peut nullement être le moyen d'une solution à la crise et à ses effets catastrophiques, pour la raison qu'il ne peut pas être autre chose que l'organisateur essentiel de la reproduction du capitalisme (i.e., des rapports sociaux capitalistes) et de plus en plus essentiel au fur et à mesure de son développement historique. Il montrera que, pire encore, tout renforcement du rôle de l'Etat ne peut être qu'un renforcement de la dépossession des travailleurs des moyens de leur vie, un renforcement de la domination sur eux du capital (éventuellement étatisé) et de ses représentants, les bourgeois (appelée par Marx « *les fonctionnaires du capital* » parce qu'ils ne font qu'en exécuter les lois). Cela quelles que soient les promesses de démocratie « *participative* », « *citoyenne* », « *républicaine* », ou autres qualificatifs qu'on y adjoint comme pour admettre qu'elle n'est rien! Il montrera que cet étatisme contemporain n'est pas un fait du hasard, un choix parmi d'autres, mais qu'il manifeste une tendance au totalitarisme inhérente à l'essence même de l'Etat et dont le plein développement accompagne nécessairement celui du capital arrivant à son âge sénile. C'est donc une idéologie particulièrement néfaste en ce sens que, poussée à ses extrémités logiques, elle mène au fascisme.

Ainsi, c'est parce que cette idéologie est non seulement trompeuse dans ses promesses mais très dangereuse dans ses effets qu'elle sera ici combattue sans complaisance aucune, y compris quand elle se pare des qualificatifs de « *socialiste* », « *communiste* », ou plus généralement, « *de gauche* ». Parce qu'alors, c'est bien au coeur de l'urgence d'aujourd'hui, qui est que les prolétaires conquièrent leur indépendance en s'organisant en classe révolutionnaire, que se situe le combat contre l'étatisme. Car si les prolétaires n'y parviennent pas, et ils n'y parviendront que contre l'Etat qui fera tout pour les en empêcher – y compris avec des gouvernements de gauche comme l'histoire l'a constamment montré – alors les pires catastrophes sont certaines.

Il ne s'agit donc pas ici d'un livre sur l'Etat, qui analyserait toutes ses déterminations, fonctions, moyens, institutions, etc. L'analyse de l'Etat y sera limitée: 1°) en ce qu'elle sera seulement basée sur l'exemple français (néanmoins, il présente des caractères généraux propres à tous les Etats modernes); 2°) en ce qu'il ne sera pas procédé à l'examen de toutes les strates, et leurs rapports, qui composent le gigantesque millefeuille qu'est cet Etat, depuis les municipalités jusqu'à l'étage européen, des diverses administrations jusqu'aux multiples Comités, Hautes Autorités, Commissions et innombrables organismes parapublics; 3°) en ce qu'elle se bornera à exposer seulement ce qui est nécessaire à la compréhension de l'étatisme comme idéologie et comme pratique tout aussi capitaliste que le libéralisme (deux faces de la même médaille en réalité). Ainsi qu'à exposer les bases de son influence sur les masses populaires. Lesquelles sont ce qui induit ce qu'on appellera le fétichisme de l'Etat (en référence et en correspondance avec la fameuse analyse de Marx dans le premier chapitre du Capital sur le fétichisme de la marchandise). Bref, ce livre se limite à exposer pourquoi il faut combattre fermement l'étatisme et quelles en sont les racines.

#### Un extrait.

- Toute réforme sociale a une face économique favorable au capitaliste, quoiqu'il en dise. Imaginez, par exemple, que l'Etat ne subventionne plus la construction de logements à loyers modérés, ne prenne pas en charge la santé, les frais d'entretien et d'éducation des travailleurs, et notre homme devrait augmenter leurs salaires, sauf à les laisser dépérir (ce qu'il est aussi bien capable de faire, tout comme de scier la branche sur laquelle il est assis). A l'inverse, plus l'Etat assume ces frais, et plus les salaires peuvent être bas, et le coût du travail abaissé pour les patrons puisqu'ils ne paient qu'une partie, de plus en plus faible d'ailleurs, des charges sociales. Les interventions de l'Etat font toujours pousser des soupirs et des cris d'orfraie aux capitalistes particuliers dans la mesure où elles constituent aussi des coûts, des « *faux-frais* » du capital selon l'expression de Marx. En même temps, ils en appellent à l'Etat à corps et à cris dans la mesure où la valorisation du capital en dépend de plus en plus. L'Etat leur répond toujours le plus favorablement qu'il peut puisque la reproduction de la société dépend de celle du capital et de sa croissance. Mais elle dépend aussi de la lutte des classes et c'est donc aussi le rôle de l'Etat de la contenir dans des limites compatibles avec cette reproduction du capital. Toute sa discussion avec les capitalistes porte seulement sur le niveau de ces limites. Et évidemment, la crise se développant, l'écart entre ce que réclament les capitalistes d'un côté et les prolétaires de l'autre va croissant!

Toute réforme sociale a aussi une face politico-idéologique. Ainsi les lois sociales sont certes souvent des « *conquêtes ouvrières* », mais aussi toujours une intégration plus poussée de la classe ouvrière dans le système capitaliste afin que sa lutte n'aille



pas jusqu'à remettre en cause ses conditions fondamentales d'existence, et qu'il se reproduise avec le moins de heurts et de difficultés possible. Elles apparaissent comme des conquêtes mais, souvent, c'est surtout dans la mesure où l'Etat a utilisé la pression de la lutte ouvrière pour les imposer à des capitalistes aveugles jusqu'au point de refuser la réalisation de ces conditions. D'ailleurs, c'est lui qui le plus souvent en a pris l'initiative. Bismarck avait introduit les premières grandes lois sociales pour rallier la classe ouvrière à la Nation. «... *L'Allemagne (a mis) en place au cours des années 1880 un système d'assurances sociales fondé sur des cotisations obligatoires. Les raisons n'en sont pas économiques... Cette mesure a été prise pour perpétuer un régime politique très traditionnel qui avantageait les anciennes familles de l'aristocratie; le but premier était d'en assurer la légitimité aux yeux des ouvriers, dont le nombre et la concentration dans les grandes villes, centres de pouvoir, augmentaient rapidement. De plus... une partie des libéraux représentant les classes moyennes étaient passés dans l'opposition: il était habile de se rapprocher de la classe ouvrière* ». Beveridge, le fondateur de la Sécurité Sociale universelle, justifie son projet de 1942 par les encouragements qu'il est nécessaire d'apporter au prolétariat anglais pour qu'il fasse la guerre, écrivant alors: « *Chaque citoyen sera d'autant plus disposé à se consacrer à l'effort de guerre qu'il sentira que son gouvernement met en place des plans pour un monde meilleur* ». De même « *l'exposé des motifs de l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant sur l'organisation de la Sécurité Sociale (en France) parle ainsi de l'élan de fraternité et de rapprochement des classes qui marque la fin de la guerre* ». On sait que les conquêtes sociales de la Libération font partie du prix à payer par la bourgeoisie pour que la Résistance soit désarmée et que sa collaboration généralisée avec le fascisme soit oubliée, noyée dans la « *réconciliation nationale* » et la « *reconstruction* » du capitalisme organisées par de Gaulle et le PCF en échange de quelques postes ministériels. Tout cela peut se rapprocher de ce judicieux conseil que l'abbé Pierre a donné aux riches: « *Si tu veux conserver ce que tu possèdes, fais tout pour que l'autre n'ait pas trop faim, pas trop soif, pas trop froid, afin qu'il ne vienne pas te prendre ce que tu as* ». Le haut manager qui cite cette phrase commente avec admiration que le fameux abbé est « *un des économistes les plus avertis* ». Par Dieu sans doute, ce qui est une concurrence déloyale pour ses confrères!

D'une façon générale, tant que c'est l'Etat qui légifère et qui exécute, les « *conquêtes ouvrières* » sont au mieux des concessions au prolétariat pour stopper un mouvement jugé « *dangereux* » (cf. 1936, 1945, 1968), et au prix pour lui de l'acceptation d'une soumission renouvelée, voire accrue, au capital. Sans luttes, il aurait moins, mais sans mener ces luttes jusqu'au bout, il ne fait que condamner le capital à accélérer sa course à la productivité qui l'exploite et l'aliène encore plus, le réduisant au chômage ou le soumettant davantage à la machinerie et aux puissances intellectuelles. Bref, il n'y a pas deux politiques de l'Etat, l'une dite « *libérale* » en faveur du capital et de la création de richesses, l'autre dite sociale et droit de l'homme en faveur du travail et des individus (pas plus d'ailleurs qu'il n'y a de politique économique qui ne soit pas sociale, ne concerne l'unité de la société et sa reproduction). Il y a une seule politique globale de valorisation du capital, base et condition de cette reproduction, qui intègre le « *sociétal* », la réforme, comme moyen pacifique de soumission du travail au capital, d'ordre social, de consensus certes plus ou moins fissuré et malmené, mais tenant bon sur l'essentiel: la division sociale du travail (la propriété), l'argent, le salariat, l'Etat.

Je ne sais pas si l'auteur le précise plus loin, Marx s'opposera à la mise en oeuvre des réformes sociales promulguées par Bismarck pour les raisons évoquées plus haut, de plus, si je ne me trompe pas, à la même époque une loi antisocialiste était en vigueur, Bismarck s'était imaginé qu'en prenant les devants sur le plan social, il couperait l'herbe sous le pied de la social-démocratie allemande qui se développait très rapidement.

Comme je l'avais déjà rappelé à plusieurs reprises dans des causeries précédentes, jamais Marx et Engels n'auraient soutenu ou voté une loi ou mesure sociale favorable aux travailleurs proposée par un gouvernement bourgeois. Voyez aujourd'hui l'attitude misérables de nos dirigeants qui s'en remettent à Hollande et sa "*majorité*" parlementaire de godillots et cherchez l'erreur, dites-nous quel rapport auraient-ils encore avec le marxisme.

Cet ouvrage est une sorte de réquisitoire contre la défense de l'Etat bourgeois telle que la pratiquent le POI et le PCF notamment. Etrange rapprochement n'est-ce pas ? Cela vous étonne, pas nous en y regardant de plus près...

Le fond de commerce du PCF, c'est l'aristocratie ouvrière à travers la CGT qui domine dans les entreprises nationalisées ou ex-entreprises nationalisées auxquelles il faut ajouter les grandes entreprises du secteur privé. Le fond de commerce du POI, ce sont les fonctionnaires à travers FO et la FSU principalement. Les deux forment les deux corps sociaux de l'Etat assurant la stabilité politique du régime, de l'Etat donc. Donc pour eux combattre l'Etat, c'est combattre la main qui les nourrit, on comprend dès lors leurs scrupules à trop en faire pour le mettre en difficulté, comme on comprend pourquoi il s'adresse à son représentant, Hollande, comme s'il y avait lieu d'en attendre quelque chose, à croire qu'il serait dans le camp des travailleurs et que l'Etat serait à leur service.

S'agissant particulièrement du POI, vous pouvez ajouter qu'en réhabilitant Bakounine au sein du mouvement ouvrier et en s'entourant jusqu'à la direction de leur parti d'anarcho-syndicalistes, ils ont tourné le dos à la définition et au combat de Marx et Engels contre l'Etat, puisque si Bakounine prétendait combattre pour en finir avec l'Etat bourgeois, en refusant de combattre pour un Etat ouvrier, cela revenait en pratique à ne pas combattre l'Etat en place, puisqu'on ne peut pas remplacer un Etat par rien du tout ou des discours, on ne peut pas passer du jour au lendemain du règne de la nécessité à celui de la liberté.

Vous pourrez ajouter toutes les fois au fil des dernières années ou décennies où des questions directement liées à l'Etat, à la Constitution, aux institutions firent l'actualité politique, et où le PT, puis le POI, s'employèrent à détourner l'attention des militants et des travailleurs vers d'autres objectifs ou en les baladant à Bruxelles par exemple, c'est systématique, c'est une constante chez eux, vous ne pouvez pas vous tromper.

## N'est-ce pas là l'essentiel ?

Le Figaro à propos de l'inscription ou non de la "règle d'or" dans la Constitution : En terme de politique menée, cela revient au même puisque François Hollande a fixé comme objectif le retour à l'équilibre de comptes en 2017. (l'article figure en entier dans la page d'accueil)

C'est un fait, l'UE, le FMI, l'OCDE, Washington se fichent bien de savoir comment Hollande va s'y prendre du moment que cet objectif est atteint, car une chose est sûr, il sera à un moment donné obligé d'accentuer la politique d'austérité mise en place par Sarkozy en s'attaquant à toutes les classes et couches de la société pour atteindre cet objectif. Comment et où trouvera-t-il 33 milliards d'euros supplémentaires en 2013 ?

S'il devait ne s'attaquer qu'aux privilégiés, leur patience ayant des limites ils se braqueraient et Hollande serait obligé de reculer s'il ne voulait pas se retrouver en grande difficulté, car ils ont les moyens de saboter sa politique s'ils le décident, ils ont conservé tous leurs pouvoirs, dont celui de déstabiliser le gouvernement, Hollande le sait, le Medef et les banquiers se sont déjà chargés de lui rappeler.

Avec la "règle d'or", le TSCG, le MES, c'est directement la question de la légitimité de la Constitution, des institutions qui est posée, du pouvoir politique (et économique) concentré entre les mains de la classe dominante qui ne représente qu'une infime partie de la société. Et que constatons-nous une nouvelle fois ? Que ceux qui les dénoncent épargnent volontairement la Constitution et les institutions, exactement comme en mai 2005. Que disent-ils ? On ne touche pas à l'Etat, c'est leur Etat, leur Constitution, leur président de la République pour lequel ils ont tous appelé à voter le 6 mai. Dès lors rien d'étonnant à cela, tout se tient.

## Comment le POI soutient le régime.

### Première partie

Exposant la méthode décrite par Ayrault lors de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale le 3 juin qui consistait à s'appuyer sur les syndicats pour faire passer sa politique d'austérité, par la voix de Marie Stagliano (IO n°207) le POI n'appelle pas au boycott de la conférence sociale des 9 et 10 juillet, estimant sans doute qu'il pourrait en sortir quelque chose de positif pour les travailleurs, elle écrit "*c'est tout l'enjeu du sommet social*", comme si les dirigeants syndicaux auraient l'intention de ne rien céder au gouvernement et au patronat, ce serait pour un peu leur habitude, alors qu'en réalité année après année ils n'ont cessé de brader nos acquis ou nos droits, et le seul fait d'y participer suffit à légitimer par avance ses conclusions, cela constitue une trahison de plus.

Des fois qu'on aurait des difficultés en lecture, elle enfonce le clou dans le dernier paragraphe de son article : "*... le gouvernement parviendra-t-il au consensus qu'il espère entre lui-même, le patronat, et les confédérations syndicales ? Rien n'est moins sûr.*" Le seul fait d'en attendre quelque chose et de le manifester bruyamment comme l'ont fait les dirigeants syndicaux constitue déjà la réponse à sa question.

Je ne sais pas s'ils se relisent quand ils écrivent ou ce qu'ils ont vraiment dans la tête, car cette question implique que les dirigeants syndicaux ne connaîtraient pas les intentions du gouvernement, pas plus que ceux du patronat d'ailleurs qui a déjà été entendu sur le smic par exemple, il ne cesse de marteler que les critères du pacte de stabilité budgétaire constituent leur priorité auxquels tous les autres doivent être subordonnés, autrement dit passent à la trappe quand il s'agit de revendications sociales, mais les dirigeants du POI sont sourds apparemment.

Ne voulant pas et ne pouvant pas avouer la complicité des dirigeants syndicaux avec ces représentants du capital, le gouvernement et le Medef, il ne restera plus au POI pour épargner ces bureaucrates pourris qu'à décréter qu'ils se sont fait piéger, le POI est coutumier du fait si vous avez bonne mémoire.

Gluckstein le confirme dans son éditorial : "*Prochaine étape donc : la conférence sociale. On verra bien les réponses que le gouvernement y obtiendra de la part des organisations syndicales qui, pour l'heure, expriment leur opposition aux premières mesures d'austérité annoncées.*" Ne serait-ce pas entendu d'une manière ou d'une autre ? Il laisse planer le doute. A qui profite-t-il, devinez ?

Tiens donc, première nouvelle, auraient-ils manifesté l'intention de lancer dans l'unité une campagne nationale pour la hausse des salaires et du smic, des retraites, pour une allocation à la hauteur du smic pour tous les chômeurs sans exception, pour l'interdiction des licenciements, à ma connaissance non. Ils se sont fendus de déclarations sans lendemain en vérité, voilà ce qui fait office d'engagement politique pour ce philistin.

Pourquoi le seul fait de participer à cette conférence constitue une capitulation en rase campagne ? Tout simplement parce qu'ils y participent sur la base d'un diagnostic partagé établi par le gouvernement ou plutôt la Cour des comptes, l'UE, le FMI. Y

participer signifie qu'au préalable ils ont accepté ce cadre, ce diagnostic. Ensuite, à la limite peu importe ce qui en sortira, les dirigeants syndicaux qui sont passés maîtres dans le maniement du double langage s'en accommoderont, pendant que le gouvernement appliquera sa politique antisociale.

Et si vous vous demandiez quel était l'objectif de la campagne engagé par le POI contre la ratification du TSCG, au lieu de vous donner mon interprétation qui pourrait être soumise à caution ou partisane, donnons leur parole : "*Les travailleurs veulent vivre, ils ne veulent pas subir le même sort que les travailleurs grecs ou espagnols : le nouveau traité européen ne doit pas être ratifié !*" (IO n°207 page 3) C'est juste pour mieux vivre en régime capitaliste, rien de plus, oui rien de plus, portez-vous bien et le capitalisme se portera bien aussi, merci pour lui.

Voilà résumées ici les véritables intentions politiques de ce parti qui n'a rien de révolutionnaire ou de socialiste. Ils ne combattent pas les méfaits du capitalisme dans la perspective du socialisme, ils les combattent pour que les travailleurs supportent mieux le capitalisme qui serait ainsi voué à de beaux jours encore, ce sont des réformistes bourgeois.

Ce sont des contre-révolutionnaires, dans la mesure où ils s'acharnent à empêcher que les conditions objectives de la classe ouvrière se dégradent au point de la conduire à passer à l'action, à l'assaut de l'Etat. En réalité, ce ne sont pas les travailleurs qu'ils veulent soulager mais le régime au même titre que les dirigeants syndicaux, la preuve, vous l'avez sous les yeux. Nous savons que c'est l'une des conditions indispensable au déclenchement d'un soulèvement révolutionnaire, nous devrions donc tout faire pour qu'elle mûrisse le plus vite possible pour éviter des décennies et des décennies de souffrances supplémentaires à notre classe, ce qui ne signifie pas que nous allons jusqu'à souhaiter que les travailleurs souffrent davantage pour se soulever, mais sans aller non plus jusqu'à souhaiter qu'ils en soient épargnés, de toutes manières ils y passeront un jour ou l'autre, la question est de savoir comment nous les y prépareront pour qu'ils soient en mesure de se saisir (consciemment) des tâches que requerra la situation au moment de l'affrontement entre les classes, or, au contraire, tout est fait pour qu'ils nourrissent des illusions dans le capitalisme, donc qu'ils subissent ces nouveaux sacrifices en étant politiquement désarmés donc dans l'impossibilité d'y résister, à l'arrivée ils seront défaits, broyés. Voilà où mène la politique du POI subordonnée aux appareils corrompus des syndicats.

Voyez-vous, pour le POI il faudrait que tout baigne et spontanément il viendrait à l'esprit des travailleurs de vouloir changer la société, ben voyons, où ont-ils vu jouer cela ? Les travailleurs veulent vivre, les opposants à l'avortement ne disent pas autre chose ! Avec un tel idéal, on va loin assurément. On se dit tout de suite qu'avec un tel argument le niveau politique des masses va progresser à la vitesse de la lumière !

En plus de leur politique de plus en plus droitière, ils sont devenus populistes, ils sont prêts à raconter n'importe quoi aux travailleurs et aux militants : si le TSCG est ratifié vous êtes mort pour ainsi dire, vous n'avez plus qu'à vous laisser crever, tout est foutu, la barbarie l'a emporté, vous pouvez remballer votre utopie, le socialisme. Là encore ils rendent service à Hollande, car la plupart des travailleurs estiment déjà que c'est foutu, donc là ils leur donnent le moyen qu'il leur manquait pour le justifier ou pour en être totalement convaincus, car ils ne pensent pas qu'il serait possible de s'opposer au gouvernement dans les conditions actuelles et ils ont raison.

## Deuxième partie

A propos de la Déclaration de la commission exécutive confédérale de FO et du Communiqué de la CGT, à la suite du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des 28 et 29 juin 2012, deux documents reproduits partiellement dans le N° 207 d'*Informations ouvrières* page 4. A peu de chose près, vous retrouvez la méthode du POI comme je l'ai indiqué plus haut.

Savez-vous comment s'exprime "*la détermination de Force ouvrière à combattre toute politique d'austérité*" ? En réclamant par ailleurs la "*mise en place d'une réelle stratégie industrielle de la part de l'Etat, tant par la mise sur pied rapide de la Banque nationale pour l'industrie que pour l'utilisation active des participations de l'Etat*".

Question : une "*réelle stratégie industrielle*" et une "*Banque nationale pour l'industrie*" avec quel argent, qui paierait et à qui cela profiterait-il en priorité sinon aux industriels, aux actionnaires, aux capitalistes. En résumé, FO veut combattre l'austérité en venant en aide aux patrons ! On cherche à comprendre, est-ce un syndicat patronal ou quoi ?

Est-ce à un syndicat ouvrier de demander aux représentants d'un Etat capitaliste de prendre des mesures en faveur des capitalistes ? Je croyais qu'un syndicat ouvrier combattait pour l'émancipation du salariat, n'était-ce pas l'objectif du combat du mouvement ouvrier depuis le début du XXe siècle, on pourrait citer le congrès d'Amiens de la CGT en 1906 qui y faisait référence, bien que sa résolution finale ne nous convienne pas ?

A la CGT cela vaut guère mieux, jugez plutôt.

Ses dirigeants prétendent "*s'opposer*" à la politique d'austérité du gouvernement, mais en même temps, ils s'en remettent à la croissance qui est synonyme d'austérité puisqu'il faut bien la financer et que le gouvernement a bien l'intention de la faire payer aux travailleurs, la suite n'est que du baratin pour le camoufler, ils écrivent : la "*croissance doit être soutenue par une*

*véritable politique basée sur l'investissement et la consommation".*

FO et la CGT se placent sur le terrain des capitalistes, puis ils s'en remettent au gouvernement... pour sauver le capitalisme français de la faillite, et une fois pieds et mains liés au capitalisme, ils appellent les travailleurs à lutter contre l'austérité, ainsi la boucle est bouclée.

Vous croyez que le POI allait insérer ces documents dans son hebdomadaire et allait en analyser le contenu, le commenter brièvement, fournir une grille de lecture à leurs lecteurs pour éviter qu'ils se méprennent sur les intentions des dirigeants de FO et de la CGT, pensez-vous, pas une ligne, ils les soutiennent et ne s'en cachent même plus, le double langage a apparemment un effets anesthésiant puissant sur le cerveau de leurs militants.

Précision pour éviter tout malentendu.

Ce que je dénonce et combats, ce n'est pas les différentes campagnes engagées pour le rejet du TSCG, mais leur orientation politique qui consacre la préservation en l'état de l'Etat bourgeois.

Pourquoi ne présentent-ils pas le TSCG comme le produit de la crise du capitalisme à la fois provoquée par les contradictions inhérente au capitalisme et orchestrée par l'oligarchie financière avec la complicité des partis représentant les intérêts du capital, donc évidemment, on pourrait dire en première ligne, ceux de l'Internationale jaune, PS et SPD en tête ? Pourquoi en font-ils une abstraction au lieu de relier le TSCG à la nécessité d'en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques ? Quels enseignements politiques en retireront les militants et travailleurs ? Aucun, comme d'habitude.

Leur conception de la lutte de classe, c'est la course à l'échafaud. Dit autrement, "*pouvoir vivre*" ! A qui cela s'adresse-t-il ? A ceux qui hier pouvaient vivre dans l'insouciance du lendemain et qui depuis ne le peuvent plus. Leur est-il un jour venu à l'esprit qu'il y avait des millions de travailleurs, des générations et des générations d'ouvriers qui dans le passé n'ont jamais eu le loisir d'y prétendre un seul jour pendant leur existence qui fut un cauchemar du premier jour à leur dernier souffle ? On a l'impression qu'ils ignorent quel est le quotidien de millions de travailleurs, qu'ils ne le partagent pas. A quoi bon si c'est pour retourner demain ou plus tard dans cet enfer, autant y crever le plus vite possible et on en sera débarrassé définitivement, non ?

Pourquoi Marx disait-il : on veut tout tout de suite, on refuse d'être traités comme des sous-hommes, des demi-portions, des êtres inférieurs qui devraient se contenter ou se satisfaire de ce qu'on veut bien nous donner en échange de la paix sociale qui rime avec exploitation et oppression ? Regardez, moi qui ne suis qu'un ouvrier, je suis parvenu à apprécier Rembrandt et Beethoven alors que j'étais programmé jusqu'à la fin de ma vie par leur société à lire Martine à la campagne et écouter Mireille Mathieu à la télévision, comme quoi on mérite mieux que ce qu'ils nous proposent, ce à quoi ils nous destinent, une vie d'esclave.

Pour se détendre, je ne sais pas si les ouvriers russes ou iraniens apprécient le caviar, j'ai eu l'occasion d'y goûter un jour et j'ai trouvé cela franchement dégueulasse, d'ailleurs c'est bien simple, sans un verre de Vodka bien frappé c'est imbouffable. A mon avis les ouvriers russes préfèrent la Vodka et ils ont raison. C'est dingue quand même, même là tout nous distingue de la gauche du même nom au pouvoir, cela doit être viscéral, un grand professeur dira plus tard, génétique, soit, cela nous ira même si ce n'est pas très scientifique, quoique, le marxisme est une science sociale, non ?

Dès qu'on aborde une question politique directement reliée ou en rapport avec la Constitution et les institutions, on se fait un devoir comme militant communiste de les combattre, de mettre en lumière les rapports qui existent entre le TSCG et le MES d'un côté, et la Constitution et les institutions de l'autre, d'où ensuite la subordination de notre combat à la perspective du renversement du régime, révolutionnaire bien sûr, pas par les urnes.

Vont-ils expliquer pourquoi Hollande va signer le TSCG, qui est vraiment Hollande et le PS, qu'est-ce qu'ils représentent, les intérêts de quelle classe ? On poursuivra demain ou plus tard sur cette question, car on a encore des points à préciser.

Par exemple, en Grèce, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Irlande, ils appliquent déjà le TSCG. En France, en Allemagne et en Belgique, ils appliquent une politique qui lui ressemble comme deux gouttes d'eau sans aller aussi loin pour le moment en France et en Belgique conformément à leur Constitution respective. Est-ce que cela change quelque chose au niveau des rapports entre les classes ? Y aurait-il moins de grèves ou de manifestations dans les pays appliquant déjà le TSCG que dans les autres ? Chacun sait très bien que non.

Tout se concentre pour le moment sur le plan institutionnel et c'est justement sur ce plan-là qu'on nous demande de combattre, alors nous refusons. C'est au contraire en faisant éclater ce cadre dans lequel on voudrait nous enfermer, en inscrivant notre combat contre le TSCG dans une perspective se situant au-delà de l'Etat tel qu'il existe et qui incarne l'ordre établi, qu'on aidera la classe à s'approprier son propre destin, à comprendre qu'en restant liée (soumise) à celui de l'Etat, jamais elle ne pourra mettre en oeuvre ou se saisir d'une politique indépendante de l'Etat correspondant strictement à ses besoins, pour les satisfaire. Comment briser ce lien de subordination de la classe à l'Etat quand au même moment on demande aux travailleurs de s'adresser à son représentant le plus haut placé ? C'est impossible.



La soumission des opportunistes à l'Etat se décline à l'infini ou presque. Par exemple, elle se manifeste par l'abandon de certaines revendications d'ordre général ou collectif, donc à contenu politique. Quand des partis y font référence, c'est pour aussitôt réaliser un consensus avec les dirigeants syndicaux qui continuent de brader nos droits ou acquis. Leurs programmes se situent en dessous de tous ceux qui ont fait la fierté et la gloire du mouvement ouvrier international dans le passé, je pense notamment à l'extinction des classes et de l'Etat, au communisme qui en a totalement disparu, tout comme la dictature du prolétariat sans laquelle le prolétariat ne vaincra jamais son ennemi, etc. (A suivre)

Un dernier mot.

Je suis heureux d'avoir reçu ce courriel, car les questions que traite l'auteur du blog auquel j'ai fait référence plus haut recourent les miennes ou plutôt les alimentent, cela m'est très précieux pour ma propre réflexion. Le peu que j'ai lu m'a déjà donné quelques idées pour approfondir mes travaux et affiner ma ligne politique. Par exemple sur les rapports qui existent entre la diminution du capital variable (le salaire) dans le capital et la dernière évolution en date du capitalisme mondiale, comment évoluent les différents facteurs qui entrent en ligne de compte dans les contradictions des lois de fonctionnement du capitalisme et quel est leur rapport avec la politique que les représentants du capital imposent à tous les peuples, comment leur politique traduit cette évolution...

### **Actualité en titres**

#### **Chut !**

- Austérité ? Rigueur ? "*On ne va pas jouer tout le temps sur les mots*", lance Ayrault - AFP
- Fonctionnaires: Lebranchu jette un pavé dans la mare en parlant "rigueur" - AFP

#### **Tiens donc, mais on ne nous l'avait pas dit, pourquoi ?**

- La Finlande a beau rejeter l'accord sur le MES, elle ne pourra en bloquer l'action - Atlantico.fr

#### **Encore ! Quelle sale manie ils ont pris.**

- Le gouvernement va recevoir les syndicats des télécoms - Reuters

#### **Domage, il fallait oser !**

- Claude Bartolone : "*J'ai failli devenir garagiste*" - L'Express.fr
- Etre Bachelot pendant 24h? «*Je me suicide*», lance Guaino - 20minutes.fr

#### **Il a enfin trouvé un emploi à la hauteur de sa médiocrité**

- Cohn-Bendit quittera le parlement européen en 2014 pour se consacrer au foot - L'Express.fr

#### **Le fusible à retardement.**

- Suicides: l'ex-PDG de France Télécom mis en examen pour harcèlement moral - AFP

#### **Dans quel ordre ?**

- Rio-Paris: une conjonction de défaillances techniques et d'erreurs humaines - AFP

#### **Total refait l'histoire entre 2001 et 2012.**

- Procès AZF: Total sur une piste liée à l'affaire Merah - LeFigaro.fr

#### **Directement du producteur au consommateur !**

- Les paysans hostiles aux éthylotests sur leurs tracteurs - LeFigaro.fr

## INFOS EN BREF

### Politique

#### 1- France

Jeu de rôle.

Bruno Le Roux, patron des députés PS, a aidé à trouver les députés manquants pour que le Front de gauche puisse constituer un groupe. "*Le PS tente d'empêcher un par un les députés ultramarins de constituer notre groupe*", déclarait Jean-Luc Mélenchon le 25 juin. Un groupe Front de gauche a pourtant vu le jour. La finalisation de sa constitution s'est nouée une semaine plus tôt au Bourbon, un café proche de l'Hémicycle.

Autour d'une table, le patron des députés socialistes, Bruno Le Roux, et le communiste André Chassaigne. "*Est-ce que tu peux voir avec Victorin Lurel [ministre des Outre-Mer] si...*" tel ou tel élu ultramarin peut rejoindre le groupe du Front de gauche, s'enquiert Chassaigne, à qui Le Roux répond favorablement. Le Front de gauche devait rallier cinq députés pour constituer un groupe. (lexpress.fr 04.07)

C'est fait, tout est bien qui finit bien, ouf !

#### 2- Sénégal

Avec 119 sièges sur 150, la coalition favorable au nouveau président Macky Sall a remporté une large victoire aux élections législatives sénégalaises de dimanche, selon des résultats provisoires proclamés mercredi par la commission électorale.

Le Parti démocratique sénégalais (PDS), auparavant au pouvoir, ne recueille en revanche que 12 élus, a dit Demba Kandji, président de la commission électorale.

Un mouvement dissident du PDS est crédité de quatre sièges et les 15 derniers vont à des formations plus modestes. La participation s'établit à 36,67%. (Reuters 04.07)

#### 3- Roumanie

Pour la deuxième fois de son mandat, Traian Basescu fait l'objet d'une procédure de destitution.

La coalition de centre gauche au pouvoir en Roumanie a enclenché mercredi les procédures pour la destitution du président de centre droit Traian Basescu, alors que des ONG et la presse dénoncent une "*dérive antidémocratique*" et des "*atteintes à l'État de droit sans précédent*".

"Le document visant la suspension du président de ses fonctions est prêt et sera déposé auprès des bureaux permanents du Parlement dans l'après-midi", alors qu'une session extraordinaire sera convoquée jeudi et vendredi, a indiqué le vice-président de la Chambre, Viorel Hrebenciuc. Ce texte d'une vingtaine de pages accuse M. Basescu d'avoir "*sapé la démocratie*", "*enfreint la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice*" ou encore "*provoqué des crises dans les rapports entre la présidence et les principales autorités publiques*".

L'Union sociale-libérale (USL, majorité), formée du Parti social-démocrate (PSD), du Parti national libéral (PNL) et du petit Parti conservateur, dont le président fondateur Dan Voiculescu a été reconnu par la justice comme collaborateur de l'ex-police politique, la redoutable Securitate, reproche également au président d'avoir "*enfreint les droits et les libertés*" des Roumains.

Selon la loi fondamentale, le président peut être suspendu de ses fonctions par le Parlement "*s'il commet des faits graves violant les dispositions de la Constitution*". Si la proposition de suspension est approuvée, un référendum pour destituer le président sera organisé dans un délai de trente jours. (lepoint.fr 04.07)

#### 4- Syrie

Le président syrien Bachar al-Assad a accusé la Turquie de fournir un soutien logistique aux "terroristes" syriens, exhortant le gouvernement islamo-conservateur turc, qui réclame son départ, à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de la Syrie, dans un entretien à un journal turc.

"La volonté de la Turquie de vouloir s'imiscer dans les affaires intérieures de la Syrie l'a placé dans une position qui a malheureusement fait d'elle une partie prenante dans toutes les activités sanglantes" en Syrie, a-t-il dit dans un entretien accordé au quotidien Cumhuriyet, dont la deuxième partie a été publiée mercredi.

"La Turquie a fourni tout soutien logistique aux terroristes qui ont tué notre peuple", a poursuivi al-Assad confronté depuis mars 2011 à une révolte populaire. (AFP 04.07)

## Social

### France

#### 1- Sanofi va supprimer des milliers d'emplois

Sanofi France pourrait annoncer en comité de groupe la suppression de 1.000 à 2.000 emplois au sein de trois secteurs d'activité, rapporte Le Figaro de jeudi.

Le laboratoire doit évoquer jeudi devant les représentants de son personnel ses perspectives en matière d'emplois en réponse à l'inquiétude que suscite chez les syndicats le nouveau plan d'économies de deux milliards d'euros mis en œuvre pour la période 2012-2015.

Le premier, d'un montant identique, a mené à la suppression de près de 4.000 emplois entre 2009-2011, disent les syndicats, qui en redoutent plusieurs milliers d'autres.

Avec ses 28.000 salariés français, Sanofi rassemble un tiers des effectifs de l'industrie pharmaceutique dans le pays. (Reuters 04.07)

#### 2- Renault s'apprête à supprimer des centaines d'emplois, à Flins notamment.

L'usine Renault de Flins, qui fabriquera la future Clio IV, va perdre 300 postes.

Les syndicats de l'usine Renault de Flins (Yvelines) craignent une réduction de la production sur ce site où seront fabriquées les futures Clio IV et les citadines électriques Zoé, mais où quelque 300 postes vont être supprimés d'ici à 2014.

"Cette politique montre que la direction générale n'entend pas fournir les volumes suffisants pour maintenir l'activité sur Flins", s'est inquiété Patrice Lepioufle, délégué syndical CFE-CGC. Il a estimé qu'"avec 100 véhicules de plus par jour, l'usine de Flins serait rentable". "On insiste sur une répartition des volumes entre Flins et les usines concurrentes du groupe", a pour sa part déclaré Bruno Chirra, représentant syndical CFDT. "Notre problème est de maintenir les emplois qui existent actuellement", a renchéri Ali Kaya, de la CGT. (lepoint.fr 04.07)

#### Grève des pilotes des avions bombardiers d'eau

En grève depuis dimanche, les pilotes des avions bombardiers d'eau de la base de la sécurité civile de Marignane (Bouches-du-Rhône) ont manifesté mercredi matin devant la préfecture de région à Marseille.

Les 88 pilotes protestent contre l'insuffisance du budget de maintenance des avions - il manquerait environ 10 millions d'euros selon leurs syndicats -, qui cloue au sol sept des vingt-trois appareils de la flotte de la sécurité civile.

Des négociations ont débuté lundi au ministère de l'Intérieur mais n'ont pour l'heure débouché sur aucun accord.

"Cinq Canadair et deux trackers ne sont pas en état de voler. Nous ne nous sommes jamais retrouvés face à un tel manque de moyens au début de la saison des feux de forêt", a-t-il ajouté.

Une cinquantaine de pilotes en tenue de vol orange ont participé à la manifestation. Les grévistes sont toutefois réquisitionnés par la préfecture et assurent normalement leur mission. (Reuters 04.07)

## Economie

### 1- Italie

Le déficit public de l'Italie au premier trimestre 2012 a été de 8% contre 7% un an plus tôt sur la même période, sous l'effet de la hausse des taux obligataires italiens et de la récession en cours depuis fin 2011, a indiqué mercredi l'Institut national

des statistiques (Istat).

Selon l'Istat, la performance négative est notamment liée à "*la hausse des frais pour le paiement des intérêts (sur la dette italienne, ndlr) qui ont augmenté en 2011 et à une baisse des recettes (fiscales) causée*" par la récession économique.

Sur l'année 2011, le déficit public italien s'est établi à 3,9% et à la fin 2012, le gouvernement s'est fixé pour objectif de le ramener à 1,3% malgré une contraction prévue du PIB de 1,2% sur l'année.

Bruxelles, l'OCDE et le FMI sont plus pessimistes que l'exécutif italien et prévoient respectivement une contraction de 1,4%, de 1,7% et de 1,9%.

L'Italie, entrée officiellement en récession fin 2011, s'y est enfoncée au premier trimestre 2012 avec une nouvelle contraction de son PIB de 0,8%, sous le poids des plans d'austérité adoptés à la chaîne depuis 2010 pour rassurer les marchés.

Le chef du gouvernement Mario Monti a en particulier imposé un départ en retraite plus tardif pour des centaines de milliers d'Italiens ainsi qu'une hausse de la fiscalité en particulier sur l'immobilier et la TVA, et a taillé dans les dépenses publiques. (AFP 04.07)

## 2- Chine

La dernière turbine de l'imposant barrage des Trois Gorges a été reliée mercredi au réseau, marquant l'achèvement d'un projet hydroélectrique qui a coûté à la Chine plus de 40 milliards d'euros et entraîné le déplacement d'1,3 million de riverains.

L'installation de cette 32e unité de 700 megawatts porte la capacité totale de production du barrage à 22,5 gigawatts, soit 11% de la capacité hydroélectrique du pays.

"*L'exploitation de tous les générateurs fait du barrage des Trois Gorges le plus important projet d'énergie hydroélectrique au monde, et la plus grande base d'énergie propre*", a déclaré lors d'une cérémonie Zhang Cheng, directeur général de l'entreprise exploitant le projet, China Yangtze Power.

La construction de la centrale hydroélectrique des Trois Gorges a débuté en 1994, et sa première unité de production a été connectée au réseau en juillet 2003.

La construction du barrage de 185 mètres de haut et son réservoir de 600 km ont entraîné le déplacement d'au moins 1,3 million de personnes. Le gouvernement a reconnu que les risques de tremblements de terre et de glissements de terrain avaient augmenté dans la région.

La Chine a dû mettre un frein à ses projets d'infrastructures hydroélectriques à grande échelle après l'achèvement de la construction du barrage en 2006, en raison notamment du coût grandissant engendré par les déplacements de population et la protection de l'environnement.

Pékin envisage pourtant de mettre en service une autre unité de production hydroélectrique de 140 gigawatts d'ici 2015 afin d'atteindre ses objectifs en matière d'énergie renouvelable. (Reuters 04.07)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 6 juillet

### CAUSERIE

#### Quelques réflexions rapidement

1- La direction du NPA a confirmé qu'il n'y aurait plus que 3 à 4 000 adhérents à ce parti sur 9 000 lors de sa fondation en 2009, rapportait l'AFP hier.

Autrement dit, il se retrouve au même niveau que la LCR il y a 20, 30 ou 40 ans en arrière, c'est ce qui s'appelle aller de l'avant ! Je ne sais pas ce que vous en pensez, personnellement je me dis qu'en observant cela et en entendant les discours de ses dirigeants qui s'en accommodent, en tant que simple travailleur je suis porté à ne plus croire en rien, certainement pas dans ce parti



puisqu'ils sont totalement incapables de tirer les leçons de leurs erreurs et de les corriger.

Pour s'investir dans un tel parti, il ne faut avoir rien de mieux à faire sachant qu'on va y perdre son temps, son énergie et son argent.

**2- A propos du combat contre l'extrême droite revendiqué par le Front de Gauche.**

Il faudrait signaler aux militants de ce panier de crabes que c'est grâce à l'abstention massive que le FN n'a pas davantage d'élus et non à cause de la politique médiatique du FdG. Le PS va y remédier en ajoutant une dose de proportionnelle lors des prochaines élections législatives.

Le FdG a appelé à voter pour les candidats du PS restés en lice au second tour des législatives, il en partagera donc la responsabilité. Double langage quand tu me tiens, c'est pour le meilleur et surtout le pire !

**3- J'avais commencé hier soir à rédiger un article consacré à la bataille engagée pour le rejet du TSCG, mais faute de temps il ne sera prêt que demain, car pratiquement au fil des heures qui s'écoulent, des ministres s'expriment et se contredisent au point qu'il est pratiquement impossible de savoir quelle est la position exacte de l'exécutif sur la question de la ratification du TSCG. Du coup, une bonne partie de ce que j'ai écrit hier soir n'est plus valable ce matin !**

Juste un mot, la trame de cet article . Les uns et les autres s'adressent à Hollande ainsi qu'à sa "*majorité*" parlementaire. Mais au fait, est-elle légitime quand on sait qu'elle ne représente qu'à peine un quart des électeurs inscrits à l'élection législative ? L'immense majorité des travailleurs ne se reconnaissent pas dans le PS et ses satellites, alors ne s'agirait-il pas en procédant de la sorte à la fois de soutenir le gouvernement en lui octroyant une légitimité (inespérée) qu'il n'a pas et de violer le rejet qu'ils ont exprimé le 17 juin de ce parti et des institutions ? On retrouve la même méthode chez PSA.

**4- Un camarade m'a adressé un courriel à propos de la situation chez PSA et la manière dont le POI traite cette question. Je vais aborder ce sujet séparément.**

Pour répondre précisément à sa question, je ne dispose pas des éléments pour déterminer quel syndicat en particulier joue le jeu de la direction, tous apparemment puisqu'aucun n'a appelé à la grève générale illimitée jusqu'au retrait du projet de fermeture, mot d'ordre que n'avance même pas le POI il faut le noter. Tous se reportent sur le gouvernement des banquiers, y compris le POI comme nous allons le voir maintenant en détail.

**PSA. Comment le POI fait le boulot de la direction en s'en remettant au gouvernement des capitalistes complice de la direction.**

La même politique d'allégeance au régime qu'en mai 1981.

Informations ouvrières n°207, page 7 - Titre : "*Il faut une décision politique*", auteur de l'article dont je vous propose des extraits : Micheline Guillemette, comité de Tremblay du POI.

- "*Alors, comme le disent les ouvriers et certains responsables syndicaux, le nouveau gouvernement doit prendre ses responsabilités et empêcher le P-DG de fermer PSA Aulnay.*"

- "*Une chose est sûre, nombreux sont ceux qui disent : « Il faut une décision politique. »*

*Comme cet ouvrier, à la porte de l'usine, qui expliquait : « Mais alors à quoi cela sert-il de voter et de changer de gouvernement ? C'est inadmissible que le nouveau ministre ne réponde pas. »*"

Interview d'*Informations ouvrières*, Mohammed Khenniche, militant syndicaliste SUD à PSA Aulnay-sous-Bois (93) :

Question "*Et ne faudrait-il pas aussi que les organisations syndicales s'adressent solennellement à François Hollande et au ministre Montebourg, pour leur dire : « Prenez vos responsabilités pour le maintien du site avec tous ses emplois » ?*"

Réponse "*Quand nous disons dans notre tract : « L'unité doit se réaliser pour exiger que l'Etat et le gouvernement garantissent le maintien du site PSA Aulnay et de tous les emplois », est-ce que cela ne répond pas aux préoccupations des travailleurs ?*"

Absolument pas, puisqu'il s'agit d'un gouvernement des capitalistes. Vous aurez remarqué que c'est le POI qui lui suggère sa réponse, il roule ouvertement pour le gouvernement. Pourquoi se mobiliser s'il suffirait que le gouvernement prononce les mots sacrés pour obtenir satisfaction ? On a l'impression qu'ils font tout pour désarmer politiquement les ouvriers et empêcher que cette mobilisation ait lieu.

Communiqué des comités d'Aulnay-sous Bois et de Tremblay du POI. Extraits.

*"Les élections viennent d'avoir lieu.*

*Le président de la République, le gouvernement, la majorité de l'Assemblée nationale, la majorité du Sénat, tout comme la majorité du conseil général de Seine-Saint-Denis et l'immense majorité des députés de notre département appartiennent au Parti socialiste. Claude Bartolone, Gérard Ségura affirment leur opposition à la fermeture de l'usine et leur volonté d'agir dans le sens du maintien des emplois.*

*Une question est donc posée : celle de l'intervention immédiate des pouvoirs publics.*

*Si la direction de PSA refuse de renoncer à son plan, il revient au gouvernement d'intervenir et de peser de tout son poids pour apporter la garantie du maintien du site et de tous les emplois. C'est au gouvernement qu'il revient d'interdire à PSA de sacrifier la vie de milliers d'ouvriers et de leurs familles. Il nous semble que les élus du département, Gérard Ségura et Claude Bartolone en tête, ont le devoir d'intervenir en direction du gouvernement pour faire prévaloir cette position (...).*

*L'unité doit se réaliser pour exiger que l'Etat et le gouvernement garantissent le maintien du site PSA Aulnay et de tous les emplois."*

L'orientation de cet appel à l'unité ne peut que diviser les travailleurs entre ceux qui attendent quelque chose du gouvernement et ceux qui n'en attendent rien.

Un appel à l'unité sur une base pourrie est pire que pas d'appel du tout. Au passage, vous avez là la signification politique de la stratégie du front unique mis en oeuvre sans discontinuité par les dirigeants du POI, ex-PT, ex-PCI, ex-OCI, que je n'ai de cesse de dénoncer comme incompatible avec la conception de la lutte de classe définie et défendue par les marxistes.

Ensuite, c'est un leurre, une illusion criminelle que de prétendre que le gouvernement pourrait interdire à une entreprise privée de mettre en oeuvre la politique qu'elle a définie, Sapin l'a confirmé dernièrement pour bien montrer aux différents protagonistes dans quel camp il se situait, celui de la direction de PSA qui doit conserver les mains libres pour agir à sa guise, et que les travailleurs ne devaient avoir aucune illusion dans le gouvernement, qui n'est pas le leur mais celui des patrons et des riches actionnaires.

Partant de là persister à s'en remettre au gouvernement pour empêcher la fermeture de l'usine d'Aulnay, c'est interdire aux travailleurs de PSA de trouver la voie qui leur permettrait de définir une politique indépendante à la fois de la direction de PSA et du gouvernement qui en est le complice, c'est les mener dans une impasse ou les livrer à leurs bourreaux, les trahir.

Un syndicat même minoritaire se doit de lancer le mot d'ordre de grève générale illimitée avec occupation et constitution d'un comité de grève élu jusqu'au retrait définitif du projet de fermeture de cette usine, parce que c'est le seul moyen à même d'obtenir satisfaction dès lors que la majorité des ouvriers se mobiliseraient. Quant aux syndicats qui rejetteraient cet appel, ils porteraient la responsabilité de faire échouer cette mobilisation, donc favoriseraient la fermeture de l'usine. Voilà de quelle manière il devrait s'adresser aux travailleurs de PSA.

Comment cela se traduirait concrètement, c'est facile.

Il fait le tour de l'usine pour jauger de l'état d'esprit des ouvriers. Ensuite il leur présente sa tactique et sa stratégie, tout en leur précisant et c'est très important, qu'il est déterminé à aller jusqu'au bout. Soit on arrête tout jusqu'à ce que la direction cède, ce qui est possible, elle en a les moyens, soit on se dit que c'est foutu d'avance et c'est le chômage, notre vie est foutue. Vous décidez quoi ?

Et les autres syndicats qui ne suivent pas ? Ce n'est pas un problème insurmontable. Si on se met tous en grève et qu'on occupe l'usine, ils seront obligés de suivre. Qui d'entre nous a envie de se retrouver au chômage sachant qu'il y a 5 millions de chômeurs ou plus dans le pays, aucun d'entre nous que l'on soit encarté à la CGT, à FO, à Sud, etc. Qui va faire bouillir la marmite à notre place nous demain si nous perdons notre boulot ? Personne. C'est maintenant ou jamais qu'il faut se mobiliser.

Il pourrait aussi s'adresser aux ouvriers et aux syndicats des autres usines du groupe pour qu'ils les soutiennent ou entrent à leur tour en grève. De la même manière il pourrait demander le soutien des partis ouvriers sur cette base, mais en aucun cas s'adresser au gouvernement dont il n'a rien à attendre.

Le POI confirme ainsi de façon magistrale sa politique droitière subordonnée aux appareils pourris des syndicats, à ceux du PS et du PCF, au gouvernement capitaliste, finalement au régime en place qu'il soutient.

**Actualité en titres**

## Connivence

- Fitch accorde un satisfecit au premier budget du gouvernement Ayrault - Lexpress.fr

## Le nouveau front de la guerre coloniale

- L'Onu laisse la porte ouverte à une action militaire au Mali - Reuters

## INFOS EN BREF

### Politique

#### 1- ONU

La Cnuced, une agence de l'ONU, suggère de taxer les milliardaires pour dégager des dizaines de milliards de dollars de ressources en faveur des pays en développement, dans son dernier rapport annuel sur la situation économique et sociale.

Cette "taxe sur les milliardaires", sous la forme d'un prélèvement annuel, fait partie d'une série de mesures préconisées par le Cnuced (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement).

Selon le rapport, il est en effet essentiel de trouver de nouveaux moyens de financement pour aider les pays pauvres à améliorer leurs infrastructures ou leur système de santé car les pays riches n'ont pas respecté leurs promesses d'aide au développement.

Les auteurs du rapport évaluent à 1.226 en 2012 le nombre de personnes dont la richesse dépasse le milliard de dollars.

Il y en aurait 425 aux États-Unis, 315 dans la région Asie-Pacifique, 310 en Europe, 90 dans le reste de l'Amérique Nord et Sud, et 86 en Afrique et au Proche-Orient.

Ensemble ils représentent une fortune estimée à 4.600 milliards de dollars, soit 3,75 milliards de dollars en moyenne par personne.

Les auteurs du rapport affirment qu'une taxe de 1% sur leur fortune pourrait rapporter 46 milliards en 2012 et laissent entendre qu'elle serait indolore pour les principaux intéressés. Selon eux, le milliardaire "moyen" posséderait toujours 3,7 milliards après cet impôt. "En dépensant 1.000 dollars par jour, il lui faudrait plus de 10.000 ans pour dépenser toute sa fortune", souligne le rapport.

La fortune des milliardaires a augmenté de 4% par an en moyenne dans les deux décennies ayant précédé la crise financière de 2008-09.

La Cnuced reconnaît cependant que pour le moment il s'agit d'une "excitante" vue de l'esprit et non d'un moyen réaliste d'augmenter les ressources pour l'aide au développement. (AFP 05.07)

## Parlement européen

1- Le Parlement européen a mis son veto définitif mercredi à la ratification par l'UE du traité international anti-contrefaçon Acta, un vote salué comme une grande victoire par les défenseurs des libertés individuelles qui s'étaient massivement mobilisés contre ce texte.

L'accord - signé par 22 des 27 gouvernements de l'Union européenne, ainsi que par dix autres pays dont les États-Unis, le Japon et le Canada - a été rejeté par un vote sans appel: 478 députés européens ont mis leur veto, contre 39 seulement qui voulaient laisser la procédure se poursuivre et 165 qui se sont abstenus.

Ce résultat, qui n'est pas une surprise, constitue un désaveu pour la Commission européenne. Elle avait exhorté cette semaine encore les élus à sauver l'accord, au nom de la défense des intérêts économiques des entreprises.

"La mort d'Acta est une bonne nouvelle pour la démocratie", a commenté l'eurodéputé écologiste français Yannick Jadot, y voyant la preuve que "la culture, la connaissance, l'agriculture, la santé et les libertés publiques peuvent gagner face aux intérêts des grands groupes privés et à la criminalisation des citoyens".

Dans un communiqué, l'organisation altermondialiste Attac France a salué "une victoire pour les libertés fondamentales et le respect des biens communs", dénonçant un texte "dangereux" qui "se proposait ni plus ni moins de criminaliser le partage culturel

et matériel".

Depuis trois ans, des centaines de milliers de personnes ont manifesté contre l'accord, et une pétition contre Acta a recueilli 2,8 millions de signatures.

Après le vote, au nom des conservateurs, la Française Marielle Gallo a fustigé "*un manque de courage politique face au fléau de la contrefaçon*", qui selon elle fait perdre chaque année 250 milliards d'euros et 100.000 emplois aux entreprises européennes.

Lors du débat, plusieurs députés ont souligné que, de toute façon, l'accord semblait mal armé pour atteindre ses objectifs de lutte contre la contrefaçon puisque la Chine et l'Inde, considérés comme les principales sources de produits contrefaits dans le monde, n'en étaient pas signataires.

Le veto européen ne signe pas officiellement la mort de l'accord pour les autres pays qui l'ont signé, à savoir les Etats-Unis, le Japon, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Corée du Sud, la Suisse, le Mexique et le Maroc.

L'accord doit s'appliquer lorsque six Etats au moins l'auront ratifié, ce qu'aucun d'entre eux n'a fait pour le moment.

"*La question est de savoir si les autres partenaires ont un intérêt*" à continuer la procédure, a souligné le juriste allemand Axel Metzger, spécialiste en droit de la propriété intellectuelle. En outre, le veto européen risque de "*faire vaciller le camp des défenseurs de l'accord*" dans les autres pays, selon lui. (AFP 04.07)

Un véritable représentant des intérêts des travailleurs aurait refusé de participer à ce vote qui opposait les travailleurs des pays dominants à ceux des pays dominés. Le social-patriotisme est la négation de l'internationalisme prolétarien. Ces relents social-nationalistes sont insupportables.

En quoi le terrain sur lequel s'affrontent les différents capitalistes pour défendre leurs parts de marché pourrait-il correspondre en quoi que ce soit aux besoins des travailleurs ici ou ailleurs, puisque dans tous les cas il s'agit de les saigner ? Si on nous demandait de nous prononcer sur une mesure consistant à opposer les intérêts des travailleurs européens à ceux des travailleurs chinois, nous refuserions en appelant les travailleurs du monde entier à lutter ensemble contre le capitalisme, pour sa disparition.

**2-** Le Parlement européen a approuvé jeudi à une très forte majorité l'affectation de 230 millions d'euros du budget communautaire à des "*project bonds*", ou emprunts obligataires destinés au financement de projets.

Le principe de ces "*project bonds*", supposés contribuer à une relance de l'économie sans peser sur les budgets nationaux, a été accepté la semaine dernière par les 27 Etats de l'UE dans le cadre du Pacte pour la croissance et l'emploi adopté à Bruxelles.

Le "*projet pilote*" auquel le Parlement a donné son accord viendra garantir, via la Banque européenne d'investissement, des emprunts émis par des opérateurs privés pour des projets d'infrastructures : 200 millions dans les réseaux de transports, 20 pour les réseaux numériques et 10 pour les réseaux d'énergie.

La Commission européenne espère, par effet de levier, susciter ainsi plus de 4 milliards d'euros en investissements privés. (Reuters 05.07)

## Social

### 1- France

#### 1.1- L'austérité appliquée à nos anciens et aux handicapés.

La Ville de Paris va supprimer la gratuité dans les transports en commun pour les personnes âgées ou handicapées, à l'occasion d'un projet de modernisation des cartes de transport qui sera présenté au Conseil de Paris des 9, 10 et 11 juillet.

Les détenteurs de la carte Emeraude, qui permet de voyager gratuitement sur les réseaux parisiens de la RATP et de la SNCF, devront acquitter une participation financière à partir du 1er novembre, a annoncé jeudi devant la presse Liliane Capelle, adjointe chargée des seniors.

Les bénéficiaires d'Emeraude paieront 20 euros par an s'ils perçoivent un minimum social et/ou la prestation Paris Solidarité. Le prix sera de 40 euros par an pour ceux qui justifient d'un montant d'impôt inférieur ou égal à 2.028 euros.

Au 31 mai 2012, 131.667 personnes bénéficiaient d'une carte Emeraude et 7.784 d'une carte Améthyste. Ces deux dispositifs



ont coûté 55 millions d'euros à la Ville en 2011. La recette nouvelle liée à la participation financière des bénéficiaires est estimée à 4,6 millions d'euros. (AFP 05.07)

## 1.2- Profiteurs, affameurs... et voleurs.

Soyez "vigilants à la lecture de vos tickets de caisse". C'est ce que recommande la DGCCRF à la suite de la publication de son étude réalisée dans 1269 établissements de grande distribution. Car "des anomalies (sur les prix) ont été constatées" dans 54% des supermarchés, essentiellement alimentaires, contrôlés en 2011, annonce la répression des fraudes. "Le prix facturé était différent du prix affiché pour 7% des articles ayant été vérifiés. En outre, les erreurs étaient défavorables aux consommateurs dans six cas sur dix", ajoute-t-elle. (l'expansion.com 05.07)

## 2- Union européenne

La France doit rembourser à la branche française des Témoins de Jéhovah près de 4,6 millions d'euros saisis à l'issue d'un redressement fiscal sur des dons de fidèles, a jugé jeudi la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH).

En juin 2011, la CEDH, qui siège à Strasbourg, avait jugé que ce redressement fiscal avait porté atteinte à la liberté de religion. (AFP 05.07)

## Economie

### 1- Zone euro

Les taux d'emprunt de l'Italie et de l'Espagne sont remontés en flèche jeudi après une réunion de la Banque centrale européenne (BCE) qui a ravivé les craintes des investisseurs sur l'état de santé de la zone euro, tout en excluant toute mesure nouvelle d'importance.

Vers 18H00 (16H00 GMT), le rendement espagnol à 10 ans, qui évolue en sens inverse de la demande, grimpait à 6,737% contre 6,375% mercredi à la clôture.

La prime de risque payée par le pays vis-à-vis de l'Allemagne bondissait bien au-delà des 500 points de base, à 529 points de base (5,29 points de pourcentage).

Pour sa part, le rendement italien à 10 ans flirtait avec les 6%, à 5,958% contre 5,755% la veille. Un peu plus tôt, il avait dépassé les 6% pour la première fois depuis le 29 juin.

"Ce qui ne plaît pas trop aux investisseurs, c'est le jugement de la BCE sur l'environnement économique qui se détériore sensiblement", estime Patrick Jacq, stratège obligataire chez BNP Paribas.

La BCE a baissé de 0,25 point de pourcentage son taux directeur à 0,75%, ce qui était largement anticipé.

Mais, selon le stratège, elle est venue rappeler aux marchés les difficultés économiques des pays les plus fragiles de la zone euro, ce qui va compliquer sérieusement leur capacité à réduire leur déficit.

Dans le même temps, elle a balayé les espoirs de nouvelles mesures exceptionnelles.

"La perception positive du sommet européen a déjà commencé à s'éroder depuis le début de la semaine. La baisse des taux qui avait suivi la réunion européenne est derrière nous", constate M. Jacq.

Pour preuve, Madrid a payé plus cher pour emprunter à dix ans, devant concéder un taux moyen de 6,430% contre 6,044% lors de la dernière émission similaire, le 7 juin.

La Finlande va ouvrir des négociations la semaine prochaine avec l'Espagne sur les garanties qui devront être apportées en échange d'une participation du pays nordique au plan de sauvetage des banques ibériques.

Madrid espère présenter un montant pour cette aide, lundi, lors de la réunion de l'Eurogroupe.

Les pays les plus solides de la zone euro ont profité de la tension sur l'Espagne et l'Italie. Le taux de l'Allemagne baissait fortement à 1,380% contre 1,452% et celui de la France à 2,493% contre 2,534%.

Hors zone euro, le rendement britannique diminuait à 1,660% contre 1,720%.

Aux Etats-Unis, le rendement de l'obligation du Trésor à 10 ans reculait à 1,590% contre 1,629%, tout comme celui à 30 ans à 2,711% contre 2,743% la veille. Le taux à trois mois restait stable à 0,07%.

Le marché interbancaire a profité de la baisse des taux de la BCE. L'Euribor à trois mois a reculé à 0,641% contre 0,645% la veille, et le Libor libellé en dollar est resté stable à 0,460%. (AFP 05.07)

## 2- Grande-Bretagne

La Banque d'Angleterre (BoE) a annoncé jeudi, comme attendu, l'injection de 50 milliards de livres (62,2 milliards d'euros) dans l'économie britannique, portant à 375 milliards de livres le montant total de son programme de soutien à une économie en récession.

L'institution a par ailleurs maintenu son taux d'intérêt directeur à 0,50%, niveau exceptionnellement bas auquel il est fixé depuis mars 2009.

Pour James Knightley, économiste chez ING, "*si des doutes persistent sur l'efficacité de nouveaux rachats d'actifs, la BoE n'a pas beaucoup d'autres possibilités*" pour aider l'économie britannique.

Outre les rachats d'actifs, la Banque d'Angleterre a tout de même lancé en juin des actions coordonnées avec le gouvernement britannique, visant à fournir aux banques des dizaines de milliards de livres de liquidités pour les inciter à prêter et ainsi à soutenir l'économie nationale en récession. (AFP 05.07)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 7 juillet

### CAUSERIE

Je n'ai pas le temps de réécrire l'article dont je vous ai parlé hier, mon frigidaire est vide et je dois absolument aller faire des courses et cuisiner. Alors juste un mot sur la campagne contre le TSCG.

C'est quand même extraordinaire que ceux qui définissent à juste titre le régime comme bonapartiste, s'empressent à la première occasion de s'adresser au Bonaparte de service. Ils voudraient légitimer le régime qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

En fait, on devrait tout simplement interdire à Hollande de le faire ratifier, puisque finalement il ne dispose pas d'une majorité parlementaire, les députés du PS ne représentent que 25% des inscrits à l'élection législative du 17 juin dernier.

De plus, deux cas de figure vont se présenter à lui.

Soit il se contentera de faire adopter le TSCG par les députés et les sénateurs, soit il sera obligé de réunir en congrès le Parlement (députés plus les sénateurs) si le Conseil constitutionnel décide que l'adoption du TSCG et une batterie de mesures nécessitent une modification de la Constitution.

Dans les deux cas, il devra faire appel aux voix de l'UMP.

Dans le premier cas, il ne dispose pas de la majorité absolue au Sénat et le Front de gauche a déjà fait savoir qu'il s'abstiendrait. Donc, pour que le TSCG et la supervision bancaire et la taxe sur les transactions financières qu'il a l'intention de présenter sous la forme d'un paquet de mesures unique soumis à un seul vote ait une chance d'être adopté, il lui faudra le renfort des voix de l'UMP, à moins que l'UMP décide tout simplement de voter en bloc avec les sénateurs du PS puisqu'ils y sont favorables, ce qui lui faciliterait la tâche, lui compliquerait sur le plan politique disent certains commentateurs, pas si sûr, puisque personne n'y retrouverait à redire. Un sénateur de l'UMP a déjà fait savoir qu'il le voterait sans problème et qu'il n'était pas le seul.

Dans le second cas, le PS et ses alliés ne disposent pas des trois-cinquièmes des voix nécessaires pour faire passer une modification de la Constitution, il aura impérativement besoin là aussi de voix de l'UMP. On imagine mal l'UMP prendre la responsabilité à l'arrivée du rejet du TSCG, c'est impensable.

On pourrait imaginer un autre cas de figure. Il n'obtient pas la majorité au Sénat, mais comme selon la Constitution, le texte revient à l'Assemblée nationale et c'est elle qui a le dernier mot, il serait adopté de toutes manières puisque le PS dispose de la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Je verrai demain si cela vaut la peine de réécrire mon article, car je revenais aussi sur la méthode qu'avait employée Hollande pour justifier la ratification du TSCG, il a dû s'y reprendre à plusieurs fois (Pacte de croissance) et se livrer à des contorsions pour rendre présentable sa position et qu'on ne lui reproche pas d'avoir menti aux électeurs, en vain d'ailleurs, car la version du TSCG qu'il s'appête à faire ratifier par les députés et les sénateurs est identique à la virgule près à sa mouture initiale signée par Sarkozy et Merkel notamment.

Ne vous laissez pas impressionner par les déclarations tapageuses ou les gesticulations de la soi-disant gauche du PS qui le sait pertinemment et que cela ne gêne pas vraiment.

### Cacophonie gouvernementale

La ministre de la Culture, Mme Filippetti, suggère sur RTL que la redevance télévisuelle s'applique aux écrans d'ordinateur pour les foyers qui n'ont pas de télévision.

Plus tard, le ministre du budget, M. Cahuzac, interrogé sur la même radio sur cette question répond : *"absolument pas!"*. *"Le gouvernement, en tous cas le ministre du budget, n'était pas informé. Cette suggestion n'est pas reprise par le gouvernement"*

En off selon Le Monde, un ministre rétorque *"ce n'était qu'une ébauche, une piste"* et d'ajouter *"Il n'en est plus question"*.

Invité sur BFMTV et RMC le même jour (5 juillet), Moscovici confirme que *"c'est un sujet qui est dans la discussion du projet de loi de finance pour 2013"* contredisant Cahuzac et l'autre ministre cité plus haut. (source : Nouvelobs et lemonde.fr)

Vous avouerez qu'il est difficile de s'y retrouver puisqu'ils ne cessent de mentir ou de se contredire entre ministres, c'est ce que je vous signalait hier à propos de Hollande qui a changé plusieurs fois de scénario pour faire ratifier le TSCG au point qu'on ignore encore comment il va s'y prendre.

Quand je vous disais ces derniers jours que le PS était maître de l'esbroufe, du camouflage, de l'enfumage, de l'hypocrisie, j'étais encore loin du compte en vérité, on en a la preuve quotidiennement.

### Merci

Je vous invite à regarder la vidéo tournée dans les décombres de la télévision Al-Ikhbariy située à 15 kms de Damas en Syrie, où le président du réseau Voltaire Thierry Meyssan explique pourquoi un commando à la solde de la coalition impérialiste américano-franco-britannique s'est livrée à cette destruction et à l'assassinat du personnel de cette chaîne de télévision.

Je vous invite vivement à l'écouter, c'est très instructif et émouvant à la fois, on ne peut qu'entrager et crier vengeance contre l'Otan et les Etats-Unis ou encore Fabius. Vous pouvez accéder à cette vidéo par le biais du fichier que j'ai mis en ligne ou directement en cliquant sur le lien suivant : <http://www.voltairenet.org/a174832>

Ce qui est intéressant ici, c'est que Thierry Meyssan est journaliste reporter indépendant, il n'est pas un dirigeant d'un parti politique, il ne travaille pas pour un média faisant partie d'une holding reliée à la finance. De plus il ne craint pas de mouiller sa chemise pour rendre compte d'évènements qui se produisent dans des pays en guerre comme la Libye ou la Syrie, rien à voir avec nos poules mouillées de dirigeants qui n'ont même pas été foutus de mettre les pieds en Tunisie lors du soulèvement du printemps 2011, alors que c'était la porte à côté et que la situation comportait énormément moins de risques, à l'exception de Besancenot toutefois qui a attendu que la situation soit plus calme pour aller faire une balade touristique en Tunisie.

Ce personnage mérite le respect, il a risqué sa peau à plusieurs reprises pour nous informer il ne faut pas l'oublier, il est l'antithèse de l'horrible BHL, j'ai de la sympathie pour lui même si nous ne nous situons pas exactement sur le même terrain politique, c'est un modèle de démocrate qu'on croise rarement de nos jours. Rappelons qu'il est (ou était ?) membre du Parti radical de gauche et franc-maçon, il est domicilié en Syrie ou au Liban, et que ses analyses aboutissent comme celles de Jean Ziegler ou encore Mélenchon à s'en remettre à l'ONU, ce qui n'est évidemment pas notre cas.

Son discours est limpide, concis, précis et accessible à tous, du coup on se dit que les choses sont décidément trop simples à comprendre dès lors qu'on s'est donné la peine de les présenter simplement, or, dans bien des cas, en dehors du fait qu'il faut replacer ses analyses dans une perspective ayant pour cadre la lutte des classes à l'échelle mondiale, sans ces informations on serait dans l'impossibilité de comprendre ce qui se passe réellement dans tel ou tel pays.

## **M'PEP. Appel à refuser le Pacte budgétaire (TSCG). Extrait.**

Savez-vous pourquoi ils rejettent le TSCG ? C'est savoureux, ils ont lâché le morceau :

Car "*sans souveraineté nationale, il sera impossible d'engager une véritable politique de gauche en France, même si les électeurs le décident.*", parce qu'en plus il faudrait peut-être demander la permission à ceux qui nous en priverait, mais ce droit nous leur arracherions et personne ne pourrait nous en empêcher.

Ce sont des légalistes qui se prosternent devant l'ennemi que nous devons abattre, c'est le meilleur moyen pour qu'ils vous achèvent à moindre coût, ainsi ils l'auront épargné jusqu'au bout.

Ils sont donc incapables de penser au-delà du cadre qu'il leur impose, de le violer si nécessaire, ce que nous faisons ici et que nous revendiquons.

Le meilleur moyen de combattre pour préserver la souveraineté de la nation, consisterait-il à défendre l'Etat bourgeois, à s'en remettre à son représentant le plus haut placé au sein des institutions, Hollande, ou résiderait-il dans le combat pour un Etat ouvrier qui du même coup résoudrait cette question définitivement en l'inscrivant dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe ?

Quant à leur union libre des Etats ou des nations libres, Marx aurait ajouté : en traînant derrière soi le boulet du capitalisme, à coup sûr le socialisme serait une utopie, alors que nous voulons qu'il devienne la réalité, donc nous n'avons pas le même objectif. Nous visons la liberté, l'émancipation du capital, de l'exploitation de l'homme par l'homme, la disparition des Etats, des frontières, des classes, de l'argent ou de la monnaie, comme moyen pour parvenir au bien-être et vivre en paix et en harmonie avec tous les peuples qui n'en formerait plus qu'un, universel. Le chant du communiste, c'est un hymne à la liberté.

Qu'est-ce qui peut sauver les nations, les peuples, le prolétariat : le capitalisme ou le socialisme ? Telle est la question.

Vous voyez, il ne faut pas craindre d'aller sur leur terrain, eux ils s'y embourbent et c'est ce qui va les perdre, nous, nous en sortons sains et saufs et victorieux.

En défendant l'Etat qu'il faut bien caractériser de capitaliste, les défenseurs de la souveraineté nationale versent dans le social-patriotisme qui a ouvert la voie aux dictateurs dans le passé ou qui n'a pas permis de s'y opposer, dans la mesure où en liant le mouvement ouvrier au sort de l'Etat bourgeois, ils lui livrent le prolétariat les mains liées dans le dos, donc dans l'impossibilité de réaliser son unité pour le combattre efficacement et le renverser.

## **Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)**

### **Au revoir le RGPP... bienvenue au TSCG. La méthode.**

Le Premier ministre a annoncé vendredi soir la fin de la "*révision générale des politiques publiques*" (RGPP) lancée sous le quinquennat précédent pour réduire les dépenses de l'Etat.

"*Cette politique a provoqué désorganisation et malaise dans l'ensemble de la fonction publique*", lit-on dans ce communiqué. "*La période de RGPP est close.*"

Il précise que la "*grande conférence sociale*" de lundi et mardi prochains devra permettre de renouer un "*véritable dialogue social*" pour "*conduire la rénovation de l'action publique*".

"*Une nouvelle méthode doit être définie. Il s'agit de redéfinir les missions de l'État, d'améliorer le service rendu aux usagers et de rendre l'administration plus efficace, tout en assumant la maîtrise des dépenses*", lit-on dans le communiqué.

Il s'agit "*d'obtenir à la fois une véritable adhésion des personnels et de l'opinion publique, et un redressement de nos finances publiques à échéance de 2017*", ajoute Matignon.

A trois jours d'un sommet social dont le déroulement sera un indicateur des relations entre l'exécutif et les partenaires sociaux au cours des prochaines années, l'annonce de la fin de la RGPP semble refléter une volonté de désamorcer des tensions potentielles, notamment avec les fonctionnaires.

Ces derniers seront mis à contribution dans le redressement des finances publiques, ainsi que la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, l'a dit sans ambage mercredi.

"Ce n'est pas une cure d'austérité mais c'est un grand moment de rigueur", a-t-elle dit sur RTL. "Les fonctionnaires sont conscients de l'importance de leur fonction et ont envie que leur pays se redresse."

"Donc ils savent que s'ils y participent, ils peuvent générer aussi leur part de croissance", a-t-elle ajouté. (Reuters 06.07)

### **La méthode : le "diagnostic partagé".**

Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, a confié vendredi, dans un entretien à l'AFP, miser sur la Conférence sociale des 9 et 10 juillet pour parvenir à un "diagnostic partagé" sur la "rude" désindustrialisation du pays et de possibles remèdes. (AFP 06.07)

En quoi consiste un "diagnostic partagé" ?

Tout d'abord, il consiste à faire partager à l'ensemble des personnes assises autour d'une table l'analyse de la situation réalisée par celle qui se trouve en position dominante ou réputée la mieux informée, en l'occurrence le patronat, l'UE, le FMI, l'OCDE, etc. dont le gouvernement reprend à son compte l'analyse.

A l'étape suivante, sur la base de cette analyse désormais partagée par l'ensemble des personnes présentes, il s'agit de leur faire adopter les conclusions pratiques auxquelles est parvenue la partie qui a réalisé cette analyse, autrement dit, qui se trouve en position de juge et partie à la fois, en position de force pour les imposer aux autres, sans les viloyer puisqu'ils ont accepté cette règle du jeu.

Dès lors on a le choix entre s'y soumettre ou les rejeter. Mais comme on a accepté au départ qu'une partie s'impose arbitrairement aux autres en leur imposant son interprétation de la situation, une fois qu'on a légitimé son analyse, on se retrouve dans l'impossibilité ou mal placé pour contester les conclusions qui découlent de cette analyse, il est trop tard pour contester cette analyse, sinon à se contredire ouvertement et remettre en cause la règle du jeu qu'on a accepté au départ.

Cela étant dit, l'objet de cette réunion étant de trouver un accord entre les différents protagonistes de cette mascarade, on comprend que quelle que soit son issue, connaissant par avance les intentions et les intérêts représentés par les uns et les autres, le seul fait d'y participer à valeur d'acceptation de ce "diagnostic" qui se trouve être déjà "partagé".

Pourquoi ce point est-il essentiel ?

Parce qu'à partir du moment où on a accepté une analyse, on peut rejeter les conclusions pratiques auxquelles leurs auteurs sont parvenus, cela n'a pas vraiment d'importance, puisqu'il s'agissait avant tout de faire passer une interprétation frauduleuse de la situation conduisant au constat de la nécessité de s'y attaquer précisément sur le terrain imposé par leurs auteurs, ce qui signifie qu'en acceptant leur analyse on a abdicqué, on se refuse à traiter les questions soulevées dans cette analyse sur un autre terrain, sur celui des intérêts de la classe ouvrière.

On pourrait admettre que les personnes conviées à une réunion s'y rendent avec l'intention de présenter chacune leur propre analyse de la situation, et que constatant qu'il existait un abîme entre les différentes versions en présence, celle qui refuserait de se voir imposer une analyse décide de quitter cette réunion, mais ce ne sera pas le cas des dirigeants syndicaux, comme je l'ai dit ailleurs, s'ils ont supporté et partagé le diagnostic de la situation de Sarkozy, ils feront de même sans peine avec Hollande.

Au-delà, par principe, nous rejetons catégoriquement la participation à ce genre de conférence, parce qu'elle est contraire à notre conception de la lutte de classe du prolétariat, qui repose uniquement sur sa mobilisation et sa prise de conscience du fonctionnement de la société.

Il est clair et c'est très bien que cela soit mis en lumière, que tous ceux qui s'adressent à Hollande, au gouvernement, aux élus, ne partagent pas notre conception de la lutte des classes.

### **Un avant-goût de la conférence antisociale des 8 et 9 juillet prochains.**

En s'adressant à la presse, jeudi 5 juillet, le message que M. Thibault a voulu faire passer est clair : la CGT ne se livrera à aucune surenchère. Le 3 juillet, elle s'était abstenue de voir dans le discours de Jean-Marc Ayrault l'annonce d'une politique de rigueur, craignant seulement que la recherche de l'équilibre budgétaire "ne pèse sur les objectifs affichés dans de nombreux domaines". Jeudi, M. Thibault a pressé le gouvernement de faire preuve de volontarisme "pour changer en positif le quotidien des salariés".

M. Thibault a critiqué le sommet européen des 28 et 29 juin et a porté "une appréciation très négative" sur le pacte budgétaire. Mais il n'a pas fait sienne la demande de référendum du Front de gauche.



Si "*le changement politique n'a pas changé le quotidien des salariés*", M. Thibault s'en est pris à Laurence Parisot, présidente du Medef, qui "*a du mal à interpréter le sens du vote des citoyens*". "*La plupart des revendications du patronat ont été satisfaites pendant cinq ans, a-t-il noté. Il serait temps que les revendications des salariés soient à l'ordre du jour.*" (lemonde.fr 06.07)

Avec Sarkozy qui était de droite, il était normal qu'ils ruent dans les brancards pour donner le change, sans risques pour les uns comme pour les autres, Sarkozy saluant le sens des "*responsabilités*" de ses partenaires dits sociaux.

Avec Hollande qui est réputé de gauche, à tort, ces parasites vont faire carpette, ils le font déjà, Thibault vient d'en faire la démonstration. Ils vont tout faire pour l'épargner. Tenez, si le quotidien des travailleurs ne change pas, ce n'est pas de la faute de Hollande et son gouvernement ou sa soi-disant majorité parlementaire, c'est celle de Parisot, pour d'autres ce sera de la faute de Bruxelles, Frankfort ou Washington, on ne touche pas à l'Etat, il est si fragile, si menacé de toutes parts, etc. on comprend... sans compatir, désolé.

## Actualité en titres

### En famille. La condition ou la méthode.

- Montebourg appelle à "*un diagnostic partagé*" entre patronat et syndicats - AFP -

### Des gens heureux.

- Chérèque salue la décision de la CFDT de signer le plan de redressement à Air France - AFP

- Bernard Thibault félicite le gouvernement pour sa recherche du dialogue social - LeMonde.fr

### Et la sienne aussi !

- François Hollande : "*La chute du régime de Bachar al-Assad est inéluctable*" - 20minutes.fr

### Justice raciale.

- (Etats-Unis) Le meurtrier présumé du jeune Noir Trayvon Martin remis en liberté - AFP

## INFOS EN BREF

### Politique

#### 1- Italie

Le gouvernement de Mario Monti a adopté dans la nuit de jeudi à vendredi une série de mesures qui permettront de réduire la dépense publique de 4,5 milliards d'euros dès 2012 et de plus de 10 milliards d'euros aussi bien en 2013 qu'en 2014.

Une grande partie de ces réductions de dépense concerne la santé et l'administration publique, a précisé M. Monti.

Selon le vice-ministre de l'Economie, Vittorio Grilli, l'administration publique sera réduite de 20% des dirigeants et de 10% du total des effectifs, à l'image de ce qui a été récemment décidé pour la présidence du Conseil des ministres et le Ministère de l'Economie et des Finances, un porte-feuille détenu également par M. Monti.

Le gouvernement a décidé, entre autres, de réduire de 200 millions d'euros en 2012 ses subventions aux universités et institutions de recherche et de 300 millions pour les années successives.

Parmi les autres mesures figurent également la réduction de 700 millions d'euros en 2012 de ses transferts aux régions italiennes, un chiffre qui grimpera à un milliard en 2013 et 2014 ou l'interdiction pour des employés de l'administration publique à la retraite d'effectuer des consultations payantes pour celle-ci.

Le terme de "*spending review*" (révision des dépenses publiques, ndlr) est donné en Italie aussi aux décrets qui visent à réduire les dépenses de l'Etat, non seulement celles concernant l'acquisition de biens et de services mais aussi celles pouvant découler d'une réduction du nombre d'employés dans l'administration publique ou des provinces. (AFP 06.07)

## 2- Portugal

Le gouvernement portugais de centre-droit, adepte de la rigueur, mais sanctionné par la Cour constitutionnelle pour excès d'austérité, a répliqué en envisageant d'étendre à tous les Portugais des coupes salariales limitées jusque-là aux fonctionnaires et aux retraités.

La Cour a en effet jugé que la suppression des 13e et 14e mois de salaire des fonctionnaires et des retraités, une mesure emblématique du gouvernement du Premier ministre Pedro Passos Coelho, était une "violation du principe d'égalité" inscrit dans la constitution puisqu'elle ne s'appliquait qu'à une partie de la société, épargnant l'ensemble du secteur privé.

Saisissant la balle au bond, M. Passos Coelho a trouvé la parade, estimant qu'il suffisait, pour déjouer la sanction de la Cour constitutionnelle, que les sacrifices soient équitablement partagés.

*"La seule solution pour maintenir la volonté d'ajuster les finances, essentielle pour que le Portugal remplisse ses engagements, est d'élargir les mesures aux autres", a-t-il déclaré, sans plus de précisions.*

La Cour constitutionnelle a toutefois précisé que la suppression des 13e et 14e mois resterait en vigueur en 2012 afin de ne pas compromettre les objectifs de réduction des déficits du gouvernement.

Dans une note aux médias, le représentant du FMI au Portugal, Albert Jaeger, s'est félicité du maintien de la mesure en 2012, estimant qu'ainsi la mise en oeuvre du budget pour l'année en cours n'était pas en danger.

La décision de la Cour est toutefois intervenue à un très mauvais moment pour le gouvernement. En effet, selon l'Institut national des statistiques (Ine), le déficit budgétaire s'est creusé de manière inattendue au premier trimestre de cette année pour atteindre 7,9% du PIB, bien loin de l'objectif du gouvernement de le ramener à 4,5% du PIB à la fin de l'année.

Les mesures d'austérité mises en oeuvre ont largement contribué à une contraction de l'économie, qui devrait atteindre 3% du PIB à la fin de l'année, et à une augmentation sans précédent du taux de chômage qui dépasse déjà les 15%.

Le secrétaire général du Parti socialiste, la principale formation d'opposition, Antonio José Seguro a ainsi réclamé que le gouvernement obtienne de ses créanciers une prolongation d'un an. (AFP 06.07)

Flagrant délit. Et pendant ce temps-là, le POI reproduit les propos qui avaient dû échapper à Mario Soares, selon lequel pas un "socialiste" ne devrait voter le TSCG, alors que le son parti s'en accomode déjà dans les faits comme le prouve la sortie hier de son secrétaire général.

Les faits, rien que les faits comme ils disent, c'est dur, très dur quand ils parviennent à la connaissance des militants.

## 3- Finlande

La solidarité européenne de la Finlande a ses limites. La ministre des Finances Jutta Urpilainen, le démontre une nouvelle fois dans le quotidien financier Kauppalehti. *"La Finlande est engagée à être un membre de la zone euro et nous estimons que l'euro est bénéfique pour la Finlande. Toutefois, la Finlande ne s'accrochera pas à l'euro à n'importe quel prix et nous sommes prêts à tous les scénarios, y compris à abandonner la monnaie unique européenne",* déclare-t-elle. *"La responsabilité collective pour les dettes (...) et les risques d'autres pays n'est pas ce à quoi nous devons nous préparer",* ajoute-t-elle.

Un porte-parole de la ministre, Matti Hirvola, a ensuite tenu à préciser que *"toute affirmation selon laquelle la Finlande allait quitter l'euro était simplement fausse"*. Mme Urpilainen a reconnu dans un entretien accordé au quotidien finlandais Helsingin Sanomat publié jeudi que la Finlande, un des derniers pays de la zone euro a bénéficié d'une note de crédit triple A, *"représentait une ligne dure" vis-à-vis des plans d'aides financières. "Nous sommes constructifs et nous voulons résoudre la crise, mais pas à n'importe quelles conditions",* affirmait-elle.

L'an dernier, Helsinki avait exigé et obtenu, lors du deuxième plan d'aide à la Grèce, de conclure un accord bilatéral avec Athènes lui garantissant de récupérer les sommes avancées. Jeudi, la Finlande a annoncé l'ouverture prochaine de négociations bilatérales avec l'Espagne pour l'obtention du même type de garanties en échange de sa participation au plan de sauvetage des banques ibériques. (lexpansion.com 06.07)

## 4- Roumanie

Le Parlement roumain a voté vendredi en faveur de la destitution du président roumain Traian Basescu tandis que la Commission européenne et l'Allemagne se disaient "très inquiètes" de possibles atteintes à la démocratie de la part de sa coalition

de centre-gauche.

Au total 256 sénateurs et députés sur un total de 432 ont voté pour la destitution de M. Basescu.

La destitution de M. Basescu ne deviendra définitive que si elle est validée par un référendum organisé le 29 juillet. En quatre jours à peine, l'Union sociale-libérale (USL) a démis, par surprise, les présidents des deux chambres du Parlement qui appartenaient à l'opposition, le médiateur (avocat du peuple) tout en réduisant les pouvoirs de la Cour constitutionnelle. Jeudi soir, elle a aussi modifié les conditions d'organisations du référendum sur la destitution. (AFP 06.07)

## 5- Syrie

**5.1-** Le Pentagone a confirmé au Wall Street Journal que l'avion turc abattu par la Syrie, le 22 juin 2012, a bien été descendu par une batterie anti-aérienne et non par un missile sol-air.

Le département US de la Défense invalide ainsi la version turque et crédite la version syrienne de l'incident.

Le Pentagone a précisé au quotidien que le rayon d'action limité d'une batterie anti-aérienne laisse supposer que l'avion a bel et bien été abattu dans l'espace aérien syrien. La version du F-4 Phantom détruit est généralement utilisée pour des missions de renseignement. En outre, a-t-il poursuivi, la décision d'actionner cette batterie ressort d'un commandant local, tandis que celle de tirer un missile relève du commandement militaire national.

Sur la foi de la version turque, le Conseil atlantique a vivement condamné l'action syrienne, stigmatisant le « *mépris des autorités syriennes pour les normes internationales, la paix et la sécurité, et la vie humaine* ». Les révélations du Pentagone interviennent postérieurement à cette condamnation. Aucune réunion du Conseil atlantique n'est prévue pour réviser la position de l'OTAN sur la base de ces nouvelles informations. Bien que démenti officiellement, le mensonge est donc appelé à durer. (Réseau Voltaire 02.07)

"*U.S. Contradicts Turkey's Jet Story*", par Julian E. Barnes, Adam Entous et Joe Parkinson, The Wall Street Journal , 2 juillet 2012.

**5.2-** Les Nations unies doivent agir rapidement pour tenter de débloquer la crise syrienne et précipiter la fin du régime de Bachar al Assad, a déclaré vendredi le groupe des Amis du peuple syrien après une réunion à Paris.

Les Amis du peuple syrien rejoignent ainsi la position de la France, favorable à une résolution sous chapitre VII, c'est-à-dire autorisant tous les moyens, y compris militaires, pour faire appliquer le plan Annan.

Celui-ci exige notamment un désengagement militaire du régime et le lancement d'un processus de transition politique.

"*Nous allons faire en sorte que l'action du Conseil de sécurité soit renforcée, ce qui signifie clairement un appel à l'adoption d'urgence d'une résolution sous chapitre VII*", a dit le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, lors de la conférence de presse de clôture de la réunion.

"*Pour l'ensemble des participants, une évidence s'impose : Bachar al Assad doit quitter le pouvoir et le plus tôt sera le mieux*", a dit Laurent Fabius. (Reuters 06.07)

Quelle pourriture Fabius ! A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius !

En 2007, le candidat du PTà la présidentielle, G. Schivardi, avait déclaré que sous certaines conditions il se serait désisté en faveur de Fabius s'il avait été candidat, vous vous en souvenez peut-être. Voter pour une telle ordure, plutôt crever les armes à la main avec le peuple syrien ! Cela en dit long sur les principes de ces gens-là, sur la valeur de leur engagement politique.

## 6- Iran

L'Iran a accusé vendredi les services de renseignement français et allemands d'être impliqués dans l'assassinat de plusieurs scientifiques travaillant sur le programme nucléaire iranien.

Les deux pays européens rejoignent Israël, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sur la liste des pays déjà mis en cause par Téhéran pour la mort de plusieurs chercheurs.

Au moins quatre scientifiques associés au programme nucléaire iranien ont été assassinés depuis 2010, le dernier en janvier de cette année.

Cité par l'agence officielle de presse Irna, Heydar Moslehi, ministre iranien du Renseignement, précise que les investigations menées en Iran ont permis d'établir "*des connexions avec des services de renseignement en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, en Israël et aux Etats-Unis ainsi que des agences régionales de renseignement*".

D'après Oliver Thraenert, qui dirige le Centre des études de sécurité à Zurich, les déclarations de Moslehi peuvent être interprétées comme le signe de son opposition à tout accord avec les Occidentaux sur la question nucléaire.

"*Il est possible que se profile derrière ces allégations une lutte interne sur le point de savoir si l'Iran devrait ou non rechercher un compromis avec les pays occidentaux*", a-t-il dit. (Reuters 06.07)

## Social

### 1- France

#### 1.1- Suppressions de postes chez Fram.

Soixante dix postes sur 600 en France seraient menacés chez le voyageur français Fram, déficitaire depuis 2010, estiment vendredi Les Echos au lendemain de comités d'entreprise du voyageur préparant la présentation officielle d'un plan de restructuration le 13 juillet.

Le groupe compte au total 3.800 employés dans le monde pour l'essentiel dans le bassin méditerranéen. (AFP 06.07)

#### 1.2- 125 licenciement en contrepartie d'une prime !

Les salariés de la papeterie Stracel à Strasbourg ont repris vendredi le travail après trois jours de grève à la suite de l'annonce de négociations exclusives de son propriétaire, le finlandais UPM-Kymmene, avec deux repreneurs potentiels, ont annoncé les syndicats.

Les salariés ont accepté "*à contrecœur et le dos au mur*" la reprise du travail, a indiqué Force Ouvrière (majoritaire) dans un communiqué, après avoir approuvé la proposition d'une prime de 500 euros par mois jusqu'à la fin de l'année, ainsi qu'une prime "*de redémarrage*" de 500 euros.

Le délégué CGT Patrick Bertin a toutefois dénoncé les "*pressions*" de la direction du site, qui menaçait selon lui de mettre l'entreprise en lock-out dès le début de semaine prochaine si les négociations échouaient.

Les organisations syndicales ont également obtenu qu'UPM assure la gestion sociale et entière du Plan de sauvegarde de l'emploi qui sera engagé en septembre. Le groupe finlandais a également garanti "*l'accès prioritaire aux +ex-Straceliens+ à tous les postes proposés par l'investisseur et assurera 100% des reclassements ailleurs pour les autres*", selon FO.

Les salariés bloquaient l'usine depuis mardi, après l'annonce de "*négociations exclusives*" entre UPM et la société belge VPK Packaging Group NV associée au groupe familial allemand Klinge Papierwerke, en vue de la cession d'actifs et d'une partie des terrains de la papeterie.

Ces repreneurs pourraient investir plus de 100 millions d'euros sur le site et reprendre la moitié environ des 250 salariés.

UPM avait annoncé durant l'été 2011 la mise en vente de son site strasbourgeois, qui fabrique du papier magazine, dans un contexte de surproduction dans ce secteur. (AFP 06.07)

### 2- Espagne

Le conflit des mineurs espagnols, en grève depuis deux mois, a redoublé de violence vendredi avec de nouveaux affrontements dans le nord du pays qui ont fait deux blessés, pendant que la "*marche noire*" s'approche de Madrid, où elle doit arriver mardi soir.

Près d'Oviedo, au cœur des bassins miniers des Asturies, de nouvelles scènes d'émeutes ont opposé vendredi des groupes de mineurs aux forces de l'ordre.

Le visage masqué par des foulards ou des cagoules, les mineurs ont dressé des barrages routiers autour de la localité de Caborana, proche d'Oviedo, allumant des incendies de pneus qui dégageaient d'épaisses fumées.

Les incidents se sont poursuivis une grande partie de la journée, les mineurs bombardant de leurs fusées artisanales les policiers, casqués et protégés par leurs boucliers, qui ripostaient avec des jets de grenades lacrymogènes, a rapporté un photographe de l'AFP.

Depuis plusieurs semaines, le conflit ne cesse de gagner en violence: les mineurs, qui protestent contre la réduction des aides publiques, se disent prêts à aller jusqu'au bout pour défendre leur métier, menacé d'extinction.

Ils ont annoncé des "*actions radicales*" après une nouvelle réunion lundi, sans résultat, avec le gouvernement.

Vendredi matin, les violences ont repris. Des incidents ont éclaté lorsque les mineurs ont coupé une route aux environs du puits de Santiago, à Caborana, "*empêchant la circulation des personnes et bloquant certains transports sanitaires*", selon les autorités régionales.

Deux gardes civils ont été blessés, "*brûlés par des explosions de fusées*", et six manifestants interpellés lorsque les forces de l'ordre ont tenté de débloquer la route, a indiqué un communiqué de la garde civile.

En même temps, deux colonnes rassemblant environ 200 mineurs, parties le 22 juin l'une de Castille et Leon et des Asturies, dans le nord-ouest de l'Espagne, l'autre d'Aragon dans le nord-est, marchaient vers Madrid où ils doivent arriver mardi soir après avoir parcouru environ 500 kilomètres à pied.

Une manifestation dans la capitale est prévue mercredi.

"*Ils ont le moral au plus haut parce qu'ils espèrent que quand ils arriveront à Madrid, ils obligeront le gouvernement à modifier les mesures visant à fermer les mines*", a expliqué un responsable du syndicat UGT, Jose Mesa.

"*De plus, ils rencontrent un fort soutien populaire dans les villages, les gens leur donnent à manger, les soutiennent, les laissent dormir dans des salles de sport*", a-t-il ajouté.

En pleine restructuration depuis 20 ans, les mines de charbon espagnoles ont progressivement fermé. Une quarantaine sont encore en activité, principalement dans le nord, faisant travailler 8.000 mineurs.

Mais le charbon espagnol, plus cher que le charbon importé, dépend des subventions de l'Etat, qui sur décision de Bruxelles prendront fin en 2018.

Ajoutant à ce déclin, le gouvernement conservateur, engagé dans une rude chasse au déficit, a décidé de réduire de 63%, de 301 millions d'euros en 2011 à 111 millions cette année, les aides au secteur.

De quoi condamner, selon les mineurs, jusqu'à 30.000 emplois directs ou indirects, dans des régions dont l'économie bat au rythme de la mine depuis des générations. (AFP 06.07)

### 3- Etats-Unis

Best Buy a annoncé vendredi qu'il supprimerait près de 2.400 emplois, dont 600 dans sa division d'installation de matériel à domicile, dans le cadre ses efforts de redressement.

Ces suppressions de postes représentent 1,4% des effectifs du distributeur (167.000 salariés). Elles viennent s'ajouter aux pertes d'emplois imputables aux fermetures d'une cinquantaine de points de vente, annoncées en mars. (Reuters 06.07)

## Economie

### BCE

1- Des responsables de la Banque centrale européenne ont enfoncé le clou vendredi, appelant les Etats et les banques à résoudre eux-mêmes leurs crises respectives, au lendemain d'une réunion qui a déçu les marchés faute de nouvelles mesures radicales.

"Les capacités d'intervention des banques centrales sont naturellement limitées", a d'abord lancé Christian Noyer, membre du Conseil des gouverneurs de la BCE. "Elles peuvent remédier aux dysfonctionnements temporaires des marchés" et "elles l'ont fait avec une ampleur jamais égalée dans l'Histoire", a-t-il rappelé.



Mais, a-t-il prévenu, "elles ne peuvent pas se substituer en permanence aux marchés financiers et aux banques pour remplacer une intermédiation financière qui serait défailante".

Son compatriote Benoît Coeuré a dès lors appelé à la mise en place "urgente" d'un superviseur unique des banques de la zone euro, principal impératif aux yeux de l'institut monétaire.

"Il faut que ça aille le plus vite possible" car "c'est une réponse à la crise", a-t-il affirmé, demandant aux gouvernements et à la Commission européenne de créer les "premiers éléments" de ce mécanisme de contrôle d'ici la fin de l'année, comme ils s'y sont engagés le 29 juin.

Selon lui, "c'est d'autant plus urgent" que cela "conditionne" la recapitalisation directe des banques par le futur fonds de secours de la zone euro, le Mécanisme européen de stabilité (MES) -- considérée comme la meilleure manière de rompre le lien entre crise bancaire et crise de la dette.

Benoît Coeuré a réitéré les offres de services de l'institut de Francfort: "La BCE est prête à jouer ce rôle" de superviseur "si on lui demande". Mais "avec des conditions", a-t-il nuancé, évoquant une séparation stricte entre politique monétaire et contrôle bancaire.

Christian Noyer a aussi jugé "fondamental" le projet d'union bancaire.

Les banquiers centraux ont enfin justifié la fin de non-recevoir opposée par leur institution à une reprise des rachats de dette de l'Italie et de l'Espagne pour faire baisser leurs coûts d'emprunt en proie à une nouvelle flambée.

"Les gouvernements de la zone euro ont construit le MES notamment pour intervenir sur le marché secondaire", celui de la revente d'obligations, a souligné le membre du directoire de la BCE. "Qu'ils le fassent", "il y aurait un certain paradoxe à ce que la BCE intervienne à la place des gouvernements", a-t-il martelé. (AFP 06.07)

Il est dit clairement ici que le MES servira à renflouer les banques via les Etats.

2- Les banques de la zone euro en difficulté ont en effet de plus en plus tendance à emprunter à très bon marché auprès de la BCE en présentant comme garantie des obligations qu'elles émettent elles-mêmes et qui sont ensuite garanties par leurs Etats d'origine, ce qui les rends acceptables par la BCE.

Le montant de ces garanties s'élèverait à plus de 100 milliards d'euros.

En cas de lourdes pertes, la BCE pourrait devoir se tourner vers ses actionnaires - les 17 banques centrales de la zone euro - pour se recapitaliser.

Théoriquement, la BCE et les banques centrales nationales de la zone peuvent totaliser des fonds d'environ 700 milliards d'euros si tous les actionnaires remplissent leurs obligations. Mais une partie d'entre elles pourraient ne pas être en mesure de participer. (Reuters 06.07)

Les faux-monayeurs à l'oeuvre.

Les banques créent des obligations (une ligne de crédit), puis les Etats les garantissent, et enfin la BCE leur versent la monnaie. Et en cas de non-paiement de la part des banques, ce sont les Etats qui casqueront et le tour est joué.

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 8 juillet

### CAUSERIE

Un camarade métallo qui m'est très cher et qui suit mon travail depuis des années m'a écrit :

- "*Juste un mot, comment fais tu pour ce site : analyses, sujets abordés dans le détail, etc....je cherche "la faille" tellement ça m'épate!*"

Je suis la voie que je me suis tracé, c'est tout.

Quant à la "faille" que tu évoques, elle réside dans mes faiblesses et mes lacunes personnelles, mes limites intellectuelles si tu préfères, je dois les avoir à l'oeil en permanence pour ne pas sombrer dans l'opportunisme ou me fourvoyer dans le complotisme, passer d'une pensée unique à une autre tout aussi malsaine ou contre-productive.

De faille à faillite politique il n'y a qu'un pas...

A propos de la théorie du complot, exceptionnellement j'ai envoyé un post à un blog tenu par une intellectuelle qui prétend lutter pour la même cause que nous, qui reprenait à son compte l'histoire invraisemblable de l'interrogatoire (The Red Symphony) de Christian Rakovsky par le NKVD, présenté comme un "*un proche associé de Léon Trotsky*" qui aurait été "*un agent des Rothschild*".

Je connaissais la calomnie sur Lénine "*agent de l'Allemagne*", mais celle-là je l'ai découverte ce matin. Au passage, le Cermtri, animé par le POI (CCI), qui a commencé à s'attaquer aux falsifications et mensonges colportés par les médias et autres tenants du veuix monde, apparemment ils ignorent tout ce que vous allez lire plus loin, est-ce volontaire ? Sont-ils terrorisés à l'idée de s'attaquer au réseau mondial de la propagande anticommuniste dont le siège se situe à Washington ?

Quel intérêt politique cela peut-il présenter pour les militants ? Vous allez le comprendre tout de suite en lisant le post que j'ai rédigé rapidement :

- Il ne vous viendrait pas à l'esprit que le contenu de cet interrogatoire de Christian Rakovsky ait pu être entièrement fabriqué...

A qui profite le crime, aux anticommunistes, qui donc, les banquiers, les tenants du capitalisme, tiens donc, comme c'est étrange...

Staline fut le plus furieux anticommuniste du XXe siècle au point de faire assassiner Trotsky et ses enfants, ses secrétaires, ses proches, ses anciens camarades, cela aussi vous a échappé...

Cela fait beaucoup, non ?

L'amalgame capitalisme-communisme est la suite de l'identification du stalinisme au communisme ou bolchevisme, il a été créé par qui, par les maîtres du monde qui siègent à la Fed et il a été repris en coeur par les ignorants, qui incapables de comprendre les facteurs qui déterminaient le développement historique de l'économie mondiale et plus particulièrement du capitalisme, comptaient tirer partie du capitalisme auquel ils étaient subordonnés autant par intérêt que par ignorance.

Que l'ignorance des peuples soit un terrain favorable, indispensable, à leur manipulation par ceux qui détiennent le pouvoir, vous a semble-t-il échappé jusqu'à être manipulée vous-même, ce dont vous faites ici une démonstration éclatante.

Puisqu'il ne peut exister que deux formes possibles de propriété des moyens de production ou de produire les richesses, la propriété détenue par quelques nantis ou la propriété collective détenue par le peuple, en éliminant le socialisme ou le communisme synonyme du second, vous participez ainsi à la victoire de la barbarie capitaliste à l'échelle mondiale. Bravo !

Par ignorance, on finit par croire ce qui nous convient finalement, et peu importe si cela n'a rien à voir avec la réalité, on la réécrit au fur et à mesure, c'est facile et pratique, c'est le même principe auquel ont recours les banques pour se refinancer et camoufler leurs dettes colossales ou en comptabilité la cavalerie, la pyramide de Ponzi dans la finance...

Donner foi aux déclarations délirantes réelles ou inventées attribuées à Rakovsky pour salir la mémoire de Trotsky, voilà où en sont rendus des intellectuels en manque de repères qui finalement ne comprennent pas grande chose au monde dans lequel nous vivons.

Ils mettent la main à la pâte en se faisant les relais de la pire réaction croyant servir la cause de la liberté des peuples.

Quand on est parvenu à ce stade de décomposition intellectuelle, on est prêt à tout gober, surtout les théories les plus farfelues que l'on ne peut étayer qu'en reprenant à son compte les arguments de ceux que l'on est censé combattre.

C'est ainsi qu'on apporte sa petite pierre personnelle à l'édifice monstrueux du Nouvel ordre mondial, et le pire, c'est qu'on est est fière ! Fin.

Pour faire de grands discours auxquels personne ou presque n'y comprend mot à part eux, rédiger des programmes que personne ne lira à part eux, débattre de questions théoriques déconnectées de la réalité qui n'intéressent qu'eux-mêmes, nos dirigeants sont très forts, mais lorsqu'il s'agit de mettre le doigt sur des questions déterminantes finalement simple à aborder et à comprendre qui intéressent l'ensemble des travailleurs, étrangement ils sonnent aux abonnés absents. Cherchez l'erreur.

L'alternative du socialisme au capitalisme peut être traitée de façon professorale, dogmatique, emphatique, exhaustive, de telle sorte qu'elle apparaîtra comme quelque chose de fort compliqué, d'incompréhensible, une construction fabriquée par son auteur que l'on ne connaît pas et auquel on a aucune raison de témoigner plus de crédit qu'à un autre. Bref, cette démonstration ne convaincra personne ou presque. Son auteur s'en fout puisqu'il est convaincu d'avoir fait son devoir selon le principe : ce qui devait être dit l'a été, le reste ou la suite n'est pas de ma responsabilité.

En fait, cette alternative est d'une logique implacable : soit on considère que le monde doit continuer d'être géré sur la base de la propriété privée des moyens de production détenus par une minorité de privilégiés qui imposent leur dictature à tous les peuples, soit on considère que les moyens de production devraient être la propriété commune des producteurs, des travailleurs, pour satisfaire leurs besoins ainsi que ceux de leurs familles. Il n'existe pas d'autres alternatives, de "*troisième voie*", de voie "*moyenne*" ou "*intermédiaire*", d'arrangement possible entre ces deux versions de la propriété des moyens de production.

Soit ce sont les exploités qui doivent détenir le pouvoir, soit ce sont les exploités qui ont pour objectif d'abolir le système économique basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme pour l'éradiquer de la surface de la terre.

Toute tentative consistant à vouloir trouver des arrangements avec le système capitaliste, conduit infailliblement à épouser son idéologie et à abandonner le combat pour l'émancipation du capital.

Aujourd'hui nous en sommes rendus au point critique où la situation semble totalement inextricable, sans issue politique. Pourquoi ? Parce que le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde, a été incapable d'assurer la continuité du marxisme et de construire le parti révolutionnaire qui est indispensable à la classe ouvrière pour renverser l'ordre établi et imposer sa dictature aux capitalistes. On peut toujours se creuser la tête jour et nuit pour chercher ailleurs une autre explication, il n'y en a pas, c'est ainsi. Le problème, c'est que tous les dirigeants, cadres ou responsables la rejettent en bloc. S'ils sont incapables d'assumer leurs responsabilités sur ce point précis, cela signifie qu'il n'y a plus rien à en attendre.

Paradoxalement ou ce qui est remarquable, c'est qu'il existe un tas de travailleurs (intellectuels) isolés qui sont parvenus pratiquement aux mêmes conclusions que moi, davantage sur le plan économique ou sociale que sur le plan politique ou apparemment, ils n'ont pas intégré les enseignements de la lutte des classes et plus particulièrement de la révolution russe dans leurs analyses, pour eux, les conclusions du Manifeste communiste de Marx et Engels demeurent encore floues ou ils n'ont pas trouvé le temps de se pencher dessus, de les étudier sérieusement.

En surfant sur le Net ce matin, je suis tombé sur des contributions qui confirment ce qui vient d'être dit. Je vous en propose deux un peu longues, mais cela vaut franchement le coup.

### **1- Sujet: USA : Comment les banquiers ont pris le pouvoir... 30/10/2008, 18:57 Le début d'une énorme arnaque.**

Aux USA, au début du XXe siècle, les familles dominantes, dans le milieu bancaire et des affaires mondiales, étaient : J.D Rockefeller - J.P Morgan - Paul Warburg - Baron Rotschild. Au début des années 1900, ces banquiers vont favoriser la création d'une banque centrale américaine privée placée sous leur contrôle.

Sachant que le Gouvernement et le public étaient très méfiants à l'égard de ce type d'institution, ils provoquèrent une spirale de faillites pour retourner l'opinion publique.

J.P.Morgan, diffusa des rumeurs à propos d'une banque importante de New York qui n'était pas solvable. Morgan savait que cela provoquerait l'hystérie collective et affecterait d'autres banques également. Par crainte de perdre leurs dépôts, les gens se précipitèrent en masse pour retirer leur argent. Par conséquent, les banques furent forcées de demander le paiement des emprunts obligeant leurs prestataires à vendre leurs propriétés.

Une situation qui a permis aux banquiers de provoquer la panique de 1907 en la contrôlant astucieusement dans sa progression pour leur plus grand profit. C'est ainsi qu'émergea une spirale de faillites et de reprises de possessions à moindre frais.

N'ayant pas conscience de cette escroquerie, la panique de 1907 mena à une enquête du Congrès dirigée par le Sénateur Nelson Aldrich, ce dernier avait des liens privilégiés avec les cartels bancaires. Il devint plus tard membre de la famille Rockefeller maritalement. La commission dirigée par Aldrich préconisa l'implantation d'une Banque Centrale afin d'empêcher qu'une panique comme celle de 1907 ne se reproduise.

En 1910, une réunion secrète eut lieu dans la propriété de J.P. Morgan sur l'île de Jekyll au large des côtes de l'état de Georgie. C'est là que fut rédigée la loi de la Banque Centrale appelée le Federal Reserve Act. Cette législation fut écrite par des banquiers, pas par des législateurs.

Ce projet de loi fut remis entre les mains du Sénateur Nelson Aldrich, pour qu'il le soumette au Congrès. En 1913, fort du soutien

des banquiers, Woodrow Wilson devint président des Etats-Unis d'Amérique, acceptant au préalable la signature du Federal Reserve Act en échange du soutien de sa candidature. Deux jours avant Noël, tandis que la plupart des membres du Congrès sont à la maison, avec leur famille, la création de la Federal Reserve Act fut votée et Wilson à son tour adopta cette loi.

Le fonctionnement de la FED.

Une Banque Centrale est une institution qui produit de la monnaie pour un pays tout entier. Basés sur un précédent historique, deux pouvoirs particuliers sont propres à la pratique de la Banque Centrale :

Le contrôle du taux d'intérêt et le contrôle du stock monétaire ou inflation.

La Banque Centrale ne se limite pas à fournir de l'argent à l'économie d'un gouvernement. Elle le prête avec un taux d'intérêt. Puis, par le biais de l'augmentation ou de la diminution de la quantité d'argent la Banque Centrale régule la valeur de la monnaie émise.

Il est essentiel de comprendre que la structure entière de ce système ne peut produire qu'un seul effet sur le long terme : l'endettement.

Désormais, il n'est pas bien compliqué de comprendre leur arnaque. Chaque dollar produit par la Banque Centrale est prêté avec intérêt. Autrement dit, chaque dollar produit est réellement 1 dollar plus un certain pourcentage de dette sur ce même dollar. La Banque Centrale a le monopole de la production de la monnaie pour le pays entier et qu'ils prêtent chaque dollar avec une dette immédiate associée,

Ce qui signifie que la Banque Centrale doit en permanence augmenter sa quantité d'argent pour couvrir de manière temporaire la dette extraordinaire ainsi créée qui à son tour, puisque cet argent est également emprunté avec un intérêt crée plus de dettes. Le résultat final de ce système infaillible est l'esclavage car il est impossible pour le gouvernement ainsi que pour le public, de sortir un jour de cette dette autogénérée.

Une banque privée.

Il est vital de bien comprendre que la Réserve Fédérale est une Société Privée. Elle décide de sa politique et n'est soumise à aucun contrôle réel du Gouvernement US.

C'est une banque privée qui bâtit monnaie et qui prête au Gouvernement de la monnaie avec des intérêts.

En imprimant des dollars, la FED convertit à moindres frais du papier sans valeur en dollars et prête ceux-ci aux Etats-Unis ainsi qu'à d'autres Etats et à d'autres -banques contre reconnaissances de dettes. Au cours de son histoire, le cartel a donc créé des milliards de créances à partir du néant et encaissé des intérêts en permanence, ce qui lui assure sans prendre aucun risque, un profit annuel atteignant des milliards.

Des années plus tard, le président américain Woodrow Wilson écrivit avec regret :

*"Notre grande nation industrielle est contrôlée par leur système de crédit. Notre système de crédit est privatisé c'est pourquoi la croissance du pays. Ainsi que toutes nos activités sont entre les mains d'une poignée d'hommes qui si nécessaire, pour des raisons qui leur incombent, peuvent geler, vérifier et détruire l'authenticité de la liberté économique. Nous sommes devenus un des plus mal gouvernés, des plus contrôlés et des plus soumis des gouvernements dans le monde civilisé. Il ne s'agit plus d'un Gouvernement libre d'opinion ni d'un Gouvernement de conviction élu à la majorité mais d'un Gouvernement soumis à la volonté et à la fermeté d'un petit groupe d'hommes dominants"*

Le député Louis Mc Fadden révéla également la vérité suite à l'adoption du projet de loi :

*"Un système bancaire mondial est en train de se mettre en place un super état contrôlé par des banquiers internationaux travaillant ensemble à l'asservissement du monde pour leur propre plaisir. La FED a usurpé le gouvernement."*

Braquage en série.

Le fait est, les banquiers internationaux disposaient désormais d'un dispositif rationnel pour étendre leurs ambitions personnelles.

Par exemple, de 1914 à 1919 la Fed augmente la masse monétaire de près de 100% se traduisant par des prêts considérables aux petites banques et au public. Puis en 1920, la Fed empoche de gros pourcentages sur cette masse monétaire exceptionnelle. Ce qui encourage les petites banques à emprunter massivement exactement comme en 1907, on assiste à des crises bancaires, des banqueroutes et des faillites.

Plus de 5400 banques concurrentes hors du Système de la Réserve Fédérale s'écroulent consolidant d'autant plus le monopole de ce petit groupe de banquiers internationaux.

Au courant de ce crime, le Député Lindbergh s'approcha et déclara en 1921 :

*"Sous l'autorité du Federal Reserve Act, les peurs sont scientifiquement créées. La panique actuelle est la première scientifiquement créée, élaborée comme une véritable équation mathématique."*

Cependant, la panique de 1920 n'était qu'un aperçu. De 1921 à 1929 la FED augmente à nouveau le stock d'argent générant une fois de plus des emprunts colossaux de la part des populations et des banques. Il y eut aussi un type de prêt assez nouveau appelé le prêt avec intérêt dans le marché boursier.

Le plus grand braquage de toute l'histoire de l'Amérique.

Le prêt avec intérêt permettait à l'investisseur de payer seulement 10% du prix de l'action et les 90% restants étaient prêtés par le courtier. Autrement dit, une personne pouvait détenir une action à 1000\$, avec un apport de seulement 100\$. Cette méthode était très populaire dans les années 1920 tandis que tout le monde semblait gagner de l'argent en bourse. Cependant, il y avait un piège dans cet emprunt. A tout moment il était possible d'exiger le paiement dans les 24 heures.

Cela s'appelle *"une marge d'appel"*, et la conséquence directe d'une marge d'appel se traduit par la vente des actions achetées avec l'emprunt. Ainsi, quelques mois avant Octobre 1929, J.D.Rockefeller, Bernard Baruch et d'autres initiés se retirèrent discrètement du marché boursier. Et à partir du 24 octobre 1929 à New York les financiers qui ont fourni les prêts avec marge, ont commencé à demander le remboursement de manière massive.

Ceci entraîna instantanément la vente massive des actions sur les marchés boursiers pour quiconque devait rembourser son prêt marginal. Ensuite une crise bancaire massive se déclenche pour les mêmes raisons, provoquant à son tour la faillite de 16000 banques permettant aux banquiers internationaux manipulateurs de non seulement racheter les banques rivales à bas prix mais aussi de racheter des sociétés entières pour quelques centimes de dollar.

Mais il ne s'arrête pas là. Plutôt que d'augmenter la masse monétaire qui fut récupérée à partir de la crise économique, la Fed la contrôlait, et alimenta une des plus grosses dépressions de l'Histoire. Razzia sur l'or.

Pour finir la mise sous tutelle de l'économie américaine, les financiers devaient acquérir le reste de l'or en circulation. Prétextant *"d'aider à mettre fin à la crise"*, une saisie de l'or fut organisée en 1933. Sous peine d'emprisonnement de 10 ans il fut exigé à tout citoyen américain de remettre ses lingots d'or au Trésor Public. Les banquiers parvinrent ainsi à déposséder la population des richesses aurifère qui leur restait.

Suite à quoi, les banquiers de la Réserve Fédérale prirent la décision de supprimer l'étalon-or. À la fin de l'année 1933 le standard de l'or fut aboli. Si l'on observe un billet de 1 dollar avant 1933 il est écrit valeur équivalente en or. Prenons un dollar d'aujourd'hui, il est écrit qu'il a une valeur légale ce qui signifie qu'il n'est fondé sur absolument rien. Ca vaut un morceau de papier.

L'unique chose qui donne de la valeur au dollar, c'est la quantité mise en circulation. Désormais, le pouvoir de réguler la masse monétaire est aussi celui de réguler sa valeur. C'est aussi le pouvoir de mettre des économies et des sociétés entières à genoux, comme l'avait bien compris Mayer Amschel Rothschild - Fondateur de la dynastie Rothschild :

*"Donnez-moi le contrôle de la masse monétaire, et je me fiche de qui fait les lois."*

Une situation que les Pères Fondateurs des Etats-Unis, bien conscients du risque, avaient anticipées :

*"Je considère que les institutions bancaires sont plus dangereuses qu'une armée si jamais le peuple américain autorise les banques privées à contrôler leur masse monétaire les banques et les corporations qui se développeront autour d'elles vont dépouiller les gens de leurs possessions jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront sans domicile sur le continent que leur Pères avaient conquis." Thomas Jefferson - 1743/1826. Fin.*

## **2- La crise et le Nouvel Ordre Mondial (titre du site)**

Il est évident que cette crise est là pour abattre les démocraties en affaiblissant les peuples en les dépouillant de leur domicile, par le chômage, par l'impôt, le multi-culturalisme, le communautarisme, la précarité voire une troisième guerre mondiale, et ainsi leur imposer un Nouvel Ordre Mondial: dictature planétaire basée sur des valeurs telles que l'argent à tout prix, le progrès à tout prix, la science sans conscience, la concurrence et la concentration exacerbées, dont la capitale serait Jérusalem !!!



Aussi les Rockefeller confirment leur complicité :

*"Quelques-uns croient même que nous (la famille Rockefeller) faisons partie d'une cabale secrète travaillant contre les meilleurs intérêts des USA, caractérisant ma famille et moi en tant qu'internationalistes et conspirant avec d'autres autour de la Terre pour construire une politique globale plus intégrée ainsi qu'une structure économique – un seul monde si vous voulez. Si cela est l'accusation, je suis coupable et fier de l'être."* disait David Rockefeller dans ses mémoires.

Et dans son discours à la Commission Trilatérale en juin 1991:

*"Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, Time Magazine et d'autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque 40 ans. Il nous aurait été impossible de développer nos plans pour le monde si nous avions été assujettis à l'exposition publique durant toutes ces années. Mais le monde est maintenant plus sophistiqué et préparé à entrer dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale pratiquée dans les siècles passés".*

Et pour enfoncer le clou :

*"Je crois absolument dans une planification mondiale totale de l'économie, des affaires sociales, de la politique, de l'armée"* disait Nelson Rockefeller en 1975.

*"Nous sommes à la veille d'une transformation globale. Tout ce dont nous avons besoin est la bonne crise majeure, et les nations vont accepter le Nouvel Ordre Mondial."* David Rockefeller.

*"Nous aurons un gouvernement mondial, que nous le voulions ou non. La seule question est à savoir si le Gouvernement Mondial sera instauré par l'adhésion, ou par la conquête."* James Paul Warburg (1896-1969), officier de l'OSS et membre du CFR, le 7 février 1950, devant le Sénat des États-Unis.

A la base du complot : enlever aux nations leur souveraineté monétaire, tel que Mayer Amschel Rostschild l'expliquait :

« *Donnez-moi le contrôle de la monnaie d'une nation, et je me moque de qui fait ses lois* »

C'est ce qui se passa en 1913 : la Réserve Fédérale des Etats-Unis tombait dans les mains des Rothschilds & Co...

Ne pouvant plus battre monnaie, les états sont obligés d'emprunter à des banques privées. Dirigés par des incompetents ou des complices au service de ces banques, les pays s'endettent trop, provoquant toutes les crises depuis le XIXe siècle.

Les états affaiblis par les crises, il est alors facile de remplacer les gouvernements incompetents ou complices par des représentants de ces banques et ainsi asservir les peuples sous par le paiement d'intérêts sur les intérêts, d'impôts exorbitants, les taxes, l'inflation comme en France, en Italie, en Grèce, en Espagne, en faisant croire aux peuples qu'ils sont aussi responsables, car ils ont élus ces gouvernements incompetents et ou corrompus.

Enfin, ces spéculateurs criminels et sans scrupule, ont infiltré la FED (les huit familles : Goldman Sachs, Rockefellers, Lehmans et Kuhn Loeb de New York, les Rothschild d'Allemagne, de Paris et de Londres, les Warburg de Hambourg, les Lazards de Paris et les Israel Moses Seifs de Rome) et la plus part des banques centrales européennes, les Rothschilds étant les instigateurs, la BCE sous contrôle des Rothschilds.

Ils sont prêts à tout, puisqu'ils ont essayé de tuer le président des USA : Andrew Jackson, ont fait tuer Abraham Lincoln et JF Kennedy, le secrétaire au trésor de Thomas Jefferson, parce qu'ils voulaient que les USA reprennent leur indépendance monétaire.

Ils ont ruinés des millions d'Américains avec les Hedge-Funds, se sont emparés de la Banque d'Angleterre par la ruse.

Ils se sont enrichis en prêtant aux états de l'argent à des taux usuraires pour financer des guerres : Sécession (Rothschild), napoléoniennes, première guerre mondiale ( Morgan & Co (sous-marin des Rothschild) la précipita, Rockfellers, Loeb et Kuhn, Warburgs, Rothschilds, Schiff ), la seconde guerre (les huit familles : Goldman Sachs, Rockefellers, Lehmans et Kuhn Loeb de New York, les Rothschild d'Allemagne, de Paris et de Londres, les Warburg de Hambourg, les Lazards de Paris et les Israel Moses Seifs de Rome ont financé Hitler !), la révolution en Tunisie : la banque centrale de Tunisie contrôlée par les Rothschilds ayant remplacé la banque Zitouna de la famille Ben Ali.

Ils sont aussi partie prenante dans la révolte égyptienne avec El Baradein qui préservera l'existence de la banque centrale

d'Egypte, infiltrée par les Rothschilds.

Abdulhakim Belhadj, ancien dirigeant de la Jamahiriya groupe islamique (formé par l'OTAN) qui a contribué à renverser Mouammar Kadhafi et marionnette de Rothschilds, a rencontré, en Turquie, les dirigeants de l'armée syrienne libre pour envoyer des troupes lybiennes et ainsi alimenter l'insurrection contre Bachar al Assad.

Ils ont profité des grandes crises ou sont responsables : crises 1920 (Morgan) 1929 (la FED , c'est à dire les huit familles), grands esclavagiste du Sud des US avant la guerre civile aux US !

Ils ont aussi soutenu des régimes fascistes : l'Iran du Shah, l'apartheid en Afrique du Sud, la junte militaire de Pinochet (David Rockefeller).

Ils ont financé la construction de l'Europe (fondations Ford et Rockefeller) en recommandant d'empêcher tout débat jusqu'au moment où « *l'adoption de telles propositions serait devenue pratiquement inévitable* » !

Sarkozy, en plus de ses déclarations publiques et de la vente de l'or de la Banque de France, en bafouant le "non" des français au Traité de Maastricht, semble complice de l'instauration du NOM à tout prix.

Et terminons par plusieurs citations :

*"Lorsqu'un gouvernement est dépendant des banquiers pour l'argent, ce sont ces derniers, et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation, puisque la main qui donne est au dessus de la main qui reçoit. [...] L'argent n'a pas de patrie; les financiers n'ont pas de patriotisme et n'ont pas de décence; leur unique objectif est le gain."* Napoléon Ier, dont les adversaires ont été financé par les Rothschilds.

*"Pour obtenir le contrôle total, deux ingrédients sont essentiels : une banque centrale, et un impôt progressif, pour que les gens ne s'en rendent pas compte."* Karl Marx (1818-1883)

*"Il est aussi dans l'intérêt d'un tyran de garder son peuple pauvre, pour qu'il ne puisse pas se protéger par les armes, et qu'il soit si occupé à ses tâches quotidiennes qu'il n'aie pas le temps pour la rébellion."* Aristote (384-322 A. J.-C.) , extrait de Aristote sur la Politique – traduction de J. Sinclair, publié en 1962.

*"Le but du Concil On Foreign Relations est la dilution de la souveraineté américaine et de l'indépendance nationale dans un tout puissant gouvernement mondial unique."* Chester Ward, Admiral à la retraite, et ancien membre du Council on Foreign Relations, dans un mémo en 1975.

*"La direction du Bureau du Président a été utilisée pour fomenter un complot pour anéantir la liberté des Américains, et avant que je ne quitte le Bureau, je dois informer les citoyens de ces conditions."* John Fitzgerald Kennedy (1917-1963), dans un discours fait à l'Université Columbia le 12 novembre 1963, dix jours avant son assassinat

*"En politique, rien n'arrive par hasard. Chaque fois qu'un évènement survient, on peut être certain qu'il avait été prévu pour se dérouler ainsi."* Franklin D. Roosevelt, président des Etats-unis de 1932 à 1945. Fin

Et un siècle ou un demi-siècle plus tard, alors qu'on n'est plus en présence de masses illettrées ou analphabètes comme c'était le cas encore à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe personne, presque personne ne sait à quoi sert la banque, d'où lui vient son pouvoir, comment elle fonctionne, quel est son rôle dans l'économie capitaliste. Extraordinaire, non ? On se pince, on se dit que ce n'est pas possible tellement c'est simple à comprendre, oui parfaitement, simple à comprendre, enfantin même.

### **PS. Un rappel sur le plan politique.**

A entendre certains, on ne saurait pas sur quel pied danser avec le PS : Que va décider Hollande et son gouvernement ?

Question incongrue s'il en faut, grotesque qui s'apparente à un soutien à peine voilé au Bonaparte de service et sa cour.

- 1°) le traité de Maastricht a été négocié, conclu, puis signé le 7 février 1992 par François Mitterrand et son ministre des affaires étrangères M. Roland Dumas, tous les deux membres du PS ;

2°) le PS a appelé à voter Oui au référendum du 20 septembre 1992 sur ce traité de Maastricht

3°) Mme Aubry était à l'époque parfaitement solidaire de ce traité de Maastricht et de sa ratification ; elle l'était d'autant plus

qu'elle était l'un des membres les plus influents du gouvernement où elle siégeait comme ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (du 15 mai 1991 au 28 mars 1993) ;

4° Cinq ans après, le traité d'Amsterdam a été négocié et signé par le gouvernement socialiste français (le 2 octobre 1997) et qu'il est entré en vigueur le 1er mai 1999 ; c'est-à-dire pendant toute la période où M. Lionel Jospin était Premier ministre (du 2 juin 1997 au 6 mai 2002) et que Mme Aubry était ministre de l'Emploi et de la Solidarité (du 4 juin 1997 au 18 octobre 2000) ;

5° quatre ans encore après, le traité de Nice a été signé le 26 février 2001, alors que M. Lionel Jospin était toujours Premier ministre (du 2 juin 1997 au 6 mai 2002) ;

6° la grande majorité des responsables du PS – et notamment Mme Aubry – ont appelé à voter OUI au référendum du 29 mai 2005 sur la Constitution européenne ;

7° la grande majorité des parlementaires du PS ont avalisé la forfaiture du traité de Lisbonne en votant OUI à la ratification de ce traité le 4 février 2008, nonobstant le refus de 55% des Français à la constitution européenne dont il n'était que la simple reprise ; Mme Aubry, bien que n'étant pas parlementaire, a approuvé cette ratification source : François Asselineau (<http://charlesdornach.wordpress.com>)

Avec un tel palmarès, le doute serait-il encore permis sur ses réelles intentions ? Qui a intérêt à semer le doute sinon ceux à qui il profitera ? Et qui doit profiter de la politique réactionnaire de Hollande-Ayrault-Fabius, devinez ? Si consensus il y a avec le capital et ses représentants, il concerne tous les partis sans exception.

Sur le PS et les membres de son gouvernement, j'ai mis en ligne quelques articles qui datent de janvier à juin 2012 qui ne laissent déjà aucun doute sur l'orientation de la politique de Hollande une fois parvenu au Palais.

### **Leur cauchemar permanent.**

Marx, le marxisme et plus encore la lutte des classes sont de retour. C'est en tout cas ce qu'affirme le très sérieux quotidien anglais The Guardian qui souligne qu'il faut bien trouver une alternative au capitalisme en crise et qu'il y en a qu'une, au moins théorique, elle se trouve dans la célèbre théorie décrite par le philosophe allemand au XIXème siècle.

Il faut dire que son monde dominé par une oligarchie toute puissante ressemble étrangement à celui du début du XIXème siècle. Et cela se traduit par des ventes records des livres de Karl Marx, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et même en Allemagne. Même le très sérieux Ministre allemand des finances, Peer Steinbrück, qui a passé quelques nuits blanches au cours des derniers mois pour éviter un effondrement de la zone euro, a déclaré publiquement son admiration pour la théorie marxiste. « *On doit admettre que certaines parties de la théorie de Marx ne sont pas si mauvaises* » a-t-il déclaré prudemment à Der Spiegel. (slate.fr 07.07)

### **MES. Comprendre en une phrase.**

- "*en entérinant la recapitalisation des banques par le MES, les États ne font qu'alimenter un trou sans fond.*" (atlantico.fr 07.07)

Ou comment garantir une rente à vie aux banquiers sur les peuples réduits à l'état d'esclaves.

### **Que les riches paient ! A bas les privilèges !**

Une majorité de Français se dit prête à participer au redressement des comptes publics, mais choisit comme première piste pour y parvenir une augmentation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), selon un sondage Ifop à paraître dans le Journal du Dimanche.

67% des personnes interrogées se déclarent "*prêtes à faire des efforts*" pour redresser les comptes du pays.

Mais si l'on devait augmenter les prélèvements obligatoires, cela devrait passer d'abord, selon elles, par l'augmentation de l'ISF (pour 53% des sondés) et de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (pour 44%).

A la question de savoir si les "*classes moyennes et populaires*" seront épargnées par les hausses d'impôts et des prélèvements, comme s'y est engagé le gouvernement, 84% des personnes interrogées répondent par la négative. (AFP 07.07)

### **En Merkhollande**

L'Allemand Wolfgang Schäuble devrait prendre la présidence de l'Eurogroupe, qui réunit les ministres des Finances de la zone euro, avant de céder la place à mi-mandat au Français Pierre Moscovici, affirme l'hebdomadaire Der Spiegel samedi.

La chancelière allemande Angela Merkel et le président français François Hollande sont prêts à cette solution de compromis pour désigner un successeur au Luxembourgeois Jean-Claude Juncker dont le mandat s'achève le 17 juillet, poursuit le magazine sans citer ses sources.

L'entourage de M. Moscovici a aussitôt estimé que la question n'était "*pas d'actualité*", assurant ne pas savoir quelles sources ont évoqué cette piste.

Selon Der Spiegel, M. Hollande accepterait finalement que M. Schäuble prenne la présidence de l'Eurogroupe durant la première partie d'un mandat de deux ans et demi au total avant de céder la place, à mi-parcours, à M. Moscovici, selon la même source. (AFP 07.07)

### La voix de son maître.

Le Commissaire général à l'investissement Louis Gallois s'est dit samedi favorable à une réduction massive des cotisations payées par les entreprises françaises exposées à la concurrence internationale, afin d'améliorer leur compétitivité.

*"Il y a un consensus assez large, face à ce phénomène de dégradation (de la compétitivité nationale, ndlr) qui paraît inéluctable, et dont nous voyons tous les jours les éléments dans la presse avec les plans sociaux et évidemment le déficit massif de notre commerce extérieur: je crois qu'il faut faire un choc de compétitivité, qui doit toucher le secteur exposé",* a-t-il expliqué lors des 12e Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, dans le sud-est de la France.

*"Pour toucher le secteur exposé, il faut que ce choc soit assez massif et qu'il porte sur les cotisations sociales, concernant des salaires relativement élevés. Il s'agit de transférer 30 à 50 milliards pour avoir un effet significatif",* a-t-il ajouté.

Mais il a reconnu que les "*marges de manoeuvre sont extrêmement limitées*" pour procéder à de tels transferts. Le gouvernement a en effet décidé d'abroger la "*TVA sociale*" votée par l'ancienne majorité, qui consistait justement à réduire fortement les cotisations patronales, pour baisser le coût du travail, en les compensant par une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée.

*"La TVA sociale a tué le débat sur la possibilité d'augmenter le taux général"* de cet impôt, a-t-il lancé, avant d'évoquer d'autres pistes comme les "*taux intermédiaires*" de la TVA, et "*certainement la CSG*", voire "*la fiscalité des retraités*", jugeant anormal qu'elle leur soit très favorable. (AFP 07.07)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 9 juillet

### CAUSERIE

Avant d'attaquer la causerie du jour, une réflexion.

L'économie s'avère un domaine ardue quand on entre dans les détails, on peut facilement s'y perdre. Les capitalistes mettent en permanence sur la table la question du coût du travail qui serait trop élevé selon eux, ce qui aurait des conséquences sur la compétitivité des entreprises ou sur leurs profits. On dit souvent que la part du travail dans le PIB aurait diminué depuis quelques décennies. On prétend aussi que le capital variable, le salaire, aurait diminué par rapport au capital total investi dans la production. Cette dernière affirmation est-elle exacte ?

Si on prend en considération l'ensemble des facteurs contribuant à la production et à la commercialisation d'une marchandise jusqu'à ce qu'elle parvienne à son destinataire ou trouve preneur sur le marché, on doit inclure la totalité du capital depuis la conception d'un produit, la recherche, l'extraction des matières premières, leur transformation puis leur commercialisation, la publicité, le marketing, qui incluent à leur tour des charges, énergie, communication, transport, taxes et impôts, dont les prix ou les tarifs ne cessent d'augmenter, de telle sorte que le coût total de production et de commercialisation de cette marchandise, on pourrait appeler cela sa réalisation, coûte de plus en plus cher.

Il arrive fréquemment qu'un produit à peine arrivé sur le marché est déjà dépassé par un produit concurrent plus performant ou proposé à un moindre coût. Amortir rapidement un produit et engranger un maximum de profit devient un véritable casse-tête pour les capitalistes. Comment amortir une usine et des machines, des mois ou des années de recherche parfois, sur l'ensemble de



la production, sur la durée de vie un produit quand on ne sait pas à l'avance pendant combien de temps il va demeurer en bonne place sur le marché ? D'où la pression constante sur les salaires pour les tirer vers le bas.

La crise rampante du capitalisme pourrait être liée davantage à ce processus qui conduit à l'impossibilité pour les capitalistes de retrouver à l'arrivée le capital qu'ils ont investi, et le profit qu'ils tirent de l'exploitation de la force de travail tout au long de cette chaîne ne servirait plus qu'à combler ce gouffre et surtout le camoufler pour leur permettre de continuer à avoir le soutien des banques. Ainsi le terme de faillite appliqué au capitalisme serait totalement justifié.

Je ne sais pas si ma démonstration est claire ? Prenons un exemple dans un registre légèrement différent. Je paie un loyer de 10.000 roupies par mois. Le propriétaire a déboursé une fortune pour construire cette maison, disons entre 2 et 3 millions de roupies. Certes la valeur de sa maison va augmenter au fil du temps, le loyer qu'il me fait payer aussi, mais à moins de revendre cette maison un jour à l'autre, il lui sera impossible de rentabiliser son investissement avant des dizaines d'années, surtout qu'entre temps il aura dû réaliser des travaux coûteux pour la conserver en bon état.

En Inde, quand ils ont sorti les téléviseurs LCD, des fabricants de téléviseurs à lampes ont rapidement fait faillite, ils ont eu beau brader leur production rien n'y a fait. Voyez Nokia ou Rim qui apparemment n'ont pas pris à temps le virage des nouveaux téléphones portables multi fonction, ils se retrouvent en difficulté.

Pourquoi doivent-ils sans cesse rationaliser et concentrer toujours davantage leur production ? Pour tenter d'échapper à cette spirale sans fin qui mine le capitaliste et les contraint à réduire à tout prix leurs coûts de production. Ne pouvant pas agir directement sur les prix ou tarifs des matières premières, de l'énergie, etc. il ne leur reste que les salaires et les postes de travail sur lesquels agir.

On va arrêter là pour aujourd'hui. J'allais oublier de préciser que pour comprendre pourquoi le capitalisme se retrouve pris à la gorge, il ne faut pas se limiter à une entreprise ou une branche de la production, il faut considérer l'économie ou le capital dans son ensemble, de la même manière qu'on le ferait pour évaluer le taux de profit par exemple.

Passons à autre chose.

Si vous avez lu la causerie d'hier et les derniers articles que j'ai mis en ligne sur le PS et ses dirigeants (rubrique politique) vous ne pouvez plus avoir aucun doute sur la nature de ce parti, capitaliste. Et pendant que la propagande mondiale bat son plein en faveur des banquiers ou de la guerre contre le peuple syrien, il y en a encore qui s'acharnent désespérément à vouloir nous convaincre que le PS serait encore un parti ouvrier, c'est franchement délirant, pathologique. C'est lamentable, désespérant ! Laissons-les moisir avec leurs formules obsolètes.

Tenez à ce propos, je viens de lire dans un document d'un groupe publié fin juin et qui ne figure pas dans la Tribune libre et qui n'y figurera pas, j'ai tellement honte pour eux que je ne vous en donnerai pas leurs coordonnées :

*"Il faut donc pleinement mettre en oeuvre la tactique du front unique ouvrier, leur adresser systématiquement la revendication : Rompez avec la bourgeoisie ! Prenez le pouvoir !", à l'adresse du PASOK, du PSOE, du PS et des autres partis de l'Internationale sociale-libérale ou jaune, à ce demander dans quel monde vivent ses auteurs ! Voilà des gens comblés, Hollande est au pouvoir et le PS dispose de la majorité absolue à l'Assemblée nationale. A bas le front unique ouvrier en direction du PS, c'est le front unique avec le CAC 40, le G20, la Fed !*

Comme quoi je n'exagère pas, dans un autre document ils écrivent : *"En élisant une majorité absolue de députés du PS, du PCF et du PG (Parti de Gauche) à l'Assemblée Nationale, les travailleurs ont infligé une sévère défaite à l'UMP, le parti de Sarkozy",* mais alors on se demande qui peuvent bien être les quelque 20 millions d'électeurs qui se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul le 17 juin dernier, mystère ! Ce sont les couches supérieures du prolétariat, l'aristocratie ouvrières, les fonctionnaires les mieux nantis, les petits-bourgeois ou les classes moyennes qui ont élu les députés du PS, du PCF et du PG.

C'était la première phrase de cette déclaration, j'ai parcouru la suite en diagonale et je suis tombé sur le passage suivant qui est sidérant :

*"Dans cette situation, il faut exiger que cette majorité PS-PCF-PG se déclare souveraine, rompant ainsi avec les institutions réactionnaires de la Ve République et qu'elle nomme un gouvernement des seuls PS, PCF et PG, sans représentants des partis bourgeois (EELV, Radicaux, voire MODEM), responsable devant elle seule."*

Puisque par ailleurs il est établi que les principaux dirigeants du PS sont en relation avec les néo conservateurs américains, autant exiger de G. W. Bush qu'il rompe avec le complexe militaro-industriel américain ! Ce sont des fous furieux !

S'ils croient être utiles à notre cause, il faudrait qu'ils soient en mesure de le prouver. Mon père (menuisier) qui n'a jamais vu son mode de vie s'améliorer tout au long de son existence ne pourra pas leur répondre, il est mort depuis, d'épuisement, malade,



usé jusqu'à la corde. Leur conception de la lutte de classe nous a conduit à la situation actuelle, peut-être s'en félicitent-ils, c'est même probable puisqu'ils sont satisfaits d'eux-mêmes, sinon ils changeraient de refrain. Prenez les dirigeants de tous les partis ou formations politiques, ce sont des gens heureux, qui ne doutent de rien, surtout pas d'eux-mêmes.

Au camarade qui se demandait comment je faisais pour tenir la route, c'est simple, j'évite de leur ressembler, ils sont pour moi le contre-exemple à ne pas suivre ou imiter pour ne pas finir sclérosé, sénile ou grabataire avant l'âge. C'est méchant ce que je dis là, peu importe, eux, leur comportement est criminel, ils s'en accommodent fort bien, moi je n'y arriverai jamais, c'est au-dessus de mes moyens, à croire qu'on n'appartient pas vraiment au même monde non plus. Je me fous de ce qu'ils pensent, ils sont déjà morts politiquement.

Leur mode de fonctionnement psychologique me terrifie, si je l'avais adopté un jour, mais cela ferait longtemps que je ne serais plus de ce monde pour avoir toujours vécu dans la précarité, aujourd'hui encore, sans revenu fixe et sans retraite, avec une compagne handicapée, un jour sans électricité, sans téléphone ou sans eau, parfois les trois à la fois le même jour, je vous passe les détails. Tenez, j'attends le propriétaire et son plombier, l'eau ne monte plus depuis deux jours dans le réservoir, j'aurais pu me retrouver sans eau.

Je considère que la caractérisation du PS comme parti bourgeois ou capitaliste est l'une des conditions déterminante et non négociable, préalable à la construction d'un nouveau parti communiste, à l'adhésion à ce parti.

Assez perdu de temps, passons à l'actualité sociale.

La "*justice sociale*" est incompatible avec la "*compétitivité*" qui rime avec exploitation et oppression, avec la dictature du capital sur le travail.

### **Le gouvernement aux ordres des marchés, "vite", rassurons-les !**

La France et l'Italie ont pressé dimanche la zone euro de traduire "*vite*" en actes les avancées décidées fin juin, à la veille d'une réunion de l'Eurogroupe qui arrive toutefois un peu tôt pour prendre les décisions définitives espérées par les marchés.

Sans dévoiler la teneur de son entretien avec M. Monti, Pierre Moscovici a affiché son unité de vue avec le chef du gouvernement italien Mario Monti . "*Nos avis sont très convergents, nous avons des relations très confiantes et qui tirent dans le même sens*".

Le temps presse car les marchés financiers commencent à douter de la mise en oeuvre du plan d'action décidé à Bruxelles.

"*Il est très important que nous donnions des signaux tangibles que ce que nous avons dit au Conseil européen sera vraiment traduit en actes. Je n'ai pas de doutes là-dessus*", a affirmé M. Moscovici. (AFP 08.07)

Moscovici n'a pas de doutes sur ses intentions, on lui fera confiance sur ce point. En revanche, il y a que les ignorants ou les vendus pour en avoir.

### **Le gouvernement du capital contre le travail, il ne faut surtout pas "*alourdir le coût du travail*".**

Le ministre de l'Economie et des Finances, Pierre Moscovici, a estimé dimanche qu'il ne fallait pas "*davantage alourdir le coût du travail*", à la veille de l'ouverture d'une grande conférence réunissant à l'invitation du gouvernement représentants du patronat et des syndicats.

Invité du Rendez-Vous BFM TV/Le Point/RMC, M. Moscovici a laissé entendre que cette préoccupation valait surtout pour les petites et moyennes entreprises ou pour certains secteurs particuliers.

Mais le ministre a aussi mentionné "*certaines entreprises industrielles, notamment de grandes entreprises exportatrices*".

Alors qu'on lui rappelait les inquiétudes du monde patronal envers la politique suivie par le gouvernement, M. Moscovici a affiché son "*soutien ardent aux entreprises, qui se manifestera y compris sur le plan fiscal*".

"*Nous aurons une politique résolument favorable à l'entreprise*", a-t-il assuré. (AFP 08.07)

Donc au bout du compte, le gouvernement se destine de venir au secours des petites et des moyennes entreprises, auxquelles il faut ajouter "*certaines entreprises industrielles, notamment de grandes entreprises exportatrices*", toutes quoi ! Vous comprendrez pourquoi il ne reste rien pour les travailleurs ou des miettes dans le même ordre d'idée que le "*coup de pouce*" misérable au smic. Et pendant ce temps-là, il y en a qui appellent le PS à rompre avec le capital pour satisfaire nos revendications !

## **Le socle de la conférence antisociale des 8 et 9 juillet : "établir un diagnostic partagé".**

Dans un interview au journal *Le Monde*, Raymond Soubies, l'ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy : "son objectif (à Hollande -Ndlr) est aussi d'essayer d'établir un diagnostic partagé sur les différents thèmes."

A propos de l'attitude la CGT : "La CGT est moins que jamais monolithique, les références idéologiques communes se sont affaiblies avec le départ à la retraite des générations formées à la culture communiste. C'est cette évolution-là qui entraîne les difficultés de succession actuelles. Tant que celles-ci ne seront pas réglées, la CGT ne pourra pas trop s'engager dans des accords. Elle n'est pas dans une posture négative, mais, en même temps, elle va être d'une extraordinaire prudence. Elle va aussi essayer de ne pas avoir d'ennemis à gauche, ce qui est son obsession.

*Et donc, elle va être sans concession. Il va être compliqué, en tout cas sur certains sujets, d'avoir des rapprochements avec elle. Or, la CFDT ne pourra s'engager seule, même si ponctuellement FO se joint à des accords. C'est l'une des difficultés des prochains mois.*" (lemonde.fr 08.07)

Je crois que c'est là le seul objectif de cette conférence, le reste viendra par la suite. A mon avis, aucune mesure précise n'en ressortira ou alors à la marge.

Une fois acquis ce "diagnostic partagé" entre les différents participants sur la base principalement des besoins exprimés par le Medef, la seconde étape consistera à mettre sur pied un agenda qui couvrira une partie ou la totalité du quinquennat de Hollande, qui devra servir de cadre à la lutte de classe qui sera dès lors cadencée, dépendante de ce calendrier, l'opération consistant à ne laisser aucune place au hasard, qui par nature est imprévisible et pourrait chambouler leur plan, pour finalement lier les syndicats aux termes et à la progression de ce processus qui servira de support à l'application pas à pas de la politique antisociale du gouvernement.

Tenez, en voici la confirmation : «*Je vois déjà les commentaires de l'opposition à la fin des deux jours : 'Il n'est rien sorti de cette réunion...' Mais l'objectif est de sortir de cette conférence avec des objets de discussion et un calendrier de négociation* », lâche un membre du cabinet de Ayrault qui rêve d'installer une social-démocratie à l'Allemande dans les relations sociales françaises. (20minutes.fr 08.07)

Et si cela ne vous suffit pas l'agence Reuters précise que le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, conclura ces deux jours par un discours de synthèse qui donnera la "feuille de route" des travaux des prochains mois.

Les dirigeants syndicaux vont se répartir les rôles pour faire bonne figure et la chose sera entendue. Quand on dit que les dirigeants syndicaux sont pourris, on oublie souvent de préciser que c'est parce que la base est profondément gangrenée, dans le cas contraire, il ne ferait pas long feu. Et si la base l'est toujours autant ou davantage encore, cela provient de quoi au juste, devinez ?

Pour qu'il en soit toujours ainsi, je vous confie la méthode, vous la connaissez tous, le front unique ouvrier en direction des appareils qui implique de les épargner, et cela fonctionne à merveille, la preuve ils ont passé toutes les épreuves avec succès depuis plus d'un demi-siècle !

Si vous invitez quelqu'un à déjeuner, vous n'allez pas commencer par lui balancer ses travers ou le juger, auquel cas cette personne déclinera votre invitation, normal, non ? Et bien là c'est exactement la même chose. Si par contre vous flattez les qualités de votre invité, par exemple en rendant hommage à son statut social, il n'aura aucune raison de refuser de déjeuner avec vous puisqu'il y trouvera son compte et y prendra du plaisir. C'est cela servir la soupe aux appareils.

## **Quand le nouveau monarque se livre à un exercice d'équilibriste.**

La conférence sociale qui réunira lundi et mardi pouvoir exécutif, syndicats et patronat doit trouver un équilibre entre efficacité, compétitivité, solidarité et justice sociale, a estimé dimanche François Hollande.

François Hollande a dit voir la conférence comme un point de départ.

"Ce n'est pas là que vont être réglés tous les problèmes de la France mais c'est là que vont s'engager des discussions qui, tout au long des prochains mois, vont déboucher sur soit des textes de loi, soit des compromis entre partenaires sociaux, soit des concertations", a-t-il expliqué à la presse en marge d'une rencontre franco-allemande à Reims.

Le président de la République juge que la méthode du Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, consistant à faire dialoguer ensemble partenaires sociaux et économiques "est la bonne".

"On sait que sera difficile", a-t-il toutefois reconnu. "Les partenaires ont conscience de la période que nous vivons et donc veulent construire la réussite que je leur propose."

"Cela supposera que nous fassions des choix qui devront être justes, efficaces et permettant de trouver le bon équilibre entre efficacité, compétitivité, solidarité et la justice sociale", a ajouté François Hollande.

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, conclura ces deux jours par un discours de synthèse qui donnera la "feuille de route" des travaux des prochains mois.

Les organisations patronales espèrent lancer une réforme du financement de la protection sociale qui allégerait les charges des entreprises et transférerait les contributions, par exemple sur la CSG, un impôt sur tous les revenus calculé en pourcentage.

Elles veulent aussi parler de ce qui est appelé la "flexibilité", c'est-à-dire la simplification des suppressions de postes et la possibilité pour les entreprises, par exemple, de renoncer à des suppressions d'emplois en échange d'une baisse de salaire temporaire. (Reuters 08.07)

L'efficacité et la compétitivité, c'est pour les patrons, la solidarité, c'est le lien entre le capital et le travail, pour camoufler que la justice sociale passera à la trappe ou qu'elle est une escroquerie.

### **Parisot "confiante", aurait-elle reçu des gages pour l'être ?**

A la veille de la grande conférence sociale, devant des journalistes à Reims, le président François Hollande s'est dit dimanche confiant dans son succès pour trouver un bon équilibre entre "justice sociale" et "compétitivité", thème cher à Laurence Parisot qui parle de "pacifier" les licenciements.

Réussir, selon lui, "ça supposera que nous fassions des choix qui devront être justes, efficaces et permettant de trouver le bon équilibre entre efficacité, compétitivité et la solidarité et la justice sociale".

Mettre au coeur des débats la compétitivité des entreprises va droit au coeur de la présidente du Medef, Laurence Parisot.

La présidente du Medef Laurence Parisot va demander lundi à François Hollande, lors de la conférence sociale, d'inscrire la "liberté d'entreprendre dans la Constitution", de mettre "la compétitivité" au centre des débats, estimant aussi qu'il faut "pacifier" la question des licenciements.

"Nous souhaitons que toutes les politiques à venir aient un fil rouge : celui de la compétitivité de la France et de ses entreprises", a affirmé dans une interview au Journal du Dimanche la patronne du Medef pour qui ce sommet est bienvenu.

Mme Parisot entend "rappeler" au président de la République, qui va s'entretenir avec les partenaires sociaux avant l'ouverture de la conférence, "la dégradation alarmante de notre compétitivité continue depuis douze ans". Selon elle, "toutes les réflexions de toutes les tables rondes" de la conférence lundi et mardi "doivent partir de ce constat".

Cette conférence, a précisé Mme Parisot dans une interview dimanche à Europe1

"Un deuxième signe de succès" serait, à ses yeux, que "le Premier ministre propose une concertation entre le gouvernement, les élus et les partenaires sociaux, sur le financement de la protection sociale". Mme Parisot entend "remettre sur la table" sa proposition d'une "baisse des cotisations patronales et salariales" compensée par une "petite hausse de la TVA et de la CSG".

"Quant à la question des licenciements, elle doit surtout être pacifiée. Nous souhaitons continuer d'étendre la philosophie du refus du conflit, celle de la rupture conventionnelle, dite à l'amiable", a-t-elle dit. Elle avait déjà plaidé pour une "rupture conventionnelle collective".

Mme Parisot estime qu'il faut "d'abord prévenir les plans sociaux" et donc "développer une politique de compétitivité car rien n'est plus favorable à l'emploi que la compétitivité de l'entreprise".

La patronne du Medef veut aussi "discuter avec les syndicats du plafonnement des dommages et intérêts accordés par les tribunaux aux ex-salariés des PME et TPE" (très petites entreprises). "Lorsqu'ils atteignent des montants qui vont jusqu'à deux ans de salaires voire plus, ils mettent en péril la survie des petites entreprises", prévenant qu'il va y avoir un très grand nombre de dépôts de bilan notamment dans les PME à la rentrée.

"Je demanderai aussi au chef de l'Etat d'inscrire la liberté d'entreprendre dans la Constitution", a ajouté Mme Parisot.

Elle a aussi accueilli favorablement la volonté du président Hollande d'inscrire dans la Constitution le dialogue social, qui devrait, selon elle, s'accompagner de l'idée que "*les accords*" signés par le patronat et les syndicats aient une valeur "*normative*", "*aussi grande qu'un règlement ou même une loi*".

Mme Parisot a assuré que ses relations avec le président Hollande sont "*respectueuses et responsables, empreintes de considération mutuelle*", et jugé que depuis son élection le 6 mai il y a "une prise de conscience de la gravité de la situation beaucoup plus grande".

Alors que le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, avait proposé le "*donnant-donnant*" en matière de relations sociales, elle a affirmé : "*S'il s'agit d'un donnant-donnant pour plus de compétitivité nous pouvons nous entendre*". (AFP 08.07)

Tout un programme, il n'y a rien à ajouter, c'est suffisamment clair : la réaction sur toute la ligne. Voilà la base de discussion du gouvernement et des participants à cette conférence qui en l'acceptant méritent la même qualification.

### **Pourquoi le PS instrumentalise-t-il l'antisémitisme ?**

«*Il y a dans nos quartiers des jeunes ou des moins jeunes qui, au nom d'une identité qui se sentirait attaquée, décident de la manière la plus imbécile, la plus dangereuse pour nos valeurs, de s'attaquer aux juifs. Ils considèrent le juif comme l'ennemi*», a dénoncé dimanche 8 juillet sur Radio J, le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls. Il s'est dit préoccupé de la naissance d'un «*antisémitisme nouveau*» depuis plusieurs années en France.

«*On n'hésite plus aujourd'hui à insulter, à frapper un citoyen parce qu'il est juif au nom même de son appartenance.*» a-t-il estimé.

A la question de savoir si cette nouvelle forme d'antisémitisme serait le fait notamment de jeunes se revendiquant de l'islam, Manuel Valls a répondu sur Radio J : «*Je le crains*». Mais il a aussi appelé à la prudence et la retenue et à «*être prudent dans les termes. Il ne s'agit pas de stigmatiser d'autres Français... de jeter l'opprobre (sur) nos concitoyens notamment de confession musulmane*». (slate.fr 08.07)

Deux jeunes en agressent un autre dans un train. Les agresseurs sont d'origine arabe, l'agressé d'origine juive, c'est donc un acte antisémite, la preuve la victime est scolarisée à l'école Ozar Hatorah de Toulouse où Mohamed Merah avait tué en mars trois enfants et un père juifs.

Les jours qui ont suivi cette agression j'ai lu des dizaines de titres d'articles de presse contradictoires, les uns disant que cette agression n'avait rien à voir avec l'origine de la victime qu'ils ne connaissaient pas, les autres affirmant le contraire, sans aucun élément de preuve dans les deux cas, malgré tout il ressortait de ces articles la tentation d'en faire un crime antisémite. Une fois l'opinion publique préparée à cette version des faits, les agresseurs ont été inculpés (notamment) pour acte à caractère antisémite, sur ce Valls pris la parole en direction de la communauté juive de France pour lui témoigner son total soutien et la boucle était bouclée.

La question n'est pas de nier ou non le caractère antisémite de la victime, mais de voir de quelle manière ce fait divers est monté en épingle par les médias aux ordres et le ministre de l'Intérieur.

30 ans plus tôt, le PS avait instrumentalisé le racisme envers les maghrébins en créant SOS racisme, pour mieux les marginaliser, ce qui se traduira concrètement par l'arrivée à l'Assemblée nationale d'une trentaine d'élus du FN. En annonçant une dose de proportionnelle aux prochaines élections législatives, le PS vise le même objectif. Pourquoi ?

La raison est politique et n'a rien à voir avec une quelconque préoccupation "*démocratique*" du PS.

Outre les thèmes racistes développés par le FN, c'est sa marque de fabrique, il propose sur le plan social et politique un certain nombre de mesures semblables à celles des partis dits de gauche, par exemple il dénonce l'euro et l'UE, les institutions, les riches qui se goinfrent, les inégalités sociales, il se pose en parti des "*sans-voix*", des ouvriers. Donc, sa propagande, plus que ses réelles intentions, se situe sur le même plan que les partis ouvriers, ce qui ne signifie évidemment pas que leurs contenus seraient identiques.

On comprend immédiatement le bénéfice que les représentants du capital au pouvoir peuvent tirer du FN s'il peut attirer à lui des travailleurs qui seraient sinon tentés de se diriger vers des partis ouvriers. Et puis cela facilite l'amalgame que certains n'hésitent pas à faire entre le FN et les satellites du PS pour affaiblir ces derniers.

Voilà pour quoi (inconsciemment) vous avez voté en votant PS le 17 juin, vous avez été manipulés.

**Touche pas à mon pote, la police !**

Le second syndicat des gardiens de la paix, Alliance, se félicite dimanche dans un communiqué de la condamnation vendredi de l'humoriste Nicolas Bedos pour "*injures publiques*" envers des policiers, qu'il avait décrits comme dotés d'un "*QI de poule morte*". (LePoint.fr 08.07)

Ce type-là m'est franchement antipathique, il pue la suffisance et ne me fait pas rire du tout, il fait pitié à voir tellement il est mauvais. De plus, à voir son comportement surexité en permanence me fait dire qu'il doit carburer à la coke ou quelque chose de semblable. Si c'était simplement un hyper actif comme Sarkozy, il parviendrait à se calmer après avoir pris une bonne claque, or il en est incapable, ce qui est le symptôme de quelqu'un qui ne peut pas se contrôler comme si sa volonté ne lui appartenait pas ou était sous la dépendance d'un élément qui lui est étranger, une drogue à laquelle il est accro par exemple. On s'en fout.

Cela dit, cette condamnation est très grave au regard des faits qui lui sont reprochés, car dire à des policiers qu'ils ont le "*QI de poule morte*" ne constitue même pas une insulte, c'est une appréciation portée sur le comportement de personnes qui dans bien des cas correspond hélas à la réalité, il est même en dessous de la réalité, il aurait pu affirmer par expériences qu'il était si bas généralement qu'il était impossible de le mesurer chez eux, après avoir relaté qu'il avait fait l'objet d'un traitement "*injurieux*" de la part de policier, c'est dans ce contexte ou plutôt en le rappelant qu'il a prononcé ces mots.

Par contre, personne ne se demandera si les propos injurieux dont il a fait l'objet, selon ses dires, feront l'objet de poursuite judiciaire, apparemment non, l'intéressé n'y a même pas songé, ce qui prouve qu'il n'était pas dans son intention de s'en prendre à la police à la moindre occasion, n'attachant pas davantage aux propos qu'il avait tenus à la radio envers les policiers.

Il s'agit donc d'un procès d'intention, d'une injustice dont la moralité pourrait être celle-ci : Valls ministre de l'Intérieur, on ne touche pas à la police !

On comprend pourquoi Guéant appelé à se prononcer sur Valls par un média à refuser de répondre. Qui ne dit mot consent, car le critiquer aurait été critiquer sa méthode qui dans bien des domaines est commune à Valls.

Pour conclure et c'est là l'essentiel, s'il suffit de dire à quelqu'un devant des témoins ou publiquement qu'il a un QI déficient ou nul pour se voir accusé d'avoir proféré des paroles diffamatoires à son encontre, cela signifie que la liberté d'expression n'existe plus, qu'elle est gravement menacée ou qu'elle est prise en otage par un régime dictatorial.

Bob Marley et Eric Clapton : I shot the sheriff... A la potence le rocker !

## Actualité en titres

### Numéro d'équilibrisme d'un illusionniste.

- Une conférence sociale à la recherche du "*bon équilibre*" - Reuters

Avec de bonnes béquilles cela devrait se faire !

- Conférence sociale: Hollande veut allier "*compétitivité*" et "*justice*" - AFP

Boire ou conduire, l'aveuglement peut être fatal parfois aussi...

## INFOS EN BREF

### Politique

#### Syrie

Le président syrien Bachar el-Assad accuse les États-Unis de soutenir les bandes rebelles dans son pays pour "déstabiliser" la Syrie, dans une interview à la télévision publique allemande ARD. Les États-Unis "sont partie prenante au conflit. Ils offrent une protection et un soutien politique à ces bandes pour déstabiliser la Syrie", affirme Bachar el-Assad. (LePoint.fr 08.07)

[Haut de page ↗](#)



## **CAUSERIE**

Message personnel : Inutile d'insister monsieur Coquéma votre courriel atterrit directement dans la poubelle (spams) sans être ouvert.

J'ai résolu à ma manière un problème d'affichage avec Firefox en séparant la page d'accueil en deux parties distinctes et en mettant un fond pâle sur la seconde partie pour soulager vos yeux. Ne m'en demandez pas plus ! Je plaisante.

### **La gangrène corporatiste gagne du terrain.**

Abaisser le niveau de la barricade afin de permettre aux dirigeants syndicaux de pouvoir passer plus facilement d'un côté de l'autre sans prendre le risque de se le voir reprocher et de se ramasser.

L'union nationale au chevet du capitalisme français, voilà quel aurait pu être le titre de cette conférence antisociale à laquelle tous les syndicats ont accepté en coeur de participer.

On aurait envie de déclarer que le syndicalisme de lutte de classes est mort si l'on devait s'en tenir à ses dirigeants corrompus jusqu'à la moelle par le capitalisme.

Tout comme sur la question du parti ouvrier révolutionnaire dont nous avons impérativement besoin pour vaincre notre ennemi, on peut se poser la question de la légitimité des syndicats qui n'entendent pas combattre pour l'abolition du capitalisme et contre l'Etat, qui ne regroupent qu'une infime minorité de travailleurs pour finalement ne faire entendre qu'une seule voix alignées sur les besoins de la classe dominante, tandis que celle de l'opposition de gauche est bâillonnée, inexistante.

La méthode consiste à élever la collaboration de classes au niveau constitutionnel afin de lier les syndicats aux contre-réformes structurelles que le gouvernement entend appliquer. Pourquoi l'institutionnalisation déjà en place de la collaboration de classes ne suffit-elle pas ou plus, pourquoi faudrait-il passer au cran supérieur ? Deux réponses.

La première, la plus facile à saisir, parce que le capitalisme traverse une crise dont il est incapable de sortir sans l'aide ou la complicité des syndicats.

La seconde qui peut prêter à discussion, parce que la classe ouvrière n'est plus représentée au sein du parlement, prenant acte (abstention le 17 juin) ou confirmant au passage que le PS n'est pas un parti ouvrier, et parce que les partis dits ouvriers n'y disposent que de quelques élus à la voix inaudible, comme si finalement ils n'existaient pas.

Et le choix de tenir cette conférence où siège le Conseil économique et social ne tient pas du hasard, il tend à confirmer ce qui vient d'être dit, dans la mesure où y figure pratiquement tous les courants du mouvement ouvrier, y compris des trotskistes ou ex-trotskistes tel V. Prémey par exemple.

Le Conseil économique et social est l'institution de la Ve République la plus élevée où la collaboration de classes fonctionne à merveille 365 jours par an, une référence en la matière, un exemple à suivre donc. On en entend peu parlé et on en parle peu et pour cause, nos révolutionnaires de service se passent bien de s'appesantir sur cette question qui à leurs yeux doit être secondaire. Personnellement j'ai une autre interprétation à suggérer.

En 1969, lorsque de Gaulle voulu fusionner le Sénat et le Conseil économique et social, les trotskistes de l'OCI firent grand bruit et dénoncèrent cette mesure comme corporatiste et ils appelèrent à voter non au sein de FO par la voix de P. Lambert. Ensuite, Lambert fit savoir à qui voulait bien l'entendre qu'il était à l'origine du ralliement de Bergeron au vote non, omettant de dire que Bergeron avait précisé qu'au cas où le oui l'emporterait son syndicat siègerait au nouveau Sénat.

Cette intention manifestée par Bergeron ne sortait pas du néant, elle était en accord avec la collaboration de classes au niveau institutionnel à laquelle se livrait déjà FO en participant au Conseil économique et social, sans que nos braves trotskistes y voient à redire, jusqu'à nos jours notez bien, car si l'on penche de plus près sur le projet de de Gaulle, la composition et le fonctionnement actuel du Conseil économique et social on est frappé par la similitude qui existe entre les eux, là aussi nos trotskistes sont muets.

On pourrait s'arrêter là et conclure en disant que Hollande en organisant cette conférence dans l'enceinte du Conseil économique et social et en la plaçant sous le signe de la recherche d'un "*compromis positifs*" entre gouvernement, patronat et syndicats remet au goût du jour sous un angle adapté à la situation le projet de de Gaulle d'institutionnaliser ou constitutionnaliser la collaboration de classes au plus haut niveau possible pour y subordonner le mouvement ouvrier ou mieux enchaîner au sort du capitalisme.

Maintenant, certains militants peuvent émettre des doutes sur l'analyse qu'ils viennent de lire, peut-être que le Conseil économique

et social ne serait pas une institution aussi nocive que je le prétends. Et bien vérifions-le immédiatement.

Dans la notice biographique du Conseil économique et social en une seule phrase se trouve résumé son objectif :

*"Les revendications sociales se renforcent et après la Première Guerre mondiale, l'idée de créer un conseil économique est de plus en plus largement débattue", non pas dans la perspective de donner une suite positive à ces revendications ou de les légitimer, mais au contraire pour les endiguer, pour que les syndicats y renoncent moyennant leur participation à cette institution créée en 1924 par le gouvernement du Cartel des gauches dirigé par Edouard Herriot, quelle coïncidence ! Quant à son rôle, il est précisé en filigrane dans cette notice dont j'ai tiré les extraits suivants :*

Dans les années 20 : *"Quasiment tous les sujets de politiques publiques sont abordés."*

Dans les années 30 : *"Le CNE reste une institution consultative mais son activité est alors essentielle dans l'élaboration du nouveau droit social français."*

Dans les années 40-50 : *"Mais de la construction européenne à la politique scientifique, des relations sociales aux enjeux industriels ou agricoles, le CE est un des lieux de débat autour de la reconstruction et de la modernisation économique de la France."*

Dans les années 60 : *"Le CES a connu différents projets de réforme. Le plus important fut bien sûr celui proposé dans le texte soumis à référendum le 29 avril 1969, il revenait entre autres sur le projet de fusion du Sénat et du CES."*

Des années 60 à 2012 : *"Les réformes ultérieures sont longtemps très limitées et touchent à des points précis de sa composition. "*

Le Conseil économique et social devenu également environnemental sous Sarkozy, est une institution à part entière de la Ve République qui figure dans la Constitution :

ARTICLE 69. Le Conseil économique, social et environnemental, saisi par le Gouvernement, donne son avis sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret ainsi que sur les propositions de lois qui lui sont soumis. Un membre du Conseil économique, social et environnemental peut être désigné par celui-ci pour exposer devant les assemblées parlementaires l'avis du Conseil sur les projets ou propositions qui lui ont été soumis. (...)

ARTICLE 70. Le Conseil économique, social et environnemental peut être consulté par le Gouvernement et le Parlement sur tout problème de caractère économique, social ou environnemental. Le Gouvernement peut également le consulter sur les projets de loi de programmation définissant les orientations pluriannuelles des finances publiques. Tout plan ou tout projet de loi de programmation à caractère économique, social ou environnemental lui est soumis pour avis.

Le Conseil économique et social est le temple de la collaboration de classes avec un budget de fonctionnement de quelque 37 millions d'euros pour 2012 prélevés par l'Etat sur nos impôts directs et indirects. Oui parce qu'en plus ils sont grassement payés pour piétiner nos droits ! Que ces membres siègent dans un palais, le palais d'Iéna, n'a rien de choquant pour la cour d'un monarque, vous voudriez tout de même pas qu'ils logent dans les écuries !

Autres questions ou réflexions à propos de cette conférence.

A l'adresse des participants, Hollande a dit dans son discours qu'elle devait déboucher sur un *"compromis positif"*. Positif pour qui ? Pour quoi ?

Il l'a précisé : sur la base du renforcement de la *"compétitivité des entreprises"* créateurs d'emplois et pour que les recettes de l'Etat augmentent afin qu'il soit en mesure de régler sa dette aux banquiers. Mais comment est-il possible de renforcer la compétitivité des entreprises, sinon en alignant sur les conditions de travail et de rémunération des travailleurs sur celles de leurs concurrents allemands, chinois, etc. donc en diminuant le coût du travail, en allongeant la durée du travail, en s'attaquant à la législation du travail jugée encore trop favorable aux travailleurs selon le Medef.

Comment doit-on caractériser un compromis trouvé sans même avoir bataillé pour imposer ses revendications, sinon une capitulation en rase campagne, une trahison.

A ce propos, chaque fois qu'un gouvernement avance une contre-réforme, on assiste à la même mise en scène, on nous dit que les appareils des syndicats vont monter au créneau pour faire en sorte qu'elle passe, pourquoi, parce qu'ils sont pourris, puis, ce qui devait arriver arrive, chacun y va de son bon mot pour expliquer qu'il ne fallait pas s'attendre à autre chose de leur part, que c'était prévisible patati patata, les commentaires habituels et vides des bavards quoi, tout le monde s'en contentant comme si tout avait été dit là.

Ainsi chaque fois se renouvelle la même comédie minutieusement réglée, on y a eu le droit sur la retraite où tout était possible paraît-il, mais voilà, patatras, ce n'était qu'un leurre, tant pis, ce sera pour la prochaine fois se disent-ils, il y en a qui se le répètent ainsi depuis des décennies apparemment sans s'en apercevoir, entre nous, à croire qu'ils s'en foutent complètement mais c'est une autre histoire, l'essentiel pour eux c'est d'avoir bravement lutté, vous savez, la lutte, la lutte, la lutte jusqu'à épuisement final... ou fatal, cela donne bonne conscience, au moins on a le sentiment de n'avoir rien à se reprocher, on a résisté, on a été vaincu, on n'a pas démérité, bref, tout le monde est content, à croire qu'il serait impossible de lutter et réfléchir en même temps.

Ainsi chaque fois on semble redécouvrir que les directions des syndicats sont corrompues, comme si elles l'étaient pour l'occasion, laissant entendre que le reste du temps ce ne serait pas le cas, qu'il serait exagéré de le prétendre. Or, elles le sont 365 jours par an depuis des lustres, elles ne collaborent pas avec le gouvernement et le patronat uniquement à l'occasion d'une mesure que le gouvernement voudrait voir appliquer, elles le sont en permanence, c'est leur quotidien et leur gagne pain. Du coup on se dit : mais alors quand on nous fait miroiter qu'elles pourraient se placer résolument au côté des travailleurs, qu'est-ce que c'est, c'est une escroquerie politique, ceux qui le prétendent sont de mèche avec les bureaucrates pourris des syndicats, ils roulent pour eux, les Lambert, Gluckstein, Barta, Laguiller, Krivine, Besancenot et Cie ils se sont bien foutus de nous, pire que cela en vérité...

Pourquoi pensez-vous qu'ils ont des liens organiques avec les appareils des syndicats, du PS et du PCF, pourquoi refusent-ils d'engager le combat contre financement des syndicats par l'Etat, pourquoi participent-ils tous aux institutions à des degrés divers, pourquoi épargnent-ils en permanence le gouvernement et les institutions, plus fort, quand bien même une question touchant directement à la Constitution est à l'ordre du jour ils trouvent le moyen de ne pas prononcer le mot tabou de Constitution, pire encore, et qu'un traité européen (TCE) vienne empiéter sur les prérogatives de la Ve République, ils prennent publiquement la défense de cette dernière (Gluckstein en 2005), etc. au point qu'on n'ose même plus se demander pourquoi ils ont abandonné le combat pour le socialisme pour ne pas passer pour des naïfs ou des crétins ou pire leur complice.

C'est ainsi que dans le même registre, le PCF, le POI et le NPA se sont demandés ces dernières semaines s'il fallait attendre quelque chose de ce gouvernement capitaliste, des fois que pris de remord il pourrait avoir des dispositions favorables aux travailleurs, au cas où ils ne l'auraient pas remarqué, les élections sont passées, place aux choses sérieuses, ce n'est pas bon de faire attendre les marchés.

LO n'était pas en reste, j'ai lu hier dans un de leurs articles présent sur le Net qu'ils estimaient que l'usine PSA d'Aulnay était déjà fermée, alors à quoi bon lutter contre sa fermeture, ils se font l'écho des besoins du patronat, très très fort ces trotskistes.

Vous aurez compris que nous ne construirons jamais le parti révolutionnaire sur la base de ces partis ou les formations qui en sont issues. C'est dramatique comme constat, certes, mais vaut mieux être lucide que de croire toute sa vie des balivernes et d'aller de désillusions en désillusions

On attendra la fin de cette conférence pour en faire l'analyse, sachez que le Medef s'est dit "*enthousiaste*" à l'issue de la première journée, sans surprise donc puisque tous les participants sont décidés à mettre la main à la pâte. Je vous conseille de changer de régime alimentaire pour ne pas vous empoisonner.

Dans la rubrique Lutte des classes et institutions j'ai ajouté des liens sur le CESE.

---

## **ACTUALITE EN TITRES**

### **Entre monarques.**

- Hollande reçu mardi par la reine Elizabeth... - LePoint.fr

### **Les marchés ont une confiance absolue dans le gouvernement...**

- La France emprunte à des taux négatifs. - AFP

### **... ils ont de quoi.**

- Conférence sociale: Parisot invente les plans sociaux à l'amiable - L'Expansion.com

- Conférence sociale : tous contents, même le Medef ! - Le Nouvel Observateur

- Conférence sociale : Un bal syndical et patronal sans fausse note - LePoint.fr

- Conférence sociale : le dialogue social constitutionnalisé ? - LePoint.fr
- Hollande invite syndicats et patronat à un compromis positif - Reuters
- La Conférence sociale jette les bases d'un dialogue rénové - Reuters
- Conférence sociale : les syndicats saluent la méthode mais restent prudents - lemonde.fr
- La méthode Hollande pour la conférence sociale : moins d'Etat, plus de partenaire sociaux - Public Sénat
- Conférence sociale : "*les difficultés ont été mises de côté*" - Le Nouvel Observateur

---

## **INFOS EN BREF**

### **Politique**

#### **Grèce**

Nikos Nikolopoulos, vice-ministre grec du Travail, a présenté lundi sa démission au motif que le gouvernement ne réclame pas avec suffisamment de vigueur de modifications au plan d'aide internationale à la Grèce.

Selon certains analystes, la démission de Nikos Nikolopoulos, qui appartient comme Antonis Samaras aux conservateurs de Nouvelle démocratie (ND), souligne les divisions du gouvernement sur l'attitude à adopter face à la "troïka" constituée par l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international.

Le gouvernement de coalition formé après les élections législatives du 17 juin avait dans un premier temps réclamé une longue liste de changements aux conditions fixées par les créanciers internationaux en échange de leur aide financière. Il a récemment adopté un ton moins revendicatif en affirmant qu'il mettrait en oeuvre les réformes réclamées avant de solliciter une renégociation des termes de l'aide. (Reuters 09.07)

### **Social**

#### **France**

Les annonces de plans sociaux, de restructurations et de licenciements économiques s'égrènent au fil des jours. Le Monde a ainsi mesuré que 60 000 emplois seraient menacés dans les mois qui viennent, notamment dans l'automobile.

L'observatoire de l'investissement de Trendeo propose, lui, une carte de France des destructions d'emplois en cours (il recense 67 000 emplois 'détruits' des licenciements économiques annoncés depuis le début de l'année 2012, en se fondant notamment sur la presse quotidienne régionale).

Selon Trendeo, au cours de la même période, il y a eu création de 75 000 postes. Soit un solde positif, au premier semestre 2012, d'environ 10 000 emplois supplémentaires.

Selon Trendeo, c'est dans l'industrie manufacturière que la destruction d'emplois est la plus importante en 2012, avec 32 000 emplois concernés, quand le secteur en a créé seulement 17 000 depuis janvier. La chute s'accélère en juillet avec l'annonce de plans sociaux post-élection présidentielle. (lemonde.fr 09.07)

[Haut de page ↗](#)

---

**Le 11 juillet**

**CAUSERIE**

## Conférence antisociale des 9 et 10 juillet 2012

Lors de cette conférence, il s'agissait avant tout pour le gouvernement de tester la fiabilité de la méthode arrêtée par Hollande-Ayrault et leurs partenaires patronaux et surtout syndicaux lors des réunions qui l'ont précédée, et qui prévaudra pendant les cinq ans à venir afin de poursuivre la politique de Sarkozy une fois parée des atours de la "*justice sociale*" pour la rendre présentable aux yeux des travailleurs ignorants et des syndicalistes corrompus.

Il ne vous aura pas échappé que l'ensemble des commentateurs se sont attardés davantage sur la méthode empruntée par le gouvernement et à laquelle ont souscrit en coeur la totalité des dirigeants syndicaux plutôt que ce qui pouvait sortir de cette conférence.

Vous vous souvenez de quelle manière Sarkozy s'y était pris pour les associer à sa contre-réforme des retraites, dès lors que les syndicats avaient accepté le cadre et l'agenda qu'il leur avait fixés sur la base d'un "*diagnostic partagé*", ils avaient légitimé la nécessité de s'attaquer à nos retraites. La suite était écrite d'avance et le résultat fut sans surprise conforme à ce dont il fallait s'attendre.

Hier et avant-hier, c'est la même méthode qui a été reprise, avec d'autant plus de succès que les syndicats ont pour interlocuteur un gouvernement soi-disant de gauche, ce qui leur garantira de couvrir plus facilement leurs trahisons à venir déjà inscrites ou actées dans cette démarche.

Les partis dits ouvriers, de LO au PCF en passant par le POI et le NPA, feront en sorte de les couvrir sur leur gauche, conformément aux liens de subordination qu'ils entretiennent avec les appareils des syndicats, ainsi le régime sera épargné, l'essentiel aura été accompli, leur objectif sera atteint. Pour faire bonne mesure, les uns et les autres défendront le bout de gras des couches particulières qu'ils représentent, et dans la mesure du possible le gouvernement essaiera de leur donner satisfaction en échange de leur soutien et la chose sera entendue. Comment pourrait-il en être autrement avec des syndicats corrompus par le capitalisme depuis des lustres et des partis dits ouvriers qui ne survivent que grâce à leurs liens organiques avec leurs appareils ?

Je n'ai pas l'intention de m'étendre davantage sur le contenu de cette comédie cousue de fils blancs. Outre l'article de presse que j'ai mis en ligne qui s'y rapporte, j'ajoute ci-dessous quelques passages qui confirment si besoin était ce qui a été évoqué plus haut, les sources sont l'AFP, Reuters, L'Expansion, Libération et Le Monde. Vous corrigerez si je me trompe, Ayrault a même annoncé l'annulation de quelques mesures prises par Sarkozy qui profitaient à certaines couches de travailleurs, sans doute au nom de l'équité envers ceux qui n'y avaient pas le droit...

J'arrête là, je cavale comme toujours, il est 16h15 et je dois filer à Pondichéry avant 17h30 au bureau d'immigration retirer mon visa, j'y suis aussi allé ce matin et hier, avant-hier. Le matin on dépose son dossier et l'après-midi on retire son visa, si j'y allais demain matin, on me dirait de revenir entre 16h30 et 17h30.

- Les partenaires sociaux saluent globalement "*un renouveau du dialogue social*", ce mardi soir, après le discours du Premier ministre Jean-Marc Ayrault clôturant la conférence sociale.

- "*Le dialogue social est et sera la marque de fabrique de mon gouvernement*", a déclaré le Premier ministre au terme de deux jours d'une "*grande conférence*" censée libérer une parole de partenaires sociaux que les socialistes au pouvoir jugeaient bridée par le précédent gouvernement.

- "*Les réformes structurelles ne peuvent pas être menées à la hussarde ou alors nous prenons le risque qu'elles soient rejetées par le corps social*", a fait valoir le Premier ministre.

- "*La nécessité de répondre aux demandes en particulier sur l'emploi nécessite un effort de chacun*", a estimé François Chérèque.

- Cette conférence a vu la relance d'une idée défendue par la CFDT : la hausse de la Contribution sociale généralisée (CSG)

- "*On est sur un cap nouveau, (...) sans comparaison avec ce que nous avons vécu ces cinq dernières années*", s'est réjoui Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT,

- "*On a le sentiment que ce discours n'était pas prêt il y a deux jours, qu'il a été préparé compte tenu des débats, c'est un élément intéressant*", a dit le leader de Force ouvrière

J'ajoute que c'est aussi la CFDT qui avait fait de l'emploi une "*priorité*", relayant la question de l'augmentation des salaires aux oubliettes, l'ennemi de la "*compétitivité*" des entreprises, message entendu cinq sur cinq par le gouvernement. En fait Hollande-Ayrault se sont calés sur l'intersyndicale jaune emmené par le duo Chérèque-Thibault auquel s'est rallié Mailly et les autres parasites syndicaux.



Et si vous avez un méchant doute après avoir lu ces lignes ou que vous avez raté un épisode de cette conférence, je vous propose cette vidéo qui vous confirmera que tout est bien qui finit bien pour ses participants, je l'ai intitulé sans surprise *En famille*, Le Monde auteur de cette vidéo, une interview de Thibault, Chérèque, Mailly notamment : "*Les syndicats satisfaits de la conférence sociale*" : [http://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=8XyYCZgbFpQ](http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=8XyYCZgbFpQ)

Le PS et ses satellites gèrent la société pour le compte des capitalistes le temps que le parti officiel de l'ordre se refasse tranquillement une santé, ils bénéficient naturellement du soutien des syndicats dans lesquels ils sont impliqués, et les autres partis leur emboîtent le pas puisqu'ils partagent la même gamelle, ainsi ils se couvrent mutuellement et la boucle est bouclée.

Et le dindon de cette horrible farce, devinez qui il est, vous ne l'avez pas reconnu, c'est vous, celui qui se trouve à l'extrémité de cette chaîne, le militant de base honnête et sincère qui se démène pour sa classe pour finalement des prunes puisqu'il est manipulé.

Je vais vous avouer un truc, quand je militais à l'OCI, si j'avais appris que Lambert et sa clique de bras cassés étaient en train de négocier dans mon dos je ne sais quoi à Matignon ou à l'Élysée comme l'a révélé plus tard un ex-dirigeant de l'OCI, j'aurais démissionné dans la minute qui suivait, c'est le genre de truc qui m'horripile par dessus tout, j'en deviendrais vulgaire, mauvais et violent. Vous savez, quand on s'est foutu de votre gueule de cette façon pour reprendre l'expression employée par un camarade dans un courriel reçu récemment, vous refusez toute explication, la chose est entendue définitivement, il n'y a rien à comprendre ou à pardonner, c'est trop tard le mal est fait.

Dorénavant je vais adopter la même attitude envers ceux qui soutiennent le PS tout en y mettant les formes, en exprimant des réserves, car leur comportement revient exactement au même que les Lambert et Cie.

### **Espagne. Mais c'est cela le capitalisme....**

Le gouvernement espagnol n'a pas 160 millions d'euros à investir dans les mines de charbon, mais il a trouvé 20 milliards pour sauver la banque Bankia s'exclament les mineurs en grève. Normal, non ?

### **La Gauche anticapitaliste a rejoint le Front de Gauche.**

"*Le Front de Gauche a confirmé sa volonté d'indépendance politique vis-à-vis de la politique du gouvernement socialiste*", sans aucun doute, en refusant de voter contre le rapport de politique générale présenté par Ayrault à l'Assemblée nationale la semaine dernière en échange d'une aide du PS de dernières minutes pour lui permettre de former un groupe à l'Assemblée nationale alors qu'il ne dispose que de 10 élus et qu'il lui en manquait 5, sans quoi le front de Gauche n'aurait pas eu le droit à la parole dans l'hémicycle, autrement dit il aurait été inexistant. Camarades, n'allez pas croire que ce calcul d'appareil serait sans rapport avec le soutien que le Front de Gauche apporte au régime en place, on vous jure que non, donc croyez-les sur parole, désolé, on ne prend en compte que les actes.

Donc, le Front de Gauche pour faire entendre sa voix suave et désuète à l'Assemblée nationale le doit à la direction du PS, en contrepartie de quoi, il s'abstiendra de s'opposer à sa politique ou la soutiendra en faisant tout pour empêcher la classe ouvrière de se mobiliser contre le gouvernement et les institutions.

La Gauche anticapitaliste, c'est le crypto-stalinisme de la LCR parvenu à son terme, en rentrant au bercail, une fois le stalinisme dépouillé officiellement des ses atours les plus voyants et les plus abjects pour finalement apparaître comme un parti réformiste subordonné au capitalisme, ce qui va aussi bien au Parti de Gauche qu'à la Gauche anticapitaliste.

Sans entrer dans le détail, si on devait retenir un point commun au PCF et au PG, donc dorénavant à GA pour caractériser cette coalition, on pointerait leur refus de rompre avec l'euro et l'Union européenne, ainsi que leur subordination à l'ONU, une institution anticapitaliste comme chacun sait. Les faits sont les faits.

Dans leur document intitulé *Pourquoi nous allons rejoindre le Front de gauche* datée du 9 juin, on peut lire ceci :

- "*Au cours de deux élections successives, la Grèce a donné un score remarquable à la formation Syriza, elle aussi bloc de gauche contre l'austérité, qui sans la coalition des forces au service des marchés financiers et le sectarisme du PC et de l'extrême-gauche grecs aurait sans doute été majoritaire.*", Syriza qui refuse de rompre avec l'euro et l'UE, ce qu'il reproche justement au KKE en parlant de son "*sectarisme*", mais refuser de rompre avec l'UE ne reviendrait-il pas à passer sous les Fourches Caudines de l'austérité ? Pensez-vous, chut !

Qu'ils se rassurent, un peu de patience, leur tour viendra la gamelle de la Ve République est bonne et généreuse envers ceux qui font preuve de servilité envers elle. Regardez, quand il y en a pour un, l'UMP, il y en a pour deux, le PS, alors pourquoi pas pour trois, plus on est de fous et plus on rit. Reste à voir qui rira le dernier...

---

## ACTUALITE EN TITRES

### S'ils le disent...

- A bas la «TVA Sociale», vive la «CSG compétitivité» - 20minutes.fr
- La conférence sociale "*augure bien de la suite*", selon les partenaires sociaux - L'Expansion.com

---

## INFOS EN BREF

### Politique

#### 1- Grèce

La Grèce doit réaliser des économies immédiates de quelque 3 milliards d'euros pour redresser ses comptes et rester sous protection financière de l'UE et du FMI, a mis en garde mardi son ministre des Finances, Yannis Stournaras.

Les partenaires du pays lui "*demandent de mettre en oeuvre les mesures qu'il s'est engagé à prendre pour 2012 (...) dans les prochaines semaines, il faudra prendre des mesures d'un montant d'environ 3 milliards d'euros en souffrance depuis mars*", a-t-il déclaré dans un point de presse en marge d'une réunion avec ses homologues européens.

Même avec le sursaut requis "*qui porte sur des mesures budgétaires et les privatisations*", le pays "*ne tiendra pas en pourcentage du PIB son objectif d'un déficit public*" de 5,4% pour 2012, du fait de l'aggravation de la récession, a prévenu le ministre.

Il a indiqué avoir souligné ce point lors de la réunion ministérielle de l'Eurogroupe lundi, qui constituait le premier test européen pour le nouveau gouvernement grec de coalition droite-gauche issu des élections du 17 juin.

Avant de rallier Bruxelles, M. Stournaras avait reconnu que le programme de redressement dicté au pays surendetté par l'UE et le FMI était sorti des rails du fait de la parenthèse d'instabilité politique traversée par la Grèce depuis le premier scrutin le 6 mai, qui n'avait pas débouché sur une majorité viable.

Dans ces conditions, la Grèce à Bruxelles n'a pas "*posé officiellement la question du délai supplémentaire*" pour assainir ses finances qu'elle veut obtenir au delà de l'échéance convenue de fin 2014, a indiqué le ministre. (AFP 10.07)

#### 2- Egypte

Le bras de fer entre l'armée et les Frères musulmans connaît une nouvelle péripétie mardi en Egypte alors que la Haute Cour constitutionnelle a décidé de suspendre le décret du président Mohamed Morsi, qui ordonne au parlement de siéger de nouveau.

"*La Cour a décidé de suspendre la décision du président de convoquer le parlement*", a déclaré le juge Maher el Beheiry, chef de la Haute Cour.

La Haute Cour constitutionnelle a invalidé le 14 juin dernier un tiers des sièges de l'Assemblée du peuple, la chambre basse du parlement, jugeant la loi électorale contraire à la constitution.

Ce jugement a conduit les généraux du Conseil suprême des forces armées (CSFA), au pouvoir depuis la chute du président Hosni Moubarak en 2011, à dissoudre le parlement deux jours plus tard.

Le nouveau président égyptien était cependant revenu sur ce jugement en ordonnant dimanche par décret au parlement de se réunir à nouveau jusqu'à ce qu'une nouvelle assemblée soit élue.

La Haute Cour constitutionnelle a réagi lundi à ce décret en déclarant que ses jugements s'imposaient à toutes les institutions de l'Etat. Réunie d'urgence, elle avait précisé qu'elle n'était pas habilitée à revenir sur le décret du chef de l'Etat, mais qu'elle examinerait mardi les recours contestant la constitutionnalité de la décision présidentielle.

L'un des porte-parole des Frères musulmans, Mahmoud Ghozlan, a estimé que cette décision était liée à l'armée. "Cela fait partie d'une guerre des pouvoirs entre le conseil militaire et le président qui représente le peuple, et au cours de laquelle le conseil militaire se sert de la loi et de la justice pour imposer sa volonté", a-t-il déclaré à Reuters.

La décision de suspendre la convocation du parlement intervient alors que l'Assemblée du peuple, la chambre basse du parlement égyptien, s'est réunie mardi matin. (Reuters 10.07)

## Social

### Norvège

Le travail reprenait mardi sur les plateformes pétrolières de Norvège, où la relance de la production d'hydrocarbures doit prendre plusieurs jours pour retrouver son rythme normal après une grève de 16 jours.

La menace d'un "lock-out" de l'ensemble des sites de production, décidé par l'organisation patronale OLF et qui devait entrer en vigueur lundi soir à minuit, a poussé le gouvernement à convoquer les partenaires sociaux à 23H30 lundi pour mettre fin au conflit.

Celui-ci, portant sur le régime des retraites, sera finalement tranché par une procédure d'arbitrage contraignant.

Le gouvernement, actionnaire à 67% du groupe pétrolier Statoil, avait tout intérêt à ce que la production reprenne. Il a choisi la manière forte en annonçant la fin de la grève à l'issue de la rencontre.

C'est désormais à la Commission nationale sur les salaires de statuer, comme le veut la procédure d'arbitrage. Chaque partie présentera ses arguments devant cet organe indépendant composé de sept membres (économistes, avocats, représentants du gouvernement et des partenaires sociaux) à une date qui reste à déterminer.

La décision portera sur l'ensemble des accords salariaux concernant les emplois sur les plateformes pétrolières, et notamment sur le régime des retraites. Elle aura valeur de convention collective et réglera pendant deux ans la question des salaires et des retraites de ces salariés, avant la négociation de nouveaux accords prévue en 2014.

"Nous sommes très déçus. Nous pensons que ce n'était pas nécessaire du tout", a pour sa part indiqué à l'AFP Martin Steen, le représentant du syndicat Industri Energi, qui rassemble une grande partie des employés du pétrole.

Le choix du patronat d'inciter le gouvernement à intervenir "restreint sérieusement nos possibilités d'avoir des négociations libres", a-t-il déploré.

"Nous devons faire la grève", a-t-il ajouté, car la retraite à 62 ans, soit trois ans avant l'âge légal de la retraite des employés du pétrole et cinq ans avant l'âge légal en Norvège, est "importante pour chacun de nos membres". (AFP 10.07)

Le gouvernement porte-parole du patronat dicte et le syndicat abdique. Normal, quoi.

## Economie

### Bourse

Près d'un quart des dirigeants de Wall Street et de la Bourse de Londres estiment que des conduites malhonnêtes ou illégales sont nécessaires pour réussir dans le monde de la finance, selon un sondage publié mardi par le cabinet d'avocats new-yorkais Labaton Sucharow.

En outre, 16% d'entre eux ont admis qu'ils n'hésiteraient pas à commettre un délit boursier, tel que le délit d'initiés -- lorsqu'une personne achète ou vend des actifs en se basant sur des informations privilégiées -- s'ils pouvaient s'en tirer sans poursuites.

"Quand la malhonnêteté est une pratique communément acceptée par les professionnels de la finance, c'est l'intégrité même de tout notre système financier qui est en danger", a commenté Jordan Thomas, un des responsables du cabinet américain.

Quelque 39% des cadres interrogés estiment que leurs concurrents ont déjà pratiqué des activités illégales ou malhonnêtes, ajoute l'enquête, et 30% d'entre eux pensent que leurs salaires ou leurs bonus les poussent à enfreindre le code de déontologie.

En outre, en plein débat sur le besoin de resserrer la réglementation financière sur les places boursières mondiales, un tiers

seulement des personnes interrogées estiment que les autorités de régulation des deux côtés de l'Atlantique représentent une force de dissuasion. (AFP 10.07)

On se disait bien qu'il y avait quelque chose de profondément malhonnête dans le capitalisme et chez ses représentants, mais on se demandait bien quoi...

- Non, pas possible.

- Si !

- Non !

Si, même que les ignorants n'en croient pas leurs oreilles ou leurs yeux. Si je sortais un truc pareil à ma mère, pour parler vulgairement elle m'enverrait proprement chier en ajoutant que si je l'appelle pour lui sortir ce genre de conneries ce n'est vraiment pas la peine, je la connais comme si je l'avais faite, pardon, c'est l'inverse ! Entre nous, elle m'a déjà fait le coup. Combien de fois au cours disons des 30 dernières années, je ne compte plus ! Quand on aime on ne compte plus, n'est-ce pas ? C'est bien parce que c'est ma mère...

---

## Le 12 juillet

### CAUSERIE

Hier, j'ai dû bâcler l'actualisation du site parce que je devais aller chercher mon visa en fin d'après-midi au bureau d'immigration et le matin j'avais déjà perdu plus d'une heure en me rendant à ce bureau. J'ai corrigé les fautes grossières que j'avais laissées, avec mes excuses.

La suite demain.

### Jeudi matin

J'ai mis en ligne le discours intégral prononcé par Ayrault à l'issue de la conférence antisociale des 9 et 10 juillet. Vous trouverez aussi un tableau détaillé des 500 plus grandes fortunes de France... à exproprier.

Question : rejeter le TSCG et le MES, on est tous d'accord là-dessus, mais dans la perspective du socialisme ou pour défendre la "*souveraineté nationale* (M'PEP), autrement dit l'Etat des capitalistes ? Un rassemblement, l'unité sur quelle base politique : le socialisme ou le social-patriotisme ? Avec "*différents mouvements gaullistes (...) attachés à l'indépendance nationale (...) des patriotes, des républicains, des démocrates*", devinez ? (source : Informations ouvrières n°208 page 4, Interview de Jacques Nikonoff, porte-parole du M'PEP) (A suivre)

### Gouvernement et patronat : les grandes manoeuvres continuent.

Non, personne ne savait quelle politique Hollande allait mettre en oeuvre une fois élu président, même ceux qui ont appelé à voter pour lui. Et pourtant. Sources : Reuters, AFP, Le Monde, Libération, Le Point.

### Acte 1 scène 1. Morbleu, quelle impatience !

Laurence Parisot a beau être sortie mécontente de la grande conférence sociale des 9 et 10 juillet, elle aura au moins gagné sur un tableau: la question de l'allègement du coût de travail pour les entreprises ne se pose plus en termes de "*si*", mais de "*comment*".

Pendant la campagne présidentielle, en effet, la question du coût du travail était l'apanage de Nicolas Sarkozy.

François Hollande, lui, bottait en touche sur cette question. "*Le coût du travail est-il trop élevé en France? Par rapport à qui? Aux pays émergents? Sûrement, mais notre avantage compétitif ne peut se jouer sur ce terrain. A nos voisins et notamment aux Allemands? Nous sommes au même niveau*", déclarait en avril 2012 le candidat socialiste à l'Elysée, dans un grand entretien à L'Express. Pour Hollande, le déficit de compétitivité des entreprises n'était pas lié au coût du travail mais à un déficit d'innovation, de recherche, de spécialisation industrielle et de taille des entreprises.

Lundi 9 juillet, dans son discours d'ouverture de la conférence, François Hollande ainsi a clairement reconnu que le coût du travail

était un élément important de la compétitivité des entreprises. "*Pour les entreprises les plus exposées à la mondialisation, nous devons trouver le moyen de les aider à rester dans la course. (...) Voilà pourquoi je considère nécessaire une réforme du mode de financement de la protection sociale pour qu'il ne pèse pas seulement sur le travail.*"

Et cela ne passe pas seulement par les charges patronales. Le coup de pouce au Smic, tant revendiqué par les syndicats et le Front de gauche, s'est transformé en pichenette: la revalorisation le 1er juillet s'est limitée à 2%, soit un coup de pouce réel, hors inflation, de 0,6%, alors que François Hollande parlait pendant la campagne présidentielle d'un "rattrapage de ce qui n'avait pas été fait sous Nicolas Sarkozy", ce qui aurait dû se traduire par une hausse plus forte. La question des salaires, censée être un point central de l'agenda social, n'a fait l'objet d'aucune annonce précise par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault mardi soir. (lexpansion.com 11.07)

La question n'était pas "si", l'affaire était entendue dès le départ, le PS est un parti (bourgeois) appelé à gérer la société pour le compte des capitalistes comme il l'a démontré à de nombreuses reprises en un siècle, le patronat pouvait donc compter dessus, la question était plutôt "*comment*", question qui pour être réglée nécessitait le passage du relais de l'UMP au PS auquel syndicats et partis ouvriers ou assimilés étaient liés, ce qui devait faciliter les choses par la suite, non sans difficultés que les uns et les autres auraient à assumer de leur côté avec leur base, la routine quoi, puisque aucun parti ne prendrait la responsabilité d'une scission pour créer un véritable syndicat de lutte de classe.

Le scénario classique allait se mettre en place, une fois divisés sur l'attitude à avoir face aux premières mesures annoncées, ceux qui apparaissaient comme les plus radicaux sans rompre leurs relations toutefois avec le gouvernement et le patronat ni avec Chérèque qui est le bras armé de la contre-révolution dans les syndicats, accuseraient les autres syndicats d'être responsables de leur impuissance face au rouleau compresseur du gouvernement et de Bruxelles, d'empêcher toute mobilisation nationale ainsi la répartition des rôles serait respectée et la politique du gouvernement pourrait s'appliquer, tranquillement... ou presque.

### **Acte 1 scène 2. Tout de suite les grands mots.**

Quand Jean-Marc Ayrault finit son discours de clôture de la grande conférence sociale, mardi 10 juillet à 17h30, toute la salle applaudit sauf... Laurence Parisot. La présidente du Medef est ressortie particulièrement mécontente de la grande conférence sociale. "*C'est inacceptable*", lâche-t-elle en sortant de l'hémicycle du palais d'Iéna, tout en se reprenant devant les médias: "*ne parlez pas de clash, nous voulons continuer à discuter*".

Qu'est-ce qui lui déplaît donc tant dans la feuille de route sociale dévoilée hier soir par le Premier ministre? Celle-ci "*ne tient pas compte des réalités que vivent les entreprises*" risque de créer "*des rigidités nouvelles*", confie Laurence Parisot.

### **Acte 2 scène 1. Voyez plutôt la suite, c'est encourageant, non ?**

Le Premier ministre a confié à Louis Gallois une mission sur la compétitivité de l'industrie.

Ce qui est plutôt bon signe pour les entreprises. L'ancien patron d'EADS plaide en effet pour un allègement conséquent des cotisations patronales, de l'ordre de 30 à 50 milliards d'euros afin de créer "*un choc d'offre*". L'autre motif de satisfaction pour Laurence Parisot, c'est l'annonce d'une réforme, en 2013, du financement de la protection sociale. Avec pour objectif, là encore, d'abaisser le coût du travail. "*Nous avons noté avec satisfaction que le Premier ministre aborde la question du financement de la protection sociale et il le fait courageusement en imaginant un calendrier assez serré, c'est un bon signe*", a reconnu hier soir Laurence Parisot. (lexpansion.com 11.07)

La méthode madame Parisot, la méthode, d'un côté Hollande et Ayrault font de grands et beaux discours pour distraire la galerie, enfariner les ignorants, de l'autre il passe à l'action

### **Acte 2 scène 2. Ne grillez pas votre dernière cartouche, ils sont pleins de bonnes intentions à votre égard et vous le savez très bien.**

Aux membres de la Conférence nationale de l'industrie (CNI), instance de concertation qui rassemble douze filières industrielles, le premier ministre Jean-Marc Ayrault a proposé un "*grand pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi*".

La préparation de ce pacte revient à l'ancien président d'EADS Louis Gallois, qui participera désormais aux travaux de la CNI et a été chargé, à l'issue de la Grande conférence sociale mardi, d'une mission sur la compétitivité des entreprises. Les conclusions de cette mission seront dévoilées mi-octobre.

Il a promis que "*l'ensemble des leviers de la compétitivité (seraient) discutés, et cela sans tabous*". "*Je pense à la question, souvent évoquée dans l'industrie, du coût du travail et aux modalités de financement de la protection sociale*", a enchaîné M. Ayrault, sans évoquer explicitement une éventuelle hausse de la CSG.



"Le chantier qui est devant nous est crucial et déterminera en grande partie l'avenir de notre pays", a martelé M. Ayrault, qui a promis une conférence "en grand format" à l'automne.

"Nous allons maintenant entrer dans la concrétisation", a promis Arnaud Montebourg, voulant que "les décisions commencent à sortir à la rentrée secteur après secteur". (AFP 11.07)

**Le "moral", c'est bien connu, ça va, ça vient, puis on s'en remet, n'est-ce pas ? Alors que les principes...**

**Lienemann (PS) : "Je ne me sens pas le moral de ratifier le traité" européen.**

"Pour ma part, je considère que l'accord n'est pas satisfaisant", déplore-t-elle au micro de RFI, lors de l'émission Mardi politique, en partenariat avec Le Point, France 24 et 20 Minutes.

Conçu par Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande début 2012 pour lutter contre les déficits, ce texte était contesté par François Hollande, qui avait promis qu'une fois élu président il le renégocierait pour obtenir un volet croissance. Il n'en sera rien : le texte version Sarkozy-Merkel sera soumis à la ratification du Parlement français à la rentrée, tandis qu'un pacte de croissance est prévu, mais à part.

"C'est le même texte, stricto sensu !" s'enflamme l'ancienne ministre déléguée au Logement de François Mitterrand. "François Hollande a eu le sentiment qu'il ne pouvait pas obtenir le rapport de force suffisant", pense-t-elle. Marie-Noëlle Lienemann estime que l'adoption par le biais de ce traité de la fameuse règle d'or qui contraint les gouvernements à respecter un équilibre budgétaire "constitue une perte de souveraineté". Elle aurait voulu, "pour avoir un rapport de force avec Angela Merkel", que Hollande propose aux Français la ratification de ce traité "par voie référendaire." Las. Marie-Noëlle Lienemann l'annonce donc : "Je ne me sens pas le moral de ratifier ce traité tel quel." Ou les prémisses d'une rébellion de la gauche du parti qui n'entend rien laisser passer au président qu'elle a élu. (lepoint.fr 11.07)

**Du calme, L'Express lâche le morceau pour ainsi dire, la méthode encore.**

"Dans une démarche de conciliation, François Hollande a rejeté l'idée d'inscrire les règles budgétaires européennes dans la constitution", explique Razy Hammadi. En échange, les parlementaires proches du courant "Un monde d'avance", celui mené par Benoît Hamon, pourraient rejoindre le reste du PS.

Mais rien n'est fait. "Majoritairement, ils sont très critiques sur ce pacte", avance Guillaume Balas, secrétaire général du mouvement. "L'abstention sur ce texte est envisageable", prévient même un membre de la gauche du PS. (lexpress.fr 11.07)

Une poignée de députés du PS s'abstient, tout ou partie de l'UMP vote pour et le tour est joué comme en février dernier pour adopter le MES au Sénat. Vous vous souvenez peut-être que j'avais évoqué ce scénario dans une précédente causerie.

**Et puis l'Union européenne pourrait être accommodante.**

Selon le "pacte budgétaire", cette "règle d'or" doit prendre la forme de "dispositions contraignantes et permanentes, de préférence constitutionnelles" ou en tout cas dont "le plein respect" est "garanti".

Pendant la campagne présidentielle, François Hollande avait affirmé ne pas vouloir inscrire une telle règle dans la Constitution. A cette solution, il dit préférer une loi organique, donc plus contraignante qu'un texte normal, de programmation des finances publiques. Cette loi est censée tracer le chemin de retour à l'équilibre budgétaire en 2017, à la fin du quinquennat.

Reste le "débat juridique" évoqué le ministre du Budget. "Il faut savoir si (...) il faudrait au préalable une révision constitutionnelle ou si une loi organique suffirait", relevé Jérôme Cahuzac, promettant "toute la transparence requise" mais sans détailler le calendrier retenu.

Pour le président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, le député UMP Gilles Carrez, il faut bien une loi constitutionnelle pour s'assurer que la règle sera bien respectée. Mais cet élu de l'opposition n'exclut pas que l'Union européenne accepte une simple loi organique, comme le souhaite le gouvernement. (AFP 11.07)

Inscrite ou pas inscrite dans la Constitution, c'est l'intention qui compte, ensuite la méthode pour la mettre en musique, et si des obstacles intervenaient par la suite, lutte de classes oblige, il suffira de faire marche arrière ou de couper le moteur pour ensuite repartir en première, passer la seconde et ainsi de suite.

L'essentiel est de savoir où l'on va et comment, et non pas quand est-ce qu'on va y arriver puisqu'il y a trop de facteurs

au comportement imprévisible et en grande partie incontrôlable en jeu, le but du jeu consiste d'ailleurs à s'en rendre maître pour les orienter dans la bonne direction, celle qu'on a décidé. Dans l'arène le taureau est préparé à mourir par son bourreau, non ?

### **Si les Versaillais étaient des chiens (Marx), les sociaux-libéraux sont des hyènes.**

Le ministre du Travail Michel Sapin a accusé mercredi l'ancien chef d'Etat Nicolas Sarkozy d'avoir amené avant l'élection présidentielle la direction de PSA à repousser un plan de suppressions de postes, une attitude qu'il juge "*criminelle*". (Reuters 11.07)

C'est bizarre comment tout se sait... quand on veut bien le savoir, quand cela vous arrange.

Non, mais voyez-vous la méthode employée pour renflouer General Motor, fermer une dizaine d'usines notamment, puis son rapprochement avec PSA ne préfigurait pas la même méthode en France, non, sans blague, qui aurait pu imaginer une chose pareille, foi d'arracheur de dents !

En autres définitions de la hyène : "*se nourrit de charogne et de cadavres qu'elle déterre la nuit*" (Le Grand Robert) et qu'elle dévore au grand jour.

### **Propagande et manipulation des masses.**

Les Français sont majoritairement (60 %) hostiles à une éventuelle augmentation de la CSG en contrepartie d'une baisse des cotisations sociales payées par les entreprises, selon un sondage Tilder-LCI-OpinionWay publié mercredi. (lepoint.fr 11.07)

On ne s'en serait pas douté ! Alors pourquoi ce sondage, inutile ? Non, suivez la piste, l'UMP se dit contre au profit d'une augmentation de la TVA, donc ce sondage n'a été réalisé que pour embarrasser un peu plus le gouvernement, c'est la guerre de tranchées habituelles entre l'UMP et le PS, c'est tout.

---

## **ACTUALITE EN TITRES**

### **Parole de droitier... mais juste.**

- La CSG, une "*TVA sociale*" de gauche ... - LePoint.fr

### **Quand le ministre propose les policiers disposent.**

- Contrôles d'identité : Manuel Valls aurait abandonné l'idée du récépissé - 20minutes.fr

C'était pourtant une bonne idée si je puis dire, ainsi des jeunes auraient pu prouver preuves matérielles à l'appui qu'ils étaient harcelés par la police. Vaut mieux en rester à parole contre parole avec avantage aux policiers qui sont des gens, comment dire, au-dessus de tout soupçon, c'est bien connu.

### **Leur société : une poubelle pour l'éternité !**

- 1,3 million de m3 de déchets nucléaires en France, plus du double en 2030 - AFP

### **Dégénérescence**

- Paro, le nouvel animal de compagnie japonais robotisé - LeMonde.fr

Mais ma parole, il est japonais !

En tant que délégué syndical d'une multinationale japonaise j'ai été amené à cotoyer des dirigeants japonais qui estimaient que j'avais une vie meilleure que la leur, j'avais compris pourquoi à l'époque. Les envier, il faut être fou !

### **Quand le peuple "élu" élit domicile dans un camp.**

- En Israël, des touristes dans un camp d'entraînement - LeFigaro.fr

- Des touristes juifs en quête de sensations apprennent à tirer en Cisjordanie - AFP

Ils sont habités par une haine viscérale des gens qui ont une autre origine que la leur, du coup ils se posent en bouc émissaire privilégiés de ceux qui haïssent la terre entière.

**Comme en Grèce.**

- Pas de problème de dette immédiat en Italie, selon Goldman Sachs - Reuters

Non, ce sera pour demain, promis, ils s'en occupent !

---

## **INFOS EN BREF**

### **Politique**

#### **1- Allemagne**

La Cour constitutionnelle allemande a annoncé mardi qu'elle allait examiner les plaintes visant à bloquer le processus de ratification par Berlin des deux outils dont la zone euro cherche à se doter pour enrayer la crise de la dette souveraine.

Elle n'a toutefois donné aucun calendrier.

Au terme d'une audience qui aura duré deux jours, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a lancé un nouvel appel en direction des juges constitutionnels afin qu'il rendent leur décision le plus tôt possible, alors que les investisseurs continuent de s'interroger sur le sort du bloc monétaire.

*"Nous sommes dans une situation sérieuse. Personne ne peut prédire ce qui va se passer"*, a-t-il dit, tout en disant ne vouloir exercer aucune pression sur la juridiction.

La zone euro risque de se retrouver dans une situation délicate si rien n'est fait pour stabiliser le bloc monétaire qui risque d'éclater, a-t-il toutefois prévenu.

Les opposants à l'adoption par l'Allemagne estiment que la création du Mécanisme européen de stabilisation et le Pacte budgétaire constituent une atteinte à la souveraineté de la République fédérale en matière budgétaire et contournent les limites constitutionnelles à l'intégration européenne.

Faute de ratification allemande, le MES, initialement censé entrer en vigueur le 1er juillet, ne pourra être créé, augmentant les risques d'effondrement de pays endettés dans la zone euro. (Reuters 11.07)

#### **2- Espagne**

Le président du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a présenté mercredi un vaste plan d'augmentation des prélèvements obligatoires et de diminution des dépenses publiques destiné à réduire le déficit de l'Etat de 65 milliards d'euros en deux ans et demi.

Dans un discours aux Cortes, il a annoncé une hausse de trois points de la TVA, à 21%, dès le 1er août selon une source, et présenté les grandes lignes d'un plan de réduction des indemnités de chômage, ainsi que des traitements et avantages de la fonction publique.

Il avait promis durant sa campagne électorale de ne pas modifier la TVA.

De nouvelles taxes sur l'énergie, des projets de privatisation des infrastructures portuaires, aéroportuaires et ferroviaires ont été annoncées et des avantages fiscaux dans le secteur immobilier rétablis par son parti-le Parti populaire (PP)- ont été supprimés.

Il n'a cependant pas touché aux retraites et a souligné que ces mesures visaient à transférer la charge fiscale de l'impôt direct sur le travail et le revenu vers l'impôt indirect sur la consommation.

Les annonces de Mariano Rajoy ont quelque peu apaisé les tensions sur le marché de la dette espagnole.

L'Espagne, dont l'économie est en récession -avec un taux de chômage record à 24,4%- voit ses recettes fiscales baisser dangereusement, ce qui compromet la réalisation des objectifs de réduction de son déficit convenus avec l'Union européenne (UE).

Les ministres des Finances de l'UE ont accordé mardi à Madrid un an de plus, soit jusqu'en 2014, pour ramener son déficit à 3% du produit intérieur brut (PIB).

Pour cette année, l'objectif a été assoupli à 6,3% du PIB, mais même ce taux révisé paraît difficile à atteindre.

Le président du gouvernement a également annoncé des réformes dans les administrations municipales, la fermeture de certaines entreprises publiques, ainsi que des coupes dans les dépenses budgétaires destinées aux partis politiques et aux syndicats.

Le taux de base de la taxe sur la valeur ajoutée a été relevé de 18 à 21% et le taux réduit de 8% à 10%, une mesure qui pourrait venir peser encore davantage sur la consommation.

Dans un contexte où le quart de la population et la moitié des jeunes sont au chômage, le gouvernement a également annoncé que les indemnités de chômage allaient être ramenées de 60% à 50% au-delà des six premiers mois. Mariano Rajoy a dit que ces mesures visaient à inciter au retour sur le marché du travail.

La Commission européenne a salué ce plan d'austérité, soulignant qu'il aiderait le pays à atteindre ses objectifs en matière de réduction des déficits budgétaires. (Reuters 11.07)

### 3- Egypte

Le président égyptien, l'islamiste Mohamed Morsi, a affirmé mercredi respecter la dernière décision de la Haute cour constitutionnelle (HCC) qui a suspendu son décret visant à rétablir le Parlement dissous, sur fond de lutte de pouvoir avec l'armée.

Cette déclaration semble viser à calmer le jeu alors que M. Morsi se trouve en pleine épreuve de force avec les militaires et la justice, entraînant une crise institutionnelle dix jours après son investiture.

*"Même si le jugement de la Cour constitutionnelle hier revient à empêcher le Parlement d'assumer ses responsabilités, nous respectons cela parce que nous sommes un Etat de droit"*, a indiqué la présidence dans un communiqué.

*"Il y aura des consultations avec les forces (politiques), les institutions et le Conseil suprême des forces armées (CSFA) afin que les autorités puissent sortir (de cette crise) en suivant la voie légale"*, a-t-elle poursuivi.

*"La bataille pour le pouvoir se joue autour de l'appareil judiciaire"*, écrivait mercredi le quotidien indépendant al-Watan, tandis que le journal Al-Shorouk, indépendant également, titre en Une *"la lutte pour le pouvoir se joue dans les tribunaux"*.

Pour l'écrivain Alaa al-Aswany, le *"message est clair: le président élu ne peut exercer le pouvoir sans les militaires"*.

*"La Cour constitutionnelle, dont les juges ont été désignés par Moubarak, ont suspendu le décret présidentiel et rétabli le décret du maréchal"*, Hussein Tantaoui, chef du CSFA, commente-il.

Il faisait allusion à une *"Déclaration constitutionnelle complémentaire"* adoptée par les militaires le 17 juin, qui a considérablement affaibli la fonction présidentielle.

Les Frères musulmans avaient accusé les militaires d'avoir orchestré la dissolution du Parlement pour s'adjuger le pouvoir législatif, dénonçant un véritable *"coup d'Etat"*.

Mais la HCC a assuré qu'elle *"n'était partie prenante dans aucune lutte politique"* et que sa mission était de *"protéger"* la Constitution.

En attendant, le sort du Parlement demeure totalement dans le flou.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, qui doit rencontrer M. Morsi ce week-end, a réclamé un *"dialogue intensif entre tous les protagonistes"* en Egypte, tandis que le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, s'est dit confiant que l'Egypte surmonterait la crise. (AFP 11.07)

L'armée est financée par l'impérialisme américain à hauteur de quelque 2 milliards de dollars par an et les Frères musulmans tout comme Al-Qaïda est une de leurs créations qu'ils financent et porté au pouvoir, ils sont donc fait pour s'entendre. On est en présence d'une comédie parce qu'au sein des Frères musulmans apparemment il y en a qui n'ont pas encore compris le rôle que joue ce parti en Egypte et dans la région.

## Social

### 1- Espagne

Des dizaines de milliers de personnes ont défilé mercredi à Madrid pour la survie des bassins miniers d'Espagne, avant que des groupes de manifestants n'affrontent la police en jetant des pierres.

Portant des tee-shirts noirs où était écrit "*nous soutenons la lutte des mineurs*", "*VSOS mineurs en danger d'extinction*", des mineurs, accompagnés par leurs familles, des syndicalistes et d'autres associations ont défilé jusqu'au ministère de l'Industrie.

C'est alors que des groupes de jeunes manifestants, des foulards noués autour du visage, ont commencé à bombarder de divers projectiles, pétards, bouteilles en verre et pierres, les policiers casqués, protégés par leurs boucliers, qui ont riposté en chargeant et en tirant des balles en caoutchouc.

En grève depuis deux mois, les mineurs protestent contre la réduction des aides publiques qui menace, selon eux, la survie économique de régions entières.

"*C'est la mort de la mine, des bassins miniers et de tous les villages*" qui vivent du métier, affirme Rafael Blanco, pré-retraité de 43 ans de Faedo, dans la région des Asturies. (AFP 11.07)

### 2- Portugal

Plusieurs centaines de médecins portugais ont manifesté en blouse blanche mercredi à Lisbonne, au premier jour d'une grève nationale contre les mesures d'austérité appliquées par le gouvernement en contrepartie d'une aide financière internationale obtenue l'année dernière.

"*Non à la fermeture de services de qualité*", "*Accès pour tous et pas seulement ceux qui peuvent payer*", pouvait-on lire sur les affiches brandies par les protestataires qui se sont rassemblés, en blouses blanches, devant le ministère de la Santé dans le centre Lisbonne.

Certains portaient des crêpes noirs autour du bras en signe de deuil d'un système de Santé qu'ils estiment en péril en raison des coupes budgétaires décidées par le gouvernement et qui doivent représenter cette année quelque 800 millions d'euros.

Soutenus par l'Ordre des médecins, les syndicats qui ont appelé à deux jours consécutifs de grève, ont estimé à plus de 90% la participation des médecins au premier jour du mouvement.

Pour réduire les coûts dans le secteur de la santé, le gouvernement de centre droit, au pouvoir depuis un an, a notamment décidé de réduire les heures supplémentaires et le remboursement de médicaments, de fermer certains services et de doubler les tickets modérateurs.

La grogne des médecins à notamment pris pour cible une récente décision du gouvernement de recourir à des organismes de prestation de services pour le recrutement temporaire de médecins. Les médecins ont exigé l'annulation de cette mesure alors que le gouvernement a déjà renoncé à une procédure semblable pour les infirmiers, qui avait abouti à des salaires de moins de 4 euros de l'heure. (AFP 11.07)

## Economie

### UE

Les aides apportées par les Etats européens à leurs banques représentent au maximum 4% à 5% du produit intérieur brut de l'Union européenne, estime le commissaire européen à la Concurrence Joaquin Almunia, dans un entretien publié mercredi par Les Echos.

"*Le montant des garanties équivaut sans doute à environ 10% du PIB des Vingt-Sept*", a ajouté M. Almunia, jugeant exagérées certaines estimations qui évaluent les garanties accordées par les Etats pour sauver le secteur bancaire à un tiers du PIB européen. (AFP 11.07)



Le PIB de l'UE est d'environ 12 000 milliards d'euros si je ne dis pas de bêtise, 5% cela fait donc 600 milliards d'euros.

[Haut de page ↗](#)

**Le 13 juillet**

## **CAUSERIE**

En raison de l'actualité sociale chargée, je n'ai pas eu le temps d'actualiser les différentes rubriques du site, ce sera fait ce week-end. Et puis on essuie de forts orages depuis trois jours avec des coupures de courant à répétition. (je viens de cavalier à travers la baraque pour fermer les fenêtres car il y a de gros coups de vent qui embarque des paquets de flotte, et dire que j'ai lavé le sol de la maison hier après-midi !)

### **PSA. La vérité est révolutionnaire !**

C'est à l'ouvrage que l'on juge le forgeron. Avec l'avalanche de fermetures d'usines et de dizaines de milliers de licenciements à travers tous le pays, vous allez pouvoir juger sur pièces et sur le champ ce qu'ont réellement dans la tête et dans la culotte les dirigeants des syndicats et des partis dits ouvriers.

Chez PSA, Sanofi et dans les entreprises où les travailleurs se trouvent confrontés à des plans de fermeture d'usines ou de centaines de licenciements, un seul mot d'ordre : pas un seul emploi ou poste de travail supprimé, grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait définitif de ce plan et dans un second temps si la direction ne cède pas : expropriation des patrons et actionnaires sans leur verser un centime, l'outil de travail appartient aux producteurs des richesses et non à ceux qui les exploitent et se les accaparent. A bas le capitalisme, à bas le gouvernement Hollande-Ayrault-Montebourg complice des patrons et des actionnaires, pour une République sociale, un gouvernement ouvrier qui décrètera l'interdiction des licenciements !

Les appareils syndicaux et les délégués syndicaux dans les entreprises concernées, le gouvernement et les différents partis qui se réclament de la classe ouvrière sont à la manoeuvre ou vont l'être dans les jours ou les semaines qui viennent. Pour en avoir un avant-goût quelques réactions entendues hier à propos de la situation chez PSA. Apparemment et sous réserve, seul Sud serait sur une position correcte.

Dernières minutes. Après consultation des portails internet de tous les syndicats et partis, il est 14h30 heure locale en Inde, 11h du matin en France, je confirme, seul Sud appelle à la grève illimitée jusqu'au retrait du plan de fermeture et de licenciements.

### **Comment les dirigeants syndicaux préparent la défaite :**

- 1- par la division ;
  - 2- refus d'appeler à la grève illimitée de l'usine et du groupe, des salariés de toutes les entreprises confrontés à la même situation ;
  - 3- la situation serait due à une erreur de stratégie, diagnostic en grande partie partagé par la direction dont ils prennent acte, donc qui serait irrécupérable, la fatalité devant laquelle chacun est appelé à se plier ;
  - 4- pour conclure, ils sont déjà sur le traitement des conséquences, autrement dit, faites-vous à l'idée que vous êtes déjà au chômage.
- **CGT.** Parole de vendu, le délégué syndical le dit lui-même !

"*La guerre est déclarée*", a répliqué Jean-Pierre Mercier, délégué CGT de PSA, pour qui "*en temps de crise économique, c'est un crime social (...) de sacrifier Aulnay au nom de la rentabilité*". Le premier syndicat du site, qui représente environ 30% des salariés.

"*une grande bataille va commencer en septembre*", a pronostiqué Jean-Pierre Mercier.

"*Varin nous a déclaré la guerre, on va lui faire la guerre. On va vendre notre peau le plus cher possible*", a dit à Reuters Jean-Pierre Mercier, délégué CGT de l'usine, à propos du président du directoire de PSA Peugeot Citroën, Philippe Varin.

Pour le syndicaliste, "*le vrai combat commencera à la rentrée. Chacune de nos actions doit être un avertissement aux services publics. Ils doivent entendre notre appel : 'bougez-vous !'*"

- **Bernard Thibault** (CGT) a parlé de "*séisme*".

- **FO**. FO Métaux demande au Ministre du Redressement productif, Monsieur Arnaud Montebourg, une table ronde avec tous les acteurs de la filière afin d'aider le secteur automobile et de préserver les emplois. (<http://www.force-ouvriere.fr>)

- Pour **Jean-Claude Mailly** (FO), "*il s'agit d'une purge sévère*" et les salariés paient "*la facture d'erreurs stratégiques*".

Mailly le 11 juillet sur BFM "*à la conférence de l'industrie on va travailler sur la question de la stratégie industrielle*". (vidéo - <http://www.force-ouvriere.fr>)

- **CFTC**. "*Dramatique*", a commenté Franck Don (CFTC PSA), "*convaincu que la stratégie de montée en gamme va amplifier les pertes d'emplois en France*". "*La baisse des effectifs en R&D est gravissime*", selon lui.

- **Sud**, troisième syndicat (13%), demande au groupe de "*revenir immédiatement sur sa décision*" et appelle d'ores et déjà à un blocage illimité de la production, dans la continuité du mouvement lancé jeudi.

Les salarié-es, par leur mobilisation, demandent à la famille PSA de revenir immédiatement sur sa décision et ont décidé d'appeler au blocage illimité de la production sur l'usine de PSA Aulnay. Ils interpellent également le 1er Ministre et le Ministre du redressement productif pour qu'ils prennent leur responsabilité afin :

- de mettre en place un plan d'ensemble de la filière automobile assurant l'avenir et maintenant tous les emplois du secteur, notamment à PSA (en intégrant les sous-traitants) ;

- d'imposer un plan national d'innovation et de développement de l'automobile du futur, intégrant les impératifs écologiques ;

- de mettre en place un fonds patronal mutualisé, financé par les entreprises du secteur de l'automobile (Renault, Toyota, etc.) pour maintenir l'activité. (<http://www.solidaires.org/article41640.html>)

- **SIA**. Le Syndicat indépendant de l'automobile (SIA), second syndicat du site (28%), a appelé pour sa part à la reprise du travail vendredi. "*Mais les salariés sont laminés, c'est vraiment difficile*", a dit Tania Susset, déléguée du SIA.

- **Hollande** a fait part de sa "*vive préoccupation*" en demandant à ses ministres "*de tout mettre en oeuvre afin de limiter les conséquences sociales de ce plan*".

- Dans un communiqué, M. **Ayrault** a qualifié de "*véritable choc*" la suppression de 8.000 emplois en France et l'arrêt en 2014 de la production dans l'usine PSA d'Aulnay (Seine-Saint-Denis). Il a aussi appelé la direction du groupe à une "*concertation (...)* sans délai" ayant pour objectif "*le maintien d'une activité industrielle sur tous les sites français*".

M. Ayrault a, enfin, précisé que M. Montebourg présenterait un "*plan de soutien*" à l'industrie automobile, le 25 juillet, date à laquelle le groupe français doit annoncer les deux autres volets de son projet de redressement ainsi que ses résultats financiers pour le premier semestre 2012.

Pressé par le numéro un du PCF, **Pierre Laurent**, de "*s'opposer au plan*" de PSA, mais aussi par l'ancien ministre UMP Bruno Le Maire d'"*interrompre immédiatement*" le projet de fermeture d'Aulnay, le gouvernement a haussé le ton dans l'après-midi.

"*Nous n'acceptons pas en l'état le plan*", a affirmé **Arnaud Montebourg** au Sénat, sans préciser les moyens de pression qui pourraient être mis en oeuvre.

Le ministre a souligné que le gouvernement allait demander à PSA "*d'abord de justifier la situation (...)* et ensuite d'ouvrir un dialogue social que le Premier ministre a exigé comme étant exemplaire".

"*Nous demandons à PSA d'examiner loyalement toutes les autres solutions que celles qu'il a réservées à plusieurs sites de France et notamment à ces milliers de salariés concernés*", a-t-il insisté.

- **Martine Aubry**, la numéro un du PS, a déploré "*une véritable catastrophe*".

- La ministre des Affaires sociales, **Marisol Touraine**, a déclaré de son côté que l'expert mandaté par l'Etat examinerait la situation de PSA pendant les 15 jours à venir.

"On ne peut pas accepter quelque chose comme ça", a-t-elle dit sur Europe 1. "Il faut regarder, il faut évaluer."

- "Chaque Français est en droit de se demander +comment a-t-on pu en arriver là?+", a déclaré le président du groupe socialiste à l'Assemblée Bruno Le Roux, élu de Seine-Saint-Denis.

- **EELV**. "Il faut que la politique change, que les pouvoirs publics financent une industrie qui pense l'avenir, que les ouvriers et les ingénieurs dans cette industrie-là pensent également à leur reconversion", a fait valoir le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), Pascal Durand

"La reconversion, ça veut dire qu'il n'y a pas que l'automobile. Le transport de demain, ce ne peut pas être le tout automobile. Anticipons-le! L'Allemagne le fait. "

- Au **Front de gauche** (PG-PCF) et au NPA, c'est l'idée de "guerre sociale" qui a fait florès. "Ne soyons pas dupes, il s'agit d'une déclaration de guerre aux salariés de notre pays au nom de la rentabilité et du profit", a réagi le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon.

"C'est bien une guerre sociale qu'engage PSA", a tonné le NPA, appelant à amplifier la "mobilisation". Il faut "faire reculer ce patronat avide", a renchéri Nathalie Arthaud, ex-candidate de Lutte ouvrière à la présidentielle.

**NPA. Poutou**. "Je suis venu apporter mon soutien aux camarades de PSA mais, au delà d'Aulnay, la question est de savoir comment empêcher ça, comment riposter", explique Philippe Poutou. A ses yeux, la situation d'Aulnay représente un test pour le gouvernement : "Sera-t-il capable d'affronter le patronat ? Saura-t-il interdire les licenciements ?", lance celui qui refuse la résignation et appelle la population à relever la tête et à se battre.

Vide, creux, le néant politique, quoi ! Pourquoi ces questions grotesques sur le gouvernement ?

Il s'en remet au gouvernement et désarme ainsi les ouvriers qui veulent se battre et vaincre : c'est seulement à partir de la grève illimitée avec occupation qu'il sera possible de poser la question de l'interdiction des licenciements et l'expropriation des actionnaires qui s'imposera d'elle-même comme la seule issue politique pour empêcher la fermeture de l'usine d'Aulnay et les milliers de suppressions de poste ou licenciements sur d'autres sites, posant la question du gouvernement ouvrier révolutionnaire qui seul appliquera cette politique conforme aux intérêts des travailleurs. Toute autre voie confine à la capitulation, à la trahison.

Confirmation.

**NPA. PSA, l'heure de vérité** publié le 12 juillet dans : Tout est à nous ! : "La fermeture annoncée de l'usine d'Aulnay peut, au-delà de l'usine, du groupe PSA et du secteur automobile, cristalliser l'urgence à coordonner les luttes, à lutter ensemble contre les licenciements et les suppressions d'emploi. C'est un objectif à construire, dès maintenant."

Bref, aucun mot d'ordre de grève !

**POI**. Un communiqué du bureau départemental du POI de Seine Saint-Denis publié le 12 juillet dans l'après midi : "L'unité pour bloquer la destruction des emplois, imposer le maintien du site et le retrait du plan Varin : n'est-ce pas la question à l'ordre du jour ?"

Bref, aucun mot d'ordre de grève !

**LO** Nathalie Artaud. "C'est une nécessité pour tous de faire reculer ce patronat avide, qui accumule des milliards sur le dos des travailleurs et licencie dans de nombreux secteurs. Il faut qu'il apprenne, lui et tous ceux qui le soutiendront, qu'en semant la misère, c'est la colère de tout le monde ouvrier qu'ils vont récolter."

Dans un autre article du 12 intitulé *CCE de PSA-Citroën : une déclaration de guerre contre les travailleurs* : "Comme l'a dit le représentant CGT de PSA Aulnay, c'est une déclaration de guerre à la classe ouvrière . Il faudra, dans le camp des travailleurs, que cette déclaration ait une réponse à la hauteur de l'attaque."

Bref, aucun mot d'ordre de grève ! Soit LO n'a rien à proposer, soit elle soutient l'appareil de la CGT.

**PCF** Un article de Marie-George Buffet : *PSA : une loi s'impose d'urgence!* : "Oui ou non, va-t-on prendre les mesures qui s'imposent pour redresser l'industrie automobile dans notre pays? Oui ou non va-t-on inscrire à l'ordre du jour du Parlement, un texte visant à interdire les licenciements boursiers?"

Bref, aucun mot d'ordre de grève !

## Réaction d'ouvriers de PSA.

Au cœur de la colère des ouvriers, il y a aussi l'émotion de Hassan. Le vieux travailleur ne comprend pas la brutalité de l'annonce : *"Certains sont tombés par terre ce matin, effondrés, en larmes, et personne du service médical n'était là pour les soutenir"*. Il ne se remet pas du manque d'humanité des supérieurs, qui ont très vite demandé une reprise du travail : *"Ils se foutent des gens, tout ce qu'ils veulent, c'est que les voitures sortent"*. Hassan, lui aussi, a passé sa vie professionnelle chez PSA, où il est entré en 1973. Il ne compte pas en rester là, même si la direction vient de lui proposer de partir à la retraite : *"J'ai fermé Balard, j'ai fermé Levallois. Je ne partirai pas comme ça. Je reste avec les copains !"*

David est entré dans l'usine en janvier 1999. Depuis ce matin, sa gorge ne parvient pas à se desserrer. Même si, comme les autres, il s'attendait un peu à une mauvaise nouvelle, la fermeture n'était pas imaginable : *"Une grosse usine comme ça qui marche bien ! Tous les jours on nous disait qu'on était les meilleurs et maintenant, ça s'arrête. C'est incompréhensible !"*

David se sent vidé, déprimé : *"C'est ta vie qui est là et qui, tout à coup, est remise en question"*. Il sera pourtant mobilisé à la rentrée. *"Avec mon CAP mécanique, qu'est-ce que je peux trouver comme boulot dans ce coin, où il n'y a pas de travail ?"* Il va se battre. Espère que le gouvernement fera pression. Mais nombreux sont ceux qui n'y croient plus : *"On a un président normal. On va voir ce que c'est le normal ! Depuis les promesses de François Hollande quand on l'a rencontré au débat avec Nicolas Sarkozy, c'est le point mort."*

*"On attend ce qu'on va nous proposer"*, explique Sébastien, dans sa blouse grise. *"En briefing, ce matin, la direction nous a dit qu'on serait reclassé en interne ou externe. Mais on ne les croit pas, ils nous ont menti depuis un an"*, poursuit-il.

*"Ca faisait un an que le document était sorti, et que la direction faisait démenti sur démenti. Ils se sont foutus de nous. C'est du mépris. On s'y attendait à cette fermeture"*, renchérit son collègue Jean-Baptiste.

Eux deux, comme la plupart des ouvriers, ont débrayé jeudi, après l'annonce de la direction. Selon la CGT, le travail n'a pas repris, alors que la direction a affirmé que *"ça tournait un peu sur certains sites"*.

*"On déclare la guerre à PSA"*, ont proclamé de nombreux salariés jeudi matin, peu après l'annonce de la fermeture, exprimant leur *"rage"*, leur *"colère"*. Certains ont lancé des oeufs sur l'usine pour protester dans l'après-midi.

*"On va voir ce qu'on va faire. On ne peut pas se permettre d'être en grève jusqu'en 2014! Il va falloir négocier, reprendre le travail, mais pas aujourd'hui, ni demain"*, dit Jean-Jacques, 53 ans, employé sur le site depuis 23 ans.

*"Travailler 18 mois dans ces conditions, ça va être un cauchemar"*, dit Frantz, 41 ans. *"Et puis, on n'a rien d'autre, pas de piste. Tant que ce n'était pas officiel..."*

Le maire PS d'Aulnay-sous-Bois, Gérard Ségura, a été violemment pris à parti par les ouvriers, tout au long de la journée.

*"Hollande, il a dit, +le changement, c'est maintenant+. Il fait quoi aujourd'hui?"*, l'interpelle un ouvrier. *"Ca fait un mois et demi"*, que le président François Hollande est au pouvoir, répond le maire. *"Ils ne l'ont volontairement pas dit avant la présidentielle"*, dit-il encore.

*"Moi, comme maire, je vais faire mon travail"*, promet-il.

*"Vous, comme le gouvernement, vous n'avez aucun moyen de pression sur PSA. C'est ça la vérité"*, lance violemment un autre salarié, qui appelle ses collègues à se battre.

Les syndicats promettent *"des actions ponctuelles, ciblées, pour faire mal à chaque fois et donner des avertissements au gouvernement"*.

## La piste à suivre.

Il s'agit de la première annonce d'une fermeture d'usine automobile depuis vingt ans, lors de l'arrêt du site historique Renault de Billancourt (Hauts-de-Seine).

*"Si la fermeture est confirmée, il s'agira de la première réduction de capacité de grande ampleur en Europe depuis la dernière crise"*, commente Kristina Church, analyste automobile chez Barclays Capital. *"Nul doute que l'administrateur délégué de Fiat, Sergio Marchionne, suit de près les annonces du jour, car il aimerait faire de même en Italie."*

Seules deux usines automobiles ont disparu en Europe pendant la crise de 2008-2009, le site Opel d'Anvers et l'usine Fiat de Sicile, alors que dans l'intervalle les constructeurs américains ont réduit drastiquement le nombre de leurs usines.

L'alliance annoncée fin février entre PSA et le groupe américain General Motors pourrait également avoir modifié les ambitions de PSA sur le segment des grandes routières.

Au sujet de Sevelnord (Nord), dont l'avenir des 2.700 salariés est également incertain depuis l'annonce de la fin du partenariat avec Fiat dans les utilitaires. (Fiat a passé une alliance avec Chrysler - Ndlr)

### **L'Etat, le gouvernement, qui laisse les mains libres aux capitalistes est un Etat, un gouvernement des capitalistes.**

Les Français en voudront-ils à François Hollande si les plans sociaux se multiplient? Le 6 juin dernier, un sondage TNS Sofres annonçait que 21% des Français seulement pensaient qu'avec la victoire de la gauche la situation économique du pays pourrait s'améliorer. Mais dans le même temps, dans une enquête Opinionway, une majorité de Français jugeait que l'Etat avait des moyens pour limiter la vague de plans sociaux.

Paradoxal? "*Oui, mais pas étonnant: notre pays se tourne systématiquement vers l'Etat en cas de problème*", estime François Miquet-Marty, directeur associé de Viavoice. Autrement dit, malgré le désenchantement des Français, malgré le nouveau contexte économique, l'opinion publique continue de s'en remettre à la puissance publique.

Les travailleurs n'ont aucune illusion dans le PS et le gouvernement, ils n'en attendent rien, ce qui signifie que tous ceux qui en attendent quelque chose ou se tournent vers lui comme le font le PCF et le POI, tournent le dos aux travailleurs en réalité.

La réflexion de François Miquet-Marty en relevant que les travailleurs se tournent vers l'Etat est d'autant plus intéressante qu'elle implique qu'un grand nombre de travailleurs seraient susceptibles de se saisir de la perspective d'un gouvernement ouvrier qui romprait avec la politique de l'Etat des capitalistes qu'incarrait le gouvernement Sarkozy-Fillon et qu'incarne dorénavant le gouvernement Hollande-Ayrault.

Les travailleurs estiment que l'Etat devrait être à leur service, à leur côté, or seul un Etat, une République sociale fondée sur les bases du socialisme peut répondre positivement à ces critères. Question : quel parti situe-t-il aujourd'hui ouvertement son combat dans cette perspective ? Réponse : aucun.

### **Le gouvernement Hollande-Ayrault en sursis.**

Lionel Jospin en 1999, quand Michelin avait supprimé 7500 postes, avait déclaré : "*L'Etat ne peut pas tout*".

L'annonce de plans sociaux va de pair avec l'impopularité de l'exécutif.

Ainsi, le plan social de PSA pourrait handicaper le gouvernement en place. D'autant que François Hollande a fait de la réindustrialisation un des thèmes forts de sa campagne.

Même s'il n'y peut rien, l'exécutif risque donc de payer ce plan social dans l'opinion. "*L'annonce de plans sociaux va de pair avec l'impopularité de l'exécutif*", explique le directeur adjoint de l'institut BVA Opinion, Gaël Sliman, qui rappelle, par ailleurs, que les thématiques de l'emploi et du pouvoir d'achat sont capitales chez les Français aujourd'hui.

Jusqu'ici tout va bien: le gouvernement en place jouit d'une forte popularité. François Hollande et Jean-Marc Ayrault atteignent respectivement 60% et 59% d'opinions favorables. "*Le président s'est fait élire sans trop donner d'espoirs aux gens: il y a donc une moindre exigence de résultats dans l'immédiat. Ensuite, le gouvernement est trop récemment installé pour être jugé responsable*", décode Gaël Sliman.

Mais beaucoup d'autres plans sociaux se profilent. Et le gouvernement ne sera pas toujours perçu comme irresponsable. "*Dans six mois, si ça ne fonctionne pas, il subira le discrédit de la population*", affirme François Miquet-Marty. Oui, jusqu'ici, tout va bien. Jusqu'ici. (lexpress.fr 12.07)

### **Notre "feuille de route".**

Inutile de dire qu'elle ne sera même pas proposée à la discussion par les différents partis englués dans la gestion de la société, des institutions. Cependant, il est de notre devoir de la soumettre aux militants et aux travailleurs, ainsi ils pourront se faire une idée précise de ce que serait un véritable parti ouvrier indépendant, un nouveau parti communiste.



Appel à la grève illimitée jusqu'au retrait du plan de fermeture et de licenciements dans le groupe PSA.

Appel à la grève illimitée des travailleurs de tout le groupe PSA pour obtenir le même engagement écrit de la direction.

Occupation avec constitution d'un comité de grève élu incluant les syndicats engagés dans ce combat, contre la fermeture et les licenciements.

Appel à la grève illimitée des travailleurs de tout le secteur automobile pour obtenir le même engagement écrit de leur direction.

Appel à la grève illimitée des travailleurs de toutes les entreprises confrontés à la même situation dans le pays.

Appel à partir des unions locales des syndicats à la solidarité financière pour soutenir les grévistes de PSA et ailleurs.

Composition d'un comité national des délégués des comités de grève de toutes les entreprises où la bataille est engagée pour pas un seul licenciement, pas une seule suppression de poste. Au-delà, de tous les travailleurs en lutte pour la satisfaction de leurs revendications, ce qui inclut les fonctionnaires.

Appel à tous les partis ouvriers à soutenir les travailleurs en grève.

Convocation à l'appel des partis ouvriers et des syndicats d'une assemblée populaire dans les villes concernées par les fermetures d'usines ou des plans de milliers de licenciements. Appel aux travailleurs de tout le pays à se constituer en Assemblée populaire dans toutes les villes, communes ou villages.

Election de représentants dans chacune de ses assemblées populaires qui se réuniront pour établir un programme de gouvernement à partir des revendications posées par les travailleurs de tout le pays, qui sera ensuite soumis à la discussion et à l'approbation lors de la convocation des Assemblées populaires...

Cette ligne politique n'a rien d'extravagante, ce qui lui donne un caractère utopique, ce n'est pas son contenu ou la perspective dans laquelle elle s'inscrit, le renversement du régime en place et la fondation d'un Etat ouvrier, non, ce qui saute aux yeux et peut choquer au premier abord c'est le gouffre qui la sépare de la conception actuelle de la lutte de classe adoptée par tous les partis et les syndicats qui confine à la collaboration de classes, au respect du capitalisme et des institutions, à leur incapacité à se placer dans la perspective d'un affrontement violent avec le régime, nécessaire, inévitable pour avancer vers l'émancipation du capital, le socialisme.

Tous sans exception en appellent au gouvernement, y compris le POI et SUD qui ont les positions les plus correctes, je vous invite à vous connecter à leur portail Internet nationaux pour le vérifier par vous-même, car il rien n'a autant de valeur que l'idée qu'on se forge librement.

---

## **INFOS EN BREF**

### **Social**

#### **1- France**

Le secteur des travaux publics, qui a annoncé jeudi la suppression de 6.000 emplois permanents en 2012 après la révision à la baisse de son activité, réclame la création d'une banque publique dévolue au secteur pour ne pas connaître à nouveau la crise comme au début des années 90.

*"Il existe un risque réel que le nombre de suppressions d'emplois permanents monte à 15.000 d'ici mi-2013", a déclaré Patrick Bernasconi, président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), lors d'une conférence de presse.*

Au cours des cinq dernières années, le secteur (40 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2011 avec 280.000 salariés employés) aura perdu 20.000 emplois, dont 6.000 sur la seule année 2012, selon la FNTP.

*"Tous les indicateurs ont basculé dans le rouge depuis le début de l'année", a souligné M. Bernasconi pour expliquer ces suppressions d'emplois. (AFP 12.07)*

#### **2- Grèce**

Le taux de chômage grec a battu un nouveau record en avril, a annoncé jeudi l'agence nationale de la statistique. (Reuters 12.07)

## Economie

### Italie.

L'agence américaine Moody's Investor Service a abaissé vendredi de deux crans la note souveraine de l'Italie, qui passe de A3 à Baa2.

"La note de la dette italienne pourrait être encore abaissée dans le cas d'une nouvelle détérioration des perspectives économiques ou de difficultés dans la mise en oeuvre des réformes", avertit l'agence. (Reuters 12.07)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 14 juillet

### CAUSERIE

J'ai pratiqué quelques modifications dans la présentation de la causerie histoire d'en améliorer la lisibilité, j'espère qu'elles vous conviendront.

Aux armes citoyens travailleurs, contre le capitalisme et son Etat !

Je n'avais pas relevé qu'ils avaient intitulé leur comédie "*la grande conférence sociale*", comme quoi j'étais encore en dessous de la réalité en conspuant la prétention, l'arrogance, ajoutons le cynisme des dirigeants du PS.

Prenons le POI, le M'PEP et le NPA au mot, si le TSCG incluant la "*règle d'or*" était adopté, il ne serait plus possible aux travailleurs ou aux syndicats de revendiquer quoi que ce soit, du coup, ils seraient donc contraints d'aller à l'affrontement chaque fois qu'ils avanceraient une revendication.

C'est donc la conception de la lutte de classe adoptée et soutenue par le POI, le M'PEP et le NPA (LO également) à la suite des appareils, qui serait remise en cause par la tournure des événements et non par la volonté de leurs dirigeants puisqu'ils s'en satisfont très bien depuis l'après-guerre. Il en découle, de deux choses l'une, soit les appareils prennent acte de ce tournant et modifient leurs rapports au patronat et à l'Etat, soit ils n'en font rien, ce qui est plus que vraisemblable, et dans ce cas-là la décomposition des syndicats s'accélèrera ainsi que leur affaiblissement numérique qui en sera la conséquence directe.

Comment soutenir plus longtemps une conception de la lutte de classe basée sur la négociation au lieu d'être basée sur la mobilisation des travailleurs et le recours à la grève, quand il n'y a plus rien à gratter, plus rien à attendre au point que cela figure dans la Constitution ? Voilà à quelle contradiction explosive vont être confrontés tous les partis ouvriers.

Sachant maintenant que la collusion entre les dirigeants de ces partis et ceux des appareils pourris des syndicats existent depuis plus d'un demi-siècle, on imagine mal qu'ils seraient capables de rompre avec eux. C'est comme espérer que le PS rompe avec le régime. Il n'y a donc rien à attendre de ces partis, surtout pas qu'ils constituent les bases d'un futur parti ouvrier révolutionnaire ou communiste.

Devinette : savez-vous pourquoi on ne parvient pas à construire ce foutu parti ? Parce que les dirigeants de toutes les formations politiques se réclamant de la classe ouvrière ou du socialisme sont incapables de rompre avec le PS et les appareils des syndicats, c'est au-dessus de leurs moyens, dans tous les sens du terme. Triste constat qui n'échappe évidemment pas à notre ennemi qui en profite pour passer à l'offensive.

Certains militants avaient imaginé que je pourrais rentrer en France et lancer ce parti. Or, il s'avère que non seulement les conditions ne sont pas réunies, de plus j'estime ne pas avoir les capacités pour diriger un tel parti, c'est peut-être malheureux à avouer compte tenu de la politique que je défends et des espoirs que j'ai pu faire naître involontairement, désespérant penseront certains militants, voyez-vous, la lucidité il faut commencer par l'appliquer à soi-même, c'est un principe que je n'entends pas brader.

Si vous croyez que je prends du plaisir à critiquer les dirigeants et à polémiquer comme si je n'étais bon qu'à cela ou que ce serait

mon fond de commerce, vous vous trompez lourdement. Cela me torture de vous laisser face à eux sans pouvoir vous proposer grand chose de concret, eux, ils disposent d'un appareil pour assurer leurs arrières, tandis que moi je serais en proie à tellement de difficultés matérielles que je devrais passer mon temps à les résoudre au détriment de mes responsabilités, donc quand à faire un mauvais dirigeant (éphémère) et faire naître inutilement des illusions dans la tête des militants, j'estime plus honnête de vous dire la vérité en face. Cela ne me coûte pas, c'est mon lot quotidien de regarder la réalité en face.

## **Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques.**

### **1- Ayraut déjà dans l'après PSA Aulnay.**

A travers un communiqué, Jean-Marc Ayraut a demandé à la direction de PSA "d'engager sans délai une concertation exemplaire, loyale et responsable avec les partenaires sociaux afin que toutes les alternatives que pourraient proposer les représentants des salariés et leurs experts puissent être étudiées et discutées" afin de préserver l'emploi et l'activité industrielle en France. (<http://www.parti-socialiste.fr>)

Alternatives à quoi ? Mais à la fermeture de l'usine d'Aulnay, aux licenciements sur les autres sites. Il situe bien son discours après, l'affaire est réglée selon lui, c'est ce que pense aussi les actionnaires, quelle coïncidence !

A bas le gouvernement des actionnaires !

### **2- Le gouvernement courroie de transmission des plans sociaux ou porte-parole des actionnaires.**

Confronté à une multitude de plans sociaux sortis récemment du placard, l'Etat veut s'afficher comme pompier, sauvant les salariés français de patrons et d'actionnaires sans scrupules, mais ses marges de manoeuvre sont limitées face aux volontés de groupes privés dans un contexte de crise.

"Nous n'acceptons pas en l'état le plan" de restructuration de PSA Peugeot Citroën, a asséné jeudi au Sénat le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

Le verdict est clair, mais Peugeot est un groupe entièrement privé qui n'a pas de comptes à rendre à l'Etat.

"Les marges de manoeuvre sont effectivement très minces, surtout dans un contexte de retour à l'équilibre des finances publiques", estime Eric Heyer, directeur adjoint du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

"A très court terme l'Etat peut simplement essayer d'obtenir des garanties sur le reclassement et la reconversion des salariés", comme pour l'aciérie de Gandrange il y a quelques années, explique E. M. Mouhoud, professeur à l'Université Paris-Dauphine. "Mais à moyen terme il peut agir en faveur d'une relance de la demande car il s'agit moins d'un problème de coût du travail que de l'extrême faiblesse de la demande en Europe", ajoute-t-il.

Dans les groupes où l'Etat est principal actionnaire, il est évidemment plus facile de changer les orientations. Quand fin 2011, un plan de restructuration d'Areva est révélé, concernant plus d'un millier d'emplois en France, le gouvernement de l'époque avait convoqué le patron du groupe nucléaire et finalement, le plan de départs volontaires prévu s'était transformé en simple gel des embauches.

Face à un groupe privé indépendant, la première arme du gouvernement - et souvent la seule - est de jeter l'opprobre publiquement et donc médiatiquement.

Au-delà des convocations de patrons, le nouveau gouvernement reste encore assez flou sur ses moyens.

"Nous sommes d'abord dans une préoccupation de vérifier la réalité économique de ce qui se passe", a affirmé M. Montebourg.

Des experts ont ainsi été mandatés pour aller voir chez PSA et ArcelorMittal.

Concédant qu'il y aura des échecs, le ministre du Redressement productif estime devoir faire de "la médecine d'urgence". Doux, Fralib, Technicolor... l'Etat veut mettre autour de la table patronat et syndicats et intervenir dans la recherche de repreneurs. "Dossier après dossier, nous rechercherons les solutions, à la fois économiques et sociales", a promis le Premier ministre, Jean-Marc Ayraut.

Pour limiter la casse sociale, l'Etat peut évidemment subventionner le chômage partiel. "C'est son seul moyen à court terme, mais cela coûte cher et si c'est une crise structurelle, on ne fait que déplacer le problème", estime M. Heyer. Selon lui, l'Etat doit

surtout "être un Etat stratège", définissant précisément les secteurs d'avenir, méritant d'être soutenus, et ceux qui n'ont plus de perspective en France. "Auquel cas, il faut qu'il organise une transition pour les salariés."

"L'Etat doit être de temps en temps dans la peau d'un investisseur et d'un stratège", considère Eric Heyer, d'après qui les sureffectifs sont encore importants dans l'Union européenne. "Une croissance proche de zéro depuis 20 ans en Europe, cela se paie", avertit M. Mouhoud. (AFP 13.07)

Mais l'Etat fait-il autre chose quel que soit le gouvernement en place, que d'être "dans la peau d'un investisseur et d'un stratège" ?

La logique des "investisseur" et des "stratèges" doit l'emporter sur tout autre considération, à commencer par les intérêts des travailleurs, leurs emplois, leurs salaires, leurs conditions de travail, normal sous un régime capitaliste géré par l'UMP ou le PS. Soit on s'aligne sur cette logique, soit on la rejette pour se situer strictement sur les besoins des travailleurs, c'est l'un ou c'est l'autre, cela ne peut pas être les deux à la fois.

Le capitalisme est incompatible avec le plein emploi, avec des salaires qui permettent de satisfaire nos besoins, avec des conditions de travail respectueuses des travailleurs, il doit donc dégager. L'Etat est impuissant ou refuse de remettre en cause la logique criminelle du capitalisme, il doit donc dégager. Voilà la seule issue politique possible pour les travailleurs, maintenant, tout de suite et pour les générations présentes et à venir.

### 3- Quand Hollande recycle les experts de Sarkozy. Il est "cohérent" avec lui-même. (suite).

C'est un diplomate qui pilotera le nouveau Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale.

L'homme désigné par le président François Hollande, Jean-Marie Guéhenno, 62 ans, a été secrétaire général adjoint du département des opérations de maintien de la paix de l'ONU et assistait depuis le printemps Kofi Annan dans la mission en Syrie. Il est conseiller maître à la Cour des comptes.

Le travail de redéfinition de la stratégie de défense durera jusqu'à la fin de 2012. La lettre de mission insiste sur quatre sujets : la 'cohérence' à établir entre les missions et les équipements des armées, pour que celles-ci puissent s'engager dans la durée ; la définition des capacités qui assurent la souveraineté et l'indépendance de la France ; les enjeux de politique industrielle dans le secteur de la défense ; la gestion des ressources humaines des armées.

Point notable, la commission ne fera pas de la dissuasion nucléaire un point de débat, mais celle-ci devra être clairement articulée à la politique de défense : 'J'ai confirmé le maintien de la stratégie de dissuasion nucléaire, écrit le président de la République à M. Guéhenno dans sa lettre de mission, votre réflexion portera donc aussi bien sur la meilleure articulation, aujourd'hui et demain, entre cette stratégie et les autres volets de notre politique générale de défense et de sécurité nationale, que sur la doctrine d'engagement de nos armées sur les théâtres extérieurs ou pour la protection de notre territoire.' (lemonde.fr 13.07)

### Un "début", non, la confirmation.

Extraits commentés de l'Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du vendredi 13 juillet 2012.

Mailly est un homme heureux après la «grande conférence sociale», pas comblé mais pas loin, "c'est le début d'un processus de discussion", la suite vous voulez dire.

Qu'on se le dise "il ne s'agit ni d'un diagnostic partagé, ni d'un relevé de décision", on avait plutôt cru le contraire à entendre Hollande, passons, alors qu'y êtes-vous allé faire, "le gouvernement fixant ses orientations", on se demandait bien ce que vous aviez pu légitimer par votre présence, maintenant on le sait.

Et puis "nous avons été entendus sur plusieurs points", le bonheur quoi, mais, car il y a un mais, "bien entendu, il conviendra d'être plus que vigilant pour la suite", un homme avertit en vaut deux dit-on, dans votre cas, un régiment entier avec votre expérience, vous voyez on vous prend au sérieux, et vous êtes encore à attendre quelque chose d'un président de la République issu du PS, attention, bientôt vous serez tout seul dans ce cas-là en France, vous allez passer pour un excentrique ou un dangereux extrémiste.

Plus loin il relève des contradictions dans les annonces du gouvernement, notamment dues au "pacte budgétaire d'austérité (qui) perdure avec toutes ses applications en matière d'austérité et de récession", tiens donc, il serait déjà ratifié et en application, franchement vous n'y êtes pas il parlait du pacte d'austérité qui concerne principalement les fonctionnaires et qui date de Maastricht, parce qu'il existe encore des fonctionnaires et des services publics dans ce pays depuis 1992, ah ben ça alors je n'en reviens pas... Et le TSCG ça doit servir à quoi ? Et bien justement à en réduire encore leur taille jusqu'à ce que mort s'ensuive.

## **Il existe une autre voie : celle de la révolution socialiste.**

Le Front Syndical de Classe écrit "*il n'est pas d'autre voie que la lutte en plaçant le nouveau pouvoir devant ses contradictions et son inconséquence vis-à-vis de son propre électorat !*", donc ils renvoient les travailleurs vers le gouvernement qui est au côté des actionnaires de PSA ! Sinon, il ne propose rien, aucun mot d'ordre, c'était peut-être leur mot d'ordre !

Leur analyse est correcte, mais sur la chute ils trébuchent, à l'exercice pratique. La lutte n'est pas une voie en soi, pour qu'elle devienne pour soi, il lui faut une perspective en terme d'organisation jusqu'à poser la question du pouvoir et de l'Etat puisqu'il est impliqué, il est même sollicité, c'est pour dire à quel point cette question est brûlante ou d'actualité : quel gouvernement décrètera l'interdiction des licenciements sinon celui que nous aurons constitué nous-mêmes, chaque travailleur, retraité ou jeune étant une partie de ce gouvernement, tandis que ce gouvernement ouvrier révolutionnaire représentera les intérêts de l'ensemble des travailleurs, retraités ou jeunes de ce pays, à l'exception des nantis qui n'auront plus besoin d'être représentés puisque l'objet de leur pouvoir ou de leur convoitise leur aura été confisqué.

Les privilégiés, on les réprimera, par exemple ils n'auront pas le droit de quitter le territoire, quand ils n'ont pas profité du juteux marché de l'immigration illégale, ils ont applaudi aux expulsions de travailleurs sans-papiers, les rôles seront inversés. Le pouvoir politique aura changé de côté ou de camp les privant de toute légitimité à exploiter le travail d'autrui. Ils seront donc condamnés à travailler pour vivre, ce ne sera pas une sinécure assurément. On rouvrira les mines, ils pourront postuler, leurs candidatures seront étudiées avec la plus grande attention parce que nous sommes des gens civilisés. Ils nous ont imposé leur coût du travail, on leur fera le coup du travail, à moins qu'on leur torde le cou disent certains ouvriers particulièrement remontés pour ne pas dire excités au possible.

Faire voler en éclat leur Etat devant lequel on nous demande de nous prosterner, comme à l'église, il faudrait leur offrir notre vie en sacrifice en échange d'un salut éternel auquel on accéderait quand on serait mort, c'est bien cela s'écrie un ouvrier, ils veulent notre mort en nous jetant à la rue, alors on n'a plus le choix, on doit se battre jusqu'au bout, vaincre ou périr. Si c'est nous ou le capitalisme, les institutions, l'Etat, ils doivent sauter, dégager. S'ils résistent, nous résisterons, s'ils utilisent des armes contre nous, nous utiliserons des armes pour les défaire, jusqu'à la prise du pouvoir, c'est notre objectif.

## **Une analyse en deux volets.**

### **1- Constat et perspective**

Le gouvernement affiche son impuissance face aux grands groupes capitalistes pour camoufler sa complicité, il doit donc dégager !

Il y a maintenant 7ans, j'écrivais que sous peu la France serait le Tiers-monde d'hier, qu'il faudrait être fou à la place des capitalistes pour produire encore quoi que ce soit dans un tel pays, alors qu'il est possible de produire n'importe quoi à moindre coût ailleurs.

Au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe le capitalisme se développait à l'échelle mondiale à partir de l'Europe et des Etats-Unis sur un terrain vierge.

Depuis maintenant 40 ans environ, il se développe depuis d'autres continents sur un terrain miné par la lutte des classes des générations passées dont il faut éradiquer les traces.

Au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe la division internationale du travail ne concernait que certaines branches d'activité économique, certains cartels produisaient les matières premières, les transformaient et commercialisaient des produits finis qui alimentaient leur marché local ou étaient exportés dans le monde entier, matières premières qui étaient présentes dans leur sous-sol ou qu'ils pillaient ailleurs.

Depuis maintenant 40 ans environ, progressivement avec une nette accélération au cours des deux dernières décennies, ils procèdent à la transformation des matières premières en produits finis dans les pays où les matières premières sont disponibles ainsi qu'une main d'oeuvre docile et bien formée et en quantité illimitée, de telle sorte qu'il ne leur est plus nécessaire de produire ces marchandises dans leur pays d'origine, je parle des cartels ou des multinationales, ce qui leur permet de rafler la mise en empochant des profits colossaux.

Je vis en Inde et j'ai l'idée de publier un livre à destination de lecteurs français, de le commercialiser en France si vous préférez. Je serais dingue de passer par un imprimeur français, alors qu'il m'en coûtera dix fois moins cher en Inde, ainsi le profit que je suis censé en attendre sera substantiellement plus élevé.

C'est tellement simple à comprendre, que je n'arrive pas à m'imaginer que le commun des mortels n'y parvienne pas, cela dépasse l'entendement, à croire que la masse de la population serait abrutie au dernier degré. J'ai une autre explication. On ne leur a jamais soumis simplement cette démonstration.



Ainsi, on comprend facilement que le capitalisme est condamné à disparaître, à moins qu'on soit réduit en esclavage. Car dans les pays où dorénavant les marchandises sont produites et exportées à travers le monde, les masses exploitées sont condamnées à la même misère sociale que celles des pays où elles étaient produites jusqu'alors.

L'histoire des vases communicants d'un continent ou d'un pays à un autre relève des contes des Mille et une nuit, elle se termine invariablement de la même manière : les profits atterrissent dans la cassette du nanti qui y entasse son or, la source de son pouvoir bien désuet ou misérable, certes, mais bien réel en attendant.

Tous les discours sur la réindustrialisation du pays dans le cadre du régime capitalisme sont des balivernes destinées à tromper les travailleurs et les militants.

PSA a investi des milliards en Chine et au Brésil notamment, c'est pour y produire des véhicules qui seront commercialisés dans ces pays-là et ceux aux alentours... pour commencer, rien ne leur interdira ensuite d'augmenter leur production et d'exporter en Europe, pourquoi s'en priverait-il, sinon à quoi rimerait le GATT et les accords de libre échange intervenus dans le cadre de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), n'est-ce pas, ils ne sont pas donnés ce mal de chien pour y parvenir pour ensuite ne pas en profiter.

Mieux encore, d'ici quelques années que pèsera le marché européen littéralement dévasté par des cures d'austérité à répétition par rapport au marché asiatique et sud-américain, une peau de lapin !

Le nombre fait la force. Le capitaliste se fout bien d'engranger un milliard d'euros de profit sur le dos de dix mille âmes ou cent mille du moment qu'il a son compte. Jusqu'à présent son problème était de pouvoir passer de l'un à l'autre, dorénavant c'est en bonne voie, il n'a donc aucune raison de changer de stratégie, ce serait suicidaire, il serait évincé par ses concurrents.

Produire un million de voitures pour encaisser un milliard d'euros ou en produire cinq millions pour encaisser deux milliards d'euros, un petit milliard en plus pour cinq fois plus de voitures produites, ce n'est pas négligeable, pour le capitaliste c'est l'essentiel.

Le marché automobile chinois est devenu le premier marché mondial de General Motor devant les Etats-Unis, alors qu'ils viennent tout juste de s'implanter en Chine si je ne dis pas de bêtise, donc l'avenir est prometteur, en Chine, pas ailleurs, ou alors aux conditions qui ont accompagné le redémarrage de GM aux Etats-Unis, après avoir fermé des usines, réduit les salaires, etc.

On se dit qu'à force de paupériser une masse toujours plus grande de la population, ils ne trouveront plus suffisamment de clients solvables pour acheter leurs voitures.

Soit, ils n'auront qu'à s'endetter encore plus ou alors ce seront d'autres ailleurs qui les achèteront, au détour du développement de la classe moyenne dans certains pays par exemple, parfois juste le temps qu'elle s'endette avant de s'appauvrir à son tour, puis de passer aux pays suivants et ainsi de suite, plus le marché mondial sera développé, plus ils auront des opportunités pour faire tourner le tourniquet de la roue de la fortune qui leur sourit, jusqu'à quand, seules les masses exploitées détiennent la réponse.

## **2- Hollande cherche à gagner du temps en tablant sur le pourrissement de la mobilisation contre les plans sociaux.**

Avec les emplois induits, 30 à 40 mille travailleurs vont perdre leur boulot, et Hollande annonce une conférence à "*l'automne*", il n'a pas les pieds sur terre, c'est fini les discours, on est passé à la phase pratique au cas où il ne l'aurait pas vu ou compris, le patronat passe à l'offensive, la classe va faire de même, et la question qui est posée, c'est de balayer le régime qui permet aux actionnaires de PSA de jeter à la rue 30 à 40 mille travailleurs, de se doter d'un gouvernement qui décrète l'interdiction des licenciements et l'expropriation des actionnaires sans leur verser un centime de plus.

Hollande et le gouvernement ne peuvent pas être dans notre camp et ils ne le sont pas, Hollande vient d'en faire la démonstration. Grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait du plan de fermeture d'usines et de suppression de postes !

Spontanément 1000 travailleurs a débrayé à Rennes, ouvriers, techniciens et cadres ensemble pour dire non, ce n'est pas possible, nous refusons cette décision.

Il faut remettre en cause la légitimité du pouvoir des patrons de pouvoir disposer de notre vie et de notre outil de travail, sans parler des richesses que nous produisons. Ces milliards, ces usines, ces machines et ces bureaux : ils nous appartiennent, dehors les actionnaires !

Les travailleurs sont dans la même situation que les pays qui remboursent plusieurs fois leur dette pour finalement ne rien avoir et être souvent encore couverts de dettes, ils sont vampirisés par les actionnaires, les banquiers.

Vous travaillez 8 heures par jour, sur ces 8 heures, on vous en paie entre trois et cinq, sur les trois ou cinq restant on vous en prend entre 30 et 50% sous forme de taxes et impôts, il vous en reste entre 1,5 et 3,5 : nous exigeons le paiement de la différence immédiatement, si c'est impossible : le capitalisme doit dégager tout de suite ou maintenant.

Les travailleurs se rassemblent, s'organisent, se dotent d'institutions élues qui constitueront les piliers du nouveau régime basé sur la satisfaction de leurs besoins, le socialisme. Qu'ils constituent leur parlement, leur gouvernement qui préparera au combat final pour abattre le capitalisme, et s'ils en sont incapables, ils ne pourront pas se reporter sur le parti communiste puisqu'il n'existe pas malheureusement.

Il ne faut pas s'avouer vaincu ou faire preuve d'un optimisme béat ou relevant de l'illusionnisme, mener le combat jusqu'au bout et vaincre est parfaitement possible, nous sommes le nombre, la force, rien ne peut l'arrêter quand elle est en route, on peut essayer de la dévier de son chemin, c'est le danger qui nous guette sans le parti, on va se rendre compte de son importance dans des circonstances à la fois favorables sur le plan objectif et défavorables sur le plan subjectif.

Mais la situation peut se débloquer et évoluer très rapidement dès lors que les conditions objectives sont requises, là en l'occurrence tout le monde à peur de perdre son boulot ou de ne pas en trouver, beaucoup de monde n'arrive plus à boucler les fins de mois, tout devient très compliqué, insupportables, c'est ce ferment qui alimente le mouvement révolutionnaire et le porte au paroxysme lorsque l'Etat répond par la violence, il déclenche l'explosion tant attendue, tant espérée. Il balaie toutes les prévisions et brise tous les obstacles, dès lors que les masses n'écoutent plus le discours officiel, elles ont commencé à prendre leur destin entre leurs mains, elles gagnent en indépendance, en puissance face au régime, une expérience qui en principe doit être menée jusqu'au bout, c'est bien français, mais c'est juste, Marx l'avait noté après la Révolution française et la Commune.

---

## **ACTUALITE EN TITRES**

### **Et pour cause !**

- L'ancien ambassadeur de Syrie en Irak est au Qatar - Reuters

Le Réseau Voltaire avait dévoilé que l'émir du Qatar avait débloqué plusieurs millions de dollars pour soudoyer des membres du régime et des militaires pour qu'ils fassent défection... Alors que cet ambassadeur se réfugie au Qatar n'est pas une surprise.

### **On ne peut pas tout sacrifier...**

- Le Drian: la défense ne sera pas "sacrifiée" ... - AFP

A bas la guerre, à bas le PS !

### **Leur record.**

- Prison: Il y a 67.373 détenus en France, un nouveau record - 20minutes.fr

### **Exercice impossible !**

- Rétablir le lien avec le peuple, exercice délicat pour Hollande - LeFigaro.fr

Ne nous a-t-on pas dit, répété et martelé sous tous les angles que Hollande aurait été élu par le bon peuple de France, le peuple travailleur, sans rire en plus, très sérieusement. De qui est-il le représentant alors, qui l'a élu ? Des nantis parmi nous habités par une crasse ignorance, subordonnés au capitalisme, à son Etat, souvent leur employeur.

Oui des ouvriers ont voté Hollande, mais uniquement pour chasser Sarkozy. Il est apparemment difficile à certains d'admettre ce constat, demandez-vous pourquoi en observant de quelle manière ils se disposent par rapport au gouvernement.

Non, ils n'ont pas voté Hollande pour manifester leur rejet de la politique réactionnaire de Sarkozy ou de l'Union européenne comme l'a confirmé le vote du 17 juin, faire un tel amalgame est du domaine de la manipulation politique pour ensuite soutenir le gouvernement Hollande-Ayrault, voyez ceux qui s'y prêtent et de quelle manière depuis le 17 juin.

L'immense masse des travailleurs de ce pays n'ont pas attendu ou n'avaient pas besoin de voter Hollande pour rejeter la politique antisociale de Sarkozy ou de l'Union européenne, le 17 juin ils ont au contraire indiqué qu'ils ne confondaient pas les deux

en manifestant leur rejet des candidats des partis institutionnels dont ceux du PS en s'abstenant massivement.

Le PS est un parti de grands et de petits bourgeois organiquement lié au capitalisme, dont l'existence repose uniquement sur la survie du régime, il est donc naturel qu'il en prenne la défense.

Rompre les liens des partis ouvriers avec le PS et les appareils pourris des syndicats, n'en parlons pas !

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Syrie

Les autorités syriennes ont fait porter vendredi la responsabilité du massacre de Treimsa, perpétré jeudi dans le centre du pays, aux "groupes terroristes" ainsi qu'aux "médias assoiffés de sang", selon l'agence officielle Sana. "Les médias assoiffés de sang en coopération avec les groupes terroristes armés ont commis un massacre à l'encontre des habitants du village de Treimsa dans la région de Hama pour tenter de mobiliser l'opinion publique contre la Syrie et son peuple et provoquer une intervention étrangère la veille de la réunion du Conseil de sécurité", écrit Sana.

Ces médias "étaient sur le pied de guerre à Istanbul, Paris, Londres, Bruxelles et Berlin et ailleurs pour cette campagne d'incitation contre la Syrie et pour jouer avec le sang syrien", ajoute Sana, citant la chaîne Al Jazeera. Les autorités syriennes s'en prennent régulièrement aux chaînes satellitaires arabes Al Jazeera et Al Arabiya, les accusant de faire le jeu de pays du Golfe comme le Qatar et l'Arabie saoudite, en pointe dans l'opposition contre le régime de Bachar el-Assad. (lepoint.fr 13.07)

---

### SOCIAL

#### France. PSA

1- Le président du directoire de PSA Peugeot Citroën Philippe Varin s'est prononcé pour une baisse "massive" du coût du travail en France.

"Pour restaurer nos marges, il y a une marge de flexibilité sur le coût du travail. Nous avons le coût du travail le plus cher en Europe et nous produisons 44% de notre production en France, donc il faut baisser les charges qui pèsent sur le travail de manière massive", a déclaré M. Varin sur RTL.

Dans le même temps, Frédéric Saint-Geours, directeur général des marques du constructeur, affirmait sur France Inter que les grands axes du plan de 8.000 suppressions de postes annoncé par le constructeur automobile PSA Peugeot Citroën sont "indispensables", même s'il est possible de discuter. "Dans le plan, il faudra que nous discussions (...) de la mise en oeuvre du plan, mais sur les grands principes (...), ces mesures sont indispensables", a déclaré M. Saint-Geours après les déclarations du ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, qui avait jugé ces mesures inacceptables.

M. Montebourg a déclaré jeudi devant les sénateurs que le gouvernement "n'acceptait pas en l'état" le plan de PSA, avant d'en appeler auprès de PSA Peugeot Citroën à son "devoir" envers la "nation France".

"Bien sûr" que le plan est "négociable puisqu'on est dans un processus avec les organisations syndicales", a déclaré le numéro deux de PSA. "Par exemple, comment les gens vont être traités par les mesures de reconversion, comment nous allons faire en sorte que chaque salarié ait une solution à son problème d'emploi", a-t-il énuméré, citant aussi le projet de réindustrialisation du site d'Aulnay, près de Paris, qui doit être fermé. (AFP 13.07)

2- La ligne de production sur le site PSA Peugeot Citroën d'Aulnay-sous-Bois a été arrêtée vendredi et un millier de salariés ont débrayé et manifesté sur le site de Rennes au lendemain de l'annonce par le groupe de la suppression de 8.000 postes.

Le mouvement à l'usine PSA de Rennes-La Janais, qui a vu mille ouvriers débrayer pendant une heure sur un site où les mouvements sociaux sont limités, a été qualifié "d'historique" par les syndicats.

"C'était du jamais vu. On ne s'attendait pas du tout à cela. Nous avons vu des cortèges d'ouvriers, de cadres, de techniciens sortir

*des ateliers pour se rassembler près de l'entrée principale dans un élan de solidarité incroyable*", a déclaré à Reuters Nadine Cormier, déléguée Force ouvrière.

Avant le débrayage, qui s'est déroulé entre midi et 13 heures aux cris de "*non, non, non, aux licenciements*", les représentants syndicaux ont assisté à un comité d'entreprise où leur a été remis un document de plusieurs dizaines de pages détaillant le projet de restructuration du site et les suppressions d'emplois.

Aucun élément n'a filtré de ce document, les délégués syndicaux étant tenus à la confidentialité qui leur a été demandée jusqu'au prochain comité central du groupe le 25 juillet à Paris.

A Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), la production a cessé vendredi à partir de 11h00 (09h00 GMT), a-t-on appris auprès de la direction du groupe automobile.

Un porte-parole a expliqué que la direction de l'usine laissait aux salariés le temps de digérer l'annonce, la veille, de l'arrêt de la production en 2014 et la suppression de 3.000 postes.

Des syndicalistes affirment que tout est parti d'un débrayage, qui aurait débuté quand la direction a demandé de réparer une panne dans un atelier, a rapporté une source syndicale.

Les salariés d'Aulnay-sous-Bois avaient spontanément cessé le travail jeudi à l'annonce du plan de la direction et l'usine avait déjà tourné toute la journée au ralenti.

Seul le syndicat Sud, troisième organisation du site, a appelé les salariés à continuer à bloquer la production.

La CGT et les autres membres de l'intersyndicale ont prévu d'engager une "*guerre*" contre la fermeture du site à la rentrée. Une assemblée générale est prévue le 11 septembre, a-t-on précisé de source syndicale. (Reuters 13.07)

---

## ECONOMIE

### 1- Automobile

Les ventes de Ford, numéro deux américain de l'automobile, ont reculé de 19% sur un an au premier semestre dans les "*19 marchés d'Europe de l'ouest, reflétant une baisse de la demande automobile à travers*" le Vieux Continent.

*"D'une manière générale les ventes du secteur sont à leur plus bas depuis 1994"* dans la région, ajoute le constructeur dans un communiqué vendredi.

Ford se dit la deuxième marque "*la plus vendue en Europe au premier semestre*".

Volkswagen a de son côté annoncé vendredi une baisse de 5,7% de ses ventes en Europe de l'ouest (hors Allemagne) sur les six premiers mois de l'année, où il juge la situation "*difficile et tendue*". En Europe centrale et orientale, les ventes du constructeur allemand ont néanmoins poursuivi leur progression en bondissant de 27,3%. (AFP 13.07)

### 2- Etats-Unis

La première banque américaine, JPMorgan Chase, a révélé vendredi que ses pertes de courtage approchaient désormais les 6 milliards de dollars et accusé certains "*individus*" de lui avoir caché l'ampleur du problème.

Sur le seul deuxième trimestre, la première banque américaine en termes d'actifs, connue pour son lobbying contre tout renforcement de la réglementation financière, a perdu 4,4 milliards de dollars dans le courtage de dérivés de crédits à Londres, deux fois plus que le montant de 2 milliards de dollars initialement annoncé en mai.

Mais les pertes de l'équipe londonienne du Chief Investment Office (CIO), l'unité de courtage en propre de la banque, avaient commencé bien avant. Elles ont "*atteint depuis le début de l'année 5,8 milliards de dollars*", a indiqué le directeur financier Douglas Braunstein lors d'une conférence d'analystes.

Cette révélation tombe mal pour le secteur financier, en proie au scandale des manipulations des taux interbancaires, qui secoue la britannique Barclays et implique d'autres grandes banques internationales.

Elle pourrait déboucher sur un resserrement de la réglementation financière, ce qu'a toujours combattu M. Dimon, l'un des grands pourfendeurs de la loi Dodd-Frank de réforme du secteur, votée il y a deux ans.

JPMorgan dit avoir largement réduit le portefeuille de dérivés de crédits qui est à l'origine de ce fiasco, mais ce qui reste n'est "*pas petit*", a admis le PDG Jamie Dimon, lors de la même conférence.

"*Dans un scénario extrême*", notamment si la situation se détériore fortement en Europe, les pertes pourraient atteindre 800 millions de dollars à 1,7 milliard de dollars de plus, a-t-il ajouté.

Malgré tout, le groupe est parvenu à dégager 5 milliards de dollars de bénéfices sur le deuxième trimestre, en baisse de 9% sur un an. Le chiffre d'affaires a chuté de 17% à 22,2 milliards.

Tous les dirigeants qui travaillaient dans l'équipe londonienne du CIO ont été licenciés, y compris le trader français Bruno Iksil qui avait gagné le surnom de "*baleine de Londres*" à cause de l'énormité de ses paris risqués qui ont débouché sur les pertes de courtage.

Les dirigeants impliqués sont partis "*sans indemnité de licenciement*" ni "*prime pour 2012*" et la banque va leur demander de restituer des rémunérations passées qui "*pourront aller jusqu'à deux ans de rémunération*".

Les pertes sont en effet ressorties en dessous du chiffre de 9 milliards de dollars évoqué il y a quelques semaines par le New York Times, qui se basait sur des sources ayant lu un rapport interne.

"*Ce problème semble sous contrôle*" estime Jim Sinegal, analyste de la maison de recherche Morningstar.

"*Ce qui reste inquiétant c'est qu'il y a beaucoup d'autres positions complexes très importantes sur leurs comptes*", remarque-t-il cependant.

Les petits investisseurs en sont en tout cas toujours pour leurs frais: l'action a chuté de 13% depuis le 10 mai, soit 20 milliards de dollars de valorisation boursière évaporés.

Le syndicat AFL-CIO, qui gère d'énormes fonds de pension et détient 4,5% du capital de JPMorgan, a fustigé dans un communiqué la "*mentalité de casino*" des banques de Wall Street.

"*JPMorgan Chase a annoncé des pertes de plus de 4 milliards de dollars sur un pari idiot, et pourtant ils dépensent des millions de dollars pour affaiblir les réglementations financières et détruire les garde-fous des familles qui travaillent*", a-t-il conclu. (AFP 13.07)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 15 juillet

### CAUSERIE

Syrie. Flagrant délit. Propagande de guerre par le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius.

Avec un peu d'avance sur demain pour vous inviter à regarder cette vidéo : <http://lejournaldusiecle.com/2012/07/08/khaled-abu-salah-le-syrien-aux-milles-visages/#more-415> ou [http://www.youtube.com/watch?v=taQFsA\\_XVdw](http://www.youtube.com/watch?v=taQFsA_XVdw)

Ensuite personne ne pourra dire que Hollande-Ayrault-Fabius ne savaient pas ou qu'ils ne sont pas les complices des assassins du peuple syrien, de la propagande qatari et américaine. Il s'agit de la vidéo intitulée *Khaled Abou Salah, le syrien aux mille visages*. Il était présent à la conférence des "*Amis de la Syrie*" présidée par Hollande le 6 juillet dernier. Un agent de communication/propagande pour Al-Jazeera, CNN et France24, de l'armée de mercenaires étrangers qui terrorisent la population syrienne pour le compte de la coalition impérialiste qui s'était illustrée en Lybie notamment.

Apparemment les chiens de garde du régime ont mal fait leur boulot ou présente des failles.

Les images où l'on voit Khaled Abou Salah lors de cette conférence ont été retirées précipitamment du portail de l'Elysée, puis Dailymotion les a également retirées du Net, comme elles étaient encore présentes sur You Tube, j'ai téléchargé ce fichier (26,1 Mo) avant qu'il disparaisse peut-être de You Tube. Je le garde comme preuve à charge contre le gouvernement. Si vous



ne parveniez pas à accéder à ce fichier ou s'il disparaissait à son tour du Net, je tiens une copie à votre disposition.

La suite demain.

## Dimanche matin

J'ai ajouté dans la rubrique *Politique* l'agenda social du gouvernement jusqu'à fin 2013, reste des dates à préciser.

J'ai eu du mal à formater ce fichier. Comme il était impossible de copier les tableaux à partir de l'article du *Monde* au format html ou Internet si vous préférez, une fois copié cet article dans mon disque dur, je l'ai ouvert avec *word* puis j'ai extrait les différents tableaux pour les inclure dans la page *word* que j'étais en train de créer, puis je l'ai formaté en pdf (Acrobat reader). Parfois j'ai laissé passer des articles parce que la combine ne me venait pas à l'esprit, alors que c'est tout simple.

Vous vous demandez comment je fais pour tenir, où je trouve mon bonheur entre guillemets, chez ma chère fille qui a répondu à mon dernier long courriel : "*... je me suis retrouvée dans l'intégralité de ton message ; tu exprimes clairement des choses que l'on ressent et auxquelles on ne réfléchit pas toujours suffisamment assez pour en tirer des conclusions.*" C'était le but, bingo ! J'essaie d'être utile à quelque chose ou à quelqu'un, à vous je n'en sais rien, à notre cause, je l'espère.

C'est peut-être con à dire, mais penser ne s'improvise pas, cela se cultive avec la même attention qu'envers une plante pour qu'elle s'épanouisse. J'ai une petite-fille adorable qui me fait penser à Angela Davis, quelque part elles ont des origines africaines communes.

Cela devient dur d'élever des gosses de nos jours, cela l'a toujours été en réalité, sauf qu'aujourd'hui des facteurs viennent interférer entre les enfants et les parents et compliquent la tâche de ces derniers. Comment les parents peuvent-ils s'y prendre pour conserver le contrôle de l'éducation de leurs enfants ? En leur consacrant du temps, en étant attentif à la manière dont ils perçoivent la société ou le monde extérieur, surtout en parlant avec eux, en répondant à toutes leurs questions ce qui permet de leur rappeler sans cesse la place et le rôle de chacun en douceur, l'air de rien pour ainsi dire.

L'autorité des parents doit s'imposer naturellement à l'enfant qui n'est pas en âge de tout décider. Il faut lui montrer que l'on sait ce qu'il ne sait pas, c'est un moyen pratique qui respecte l'intégrité de l'enfant. Lui mentir, le menacer, lui faire miroiter une récompense, le flatter, lui donner raison quand il a tort, pire, lui crier dessus ou le frapper sont autant de contre-exemples à rejeter si l'on ne veut pas perdre la confiance que l'enfant vous porte, vous en aurez d'autant plus besoin quand il avancera en âge.

Cela s'ajoute aux gestes de tendresse que l'on a envers l'enfant, sans modération mais sans exagération non plus, car il ne le comprendrait pas, il pourrait l'interpréter comme une marque de faiblesse de votre part, peut-être pas quand il est tout petit, mais plus tard, rapidement en fait.

Finalement, c'est tout un art d'élever un enfant pour qu'il ait une chance de s'épanouir plus tard, malgré leur société pourrie. Notre responsabilité s'arrête là, puisque nous n'avons aucune emprise sur le cours des choses, sur cette société décadente en pleine décomposition. Chaque fois que je reçois des photos de ma petite-fille, Cassie, je craque, je ne sais même pas si je la verrai un jour ! Passons à la politique.

Je vous avais dit qu'on allait se farcir le PS, se le faire quoi, le matraquer comme il se doit, on s'y emploiera sans relâche... Du côté du parti de l'ordre, ils sont tellement décomposés qu'ils ont toutes les peines du monde à se composer, ils sont inaudibles ou presque pour le moment, Copé a déjeuné avant-hier avec Sarkozy, en voilà un scoop ! Berlusconi le retour, sans blague, il va conduire la liste de son parti aux prochaines élections, alors de là à ce qu'à l'UMP il ait la bonne idée de ressortir Sarkozy du placard...

Ces gens-là ne doutent de rien. Quand on voit la bande de menteurs professionnels qui est au pouvoir en France, on se dit qu'effectivement tout est possible, le pire davantage que le meilleur depuis un certain temps déjà, quand au juste, on préfère ne pas y penser, cela pourrait être démoralisant.

Quand vous lisez, il ne faut pas qu'il y ait un licenciement sec (Hollande sur PSA), cela signifie que même si vous n'êtes recasé que temporairement, son auteur s'en contentera, car comment peut-on imaginer alors qu'il y a plus de 4 millions de chômeurs, plutôt 5 ou 6 ou plus si l'on compte tous les travailleurs qui ne figurent pas dans les statistiques des chômeurs à temp plein, qu'il serait possible de trouver un emploi équivalent à 30 ou 40 000 travailleurs en comptant la sous-traitance ? Ajoutons, quand se profile à l'horizon la suppression de dizaines ou centaines de milliers d'emplois à travers tout le pays.

Le procédé est grotesque et cynique car son auteur sait qu'il ment. Les actionnaire et le président du directoire de PSA ont menti aux ouvriers, le gouvernement fait de même, tout est dans l'ordre des choses. C'est pour cela que la vérité s'avère être révolutionnaire.

**PSA. Admirez la méthode.**

1- Hollande : *"L'Etat ne laissera pas faire"*.

2- Prié de dire s'il pourrait aller jusqu'à interdire la fermeture du site d'Aulnay, il a répondu : *"non"*.

3- Donc, si l'Etat avec le pouvoir dont il dispose ne peut pas s'opposer à cette fermeture, il faut en déduire que c'est impossible de s'y opposer. Donc inutile de lutter.

4- La boucle est bouclée, pas tout à fait, il leur faut encore enfoncer le clou.

5- *"C'est d'abord le manque de vision stratégique de la direction de PSA qui a placé le groupe dans les difficultés qu'il connaît aujourd'hui"*, a accusé le président des députés PS, Bruno Le Roux (lemonde.fr 13.07). Précisons que cet argument a été repris en coeur par pratiquement tous les commentateurs, y compris syndicaux.

Autrement dit, impossible de revenir en arrière, ce qui n'a pas été fait au cours des années précédentes, impossible de le rattraper là sur le champ, donc l'usine est condamnée à fermer.

6- Maintenant la boucle est bien bouclée, sans espoir ni issue, il faut se plier au diktat des actionnaires de PSA.

### **For ever ! (pour toujours)**

La règle d'or budgétaire ne doit pas figurer dans la Constitution mais simplement dans une *"loi organique"*, a déclaré samedi le président français François Hollande lors de l'interview télévisée du 14 juillet, jour de la fête nationale.

*"Quoi que dise le Conseil constitutionnel, j'ai dit aux Français que la +règle d'or+, le retour à l'équilibre budgétaire avec un calendrier très précis, ne figurerait pas dans la Constitution"*, a souligné M. Hollande.

*"Ce sera dans le cadre d'une loi organique, ça s'imposera aux lois ordinaires mais je ne considère pas qu'on doit figer dans le marbre de nos textes un engagement qui est forcément pour quelques années"*, a-t-il expliqué.

*"La Constitution, c'est pas pour quelques années, c'est pour toujours"*, souligné le chef de l'Etat. (AFP 14.07)

Nos dirigeants vont-ils relever ou se contenter d'un silence d'or ? Qui osera prononcer le mot devenu tabou de Constitution, alors qu'ils n'y étaient même pas parvenus en 2005 ?

Puisque nous combattons pour l'abolition du capitalisme et que la Constitution sert justement à le légitimer sur le plan juridique et institutionnel pour assurer sa pérennité, nous combattons également pour son abolition.

Qu'on se le dise, l'austérité n'est faite que *"pour quelques années"*...

Prié de dire s'il pourrait aller jusqu'à interdire la fermeture du site d'Aulnay, il a répondu: *"Non, mais ce que l'Etat, avec les moyens de pression qui peuvent être les siens, sur le chômage partiel, sur la formation professionnelle, sur les crédits que nous pouvons apporter à une banque qui est liée à Peugeot, nous pouvons faire en sorte qu'Aulnay reste un site industriel."*

*"Ce plan en l'état n'est pas acceptable, il ne sera pas accepté, à partir de là il faut engager une concertation pour qu'il n'y ait aucun licenciement sec chez Peugeot"*, a poursuivi François Hollande.

Pour la CGT, premier syndicat de l'usine d'Aulnay, l'Etat a les moyens d'intervenir *"pour empêcher tous les licenciements dans le groupe PSA et la fermeture de l'usine d'Aulnay"*.

*"François Hollande, a reconnu que les dirigeants de PSA avaient menti. Il reconnaît donc que Peugeot avait décidé de fermer l'usine d'Aulnay depuis des années et que cette décision n'a rien à voir avec la soi-disant baisse des ventes de PSA pour le premier semestre 2012"*, écrit-elle dans un communiqué.

Sur les 8.000 suppressions d'emplois annoncées par PSA, au moins 1.500 personnes se verront proposer un reclassement interne. Pour les 3.600 postes de structure concernés par la restructuration, un plan de départ volontaire courra jusqu'en 2013.

Les syndicats craignent que la direction n'ait recours au licenciement économique si elle ne recueille pas à cet horizon suffisamment de candidatures.

Un porte-parole de PSA n'a pas souhaité commenter les propos du chef de l'Etat.

(le secret de polichinelle)

François Hollande s'en est également pris à la stratégie du premier groupe automobile français, dont il a déploré que les annonces faites jeudi aient été retardées volontairement après les élections présidentielle et législatives.

*"C'est trop facile de dire c'est la faute du coût du travail, il y a eu des choix stratégiques qui n'ont pas été bons (...) il y a aussi des comportements d'actionnaires qui se sont distribués des dividendes, alors qu'il y a aurait pu y avoir privilège d'investir plutôt que d'assurer des faveurs à des actionnaires", a-t-il dit.*

*"Moi je considère qu'il y a eu un mensonge, ce plan n'a pas été annoncé alors qu'il était déjà prévu", a-t-il ajouté. (Reuters 14.07)*

Il est fin Hollande ! Cela change quoi pour les salariés de PSA ? Rien !

### **Il faut aller à l'affrontement avec le patronat et le régime.**

Le responsable syndical CGT à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois, Jean-Pierre Mercier, a jugé *"insuffisants"* samedi les propos de François Hollande sur le plan social au sein du groupe, estimant que l'Etat avait *"les moyens d'interdire la fermeture"* du site et *"les licenciements"*.

*"Le seul point commun qu'on a avec François Hollande, c'est la reconnaissance du fait que Peugeot a menti pendant 12 mois à l'opinion publique. Les dirigeants avaient décidé de fermer l'usine d'Aulnay dès 2010, la fermeture de l'usine n'a rien à voir avec la baisse des ventes en 2012", a dit M. Mercier à l'AFP.*

*"Pour le reste", les propos du chef de l'Etat sont "insuffisants", a poursuivi le leader syndical.*

*"Pour nous, l'Etat a les moyens d'interdire la fermeture de l'usine et les licenciements. Récemment, il a interdit à Peugeot de vendre près de 200.000 véhicules à l'Iran, qui est le premier marché international de Peugeot. S'il peut faire cela, il peut interdire les licenciements", a-t-il affirmé.*

Le gouvernement ne peut pas interdire la fermeture du site d'Aulnay, où 3.000 emplois vont être supprimés, mais *"nous pouvons faire en sorte de faire qu'Aulnay reste un site industriel, de la même manière qu'il doit y avoir des garanties sur la pérennisation du site de Rennes"*, a ajouté le chef de l'Etat. (AFP 14.07)

Il y a les paroles et les actes, seuls les actes comptent.

Pourquoi Jean-Pierre Mercier n'appelle-t-il à la grève illimitée comme l'a fait SUD à Aulnay ?

*"Une lutte contre une fermeture d'usine, c'est un marathon, pas un sprint".* Avec son sens de la formule, Jean-Pierre Mercier, leader CGT à l'usine PSA d'Aulnay, jongle avec les journalistes et incarne la mobilisation des salariés sur le site qui fermera en 2014.

*"Une grève illimitée serait une erreur tactique: ça nous épuiserait rapidement financièrement et ça aurait un pouvoir de nuisance limité", martèle le leader CGT, 2e syndicat à PSA Aulnay.*

*"Nous seuls, on ne pourra pas empêcher la fermeture, (...) il faut que les camarades de Rennes, Poissy, Sochaux entrent dans la bataille". "On est une bombe sociale, politique, et ça, on va l'utiliser", dit Jean-Pierre Mercier, tout en rejetant la violence. "On n'a même pas fait brûler un pneu" depuis le début du conflit. "Il faut être plus intelligent".*

Jean-Pierre Mercier a adhéré à la CGT en 1998. Son père, ouvrier électricien devenu technicien, était à la CGT et au PCF.

Aujourd'hui, il est délégué syndical à plein temps. Jean-Pierre Mercier est aussi encarté à Lutte ouvrière (LO). Mais il n'en démord pas: *"il faut interdire les licenciements"*. (AFP 14.07)

Il y a quelque 30 millions de salariés dans ce pays, des syndicats, pourquoi les unions locales des syndicats ne serviraient-elles pas à assurer la solidarité financière de la classe, à collecter les fonds destinés aux ouvriers et cadres en grève illimitée chez PSA et ailleurs ? A quoi servent-elles ? A rien ? Où est passé le syndicalisme de lutte de classe ? Existe-t-il encore dans ce pays ?

Je me suis livré à un petit : il suffirait que 20 millions de travailleurs versent 2 euros chacun pour assurer 1.500 euros par mois à 30.000 grévistes, on peut moduler le nombre de travailleurs qui verseraient ainsi que la somme ou encore le nombre de

grévistas, c'est donc tout à fait réalisable. Sauf avec des dirigeants syndicaux corrompus, cela aussi il faut le dire aux travailleurs, mais il est possible de passer outre, de leur imposer.

Résumons : LO prône la lutte, la lutte, la lutte, et quand l'heure est à la lutte pour faire plier ou imposer une défaite au patronat, Mercier se rabat vers le législateur, c'est une grande gueule, mais il se dégonfle. Il n'est pas contre la lutte pour autant, mais diluée à la façon des appareils dont il est devenu un instrument, il n'est pas permanent de la CGT pour rien, grèves tournantes, journées d'action, bref, la panoplie des capitulards et des traîtres.

Au passage vous avez là tout LO, pour qui le combat contre le stalinisme commence par appliquer ses méthodes et sa politique au côté de l'appareil du PCF et de la CGT. Une machine à lobotomiser les militants, à former des zombies, des militants sans personnalité, incapables de penser par eux-mêmes après des décennies de militantisme, sauf rares exceptions qui confirment la règle.

Il ne lui viendra pas à l'esprit qu'une grève illimitée chez PSA pourrait servir d'étincelle à l'ensemble de la classe ouvrière pour se mobiliser pour faire aboutir ses revendications, et au-delà entraîner la chute du régime. Les arguments de la CGT ne tiennent pas, la preuve.

Quand la semaine précédente des intérimaires d'un atelier de peinture se sont mis en grève paralysant l'ensemble de la chaîne de production, la direction a immédiatement cané, alors on peut imaginer qu'elle ne pourrait pas camper sur sa position si l'ensemble des salariés de l'usine était en grève illimitée à l'appel de la CGT, de SUD et peut-être d'autres syndicats. De plus à Rennes et sur d'autres sites du groupe, les ouvriers sont prêts à passer à l'action, encore faudrait-il qu'on ne leur propose pas des actions bidons et que les syndicats fassent preuve d'une détermination à toute épreuve, ce qui n'est évidemment pas le cas.

Quand au début des années 80 j'ai entraîné dans une grève illimitée les salariés d'une société japonaise (U-Bix devenu Konica copieur) pour une hausse des salaires, contre la politique de rigueur que venait d'instituer Mitterrand, c'était loin d'être gagné d'avance. Sur 400 salariés répartis dans 18 établissements sur toute la France en comprenant le siège social, j'étais le seul syndiqué FO, à côté il n'existait que la CGC qui regroupait quelques commerciaux et cadres. Je bossais à l'atelier qui était situé au siège social à Nanterre, je reconditionnais des copieurs et j'apprenais mon nouveau métier. J'avais été embauché trois ans plus tôt seulement. Délégué syndical, je m'étais fait élire délégué du personnel et délégué du Comité d'entreprise, j'en étais le trésorier adjoint.

Quand la direction décida de revenir sur les augmentations générales des salaires programmées, pour autant que je me souvienne, je n'ai pas réfléchi, spontanément je me suis dit : si on se lance dans une bataille, c'est pour gagner ou leurs soutirer le maximum, seule une grève illimitée et le blocage de la boîte les fera plier rapidement.

Partant de là, j'ai fait le tour du siège pour tester l'état d'esprit des salariés, J'ai rencontré la quasi-totalité du personnel, y compris les cadres et le délégué syndical de la CGC, de leur côté ils avaient leurs revendications, je lui apporté mon soutien et je lui ai proposé de marcher ensemble, ce qu'il a accepté, en fait j'allais me retrouver tout seul pour organiser cette grève. J'ai annoncé la couleur aux salariés, grève illimitée jusqu'à satisfaction ou rien, c'est à prendre ou à laisser.

Devant ma détermination, ils ont fait preuve d'un enthousiasme que je ne soupçonnais pas avant, c'est ainsi que plus de 90% du personnel se mit en grève avec occupation, y compris l'encadrement. On se réunissait en assemblée générale tous les jours et on votait à main levée la reconduction de la grève en présence du représentant de la direction. Comment cela se passait, c'est très simple, une fois qu'il avait pris la parole pour appeler à la reprise du travail, je prenais la parole, des salariés qui souhaitaient intervenir exprimaient leurs points de vue, ensuite on procédait au vote. On ne pouvait pas faire plus démocratique.

Et toutes les discussions que je pouvais avoir avec la direction se déroulaient en présence du personnel, de cette manière les salariés contrôlaient entièrement le déroulement de la grève. Oui, chacun assumait pleinement ses responsabilités, les travailleurs en sont parfaitement capables dès lors qu'on leur en donne la possibilité, qu'on leur fait confiance.

Eh oui camarades, c'est là que le bas blesse, nos dirigeants aux cerveaux ramollis par des décennies de collaboration de classes n'ont pas ou plus confiance dans les travailleurs, ils n'ont pas confiance dans le socialisme autrement dit !

Je sais qu'il y en a parmi vous qui me prennent pour un charlot ou un connard, un mec tout juste bon à broyer du dirigeant ou lancer en l'air des idées qui s'évaporeront dans l'atmosphère ou qui n'atterriront nulle part, je leur ferais remarquer que depuis longtemps je suis passé à l'exercice pratique, l'expérience que j'ai relatée date de 30 ans, certes, mais justement, 30 ans plus tard je suis resté fidèle aux idées que j'avais mises en pratique sur le terrain, sans y changer quoi que ce soit, ce qui n'est manifestement plus le cas de vos dirigeants, je n'aurais pas la cruauté d'en fournir ici un exemple.

Vous avez raison de penser que c'est bien beau d'avoir de belles idées, mais si on ne peut pas les mettre en pratique, cela ne sert à rien, c'est de la masturbation intellectuelle, etc. Je n'ai pas attendu 2012 pour passer à l'épreuve pratique, et si j'ai arrêté de militer pendant vingt ans, c'est bien parce que j'ai conservé intact mes convictions pendant ces nombreuses années que je peux aujourd'hui défendre les mêmes idées qu'hier, mieux d'ailleurs, puisque ou plutôt parce que j'ai rompu avec mon ancien



parti (l'OCI, aujourd'hui le CCI du POI), sinon cela aurait été impossible.

Je vais vous dire un truc, je crois l'avoir déjà écrit un jour, peu importe. Quand j'ai fait le tour du siège social, j'ai rencontré la secrétaire du directeur du marketing, elle avait l'allure d'une bourgeoise, elle avait un salaire nettement supérieur à la moyenne des employées de bureau, comparable à celle d'un cadre. Jusque là nous n'avions jamais parlé ensemble, je la croisais régulièrement en s'échangeant un signe de politesse. Elle s'est déclarée favorable à la grève et elle y a effectivement participé jusqu'au bout. J'ai oublié de vous dire que nous avons obtenu satisfaction sur la totalité de nos revendications, y compris le paiement intégral des jours de grève et des primes repas, c'est qu'on mange quand même quand on fait grève !

Avant de se déclarer favorable à la grève, cette salariée m'a fait une réflexion qui est restée graver dans mon cerveau : vous savez monsieur Tardieu, il y a des gens qui ne vous aiment pas beaucoup, qui n'apprécient pas particulièrement vos idées, mais il faut reconnaître que vous avez de la suite dans les idées et que vous faites preuve d'une telle détermination que vous inspirez le respect, si les gens vous suivent, ce sera uniquement pour cela...

Bon, je savais qu'elle faisait partie des salariés qui ne m'aimaient pas vraiment, un irréductible bolchevik, imaginez un peu, mais là n'était pas la question ou l'essentiel, notre cause passait avant toute appréciation d'ordre personnel et il se trouvait que nos intérêts se rejoignaient ponctuellement, il était donc de mon devoir de tout mettre en oeuvre pour profiter de cette occasion qui ne se renouvellement peut-être pas d'ici longtemps pour gagner contre la direction.

Cette femme d'environ 35 ans était le genre de salariée dont on se dit qu'elle est réactionnaire et qu'elle ne participera jamais à une grève ou un mouvement social, et pourtant.

C'est cette leçon qu'il faut retenir, qu'il faut avoir à l'esprit en permanence, c'est l'un des facteurs déterminant sur lequel repose le socialisme, si on le perd de vue, on ne comprend plus rien, on est foutu politiquement, on ne croit plus dans les travailleurs, on ne croit plus dans le socialisme, il ne nous reste plus qu'à nous adapter au capitalisme.

A Rennes avant-hier, une partie de l'encadrement a débrayé avec les ouvriers. J'ai regardé une vidéo dans laquelle la déléguée FO était interviewée, elle n'en revenait pas, une divine surprise pour elle, du coup elle n'a pas été capable d'aligner deux phrases cohérentes, bafouillant en se demandant si le nouveau plan social incluait le précédent ou le remplaçait ou encore s'il fallait les additionner, visionnez-là c'est révélateur de la conception de la lutte de classe que peuvent avoir les représentants syndicaux en règle générale puisque les syndicats sont complètement gangrenés.

Si parfois je m'autorise de m'en prendre aux ouvriers, j'en suis un également, c'est parce que je sais de quoi ils sont capables du pire comme du meilleur, et qu'en s'adressant au meilleur d'eux-mêmes on peut les aider à progresser, à faire des choses dont ils ont même pas idée.

En fait cela revient à dire qu'ils sont meilleurs que ce qu'ils pensent d'eux-mêmes, qu'ils sont capables de ce qu'on qualifiait d'impossible hier encore ou on le pensait sans oser l'avouer ; c'est aussi pour cette raison que je tire à boulets rouges sur les ouvriéristes : ah les pauvres ouvriers rien ne serait de leur responsabilité, ils sont si faibles, si démunis, etc. alors qu'en réalité chacun conserve sa faculté de réagir librement face à une situation dès lors qu'on vous aide à la comprendre ou l'affronter. Comment voudriez-vous que les travailleurs prennent confiance en eux si vous les désresponsabiliser en permanence ? Chaque travailleur bosse pour nourrir ses gosses, il sait donc ce que cela signifie assumer ses responsabilités, il ne faudrait pas le prendre pour plus ignorant qu'il ne l'est. En tenir compte, c'est le meilleur moyen de le respecter selon moi.

Ceux qui disent aux travailleurs : il n'y a pas de fatalité à la crise du capitalisme, sont généralement les premiers à estimer que la dégénérescence du mouvement ouvrier relèverait d'une affreuse fatalité, inconsciemment ou sans oser l'avouer, parce qu'ils n'ont jamais réussi à s'attaquer à la racine du problème, ils n'ont jamais réussi à trouver la méthode appropriée pour s'adresser aux travailleurs et finalement à construire le parti.

---

## **ACTUALITE EN TITRES**

### **En famille. Recyclage.**

- Gordon Brown nommé envoyé spécial de l'ONU pour l'éducation - AFP

Collaboration, collusion, consensus, complot, non ? La sainte-alliance contre-révolutionnaire à l'échelle nationale et internationale du parti de l'ordre et du parti social-libéral est un fait établi que les dirigeants des partis ouvriers continuent de nier, pas forcément dans leurs discours, dans les faits.



Pourquoi ? Parce qu'ils conservent des liens avec les partis sociaux-libéraux et ne voudraient pas qu'on les accuse d'être les complices de leurs méfaits contre la classe ouvrière et les peuples. Alors qu'ils rompent avec eux !

[Haut de page ↗](#)

---

**Le 16 juillet**

## **CAUSERIE**

J'ai archivé les articles des différentes rubriques dans les dossiers appropriés. Le site est à jour.

### **Un courriel reçu et ma réponse.**

Un camarade métallo (ex-PT) a écrit : *"C'est cuit une fois de plus pour Aulnay et pour la classe ouvrière.*

*Compte tenu du degré de conscience de classe en France, la formule du POI qu'ils rabâchent depuis des décennies dans la Vérité " la classe est défaite mais pas battue " ou vice versa je ne sais plus, est une connerie abominable!"*

Tu as raison, à force d'être battue, elle finit par être défaite, tout fout le camp, c'est du pareil au même, sauf pour ceux qui ont encore les moyens de vivre comme avant ou qui n'ont pas en permanence suspendu au-dessus de leur tête l'épée de Damoclès du chômage, de tomber dans la précarité, de ne plus pouvoir payer leur loyer ou leurs traites, d'être expulsés et de se retrouver à la rue, de sombrer dans la pauvreté, la misère.

Ici en Inde, ce constat je l'ai tous les jours sous les yeux, c'est abominable, sauf pour les fonctionnaires qui sont de véritables nantis par rapport au reste des travailleurs, aussi bien sur le plan des conditions de travail puisqu'ils sont les seuls à bénéficier de deux jours de repos par semaine, que sur celui des rémunérations ou de la garantie d'emploi, tandis qu'en dehors des grandes entreprises, les travailleurs indiens ne disposent même pas d'un contrat de travail, quant au salaire minimum il n'existe pas. Ce qui vous attend en France, en Grèce, en Espagne, etc. je l'ai sous les yeux tous les jours. Alors tourner autour du pot, se livrer à des tergiversations, se poser des questions grotesques sur les réelles intentions du gouvernement par exemple, j'en suis totalement incapable, déjà que ce n'est pas dans ma nature, je dis ce que je pense, ça passe ou ça casse peu importe.

Au lieu de se saisir de l'opportunité d'être implanté dans la fonction publique pour armer politiquement les fonctionnaires, le POI et avant lui le PT et l'OCI se sont toujours employés à flatter la crasse ignorance des fonctionnaires du fonctionnement de l'Etat, leur employeur. Ils n'y sont pour rien, je parle des fonctionnaires, ils se laissent vivre ou ils sont manipulés par les appareils des syndicats avec la complicité du POI, du NPA et de LO, sans parler du PCF évidemment. Le PS, c'est autre chose, il est dans l'autre camp avec Chérèque, celui de nos ennemis.

Ils ont tous démissionné ou ils sont complètement paumés, ce qui revient au même. A moins qu'ils ne soient tous complices du régime, au choix ou à la fois. Quand tu diriges un parti en étant encore jeune, que tu te retrouves complètement coupé des masses, au bout d'un certain temps, tes analyses ne partent plus de la réalité telle qu'elle est, mais telle que toi tu la perçois dans ton bureau obscur au fond d'une cour obscur situé dans un bâtiment qui l'est tout autant. Et quand en plus tu te prends pour l'"*héritier*" de Trotsky sans en avoir les qualités, c'est pire encore, car tu seras porté à t'en rendre d'autant moins compte, les flatteries de ta cour couvriront tes lacunes et tes grossières erreurs qu'elle aura elle-même soutenues pendant des décennies.

A l'époque de l'OCI, ils ont volontairement laissé passer l'occasion de fonder un nouveau syndicat quand ils contrôlaient l'Unef, une partie de FO et ce qui est aujourd'hui la FSU, préférant laisser les mains libres aux appareils pourris des syndicats. Je ne connais pas suffisamment l'histoire de SUD pour en parler, je constate simplement que d'autres ont démontré que c'était parfaitement possible de le faire, donc le tandem Lambert-Gluckstein n'a aucune excuse, il porte en grande partie la responsabilité de la situation actuelle du syndicalisme en France et plus largement de la décomposition du mouvement ouvrier.

Ce que certains ont appelé le pablisme et le lambertisme étaient en réalité les deux faces de la même pièce à l'effigie du stalinisme et du réformisme. Les militants n'ont pas été capables de le discerner, il est désormais trop tard, il leur faut construire un nouveau parti.

Il faut être lucide, il n'existe pas d'autres alternatives, on peut retourner le problème mille fois dans tous les sens on arrivera toujours à cette conclusion. Il n'y a plus qu'à espérer qu'un ou plusieurs dirigeants armés de la méthode du marxisme et partageant l'essentiel de nos analyses, rompent avec ces partis pour en fonder un autre sur la base du programme de la révolution socialiste. Il faut être patient, très patient, c'est difficile de l'être en permanence, on doit absolument faire cet effort, car ce parti aura besoin de toutes les bonnes volontés pour émerger, chaque militant comptera.

Toi, camarade, tu es à la retraite, tu n'es pas loin de 70 piges, tu pourrais te la couler et te foutre de tout cela, mais après plus de 40 ans de militantisme, ça te ronge, ça te bouffe la vie de voir comment les choses tournent du mauvais côté et qu'on est réduit à l'impuissance, pris littéralement en otage par les dirigeants vendus de ces partis.

Moi de mon côté, j'ai encore de quoi vivre normalement sous les tropiques, je pourrais aussi me la couler douce et finir mes jours tranquillement au soleil en faisant abstraction de la misère environnante, omniprésente en réalité. Mais voilà, il semblerait que je ne sois pas vraiment fait pour cette vie-là, d'autres s'en accommodent très bien, ils sont concernés indirectement seulement par la misère ambiante, ils la conceptualisent au besoin et le tour est joué.

Je m'identifie au monde extérieur et il est tellement laid et insupportable que je n'arrive pas à me faire une raison, à me dire : tu t'en fous, tu n'y es pour rien après tout, tu n'as rien fait pour que le monde soit aussi détestable et tu n'y es pour rien si tu es incapable de le changer, passe à autre chose, écoute de la musique et fume-toi un pétard tu verras comme la vie est agréable, bon, l'un n'empêche pas l'autre sauf que je pense, comme la vie pourrait être agréable, je ne perds jamais de vue qu'elle ne l'est pas vraiment, pas pour tout le monde, pas pour des millions et millions dans le monde, cela fait trop pour oublier comment est réellement le monde, franchement détestable, l'expression *il faut faire table rase du passé* n'a jamais aussi bien porté son nom.

Dans deux ans on commémorera la faillite de la social-démocratie, son passage avec armes et bagages dans l'autre camp, de l'autre côté de la barricade. On prépare les munitions pour tirer à boulets rouges sur ceux qui auraient encore un fâcheux doute sur la question. Il faudrait faire la liste des crimes commis par les tenants de la social-démocratie devenue social-libéralisme au cours du XXe siècle, ainsi que ceux auxquels elle a été associée ou qu'elle a permis d'être perpétrés par le parti officiel de l'ordre.

Nos camarades fonctionnaires sont les plus à plaindre quelque part surtout quand on leur sert les mêmes recettes que pour nos camarades du secteur privé, parce qu'ils n'y sont pas du tout préparés, au point qu'ils en viennent à se suicider sur leur lieu de travail. Cela non plus on ne l'a pas entendu dans la bouche de nos dirigeants, et pour cause.

Dans le secteur privé, on a une vie de chien, on est livré aux prédateurs du marché, à des patrons avides de profit et de pouvoir, pour eux, on est une marchandise comme une autre et rien de plus, ils consomment notre force de travail, et quand celle-ci s'épuise ou leur coûte trop cher, sans hésiter ils la balancent comme un vulgaire Kleenex. Voilà ce que nos camarades fonctionnaires passés au secteur privé découvrent et subissent, supportent difficilement.

Je vais t'avouer un truc mon cher camarade, cela fait des années que je me dis : bordel est-ce qu'un jour la révolution va éclater en France que je puisse enfin rentrer au pays car j'en ai marre de vivre dans ce trou à l'autre bout du monde. Je ne me fais pas d'illusions évidemment, c'est juste un truc qui me traverse l'esprit et je n'y pense plus l'instant d'après, ce n'est pas comme lorsque tu as le ventre vide et que cela commence à te donner des contractions dans le bas du ventre, tu ne peux pas t'empêcher d'y penser, la douleur te le rappelle sans cesse.

Etonnant que je te raconte cela, comment je le sais, non je ne l'ai pas lu ou entendu quelque part, j'en ai fait une brève expérience juste après avoir quitté le domicile familial et je ne l'ai jamais oublié. Cela te marque, assurément, c'est comme une marque indélébile au fer rouge, ça te forge le caractère aussi, après cela tu n'es pas vraiment porté au compromis, car dans une telle situation il n'y a pas de place pour ce genre d'arrangement, quand ta conscience est descendue au niveau de ton estomac, il ne faut pas trop lui en demander, surtout pas de comprendre pourquoi tu subis cette injustice.

Bien des choses m'exaspèrent chez les Indiens, mais quand je vois quel cauchemar ils subissent quotidiennement, je comprends qu'il leur soit difficile de se projeter dans l'avenir et d'imaginer qu'il pourrait être meilleur, c'est aussi la raison pour laquelle ils se rendent si nombreux au temple, à la mosquée ou à l'église.

Leur sort dépend en grande partie de la tournure que va prendre la lutte des classes en France en particulier et en Europe. C'est pourquoi nous avons une responsabilité énorme à assumer devant l'humanité entière, il faut l'avoir à l'esprit en permanence. Tout repose sur l'attitude de nos dirigeants, ceux du POI et accessoirement du NPA et de LO. Je ne sais pas s'ils en ont vraiment conscience et s'ils sont vraiment à la hauteur de la situation, j'en doute fortement et je ne m'en cache pas, mais quelque part je l'espère encore, disons qu'en attendant des jours meilleurs on a guère le choix. Ce n'est pas une question de personne, mais politique uniquement.

Quand tu ne vois pas ou plus comment avancer, tu as tendance instinctivement à te replier sur toi toi-même, sur le plan théorique cela donne le dogmatisme parfois doublé du sectarisme, et une fois que le mauvais pli est pris, cela devient très difficile d'en sortir. C'est comme lorsque tu t'es engagé profondément ou pendant des années dans une mauvaise voie, faire marche-arrière est devenu impossible, en changer réclame un effort énorme que peu sont réellement capables d'accomplir, car entre temps leur vie s'est identifiée avec leur parti tel qu'ils l'ont forgé et vice versa.

Quand tu avances en âge, tu te rends compte des progrès que tu as réalisés au cours de ta vie, dans le meilleur des cas tu es parvenu à élever ton niveau de conscience du fonctionnement de la société notamment... Et quand tu observes ce qu'il en est autour de toi et que tu t'aperçois que tu fais figure d'exception, tu te demandes comment cela est possible, tu peux aussi en être effrayé car ce constat est terrible, et si tu penses aux 7 milliards que nous sommes sur terre, tu es prêt à tomber à la renverse et

à ne pas t'en remettre tellement c'est effroyable, le nombre de militants vraiment conscient est inférieur aux 186 000 hyper riches dénombrés dans le monde par exemple.

Ou alors, une fois que tu t'es pris la réalité en pleine figure, tu te dis que ton devoir est de tout faire pour aider ta classe (et les militants) à progresser, tu dois te mettre à son niveau pour l'aider à progresser, tu dois trouver le langage, la syntaxe, la sémantique, le discours qui favorisera sa prise de conscience et lui permettra de se saisir du socialisme, tu n'as pas d'autre alternative que continuer le combat.

Notre combat peut apparaître à un moment donné à contre-courant de l'état d'esprit des masses ou du cours des choses, on peut se retrouver totalement marginalisés, certains le vivent très mal et capitulent, la Gauche anticapitaliste du NPA vient d'en faire la démonstration après d'autres, ils ne seront pas les derniers non plus, on aura l'occasion d'en reparler très prochainement.

Vécu comme une malédiction, on peut tout brader ou presque pour tenter de conjurer le mauvais sort qui semble insaisissable et s'acharner sur nous. En vain, en réalité on ne fait que précipiter et accompagner la descente aux enfers à laquelle la société toute entière semble condamnée et nous avec. Ou alors on s'accroche à nos principes, à nos convictions qui reposent sur notre interprétation de l'évolution et du fonctionnement du capitalisme qui conduisent inéluctablement à son effondrement, sur les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes principalement, à notre foi inébranlable dans la classe à se hisser à la hauteur des tâches historiques qu'elle a à accomplir, le socialisme.

Aux travailleurs de PSA, il faut dire la vérité en face, toute la vérité, ce qui est, ce qui n'est, ce qui devrait être, ce qui pourrait être, pourquoi ils en sont là et qu'est-ce qu'il faudrait faire pour que la situation change à leur avantage, ce qui vaut pour tous les travailleurs du pays toutes catégories confondues du secteur privé et public...

Ceux qui n'auront pas le courage de leur dire en face, comment voudriez-vous qu'ils soient capables d'assumer leurs responsabilités face à des soldats armés jusqu'aux dents, des chars, etc. lors d'une révolution. Vous avez le droit de vous poser cette question, vous en avez encore le temps, dites-vous bien que c'est un luxe par les temps qui courent, cela ne durera pas éternellement, réfléchissez bien à deux fois avant de décréter que l'auteur de ces lignes est un farfelu ou je ne sais quoi, cela s'adresse à mes détracteurs.

**PSA. Direction, gouvernement et syndicat jaune même combat. A bas les privilèges des patrons et des actionnaires !**

**A la virgule près, le gouvernement Hollande-Ayrault-Montebourg-Moscovici tient le même discours que la direction de PSA.**

«*Le plan soumis au Comité central d'entreprise n'est pas acceptable en l'état, il faut en améliorer considérablement la qualité*», a déclaré Pierre Moscovici au cours du Grand Rendez-Vous Europe1/iTélé/Le Parisien, reprenant les termes exacts du président François Hollande la veille.

(En entendant cela, à la place des actionnaires, je me dirais : il faut foncer, on a le feu vert du gouvernement qui est de notre côté, on va en remettre une couche en annonçant quelques milliers de suppressions de postes supplémentaires. Ils ne le feront pas, mais d'autres chefs d'entreprises ou dirigeants de conseils d'administration vont saisir l'opportunité, cela pourrait être plus juteux encore que sous Sarkozy, en réalité, ils y sont encouragés par le gouvernement qui en plus va financer une partie de leurs plans sociaux à leur place, du pain béni pour eux, c'est le moment ou jamais d'en profiter. - Ndlr)

«*Il faut faire en sorte d'avoir des mesures structurelles pour garantir la pérennité de la filière*», a ajouté M. Moscovici, «*il y a la nécessité de conforter cette filière qui fera en sorte de soutenir les constructeurs mais aussi les équipementiers et la sous-traitance*».

(C'est exactement le même discours que les patrons du secteur automobile qui n'ont pas une tendance suicidaire à notre connaissance. Que font les patrons de ce secteur d'activité sinon mettre en place des "des mesures structurelles pour garantir la pérennité" de leurs entreprises, ce qui signifie effectivement que le gouvernement va "soutenir les constructeurs mais aussi les équipementiers et la sous-traitance" qui suppriment des milliers d'emplois et licencient en masse.

Le gouvernement a choisi son camp. Cela vous étonne, non, je vous pose la question car il y a des dirigeants dans nos rangs qui ont osé la poser, ceux du POI (notamment) pour ne pas les citer. Comme c'était déjà inscrit depuis le 6 mai (ou avant même), cela revient à avoir colporté des illusions dans un gouvernement qui se situe au côté du patronat. Question : en agissant de la sorte, ces dirigeants se situent dans quel camp ? - Ndlr)

«*Il a des plans sociaux qui ont été différés, c'est l'évidence. Nous avons un héritage très dur, un déficit de confiance des acteurs et aussi un déficit de compétitivité, et nous sommes en train de solder cet héritage*», a-t-il souligné.

(Encore le même discours que le président du directoire de PSA sur le "déficit de compétitivité". Il s'agit bien un gouvernement du capital contre le travail. - Ndlr)

«François Hollande a la volonté politique de faire en sorte que le nombre d'emplois supprimés soit réduit et qu'il n'y ait pas de licenciement», a-t-il rappelé.

(Les même propos que Varin (président du directoire de PSA) à la virgule près. Pour endormir les esprits faibles, les naïfs, les crétiens, les ignares. - Ndlr)

Quant au site d'Aulnay (Seine-Saint-Denis), dont PSA a annoncé la fermeture, M. Moscovici a une fois de plus répété les propos de François Hollande: «il sera réindustrialisé» sans se prononcer sur le maintien ou non du centre de production Peugeot. Il a également fait une allusion à la famille Peugeot: «Ce sont des gens discrets mais on les connaît, je préfère qu'il y ait un actionariat français et familial», a-t-il indiqué. (liberation.fr 15.07)

(Comme ils les "aiment" les riches ! La famille Peugeot est domiciliée en Suisse où elle planque une grande partie de sa fortune, et bien nous nous préfererions tout lui prendre ! D'ailleurs absolument rien ne lui appartient, ce sont des générations d'ouvriers et cadres qui ont fait cette entreprise, pas les parasites qui trônent à sa direction et qu'il faut mettre dehors. - Ndlr)

### **Les jaunes passent à l'action.**

Ce que vous allez lire ci-dessous, c'est la position sur laquelle sont tous les syndicats à l'exception de SUD à Aulnay, jusqu'à preuve du contraire, la capitulation en rase campagne, la trahison. Les uns et les autres vont s'efforcer de faire croire qu'elle correspond à l'état d'esprit des travailleurs de PSA, ce qui est faux, car, quand tu sais que tu n'as plus rien à perdre, tu te lances tête baissée dans la bataille pour sauver ta peau, l'enjeu est si grand qu'il n'y a plus de place pour des hésitations ou pour la réflexion.

Si les choses ne se passent pas de la sorte, c'est parce qu'en amont ils sont trahis et ils n'ont pas la force de partir seuls ou presque au combat, sans direction c'est hasardeux, mais il arrive aussi qu'ils passent outre et foncent. Pour cela il faudrait que les représentants d'un syndicat minoritaire manifestent une telle détermination à aller jusqu'au bout de ce combat pour que les ouvriers le hissent à la tête de leur mouvement. Est-ce que les représentants de SUD possèdent les qualités requises pour prendre la direction de ce combat ? Je n'en sais rien, nous le verrons bien dans les jours ou semaines à venir.

- La déléguée du SIA, syndicat majoritaire à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), Tania Sussest, a souhaité dimanche "de vrais engagements" de la part du chef de l'État pour soutenir les salariés de l'usine dont PSA a programmé la fermeture en 2014. "On va demander très vite à M. Hollande de nous recevoir. On attend qu'il prenne de vrais engagements, fasse de vraies propositions pour assurer l'avenir des salariés d'Aulnay", a déclaré à l'AFP Mme Sussest.

La déléguée a "l'impression que les politiques sont un peu complices". "Je ne me fais aucune illusion, PSA est un grand groupe privé. Déjà, ils n'ont rien pu faire chez Renault et l'ont laissé délocaliser la production en Afrique du Nord", a-t-elle ajouté. Du plan pour l'automobile du gouvernement, elle attend "de vraies aides tournées vers les salariés", souhaitant que l'État ne remplisse pas "les caisses de PSA" à cette occasion. Au lieu de donner de l'argent aux constructeurs, "il faudrait inciter les repreneurs à reprendre prioritairement les anciens PSA d'Aulnay", suggère-t-elle.

Pour la syndicaliste, ce qui compte désormais, c'est de négocier de bonnes conditions de reclassement et d'accompagnement. "On sait pertinemment qu'il existe une latitude de négociation, les mesures proposées en l'état sont dérisoires", souligne-t-elle. Les salariés d'Aulnay et de Rennes "se mobiliseront le 25 juillet", lors du prochain comité central d'entreprise devant examiner le plan. Le SIA réclamera "une indemnité de 50 000 euros minimum", au lieu "des 1 000 euros par année proposés actuellement".

Sur les 8 000 postes à supprimer, PSA espère trouver 6 500 volontaires au départ. Le groupe prévoit de reclasser 1 500 salariés d'Aulnay à Poissy (Yvelines). "Il n'y aura pas plus de 1 000 personnes reclassées, il ne faut pas rêver", pronostique Mme Sussest, selon laquelle, en outre, "ceux qui travaillent à Amiens, Reims et Soissons ne pourront pas suivre à Poissy. Les distances sont trop longues et un déménagement n'est pour beaucoup pas envisageable". (lepoint.fr 15.07)

La question qui est posée, c'est la remise en cause ou non de la propriété privée des moyens de production qu'incarne les actionnaires de PSA et le gouvernement qui en est le garant conformément à la Constitution de la Ve République. C'est au nom de ce privilège exorbitant et défendu par l'Etat (sa justice, sa police, son armée) que les actionnaires jettent à la rue des milliers de travailleurs et ruinent leur vie. Il faut déclarer illégitime leur pouvoir et appeler à en finir avec leurs privilèges.

Donc la question qui est posée est celle de l'expropriation des actionnaires et la constitution d'un gouvernement ouvrier qui garantisse la propriété collective des moyens de production, à laquelle correspond la répartition du travail et des richesses produites entre tous les travailleurs de ce pays, la fin du chômage, de la précarité et de la pauvreté.

### **Défense du marxisme**



Je ne sais plus si j'avais déjà reproduit ce passage fameux de Karl Marx extrait de son ouvrage *Les luttes de classes en France* (1848-1850). Il montre que la soumission de l'État aux gangsters de la finance ne date pas d'hier en vérité. Le plus surprenant sans l'être vraiment puisqu'on s'est employé à ce qu'il en soit ainsi, que les masses exploitées l'ignorent toujours, jusqu'aux employés et syndicalistes des banques, à se demander à quoi servent vraiment ces derniers...

- La pénurie financière mit, dès le début, la monarchie de Juillet sous la dépendance de la haute bourgeoisie et cette dépendance devint la source inépuisable d'une gêne financière croissante. Impossible de subordonner la gestion de l'État à l'intérêt de la production nationale sans établir l'équilibre du budget, c'est-à-dire l'équilibre entre les dépenses et les recettes de l'État. Et comment établir cet équilibre sans réduire le train de l'État, c'est-à-dire sans léser des intérêts qui étaient autant de soutiens du système dominant, et sans réorganiser l'assiette des impôts, c'est-à-dire sans rejeter une notable partie du fardeau fiscal sur les épaules de la grande bourgeoisie elle-même ?

L'endettement de l'État était, bien au contraire, d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui gouvernait et légiférait au moyen des Chambres. C'était précisément le déficit de l'État, qui était l'objet même de ses spéculations et le poste principal de son enrichissement. A la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt. Or, chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie une nouvelle occasion de rançonner l'État, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de traiter avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables. Chaque nouvel emprunt était une nouvelle occasion, de dévaliser le public qui place ses capitaux en rentes sur l'État, au moyen d'opérations de Bourse, au secret desquelles gouvernement et majorité de la Chambre étaient initiés. En général, l'instabilité du crédit public et la connaissance des secrets d'État permettaient aux banquiers, ainsi qu'à leurs affiliés dans les Chambres et sur le trône, de provoquer dans le cours des valeurs publiques des fluctuations insolites et brusques dont le résultat constant ne pouvait être que la ruine d'une masse de petits capitalistes et l'enrichissement fabuleusement rapide des grands spéculateurs (on parle aujourd'hui de délits d'initiés, le dernier en date, l'affaire du Libor. - Ndlr). Le déficit budgétaire étant l'intérêt direct de la fraction de la bourgeoisie au pouvoir, on s'explique le fait que le budget extraordinaire, dans les dernières années du gouvernement de Louis-Philippe, ait dépassé de beaucoup le double de son montant sous Napoléon, atteignant même près de 400 millions de francs par an, alors que la moyenne de l'exportation globale annuelle de la France s'est rarement élevée à 750 millions de francs. En outre, les sommes énormes passant ainsi entre les mains de l'État laissaient place à des contrats de livraison frauduleux, à des corruptions, à des malversations et à des escroqueries de toute espèce. Le pillage de l'État en grand, tel qu'il se pratiquait au moyen des emprunts, se renouvelait en détail dans les travaux publics. Les relations entre la Chambre et le gouvernement se trouvaient multipliées sous forme de relations entre les différentes administrations et les différents entrepreneurs.

De même que les dépenses publiques en général et les emprunts publics, la classe dominante exploitait aussi les constructions de lignes de chemin de fer. Les Chambres en rejetaient sur l'État les principales charges et assuraient à l'aristocratie financière spéculatrice la manne dorée. On se souvient des scandales qui éclatèrent à la Chambre des députés lorsqu'on découvrit, par hasard, que tous les membres de la majorité, y compris une partie des ministres, étaient actionnaires des entreprises mêmes de voies ferrées, à qui ils confiaient ensuite, à titre de législateurs, l'exécution de lignes de chemins de fer pour le compte de l'État.

Par contre, la moindre réforme financière échouait devant l'influence des banquiers, telle, par exemple, la réforme postale. Rothschild protesta, l'État avait-il le droit d'amoindrir des sources de revenu qui lui servaient à payer les intérêts de sa dette sans cesse croissante ?

La monarchie de Juillet n'était qu'une société par actions fondée pour l'exploitation de la richesse nationale française dont les dividendes étaient partagés entre les ministres, les Chambres, 240 000 électeurs et leur séquelle. Louis-Philippe était le directeur de cette société : Robert Macaire sur le trône. Le commerce, l'industrie, l'agriculture, la navigation, les intérêts de la bourgeoisie industrielle ne pouvaient être que menacés et lésés sans cesse par ce système. Aussi, celle-ci avait-elle inscrit sur son drapeau, pendant les journées de Juillet : Gouvernement à bon marché.

Pendant que l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'État, disposait de tous les pouvoirs publics constitués, dominait l'opinion publique par la force des faits et par la presse, dans toutes les sphères, depuis la cour jusqu'au café borgne se reproduisait la même prostitution, la même tromperie éhontée, la même soif de s'enrichir, non point par la production, mais par l'escamotage de la richesse d'autrui déjà existante. C'est notamment aux sommets de la société bourgeoise que l'assouvissement des convoitises les plus malsaines et les plus déréglées se déchaînait, et entrait à chaque instant en conflit avec les lois bourgeoises elles-mêmes, car c'est là où la jouissance devient crapuleuse, là où l'or, la boue et le sang s'entremêlent que tout naturellement la richesse provenant du jeu cherche sa satisfaction. L'aristocratie financière, dans son mode de gain comme dans ses jouissances, n'est pas autre chose que la résurrection du lumpenprolétariat dans les sommets de la société bourgeoise. Fin

Excellent, non ? "*l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'État*, on est en plein dedans, non ? Même qu'un DSK pourrait s'y retrouver ! Qui a dit que Marx était mort ou que le marxisme était obsolète ?



## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **Congo**

La participation dimanche au 1er tour des législatives au Congo a été estimée à 15% par une ONG et la Commission électorale l'a jugée faible dans les grandes villes, sans la chiffrer, pour ce scrutin où le camp du président Denis Sassou Nguesso devrait conserver une large majorité à l'Assemblée nationale.

Les résultats ne devraient pas être annoncés avant mardi. Un second tour est prévu le 5 août.

Dans ce pays riche en pétrole - dont la gestion des revenus est régulièrement critiquée - mais où la moitié des 4 millions d'habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté, le scrutin s'annonce sans réel suspense.

Le puissant Parti congolais du travail (PCT) du chef de l'Etat Denis Sassou-Nguesso, et ses alliés espèrent conserver la majorité absolue à l'Assemblée, où l'opposition ne compte qu'une douzaine d'élus sortants. (AFP 15.07)

### **SOCIAL**

#### **Egypte**

Plus de 23.000 salariés de la plus grande entreprise de textiles d'Egypte se sont mis en grève dimanche en réclamant une revalorisation de leurs salaires.

L'usine de la société nationale Misr Spinning and Weaving, à Mahalla dans le delta du Nil, a déjà connu en 2008 des manifestations qui ont déclenché une vague de grèves à travers le pays, considérée par beaucoup comme le catalyseur de la révolte qui a abouti à la chute du président Hosni Moubarak en février 2011.

Sept mille des grévistes de Misr Spinning and Weaving ont organisé un sit-in dans l'usine en réclamant une hausse des salaires de base, le renvoi de responsables corrompus et l'amélioration des conditions dans l'hôpital rattachés à l'entreprise.

"Je demande au président Mohamed Morsi de prêter attention aux travailleurs qui l'ont élu", a déclaré un militant syndicat de l'usine, Wedad El Demerdach, en assurant que le sit-in se poursuivrait jusqu'à ce que les revendications des grévistes aient été satisfaites.

De nombreux salariés égyptiens, encouragés par le soulèvement du début 2011, ont élargi les revendications politiques à la sphère économique et observé des grèves ces derniers mois dans l'espoir d'obtenir des augmentations et une amélioration de leurs conditions de travail. La majeure partie de ces mouvements sociaux ont pris fin, mais certains arrêts de travail continuent d'être observés de temps à autre.

De petites manifestations ont lieu devant le palais présidentiel au Caire depuis l'élection de Mohamed Morsi, membre des Frères musulmans. Nombre de ces rassemblements portent sur les questions du chômage et des salaires. (Reuters 15.07)

[Haut de page ↗](#)

---

#### **Le 17 juillet**

### **CAUSERIE**

Dans la rubrique MES et TSCG, j'ai mis en ligne le TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance), 25 pages.

#### **Quand Maily plante un couteau dans le dos des travailleurs de PSA.**

Un rappel pour planter le décors.

Extrait de la causerie du 22 juin 2012.

"Comme disait la grand-mère de Martine Aubry, quand c'est flou, il y a un loup, eh bien, on va demander à lever le loup", a lancé sur RTL Jean-Claude Mailly...

Mais si monsieur Mailly a de graves problèmes de vision, peut-être qu'il ne s'agit pas d'un loup... mais d'un renard !

*Informations ouvrières* (n°205), hebdomadaire du POI, (...) page 3 en titre : " *Et en France, que va faire le gouvernement ?*", titre de l'éditorial de D. Gluckstein : "*Et maintenant ?*".

A propos de PSA : "*Difficile... Que va faire le gouvernement ? Va-t-il donner la garantie, par son intervention directe, du maintien du site et de tous les emplois ?*"

Feindre l'ignorance a ses limites monsieur Gluckstein, à en abuser vous allez passer pour un vulgaire manipulateur.

Les camarades du CCI-T ont relevé ceci dans *Combattre pour en finir avec le capitalisme* du mois de juin (en ligne dans le site) :

- "*Michel Sapin, interrogé sur les menaces pesant sur l'emploi à PSA, a laissé échapper cette phrase : « Ce n'est pas le gouvernement qui dirige et possède PSA » qui sonne comme celle de Jospin « l'Etat ne peut pas tout faire » sur Renault- Villevoorde à l'époque.*"

Bien entendu, Gluckstein n'a rien entendu du tout, il n'a même pas souvenir de la répartie de Jospin, non, non, il nous demande de le croire sur parole, qu'il n'y compte pas, c'est une illusion de trop ! Tout cela pour quoi ? Pour justifier la ligne politique du POI.

On pourrait ajouter aujourd'hui : pour soutenir la direction de PSA, le gouvernement, Mailly.

Comme quoi le loup et les renards s'entendent comme larrons en foire pour faire la peau de la volaille qui ici sera remplacée avantageusement par des pigeons, les salariés de PSA en l'occurrence ou plus généralement vous et moi, l'ensemble des travailleurs.

Hier, le renard s'est illustré en portant secours au loup

"*Je n'attendais pas d'annonce miracle de l'Etat, on ne peut pas tout faire sur une entreprise privée*", a commenté M. Mailly sur BFM-TV et RMC, réagissant à l'intervention télévisée samedi de François Hollande, qui s'est exprimé sur le plan de suppression de 8.000 postes chez PSA Peugeot Citroen.

"*Quelle est la marge de manoeuvre du gouvernement? Le gouvernement, c'est tout ce qui est sollicitation de fonds publics*", a-t-il ajouté, estimant qu'à "chaque fois qu'il y a une aide publique, il doit y avoir des contreparties".

Selon lui, "*il y a des moyens de pressions qui existent!*" notamment pour "*exiger plus d'engagements en matière de revitalisation*".

"*Il faut qu'il y ait un avenir industriel sur le site d'Aulnay*", a-t-il répété.

M. Mailly a également appelé les salariés à "résister": "rien n'est jamais définitivement décidé, il y a des choses qu'il faut faire évoluer obligatoirement. Le ministre va recevoir les syndicats du site aujourd'hui (lundi) (...) Il faut qu'on fasse bouger le dossier c'est évident". (AFP 16.07)

**1-** Non seulement Mailly n'appelle pas au retrait du plan de fermeture de l'usine d'Aulnay et à l'annulation des suppressions de postes programmés sur d'autres site du groupe PSA ;

**2-** Il n'appelle pas non plus à la grève illimitée pour empêcher son application ;

**3-** Et pour finir il apporte son soutien au gouvernement qui n'entend pas l'interdire et légitime la décision de la direction de PSA.

Ainsi ils livrent les travailleurs de PSA aux actionnaires après les avoir trahis, et pour comble de cynisme, ils les appellent à "*résister!*" !

On a là véritable la nature du dirigeant syndical Mailly : un lieutenant du capital au sein du mouvement ouvrier, un parasite, un traître puisqu'il ose parler au nom des travailleurs.

Monsieur Mailly, vous n'avez aucune légitimité pour parler en notre nom, d'ailleurs vous venez de le prouver par cette prise de position qui revient à vous faire le relais des besoins exprimés par les actionnaires de PSA, vous être tout au plus un

représentant patronal, tout comme vos illustres prédécesseurs, Marc Blondel et André Bergeron.

Au passage vous aurez compris à quoi rime tous les discours sur l'indépendance des syndicats dont Trotsky disait qu'on ne pouvait la juger qu'au regard de leurs rapports à l'Etat, Mailly vient de faire la démonstration qu'il y était entièrement soumis.

André Bergeron, Marc Blondel et Jean-Claude Mailly soutenus comme un seul homme par les dirigeants de l'OCI, du PT, puis du POI. On va attendre de voir comment va réagir le POI aux propos de Mailly avant d'en dire davantage.

Je vous avais averti que les dirigeants pourris des syndicats et des partis qui les soutiennent remettraient le couvert qu'ils nous avaient servi après le 10 mai 81, on y est. Ils soutiennent le gouvernement, leur gouvernement il faudrait préciser, tout le reste est du baratin. Leur sale boulot consiste à cadénasser davantage encore le mouvement ouvrier et le prolétariat, le neutraliser dans l'oeuf, lui interdire de se mobiliser en masse contre le patronat et le gouvernement, assurer la survie du régime.

Parfois, on hésite à dire tout ce qu'on pense ou tout ce qu'on sait, les conclusions auxquelles nos analyses nous ont conduites parce qu'elles sont aux antipodes de ce que pensent les militants ou ce qui paraît être la réalité, la réalité maquillée par des dirigeants passés maîtres dans l'art de la présentation falsifiée des faits. Et puis, il arrive qu'au détour de l'actualité sociale ou politique les événements se précipitent forçant les escrocs à sortir du bois pour monter au créneau pour défendre le patronat ou l'Etat, du coup, notre caractérisation qui pouvait sembler exagérée hier encore dans un autre contexte, prend tout d'un coup toute sa signification. J'ajouterais qu'on est là encore loin du compte, très loin.

Tenons-nous en aux faits que nous avons sous les yeux, le reste viendra plus tard quand les militants auront digéré ce gros pavé qui va leur rester au travers de la gorge pendant un bon moment avant de se dissoudre, s'ils ne s'étouffent pas avec, cela s'adresse particulièrement aux militants du POI. Qu'ils gardent en mémoire pour le moment que leurs dirigeants ont voté les dernières résolutions du bureau confédéral de FO, et que dans le passé, à de rares exceptions près, ils se sont abstenus sans jamais affronter Bergeron, Blondel ou Mailly.

Un camarade vient de m'envoyer un courriel pour me dire que le syndicalisme était mort en France. Mailly en est l'un des fossoyeurs sans aucun doute. Là, il s'agit de faire la peau des salariés du secteur privé où FO est peu implanté ; a-t-il négocié quelque chose en échange de son ralliement au gouvernement pour son fond de commerce, le secteur public, on n'en sait rien.

Vous aurez noté que nous ne demandons rien à l'Etat, au gouvernement qui n'est pas le nôtre mais celui des banquiers et des capitalistes. Nous estimons que c'est uniquement par la lutte de classe et leur mobilisation dans l'unité que les travailleurs peuvent défendre leurs droits et leurs acquis, avancer sur la voie qui conduit au renversement du régime et à la constitution d'un véritable Etat et gouvernement ouvrier.

Nous ne prétendons pas que leur mobilisation aboutira chaque fois à une victoire, c'est plutôt l'inverse qui se produira généralement, par contre en agissant en tant qu'acteurs indépendants de l'Etat et du patronat ils seront à même d'en tirer des enseignements pour la suite de leur combat, de comprendre ce qu'il leur a fait défaut s'atteler à y remédier et vaincre, c'est ainsi que leur conscience de classe grandira, en prenant conscience de leur force.

Dans toute bataille, ce qui est primordiale c'est son orientation, qui est définie par son objectif et la base sur laquelle elle est menée : sur celle exclusivement des propres besoins de la classe ou y mêlant ceux de son ennemi, ce qui revient à se situer sur son terrain ? Dans le premier cas, quelle qu'en soit l'issue, les travailleurs pourront en tirer des leçons, dans le second ils en seront incapables puisqu'ils ne l'auront pas menée sur le terrain de leur indépendance de classe. Si vous êtes amené à participer malgré vous à une guerre et que vous commencez par la justifier, vous n'en comprendrez jamais les tenants et les aboutissants. C'est ainsi par exemple que le NPA soutient aveuglément la guerre que mène actuellement la coalition impérialiste occidentale en Syrie par mercenaires interposés qu'elle a formés et armés...

Regardez (IO n°207), le M'PEP en appelle au Conseil national de la résistance (CNR) parce qu'il avait repris à son compte une partie du programme du Front populaire qui n'avait pas été appliqué, alors qu'en échange il a vendu le prolétariat en armes à de Gaulle, qui l'a désarmé afin de reconstruire l'Etat bourgeois et permettre au capitalisme français de se reconstituer après-guerre, au nom d'un seul Etat, une seule police, une seule armée (Thorez - PCF), liquidant le mouvement révolutionnaire qui avait commencé à prendre forme à la fin de la guerre, occultant cet aspect de la réalité, donc sur une base frelatée ou falsifiée, 67 ans plus tard Nikonoff le stalinien repentini nous ressort le CNR, comme quoi quand on se situe sur un terrain qui n'est pas celui de la classe ouvrière, on ne peut rien comprendre, à moins qu'on ne le veuille pas. Ajoutons qu'il est très difficile d'en changer par la suite, on passe son temps à le justifier.

Et à la page 4 du n°208 d'*Informations ouvrières*, entre dirigeants ils s'échangent des amabilités s'invitant mutuellement comme larrons en foire : "*Le M'PEP a invité le POI à un débat public qu'il entend organiser le 3 novembre sur le thème : « Un nouveau CNR (Conseil national de la Résistance —NDLR) est-il possible et nécessaire ? » Les délégations sont convenues de se retrouver début septembre pour faire le point.*". Rien d'étonnant à ces retrouvailles on a envie d'écrire, puisque par la plume de Roger Sandri (Angello Gedo) le PT nous avait fait savoir qu'il était nostalgique de la IVe République, de l'Union nationale qui avait régné après-guerre, ne retenant de cette période que les réformes sociales en échange de la paix sociale, tandis que

le capitalisme était promis à connaître encore de beaux jours, entre nous, l'Ve République qui fraiera la voie à la Ve jusqu'à nos jours, quelle importance franchement, Gluckstein ira en 2005 jusqu'à opposer le TCE à la Constitution de la Ve République en vantant les mérites de cette dernière ou il en appellera à de Gaulle qui avait fait acte d'œuvre sociale en procédant à des nationalisations, donc chaque fois dans les exemples que je viens de fournir en se plaçant sur le terrain de notre ennemi, après cela comment voulez-vous que les militants y comprennent quelque chose ou tirent un enseignement de la lutte des classes, c'est quasiment impossible, le POI est en train d'en faire la démonstration. (A suivre)

Gageons que Thibault, Chérèque et consorts ne contrediront pas Mailly.

### A propos de Mélenchon. Quand le PG fait acte de soumission devant la sacro-sainte propriété privée.

On n'en entend plus parler, on ne l'a pas vu à Aulnay apparemment. Pour parler vulgairement, il s'est bien fait baiser par les dirigeants du PCF et du PS qui s'en sont servis pour faire élire Hollande puis une majorité de députés PS, tandis qu'il restait à la porte de l'Assemblée nationale.

Pourquoi le PCF ? Parce que dans la circonscription où il se présentait dans le Pas-de-Calais, l'abstention a été aussi élevée que dans le reste du pays, c'est donc dans ce bastion ouvrier acquis dans le passé au PCF, les ouvriers encartés PCF ou ayant un jour appartenu à ce parti qui ont refusé d'accorder leur confiance à ce transfuge du PS. Donc finalement, ce n'est le FN qui a battu Mélenchon, mais le PCF, disons indirectement, entre nous, leurs dirigeants doivent se gausser de sa déconvenue.

En me connectant sur le portail du PG, j'ai voulu voir comment sur PSA ils se faisaient renard et je n'ai pas été déçu

Ils reprennent à leur compte les arguments de la direction de PSA pour ensuite affirmer qu'il ne faut pas en tenir compte, trop tard le mal est fait, vous vous situez sur le terrain de l'ennemi de classe. Je les ai soulignés en caractères gras.

*"C'est le plus grand plan de licenciement dans l'industrie depuis 30 ans ! Dans cette affaire, la crise a bon dos : **même si l'on assiste à une baisse conjoncturelle des ventes de voitures en Europe**, personne ne peut prétendre qu'une usine moderne située aux portes de Paris et à proximité des réseaux autoroutiers et ferroviaires desservant toute l'Europe ne soit plus **viable économiquement**."*

Vous aurez admiré le "*même si...*"

Quant au second argument, il se discute notez bien, et c'est là qu'est le lézard, car comme c'est celui qui parle le plus fort ou dont les arguments seront repris en boucle par les médias aux ordres et les serviteurs du régime qui parviendra aux oreilles des travailleurs du pays ou s'incrusteront dans leur tête, et que celui-ci prétend que la viabilité du groupe PSA dépend de ces économies structurelles, c'est cet argument qui sera finalement retenu. Le seul fait d'accepter cet argument, la viabilité économique, en fait les profits des capitalistes et les dividendes des actionnaires, et vous êtes foutu, vous vous situez sur le terrain de la direction de PSA, là où elle voulait vous entraîner, vous militez à son service.

Dans la suite de cet article, comme d'habitude ou très souvent chez les renards, on trouve tout et son contraire, pour finalement s'en remettre au gouvernement ou au législateur flanqués des syndicats, sans lancer le mot d'ordre du retrait du plan de fermeture d'Aulnay et la boucle est bouclée. Je vous mets l'adresse de cet article pour vérifier ce qui vient d'être dit.

(<http://www.lepartidegauche.fr/actualites/dossier/aulnay-ou-la-capitulation-annoncee-social-liberalisme-16415#.UAUKuFK9Zts>)

La perle, je l'ai gardé pour la faim : "*Si dans le cadre d'une économie libérale, l'Etat n'a certes pas les moyens de contrôler les stratégies des entreprises privées, il lui revient de fixer les grands caps de l'économie de demain et il se doit d'être vigilant au respect de l'intérêt général.*"

Vous avez là tout le PG et le Front de gauche, qui admet sa soumission à l'"économie libérale" au nom du "*respect de l'intérêt général*" qui compte tenu que "*l'Etat n'a certes pas les moyens de contrôler les stratégies des entreprises privées*" correspond en réalité aux intérêts de la classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes. Il faut le garder en magasin ce passage, il est fameux, vous avez là de quoi démolir entièrement le PG ou montrer sa véritable nature réactionnaire.

### Dernière info du jour sur PSA

L'arrêt de l'usine d'assemblage d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) de PSA Peugeot Citroën réduira les frais fixes du groupe automobile de 108 millions d'euros par an, rapporte mardi Le Figaro.

Selon le quotidien, qui cite "*un document destiné aux partenaires sociaux*", PSA a étudié "*neuf scénarios pour résoudre son problème de surcapacités de production sur le segment des petites voitures en Europe, son principal débouché*" et a conclu que

"la fermeture d'Aulnay, qui emploie 3.000 personnes, est le seul qui puisse être retenu".

"Le sacrifice d'un site en France (44% de la production de PSA en 2011) s'explique aussi par le fait que le coût de la main-d'oeuvre y est plus élevé qu'en Slovaquie ou en Espagne, poursuit le groupe. PSA compte d'ailleurs accentuer sa production dans ces deux pays : il prévoit, selon ce document interne, de produire une nouvelle citadine à bas coût en Slovaquie", ajoute Le Figaro. (Reuters 17.07)

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Italie

(une info que je n'avais pas visualisée.)

216 voix pour, 24 voix contre et 21 abstentions. Le Sénat de la République italienne a approuvé ce jeudi le Pacte budgétaire. Pas une seule voix du Parti Démocrate (PD), équivalent du PS français, n'a manqué pour faire passer ce texte. On ne recense que deux abstentions parmi leurs votes. La messe est donc dite.

Le même jour, la même assemblée votait en faveur du traité établissant le Mécanisme européen de Stabilité (MES) par 191 voix pour, 21 voix contre et 15 abstentions. L'Italie est le dernier Etat de la zone euro à pouvoir opposer son veto à l'entrée en vigueur de ce mécanisme mortifère qui sous prétexte de rembourser les créanciers des Etats leur impose des plans d'austérité inhumains. (source : Parti de gauche 14.07)

#### 1- Allemagne

La Cour constitutionnelle allemande a annoncé lundi qu'elle rendrait le 12 septembre son jugement sur la compatibilité des nouveaux mécanismes anticrise prévus par la zone euro avec les prérogatives du parlement de la République fédérale.

Ni les indices boursiers européens ni l'euro ne montrait de réaction marquée à l'annonce de la date de la décision allemande lundi matin.

Selon des experts du droit constitutionnel allemand, la Cour de Karlsruhe devrait donner son feu vert à la ratification du MES et du pacte budgétaire mais elle pourrait souligner que l'Allemagne ne peut pas abandonner davantage de souveraineté aux autorités européennes sans modifier sa constitution, voire sans organiser un référendum.

Les plaintes déposées devant la Cour constitutionnelle émanent d'universitaires eurosceptiques, de simples citoyens et de certains parlementaires de la coalition au pouvoir à Berlin. (Reuters 16.07)

#### 3- Etats-Unis

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a réaffirmé lundi à Jérusalem que les Etats-Unis mobiliseraient tous les moyens à leur disposition pour empêcher l'Iran d'accéder au nucléaire militaire.

"Nous utiliserons toutes les composantes de la puissance américaine pour empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire", a-t-elle dit lors d'une conférence de presse, après une rencontre avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

"Nous préférons une solution diplomatique, et les dirigeants iraniens ont encore la possibilité de prendre la bonne décision. Le choix leur appartient en définitive", a cependant ajouté la chef de la diplomatie américaine. (AFP 16.07)

## SOCIAL

#### 1- France

##### 1.1- Les salariés de Freescale sacrifiés.

Le ministère du Redressement productif n'a pas trouvé de solution de reprise pour l'usine de Toulouse du fabricant américain de



semi-conducteurs Freescale (ex-Motorola) et ses 600 salariés, un échec accueilli lundi sans surprise par la direction mais avec amertume par la CGT, à moins d'un mois de la date de fermeture.

Désormais, les partenaires sociaux et les institutionnels se concentrent sur le moyen "*d'accentuer les efforts de reclassement*" des salariés qui vont être licenciés le 10 août.

Ils étaient 821 salariés à la fabrication en avril 2009 lorsque la direction a annoncé son projet d'arrêter la production de galettes de silicium jugées obsolètes.

Il y aura moins de 400 lettres de licenciements selon la direction, 572 selon la CGT, syndicat majoritaire dans l'atelier qui va fermer, qui ne cache pas sa déception face à "*l'absence de solution*" proposée par le gouvernement.

John Palacin, conseiller du ministre Arnaud Montebourg avait été chargé fin mai "*de se rapprocher des dirigeants américains du groupe Freescale et d'envisager toutes les solutions possibles pour un maintien de l'activité*" de ces composants, principalement pour l'automobile.

Mais la direction, comme la CGT ou FO ont tous rapporté lundi à l'issue de la rencontre organisée à la préfecture que le conseiller avait fait un constat d'échec.

M. Palacin a constaté "*qu'aucune offre de reprise n'existe*", a résumé Serge Ramos, le délégué de Force ouvrière, majoritaire parmi les 500 ingénieurs et cadres de recherche et développement qui resteront employés sur le site.

Denis Blanc, le directeur de l'usine, a vu dans ce constat la confirmation de ce qu'il dit depuis des mois, tandis que le délégué CGT Eric Hirson parle d'un "*projet abandonné*" par la faute de la direction, "*qui a tout fait pour le bloquer depuis un an*".

"*Le changement c'est pas pour nous, c'est toujours la case pôle emploi direct qui attend 572 salariés, il n'y a rien de concret on se retrouve en short*", a déclaré Eric Hirson, amer face au manque de propositions des pouvoirs publics.

"*Même des patrons voyous comme Molex ont réussi avec l'aide du gouvernement à mettre une structure en place pour sauver quelques emplois, 50 au départ, et à Freescale ils ne font pas!*", renchérisait l'autre délégué CGT Didier Zerbib.

La direction assure avoir fait de gros efforts de reclassement, tandis que la CGT estime que nombre de gens ayant quitté l'entreprise depuis 2009 "se retrouvent déjà à pôle emploi". (AFP 16.07)

## **1.2- Au chômage de plus en plus longtemps.**

Un demandeur d'emploi inscrit sur les listes de Pôle emploi au 4ème trimestre 2011 pouvait s'attendre à rester au chômage 359 jours, et même davantage pour les hommes de plus de 50 ans, selon un nouvel indicateur publié lundi par Pôle emploi. Le service de l'emploi s'est doté d'un nouvel outil afin d'apprécier l'"*impact de la conjoncture économique sur l'état du marché du travail*", en évaluant la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emploi dans un environnement économique constant.

Les ouvriers, tout particulièrement les ouvriers qualifiés, sont ceux qui ont le plus souffert de la crise. "*La plus grande exposition des hommes et des ouvriers à cette crise provient en partie de la forte diminution du recours au travail temporaire*", analysent les experts de Pôle emploi. (lexpansion.com 16.07)

## **1.3- Racket de l'Etat ou le changement dans la continuité.**

Le député PS Jean-Marie Le Guen veut taxer les "*superprofits*" de l'industrie du tabac, au nom de la santé et des finances publiques, mais les cigarettiers préviennent que la taxe serait répercutée sur le prix des cigarettes et toucherait donc surtout les consommateurs.

"*Le chiffre d'affaires des fabricants, en quatre ans, a augmenté de plus de 26%, soit plus de 300 millions d'euros de bénéfices*", estime-t-il.

Trois hausses de prix successives de 6% en novembre 2009, 2010 et en octobre 2011, ont effectivement renchéri de 90 centimes le paquet de cigarettes, sans faire baisser le volume des ventes dans la même proportion. Une nouvelle hausse de 6% est prévue pour l'automne.

Le député socialiste assure que sa nouvelle taxe "*n'aura aucun effet sur le prix du paquet de cigarettes ou sur le pouvoir d'achat des Français*". Elle permettra "*de récupérer de l'argent pour financer des programmes de prévention et de lutte contre les addictions*".

C'est "*une bonne idée*", a commenté le ministre chargé des relations avec le Parlement, Alain Vidalies.

De leur côté, les fabricants soulignent en chœur qu'en France, les prix du tabac sont libres et qu'une nouvelle taxe entrainera l'augmentation des prix.

L'amendement "*cache un prélèvement supplémentaire pour le consommateur*", explique Céline Audibert, porte-parole d'Imperial Tobacco. "*Au final seul le consommateur paiera cette taxe*", renchérit Denis Fichot de Japan Tobacco International.

Imperial Tobacco rappelle que le premier bénéficiaire de la hausse en valeur du marché du tabac est l'Etat qui perçoit, sous forme de taxe et de TVA, 81% du prix du paquet de cigarettes. Au cours des années 2010, 2011 et 2012, l'Etat devrait avoir empoché 1,35 milliard supplémentaires grâce à l'augmentation des prix, estime Imperial Tobacco. En 2011, les ventes de tabac ont rapporté 13,8 milliards d'euros à l'Etat.

"*Si la taxe est adoptée, le prix des cigarettes va fortement augmenter, donc les ventes en France devraient baisser, comme c'est le cas depuis la dernière augmentation, et au final les recettes de l'Etat vont baisser*", affirme-t-il.

Il est désormais admis qu'une cigarette sur cinq fumées en France (20%), n'a pas été achetée chez un ruraliste de l'hexagone, échappant ainsi aux taxes. Certaines ont été acquises légalement à l'étranger, d'autres proviennent de la contrebande ou de la contrefaçon. (AFP 16.07)

## 2- Espagne

Spontanées ou à l'appel des syndicats, les manifestations se multiplient en Espagne contre le nouveau plan de rigueur qui va imposer de lourds sacrifices au pays, avec une hausse de la TVA, et porte un coup dur aux fonctionnaires, privés de leur prime de Noël.

Sans attendre la journée officielle convoquée jeudi par les syndicats, ils se sont jetés dans les rues, par milliers ou par petits groupes, de jour comme de nuit, depuis l'annonce, le 11 juillet, du plan gouvernemental destiné à économiser 65 milliards d'euros, criant le malaise de tout un pays.

"*Ces mesures vont ruiner l'Espagne. Nous ne consommons pas, nous n'achetons plus. Nous devons descendre dans la rue, nous ne pouvons pas rester assis*", lance Angeles Carrasco, une fonctionnaire régionale de 57 ans qui manifestait à Madrid lundi matin.

Parmi eux, ces images insolites de métiers habituellement silencieux: des policiers, sans insigne de fonction, faisant face aux cordons des forces anti-émeutes, ou des pompiers, casque sur le crâne, vedettes du défilé surprise qui a parcouru Madrid dimanche soir, aux cris de "*c'est un hold-up, mains en l'air*".

A leurs côtés, infirmières, enseignants, employés des administrations ou citoyens ordinaires venus montrer leur sympathie, sans pancartes, derrière une simple banderole blanche portant les mots: "*Ensemble, nous pouvons*", alertés via les réseaux sociaux.

Car le mot-clé qui fait fureur depuis dimanche en Espagne, sur Twitter, s'appelle #graciasfuncionarios (mercifonctionnaires), entraînant une déferlante de messages de soutien comme: "*mercifonctionnaires, pour éduquer, enseigner, soigner, défendre, aider, nettoyer, conduire, SERVIR*".

Après avoir tard dans la nuit quitté les abords du Congrès des députés, transformé en camp retranché derrière les barrages policiers, environ un millier de manifestants ont encore une fois, lundi, mis le cap sur le Parlement.

"C'est intolérable. Les problèmes de l'Etat ne viennent pas des fonctionnaires. C'est injuste et honteux", s'indigne Miguel Contreras, infirmier de 28 ans venu de la région de Castille la Manche, dans le centre de l'Espagne.

"*Il y a des hôpitaux qui sont vides, des usines qui ne servent à rien parce qu'ils licencient... L'espoir est mince, mais rester assis à la maison, c'est comme les aider à faire ce qu'ils veulent*".

Au même moment, à l'heure de la pause-café, les fonctionnaires des administrations du centre de Madrid étaient appelés, par les syndicats cette fois, à profiter de leur demi-heure de liberté pour occuper les trottoirs.

Car après une baisse des salaires de 5% décidée en 2010 par le gouvernement socialiste, la fonction publique est une nouvelle fois durement frappée par le gouvernement de droite: finie la prime de Noël, une bouffée d'oxygène équivalant à un mois de salaire, bienvenue en fin d'année pour les foyers espagnols. Sa suppression revient à baisser de 7% environ le salaire annuel.

"Les salaires des fonctionnaires sont déjà très bas, les mille euros de la prime de Noël servent à remplacer des choses pour la maison, à acheter des cadeaux", remarque Angeles Carrasco.

La mesure s'ajoute à la hausse de la TVA, dont le taux plein atteindra 21%, et à une baisse de l'indemnité chômage, de 60% à 50% au bout de six mois. Objectif: répondre aux exigences de Bruxelles et du Fonds monétaire international (FMI), et réduire le déficit public de l'Espagne à 6,3% cette année, 4,5% en 2013 et 2,8% en 2014.

Mais avec ce nouveau tour de vis, les Espagnols voient fondre encore leur pouvoir d'achat et s'éloigner tout espoir d'une sortie du tunnel, à l'heure où le pays, en récession, affiche un chômage record de près de 25%.

Ignacio Fernandez Toxo, secrétaire général du syndicat CCOO, a brandi lundi la menace d'une nouvelle grève générale, "inévitabile", a-t-il dit, si le gouvernement maintient ces mesures. (Reuters 16.07)

### 3- Allemagne

Le distributeur allemand Karstadt a annoncé lundi qu'il supprimerait 2.000 postes d'ici fin 2014 et qu'il allait effectuer des coupes dans ses coûts de fonctionnement.

Dans un communiqué, Karstadt dit que ses effectifs, qui s'élèvent actuellement à 24.000 salariés seraient réduits de 8% dans le cadre d'une série de mesures de restructuration. (Reuters 16.07)

### 4- Japon

Plus de 100.000 manifestants ont défilé lundi dans le centre de Tokyo pour clamer leur hostilité à la remise en marche des centrales nucléaires, arrêtées pour vérification et maintenance après la catastrophe de Fukushima en mars 2011.

Les organisateurs de la manifestation, qui s'est tenue autour du parc de Yoyogi dans le sud-ouest de la capitale, ont parlé de 170.000 participants, contre un chiffre de 75.000 environ avancé par la police, citée par les médias nippons.

Il s'agit quoi qu'il en soit de la plus importante manifestation de ce genre au Japon depuis que le Premier ministre Yoshihiko Noda a déclaré en juin que le pays avait besoin de remettre en service certaines centrales, ce afin d'éviter des pénuries d'électricité cet été.

Fin juin, plus de 15.000 manifestants avaient déjà bloqué les rues de la capitale autour de la résidence du Premier ministre pour dénoncer le redémarrage imminent de deux réacteurs nucléaires de la centrale d'Ohi, dans la région du Kansai (centre-ouest du pays), seize mois après la catastrophe de Fukushima.

Malgré l'hostilité de l'opinion, le gouvernement japonais a approuvé en juin la remise en service de l'unité 3 et de l'unité 4 de la centrale d'Ohi, afin de faire face à un risque de pénurie d'électricité pendant l'été.

Le premier de ces deux réacteurs, opérés par la compagnie Kansai Electric, a passé avec succès les contrôles de sécurité ce mois-ci, et l'autre doit également être également remis en service en juillet.

Jusqu'à la catastrophe de Fukushima, l'énergie nucléaire répondait à près de 30% des besoins électriques de l'archipel, qui compte 54 réacteurs en incluant ceux détruits à la centrale de Fukushima-Daiichi. La totalité d'entre eux ont été arrêtés après la catastrophe pour des contrôles de sécurité.

La population japonaise se méfie de l'énergie atomique depuis la catastrophe de Fukushima. Selon les sondages, 70% des Japonais souhaitent que leur pays renonce à l'énergie nucléaire. (Reuters16.07)

## ECONOMIE

### 1- Italie

Début juillet, Sergio Marchionne, le patron de Fiat, a prévenu que le groupe serait contraint de fermer une usine en Italie si le marché européen des voitures restait déprimé dans les deux à trois prochaines années. Le constructeur italien souffre de surcapacités de production dans la Péninsule et a déjà fermé en 2011 l'usine de Termini Imerese, près de Palerme (1 600 salariés).

En 2012, le groupe devrait produire en Italie 450 000 voitures au maximum, contre 650 000 en 2009. 'Très loin de l'objectif de 1,4 million d'unités visé initialement à l'horizon de 2014', rappellent Les Echos lundi. 'Un site sur quatre est menacé', estime aujourd'hui Sergio Marchionne. Selon La Repubblica, les véhicules 'pourraient sortir tranquillement d'un seul site, rendant les

*trois autres superflus*'. (lemonde.fr 16.07)

## 2- Tunisie

Les Etats-Unis ont annoncé lundi que la Tunisie avait levé 485 millions de dollars sur les marchés par le biais d'une émission obligataire ayant reçu la garantie de Washington, qui souhaite consolider la démocratie dans ce pays après la chute du président Ben Ali.

Cet emprunt à sept ans, qui marque la première émission de la Tunisie sur "*le marché obligataire mondial depuis 2007*", bénéficie d'une garantie de remboursement de l'Etat américain de 100% sur le principal et les intérêts, indique le département du Trésor dans un communiqué.

Le Trésor américain précise que le taux d'intérêt nominal de l'émission de mardi s'est établi à 1,686%. Ce taux très avantageux a été rendu possible par la garantie des Etats-Unis, qui bénéficient de la note de solvabilité maximale ("AAA") auprès de deux des trois grandes agences de notation, et dont les taux d'emprunt sont parmi les plus bas du monde. (AFP 16.07)

## 3- Etats-Unis

Le directeur financier de Citigroup, John Gerspach, a affirmé lundi que la banque américaine s'était préparée à l'éventualité d'un éclatement de la zone euro en réduisant son exposition à cette région du monde, où elle a fermé ses activités de banque de détail.

*"Nous pensons que nous sommes préparés à cette éventualité. Il faut de toutes façons être prêts. C'est un risque (...) pour lequel nous pensons être prêts, l'éclatement de la zone euro ou la sortie d'un ou plusieurs de ses membres"*, a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse par téléphone.

*"Nous avons fermé toutes nos activités de banque de détail en Europe"*, a par ailleurs noté M. Gerspach, et le bénéfice net du groupe a plongé de 91% à 8 millions de dollars dans ces activités sur les six premiers mois de l'année comparé à la même période un an plus tôt.

Le groupe a notamment réduit le nombre de ses agences de banque de détail de 20% sur les six premiers mois de l'année comparé à la même période un an plus tôt. Les dépôts y ont reculé de 4%, les ventes d'investissement de 20%.

Au niveau mondial, Citigroup a par ailleurs annoncé lundi un bénéfice net en baisse de 12% sur un an au deuxième trimestre, à 2,9 milliards de dollars, meilleur que prévu grâce à la résistance de sa division de banque de détail, mais assorti d'une baisse du chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires a reculé de 10% sur un an à 18,6 milliards de dollars, un chiffre un peu inférieur aux attentes des analystes (18,8 milliards de dollars).

*"Malgré le ralentissement économique dans beaucoup de marchés émergents"*, en particulier la Chine, *"notre activité de banque de détail a vu ses bénéfices se maintenir dans le monde entier"*, avec un recul du bénéfice limité à 1%, a-t-il également noté.

Les revenus de banque de détail ont augmenté de 8% aux Etats-Unis, bénéficiant d'une *"hausse des refinancements de prêts hypothécaires aux Etats-Unis"*, a noté le directeur financier John Gerspach, ajoutant que les prêts et dépôts avaient enregistré *"une croissance robuste"*.

En Europe, les bénéfices ont reculé de 48%. La banque a fermé l'essentiel de ses activités de banque de détail dans la région. En Amérique latine, les bénéfices ont reculé de 17% et en Asie de 8%.

Dans la division de courtage et banque d'investissement, les bénéfices ont progressé de 20% dans le monde entier, dont 41% en Amérique du Nord, 7% en Europe et 19% en Asie. (AFP 16.07)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 18 juillet

**CAUSERIE**

Mélenchon ne pouvait pas être présent à Aulnay, il est en goguette à Caracas pour se remettre de sa cinglante défaite, même qu'il a eu droit à une accolade du président-colonel et de voyager dans son avion présidentiel, et il raconte qu'à la vue de la ferveur des supporters de Chavez, il en a eu la larme à l'oeil, vous avez le droit au choix d'en rire ou d'en pleurer.

Au PS, comme d'habitude certains se distinguent en étalant leurs états d'âme dans des "*contributions*" à la veille du Conseil national qui est présenté comme la première étape vers le congrès d'octobre. Du coup, la direction incarnée par Ayrault et Aubry ont lancé mardi un appel aux députés PS pour qu'ils fassent preuve "*d'unité, de cohérence, de force*", gageons qu'ils seront entendus, tout est bien qui doit bien finir comme chaque fois, il faut que la comédie soit jouée jusqu'au bout.

Philippe Martin, proche de Martine Aubry, a vendu la mèche : "*Au Parti socialiste, il n'y a jamais véritablement de verrouillage. Il y a un sentiment de responsabilité et je ne doute pas qu'il sera majoritaire au PS*", a-t-il commenté. S'il le dit... On sait ce que veut dire dans la bouche de ces gens-là le mot responsabilité. Par exemple, Fabius qui s'affiche avec H. Clinton sur la Syrie, Hollande qui déclare ne pas pouvoir s'opposer à la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay. Et plus loin, on a le droit au bouquet final : "*nous voulons un parti au service de l'intérêt général*" qui se réduit comme on vient de la voir avec PSA ou l'UE à gérer la société pour le compte des privilégiés, les banquiers et l'aristocratie financière.

Marie-Noëlle Lienemann voudrait un PS "*responsable sans être godillot*", soit, nous décrétons qu'il ne doit pas y avoir de godillots dans le parti, passons au point suivant puisque chacun est appelé à respecter l'esprit de la Ve République. (source : AFP et Reuters 17.07)

J'en ai encore une bonne sur le PS.

Le 14 juillet, le président François Hollande assurait que l'Etat « *ne laissera pas faire* » et que le plan de PSA devait être « *renégocié* ». (publicsenat.fr 17.07) Cela ne vous rappelle rien ? Le TSCG.

Après avoir affirmé qu'il ne pouvait pas s'opposer à la fermeture de l'usine d'Aulnay, "*renégocier*" signifie dans sa bouche, rendre le plan de fermeture plus acceptable aux salariés concernés, pas sûr qu'ils l'entendront de cette oreille...

L'UMP et le PS sont les deux côtés de la même pièce où se joue la comédie de "*l'intérêt général*", en deux actes, le troisième consistera à la fondre pour qu'ils disparaissent, le plus tôt sera le mieux...

**PSA, place aux traîtres. C'est la question des fondements du capitalisme qui est posée.**

**Comment les uns et les autres se placent-ils sur le terrain du capital.**

- **CFTC.** "*Le ministre a dit qu'on allait se revoir d'ici au 31 juillet pour discuter de l'expertise*", a précisé Franck Don (CFTC) qui refuse catégoriquement tout "*plan B tant qu'on a pas de détail sur le plan A et l'état financier du groupe*".

"*On veut connaître l'état de la trésorerie réelle de PSA et si elle nécessite une annonce aussi dramatique et rapide, ce sera la base des discussions à venir*", ajoute-t-il.

(Dès lors qu'ils acceptent un plan, qu'il se nomme A, B, C, je vous fais grâce des 23 lettres suivantes de l'alphabet, ils ont mis le pied à l'étrier, la capitulation/trahison est en route. - Ndlr)

- **CFE-CGC.** Pour la CFE-CGC, il est "*hors de question qu'on donne un avis le 25 juillet (lors du prochain comité central d'entreprise, ndlr). On va nommer un expert, et, avec l'expertise de Sartorius, cela va donner des éléments concrets pour estimer la crédibilité de ce plan*", a expliqué Anne Valleron, déléguée centrale.

(Même remarque, comme dans un cas comme dans l'autre leur expert manquera d'impartialité, ils auront fait naître un faux espoir chez les travailleurs qui en ressortiront abattus ou démoralisés, c'est leur objectif. - Ndlr)

- **CGT.** "*On ne peut compter que sur nous mêmes*", a réagi Jean-Pierre Mercier, délégué CGT, "*les salariés vont devoir se mobiliser*".

(Un de ces jours, alors qu'une partie étaient déjà partie en grève illimitée, une fois brisé ce début de mobilisation spontanée, après s'en être remis au gouvernement, il va leur proposer des actions bidons. - Ndlr)

Pour la CGT, l'objectif est "*zéro licenciement, les licenciements ne sont pas négociables*", et "*pas de fermeture d'usine*", car "*il n'y a aucune justification économique*".

En annonçant 8.000 suppressions de postes, "*PSA a mis la barre très haut pour obtenir ce qu'ils veulent. On va s'en tirer peut-*



*être avec 6.000, 4.000, et cela ne nous satisfera pas*", ajoute M. Mercier.

(La messe est dite, 4.000, 6.000 peut-être 8.000, le reste, du baratin de capitulard. - Ndlr)

**- La direction.** Pour l'heure, M. Varin a réaffirmé mardi que la fermeture était inévitable. *"Nous avons examiné toutes les alternatives"*, explique-t-il dans un entretien au Monde.

*"On ne peut pas avoir des usines qui tournent à la moitié de leur capacité, et ceci à long terme, alors que le marché européen s'est rétréci de 25% en cinq ans"*, avance-t-il.

PSA est particulièrement touché par la baisse du marché européen, son premier débouché, car *"44% de la production du groupe est française"*, rappelle-t-il. Le groupe paye en partie son patriotisme économique, estime encore M. Varin. (AFP 17.07)

Anarchie dans la production, surproduction mondiale, concurrence féroce entre capitalistes sur fond de coût du travail le plus bas possible pour que les actionnaires empochent des profits les plus élevés possible, c'est bien le capitalisme dans ses fondements qui est en cause. Soit on s'y attaque pour l'abattre, soit on se prosterne et on se couche devant. C'est l'un ou c'est l'autre, on ne peut pas avoir un pied de chaque côté de la barricade, à chacun de choisir son camp.

### **Manipulation sémantique. L'équilibriste Thibault à la manoeuvre.**

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault estime mardi qu'il faut *"maintenir"* l'usine PSA d'Aulnay, que le constructeur prévoit de fermer d'ici 2014, une condition, selon lui, pour avoir un plan d'aide à la filière *"à la hauteur"*.

*"Si on ferme (Aulnay), on ne peut pas avoir un plan à la hauteur de la filière"* automobile, a estimé sur Europe 1 le responsable CGT en appelant à *"revoir la philosophie générale du plan de PSA"*.

*"On ne peut pas parler de l'avenir de l'industrie qui reste sur une pente vertigineuse, avoir un gouvernement qui dit vouloir prendre le taureau par les cornes et qui annonce un plan si on ferme une usine automobile"*, a déclaré M. Thibault.

Si l'usine d'Aulnay (Seine-Saint-Denis, 3.000 salariés) est fermée, *"on ne peut pas avoir un plan à la hauteur de la filière"*, a ajouté le secrétaire général de la CGT.

M. Thibault a souligné que pour un emploi dans la construction automobile, il y a *"trois emplois induits par cette activité"*.

*"Quand on ferme une usine, on y revient pas"*, a ajouté le leader de la CGT. (AFP 17.07)

Si cela pouvait être vrai des dirigeants syndicaux, cela nous soulagerait !

*"Maintenir l'usine"*, cela ne veut pas dire en l'état, Varin, Hollande, Montebourg sont sur le même registre, lisez ou relisez leurs dernières déclarations pour le vérifier par vous-même. Quel industriel et actionnaires sont prêts à reprendre cette usine et ses 3 000 salariés en comptant les intérimaires ? Réponse : aucun. Ce que comprend Thibault mais ne peut pas avouer, c'est que leur *"philosophie générale"* leur interdit, elle a pour vocation l'accumulation du capital, le profit, et non assurer la survie d'un prolétariat dont ils n'ont rien à foutre.

Ce qu'ils ne veulent pas comprendre ou refusent d'admettre, c'est que lorsqu'en sortie de chaîne le même véhicule coûte quelque 1.000 euros en moins en le faisant fabriquer en Roumanie ou en Pologne plutôt qu'en France, l'usine située en France doit donc disparaître. L'usine d'Aulnay doit fabriquer 450.000 voitures d'ici sa fermeture programmée en 2014, multipliez 450.000 voitures par 1000 euros et vous aurez la somme que les actionnaires vont perdre soit 450.000.000 d'euros.

Mettez-vous un instant à leur place, il y a de quoi enrager, surtout qu'ils perdent déjà beaucoup plus en maintenant une production en France, ils pourraient aussi décider de fermer la totalité des usines automobiles de ce pays, pas seulement PSA, mais Renault aussi. Pourquoi pas ?

Donc la question qui est posée n'est pas celle du protectionnisme ou de produire autrement, mais de mettre fin au capitalisme dont la logique est purement financière ou se résume aux profits que les actionnaires se partagent.

D'où le mot d'ordre de grève illimitée avec occupation, expropriation de la famille Peugeot et des actionnaires, cette usine doit continuer de produire des voitures pour satisfaire les besoins de la population une fois confisquée par l'Etat ouvrier qui par le biais de sa banque centrale (une fois les banquiers expropriés et la rupture avec la BCE consommée) en assure le financement.

Si maintenant on refuse de se situer dans la perspective de la rupture avec le capitalisme comme le font les syndicats cités plus haut, il ne leur reste plus qu'à accompagner la lente agonie du capitalisme français qui correspond à une descente aux enfers pour les travailleurs. C'est l'un ou c'est l'autre, le socialisme ou le capitalisme.

Un gouvernement ouvrier aurait le contrôle sur les importations et les exportations, de ce fait, ne serait importer en France que les voitures que l'on ne fabrique pas et qui correspondraient à un réel besoin, si celui-ci existe. Autrement dit, on commencerait à produire en fonction des véritables besoins de la population et non plus pour engraisser une bande de rentiers assoiffés d'argent et de pouvoir...

### **Les délégués syndicaux en spectateurs et complices chez Doux.**

Les organisations syndicales réunies en CCE au siège du groupe volailler Doux à Châteaulin, mis en redressement judiciaire début juin, s'attendent à "1.500 licenciements minimum" et craignent un financement à minima de la casse sociale.

Quelques 150 personnes, dont une centaine venue du Morbihan, selon la police, étaient rassemblées dans le calme dès mardi matin devant le siège du groupe volailler, avant que les représentants syndicaux ne participent à un comité central d'entreprise (CCE) qui a duré toute la journée.

"On s'attend à 1.500 licenciements minimum, ça fait beaucoup et l'impact social dans la région sera grand", a déclaré à l'issue du CCE le délégué central syndical adjoint CFDT Jean-Luc Guillart.

Mais que ce soit avec les repreneurs ou avec le groupe Doux ((3.400 salariés), "il y aura de la casse sociale". "Il y a aujourd'hui entre 1.500 et 2.000 salariés qui vont perdre leur emploi", a commenté la déléguée centrale syndicale FO Nadine Hourmant.

"Il faut mettre un plan d'accompagnement des salariés. Ils vont être licenciés avec le minimum légal du licenciement économique. Certains salariés, pour 20 ans de boîte, ça va représenter même pas 10.000 euros. On demande des offres avec de meilleurs accompagnements (pour le départ) des salariés", a-t-elle déclaré.

Guillaume Garot, ministre délégué à l'Agroalimentaire, a lui affirmé mardi à l'AFP que "l'Etat soutiendra un projet durable, répondant à une logique du donnant/donnant. Il n'y aura pas d'argent public sans effort de chacun des partenaires. C'est ce que j'appelle +l'effort juste+". (liberation.fr 17.07)

Vous avez lu, pour ces misérables délégués syndicaux l'affaire est déjà entendue : "1.500 et 2.000 salariés (...) vont perdre leur emploi", il n'y a plus qu'à leur concoter "un plan d'accompagnement", passons à autre chose. Ils doivent être heureux les patrons avec de tels syndicalistes.

Voilà ce qu'on fait du syndicalisme en France en 70 ans dans le privé comme dans le public (en pire !), PCF, POI, NPA, LO et tous leurs satellites : un rouage du capitalisme dont la principale fonction est d'appliquer ou de faire appliquer par les travailleurs la législation en vigueur favorable aux exploités, tout comme les maires par exemple qui ont pour fonction de faire respecter la Constitution par les citoyens de leur commune. Les élus de leur République figurent parmi les institutions de la Ve République en agissant de l'intérieur, les syndicats figurent parmi les institutions de la Ve République en agissant de l'extérieur, ainsi chacun assume ses responsabilités sur des terrains différents dans le respect de l'ordre établi devant lequel il se prosterne.

Ainsi, totalement subordonnés au régime, il ne leur reste plus qu'à le servir.

Quant au "donnant/donnant" du ministre, il se résume à cela : acceptez d'être viré du moment qu'on vous offre une aumône. Et estimez-vous heureux, cela pourrait être pire ! Les délégués syndicaux tendent leur sébile et disent merci à leur bienfaiteurs. La déléguée centrale syndicale FO Nadine Hourmant s'en tape, elle dit "ils" en parlant de ceux qui vont perdre leur boulot, elle n'est pas concernée, elle l'est d'autant moins qu'elle n'a même pas pris la peine de dire "nous".

C'est un détail vous allez dire, non, cela dénote un certain état d'esprit, une conception du syndicalisme et de la lutte de classe, elle a le langage des bureaucrates qui se foutent du sort des travailleurs, qui sont étrangers aux masses ou coués d'elles.

### **En famille. TSCG, quand Ayraut en appelle à l'UMP.**

Le "paquet européen", dont le traité de stabilité budgétaire, sera soumis au Parlement français fin septembre-début octobre, a déclaré mardi le Premier ministre, Jean-Marc Ayraut.

Selon le vice-président du groupe PS, Thierry Mandon, il a confirmé devant les députés socialistes que la "règle d'or" budgétaire, qui impose aux Etats européens signataires de plafonner leur déficit structurel à 0,5% du PIB, ne serait pas inscrite dans la Constitution.

Plus tard, lors des questions d'actualité à l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault a exhorté tous les parlementaires, dont ceux de l'opposition, à prendre le moment venu leurs responsabilités.

"On verra ce que vous êtes capables de faire", a-t-il lancé à l'adresse des bancs de la droite. "J'invite d'ores et déjà l'ensemble des parlementaires à choisir la voie du redressement et de la réorientation de l'Europe."

Le président François Hollande a saisi vendredi dernier le Conseil constitutionnel pour déterminer si la ratification du "pacte budgétaire" nécessitait une révision du texte fondamental.

Une révision obligerait le gouvernement à rallier une majorité des trois cinquièmes au Parlement réuni en Congrès, ce qui suppose l'appui d'une partie au moins de l'opposition.

Le Conseil a un délai d'un mois pour se prononcer.

Si il décide qu'il n'y a pas lieu à révision, le gouvernement déposera un projet de loi autorisant la ratification du pacte budgétaire à la majorité simple par les deux chambres.

Si une révision est nécessaire, elle devra être soumise soit à référendum, ce qui semble exclu, soit au congrès. Une fois la révision constitutionnelle acquise, il restera à déposer un projet de loi autorisant la ratification du pacte budgétaire. (Reuters 17.07)

Qu'ils s'étrillent pour obtenir la plus grosse part du gâteau, cela fait partie de la règle du jeu des institutions, chacun son tour comme à confesse, ensuite il faut bien que la digestion se déroule tranquillement, en famille, ils sortent des mêmes écoles et souvent ils sont issus du même milieu, Attali habite à Neuilly-sur-Seine et il n'est pas le seul dans ce cas-là...

En Grèce, le PASOK a été laminé aux dernières élections, ce parti serait en crise nous dit-on, on veut bien le croire, mais apparemment ils s'en sont déjà remis, ce n'est pas cela qui va les empêcher de dormir. Vous pouvez prendre l'Espagne et le PSOE ou encore le SPD en Allemagne, vous parviendrez toujours au même constat : ces partis figurent dans le camp ennemi et s'ils ne s'en portent pas si mal, c'est parce qu'ils y sont habitués, cela ne date pas d'hier. Nos dirigeants s'emploient à l'occulter ou le minimiser, demandez-vous pourquoi.

Des dirigeants du PS avaient rejoint le gouvernement Sarkozy-Fillon, cela a fait l'objet de déclarations tonitruantes puis plus rien, digéré. L'affaire DSK qui devait plomber la campagne électorale du PS, que nenni, escamotée, envolée, expulsée sans effort.

Que Hollande inscrive cette "règle d'or" dans la Constitution ou qu'il la fasse figurer dans une loi organique, à la limite on s'en contrefout, est-ce que cela changera quelque chose au fait que lorsque les travailleurs estimeront légitimes de se battre pour une revendication ils se mobiliseront pour la faire aboutir ? Non, ils ne prendront pas la peine de se référer à la Constitution ou à la loi avant de s'engager dans cette bataille, ils partiront de leurs besoins et s'y tiendront, et s'ils n'en sont pas capables, ils n'auront que leurs yeux pour pleurer, ils auront qu'à en tirer la conclusion qu'il faut passer outre, voilà tout.

C'est ce dernier point qui inquiète nos dirigeants, car eux ils ne sont pas près de passer à des actions illégales, ce sont des lopettes. En Allemagne et en Russie, dans quelles conditions se sont battus les travailleurs et leurs partis du milieu du XIXe siècle au début du XXe siècle ? En violant la loi, en allant à l'affrontement avec le régime qui les réprimait violemment. C'est au cours de ces expériences que s'est forgé le caractère des militants révolutionnaires et que leurs organisations et partis se sont renforcés. La solidarité ouvrière aussi. Donc pas de quoi désespéré comme le font les veuves éplorées du POI qui n'auront même plus un os à donner à ronger à leurs militants.

### **Le casino tente un peu moins les privilégiés.**

À propos du rapport des Français avec la bourse, pas si heureux selon l'AMF, qui rapporte qu' « au cours des dix dernières années les ménages français ont eu globalement tendance à acquérir des actions en haut de cycle boursier et à s'en défaire (au plus bas) », il reste 4,1 millions d'actionnaires individuels en France, 2,3 millions ayant quitté la bourse depuis le début de la crise (2008). (atlantico.fr 17.07)

Acheter des actions quand elles sont au plus haut pour les revendre quand elles sont au plus bas, cela porte un nom : pigeon ! On ne les plaindra pas, même les "petits porteurs", à trop vouloir jouer aux grands bourgeois, c'est comme vouloir péter plus haut que son cul, un jour cela vous éclate en pleine figure et ça ne sent pas très bon généralement.

En Inde, cent fois j'aurais pu m'enrichir, cent fois je m'y suis refusé, alors je ne vais pas flatter la crasse ignorance de mes semblables, cela leur servira de leçon. Cela fait réfléchir, c'est un bon début, sinon tant pis.

### **Syrie. Impossible de toujours nier les faits, la vérité finie toujours par triompher. Confirmation.**

Le quotidien Le Figaro affirme mardi soir sur son site que le journaliste de France 2 Gilles Jacquier a été tué le 11 janvier dernier par "un tir d'obus lancé par les rebelles de Homs, qui visaient un quartier alaouite pro-régime où se trouvait" le grand reporter.

Sur son site, le quotidien cite une "source proche du dossier au ministère de la Défense à Paris".

"Les analyses balistiques et les renseignements recueillis sur place par nos sources juste après le drame indiquent que Jacquier a été tué d'un tir d'obus de mortier de 81 mm venu d'un quartier sunnite rebelle", a déclaré cette source, selon Le Figaro. "Des analyses montrent assez précisément la source du tir".

"Tous les services spécialisés, ainsi que les diplomates de l'ambassade de France à Damas sont d'accord (avec) cette conclusion", a ajouté cette source, selon le quotidien.

Interrogés par l'AFP, les ministères des Affaires étrangères et de la Défense se sont refusés à tout commentaire.

De source judiciaire, on a répondu à l'AFP: "L'information judiciaire suit son cours". (AFP 17.07)

Cela signifie donc que la totalité des médias écrits et audiovisuels avaient menti et présenté une fausse version des faits, y compris bien sûr Le Figaro.

Commentaire d'un internaute.

- Dès le début certains médias non traditionnels avec des journalistes indépendants avaient déjà analysé cette mort et avaient conclu à un tir des rebelles. Tandis que nos médias traditionnels de droite comme de gauche et qui sont la voix de nos gouvernants, ceux-là mêmes qui n'ont jamais annoncés le nombre réel de morts en Libye pour obéir au gouvernement, nous annonçaient dès le début un tir de l'armée du gouvernement syrien." Le Réseau Voltaire pour ne pas le nommer.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Tartufe.

- Hollande lance un débat sur l'euthanasie sans prononcer le mot - Reuters

De la même manière qu'il ne prononcera pas le mot *rigueur* ou *austérité* auxquels il préfère l'"*effort juste*", entendez par là équitable, entre un multimillionnaire à qui on va en soustraire un ou deux et un travailleur pauvre que l'on va taxer davantage ou laisser dans la misère. Au fait, on ne voit pas comment il pourrait exiger de rentiers qu'ils produisent un "*effort*" !

Hollande, c'est l'hypocrisie poussée à la caricature.

### Américanisation et empoisonnement collectif sont synonymes.

- Les Français mangent 14 burgers par an et par personne - AFP

Je me suis préparé un poulet aux champignons et aux herbes de Provence à la sauteuse, avant de verser un yahourt en fin de cuisson (en guise de crème fraîche), servi avec des pommes de terre et des carottes cuites à la vapeur revenues légèrement à la poêle avec un soupçon d'huile d'olive et d'origan. C'est autre chose que leur merde !

Je n'ai le temps de rien faire, je cavale tout le temps, c'est vrai, mais je le prends de préparer mes repas. On est ce qu'on mange, je n'ai pas envie de finir aussi dégénéré qu'un Américain, ils ne le sont pas tous, les exceptions confirment la règle toutefois.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE



## 1- France

Silence... on tourne pour le Nouvel Ordre Mondial

Il y a quelques jours, Laurent Fabius, ministre socialiste français des Affaires étrangères, a fait une conférence à Science Po. Le socialiste du changement, riche comme Crésus, s'inscrit comme un bon élève du système mondialiste, parlant de démocratie mais agissant en faveur d'un monde où la dictature est le seul régime voulu par la nomenklatura des sociétés secrètes qu'il fréquente, comme nombreux de ses copains des deux plateaux de la balance démocratique française.

Cette conférence a donc été organisée à Science Po, et le ministre socialiste a pu rabâcher le discours des sectaires de l'Otan sur le devoir d'ingérence des démocrates occidentaux dans la souveraineté des autres pays, pour en chasser les méchants dirigeants.

Des personnes interrogées à l'issue de ce monologue, on apprend que les questions ont été choisies à l'avance et qu'il était interdit à quiconque d'interroger l'homme savant. C'est la démocratie des Young Leaders. Là, point de changement avec l'autre équipe UMP.

On cache volontairement le fait que les méchants sont toujours dans des régions où les Occidentaux convoitent le pétrole, le gaz, ou le passage d'oléoducs.

Mais pourquoi ne pas exploiter le pétrole présent en abondance dans certaines régions en France ? M. Fabius et ses amis de l'UMP savent très bien qu'il ne faut surtout pas froisser les Césars du cartel de l'énergie de la Côte Est américaine sur ce point. La France doit demeurer dépendante de l'or noir extérieur. Ceux qui sont allés contre ce principe, ont bien mal fini, comme l'a démontré Pierre Fontaine en son temps.

Donc Laurent Fabius n'avouera jamais que la révolution syrienne est un paravent médiatique masquant l'intervention militaire occidentale à la conquête du gaz... Les marionnettes de l'UMP/PS n'ont strictement rien à faire de la misère des populations. Les entendez-vous pleurer pour les citoyens du Bahreïn, martyrisés quotidiennement, où contester les agissements des princes saoudiens ? Organisent-ils, avec les associations qu'ils financent grassement, des manifestations devant les ambassades de ces pays ? Non. Là, on peut tuer, massacrer... circulez, il n'y a rien à voir. Mais la Syrie, c'est très grave !

Même discours d'un certain Alain Juppé, qui a joué un rôle plus que nauséabond en Libye. Les banquiers internationaux sauront lui renvoyer l'ascenseur, sa carrière politique n'est probablement pas achevée.

Et que se passe t-il en Libye aujourd'hui, après que les amis d'Alain Juppé et de N. Sarkozy ont bombardé, tué, massacré... empêché les Libyens d'avoir une banque centrale INDÉPENDANTE du cartel bancaire ?

Ce pays d'Afrique du Nord, autrefois prospère, s'est transformé en un territoire contrôlé par de nombreux cheikhs et de chefs de factions armées après le renversement du régime de Mouammar Kadhafi. Le gouvernement de Tripoli est également devenu une façade destinée exclusivement à recevoir de l'aide matérielle de la part de l'Occident, écrit mercredi 4 juillet le quotidien Rossiiskaïa gazeta. *"Le nouveau gouvernement libyen ne décide et ne contrôle absolument rien. Par conséquent, il n'est responsable de rien. Les anciens leaders des rebelles qui sont restés à la tête de leurs unités, torturent des prisonniers et prennent des gens en otage en espérant qu'ils seront utiles à terme pour marchander avec le gouvernement central.*

*D'après son rapport, les organismes de l'ONU chargés des droits de l'homme ne remplissent pas leurs fonctions directes en Libye, et l'on ignore tout des enquêtes menées dans ce pays et des condamnations. Selon Alexandre Pankine, numéro deux de l'ambassade de Russie à l'ONU, "on mène une activité bouillonnante en Libye, mais sans résultats."*

*Beaucoup de rumeurs arrivent de Libye concernant la violence contre des personnes soupçonnées d'avoir collaboré avec le régime Kadhafi, des exécutions sommaires, des prisons contrôlées par des unités locales et non par le gouvernement. Mais pendant les audiences au Conseil de sécurité, la commissaire de l'ONU a affirmé qu'elle n'avait aucune information fiable sur ces faits. Navi Pillay a peut-être dit la vérité – les organismes internationaux des droits de l'homme ne veulent pas envoyer leur personnel dans un pays où les lois n'existent pas»...*

A l'heure de la technologie ultra sophistiquée où l'on est capable de voir en n'importe quelle partie du monde ce que font les insectes dans le sol, l'ONU n'a pas d'informations fiables sur le foutoir que les mondialistes ont généré en Libye... (liesi.17.07)

## 2- Egypte

Des bagarres ont éclaté mardi dans la salle d'audience du tribunal administratif du Caire, retardant une décision que les juges devaient rendre sur la légitimité de l'assemblée constituante.

Dépassés par les événements, les juges ont suspendu la séance et se sont repliés dans une autre salle. En fin d'après-midi,



rien n'avait filtré de leurs débats.

En dépit de sa victoire au second tour de la présidentielle, Mohamed Morsi, qui a prêté serment le 30 juin, n'a toujours pas formé de gouvernement et ne peut s'appuyer sur un parlement opérationnel ni même sur une constitution.

Les juges ont démenti être sous l'influence des militaires.

Ces incidents illustrent le regain de tensions en Egypte depuis la proclamation de l'élection de Mohamed Morsi à la présidence et la lutte de pouvoir qui l'oppose aux militaires du CSFA, qui assuraient l'intérim depuis la chute d'Hosni Moubarak en février 2011. (Reuters 17.07)

## SOCIAL

### 1- France

Quelque 87.000 emplois salariés marchands seront détruits cette année en France et plus de 30.000 l'an prochain, poussant le taux de chômage à 10,5% de la population active fin 2013 en métropole, selon l'institut d'études Coe-Rexecode.

Le seuil de 10% serait quant à lui franchi cet été.

Selon l'Insee, le taux de chômage au sens du Bureau international du Travail (BIT) était de 9,6% en métropole fin mars et de 10,0% avec les départements d'Outre-mer.

*"La croissance économique (0,3% en 2012 et 0,8% en 2013 selon nos prévisions) sera insuffisante pour retrouver des créations nettes d'emploi, notamment dans le secteur marchand non agricole",* écrit Coe-Rexecode dans une étude publiée mardi.

Ces prévisions de croissance sont identiques à celles publiées lundi par le Fonds monétaire international.

*"Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A serait en hausse de 194.000 personnes en 2012 puis 110.000 en 2013 après +147.000 en 2011. Le nombre de chômeurs au sens du BIT progresserait pour sa part de 244.000 en 2012 et 110.000 en 2013",* poursuit l'étude. (Reuters 17.07)

### 2- Espagne

Aux cris de *"mains en l'air, c'est un hold-up"*, environ 1.500 fonctionnaires se sont rassemblés mardi soir devant le ministère du Budget à Madrid, pour dire "non" au plan de rigueur gouvernemental qui les prive de leur prime de Noël.

Levant les mains au ciel, dans le hurlement des sifflets, les fonctionnaires, répondant à l'appel des syndicats, manifestaient comme ils le font quotidiennement depuis l'annonce le 11 juillet du plan d'économies.

*"Nous manifestons parce qu'ils nous avaient déjà baissé puis gelé nos salaires, et maintenant, avec la prime de Noël, c'est la fin",* explique Ines Cornide, une femme de 44 ans, fonctionnaire dans la justice depuis 14 ans.

*"Ces mesures ne vont pas relancer la consommation, ne vont pas créer d'emploi, et elles nous frappent nous, qui avons une situation un peu plus sûre, qui pourrions aider la consommation",* ajoute cette manifestante, venue avec son mari, fonctionnaire lui aussi dans l'administration pénitentiaire.

Quelques heures plus tôt, quelques centaines de fonctionnaires étaient déjà sortis des ministères et administrations du centre de Madrid, à l'heure de la pause-café de la fin de matinée.

Dans une forêt de petites pancartes portant le mot "NO", accompagné d'une paire de ciseaux dessinés, symbole des coupes budgétaires, les manifestants ont bloqué pendant environ une demi-heure plusieurs avenues du centre de la capitale.

*"Démocratie, où es-tu", "Chômeurs, bougez-vous",* clamaient d'autres pancartes. (AFP 17.07)

Dites-le, que faisiez-vous, où étiez-vous quand des millions de travailleurs du secteur privé se sont fait jeter à la rue, vous ne vous sentiez pas vraiment concernés en tant que fonctionnaires n'est-ce pas ? Bougez votre cul pour défendre votre statut d'accord, mais quand il s'agissait d'être solidaire des travailleurs du privé, vous avez répondu aux abonnés absents... D'accord, vous l'admettez, et la faute en revient uniquement ou principalement aux dirigeants corrompus des syndicats et des partis ouvriers institutionnels qui ne vous ont pas inculqué cet état d'esprit, qui ont été incapables d'assurer votre formation politique.

Ils ont tout fait pour vous diviser, maintenant rassemblez-vous et préparez-vous à affronter le régime... pas "les mains en l'air", mais les armes à la main, car il vous faudra y venir, cela non plus on ne vous l'a pas appris, en fait, ils ne vous ont rien appris, sinon à accepter votre triste sort.

### 3- Allemagne

RWE, deuxième groupe de services aux collectivités en Allemagne, prévoit de supprimer entre 2.000 et 5.000 postes supplémentaires en Europe, a déclaré mardi à Reuters un porte-parole du syndicat Verdi.

En décembre, une source interne à RWE avait toutefois dit à Reuters que le groupe prévoyait de supprimer jusqu'à 8.000 postes au cours des prochaines années.

Au 31 mars, RWE employait quelque 72.000 personnes.

Si le groupe se sépare de 13.000 personnes, le chiffre maximum évoqué jusqu'à présent, cela se traduirait par une réduction de 18% de ses effectifs. (Reuters Reuters 17.07)

## ECONOMIE

### 1- Banques

Un nouveau complot des banques contre les Etats et les particuliers...

Un nouveau scandale dans le monde de la finance et pas des moindres : la CITY manipule le taux d'intérêt qui conditionne au jour le jour la gestion d'une masse pharamineuse de capitaux, évaluée dans le monde (avec les produits financiers dérivés et toxiques qui plombent à présent toutes les grandes banques dans le monde) au chiffre astronomique de 350.000 milliards de Dollars – trois cent cinquante trillions de US \$, soit environ 7 fois le PIB mondial !

*« Le Libor, et son homologue basé à Bruxelles, l'Euribor (le taux interbancaire de référence sur le marché européen), qui est également la cible de manipulation bancaire, sont utilisés pour calculer le taux de prêts hypothécaires, de prêts étudiants et de cartes de crédit s'élevant à 10.000 milliards de dollars. Environ 90 pour cent des prêts commerciaux et hypothécaires américains sont liés à cet indice. »*

On imagine les conséquences pour les particuliers mais aussi pour les Etats !

*« Ce complot des banquiers a un très réel et immense impact sur la vie des gens ordinaires. D'innombrables milliards ont en fait été volés aux nouveaux propriétaires de maisons et d'immeubles ou aux détenteurs d'hypothèques à taux variables, de cartes de crédit, aux détenteurs de prêts étudiants, au financement de petites entreprises ou autres consommateurs chaque fois que les banques ont fixé le Libor de manière artificiellement élevée. Le Wall Street Journal a souligné jeudi qu'un taux d'intérêt trop élevé de 0,3 pour cent se traduisait par une augmentation de 100 dollars du remboursement mensuel sur un crédit hypothécaire à taux variable de 500.000 dollars.*

*La sous-estimation du taux du Libor a, d'autre part, coûté aux détenteurs d'obligations qui ne font pas partie du complot, d'innombrables milliards en rendement de moins. Sont concernés les gouvernements fédéraux ou locaux qui ont diminué les déficits budgétaires en supprimant drastiquement les emplois, en réduisant considérablement les salaires et les services publics. Sont concernés aussi les fonds de pension et les retraités disposant de placements fixes et dont les revenus furent substantiellement réduits. »*

C'est l'une des plus monstrueuses arnaques de tous les temps, et elle nous vient de la CITY de Londres. Les étudiants en économie ne peuvent que constater l'énorme fossé qui existe entre l'économie enseignée dans les livres et l'économie réelle mondialisée, telle qu'elle fonctionne selon les volontés de quelques familles oligarchiques, parvenues à contrôler l'ensemble du système bancaire occidental. La masse de capitaux qu'ils engrangent comme bénéfices quotidiens leur a permis depuis bien longtemps de prendre le contrôle du système politique, de changer les équipes gouvernementales quand cela s'avère nécessaire afin d'illusionner l'électeur qui croit encore aux candidats promettant le changement. Une seule certitude : la finance anonyme et vagabonde réussit sans obstacle majeur (pour le moment) à faire progresser son plan de Nouvel Ordre Mondial. (liesi.12.07)

### 2- Espagne

L'Espagne va mettre en place une structure de défaisance qui rassemblera l'ensemble des actifs immobiliers toxiques de ses

banques en difficulté en attendant de pouvoir éventuellement les vendre, a annoncé mardi le gouverneur de la banque centrale.

"Je comprends que nous allons faire cela en étudiant les bilans des banques qui bénéficient de l'aide publique et qu'il va y avoir une séparation d'actifs", a déclaré Luis Maria Linde lors d'une audition devant le parlement.

"Cela va impliquer une très grosse structure, dont la gestion va être très compliquée. Ce n'est pas quelque chose de simple que l'on peut résoudre en quelques mois ou quelques années", a-t-il précisé.

Le gouvernement n'a "absolument" aucune intention de fermer des banques, a répété mardi le ministre de l'Economie Luis de Guindos.

"Si un établissement n'est pas assez solide pour assurer son avenir, il devra être démantelé en bon ordre ou liquidé", a jugé Luis Maria Linde. (Reuters 17.07)

### 3- Grande-Bretagne

Le géant bancaire britannique HSBC a reconnu des "défaillances" et présenté publiquement ses excuses mardi devant le Sénat américain pour avoir manqué de vigilance face à de possibles opérations de blanchiment d'argent.

"Nous présentons nos excuses quant au fait que la HSBC n'a pas été à la hauteur des attentes de nos régulateurs, de nos clients, de nos employés et des citoyens", a affirmé devant une commission sénatoriale Irene Dörner, présidente de HBUS, la filiale américaine de HSBC.

Ce non-respect des réglementations "est inacceptable", a-t-elle ajouté devant la commission d'enquête du Sénat liée à la sécurité intérieure, qui a publié un rapport accablant sur les pratiques de la banque.

La mise au jour de ces pratiques intervient au moment où le scandale des manipulations du Libor, le taux interbancaire offert à Londres, prend de plus en plus d'ampleur dans le monde de la finance.

Le rapport de la commission d'enquête du Sénat a souligné de "graves carences" dans le système anti-blanchiment de HBUS.

L'audition de mardi a par exemple souligné que la banque avait réalisé 16 milliards de dollars de transactions secrètes avec l'Iran sur une période de six ans. Les responsables de la banque étaient au courant des "transactions secrètes avec l'Iran" --dont la documentation ne mentionnait aucun lien avec ce pays-- depuis 2001 et jusqu'en 2007, pour un total de 25.000 opérations, selon le document parlementaire de 330 pages.

Les Etats-Unis interdisent les relations commerciales et financières avec l'Iran, la Corée du Nord ou encore le Soudan.

Le sénateur démocrate Carl Levin, qui préside la commission, a qualifié de "choquantes" les manipulations de la banque et a déploré le fait que les responsables de la banque "savaient ce qui se passait, mais ont permis à cette pratique trompeuse de continuer".

Par ailleurs, selon des éléments du rapport mis en avant par la commission dès lundi, la banque a exposé le système financier américain à de possibles opérations de blanchiment de l'argent de la drogue des cartels mexicains. La filiale mexicaine a ainsi transféré un montant de 7 milliards de dollars vers HBUS entre 2007 et 2008.

HBUS a également entretenu des relations financières avec des établissements bancaires soupçonnés de liens avec des organisations terroristes présumées. Le rapport cite à cet égard la banque saoudienne Al Rajhi Bank.

Le document souligne aussi que le géant bancaire britannique a aidé à écouler un montant de 290 millions de dollars en chèques de voyage émis par une banque japonaise au bénéfice de ressortissants russes qui prétendaient travailler dans les voitures d'occasion.

HBUS possède 470 agences aux Etats-Unis et fournit des services à environ 1.200 autres banques, dont 80 filiales. (AFP 17.07)

### 4- Etats-Unis

Le United States Department of Agriculture (USDA) vient de déclarer un état de catastrophe naturelle dans plus de mille comtés des Etats-Unis et vingt-six Etats sont cruellement touchés par la sécheresse. Pour les autorités américaines, c'est la plus grande catastrophe naturelle jamais connue en Amérique.

L'état de catastrophe naturelle déclaré permet aux agriculteurs et aux éleveurs de bénéficier de l'aide fédérale ainsi que de prêts d'urgence à très faible taux d'intérêt.

Selon l'Observatoire des Etats-Unis plus de la moitié (56 pour cent exactement) des Etats du pays sont impactés par la sécheresse. Un niveau jamais vu depuis l'existence de cet Observatoire. (liesi.15.07)

[Haut de page ↗](#)

## Le 19 juillet

### CAUSERIE

Nous n'avons rien publié sur les élections qui ont eu lieu le 7 juillet en Libye, car les résultats définitifs ne seront connus que dans deux semaines. (source : [lexpress.fr](http://lexpress.fr) 18.07)

Ce matin j'ai été obligé de faire des courses et d'aller à la banque, j'ai perdu deux heures. Je n'ai plus le temps de causer. Quelques réflexions rapidement.

1- Quand on y regarde de près, on s'aperçoit que le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius-Montebourg s'aligne à la virgule près sur la politique de l'impérialisme américain, qu'il s'agisse de la "croissance", des énergies renouvelables, de la Syrie, de la défense de l'Etat sioniste, etc. le mimétisme est si parfait qu'il pourrait faire pâlir de jalousie Sarkozy et sa clique.

2- Messieurs Mailly, Thibault, Chérèque et consorts n'ont aucune légitimité pour "négocier" au nom des travailleurs avec le patronat et le gouvernement la remise en cause de nos droits ou acquis. Quel parti le précise ? Aucun.

3- Hier sur PSA mon analyse était incomplète. Si Thibault a pris plus ou moins position contre la fermeture de l'usine d'Aulnay, absolument aucun dirigeant syndical n'a appelé à la grève illimitée avec occupation pour faire aboutir cette revendication légitime. Pas plus d'ailleurs le PCF, le POI, le NPA ou LO. Vous vous demandiez peut-être où ils avaient capitulé, vous avez la réponse à cette question.

4- A la liste des portails pourris, après Rue89, le Grand Soir et d'autres que j'ai signalés récemment, vous pouvez ajouter Owni qui est venu au secours de la coalition militaire occidentale dont les mercenaires sont à l'oeuvre en Syrie, qui a dénoncé «un copier-coller d'un article de Wayne Madsen, un ancien militaire américain devenu journaliste spécialiste des services de renseignement, proche du Réseau Voltaire et conspirationniste».

Hier, 20minutes.fr précisait que "cet article de Wayne Madsen affirme ainsi que l'ancien ambassadeur des États-Unis en Syrie a été chargé, au nom de la CIA et avec l'aide des services israéliens du Mossad de recruter des «escadrons de la mort» auprès de terroristes d'Al-Qaida et de les envoyer se battre contre les forces fidèles au régime syrien.", Meyssan dans sa dernière vidéo les compare à juste raison aux Contras...

Pas de bol pour ces réactionnaires, il y a dans notre portail plus de 200 articles de sources très diverses qui corroborent preuves à l'appui la version des faits que nous partageons avec le Réseau Voltaire.

Précisons au passage que les auteurs des articles qui sont publiés par le Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca ne sont pas affiliés à ces réseaux d'information indépendants, qu'ils n'en sont pas salariés ou actionnaires, qu'ils proviennent de tous les continents et de milieux sociaux divers, qu'ils ne sont pas tenus à respecter une ligne éditorialiste ou de s'aligner sur les désirs formulés par un conseil d'administration comme c'est le cas des médias nationaux et régionaux aux ordres.

J'essaie dans la mesure du possible d'éviter d'être la proie de manipulateurs qui agissent sur le Net, on a le pif en éveil 24h/24, mais personne n'est infallible. Si vous êtes en possession de données permettant d'identifier des portails ou des blogs suspects, veuillez me les communiquer, après analyse ou vérification j'en informerai les camarades qui se connectent sur le site.

5- J'allais oublier de vous signaler que l'attaque du portail Owni à la rescousse des va-t-en-guerre contre la Syrie contre le Réseau Voltaire, provient de la diffusion de messages (courriels) attribués au président syrien Bachar al-Assad via le réseau WikiLeaks. Au fait, Assange n'est toujours pas extradé vers la Suède ? Bénéficierait-il d'une protection spéciale à un très haut niveau ?

Le fin mot de l'histoire de Wikileaks ne serait-il pas une vaste opération d'intoxication ou de propagande mondiale orchestrée depuis Washington ? Certains l'ont suggérée, mais sans jamais fournir la moindre preuve tangible, d'où notre prudence sur ce sujet. Aurait-il été récupéré, se serait-il vendu pour sauver sa peau ou tout aurait été fabriqué depuis le début pour nous induire en erreur ? C'était l'avis de T. Meyssan que je n'ai pas suivi en attendant d'en savoir davantage. Attendons de voir la suite.

6- T. Meyssan est en Syrie, il risque sa peau tous les jours l'air de rien, hier c'est le beau-frère d'Assad et le ministre de la Défense qui y ont laissé la leur comme quoi dorénavant plus personne n'est en sécurité en Syrie. J'ai fini par avoir plus d'estime envers Meyssan que je ne connais pas plus que vous qu'envers nos dirigeants planqués dans leurs bunkers et qui me filent la nausée rien que d'y penser...

### **A quoi sert ELV : à justifier la hausse de vos factures de gaz, électricité, fioul ou essence.**

La facture annuelle d'électricité des ménages français pourrait bondir de 50% environ d'ici à 2020 si la législation et les comportements de consommation restent inchangés, selon un rapport du Sénat publié mercredi.

Citant des projections de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), ce rapport estime que la facture annuelle d'un ménage type ayant souscrit l'option heures pleines-heures creuses - et a priori équipé d'un chauffage électrique - atteindrait 1.307 euros en 2020 contre 874,5 euros en 2011.

Toujours selon les calculs de la CRE, la hausse atteindrait 30% entre 2011 et 2016, une projection déjà publiée début 2012.

Publié par la commission d'enquête du Sénat sur le coût réel de l'électricité, créée à l'initiative du groupe écologiste, le rapport souligne en particulier que les charges d'EDF liées à la CSPE pourraient passer de 4,3 milliards d'euros en 2012 à près de 10 voire 11 milliards en 2020 (dont 7,5 milliards pour les renouvelables).

Evoquant *"le prix à payer pour amorcer la transition énergétique"*, la commission estime que *"l'augmentation provisoire du prix de l'électricité due aux renouvelables, incontestable, doit donc être prise pour ce qu'elle est : un investissement nécessaire pour l'avenir"*.

Le document publié par la commission a été adopté par l'ensemble de ses membres à l'exception du groupe communiste, républicain et citoyen, pour qui *"les socialistes laissent passer la proposition des groupes écologistes et UMP d'augmenter le coût de l'électricité"*.

La publication de ce rapport est censée permettre d'éclairer le débat sur la transition énergétique prévu à l'automne par le nouveau gouvernement.

Le gouvernement a par ailleurs décidé de limiter la hausse de l'électricité à 2% au 1er août et réfléchit à un *"réforme structurelle"* des tarifs de l'énergie qui passerait par des prix progressifs distinguant les consommations essentielles et celles de confort. (Reuters 18.07)

Puisque c'est un sujet d'actualité, il est bon de préciser comment se traduirait cette *"réforme structurelle"* et ce qu'elle induit.

Le mois dernier j'ai eu la mauvaise surprise de me retrouver avec une facture d'électricité énorme, 3.700 roupies, alors que jusqu'à présent je n'avais jamais payé plus de 500 à 800 roupies tous les deux mois. Pour avoir un ordre d'idée de ce que cela représente, le salaire minimum est d'environ 5.000 roupies par mois.

Ce qui s'est passé, c'est que depuis que j'ai déménagé, le compteur électrique de la maison que j'ai louée est situé dans le jardin à deux mètres de la rue, j'avais donc hésité à placer un court-circuit à l'entrée du compteur pour le ralentir, j'en avais fixé un mais sans le visser, du coup il ne servait pratiquement à rien. Les deux mois précédents mon épouse était présente, comme depuis la pose de ses prothèses cardiaques elle ne supporte plus les grosses chaleurs, on a fait fonctionner le climatiseur toutes les nuits et même parfois la journée, ce n'était pas un luxe mais une mesure correspondant à son état de santé.

Ce qui signifie que seuls les nantis ont le droit d'utiliser un climatiseur l'été ou une grande partie de l'année en Inde. Les pauvres pourraient acheter d'occasion un climatiseur qu'ils ne pourraient en payer ni la maintenance ni leurs factures d'électricité, quant à la classe moyenne, elle peut se doter de climatiseurs, mais seuls ceux de ses membres qui ne sont pas déjà endettés jusqu'au cou pourraient payer de telles factures.

La facturation progressive qui pourrait paraître démocratique est en réalité un moyen pour que chaque classe reste à sa place et que seules celles des nantis profitent de ce qu'on n'ose même plus appeler le progrès social, tellement il réclame de sacrifice pour y accéder quand vous n'appartenez pas à la classe des privilégiés.

L'immense masse des travailleurs ne doivent pas s'imaginer ou espérer que leur mode de vie va s'améliorer dans les années à venir, il aura plutôt tendance à se dégrader, voilà la signification de cette *"réforme structurelle"* annoncée. Seuls ceux qui en auront les moyens pourront s'offrir de meilleures conditions d'existence, les autres verront les leurs se dégrader inexorablement.



Depuis début juillet, j'ai pris le risque d'installer un nouveau coupe-circuit à l'entrée du compteur que j'ai solidement vissé, ainsi il tourne au ralenti, cette fois je l'ai vérifié, je le retirerai vers le 25 du mois suivant puisqu'ils relèvent les compteurs tous les deux mois entre le 27 et le 30 ou 31.

En Inde, les miséreux peuvent s'éventer avec un feuille tombée d'un arbre, les pauvres avec un éventail, les moins pauvres avec un ventilateur qui brasse de l'air bouillant, les nantis (dont je fais partie !) se rafraîchir avec un climatiseur. Autant vous dire que la journée je me contente du ventilateur ou rien pendant que je bosse, je transpire comme un boeuf, mais c'est pour perdre quelques kilos, encore un truc de privilégiés !

Pour revenir en France, vous aurez constaté qu'il y a là un consensus EELV-PS-UMP, normal quoi, ils figurent dans le même camp.

### **A propos du Conseil national du PS du 18 juillet.**

#### **Les "godillots" d'un régime bonapartiste qui leur va comme un gant tout neuf.**

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault et son ex-rivale pour Matignon, la Première secrétaire Martine Aubry, ont affiché leur unité mercredi au conseil national du PS, en invitant Benoît Hamon à rejoindre leur texte majoritaire d'ici le congrès à l'automne.

Sans surprise, leur "*contribution générale*" a été signée par une immense majorité des cadres du PS (88% des parlementaires, 77% des secrétaires nationaux, 90% des présidents de conseils régionaux, d'après un proche de Martine Aubry), ainsi que par tous les ministres socialistes sauf deux, Arnaud Montebourg, qui n'a rien signé, et Benoît Hamon.

Ce dernier a fait bande à part en soutenant le texte de ses amis de l'aile gauche du PS, particulièrement hostiles au traité européen de discipline budgétaire, que le Parlement devrait examiner à la rentrée.

Le Premier ministre et la maire de Lille avaient pourtant invité tous les ministres et dirigeants du parti à signer leur texte, exclusivement.

"*J'ai eu une discussion avec lui*", a dit M. Ayrault, interrogé sur l'initiative de Benoît Hamon. Avant de prévenir: "*Il est membre du gouvernement. Je souhaite que nous soyons tous rassemblés au moment où l'on soumettra une motion au vote des militants (lors du congrès)*".

"*Le Parti socialiste n'est pas un parti godillot, comme je l'ai lu quelque part. Nous sommes un parti de débat, mais sur l'essentiel, où sont nos différences et nos divergences?*", s'est-il interrogé.

"*Je n'ai eu que des conversations constructives avec le Premier ministre*", a commenté Benoît Hamon arrivant un peu plus tard avec des députés de son courant "*Un monde d'avance*" (UMA).

"*On verra*", a-t-il répondu à la question d'une éventuelle motion de son courant d'ici le 12 septembre, date du conseil national qui enregistrera le dépôt des textes soumis au vote des militants. Cette question fait débat au sein de son courant, qui ne présentera pas en revanche de candidat au poste de Premier secrétaire.

"*Nous voulons apporter une contribution utile à François Hollande et la gauche européenne*", a poursuivi le ministre de l'Economie solidaire, précisant que le texte de ses amis était signé par 27 parlementaires français et 23 députés "*de la gauche du SPD*", dont certains se sont opposés en Allemagne à la ratification du traité européen.

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls, ex-candidat à la primaire, a aussi fait pression sur son collègue: "*Sa contribution n'est pas une surprise, mais enfin, vu les difficultés du pays, les effets de la crise, les attentes des Français, il est très important que chacun se rassemble, et Benoît y participera*". (AFP 18.07)

Nous n'en doutons pas un seul instant, contrairement au POI qui entretient le suspens, ce qui en soi est du domaine de la fabulation ou de la manipulation. On y revient plus loin.

#### **Hamon n'a pas perdu le nord ou "ses idées", non, il est ministre !**

"*Je salue le fait que c'est le seul ministre qui a assumé qu'il n'avait pas perdu ses idées, et qu'il était prêt à les défendre avec ses amis au sein du PS tout en étant pleinement dans l'action gouvernementale et solidaire*", a déclaré sur iTélé Mme Lienemann, signataire avec Benoît Hamon de la contribution d'"*Un monde d'avance*".

Mme Lienemann signe également une autre "*contribution, peut-être un peu plus raide, sur la question de l'Europe*", a-t-elle rappelé, répétant son opposition au prochain traité budgétaire européen que la France doit ratifier. (AFP 18.07)

Ils sont comme Fabius et Cazeneuve qui avaient voté non en mai 2005 pour se retrouver ministre d'un président et d'un Premier ministre ayant voté oui et prêts à ratifier le TSCG.

Mais il y en a pour marcher dans la combine.

Le POI consacre une partie de la deuxième page de son hebdomadaire (IO n°209) à la déclaration de la sénatrice Lienemann, même qu'elle a le droit à sa petite photo dans leur journal. Qui oserait remettre en doute le fonctionnement démocratique du PS, qui oserait prétendre qu'il n'existe pas en son sein un véritable courant de gauche ? Qui oserait prétendre qu'un parti disposant d'un tel courant ne serait plus un parti ouvrier ? Et la boucle est bouclée. Qui s'emploie (en permanence) à redorer le blason du PS dont la principale fonction consiste à assurer la stabilité du régime ? Pour qui et pour quoi roule le POI ? Devinez.

Etait-ce un hasard si Informations ouvrières consacre quatre articles à PSA sans prononcer une seule fois le mot d'ordre de grève illimitée avec occupation ?

La ligne politique de ce parti est simple à comprendre, elle se résume à appeler à l'unité des organisations ou des partis dits ouvriers en s'adressant à leurs dirigeants, dont ceux du PS. Autrement dit, l'unité des traîtres ou des vendus au capital et au régime, qui devraient prendre la direction de la mobilisation des masses sur n'importe quelle revendication, ce qui implique qu'ils oeuvreraient sincèrement et loyalement pour la faire aboutir, en réalité pour mener cette mobilisation dans une impasse afin que le gouvernement puisse appliquer sa politique.

C'est cette politique de soumission aux appareils appliquée avec constance pendant 70 ans qui nous a conduit là où nous en sommes, et qui a notamment conforté les directions syndicales pourries que le POI soutient. Ainsi, dans ce numéro d'Informations ouvrières ne cherchez pas la prise de position de Mailly sur PSA, vous ne la trouverez pas, et pour cause !

Par contre, quand il s'agit de leur fond de commerce commun, ils se font plus prolixes. Mailly est cité avantageusement dans deux articles, "*Rigueur en France également pour les fonctionnaires*" et "*La négociation sur la flexibilité et les accords compétitivité-emploi est-elle enterrée ?*", dans ce dernier qui revient sur le traitement réservé aux travailleurs du secteur privé lors de la conférence antisociale des 9 et 10 juillet dernier il cite le passage où Mailly a dit "*Il y a déjà assez de flexibilité*", comme si c'était un acquis ou une situation avec laquelle il faudrait s'accommoder, sans s'engager à la combattre, sinon que serait-il venu faire à cette conférence en présence de Parisot ?

Alors qu'un syndicat a appelé à la grève illimitée avec occupation, SUD, et qu'il était suivi par des centaines de salariés de PSA dès l'annonce le 12 juillet des 8.000 suppressions d'emplois, (on va jouer les idiots) comment comprendre qu'au lieu de soutenir cette initiative, de la reprendre à son compte, le POI préfère choisir le camp des capitulards, car c'est bien ce que recouvre son appel à l'unité, avec qui, le syndicat maison, la CFDT, la CFTC, la CGC qui se sont prononcés pour accompagner la fermeture inévitable d'Aulnay selon eux, l'unité avec qui, Hollande, Ayrault, Montebourg, Sapin, le PS soumis aux actionnaires de PSA ou plutôt qui incarne leurs intérêts, leurs satellites, qui pour rejeter le plan de la direction devraient rompre avec le capitalisme et sa logique purement financière.

### Parole d'internaute

1- "*Un syndicaliste fait son boulot en dénonçant des faits délictueux mettant en cause la direction de la RATP et cela provoque son licenciement ? On est dans quel pays là ?*"

Il a osé porter l'affaire sur la place publique comme l'on dit en relayant son histoire sur Internet, pire, elle est même passée dans une émission à la télévision, un crime impardonnable !

2- "*La droite quand elle coupe la tête des syndicalistes ce sont des méchants, et quand c'est la gauche il n'y a personne pour condamner.*"

D'après ce que j'ai compris, il a osé attaquer un adhérent de l'UNSA membre de la direction de la RATP "*qui échangeait des promotions contre des faveurs sexuelles*", ceci explique peut-être cela. A ce niveau-là ils se tiennent tous les coudes.

Question : Vous avez déjà vu feu Lambert ou Gluckstein attaquer violemment Bergeron, Blondel ou Mailly dans les colonnes de leur journal ?

Ce n'est pas dans leurs rangs que vous trouverez des militants pour faire de telles remarques pertinentes, ils ont été formatés de telle sorte qu'ils en sont incapables, ce sont de grands naïfs...

**Propagande patronale. La flexibilité du travail n'aurait aucune incidence sur le coût du travail, ben voyons !**

Le coût du travail n'est qu'une cause parmi d'autres des difficultés de l'industrie française, estiment deux ex-patrons du CAC 40, Jean-Louis Beffa et Louis Schweitzer, qui plaident pour une refonte de la politique industrielle de la France.

*"C'est une erreur de ne raisonner qu'en termes de coût du travail", a confié à Reuters le président d'honneur de Saint-Gobain en marge d'une audition devant la commission économique de l'Assemblée nationale. "C'est peut-être 10% du problème ; les 90% restant relèvent de la compétitivité hors coût, c'est-à-dire de choses infiniment plus difficiles à corriger."*

Pour le président d'honneur de Renault, l'accent doit être mis sur la flexibilité du travail.

En phase économique ascendante, la tentation des groupes industriels est de créer des usines dans des pays à bas coûts, et lorsque la conjoncture se retourne, d'ajuster leur capacité de production en fermant des usines en France.

Faciliter le recours aux contrats à durée déterminée et à la mise en place d'équipes de nuit, par exemple, pour jouer sur les capacités existantes en France en période de croissance, réduirait ce risque, fait valoir Louis Schweitzer.

*"Le problème est d'éviter de créer des capacités au lieu d'utiliser les capacités existantes et, là, une flexibilité à la croissance éviterait des créations d'usines qui, à terme, condamnent les entreprises françaises", explique-t-il.*

Jean-Louis Beffa et Louis Schweitzer, favorables à un retour de l'Etat stratège et à une convergence avec le modèle industriel allemand, exhortent la nouvelle majorité à prendre rapidement ces questions à bras le corps. (Reuters 18.07)

Parce que le chômage partiel qui s'accompagne d'un salaire partiel n'aurait rien à voir avec le coût du travail ? Elle est bien bonne celle-là !

Pure coïncidence sans doute, Chérèque, Thibault, Mailly et consorts sont sur la même longueur d'onde.

Prenons un exemple. Que 1 000 ouvriers sortent 1.000 voitures par mois en ayant travaillé à plein temps ou à mi-temps, la plus-value qu'ils auront produite sera la même, la différence se situera au niveau de la part de la plus-value qui sera redistribuée comme salaire (et avantages sociaux ou cotisations sociales), et l'on comprend tout de suite que dans le second cas, la part qui reviendra au capitaliste sera le double. Ce sont les travailleurs qui produisent la plus-value ou richesse, qui créent du capital en mettant en oeuvre leur force de travail.

Une partie de la plus-value créée retournera dans la production, une autre sera distribuée sous forme de salaire et de cotisations sociales, une autre ira dans la poche de l'Etat sous forme de taxes ou d'impôts et enfin la dernière partie ira grossir le capital des actionnaires.

A production égale ou à chiffre d'affaires égal, plus la part de l'Etat et des salariés diminuent plus celle des actionnaires augmentent, d'ailleurs ils sont les seuls dont la part augmente. Flexibiliser les conditions de travail a pour seul objectif de faire baisser la part de la plus-value qui revient aux ouvriers au profit des actionnaires. C'est simple à expliquer et comprendre. On peut ajouter que pour accroître la part qui revient aux malheureux actionnaires, l'Etat prend en charge une partie du coût du chômage partiel qui est financé par les taxes et les impôts que paient à l'Etat l'ensemble des travailleurs du pays. (A suivre)

### **En Italie. Le saviez-vous ?**

En Italie, le plan de révision des dépenses publiques adopté début juillet impose aux municipalités de ne pas dépasser la moyenne d'un employé communal pour 144 habitants, l'excédent doit être licencié.

San Gimignano, un village médiéval près de Sienne en Toscane inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, est entré en rébellion après que le gouvernement lui a imposé de réduire d'un tiers son personnel, a rapporté mercredi le quotidien Il Corriere della Sera.

*"C'est une histoire de fous. En juin, le gouvernement a salué notre gestion. Nous n'avons ni dettes ni prêts en cours (...) Puis en juillet le même gouvernement nous impose de réduire notre personnel de 89 à 54", se lamente le maire de San Gimignano, Giacomo Bassi, dans un entretien au quotidien.*

Le gouvernement a en effet inscrit en juin San Gimignano sur la liste des 143 communes vertueuses reconnues pour leur bonne gestion, mais en juillet le plan de révision des dépenses publiques a imposé le licenciement de 35 employés communaux sur un total de 89.

*"Bien loin de moi l'idée de licencier: au contraire, je pourrais embaucher 35 autres personnes", lance le maire en forme de défi. (AFP 18.07)*

## **Comment une multinationale peut bénéficier d'une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci sans en être accusée, mode d'emploi.**

Avec la fermeture de la seule usine Adidas en Chine, le groupe confiera l'ensemble de sa production dans ce pays à la sous-traitance. Une fermeture prise dans "un souci d'efficacité", "en accord avec sa stratégie".

En fermant sa dernière usine chinoise détenue en propre, le fabricant d'équipements sportifs allemand Adidas va confier l'ensemble de sa production chinoise à la sous-traitance dans le pays, qui reste néanmoins son "principal site de production au monde", a indiqué mercredi une porte-parole à l'AFP. Elle confirmait des informations du Wall Street Journal.

La porte-parole a précisé que cette fermeture était cohérente avec la stratégie d'Adidas, qui confie l'essentiel de sa fabrication à des sous-traitants et n'a "qu'une poignée d'usines lui appartenant" dans le monde. En Chine, où il a affiché l'an dernier une croissance de ses ventes de 23% à 1,229 milliard d'euros, le groupe allemand travaille avec 300 usines sous-traitantes, selon elle. (lexpansion.com 18.07)

On aura compris que l'argument avancé par les négriers d'Adidas était un faux prétexte. S'il était possible à tout moment de contôler les conditions de travail des ouvriers de son usine située à Suzhou dans l'est de la Chine, il sera impossible de le faire auprès de ses 300 sous-traitants, CQFD.

## **Etats-Unis. Une info qui nous avait échappé.**

Les ventes d'armes ont atteint plus de 50 milliards de dollars cette année aux Etats-Unis. C'est un record pour l'année 2012, avant même qu'elle ne soit terminée. Une hausse qui s'explique par des contrats importants conclus avec l'Arabie Saoudite et le Japon, a annoncé hier un haut responsable de l'administration Obama.

"Aujourd'hui, je peux confirmer qu'il s'agit d'une année record pour les ventes militaires à l'international", a déclaré le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires politiques et militaires, Andrew Shapiro, en téléconférence. "Nous avons déjà dépassé les 50 milliards pour l'exercice 2012", qui s'achève le 30 septembre, a-t-il ajouté.

Le chiffre de 50 milliards constitue une hausse de 70% par rapport aux ventes de 2011, qui était déjà une année record, avec des ventes totalisant 30 milliards de dollars. (atlantico.fr 15.06)

## **Entre nantis. Une facilité qui ne vous sera pas accordée. A ce prix-là, il faudrait être fou pour ne pas en profiter.**

Mark Zuckerberg n'est pas un amateur en matière de négociation : le fondateur de Facebook a obtenu un financement hypothécaire très particulier pour sa maison de Palo Alto en Californie. Le milliardaire a conclu une entente de refinancement hypothécaire de 5,95 millions de dollars (4,8 millions d'euros) avec un taux ajustable de 1,05% sur 30 ans, selon l'agence de presse Bloomberg. Il a donc pu emprunter à un taux inférieur à l'inflation, qui se situe entre 2 et 3%. Autrement dit : il emprunte gratuitement.

Alors que la plupart des taux d'intérêt hypothécaires aux Etats-Unis atteignent des niveaux historiquement bas cette année, les coûts d'emprunt sont encore plus bas pour les personnes qui acceptent de prendre une hypothèque à taux variable, avec le risque d'un ajustement mensuel du taux, explique Greg McBride, analyste à Bankrate Inc., une firme de Palm Beach. Un risque qui est plus facile à prendre quand votre avoir net est de 15,7 milliards de dollars, comme c'est le cas de l'ancien d'Harvard, qui est un client très recherché pour les banques...

A 28 ans, Zuckerberg est la quarantième personne la plus puissante au monde, avec une fortune estimée à 15,7 milliards de dollars (12,8 milliards d'euros), selon le Bloomberg Billionaires Index. Son entreprise est entrée en Bourse en mai avec une IPO initiale à 16 milliards de dollars (13,07 millions d'euros).

Zuckerberg a pris l'hypothèque parce que le taux est si bas qu'il peut investir le cash qu'il aurait mis dans la maison, sans risque, et bénéficier d'un meilleur taux de rendement que celui auquel il emprunte.

Il paie tout de même quelque chose à sa banque chaque mois : le remboursement du principal de son emprunt, c'est-à-dire le capital initial. Mais ce n'est pas vraiment un coût : il ne fait que remplir une tirelire d'argent... S'il venait à vendre sa maison, il récupérerait tout son argent, et le montant dépensé pour vivre dans la maison sera proche de zéro. Il est même probable qu'il réalise un profit ! (Atlantico.fr 19.07)

Et pendant ce temps-là des millions sont à la rue pour avoir perdu leur maison ou logement qu'ils n'ont pu rembourser après s'être fait racketter par les amis de ce Zuckerberg. Insupportable !

---

## **INFOS EN BREF**

### **SOCIAL**

#### **1- Allemagne**

La société de vente par correspondance allemande Neckermann a annoncé mercredi qu'elle déposait son bilan, son propriétaire, un fonds d'investissement américain, ayant refusé de financer sa restructuration.

La faillite de Neckermann, qui emploie dans les 2.000 personnes, est la dernière en date dans le secteur de la distribution en Allemagne, après celle de la chaîne de drugstores Schlecker.

Neckermann négociait depuis avril avec les syndicats l'abandon de son catalogue papier pour se consacrer entièrement à la vente par internet, ce qui se serait traduit par la suppression de 1.400 postes.

La société avait annoncé la semaine dernière qu'elle ne disposait pas des fonds nécessaires pour payer les indemnités de licenciement.

Un délégué du syndicat Verdi a indiqué mercredi que les représentants du personnel et la direction étaient parvenus à un compromis, mais que Sun Capital, le propriétaire de Neckermann, n'avait pas validé le plan.

Une porte-parole de Sun Capital a précisé que ce dernier était disposé à mettre 25 millions d'euros sur la table, mais pas les 60 millions qu'impliquaient le plan. (Reuters 18.07)

#### **2- Italie**

UBI, cinquième banque italienne par les actifs, a dit mercredi prévoir de supprimer ou de réorganiser plus d'une centaine d'agences et de supprimer 1.500 postes afin d'atteindre son objectif de réaliser 115 millions d'euros d'économies annuelles.

Avec une part de marché de 6% en Italie, UBI est la dernière d'une liste de banques contraintes de céder à la restructuration pour surmonter les effets de la crise de la dette souveraine et de la récession qui grippe l'économie transalpine.

Sa concurrente Banca Monte dei Paschi di Siena a annoncé le mois dernier un plan de restructuration particulièrement douloureux. Avant elle, Unicredit et Intesa Sanpaolo ont également fait part de projets visant à réduire le nombre de leurs agences.

UBI a expliqué mercredi que la fermeture des agences et les suppressions de postes permettraient à la banque de réaliser des économies annuelles de 70 millions d'euros dès l'année prochaine. (Reuters 18.07)

---

## **ECONOMIE**

### **Espagne**

Le taux de créances douteuses des banques espagnoles, indice de leur vulnérabilité, a encore progressé en mai, atteignant un nouveau record depuis 1994 à 8,95%, soit 155,841 milliards d'euros, a annoncé mercredi la Banque d'Espagne. (AFP 18.07)

[Haut de page ↗](#)

---

### **Le 20 juillet**

## **CAUSERIE**

**Affaire d'Etat Merah. Comment la DCRI et la DGSE dissimulent les preuves de leur implication... ou de leurs crimes**



Autre fait troublant: il n'y aurait dans le dossier que la photocopie de la première page du passeport de Mohamed Merah retrouvé lors de la perquisition à son domicile.

Les autres feuilles, avec les tampons d'entrée et de sortie des différents pays où il est passé, seraient manquantes. (nouvelobs.com 19.07)

Comment expliquer qu'avec des tampons du Pakistan, de l'Afghanistan, de la Syrie, il ait pu pénétrer légalement en Israël, sinon qu'il disposait d'une autorisation délivrée en haut lieu.

### **Moscovici est parti chercher sa "feuille de route" chez ses maîtres.**

Le ministre de l'Economie et des Finances Pierre Moscovici se rendra jeudi à Washington pour rencontrer la directrice générale du FMI, mais aussi le secrétaire américain au Trésor et le patron de la Banque centrale américaine.

Le ministre s'entretiendra en premier avec Christine Lagarde, puis avec Ben Bernanke, président de la Banque centrale des Etats-Unis.

Il déjeunera ensuite avec Timothy Geithner, secrétaire d'Etat américain au Trésor et rencontrera enfin avec le président du groupe de la Banque mondiale, l'américano-coréen Jim Yong Kim. (AFP 19.07)

### **PSA**

#### **Leur morale et la nôtre.**

Dans un entretien accordé au Figaro ce jeudi soir, Thierry Peugeot, le président du conseil de surveillance de PSA Peugeot Citroën : "*Nous avons des valeurs d'humanisme et de respect (qui seront appliquées dans la mise en oeuvre du plan)*". (lexpansion.com 19.07)

Remettre "*en cause la stratégie du constructeur automobile PSA Peugeot Citroën*", c'est se situer sur son terrain, c'est son argument fétiche pour justifier son plan scélérat.

Le "*groupe a versé (aux actionnaires -Ndlr) l'an dernier 250 millions d'euros de dividendes au titre de l'exercice 2010, après deux ans d'interruption*", lui disputer ce montant qui aurait dû être inférieur, patati patata, c'est reconnaître qu'il est normal que des rentiers s'enrichissent sur le dos de ceux qui travaillent, c'est se placer sur le terrain du capitalisme.

On nous dit aussi que "*les représentants des syndicats (...) espèrent aussi arriver à un diagnostic précis*", l'un consistera à constater les difficultés soulevées par la direction de PSA auquel répond son plan qui symbolise la faillite du capitalisme qu'il faudrait sauver, l'autre consistera à refuser de se situer sur ce terrain et déclarer que les difficultés soulevées par la direction de PSA est le signe que le capitalisme est devenu incompatible avec le droit au travail, un salaire et des conditions de travail décentes, et que par conséquent il doit disparaître au profit de la réorganisation de la production en fonction des besoins de la population sous le contrôle des producteurs eux-mêmes. D'après vous, quel "*diagnostic*" vont adopter les parasites qui font office de dirigeants syndicaux ? (source : AFP 19.07)

Attention messieurs Varin et Peugeot, qu'il ne vous arrive pas le même sort qu'au directeur du personnel de chez Maruti, on ne sait jamais !

#### **NPA. L'art d'étaler sa crasse ignorance. Pour le coup, Besancenot est vraiment "dingue" !**

"*L'Etat a les moyens d'empêcher concrètement la fermeture du site*" de PSA à Aulnay, en Seine-Saint-Denis, a estimé jeudi sur France 2 Olivier Besancenot, du Nouveau parti anti-capitaliste (NPA), en rappelant les "*milliards*" d'aides publiques accordés au constructeur automobile.

"*Moi, j'attends le jour où l'on aura un gouvernement qui par exemple portera plainte pour détournement de fonds publics (contre) un groupe qui s'entêterait à vouloir licencier. J'attends le jour où l'on aura un véritable gouvernement de gauche. Soyons dingues*", a-t-il poursuivi, en réitérant son appel en faveur d'une loi sur l'interdiction des licenciements.

Olivier Besancenot a réclamé aussi un audit sur la dette publique. "*Vous verrez que derrière la dette publique, beaucoup plus que le visage du petit épargnant, il y a des groupes spéculatifs organisés. Ca sera le moyen d'avoir la démonstration de l'illégitimité de cette dette*", a-t-il commenté.

Olivier Besancenot a enfin indiqué que le NPA comprenait actuellement un peu plus de 3.000 militants. Il a minimisé les difficultés du mouvement. " *On est là et bien là. Il faudra compter avec nous*". (AFP 19.07)

Hélas ! Car en effet, tous les militants savent quelle est l'origine de la dette publique :

- 1- interdiction de l'Etat de se financer auprès de la Banque de France, obligation de passer par les marchés qui lui imposent ses taux d'intérêt ;
- 2- baisse des recettes due aux centaines de milliards d'euros de cadeaux faits aux patrons, exonération de cotisations sociales pris en charge par l'Etat, baisse de l'impôt sur les sociétés ;
- 3- chômage de masse, stagnation ou hausse misérables des salaires, etc.

Tout cela est parfaitement connu, donc pas besoin d'un " *audit*" qui finalement revient à mettre en doute la gestion de l'Etat par les tenants du capitalisme auxquels finalement Besancenot revendique ce droit, comprenez que si l'Etat bourgeois avait été mieux géré on n'en serait pas là et par la même occasion on pourrait dire adieu au socialisme, voilà le contenu du discours et de la politique du NPA. Dit autrement, il regrette que l'Etat des capitalistes n'ait pas mieux fait son boulot, et cela ose se dire anticapitaliste !

Un complément tout aussi délirant.

*Syrie. Une guerre contre le peuple* - vendredi 13 juillet 2012

(<http://www.npa2009.org/content/syrie-une-guerre-contre-le-peuple>)

- " *La révolution populaire syrienne avance sur le chemin de la victoire*", en dehors de la coalition militaire américano-franco-britannique, ils sont les seuls à le constater !

Je vous ai mis l'adresse de cet article délirant pour que vous puissiez constater par vous-même à quel degré de fantasme et de décomposition ils sont parvenus. Vous avez là toute la LCR, pardon tout le NPA.

**Quelques prises de position du 11 au 19 juillet.**

**Tract de la CGT Mulhouse. Le discours de PSA... et la réalité.**

Je reproduis la dernière phrase : " *L'Etat a les moyens d'intervenir contre ce plan de suppressions d'emplois, bien sûr. Il reste à savoir s'il le veut !*" Qui, Hollande, qui est la voix du CAC40, des actionnaires ? Nous, au contraire nous disons : il ne peut pas le vouloir, alors il faut l'affronter. Ce qui peut se passer au niveau d'un atelier, peut se produire au niveau d'une usine, il faut le vouloir aussi, et je ne suis pas sûr du tout que la CGT Mulhouse le veuille vraiment non plus, elle est sur la même voie que Hollande.

**LO. PSA menace des milliers d'emplois. Refusons l'inacceptable ! 16 juillet 2012 (sur leur site Internet)**

Qu'on se le dise camarades, " *les travailleurs ont une arme (...) fiable à leur disposition* " grand dieu, qu'est-ce donc ? Un peu de patience, non, nos " *trotskistes*" de service disposent d'une arme infaillible pour affronter le patronat : " *la force collective du monde du travail, qui doit se préparer, qui doit s'organiser* ", mais comment bordel, sur quel mot d'autre précis : pas de réponse, démerdez-vous !

**NPA. PSA, l'heure de vérité 11 juillet 2012 (sur leur site Internet)**

En guise de réponse immédiate à l'agression de la direction de PSA, il faut s'atteler à la " *construction de la riposte*", et puis " *coordonner les luttes*", cela va prendre un certain délai, " *c'est un objectif à construire, dès maintenant!*", d'ici qu'il soit " *construit!*" les ouvriers de PSA pointeront au chômage, au fait, pas de mot d'ordre, même le mot grève leur brûle les lèvres à nos vaillants " *anticapitalistes*" au point de ne pas le prononcer. Ils ne sont pas les seuls.

**PCF. Pierre Laurent demande un moratoire sur les plans des licenciements.**

Marie-George Buffet. PSA : une loi s'impose d'urgence !

Puis elle bredouille : " *Oui ou non va-t-on laisser...*", " *oui ou non, va-t-on prendre...*", attendez, il y en a un troisième " *oui ou non va-t-on inscrire...*", non ni l'un ni l'autre n'appellera les travailleurs de PSA à se mettre en grève illimitée et à s'organiser.

Pendant que les uns ont les yeux rivés vers les appareils pourris des syndicats, les autres se tournent vers le gouvernement, l'Etat des banquiers et des actionnaires, certains cumulent pour ne pas être en reste, c'est qu'ils n'ont pas appelé à voter Hollande puis PS pour des prunes, dommage qu'elles n'ont pas la forme d'un boomerang !

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Allemagne

Les députés allemands, consultés pour la dixième fois en deux ans sur le sauvetage de l'euro, ont approuvé jeudi une aide à l'Espagne, à une très large majorité mais sans enthousiasme excessif.

Sur 583 votants, 473 députés ont voté pour l'octroi à Madrid d'une enveloppe de 100 milliards d'euros maximum destinée à renflouer les banques, a annoncé le président du Bundestag, Norbert Lammert.

97 se sont prononcés contre et 13 se sont abstenus. Ce feu vert était indispensable pour que l'Allemagne, qui garantit à elle seule quelque 30% du programme, puisse donner son accord vendredi au déblocage des fonds pour l'Espagne dans le cadre de l'Eurogroupe.

Comme toujours ou presque depuis le début de la crise de la dette, les partis d'opposition, sociaux-démocrates (SPD) et Verts, ont rejoint la majorité conservatrice et libérale de la chancelière.

Reste que la grogne progresse au Bundestag. Comme lors des derniers votes sur le sauvetage de l'euro, Mme Merkel a subi une vingtaine de défections dans les rangs de sa majorité qui, à elle seule, n'aurait pu gagner le vote.

Le débat d'avant vote a aussi laissé transparaître un scepticisme croissant chez les députés de l'opposition.

Le chef du groupe parlementaire SPD, Frank-Walter Steinmeier, a ainsi dit qu'il "*recommandait le feu vert malgré des réticences*". Et ajouté: "*beaucoup dans mon groupe ne sont pas du tout convaincus de ce que nous faisons*" et n'ont voté que par peur d'une faillite "*catastrophique*" de l'Etat espagnol.

La gauche radicale Die Linke est elle constante dans son rejet des plans de sauvetage.

L'existence d'une "*grande coalition*" de fait avec la gauche social-démocrate et les Verts est d'autant plus nécessaire à Mme Merkel que la Cour constitutionnelle allemande a renforcé sensiblement les pouvoirs du Parlement en septembre, rendant nécessaire sa consultation quasiment à chaque soubresaut de la crise de l'euro.

Tandis que les députés allemands planchaient sur l'aide à l'Espagne, les Italiens ont adopté le traité budgétaire européen ainsi que le mécanisme de sauvetage MES qui doit succéder à l'actuel FESF. L'Italie est ainsi le 12e pays européen à approuver le pacte budgétaire. (AFP 19.07)

Ils n'ont décidément pas de bol au POI, vous pouvez vous acharner à essayer de faire passer le SPD (le PS, le PASOK, le PSOE, etc.) pour autre chose que ce qu'il est, vous ne parvenez qu'à une seule chose, vous déconsidérer totalement aux yeux des travailleurs et des militants, tant pis !

Après la Grèce, le Portugal, la Slovaquie, la Suède, le Danemark, la Lettonie et la Roumanie, l'Irlande, il faut donc ajouter l'Italie et l'Allemagne, cela fait donc 10 pays qui ont ratifié le TSCG, il n'en manque plus que deux pour que la boucle soit bouclée. Contrairement à ce que j'avais indiqué par erreur dans une précédente causerie, le TSCG ne s'appliquera qu'aux Etats signataires.

Il est dit dans les *Dispositions générales et finales (articles 14 à 16)* du TSCG que "*lorsque le traité entre en vigueur, il s'applique dans les Etats de la zone euro qui l'ont ratifié.*", autrement dit, il ne s'appliquera pas dans les pays qui ne l'auront pas ratifié. On a envie de dire peu importe, puisqu'ils seront harcelés de la même manière par les marchés.

La différence résidera dans le fait qu'avec la signature de ce traité, les marchés financiers auront une emprise directe sur les budgets des Etats signataires dont pour ainsi dire ils auront pris le contrôle, ce qui leur permettra de dépouiller plus facilement

ces Etats de leurs prérogatives à caractère social pour mieux servir leurs propres intérêts.

Quant aux Etats qui seraient tentés de résister, ils feront l'objet d'un pilonnage en règle de l'aristocratie financière qui les conduira sans trop d'effort à capituler, croire autres choses ou le contraire serait se faire de graves illusions, à moins de considérer ces Etats comme des Etats ouvriers, ce qui serait grotesque.

## 2- Italie

La Chambre des députés italiens a ratifié jeudi le traité budgétaire européen à une très large majorité vu l'accord des principaux partis.

La Chambre des députés l'a adopté avec 380 "oui", 59 "non" et 36 abstentions, conformément aux souhaits du gouvernement qui voulait en finir avec le processus de ratification avant la pause estivale début août.

Seul le parti populiste de la Ligue du Nord, ex-allié du gouvernement de Silvio Berlusconi, a voté contre, tandis que l'Italie des Valeurs (IDV, gauche) s'est abstenue.

Après son adoption au Sénat le 12 juillet, le texte est donc adopté définitivement en Italie.

Le traité budgétaire européen commencera à s'appliquer le 1er janvier 2013 à condition que douze Etats l'aient ratifié. (AFP 19.07)

Au POI ils doivent encore être à se demander où a bien pu passer la "gauche"...

## 3- Grande-Bretagne

Dans une interview publiée jeudi par le Daily Telegraph, David Cameron se dit incapable de fixer une date pour la fin de la politique d'austérité en Grande-Bretagne, en raison de l'ampleur des déficits publics et de la détérioration du contexte économique. Il dit désormais que cette politique pourrait durer jusqu'en 2020.

"Je ne vois pas quand des choix difficiles en matière de dépenses n'auront plus à être effectués (...) nous sommes dans une situation très difficile", ajoute-t-il. Le Premier ministre affirme que "c'est un moment très difficile pour être au gouvernement".

Au sujet de l'Europe, David Cameron dit ne pas penser que la Grande-Bretagne doive quitter l'Union européenne et assure qu'il ne mènera jamais campagne pour une sortie de l'UE dans le cadre d'un éventuel référendum.

Il dit vouloir négocier un "nouvel accord" avec l'UE, lequel ferait ensuite l'objet d'un référendum au lieu d'une consultation portant sur une sortie ou un maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne. (Reuters 19.07)

Rappelons aux sociaux-patriotes que la Grande-Bretagne ne sera pas signataire du TSCG, mais qu'elle l'applique déjà à la lettre depuis des années, il n'y a qu'à voir l'état de délabrement avancé de leurs services publics de santé et d'éducation (notamment) pour le constater.

---

## SOCIAL

### 1- France

#### 1.1- Ne serait-ce pas le PS qui détient la mairie de Lyon ?

Un agent de maîtrise de la communauté urbaine de Lyon contre lequel une procédure disciplinaire était engagée a tenté jeudi de mettre fin à ses jours devant son lieu de travail à Vénissieux, dans la banlieue de Lyon en s'immolant par le feu, ont annoncé les pompiers et le Grand Lyon.

Âgé de 47 ans, il est brûlé à 80% et son pronostic vital est engagé.

Peu après 10H00, l'homme, qui s'était muni d'un bidon d'essence, s'en est aspergé et y a mis le feu, sur le trottoir, devant un service propreté du Grand Lyon.

Dans un premier temps, le Grand Lyon avait souhaité une mise à pied de 15 jours de cet agent, a expliqué à l'AFP M.

Crédoz. Cependant, *"le conseil de discipline a donné un avis d'avertissement"*, a-t-il ajouté.

Le Grand Lyon a maintenu la mise à pied, a souligné l'élu, mais envisageait de la ramener à 12 jours.

En tout état de cause, selon M. Crédoz, *"la sanction était en cours et n'avait pas été signifiée officiellement"* à l'agent.

Dans un communiqué, la CGT affirme de son côté que c'est en prenant connaissance de la sanction disciplinaire *"ce (jeudi, NDLR) matin, sur son lieu de travail, que cet agent de maîtrise a eu cette tragique réaction"*.

La CGT souligne que *"depuis plusieurs mois une grande réorganisation de l'ensemble du Service Nettoyement sur les 58 communes du Grand Lyon est en cours"*.

Pour l'organisation syndicale, la sanction est liée au fait que l'agent aurait fait *"remonter des observations"* de certains de ses collègues *"et exprimé des points de vue"* sur la réorganisation et ses conséquences *"qui n'ont pas plu à une partie de sa hiérarchie"*.

M. Crédoz a assuré que la mesure disciplinaire n'était *"pas en rapport avec la question de la réorganisation du service"*.

*"C'est quelqu'un de très bien, on est très touchés d'autant que je le connais personnellement"*, a déclaré à l'AFP Lotfi Ben Khelifa (Fnact-CFTC). (AFP 19.07)

Vous ne rêvez pas de devenir un élu local, histoire de légitimer ce genre de drames ? Allez, avouez-le !

### **1.2- Les 81 salariés de l'usine Techni-Métal sur le carreau.**

C'est dans la plus grande discrétion que l'usine Techni-Métal, de Mélicocq, dans le Nord-Compiégnois, a fermé ses portes le 6 juillet, laissant sur le carreau 81 salariés. *« Il ne reste plus que la direction et l'administratif, soit une petite dizaine de personnes dans la holding »*, confie à la dérobée un membre du personnel. *« Ces services sont là pour liquider la filiale Techni-Métal Industrie. C'est tout. »*

Ce spécialiste reconnu de la chaudronnerie et de la tuyauterie industrielle semblait avoir le vent en poupe ces dernières années. Il multipliait les innovations et intervenait dans le monde entier : aux Etats-Unis, au Brésil, en Afrique, en Indonésie ou encore en Australie. Mais en février 2012, la situation financière de ce colosse aux pieds d'argile se dégrade, un plan de sauvegarde est mis en place. Le 30 mai, la liquidation judiciaire est prononcée par le tribunal de commerce de Compiègne. L'entreprise aurait par deux fois échappé à la faillite ces dernières années.

Fraîchement réélu député, Patrice Carvalho (Front de gauche) reste vigilant. *« J'ai rencontré le directeur récemment. Il avait un projet de reprise de l'activité en interne, dans une autre filiale, mais il était soumis à une décision de l'Etat. Je dois reprendre contact avec lui prochainement. Ces licenciements ne sont pas une bonne chose, mais il existe toujours un marché des besoins pour ces ouvriers qualifiés. J'espère que le reclassement sera possible et se fera vite. »* Aujourd'hui, seuls 12 salariés ont pu retrouver un emploi. (leparisien.fr 19.07)

Vous vous demandiez à quoi pouvaient servir les élus du Front de gauche, vous avez la réponse.

### **1.3- Racket. Ma chère facture.**

La facture énergétique de la France a atteint plus de 61 milliards d'euros en 2011, dépassant le précédent record de 2008 en raison de la hausse des prix de l'énergie, selon le ministère de l'Ecologie qui a publié jeudi le bilan 2011.

Cette facture, qui représente une hausse d'un tiers par rapport à 2010, aurait pu être plus importante si 2011 n'avait pas été l'année la plus chaude depuis 1900. En dehors des mois de juillet et d'août, les températures ont été supérieures à la norme toute l'année.

*"La facture énergétique de la France s'alourdit de près d'un tiers en 2011 pour atteindre 61,4 milliards d'euros. Elle dépasse ainsi le record précédemment établi en 2008 soit 59,2 milliards d'euros et concentre 88% du déficit commercial"*, selon le rapport du ministère de l'Ecologie.

La hausse des prix s'est également répercutée sur les ménages français qui ont payé 3.000 euros de facture moyenne d'énergie en 2011, dont la moitié pour le carburant.

L'énergie représente en moyenne 7,7% de la consommation des ménages, soit un niveau important au regard du seuil de précarité énergétique, situé traditionnellement à 10% des revenus, a souligné Pierre-Franck Chevet, responsable de la



Direction générale de l'Energie et du Climat (DGEC), lors d'une présentation de ce rapport.

On estime à environ 9 millions le nombre de personnes touchées par la précarité énergétique en France. (Reuters 19.07)

Mon épouse en fait partie, merci pour elle.

Pour elle c'est pire encore, l'installation électrique de son HLM est tellement vétuste qu'elle ne peut même pas brancher un chauffage électrique l'hiver, et comme ils ont coupé le gaz de ville parce qu'il y avait eu un suicide dans le T1 qu'elle occupe, elle ne peut même pas brancher un chauffage au gaz, du coup elle allume sa cuisinière qui fonctionne avec une bouteille de gaz pour ne pas crever de froid. Pour échapper à cette situation, on essaie de s'arranger pour qu'elle vienne passer l'hiver en Inde.

Elle a été reçue la semaine dernière pas une assistante sociale qui lui a dit : "*mais madame estimez-vous heureuse de ne pas être à la rue*", scandaleux, non ? Elle a de la chance que je n'étais pas là...

1.4- Avec les compliments de la DGSE et de la DCRI.

Les internautes français sont de plus en plus "*accros*" aux réseaux sociaux, 77% étant inscrits sur des sites tels que Facebook, Twitter ou LinkedIn, et les deux tiers d'entre eux les fréquentant tous les jours ou presque, selon le baromètre annuel Médiamétrie publiée jeudi.

*"C'est un plébiscite: 99% des internautes connaissent au moins un réseau social, 77% y sont inscrits et l'on compte 1,6 million d'inscrits supplémentaires en un an"*, selon cette étude conduite en ligne fin mai.

*"Les internautes ne s'inscrivent plus sur un mais sur plusieurs réseaux sociaux, selon ce qu'ils souhaitent y faire. Et ils y sont connectés à tout instant, en mobilité et même sur leur lieu de travail"*, souligne Médiamétrie.

Le phénomène "*concerne désormais presque toutes les tranches d'âge*", et les CSP+ sont ceux qui cumulent "*le plus les inscriptions à au moins 4 réseaux*", selon l'étude.

En une année, "*c'est Twitter qui signe la progression la plus nette: plus de 2 internautes sur 3 connaissent ce réseau et 15% y sont inscrits. A l'origine fréquenté par un cercle d'initiés, il a bénéficié de la riche actualité*", indique le baromètre.

Le dernier-né des réseaux sociaux d'envergure, Google +, "*est connu par 7% des internautes; toutefois il compte presque autant d'inscrits que Twitter*", selon l'étude. (AFP 19.07)

## 2- Allemagne

La première banque allemande Deutsche Bank veut supprimer environ 1.000 postes dans sa banque d'investissement, affirme jeudi le quotidien économique Handelsblatt.

Cette décision serait liée au marasme des marchés financiers et à ses conséquences sur l'activité de la banque, explique le Handelsblatt.

Ce serait aussi pour Deutsche Bank une manière de sauvegarder ses marges et d'imiter ses concurrents.

De nombreux établissements ont en effet déjà annoncé l'an passé des suppressions de postes qui concernaient souvent leur activité de banque d'investissement.

Parmi elles, les françaises Crédit Agricole, Société Générale et BNP Paribas, l'italienne Intesa Sanpaolo, les helvétiques Credit Suisse et UBS, les américaines Goldman Sachs et Morgan Stanley ou encore les britanniques Barclays et HSBC. (AFP 19.07)

Effet de mimétisme, cet argument est plus probant, c'est un des facteurs qui alimente la machine infernale qui s'emballe...

---

## ECONOMIE

### 1- Etats-Unis

Morgan Stanley prévoit de supprimer 1.000 postes supplémentaires d'ici la fin de l'année, la banque d'affaires américaine cherchant à se préparer au ralentissement économique mondial et à de faib

La banque d'investissement a fait état d'un bénéfice trimestriel de 564 millions de dollars (459 millions d'euros), après une perte de 558 millions de dollars un an auparavant. Son produit net bancaire (PNB) est ressorti à 6,95 milliards de dollars. (Reuters 19.07)

## 2- Chine

La Chine va doubler le montant de ses prêts aux pays africains au cours des trois prochaines années par rapport à la période écoulée, pour le porter à 20 milliards de dollars (16,27 milliards d'euros), a annoncé jeudi Hu Jintao.

Cette annonce du président chinois, qui s'exprimait à Pékin devant des dirigeants africains à l'occasion d'un sommet organisé tous les trois ans, illustre la volonté de la Chine de renforcer encore sa présence en Afrique, où elle puise du pétrole et d'autres matières premières pour son rapide développement économique.

Ces nouveaux prêts serviront à financer des projets d'infrastructure, l'agriculture, l'industrie et le développement de petites et moyennes entreprises, a précisé Hu Jintao.

*"La Chine et l'Afrique devraient renforcer leur confiance mutuelle sur le plan politique"*, a dit le président chinois.

*"Nous souhaitons continuer à améliorer notre amitié traditionnelle (...) à écarter toute ingérence et à améliorer notre compréhension et notre confiance mutuelles"*, a-t-il ajouté.

Les détracteurs, notamment en Europe, de ces investissements massifs en Afrique accusent la Chine de verser de l'argent sans tenir compte des atteintes aux droits de l'homme et de la corruption dans certains pays africains.

Ces critiques suscitent la colère des autorités chinoises, qui reprochent à leurs auteurs de continuer à considérer l'Afrique comme une ancienne colonie.

Les relations commerciales entre la Chine et l'Afrique ont atteint 166,3 milliards de dollars (135 milliards d'euros) en 2011, selon les statistiques chinoises. Au cours de la décennie écoulée, les exportations africaines vers la Chine sont passées de 5,6 milliards à 93,2 milliards de dollars (4,55 milliards à 75,8 milliards d'euros). (Reuters 19.07)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 21 juillet

### CAUSERIE

Je n'ai laissé dans cette page que les causeries et infos en bref des quatre derniers jours, privilégiant les articles de presse qui relaient (à leur manière) les derniers développements de la situation qui s'emballe dans le monde... Les causeries des jours précédents sont archivées, vous pouvez les consulter ou les télécharger pour en prendre connaissance si besoin est. Idem pour les articles de presse archivés du 1er au 21 juillet inclu.

Il y a un truc qui doit déplaire fortement à certains parce qu'ils n'y sont pas ou plus habitués, caractériser les opportunistes et leur politique comme il se doit, dire les choses telles qu'elles sont ou qu'on les perçoit. Je rappelle que personne n'est obligé de se connecter à ce portail, ici on ne fait pas de prosélytisme et on ne retient personne non plus.

On essaie de réfléchir, de comprendre, d'analyser dans quel monde nous vivons, à notre manière, avec notre expérience, nos qualités et nos faiblesses, avec notre personnalité qui n'est pas encore aseptisée par la pensée unique, c'est ce dernier point que ne supporte pas nos plus virulents détracteurs parce qu'ils ont perdu la leur au profit d'un plat de lentilles. Cela ne risque pas de m'arriver, des lentilles ils en poussent dans mon jardin !

Vous avez lu hier la dernière sortie de Besancenot et du NPA sur la Syrie, c'est abominable, monstrueux. Quand je militais, tout était fait pour que nous n'ayons pas de relations avec des militants d'autres partis ou alors elles étaient encadrées, il fallait rendre des compte, de telle sorte qu'on se retrouvait toujours entre nous.

A l'époque je n'ai jamais imaginé qu'on puisse me traiter de traître ou de faire le jeu du régime en place, j'en aurais été malade à

en crever, je l'aurais très mal pris. On cultivait en permanence la haine des autres partis, ça planait très bas à vrai dire, c'était indigne de militants ouvriers je dirais aujourd'hui. Alors je préfère vous livrer tout ce que je pense, parfois avec excès pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté possible dans l'interprétation de mes propos, le doute ne doit pas être permis sur nos réelles intentions, en politique plus qu'ailleurs peut-être.

C'est une question d'honnêteté, c'est un principe auquel je tiens, je suis bourré de principes, c'est autant de repères dans la vie pour ne pas s'égarer ou se laisser entraîner dans des voies qu'on n'a pas choisies en connaissance de cause. Y a-t-il quelque chose de pire que d'être manipulé ? Oui, manipuler les autres, même inconsciemment, c'est très grave, cela peut arriver involontairement, personne n'est parfait, dans ce cas-là on se doit de se corriger sans délai publiquement, et surtout de remédier aux lacunes à l'origine de cette situation détestable. Envers moi, je pratique la tolérance zéro, je fais preuve d'une férocité telle qu'à côté mes critiques envers certains font figure d'onguents inoffensifs ou apaisantes !

Ce qu'il y a vraiment d'insupportable dans la situation actuelle et qui peut m'exaspérer, je sais par les témoignages que m'ont adressés des camarades que je ne suis pas le seul dans ce cas-là, c'est l'impossibilité de trouver un seul parti qui défende une position correcte au sein du mouvement ouvrier, j'entends les partis qui ont pignon sur rue, pas les petites formations de quelques dizaines de militants, un parti auquel on pourrait apporter son soutien, temporairement ou sur une question précise. C'est vraiment exaspérant, désolant, désespérant pour certains camarades. Il faut être particulièrement blindé pour ne pas déprimer ou cesser le combat, je le conçois très bien.

L'objet du site est de leur redonner espoir ou de les aider à maintenir la tête en dehors de l'eau, sans toutefois pouvoir leur proposer mieux hélas, en leur conseillant d'être patients, de ne pas désertir leur parti s'ils sont organisés, car une fois inorganisés ils rongeraient leurs freins et deviendraient aigris, ce n'est ni une solution ni un objectif, pas ceux que je préconise en tout cas.

Comment progresse-t-on dans la vie ? De nos expériences, mais encore, des problèmes que l'on rencontre et surtout de nos échecs qui nous forcent à réfléchir davantage, à trouver des solutions ou les moyens de s'en sortir honnêtement sans brader nos principes pour conserver notre dignité, ce qu'on a de plus cher en somme lorsqu'elle est bien placée.

On apprend à se connaître à travers les autres, à travers leur manière de nous percevoir tout autant qu'à leur manière de se percevoir eux-mêmes, à ma connaissance on n'apprend rien ou presque en se regardant le nombril, à moins de se complaire dans une forme de narcissisme primaire ou infantile, l'artiste qui ne dépasserait ce stade serait fatalement condamné à la médiocrité.

Et quand on milite, on apprend beaucoup de nos désaccords, c'est même une source extraordinaire de réflexion quasi inépuisable, une aubaine pour ainsi dire, à condition évidemment de les traiter honnêtement et loyalement, en plaçant les arguments des uns et des autres sur un pied d'égalité, car si l'on part du principe qu'on a forcément raison, le processus sera faussé à la base et on n'apprendra rien de cette confrontation d'idées qu'en réalité on aura refusée, qu'on en convienne ou non.

Je suis infiniment reconnaissant aux militants avec lesquels je suis en contact et avec lesquels je ne suis pas forcément d'accord, parce qu'ils s'expriment sincèrement, honnêtement, et ils savent que je ne les jugerai jamais.

Cela va peut-être les faire marrer, je vais leur avouer un truc, quand ils me disent quelque chose que je partage, je les écoute distraitement, par contre, dès qu'ils me soumettent une idée avec laquelle je suis en désaccord, j'y prête une attention particulière, parfois ils me disent d'où elle leur est venue, sinon je leur demande, car je veux savoir, comprendre comment elle leur est venue à l'esprit, parfois ou souvent j'en devine l'origine, mais je veux comprendre par quel mécanisme elle est venue s'ancrer dans leur cerveau, comment ils s'y prennent pour le justifier, sinon il me sera difficile ou impossible de l'en extraire si je me donne cet objectif après analyse ou vérification qu'elle était nocive, et ce qu'il y a de pratique à travers cette méthode, c'est que généralement une fois déroulé ce mécanisme, ils s'aperçoivent eux-mêmes qu'ils s'étaient fourvoyés sans même que j'intervienne, quand ce n'est pas moi qui parvient à cette conclusion à propos d'une idée que j'avais adoptée et qui était finalement erronée, cela fonctionne dans les deux sens, ainsi on progresse ensemble chacun à son propre rythme.

Quand vous portez une telle attention aux militants, si je peux me permettre, vous pouvez vous permettre parfois de leur faire subir un traitement de choc qui n'a rien d'une balade tranquille, qui leur sera salutaire autant qu'à moi, puisque je ne perds jamais de vue ce que je leur dois. Les militants sont fragiles, il faut donc les protéger, les encourager à progresser.

J'avais commencé à rédiger la suite à propos des dirigeants, mais cela allait nous mener trop loin et je n'ai plus le temps, j'ai copié cela dans un bloc-note en attendant, on y viendra demain ou un autre jour. Sachez tout de même que la plupart des dirigeants se sont retrouvés à la place qu'ils occupent sans y être particulièrement préparés, quand ils ne s'y sont placés eux-mêmes, qu'ensuite ils se sont pris au jeu en se considérant comme de grands dirigeants sans se poser davantage de questions, pour finalement devenir inamovibles, au point que leur parti se confondra avec leurs propres faiblesses ou insuffisances et entraîner dans leur aventure des milliers et milliers de militants qui n'en auront jamais idée, qu'ils soient demeurés dans leur parti ou qu'ils l'aient quitté depuis des années, puisque ce genre de discussions n'aura jamais vraiment eu lieu dans leur parti. Inutile de vous dire qu'ils me vouent une détestation sans fond pour oser mener cette discussion publiquement, en échange, je ne leur épargne aucune critique, ce qui me semble être la moindre des choses.

Sur ce, bon week-end ou bonnes vacances à tous. Bon courage et bonne continuation camarades, ayez à l'esprit que le temps joue contre le capitalisme et ses représentants. On aura leur peau, on vaincra, le prolétariat mondial les abattra et vive le socialisme !

### **TSCG. A chacun sa pétition. Les staliniens au chevet de l'Etat.**

L'Humanité part en guerre contre le Pacte budgétaire européen. Le quotidien communiste a lancé une pétition pour '*exiger un référendum*' sur le traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) dans son édition du vendredi 20 juillet. '*Pourquoi le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire? le TSCG est-il caché aux citoyens de l'Europe??*', interroge d'emblée l'Humanité.

Le quotidien rappelle que '*François Hollande s'était engagé à renégocier le pacte budgétaire rédigé par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel* et que les communistes considèrent comme '*la bible de l'austérité budgétaire à perpétuité*'. '*Il en sera fini du droit essentiel des parlements nationaux de décider du budget des Etats*', martèle l'"Huma". Le quotidien appelle donc à mener campagne avec le texte de la pétition afin de rappeler que '*seul le peuple souverain peut décider de son avenir*'. (lemonde.fr 20.07)

Ce qu'il y a de biens chez les staliniens, c'est qu'on n'a pas besoin de se creuser la tête pour trouver la faille de leur argumentation, puisque les contradictions y apparaissent ouvertement.

Il y en a qui vont se féliciter de cette initiative, certains diront "*mieux vaut tard que jamais*", c'est obligatoire, ils sont impayables. On pourrait se dire, un référendum, pourquoi pas, nous ne sommes pas contre en principe. Par contre, là où il y a problème, c'est sur quelle orientation, dans quel objectif ?

Que dit l'Humanité qu'il "*en sera fini du droit essentiel des parlements nationaux de décider du budget des Etats*", diantre, à croire que les parlements nationaux voteraient des budgets favorables aux travailleurs, on ne s'en était jamais aperçu, eh oui, il est là le lézard camarades ! Il s'agirait donc d'un référendum qui aurait pour objet de renforcer l'Etat, de voler à son secours au moment où les masses le rejettent (l'abstention du 17juin).

Je m'excuse de me répéter mais cela semble nécessaire, on va affiner notre analyse ou point de vue : avec ou sans TSCG, avec ou non l'euro, avec ou non une banque centrale indépendante de la BCE, chacun d'entre vous a pu constater que la Grande-Bretagne applique la même politique d'austérité que les gouvernements des pays de la zone euro, elle est même en avance sur eux dans bien des domaines, ce qui signifie que s'en tenir à la sortie de l'euro, de l'Union européenne, au rejet du TSCG et du MES, à la rupture avec le BCE et le FMI sans remettre en cause les institutions de la Ve République revient en réalité politiquement à laisser les mains libres à ceux qui nous gouvernent et détiennent le pouvoir.

Oui, vous avez bien lu, j'affirme que ce que l'on vous propose, du POI à l'Humanité en passant par Attac et la fondation Copernic revient à ce qui vient d'être décrit. Appelez cela comme vous voudrez, une impasse politique, un soutien camouflé au régime, une manipulation des masses, le témoignage de l'incurie politique de nos dirigeants, de leur complicité avec l'Etat, etc.

Les maîtres du monde qui sont aux commandes à Washington savent pertinemment que tous les gouvernements en Europe leur sont acquis, ils savent aussi qu'ils ont à gérer des contradictions sur le plan social. Dès lors leur tâche consiste à les aider à réduire ces contradictions conformément à leurs propres intérêts, si possible sans que ces gouvernements ne se coupent entièrement des masses exploitées, auquel cas leur plan pourrait capoter ou ne serait pas appliqué jusqu'au bout, car sous la pression populaire ils pourraient être tentés de faire marche arrière, ce qui créerait à la fois un affreux contretemps et serait un exemple désastreux.

Aussi, le TSCG est un instrument pratique comme un autre, qui une fois ratifié leur permettra de se dédouaner de toute responsabilité dans la mise en oeuvre d'une violente politique d'austérité qui apparaîtra comme imposée de l'extérieur, par la troïka (CE, BCE, FMI) ce qui permettra à ces gouvernements de tenir un double langage face à leur population pour en conserver le contrôle, et de regretter d'être obligé d'en passer par là pour éviter le pire, puisque pire il y a toujours, il suffit de lui rappeler constamment pour la calmer ou l'endormir et la boucle est bouclée.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est tout d'abord que tous les gouvernements et leurs oppositions officielles sont favorables à cette politique, le consensus est total sur cette question. Maintenant, comme elle est si brutale et frappe toutes les couches de travailleurs du pays, il serait difficile ou voire impossible à un gouvernement de la revendiquer ouvertement sans que la lutte des classes s'emmêle, au risque que les travailleurs réalisent leur unité contre l'Etat ou le régime, quelle horreur ! le TSCG et l'UE ont pour unique fonction de parer ou contourner cet obstacle, de préserver les apparences autant que faire se peut pour garantir tout de même la stabilité du régime qui en dernier ressort demeure la limite à ne pas franchir sous peine de prendre le risque de tout perdre.

Ainsi le TSCG n'est pas seulement une arme de guerre du capital contre le travail, il est surtout un moyen politique permettant à l'aristocratie financière de parvenir à ses fins tout en préservant ses arrières sur le plan politique, ce qui est d'autant plus facile que l'alternance au pouvoir du parti de l'ordre et de son supplétif social-libéral est bien rôdée et fonctionne à merveille, tandis



que l'opposition officielle dite de gauche, les satellites du PS, est également vendue, quant à la véritable opposition de gauche, elle est quasi inexistante dans le pays, divisée et totalement inaudible.

On aurait pu très bien dire d'emblée pour prendre le langage des ouvriers, qu'ils n'en ont rien à foutre que vous soyez contre le TSCG, du moment que vous ne faites pas le lien avec l'Etat ou la question du pouvoir politique qu'il incarne. Car en réalité, le TSCG s'inscrit dans le prolongement des politiques qui ont été menés par tous les gouvernements depuis plus de trente ans.

Pourquoi nos dirigeants ne peuvent-ils pas s'en tenir à ce constat ou tenir ce discours ? Demandez-leur.

Cela les obligerait à reconnaître la véritable nature politique du PS notamment, cela les obligerait à engager le combat contre le gouvernement, à axer leur combat politique contre l'Etat, Etat auquel sont liés les syndicats, syndicats auxquels ils sont eux-mêmes liés organiquement, en un mot, il leur faudrait rompre avec l'Etat, les appareils du PS et leurs satellites ainsi que ceux des syndicats, ils en sont incapables et ne l'envisagent pas, car il faudrait que ces partis changent du tout au tout, etc. voilà tout.

### **PSA. Trois petits tours et puis s'en vont.**

Plusieurs syndicats du site PSA à Aulnay (CGT-SIA-CFDT-CFTC-Sud), où la production doit s'arrêter d'ici 2014, appellent à un rassemblement le 25 juillet devant le siège du groupe à Paris à l'occasion d'un CCE sur le plan de suppressions de 8.000 postes en France, a-t-on appris vendredi de sources syndicales.

Ces syndicats invitent aussi les salariés des autres sites de production, notamment celui de Rennes qui doit perdre 1.400 postes, à les rejoindre.

Il y a un appel à la grève à Aulnay, mais pas sur les autres sites du groupe, ont indiqué les syndicats CGT et CFTC.

"*Nous appelons les salariés d'Aulnay à un rassemblement devant le siège et nous appelons les salariés des autres sites à les rejoindre car l'attaque de PSA contre l'emploi concerne tous les sites du groupe*", a déclaré Jean-Pierre Mercier, délégué CGT, à l'AFP.

"*Il faut construire un front uni des salariés face à la direction*", a-t-il ajouté.

A la CFTC, Franck Don a confirmé cet appel. "*Nous avons dit depuis le 12 juillet (date de l'annonce du plan) que nous serions mobilisés le 25 juillet*", a déclaré à l'AFP ce responsable syndical.

Les syndicats de PSA ont indiqué qu'ils allaient être reçus à tour de rôle la semaine prochaine par le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg pour évoquer le plan de soutien à la filière automobile, qui doit être présenté le 25 juillet, et l'examen en cours sur la situation de PSA par l'expert gouvernemental.

A Rennes La Janais, Renaud Nicolas, délégué FO, a expliqué que les syndicats avaient réservé trois cars pour venir à Paris le 25 juillet. (AFP 20.07)

Trois cars, c'est beaucoup trop ! Et pourquoi appeler les salariés de tout le groupe PSA à faire grève, inutile, une balade à Paris le 25 et puis s'en vont.

L'argument selon lequel il faudrait "*construire un front uni*", défendu également par le POI, le NPA et LO qui sont sur la même longueur d'onde que les appareils traîtres, consiste à faire l'impasse ou rejeter, ce qui revient au même notez bien, tout appel à la grève illimitée des ouvriers de l'ensemble du groupe PSA pour le retrait du plan de la direction et exiger une garantie écrite qu'il n'y aura aucune suppression de postes sur la totalité des sites de production pendant les deux ou trois décennies à venir.

Chaque salarié du groupe PSA peut se dire : demain ou un jour ce sera à mon tour d'être viré, pour chaque salarié c'est une question de vie ou de mort sociale, c'est leur vie qui peut devenir un cauchemar d'un jour à l'autre, donc sur cette base l'unité existe, il n'y a que dans la tête de bureaucrates corrompus qu'il y a une division entre se mobiliser immédiatement tous ensemble pour garantir son emploi ou attendre qu'il soit menacé pour réagir.

Qu'il y ait des travailleurs chez PSA, y compris à Aulnay ou Rennes, qui se disent qu'ils pourront retrouver un emploi et toujours s'en sortir parce qu'ils sont encore jeunes, c'est parfaitement normal en présence de délégués syndicaux dont les discours ne leur laissent aucun espoir, à partir du moment où ils constatent que leur détermination à combattre pour le rejet du plan de la direction n'est pas relayé par les syndicats qui refusent de lancer le mot d'ordre de grève illimitée avec occupation, seul mot d'ordre capable à la fois d'unifier le combat de l'ensemble des travailleurs du groupe PSA et de vaincre.

Vous aurez remarqué que tous les syndicats et partis dits ouvriers ont pris position pour le rejet du plan de la direction, par contre,



en dehors de SUD (à ma connaissance) pas un n'a repris à son compte le mot d'ordre qui exprime le moyen d'obtenir ce rejet, la grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction. Ainsi non seulement ils font le jeu de la direction, mais ce sont eux qui sont responsables de la division des travailleurs de PSA, des hésitations de certains à se lancer dans une bataille qu'on leur présente finalement comme perdue d'avance.

### **Le même scénario qu'en Tunisie, en Egypte, etc. sur l'ancien territoire de l'empire ottoman.**

Les Frères musulmans de Syrie, influente composante de l'opposition au régime du président Bachar el-Assad, ont annoncé vendredi à Istanbul qu'ils allaient créer leur propre parti politique, défendant une vision "*islamique*" de la société syrienne. "*La décision a été prise de créer un parti islamique*", a déclaré le chef du bureau politique des Frères musulmans, Ali Beyanouni, lors d'une conférence de presse au terme de deux jours de réunions de l'assemblée générale de la confrérie puis de deux jours de discussions au sein de son conseil d'administration (choura).

Les Frères musulmans syriens ont été interdits en 1963. Ils tentèrent de soulever la population contre le régime de Damas, mais échouèrent, et l'armée réprima durement en 1982 la révolte. La répression fit près de 20 000 morts, selon des estimations.

Ils occupent aujourd'hui une place importante au sein du Conseil national syrien (CNS), principale coalition de l'opposition syrienne. (lepoint.fr 20.07)

Dans une vidéo, T. Meyssan rappelle que les Frères musulmans est une création de l'Empire britannique au XXe siècle, qui avait pour objectif de s'opposer au développement du nationalisme arabe qui coïncidait avec le combat pour la décolonisation et la conquête de la souveraineté nationale face à l'occupant, afin d'installer des gouvernements fantoches à sa botte. Il s'agissait de diviser et de détourner l'attention des masses des questions sociales et politiques au profit de la religion.

---

## **ACTUALITE EN TITRES**

### **Des signes qui ne trompent pas.**

- Le plan d'aide à l'Espagne ne suffira pas - L'Expansion.com
- La BCE n'accepte plus temporairement la dette grecque en garantie - AFP
- Le grand patron des privatisations en Grèce jette l'éponge - L'Expansion.com
- Sécheresse: avec la flambée des céréales, le spectre d'une crise alimentaire refait surface - AFP
- Le spectre des émeutes de la faim refait surface - LePoint.fr

### **Mission impossible, peine perdue !**

- Sexisme à l'Assemblée : faut-il "*éduquer*" les députés ? - elle.fr

### **Vraiment rien à foutre !**

- Les musulmans de France ont entamé le jeûne du ramadan - AFP
- "*Enfin on a une vraie mosquée à Strasbourg !*" - Le Nouvel Observateur
- Concours de récitation du Coran pour jeunes croyants - LeMonde.fr
- Des moines appellent aux dons sur le Web - LeFigaro.fr
- Hollande présidera la commémoration de la rafle du Vél'd'Hiv - LePoint.fr

### **A bas les tyrans ! A bas les "*amis de la France ! (Fabijs)*"**

- L'Arabie saoudite menace d'expulser les expatriés qui ne respectent pas le ramadan - LePoint.fr

## Libérez nos camarades !

- Emeute mortelle à l'usine Suzuki Maruti de New Delhi - AFP

Impossible de me rendre sur place, hier je croyais qu'il s'agissait de l'usine située au Maharastra dans la banlieue de Mumbai, en fait elle est située près de New Delhi, à environ 3.000 kilomètres de chez moi. La police a arrêté 90 ouvriers, il faut exiger leur libération immédiate.

## Le titre le plus débile du jour.

- "Manger 5 fruits et légumes par jour" ferait grossir - Atlantico.fr

On ne doute pas un seul instant que tout soit bon pour faire grossir la connerie de l'auteur de cet article !

---

## INFOS EN BREF

### ECONOMIE

#### 1- La Bourse ou la vie.

Les Bourses européennes ont clôturé en forte baisse vendredi.

L'indice CAC 40 a fini en recul de 2,14% à 3.193,89 points, ramenant à 0,41% sa hausse sur la semaine. La Bourse de Londres a perdu 1,09% et celle de Francfort 1,9% pendant que Milan a chuté de 4,38% et Madrid de 5,82%.

L'indice EuroStoxx 50, qui regroupe les principales valeurs de la zone euro, cède 2,66% en clôture provisoire, plombé par les banques de la région (-5,97%).

Sur le marché obligataire, le rendement à 10 ans des emprunts d'Etat espagnol a touché un nouveau plus haut depuis la création de l'euro à plus de 7,3% (7,303%). (Reuters 20.07)

#### 2- Grèce

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé vendredi ne plus accepter pour le moment que les banques déposent en garantie auprès d'elle des titres de dette émis par la Grèce, dans l'attente du rapport de la troïka sur l'état d'avancement des réformes dans le pays.

Les banques grecques pourront obtenir les liquidités nécessaires auprès de leur banque centrale nationale, "en vertu des dispositions existantes dans l'Eurosystème", a précisé la BCE dans un communiqué.

Cette décision intervient alors que l'accord sur les garanties apportées par la zone euro à la BCE pour accepter les titres grecs prend fin le 25 juillet.

Les chefs de la troïka, formée par l'Union européenne, la BCE et le FMI, doivent se rendre en Grèce la semaine prochaine, pour effectuer un nouvel audit des comptes grecs. Cette délégation tripartite doit rencontrer le ministre des Finances, Yannis Stournaras, le 26 juillet, a indiqué son ministère.

Selon la presse grecque, le rapport définitif de la troïka n'est toutefois pas attendu avant la fin août.

Les responsables de la zone euro comme du FMI ont conditionné la reprise de la perfusion financière à la relance par Athènes de ses efforts pour assainir ses finances. (AFP 20.07)

[Haut de page ↗](#)

**Le 22 juillet**

## **CAUSERIE**

Un petit air pour l'été de Joe Satriani - Summer Song (Live 2006) : <http://www.youtube.com/watch?v=jGNgcRwKW4Q&feature=related> (à déconseiller aux oreilles et aux âmes sensibles !)

Hier soir pour me détendre et me changer un peu les idées, j'ai écouté un peu de musique et j'ai réussi à télécharger une dizaine de morceaux (vidéo de concerts), mais quelle galère avec ma connection qui est désespérément lente ! Je ne peux plus regarder la télévision, j'ai essayé avant-hier soir, la première fois depuis le 17 juin, cela m'a donné la nausée. Je vais télécharger le programme de TV5Monde Asie, et éventuellement je l'ouvrirai à l'heure pile d'un film ou d'un documentaire ou reportage.

Déjà que dès le réveil 7j/7 toute l'année je me farcis stoïque les "*bonnes*" nouvelles du vieux monde, j'ai franchement ma dose, ovedose plutôt. Si je n'avais pas le cerveau à peu près équilibré, je me demanderais cent fois par jour pourquoi, pourquoi nous pourrissent-ils ainsi méthodiquement la vie, la vie pourrait être si belle, pourquoi s'acharnent-ils à tout détruire ce que nous avons eu tant de mal à construire, ce serait à devenir fou ou à sortir dans la rue avec un fusil mitrailleur et à tirer au hasard sur la foule, un clin d'oeil à l'actualité macabre qui nous vient évidemment des Etats-Unis...

Je n'ai pas envie de causer aujourd'hui, tenez un aphorisme pour nos dirigeants : il ne suffit pas d'en avoir dans la tête, il faut aussi en avoir dans les tripes, et apparemment quand les uns font défaut c'est que l'autre n'est pas loin d'être vide ou a été bien mal remplie. Je leur assure que cela se corrige, la preuve : à 19 ans j'étais non seulement un crétin fini, un abruti comme ce n'est pas permis, et pour compléter le tableau un peureux, un poltron, un chiasseux, une merde quoi.

Quand j'étais gosse, j'avais peur du noir, d'arpenter le couloir qui menait à la chambre de bonne où nous habitons à Paris, d'aller tout seul aux toilettes situées dans ce couloir à peine à vingt mètres de chez nous, c'était mes parents qui m'avait foutu cette frousse, je craignais de rencontrer un affreux bonhomme qui m'égorgerait ou le loup, c'est ainsi qu'ils ont fait de moi la lope que j'étais à 20 ans.

Plus tôt, j'avais essayé de fréquenter des voyous plus âgés que moi pour (inconsciemment) corriger ce travers. Cela m'a aidé, mais surtout j'ai découvert une autre forme de lâcheté, celle qui consiste à s'attaquer aux plus faibles, un truc que je n'ai jamais supporté, du coup je me suis séparé de ces potes peu recommandables, plus bêtes que méchants du reste, mais parfois d'une violence gratuite extrême.

Ce n'était pas le militantisme où l'on flatte plutôt votre médiocrité qui allait m'aider à me débarrasser de cette trouille prête à ressurgir à la première occasion. Il fallait que je me retrouve seul face à moi-même, donc une fois séparé de mon ex et tendre épouse, en Inde, obligé de m'assumer de A à Z en reprenant tout à zéro. Soit j'en étais capable et je pouvais espérer m'en sortir, soit je me carapatais et je rentrais discrètement au bercail la queue entre les jambes.

Une fois que tu es parti (avec peu de choses ou argent), que tu as tout quitté, il t'es difficile ou impossible de retourner en arrière, c'est comme se retrouver au pied du mur, tu dois affronter la réalité telle qu'elle est, tu n'as pas le choix, tu dois trouver la force ou le courage en toi, quelque part tu dois te dépasser, enfin grandir un peu, te détacher de tes tares les plus handicapantes pour survivre et que tu te trimballes parfois depuis ta plus tendre enfance, quand c'est une question de vie ou de mort comme cela m'est arrivé à plusieurs reprises (et à d'autres dont je n'ai pas eu idée), non seulement tu ne fais pas le mariole, tu ne pisses pas dans ton froc, tu ne te poses pas des questions existentielles, tu ne philosophes pas sur le sexe de Shiva, bref, surtout tu ne te racontes pas des histoires, tu fais face en demandant à ton petit cerveau de se surpasser, d'aller à l'essentiel, une fois ainsi armé, tu te rends compte que tu t'es enfin dépouillé de ce vieux réflexe invalidant et peu enviable, inavouable.

C'est ainsi que j'ai pu constater après coup, que le jour (tsunami) où je me suis retrouvé dans la maison envahie par la mer avec l'eau qui m'arrivait jusqu'au cou et dans l'impossibilité d'en sortir, que je n'avais pas eu peur une seconde de mourir, je n'y ai même pas pensé, j'étais guéri ! Comme quoi rien n'est irréversible.

Il y a des militants qui me reprochent d'être collé le cul sur ma chaise face à l'écran de l'ordinateur et de ne pas me confronter à la lutte des classes, je leur répondrai que si le militantisme tel qu'ils le conçoivent à la suite de leurs dirigeants bien aimés est la seule expérience dans la vie dont ils espèrent tirer profit pour progresser et servir utilement notre cause, on n'est vraiment pas près de s'en sortir et de forger une armée de combattants révolutionnaires conscients prêts à se sacrifier pour le socialisme.

Bon, j'ai encore été trop bavard ! Passons au plat de consistance.

J'ai trouvé un nouveau portail du Figaro où m'alimenter (gratuitement évidemment) en dépêches ou articles en provenance de l'AFP, je commence à vous en faire profiter dès aujourd'hui.

**Qui sème le vent récolte la tempête.**

L'Hollanderie d'hier : *"Je sais qu'il y aura des temps qui seront plus délicats, des moments où il y aura des colères". "Et je les comprends ces colères quand il y a des suppressions d'emplois, des entreprises en difficulté".* (AFP 21.07)

Les comprendre, cela ne coûte rien Bonaparte, les vivre c'est quelque chose que vous ne pouvez pas imaginer, c'est bien d'ailleurs la raison pour laquelle on ne vous le demandera jamais ! Chacun dans son camp !

### **Ils ont déjà acté la fermeture d'Aulnay**

Extrait de l'interview de Gérard Ségura (PS), maire d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), au journal Le Monde, le 20 juillet.

- *"... la fermeture touche l'ensemble de la population, qui s'inquiète de savoir comment nous allons compenser le choc fiscal : dans ce contexte de crise, les gens redoutent de voir augmenter leurs impôts."*

- *"Etre à une demi-heure de l'aéroport d'Orly, à 12 minutes de la Défense renforce l'attractivité de la commune et du terrain occupé par PSA d'ailleurs, car la station est à 600 mètres du site."*

- *"Le site occupe 168 hectares, dans une zone très stratégique : près de la future bouche du métro nord-est, de trois autoroutes (A1, A3, A104), non loin de l'aéroport d'affaires du Bourget et de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle. C'est un secteur qui pourrait se développer considérablement dans les cinq ans qui viennent. "*

- *"Le site doit fermer en 2014, mais la perte fiscale ne commencera qu'en 2016..."*

- *"Pour nous, il est inconcevable que PSA s'en aille et tire en plus un bénéfice de la plus-value importante que va connaître le foncier d'ici son départ. Car ce terrain n'a pris de la valeur que grâce aux investissements importants de la puissance publique..."* (lemonde.fr 20.07)

Pour Varin et le PS, c'est plié, ils sont déjà sur la revente du terrain occupé par PSA depuis plus d'un an ! Circulez il n'y a rien à voir !

Au fait, pourrait-on nous expliquer quel avantage les ouvriers de PSA ou les travailleurs d'Aulnay qui auraient voté Hollande et/ou PS vont en tirer ? Je vous propose une réponse : cela n'aura fait que renforcer l'idée chez eux, qu'ils sont face à une fatalité contre laquelle personne ne peut rien, et qu'il faut accepter les choses telles qu'elles sont en espérant s'en sortir.

Voter Hollande et PS aura servi à rabaisser la dignité des travailleurs finalement conduits malgré eux à tolérer l'inacceptable. On dit merci à qui ? La liste des opportunistes serait trop longue à établir... Ils peuvent être fiers d'eux. Après cela ils vont vous faire de longs et beaux discours sur la situation et... la révolution, l'internationalisme prolétarien, le socialisme, on croit rêver !

### **A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius !**

*"Quelles que soient ses manoeuvres, le régime de Bachar al-Assad est condamné par son propre peuple, qui fait preuve d'un grand courage",* a déclaré Laurent Fabius dans un communiqué. *"Le moment est venu de préparer la transition et le jour d'après."*

Le chef de la diplomatie française précise qu'il a pris des contacts *"dans cet esprit"*, notamment avec le secrétaire général de la Ligue arabe et le Premier ministre du Qatar.

*"Nous sommes tous d'accord pour considérer que l'heure est venue pour l'opposition de se mettre en ordre de marche afin de prendre les commandes du pays",* ajoute-t-il. *"Nous souhaitons la formation rapide d'un gouvernement provisoire, qui devra être représentatif de la diversité de la société syrienne."*

Laurent Fabius assure que la France soutient pleinement les efforts de la Ligue arabe dans ce sens et se dit prêt à prendre les initiatives nécessaires, y compris l'organisation d'une réunion ministérielle à Paris.

Il dit enfin vouloir aborder lundi à Bruxelles avec ses homologues européens la question de l'aide aux réfugiés syriens qui fuient, de plus en plus nombreux, les combats. (Reuters 21.07)

La politique du gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius guidée par les intérêts dictés par une pétro-monarchie dégénérée pas plus grande que la Corse alliée de l'impérialisme américain. Votez Hollande, votez PS !

### **Ça roule ma poule, on a viré le renard du poulailler !**

Tout roule entre Mélenchon et le PCF ? Officiellement, oui. Sur la table : l'ordre et les temps de passage du meeting final aux «*estivales du Front de gauche*», à Grenoble fin août. Le Parti de gauche veut un remake de l'an passé.

Une table ronde vite fait entre les responsables politiques, puis cinquante minutes de discours pour Mélenchon. Refus des communistes, qui ne voient pas pourquoi le leader du PG aurait droit à autant alors qu'il n'est plus le candidat. «*Le PCF n'a pas bien vécu la dernière séquence avec la perte de ses députés*», justifie un cadre Front de gauche.

Et, côté communiste, on annonce la couleur : «*Il ne sera pas président du Front de gauche, dit un responsable. Ça n'existe pas.*» (libération.fr 20.07)

Non mais alors, c'est qui les "*communistes*" ici bordel !

Il est quoi au fait Mélenchon ? (il est chez le colonel-président Chavez en ce moment) Réponse : Bo-li-va-rien, ne conserver que la dernière syllabe !

---

## ACTUALITE EN TITRES

### En famille

- François Hollande a rencontré Jacques Chirac dans son château - L'Express.fr

- Valls assiste à la rupture du jeûne à la Grande mosquée de Paris - AFP

Manuel Valls avait dénoncé début juillet "*les divisions, les égoïsmes, la concurrence*" qui agitent le Conseil français du culte musulman (CFCM), qui "*ne peuvent pas différer plus longtemps le dialogue indispensable qui doit s'ouvrir sur les sujets culturels*".

Voilà des gens qui se font passer pour des saints hommes, et qui sont tellement bourrés de défauts qu'il vous en vient une flopée spontanément à l'esprit.

La religion, c'est l'hypocrisie en guise vérité, le mensonge en guise de réalité, la vénalité en guise d'honnêteté, la cupidité et la vanité en guise de morale, l'oscurantisme en guise de lumière, l'ignorance en guise de connaissance, l'esclavage en guise de liberté, bref, la lie et la réaction en guise d'idéal.

L'opium du peuple a de la concurrence en effet avec l'alcool, la drogue, la Française des jeux, le football, le Tour de France, les J. O., TF1, Facebook, les ONG et les OGM, les clubs échangistes et les sex-shops...

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Russie

Le président russe Vladimir Poutine a signé la loi controversée qualifiant d'"*agents de l'étranger*" et plaçant sous un contrôle étroit les ONG bénéficiant d'un financement étranger, a annoncé samedi le Kremlin.

La loi, déjà approuvée le 13 juillet par la Douma (chambre basse du Parlement) et le 18 juillet par le Conseil de la Fédération (chambre haute), prévoit un enregistrement séparé des ONG bénéficiaires d'un financement étranger et engagées dans une "*activité politique*" sur le territoire russe.

"*Les documents publiés par les ONG dans les médias et sur internet devront être accompagnés d'une note indiquant que ces documents ont été publiés ou diffusés par une ONG ayant le rôle d'agent de l'étranger*", est-il indiqué dans la nouvelle législation.

En vertu de cette loi, les ONG devront aussi permettre des contrôles officiels de leurs ressources, de leurs comptabilités et de leur gestion et publier régulièrement leurs sources de revenus.



Les défenseurs des droits de l'homme et l'opposition ont dénoncé ce texte, estimant qu'il s'agissait d'une nouvelle mesure pour écarter les voix critiques.

Le mouvement russe Pour les droits de l'homme a annoncé qu'il comptait boycotter la loi.

Cette semaine, le Conseil de la Fédération a également voté à une large majorité deux autres propositions de lois controversées, déjà approuvées par la Douma, l'une sur la diffamation, l'autre sur des "*listes noires*" de sites internet, que le président doit encore signer. (AFP 21.07)

Le CICR, HWR, Oxfram, la LDH et de très nombreuses associations ou organisations dites humanitaires ou caritatives financées par Washington, Jérusalem, Riad, Doha, Paris ou Londres agissent en réalité comme des agences de l'impérialisme et pour son compte... On vient d'en avoir la démonstration en Syrie avec la prise de position de la Ligue des droits de l'homme qui relaie la propagande mensongère de la coalition militaire occidentale à l'oeuvre dans ce pays sous couvert d'une armée de mercenaires étrangers pour la plupart.

Ces organisations infiltrées par la CIA et le Mossad notamment, sont les avant-postes d'organisations politiques telles Al-Qaida ou les Frères musulman, par exemple. Comme toujours dans ce genre d'organisations, il y a la tête et les jambes, ceux qui sont manipulés, qui le savent et l'acceptent, et il y a ceux qui leur assurent une vitrine démocratique qui l'ignorent. C'est ainsi que bien des travailleurs qui ont déserté les partis politiques croyant échapper aux manipulations, retombent dedans malgré eux. Ces organisations n'ont aucune légitimité et n'existeraient pas sans le bon vouloir des dirigeants du vieux monde.

---

## SOCIAL

### 1- France

#### 1.1- Grève chez Regional, filiale d'Air France.

Comme prévu, un tiers des vols de Regional, filiale d'Air France, ont été annulés samedi au deuxième jour d'une grève lancée par plusieurs syndicats inquiets pour la pérennité des emplois.

Les syndicats de pilotes (SNPL et SPAC), ceux d'hôtesse et stewards SNPNC-FO et Unac, de même que la CGT, FO et SUD ont appelé les 1.800 salariés de la compagnie à cesser le travail pendant quatre jours, de vendredi à lundi.

Les syndicats de Regional redoutent le plan de redressement engagé par Air France-KLM, baptisé Transform 2015, qui prévoit de réorganiser le court et moyen-courrier en trois pôles, dont celui constitué des filiales Britair, Regional et Airliner. Ils craignent pour le périmètre et le volume de leurs activités, et pour leurs emplois. Ils réclament "*le maintien dans le Groupe Air France du pôle Régional Air France*".

Filiale depuis 2001 d'Air France, Regional relie les principales capitales régionales européennes. Elle dessert ainsi 20 villes françaises et 25 villes européennes, en plus de 300 vols chaque jour. Son siège social est à Nantes. (AFP 21.07)

#### 1.2- Pour un salaire de misère

Le pouvoir d'achat du salaire de base a reculé en moyenne de 0,1% en 2011, ne progressant que pour le tiers des salariés des entreprises de plus de 10 personnes du secteur concurrentiel, selon une étude du ministère du Travail publiée aujourd'hui.

Dans 10 branches sur 20, employant 52% des salariés, le salaire mensuel de base a moins augmenté que l'inflation. Dans 4 branches, il a stagné et dans les 6 autres, représentant 33% des salariés, il a progressé davantage. Quatre branches ayant en commun de compter une faible proportion de salariés au Smic connaissent en particulier une forte dynamique salariale depuis 2010: métallurgie-sidérurgie, chimie-pharmacie, plastiques-combustibles et les professions juridiques et comptables. (AFP 20.07)

#### 1.3- Fermeture de deux usines du groupe Bitard.

Le groupe Bitard, propriétaire du fabricant de contreplaqué Plysorol, qui emploie 277 personnes en France, a annoncé aujourd'hui son intention de fermer deux sites sur trois, à Fontenay-le-Comte (Vendée) et Lisieux (Calvados) et de concentrer l'activité à Epernay (Marne).

Selon un document interne obtenu par l'AFP, ce projet de "*plan de continuation*", transmis aux organisations syndicales vendredi lors d'un CCE à Paris, doit encore, pour devenir effectif, être "homologué" par le tribunal de commerce pour fin septembre 2012. (AFP 20.07)

#### 1.4- SNCF en sursis ou liquidation programmée.

La SNCF pourrait perdre d'ici dix ans jusqu'à 30% de ses parts de marchés sur les trains régionaux (TER) et 40% sur les Intercités (grandes lignes, hors TGV) en raison de l'ouverture de ces activités à la concurrence, indique aujourd'hui le quotidien *Les Echos*.

"Selon le plan d'affaires 2013-2017 examiné par le conseil d'administration (de la SNCF) fin juin, l'entreprise anticipe des pertes de ses parts de marché importantes en 2017, et encore plus en 2022, sur les segments d'activité sur lesquels elle sera mise en concurrence", indique le journal. (AFP 20.07)

## 2- Espagne

Des milliers de chômeurs espagnols ont manifesté samedi soir à Madrid, dernier épisode d'une vague de manifestations de colère contre la politique de rigueur du gouvernement, alors que l'inquiétude monte concernant la stabilité financière du pays et la survie de l'euro.

Jeudi déjà, des centaines de milliers d'Espagnols --notamment des pompiers, des policiers, des infirmières et des enseignants-- avaient battu le pavé de plusieurs villes du pays.

Des milliers de chômeurs venus de toute l'Espagne ont cette fois convergé sur la capitale, certains après avoir fait du stop sur des centaines de kilomètres, et ont marché durant l'après-midi pour se rendre sur la place de la Puerta del Sol, le centre névralgique des revendications sociales en Espagne.

"*Ils nous pissent dessus et nous disent qu'il pleut*", pouvait-on lire sur une banderole déployée par la foule.

"*Je ne peux pas me serrer la ceinture et baisser en même temps mon pantalon*", proclamait une autre.

"*Haut les mains, ceci est un hold-up*", criaient les manifestants en reprenant l'un des slogans des manifestations de ces derniers jours.

"*Debout tout le monde, et battons-nous!*", scandaient-ils encore.

Ces rassemblements sont quasiment quotidiens depuis l'annonce du Premier ministre Mariano Rajoy le 11 juillet de coupes budgétaires de 65 milliards d'euros comprenant une réduction des salaires de la fonction publique et des indemnités de chômage.

Les rassemblements de jeudi ont été pour la plupart pacifiques, mais à la fin de l'un d'eux, sur la Puerta del Sol, la police a tiré des balles en caoutchouc et a cherché à disperser plusieurs petits groupes à coups de matraques.

Les manifestants soutiennent que les efforts de réduction du déficit espagnol sont injustement concentrés sur les classes populaires et ne feront que plonger l'économie espagnole dans la récession.

Pour sa part, le président du Parlement européen, Martin Schulz a mis en garde samedi contre la menace d'"*une explosion sociale en Europe*" sur fond de grogne en Espagne, empêtrée dans la crise, dans un entretien au quotidien allemand Bild publié samedi. (AFP 21.07)

## 3- Inde

Le constructeur automobile indien Maruti Suzuki a décidé aujourd'hui de fermer pour une durée indéterminée son usine près de New Delhi où une révolte d'ouvriers a causé la mort du directeur du personnel et blessé près de 100 cadres mercredi. Le lock-out de l'usine de Manesar, à 50 km de la capitale, sera maintenu en place tant que la sécurité de ses employés ne pourra être garantie, a indiqué la compagnie samedi.

La police a indiqué vendredi avoir arrêté 90 personnes pour leur participation supposée à ces violences, qui ont démarré mercredi matin lorsqu'un salarié a violemment frappé un contremaître, selon la direction. Mais, selon le syndicat, c'est le contremaître qui a "*maltraité*" un ouvrier qui se plaignait et qui a été remercié.

Le PDG a indiqué que la production ne redémarrera pas avant que l'enquête sur ces émeutes soit terminée et des mesures prises pour garantir la paix sociale dans l'usine. (AFP 21.07)

## ECONOMIE

### 1- BCE

**1.1-** L'euro est "irréversible" et la Banque centrale européenne n'a aucun tabou quand il s'agit de le préserver, y compris en revenant sur son opinion concernant les créanciers des banques, assure son président Mario Draghi dans un entretien au Monde publié samedi.

Il n'y aura pas d'explosion de la zone euro, car "c'est méconnaître le capital politique que nos dirigeants ont investi dans cette union et le soutien des Européens. L'euro est irréversible", affirme M. Draghi dans cet entretien publié dans l'édition de dimanche et lundi du quotidien français.

"La préservation de l'euro fait partie de notre mandat", et pour y parvenir, "nous sommes très ouverts et n'avons pas de tabous", ajoute le président de la BCE.

Le président de la Banque centrale estime également qu'il est utile d'impliquer les créanciers seniors, dans le cas de faillite d'une banque, une disposition à laquelle la BCE s'est longtemps opposée, notamment lors du sauvetage des banques irlandaises.

"Une chose importante concerne l'implication des créanciers seniors des banques: la BCE considère qu'elle doit être possible en cas de liquidation d'une banque. Il faut protéger les épargnants, mais les créanciers devraient être associés à la résolution de la crise pour limiter l'engagement des contribuables. Ils ont déjà beaucoup payé", explique M. Draghi. (AFP 21.07)

Les créanciers seniors des banques sont les riches qui détiennent des obligations émises par les banques. Les banques pour se financer émettent des titres de crédit sous forme de créances que les institutions financières ou d'autres banques peuvent acquérir, si j'ai bien compris.

Jusqu'à présent ils ont été relativement épargnés reconnaît Draghi, qui ne manque pas de cynisme en avouant que ce sont les contribuables qui ont été appelés à casquer à leur place.

Un article du quotidien des affaires européennes (<http://www.europolitique.info>) du 16 juillet anticipait cette annonce et apportait quelques éclaircissement.

**1.2-** La Commission européenne souligne que les créanciers seniors - les détenteurs les mieux classés d'obligations bancaires - ne seront pas touchés par le plan de sauvetage de l'Espagne (100 milliards d'euros) qui implique des pertes dans le chef des investisseurs de rang inférieur. Le plan prévoit que les aides aux banques espagnoles sont conditionnées à une recapitalisation ou à des cessions d'activité. Le 16 juillet, un porte-parole du commissaire aux Affaires économiques, Olli Rehn, a déclaré que le mémorandum d'entente entre l'Espagne et l'UE (voir Europolitique n° 4463) « ne prévoit pas la participation des créanciers seniors, mais la participation des actionnaires et des détenteurs juniors d'obligations ».

Cette mise au point fait suite à des informations de presse indiquant que, lors de la négociation du plan par l'Eurogroupe le 9 juillet, la Banque centrale européenne avait changé de position et voulait faire prendre en compte des pertes par les créanciers seniors auprès des banques qui reçoivent l'aide de l'UE. Or, la BCE avait déjà résisté à des pressions du gouvernement irlandais de faire prendre des pertes par les gros détenteurs d'obligations, lors du renflouement des banques du pays. La Commission dans ses propositions de juin sur la résolution bancaire, a prévu que les créanciers seniors seraient « renfloués » quand une banque fait faillite, évitant ainsi que les contribuables doivent payer les pertes, mais ces règles ne seront en vigueur qu'en 2018.

Il est écrit que les créanciers seniors seront également indemnisés en cas de faillite d'une banque ou leurs obligations bancaires seront honorées. Donc quand Draghi prétend épargner les contribuables, c'est clairement se foutre du monde, puisque l'argent versé aux banques espagnoles (ou autres) proviennent de la poche des contribuables via la dette des Etats et le racket des marchés !

### 2- Grèce

**2.1-** Le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, rejette toute éventualité d'une renégociation du programme d'austérité budgétaire grecque, dans un entretien paru samedi.

"Je vois des souhaits émerger en Grèce de renégocier les choses et de remettre en question substantiellement les obligations de réformes du pays. Je peux dire simplement: +là, ça ne va pas+. C'est un Rubicon que nous n'allons pas franchir", prévient M. Westerwelle dans le quotidien allemand Bild.

Il a appelé les Grecs à montrer clairement qu'ils veulent rester dans la zone euro. "La Grèce ne doit pas simplement dire qu'elle veut rester dans la zone euro, mais elle doit aussi agir avec une politique de réformes claire et tenir ses engagements".

Mercredi, le ministre grec des Finances, Yannis Stournaras, avait déclaré que le gouvernement grec avait "encore du chemin à parcourir" pour trouver comment économiser 11,5 milliards d'euros en 2013 et 2014, comme le lui réclament ses créanciers UE et FMI. (AFP 21.07)

**2.2-** La Banque européenne d'investissement (BEI) a accepté de prêter 1,44 milliard d'euros sur trois ans aux PME grecques en difficulté, a annoncé samedi le ministre des Finances grec Yannis Stournaras.

Les banques grecques, dépendantes des liquidités fournies par la Banque centrale européenne, rechignent à prêter aux petites entreprises et Athènes et l'Union européenne encouragent la BEI à combler ce manque.

La BEI déboursera les prêts au cours des trois prochaines années aux petites et moyennes entreprises en s'appuyant sur les banques grecques comme intermédiaires. (Reuters 21.07)

### 3- Russie

Le président russe Vladimir Poutine a signé le protocole d'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), une étape qui conclut 18 années de difficiles négociations, a indiqué samedi le Kremlin dans un communiqué.

La Douma, la chambre basse du Parlement, avait déjà voté le 10 juillet ce texte, suivie du Conseil de la Fédération, la chambre haute, le 18 juillet.

"Le protocole établit la Russie comme membre de l'OMC", est-il écrit dans le communiqué.

La Russie, qui était la dernière grande puissance à ne pas être intégrée à l'OMC et avait obtenu en décembre dernier le feu vert des pays membres de cette organisation internationale à son admission, en deviendra alors le 156e Etat membre.

En entrant à l'OMC, la Russie doit notamment abaisser, ce qu'elle va faire à compter du 1er septembre, ses droits de douane, qui passeront de 9,5% en moyenne actuellement à 7,4% l'année prochaine, à 6,9% en 2014, puis à environ 6% en 2015, avait expliqué le ministre du Développement économique, Andreï Belousov.

Cette mesure stimulera la concurrence en offrant aux producteurs étrangers un meilleur accès au marché russe, espère le gouvernement.

Les détracteurs du projet, notamment des députés communistes, craignent en revanche que cela ne permette aux étrangers d'inonder le marché de produits bon marché, signant l'arrêt de mort de nombreuses industries héritées de l'époque soviétique.

Le Parti communiste et le parti Russie Juste (centre gauche) s'étaient d'ailleurs tournés vers la Cour constitutionnelle pour tenter de bloquer la ratification du protocole, mais ils avaient été déboutés de leur requête. (AFP 21.07)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 23 juillet

### CAUSERIE

Pour information, J'ai mis en ligne trois documents que m'a adressés la tendance Claire du NPA.

Par contre je n'ai pas trouvé opportun de vous communiquer celui du M'PEP que j'ai trouvé particulièrement indigeste, dans lequel il est écrit notamment que "*le peuple français cherche une nouvelle voie dans la reconquête de sa souveraineté nationale*", je ne vois pas en quoi cet objectif pourrait correspondre aux besoins fondamentaux et collectifs de notre classe, de certaines couches du capitalisme français durement frappées par la mise en oeuvre des directives de Bruxelles, assurément.

L'ennemi est dans notre propre pays, commençons par le combattre.

### **Offrons-nous un instant de détente.**

Quand je lis "*les salarié-e-s*", je me dis à quel niveau de débilite on est tombé, je me demande où certains militants vont pêcher leur inspiration, il faut qu'ils rajoutent des facteurs de division là où il n'en existait pas, il a suffit que des féministes réactionnaires lancent cette mode calquée sur la pudibonderie anglo-saxonne pour qu'ils se sentent obligés de les imiter, c'est stupéfiant à quel point on peut manquer de personnalité. Je mettrais bien cela dans le même sac que l'ouvriérisme, c'est exactement la même démarche ou le même état d'esprit, des esprits faibles.

C'est bien simple, quand j'ouvre un article et que je tombe sur ce genre de complaisance grotesque à la bêtise ou bassesse humaine, généralement je ne le lis pas la suite, je me dis qu'il ne faut vraiment pas être bien dans sa tête et je vais perdre mon temps à lire la suite, je le ferme et je passe à autre chose.

Il en va de même envers l'écologie à toutes les sauces, les homosexuels, les immigrés en situation irrégulière, la religion, etc. bref, tout ce qui peut être source de discrimination, toutes les formes de communautarisme ou de lobbying récupérés ou exploités par les bobos du PS ou de EELV ou par les staliniens et crypto-staliniens, tenez on pourrait ajouter le four à micro-ondes, le sèche-linge, le téléphone portable, le magnétoscope, la couleur des vêtements, la coupe de cheveux, etc. à croire qu'on aurait encore trop de liberté pour finalement adopter le carcan de la pensée unique de droite ou de gauche, du petit-bourgeois en mal de repères qui se sent tellement mal dans sa peau qu'il se doit de se distinguer, pauvre chéri, on aurait presque envie de le plaindre. On baigne en pleine mystification. J'ai oublié l'autogestion, autrement dit l'auto-flagellation, l'auto-exploitation, l'auto-frustration, le sado-masochisme quoi, Freud aurait dit l'auto-castration, du cerveau cela suffira !

En anglais on ne fait pas la distinction entre les substantifs masculin et féminin, pour les travailleurs et les travailleuses, on écrit *the workers*. Et comble de l'horreur pour désigner les hommes et les femmes on emploie les mêmes termes que pour les animaux, *male* et *female*, pour des étudiantes on écrit *female students*, et pour des étudiants, *male students*, pour les "*les salarié-e-s*", il faudrait employer *male workers and female workers* ou *male and female workers*, quelle horreur ! Heureusement qu'il existe transsexuel et transsexuelle sinon on aurait pu faire une terrible confusion !

Le législateur, qui est bien connu pour son penchant naturel progressiste et humaniste, a cru bon de changer les Droits de l'homme en les Droits humains, car dans les droits de l'homme, les femmes ne se reconnaissent pas... sauf de profil, mais pas toutes ! Et pour l'escargot hermaphrodite produisant à la fois les spermatozoïdes et les ovocytes, ils vont être bien emmerdés pour lui appliquer le masculin ou le féminin ! C'est terrible d'en arriver-là et cela devrait revendiquer la direction du mouvement ouvrier, je préfère même pas y penser.

Quand je dois remplir un formulaire pour l'administration indienne et que c'est un fonctionnaire qui s'y colle, quand il arrive à la question épineuse *what is your sexe*, j'ai envie de me marrer et de lui répondre : il va très bien merci pour lui, non, excusez-moi, *male of course* (bien sûr), je ne déconne pas, il me regarde et me pose tout de même la question, ils ont hérité cette tare des Anglais il faut croire.

On se demandera dans tout cela où est passée la lutte des classes. Je ne vous le fais pas dire.

Il y a un autre sujet fétiche que je n'ai pas abordé et qui fait l'objet d'une propagande intéressée de la part du PS comme du parti de l'ordre, le multiculturalisme. J'y viendrai une autre fois à partir de ma propre expérience, qui est un échec en la matière évidemment, encore une question traitée comme une abstraction et abordée en dehors de tout contexte économique et social, une grosse connerie quoi faisant l'objet de vénération, une fois de plus.

J'ai vécu dix ans avec une femme qui avait vécu dans le même pays que moi, donc à développement économique égal, qui partageait ma culture et mes valeurs, avec laquelle je partageais énormément de choses, donc avec laquelle je pouvais discuter, réfléchir, échanger, progresser, etc, et j'ai vécu ensuite pendant 21 ans avec une femme provenant d'un pays économiquement sous-développé, donc sous-développé dans tous les domaines, cela concerne toutes les classes à l'exception des classes dominantes, possédant une autre culture et d'autres valeurs que les miennes, avec laquelle il est très difficile ou impossible de discuter et de s'entendre puisque finalement tout nous sépare, encore aujourd'hui, et dans les deux cas mes compagnes étaient issues comme moi du milieu ouvrier, Magueswary est plutôt issue du milieu paysan, mais cela n'a aucune importance s'agissant de l'Inde. Si demain j'avais le choix, devinez avec laquelle je referais ma vie ? Bon, vous avez deviné. La vie est ainsi faite, au moins voilà une question de réglée !

Sur ce, on ne va pas se lamenter sur notre propre sort, vous voyez que je n'ai pas un caractère impossible, je suis encore de bonne humeur ! Bonne semaine à tous.

### **Un système économique devenu mafieux.**



Un groupe de pression américain a publié dimanche les résultats d'une étude basée sur des données chiffrées internationales.

Les actifs financiers détenus par des particuliers et leurs familles et dissimulés dans des paradis fiscaux atteignent entre 21 000 et 32 000 milliards de dollars (entre 17 000 et 25 500 milliards d'euros), selon une étude publiée dimanche par le groupe de pression Tax Justice Network.

L'étude, qui ne prend pas en compte des actifs non financiers comme les biens immobiliers ou l'or, estime à 280 milliards de dollars (225 milliards d'euros) le manque à gagner pour les États, en termes de revenus fiscaux.

La recherche menée par James Henry, ancien économiste en chef pour le cabinet McKinsey, s'est basée sur des chiffres de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, des Nations unies et des banques centrales. James Henry a qualifié d'"énorme trou noir dans l'économie mondiale" les fortunes personnelles détenues dans des paradis fiscaux. (lepoint.fr 22.07)

### **PSA. Hier vous "chantiez", demain vous pleurerez.**

A l'usine PSA Aulnay, Daniel Vernet a fait le travail qui le passionnait; les succès de la marque, c'était sa fierté. Aujourd'hui, il arpente le site qui doit fermer en 2014 avec une "médaille" autour du cou affichant sa volonté: "*Battons-nous jusqu'au bout*".

"*Avant, il y a trois ans, on arrivait au travail en chantant*", raconte Daniel Vernet, 56 ans, dont 34 ans passés à l'usine PSA Peugeot-Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

Le 12 juillet, l'annonce de la fermeture du site qui compte 3.300 employés ne l'a donc pas vraiment surpris, ce qui ne l'empêche pas d'avoir "*le moral dans les baskets*", lui qui se dit "très attaché" à l'entreprise.

Daniel Vernet a grandi à Aulnay-sous-Bois et est entré à l'usine cinq ans après son ouverture, en 1978. "*J'ai acheté une maison au Blanc-Mesnil, à 7 minutes en voiture. Notre voisin travaillait à Citroën (aujourd'hui PSA, ndlr), il m'a parrainé*", se souvient-il.

"*Je suis le premier de la famille à être entré, puis on a été cinq*" avec mes frères et soeur, explique-t-il. Aujourd'hui, ils ne sont plus que deux à PSA, lui et sa soeur. Deux de ses frères qui étaient en intérim n'ont plus eu de mission et le troisième est parti sur le site PSA de Poissy (Yvelines).

Lui se dit très reconnaissant vis-à-vis de Citroën, qui lui a permis de "*progresser*". "*J'ai fait onze ans de cours du soir. Ils m'ont aidé à obtenir des diplômes et moi, je ne comptais pas mes heures*".

Entré comme retoucheur mécanique, il a gravi les échelons jusqu'à technicien qualité. Son regret: ne pas être passé cadre.

Il parle de ses problèmes de santé: son genou droit "*qui est mort*", "*son disque lombaire écrasé*". "*J'ai poussé des CX pendant des années, c'était physique*".

Mais aujourd'hui, Daniel Vernet se décrit comme "*un emmerdeur*". Sans être membre d'un syndicat, "*depuis un an, (il) se bat contre une fermeture*". "*Depuis l'annonce (de la fermeture), la direction fait un point tous les matins, et je suis le premier à l'ouvrir*".

"*On cherche des slogans, comme + Varin (Philippe Varin, président de PSA, ndlr), baratin. Varan, fout le camp +*", plaisante-t-il.

"*Je suis le seul technicien à afficher clairement mes idées. Les autres, s'ils veulent retrouver un emploi à PSA, il faut qu'ils se la ferment. Sinon, on serait 3.300 sur le parking*".

Daniel Vernet espère pouvoir rester jusqu'en 2014 à Aulnay, afin de cotiser suffisamment pour la retraite. L'usine de Poissy est loin. "*Vélizy, j'irais, si je suis obligé*", dit-il, en expliquant que son épouse ne travaille pas.

S'il reconnaît avoir "*de la chance par rapport à d'autres*", avec sa maison payée, il pense à son petit-fils de 8 ans. "*Quand on passe devant l'usine, il dit: + c'est là que je veux travailler +*", raconte-t-il tristement.

Dans une semaine, Daniel Vernet partira en vacances, sur le bassin d'Arcachon. "*Il faut que je pense à autre chose*", confie-t-il. Et après PSA, il pense s'installer dans les Landes et "espère trouver une traction pour la refaire". (AFP 21.07)

Je retiens principalement une chose de ce témoignage : "*on serait 3.300 sur le parking*" si les syndicats manifestaient leur détermination à empêcher le plan de la direction de s'appliquer et organisaient les ouvriers dans cette unique perspective, ce qui n'est pas le cas.

Comment pourriez-vous être "3.300 sur le parking", alors qu'il y a trois ans à peine, alors que Sarkozy poursuivait son matraquage et que le chômage battait des records dans le pays, vous faisiez preuve d'une inconscience politique au point dites-vous que vous arriviez "au travail en chantant" ? Avec un tel état d'esprit et une impréparation totale à ce qui vous attendait, là ce sont les syndicats qui en portent la responsabilité, comment voudriez-vous que les 3.300 salariés d'Aulnay soient en mesure aujourd'hui d'affronter unis la direction et le gouvernement ?

Dans la vie il y a des choses que l'on peut réaliser spontanément, et il y en a d'autres qui nécessitent une préparation, parfois une longue préparation pour pouvoir se matérialiser. Le négliger ou en être inconscient se paiera cash le moment venu, c'est une certitude, vous y êtes.

Des camarades suggèrent sans doute à juste titre, que le moment n'est pas propice au lancement d'une grève, parce que la plupart des ouvriers ont programmé leurs vacances. Cependant, rien n'empêche de proposer et de défendre le mot d'ordre de grève illimitée avec occupation et constitution d'un comité de grève, dont la mise oeuvre sera seule à même d'imposer le retrait du plan de la direction.

Et si nous n'y parvenons pas ? Cela ne changera rien à la validité de ce mot d'ordre. Existerait-il un autre moyen de mener ce combat ? Des journées d'action, des grèves isolées de quelques heures, des actions coups de poing minoritaires ?

Des camarades avancent le mot d'ordre d'expropriation ou de nationalisation de PSA sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes, mais sans préciser que pour qu'il puisse se réaliser, les travailleurs auront dû liquider au préalable les institutions de la Ve République et se doter de leur propre Etat et gouvernement. Ce n'est pas très sérieux.

### La panoplie du parfait collaborateur de classes.

Financement des comités d'entreprises, création des CHSCT, négociation annuelle obligatoire: il y a trente ans, les lois Auroux chamboulaient un tiers du code du travail dans le but affiché de faire des salariés "des citoyens dans l'entreprise".

Ces quatre textes sociaux, votés peu après l'arrivée de la gauche au pouvoir, portent le nom du ministre du Travail Jean Auroux, chargé dès 1981 de rédiger un rapport sur "les droits des travailleurs".

Commence alors le processus de réforme du code, pour que l'entreprise ne soit pas "le lieu du bruit des machines et du silence des hommes", selon les termes de M. Auroux.

L'ancien ministre rappelle que c'est Martine Aubry, membre de son cabinet, qui a eu la tâche de "mettre en forme juridique" les réformes.

Les quatre lois, dont la première remonte au 4 août 1982, constituent un vaste "ensemble assez hétérogène" portant la marque de la gauche chrétienne, selon l'historien Matthieu Tracol, qui leur a consacré un ouvrage.

Elles renforcent la protection des salariés et de leur représentants, attribuent un financement aux comités d'entreprise (CE), instaurent une obligation annuelle de négocier, ou encore créent les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

M. Auroux explique s'être heurté à l'opposition et au patronat, mais souligne qu'un responsable du Medef lui a récemment confié qu'il n'avait pas "cassé la baraque économique".

Selon M. Tracol, en fin de compte "ce sont des lois modérées". L'ambition était "d'installer une culture de négociation", indique-t-il à l'AFP.

Cependant, pour cet historien, cela n'a "été réalisé que très partiellement", notamment parce que les lois "ont donné énormément d'outils aux syndicats, mais à une période où ils perdaient en substance, en forces vives".

Pour Me Philippe Brun, avocat de salariés, "c'était une réforme tranquille qui mériterait aujourd'hui d'être pleinement dépassée. Mais c'était une réforme utile, encore aujourd'hui, parce qu'il a fallu attendre 1982 pour que le droit syndical soit une vérité absolue dans l'ensemble des entreprises".

"Les lois Auroux ont constitué une refonte complète du droit du travail (...) comme on en fait tous les cinquante ans", relève Jean-Emmanuel Ray, spécialiste en droit du travail. Mais "c'est le chant du cygne du travail d'hier, car c'est un droit du travail qui s'applique à la manufacture, aux grandes structures taylorisées, du tout collectif avec unité de temps, de lieu et d'action", note-t-il.

Me Sylvain Niel, avocat en droit social chez Fidal, estime même que les lois Auroux sont désormais "complètement obsolètes".

"Elles ont mis en place pas moins de cinq étages de représentation du personnel (CE, CHSCT, délégués du personnel, etc.), ce qui est sujet de conflit et de concurrence entre les partenaires sociaux", explique-t-il, évoquant la piste d'une "instance unique".

Me Brun attend de son côté "un grand bond en avant" pour que les CE soient associés à "un processus de codécision" et n'aient plus un simple avis consultatif.

Les partenaires sociaux ont engagé il y a trois ans une concertation sur l'évolution des instances de représentation du personnel. Le gouvernement souhaite qu'elle aboutisse avant la fin de l'année. (AFP 22.07)

Associer, enchaîner de plus en plus les travailleurs à la marche au chaos et à la barbarie du capitalisme en commençant par l'étage inférieur, celui de l'entreprise, le PS demeure fidèle à lui-même.

Que font les dirigeants syndicaux lors de leurs réunions, conférences, sommets avec le patronat et le gouvernement qui leur soumettent des textes, des mesures, des lois à "discuter", à "négocier", sinon leur demander ce qui selon eux mérite d'être conservé, ce qu'il faut retirer et ce qu'il faut réécrire, participant de fait à la modification, à la "corédaction" de la législation du travail ou de lois taillant en pièces nos droits ou avantages sociaux.

La "culture de la négociation", c'est l'antithèse de la lutte de classe du prolétariat sur son propre terrain, la négation de la mobilisation de la classe en toute indépendance face au patronat et au gouvernement. Négocier avant même que la bataille ne soit engagée porte un nom : une reddition indigne et sans combat, une trahison.

Certains militants penseront qu'il y avait quand même du bon dans ces lois Auroux, etc. Sans doute, comme des travailleurs allemands trouvaient leur compte en travaillant pour l'industrie de guerre au lieu d'être au chômage dans les années 30... Effectivement, en partant de ce principe on peut absolument tout justifier, c'est ainsi que procèdent nos dirigeants pour camoufler leur capitulation en rase campagne au point que leurs militants ne s'en rendent même pas ou plus compte. Tout est normal en quelque sorte, tout n'est-il pas possible ? Ce que nous récusons évidemment.

Allez, on est lundi et je suis de bonne humeur, je vous fais la démo : les travailleurs en étant davantage informés et impliqués dans la (bonne) marche de l'entreprise vont disposer de nouvelles armes pour combattre le patronat, en voilà une bonne nouvelle qu'il faut saluer, merci messieurs Hollande, Ayrault, Montebourg, Sapin, de vrais socialistes, si, si.

En réalité, les travailleurs vont se retrouver ainsi tellement enchaînés au capitalisme que l'idée même de leur indépendance en tant que classe ne leur viendra même plus à l'esprit, dans ces conditions ils se retrouveront au contraire totalement divisés et désarmés pour combattre efficacement leur ennemi ou trouver les moyens efficaces pour le combattre et le vaincre.

C'est la politique pratiquée de longue date chez Citroën et Peugeot qui a abouti à ce que les ouvriers aillent travailler "en chantant" en 2009, en pleine crise du capitalisme avec ses conséquences désastreuses pour des millions de travailleurs et leurs familles.

Je me demande s'ils n'ont pas l'intention de passer la corde autour du cou de l'aristocratie ouvrière, ce que les syndicats allemands ont partiellement réussi jusqu'à présent, les travailleurs allemands qui appartiennent aux couches les plus favorisées doivent le maintien de leurs avantages acquis à la surexploitation de la main d'oeuvre en Pologne, Roumanie, Hongrie, etc.

Avec la récession annoncée dans toute l'Europe dès maintenant et pour les années à venir, il n'est pas dit que leur tour ne viendra bientôt. Préparés comme ils le sont pour affronter cette situation, on ne voit pas trop comment ils pourraient s'en sortir mieux que chez PSA dans un premier temps, la suite dépendra des enseignements qu'ils auront tirés de cette expérience, et s'ils en étaient incapables, ils ne leur resteraient plus une nouvelle fois qu'à s'en remettre à un sauveur suprême, le pire scénario qui soit.

Tout reposera donc sur la capacité de l'avant-garde révolutionnaire à s'adresser aux masses exploitées en Allemagne, avant-garde qui apparemment est encore plus faible ou inexistante qu'en France, mais qui peut se développer au cours de la lutte de classes à venir.

---

## **ACTUALITE EN TITRES**

### **Instrumentalisation.**

- Valls promet la mobilisation de l'Etat face à la résurgence de l'antisémitisme - AFP

On lui rappellera que ce sont les Rockefeller et Rothschild qui sont à l'origine de l'antisémitisme, notamment en continuant

d'alimenter en acier l'industrie de guerre allemande au cours de la première moitié des années 30...

J'ai vu cela dans un documentaire canadien fort intéressant consacré au développement de l'industrie minière et à la lutte de classe des mineurs canadiens depuis le début du XXe siècle, diffusé sur TV5Monde Asie il y a quelques mois, je ne sais plus lequel des deux entre Rockefeller et Rothschild avait déjà fait fortune dans l'acier avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, l'autre dans le pétrole. L'argent n'ayant pas d'odeur, ils réaliseront de gigantesques profits en alimentant la machine de guerre du régime nazi qui au passage exterminera des millions de juifs innocents, notamment.

### **Votre héritage, pas le nôtre !**

- Rafile du Vél'd'Hiv - Hollande : "*Ce crime a été commis en France par la France*" - LePoint.fr

Il a sans doute voulu dire par là que la SFIO était associée à ce "*crime*" en ayant frayé la voie au fascisme lorsque Blum avait refusé de s'attaquer aux privilèges des capitalistes pour appliquer les quelques mesures incluses dans le programme du Front populaire, tandis que Thorez refusera d'appeler la classe ouvrière à la mobilisation générale pour l'imposer, l'un et l'autre capitulant, apeurés devant la Bourse, les déclarations et les menaces des généraux et des ligues fascistes en pleine effervescences.

---

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **Inde**

Pranab Mukherjee, ancien ministre des Finances et candidat du parti du Congrès, au pouvoir, a été élu dimanche président de l'Inde, un rôle honorifique qu'il pourrait redéfinir pour mettre sa réputation de médiateur au service de la turbulente vie politique.

M. Mukherjee, 76 ans, a remporté 69,3% des voix du collège électoral, selon les chiffres officiels, écrasant sans surprise son rival, Purno A. Sangma, 64 ans, un ancien président du Parlement soutenu par le principal parti d'opposition, le très conservateur Bharatiya Janata Party (BJP).

En Inde, le président est élu pour un mandat de cinq ans par 4.896 parlementaires issus du Parlement fédéral et d'assemblées locales.

Même si, en Inde, le chef d'Etat n'exerce qu'un rôle de représentation, la réalité du pouvoir exécutif appartenant au gouvernement du Premier ministre, actuellement Manmohan Singh, 79 ans, Mukherjee pourrait jouer un rôle clé dans la formation du prochain gouvernement après les élections générales de 2014. (AFP 22.07)

Désigner le ministre des Finances comme président dans un pays complètement gangrené par la corruption jusqu'au sommet de l'Etat, il fallait oser, le parti du Congrès l'a fait.

---

## **SOCIAL**

### **1- Canada**

Une quinzaine de milliers de manifestants étaient rassemblés dimanche à Montréal pour protester contre la hausse des frais de scolarité, tandis que leurs chefs plaçaient cette action dans le contexte d'élections susceptibles d'être bientôt déclenchées au Québec.

Avant le début de la marche, la manifestation a été déclarée illégale par les forces de l'ordre, les organisateurs ayant évité de leur communiquer l'itinéraire à l'avance.

Sous un soleil de plomb, une foule hétéroclite de jeunes, de familles et de retraités a arpenté les rues montréalaises au son des casseroles, des sifflets et des tambours. En début de cortège, une banderole affichait ces propos: "*Dehors les néolibéraux. Ici, comme ailleurs, on a raison de se révolter*".

Yanick Grégoire, vice-président de l'un des trois principaux syndicats étudiants, la Feuq, a indiqué aux médias que les manifestants se rendaient devant les bureaux montréalais de M. Charest pour dénoncer le fait que *"le conflit sur la hausse des frais de scolarité n'est toujours pas réglé"*.

Le porte-parole d'un autre syndicat, la Classe, Gabriel Nadeau-Dubois, a souligné que si l'objectif à court terme était de combattre la hausse des frais de scolarité, le mouvement s'était élargi pour s'opposer au *"néolibéralisme"* de M. Charest conduisant vers *"la privatisation de la santé et de l'éducation"*.

M. Nadeau-Dubois a ajouté que même si un parti favorable aux revendications des étudiants sortait vainqueur d'éventuelles législatives anticipées --celles-ci pourraient être annoncées début août et se dérouler début septembre-- ces derniers resteraient mobilisés pour veiller à ce qu'il tienne ses promesses. Il faisait allusion, sans le nommer, au Parti Québécois, la formation souverainiste conduite par Pauline Marois.

De son côté, Eliane Laberge, présidente de la Fecq, a relevé qu'on en était *"à la cinquième manifestation nationale et au 160e jour du conflit"*. (AFP 22.07)

## 2- Japon

Un sous-traitant intervenu sur le site nucléaire accidenté de Fukushima au Japon aurait poussé ses ouvriers à sous-déclarer le niveau de radiations auquel ils étaient soumis, vraisemblablement pour ne pas perdre son contrat, ont rapporté samedi plusieurs médias japonais. Selon le quotidien Asahi Shimbun et d'autres médias japonais, un responsable de la société de construction Build-Up aurait demandé en décembre à une dizaine de ses ouvriers de recouvrir de plomb les dosimètres qu'ils portaient pour évaluer le cumul de radiations auxquelles ils étaient exposés, lorsqu'ils intervenaient dans les zones les plus radioactives de la centrale accidentée.

Cette demande visait apparemment à sous-déclarer leur exposition afin que la société puisse continuer à travailler sur le site, rapportent ces médias. Ces ouvriers ont été engagés pendant environ quatre mois, entre décembre 2011 et mars 2012, pour isoler les tuyaux d'une installation de traitement des eaux, a précisé de son côté l'agence Kyodo News.

L'agence de presse Jiji et d'autres quotidiens indiquent que le ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales a commencé à enquêter à ce sujet. L'accident nucléaire de la centrale de Fukushima Daiichi, exploitée par la compagnie d'électricité Tokyo Electric Power (Tepco), le plus grave depuis la catastrophe de Tchernobyl (Ukraine) en 1986, est survenu après un séisme de magnitude 9 dans la région du Tohoku (nord-est) qui a déclenché un tsunami sur tout le littoral.

Plusieurs ouvriers de Build-Up ont confié à l'Asahi Shimbun qu'en décembre, un haut responsable de la société, leur superviseur sur place, leur avait expliqué qu'il portait un boîtier en plomb et leur avait demandé d'en faire de même. Ce responsable leur aurait expliqué que s'ils ne truquaient pas leur niveau d'exposition, ils atteindraient rapidement le niveau maximal annuel légal de 50 millisieverts, selon le quotidien, qui précise que les ouvriers sont en possession d'un enregistrement du briefing. Certains ouvriers ont refusé de recouvrir leur dosimètre et ont quitté la société, poursuit encore l'Asahi Shimbun. (AFP 22.07)

Question d'Inde : Ce responsable de la société de construction Build-Up ne mériterait-il pas qu'on le brûle vivant ?

---

## ECONOMIE

### Corée du Sud

Le géant sud-coréen de l'électronique Samsung Electronics a vendu plus de 10 millions de son dernier modèle de téléphone multifonctions, le Galaxy S3, depuis son lancement il y a près de deux mois, selon l'agence de presse Yonhap citant ce dimanche un responsable du groupe.

Début juillet, le groupe prévoyait un bénéfice d'exploitation de 6.700 milliards de won (4,75 milliards d'euros) pour son deuxième trimestre 2012, soit une envolée de 79% sur un an grâce aux ventes de son nouveau smartphone. D'ici la fin du troisième trimestre, il table sur la vente cumulée de 18 millions de Galaxy S3. Sur les trois premiers mois de 2012, Samsung a livré à ses détaillants 43 millions de téléphones multifonctions, contre 35 millions pour Apple, 11,9 millions pour Nokia et 11,1 millions pour Research in Motion, connu pour son BlackBerry, selon une étude du cabinet ABI Research publiée mi-juin. (AFP 22.07)

Frénésie, voilà comment ils font tourner la machine capitaliste ! Personnellement, je n'ai toujours pas de téléphone portable et je m'en porte très bien merci ! Et quand je dis à un Indien que ma cafetière électrique à 20 ans, il me prend pour un menteur ou un martien !



Haut de page ↗

Le 24 juillet

## CAUSERIE

J'ai commis une erreur dans la présentation des infos hier, j'ai corrigé. Je me suis bien marré aujourd'hui en actualisant le site, entre sérieux et détente, je regrette juste d'être pris par le temps.

Juste une question sur PSA : les syndicats, ont-ils appelé à la grève les salariés de toutes les usines PSA du pays et ont-ils mis les moyens à leur disposition pour qu'ils montent tous à Paris le 25 juillet devant le siège de la direction ? Je parierais que non ? J'attends votre réponse.

### La SFIO et le PC tels qu'ils étaient en 1939-40.

Selon Jean-Pierre Chevènement le gouvernement de Vichy n'était "*ni la République ni la France*", c'était quoi alors ? Un Etat ectoplasmique ? L'Etat français pour reprendre l'expression de l'époque (la négation de la République française), il ne relevait pas de la génération spontanée tout de même, il est bien sorti de quelque part, il a bien été précédé par quelque chose, il y avait bien un gouvernement, des députés, des sénateurs en France avant. Non, Pétain n'a pas pris le pouvoir par un coup d'Etat, on lui a remis tranquillement le pouvoir, de la même manière qu'Hitler accéda au pouvoir en Allemagne.

Le régime de Vichy a été le produit de la faillite du Front populaire, de la IIIe République, de la coalition de l'Alliance démocratique (Lebrun, président de la République), du Parti radical (Daladier, ministre de la Défense), de la SFIO (Blum) et du PC (Thorez) ayant conduit Pétain et Laval au pouvoir et qui conclurent un pacte infâme avec Hitler. L'Etat du capital sous une forme peu amène, détestable, c'est cela qui vous dérange monsieur Chevènement ? Mais il est à mettre à l'actif de votre parti, le PS, le MRC en est qu'un appendice moribond.

Que cela ne tienne, en 44-45 sous la direction de de Gaulle, la même alliance reconstituée au sein du CNR (Conseil national de la résistance) et flanquée des syndicats (CGT et CFTC) (le MRP gaulliste remplacera l'Alliance démocratique et le Parti radical) reprendra du service, l'Union nationale s'inscrivant dans la continuité du Front populaire. Signalons qu'un bon nombre de ministres et collaborateurs de de Gaulle en 45 auront été des vichystes pendant la guerre sans que cela ne gêne ni les uns ni les autres, un détail.

Un rappel utile. Les mains sales. Notez bien, AVANT que Lebrun nomme Pétain en remplacement de Paul Reynaud.

1- Le 18 novembre 1939, un décret est adopté portant sur les mesures à prendre à l'égard des individus dangereux pour la Défense nationale et la sécurité publique entraînent l'internement administratif.

Le décret-loi du 9 avril 1940, présenté au président de la République par le ministre SFIO Albert Sérol (J.O. du 10 avril 1940), prévoyant la peine de mort pour propagande communiste, l'assimilant à la propagande nazie, accentue les dangers.

Un tableau synthétique des mesures de répression contre les communistes, établi au 1er mars 1940, fait état de 10 550 perquisitions, 3 400 arrestations, 489 internés administratifs et 100 condamnations par les tribunaux militaires dont 14 condamnations à mort.

En avril-mai, une deuxième vague de répression fera grossir le nombre des internés d'au moins 160 (Wikipedia.org)

2- ... les communistes français votent à l'Assemblée les crédits de guerre le 2 septembre 1939. (Wikipedia.org)

La SFIO a eu son 4 août 1914, le PC son 2 septembre 1939.

Il est vrai qu'en se trimballant un passé aussi "*glorieux*" derrière soi, on a du mal à l'assumer, on préfère réécrire l'histoire.

Pour ceux que cela intéresse, je vous mets un lien vers la séance de l'Assemblée nationale du mercredi 10 juillet 1940 au cours de laquelle la *Loi constitutionnelle du 10 juillet 1940* a été adoptée, loi qui consistait à donner les pleins pouvoirs à Pétain.

En voici le contenu, elle ne comportait qu'un seul article :

## Article unique

« L'Assemblée nationale donne tous pouvoirs au Gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle constitution de l'État français.

Cette constitution devra garantir les droits du travail, de la famille et de la patrie.

Elle sera ratifiée par la nation et appliquée par les Assemblées qu'elle aura créées. ». Fin.

● Au format pdf, 20 pages, origine : Assemblée nationale.

Quand on en arrive là, excusez-moi, mais peu importe qui a participé à cette séance, qui a participé à ce vote, qui a voté pour ou contre cette loi, toute justification est superflue et insoutenable au regard des mesures (répressives ou dictatoriales) qui ont été prises au cours des mois ou des deux années qui l'ont précédé. Le seul fait de participer à cette Assemblée avait valeur de culpabilité à nos yeux.

Nous demeurerons fidèle à nos principes jusqu'au bout : aucun compromis avec l'ennemi que nous combattons à mort !

Non, je ne suis pas enragé, je suis tout ce qu'il y a de plus normal et d'excellente humeur, les dérangés sont plutôt ceux qui s'accommodent de collusions avec l'ennemi et qui les camouflent ou les justifient au nom de principes qu'ils trahissent en réalité, mais peut-être n'ont-ils pas eux-mêmes l'esprit tranquille, je les soupçonnerais bien d'avoir le même état d'esprit que ces parlementaires...

Rompez avec le PS et ses satellites, avec les appareils des syndicats, avec les institutions, ensuite nous verrons s'il y a lieu de réviser notre appréciation à votre égard. Nous sommes des humanistes, nous sommes prêts à vous accorder la rédemption si vous renouez sincèrement avec le socialisme, la révolution socialiste pour être plus précis. Entre nous, je n'arrive même plus à les prendre au sérieux, ils se sont trop fourvoyés à mes yeux.

Nous sommes durs en négociation, direz-vous, pire que cela : intraitable, implacable, féroce !

Vaincre ou périr, n'était-ce pas l'enjeu à cette époque pour des millions et millions, n'était-ce pas le défi que nous avons à relever aujourd'hui sans attendre, alors qu'un homme, une femme ou un enfant meurt de faim ou de sous-alimentation quelque part dans le monde toute les 5 secondes ? Vous voyez, ce n'est pas nous qui ne vous laissons pas le temps de réfléchir à la bonne réponse, c'est la vie tout simplement telle qu'elle est dans le vieux monde.

Les états d'âme de Chevènement (notamment) nous donne envie de gerber en vérité !

### **Appeler les choses par leurs noms. Un régime mafieux entretenu et protégé par une mafia institutionnelle.**

Les nantis ont planqué entre 21.000 et 32.000 milliards de dollars dans les paradis fiscaux, le système capitaliste est devenu mafieux, il faut le liquider ! Et après cela, il y en a pour nous demander de faire des sacrifices, de nous serrer la ceinture, d'être patient, d'accepter cette fatalité qui porte un nom : voleur, escroc, mafieux, criminel.

Tous les gouvernements sont complices, tous les partis qui ont été un jour au pouvoir sont complices, tous les dirigeants syndicaux ou de partis qui appellent à s'accommoder du capitalisme sont complices, tous ceux qui parlent de "*réformer*" le capitalisme, "*réguler*" ou "*réglementer*" la finance, les marchés, sont complices.

Sachant cela, qu'y aurait-il à négocier avec ces représentants de la mafia capitaliste, les gouvernements et le patronat ? Absolument rien ! Quelles relations devrait-on avoir avec eux ? Absolument aucune !

Mais c'est gauchiste s'exclameront les esprits faibles rompus (corrompus) à marcher courbés, à se mettre à quatre pattes pour quémander des miettes au régime, à brader nos principes, nos besoins, notre idéal d'une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression, jusqu'à défendre des valeurs qui ne sont pas les nôtres pour finalement laisser les mains libres à ceux qui mènent l'humanité au chaos et à la barbarie.

Nous revendiquons la rupture des relations avec les représentants du capitalisme, gouvernement et patronat. Nous revendiquons la guerre de classe pour renverser leur ordre antisocial, réactionnaire, mafieux. Notre armée : la masse des exploités ; notre moyen : le parti révolutionnaire pour les organiser ; notre méthode : la révolution prolétarienne ; notre objectif : le socialisme...

### **Parole d'internaute.**

(A propos des paradis fiscaux)

- "*Demandez-vous pourquoi des pays minuscules et sans armée donc ne représentant aucun danger militaire peuvent continuer en toute impunité à spolier des Etats par évasion fiscale, Etats qui eux produisent de la richesse.*

*Quand des Etats armés contrarient des intérêts géopolitiques alors on peut dépenser des 100-aines de milliards d'euros ou dollars pour mener des guerres sur des motifs inventés de toutes pièces. D'une part les Etats se laissent complaisamment spolier de rentrées fiscales de l'autre ils alourdissent leurs dépenses. L'effet ciseau est dévastateur : dette toujours plus de dettes. Et la dette appauvrit encore plus ceux qui travaillent pour alimenter les rentiers qui iront déposer leurs gains en paradis fiscal.*

*La stratégie est ici claire: mettre à genou les Etats car un Etat endetté n'a plus les mains libres pour décider d'une politique. par cela on détruit l'idée même de politique donc de démocratie.*

*Les hommes politiques sont complices de cette escroquerie à grande échelle."*

Donc pour défendre "*l'idée même de politique donc de démocratie*", il ne sert à rien de défendre l'Etat complice du système mafieux mis en place par les maîtres du monde, Etat fossoyeur de la démocratie, c'est au mieux stérile, pour établir une véritable démocratie, le gouvernement du peuple par le peuple lui-même, donc la majorité de la population constituée par les masses exploitées, il faut détruire cet Etat et en construire un autre en rupture avec le capitalisme qui engraisse des rentiers organisés en mafias.

### **PSA. En famille. Le gouvernement du capital.**

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a demandé lundi à PSA Peugeot Citroën des "*engagements forts*" pour limiter l'impact de son plan de restructuration sur l'emploi, à deux jours d'une négociation sociale au sein du groupe.

A l'issue d'un entretien d'une heure et quart avec le président du directoire de PSA, Philippe Varin, Jean-Marc Ayrault s'est abstenu de réitérer ces accusations, qui ont été jugées dangereuses pour la marque par la famille Peugeot et par l'opposition de droite.

Concernant le plan de restructuration, il demande des engagements forts sur "*la limitation de l'impact sur l'emploi*", "*l'accompagnement de chaque salarié jusqu'à l'obtention d'un emploi*", le maintien d'une activité industrielle sur le site d'Aulnay, la mise en place d'un "*plan de revitalisation*" du bassin d'emploi rennais, où des suppressions de postes sont aussi annoncées, et "*l'accompagnement des sous-traitants et prestataires*" de ces deux sites.

Selon le communiqué de Matignon, Philippe Varin s'est "*clairement engagé*" sur un dialogue social "*exemplaire*", qui aboutisse à des mesures tenant compte des demandes du Premier ministre et du président François Hollande.

Philippe Varin a pour sa part assuré que l'entretien avec Jean-Marc Ayrault avait été "*très constructif*", sans donner l'impression d'avoir modifié en quoi que ce soit le plan de restructuration de PSA.

Le constructeur a par ailleurs annoncé lundi que son site de Sevelnord, dans le Nord, produirait à partir de l'an prochain des fourgonnettes pour le compte de Toyota, une bouffée d'oxygène pour la deuxième usine française de PSA, la plus menacée après celle d'Aulnay-sous-Bois.

Cet accord prévoit à plus long terme une collaboration avec Toyota sur la prochaine génération de véhicules utilitaires de PSA. Mais le choix du site de production dépend de négociations avec les syndicats de Sevelnord sur un accord de flexibilité. (Reuters 23.07)

Réaction passionnée d'un couple d'ouvriers modèles (imaginés).

- Ah ben ça alors !

- Qu'est-ce qu'il y a encore mon Jules ?

- Je n'en reviens pas ma Georgette.

- Mais de quoi bordel, t'accouche je n'ai pas que cela à faire, moi ?

- Voilà que Ayrault et Varin s'entendent comme larrons en foire pour fermer l'usine, qui l'aurait cru ma foi.

- Parle pas de ce que tu connais pas ! Certainement pas toi, t'es trop con !

- Ayrault le blaireau a fait amende honorable et il a ravalé son venin anticapitaliste, je suis sur le cul !
- T'as raison, reste assis ça va te grandir ! Crétin, en guise de venin pour ce que tu t'y connais, il s'agissait d'un placebo. Dommage d'ailleurs ! Et dire que t'as encore voté pour eux, tu ne changeras jamais.
- Qu'est-ce tu veux, il faut bien croire à quelque chose.
- En attendant, tu ferais mieux de croire en toi !

### **Un parfum nauséabond de chasse aux sorcières.**

La sénatrice PS Laurence Rossignol a demandé lundi le départ d'Europe 1 d'un journaliste pour des propos "misogyne" à l'égard de la ministre déléguée à l'Economie numérique, Fleur Pellerin.

"Le nuisible misogyne et lourd qui a interrogé @fleurpellerin ce matin va sévir longtemps sur @Europe1, virez-le, il le mérite", a écrit Mme Rossignol sur son compte twitter. (AFP 23.07)

Vous avez encore en mémoire de quelle manière s'est illustrée la SFIO en 1939 dans la chasse aux sorcières contre les communistes, Laurence Rossignol ne démériterait pas assurément. Et dire qu'elle n'a aucune légitimité en tant que sénatrice, alors imaginez un instant le cas inverse, non, on préfère ne pas l'imaginer, un cauchemar !

Pierre Desproges, Pierre Dac, Francis Blanche, Bedos, Coluche et bien d'autres qu'on n'est pas obligé d'apprécier d'ailleurs : virés ! Il faut aussi interdire les bandes dessinées, les dessins animés, les romans, etc. bref, tout ce qui a un jour dans le passé a représenté la femme autrement que Maât, la déesse de la vérité et de la justice ou Satet déesse des femmes et de l'amour dans la mythologie égyptienne, qu'incarne de nos jours Laurence Rossignol ou l'autre gourde (pleine ou vide au choix!) de Marie-Ségolène Royal. On lui préférera Meretseger, la femme coiffée d'un serpent et déesse du silence ! Quels horreurs ces gens-là, ces procureurs ou dictateurs en herbe ! A bas le PS !

« Entre une mauvaise cuisinière et une empoisonneuse il n'y a qu'une différence d'intention. » (Pierre Desproges)

Une femme infidèle a des remords, une femme fidèle a des regrets, j'ai oublié le nom de l'auteur. Un amoureux des femmes sans doute. Cela dit, sans vouloir généraliser, les journalistes n'ont pas inventé le fil à couper le beurre.

---

### **ACTUALITE EN TITRES**

#### **A droite, toute !**

- Peltier : «La Droite forte a pour fondation le sarkozysme» - LeFigaro.fr
- Geoffroy Didier : "Sans une droite forte, le FN nous battra en 2017" - LePoint.fr

#### **Les banquiers et les médias : tous pourris !**

- Liborgate: vers des arrestations imminentes de traders - L'Expansion.com
- La liste HSBC des évadés fiscaux a-t-elle été falsifiée? - L'Expansion.com
- L'enquête sur des pots-de-vin dans la presse britannique élargie - Reuters

#### **Bouc émissaire. Haro !**

- Du cannabis dans le sang du chauffard qui a tué une mère et sa fille à Paris - AFP

#### **Si cela pouvait être vrai, une chance pour l'humanité !**

- L'autobronzant pourrait causer de l'infertilité - Slate.fr

Du cerveau ?

**Qu'elles enlèvent le bas !**

- Femen: Que pensent les féministes françaises des militantes ukrainiennes à seins nus? - 20minutes.fr

---

## **INFOS EN BREF**

### **SOCIAL**

#### **1- France**

Une centaine de salariés de l'usine Père Dodu, qui appartient au groupe volailler Doux en redressement judiciaire, bloquaient lundi l'entrée du site à Quimper, pour alerter sur leur sort à deux jours de la date limite de dépôt des offres de reprise définitives du groupe, a constaté l'AFP.

Une banderole proclamant "*non à la misère*" se trouvait sur le mur de l'usine, spécialisée dans les produits frais et transformés, et qui emploie 288 salariés au total. Les salariés avaient l'intention de poursuivre leur mouvement jusqu'à 18H00 lundi, ont-ils indiqué. (AFP 23.07)

#### **2- Bahreïn**

Dans un communiqué publié le 16 juillet sur son site internet, l'entreprise de BTP Nass Constructing, filiale du groupe Nass Corporation implanté à Bahreïn, annonce avoir libéré les cent ouvriers indiens qu'elle privait de déplacements depuis six ans.

Le 14 juin dernier, le suicide de Pasupathi Mariappan, un ouvrier indien employé par Nass Constructing, a déclenché une mobilisation citoyenne importante. Depuis l'Inde, son frère, Shanker Mariappan, a lancé une pétition sur le site Internet d'Avaaz pour dénoncer les mauvais traitements et les conditions de détention des travailleurs indiens à Bahreïn. Vingt mille signatures, appuyées par l'ambassadeur indien à Bahreïn, ont permis aux ouvriers de retrouver leur liberté.

Ricken Patel, directeur exécutif d'Avaaz, se félicite de la décision de Nass Constructing et observe qu'"*en seulement trois semaines, la mobilisation citoyenne a permis de mettre fin à la cruelle interdiction maintenue par l'entreprise pendant des années*".

En 2006, plusieurs ouvriers indiens avaient décidé de quitter Nass Constructing avant la fin de leur contrat, car leur salaire était inférieur à celui annoncé avant leur arrivée à Bahreïn. Nass Constructing a répondu fermement à ces départs précipités en refusant de payer aux ouvriers le visa de retour vers l'Inde, comme cela est prévu au Bahreïn quand une entreprise fait appel à de la main d'oeuvre étrangère, et en entamant des poursuites judiciaires. Sans visa, les ouvriers étaient contraints de rester vivre sur place, souvent dans des conditions déplorables selon plusieurs ONG.

Près de 400 000 Indiens sont employés aujourd'hui au Bahreïn, et vivent généralement dans une grande pauvreté. Dans certains cas, les entreprises vont même jusqu'à confisquer le passeport des travailleurs immigrés. (lexpress.fr 23.07)

Il y a quelques années j'ai dissuadé un de mes beaux-frères, le plus jeune qui depuis s'est tué en moto, de partir travailler dans un pays esclavagiste du Golf, j'ai préféré l'aider financièrement à s'installer comme carrossier, c'était son boulot.

Dès qu'ils débarquent de l'avion, ils sont pris en charge par l'entreprise avec laquelle ils ont signé un contrat de travail, qui leur demande de leur remettre leurs passeports sous prétexte qu'elle a réglé leurs visas et qu'ils pourraient s'enfuir avant d'avoir rempli les clauses de leur contrat. Ensuite c'est l'engrenage, les salaires ne correspondent pas à ce qui avait été annoncé, les conditions de travail sont épouvantables, les conditions d'hébergement le sont encore plus, ils sont parqués comme des bêtes ou des détenus dans des baraquements isolés aux allures de camps d'internement, dans certains cas leurs déplacements sont limités... Ajoutez à cela les discriminations, les insultes, les brimades, les retenus sur salaire pour un oui ou un non, les retards de paiement de leurs salaires, etc.

Voilà avec quels régimes le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius traite puisque les conditions faites à ces ouvriers sont parfaitement légales.



### 3- Etats-Unis

Cisco Systems a annoncé lundi son intention de supprimer environ 1.300 emplois, soit quelque 2% de l'effectif total du géant américain des équipements de réseaux.

Selon le site internet de Cisco, la société comptait 62.223 employés à la fin du troisième trimestre de l'exercice fiscal en cours.

Le groupe a annoncé l'an dernier un plan visant à réduire ses coûts d'un milliard de dollars. Cisco avait alors dit que cela entraînerait une baisse de 15% de ses effectifs. (Reuters 23.07)

---

## ECONOMIE

### Espagne

L'autorité espagnole de régulation des marchés a annoncé lundi l'interdiction des ventes à découvert sur l'ensemble des valeurs boursières espagnoles pour une durée de trois mois.

L'interdiction entre en vigueur immédiatement et s'appliquera jusqu'au 23 octobre inclus, échéance au-delà de laquelle elle pourra être prolongée si nécessaire, a précisé la CNMV dans un communiqué.

Son homologue italienne, la Consob, avait annoncé un peu plus tôt dans l'après-midi l'interdiction des ventes à découvert sur les valeurs bancaires et de l'assurance jusqu'à vendredi. (Reuters 23.07)

[Haut de page ↗](#)

---

### Le 25 juillet

## CAUSERIE

C'est marrant, hier en étant à 10.000 kilomètres des usines PSA en France, j'avais senti que les syndicats n'appelleraient pas à la grève et à la montée sur Paris l'ensemble des salariés du groupe à l'occasion du Comité central d'entreprise (CCE) sur le plan de suppressions de 8.000 postes. Cela n'a pas loupé. Bon, c'était fastoche à deviner, je n'ai aucun mérite.

Rappelons que ce CCE était prévu depuis plusieurs semaines, donc les syndicats auraient eu largement le temps d'organiser la montée sur Paris, sauf qu'ils n'en ont jamais eu l'intention.

Je vous mets un extrait d'un article de Reuters qui est tombé il y a environ une heure :

- Plusieurs centaines de salariés de PSA se sont rassemblés mercredi matin devant le siège du groupe à Paris à l'occasion d'un Comité central d'entreprise (CCE) sur le plan de suppressions de 8.000 postes en France.

Ils répondaient à l'appel des syndicats du site d'Aulnay (CGT-SIA-CFDT-CFTC-Sud), où la production doit s'arrêter d'ici 2014. Ils ont invité les salariés des autres usines, notamment celle de Rennes qui doit perdre 1.400 postes et celle de Poissy, où 700 emplois sont menacés.

Tous ont manifesté devant l'entrée du siège, avenue de la Grande Armée, sur l'air de "on lâche rien" et en tapant sur des fûts métalliques.

"Ce plan est inacceptable et injustifié. L'attaque de PSA contre l'emploi concerne tous les sites du groupe", a déclaré Jean-Pierre Mercier, délégué CGT.

Fabrice Peully, délégué CFE-CGC de Poissy, a voulu insister sur le sort de ce site. "Nous allons demander une expertise comptable pour obliger la direction à revenir sur le processus. On parle surtout d'Aulnay et de Rennes c'est normal, mais Poissy est aussi lourdement impacté", a-t-il dit. (Reuters 25.07)

2.000 sur 80.000, soit 2,5% de l'effectif de PSA en France. Il suffira à la direction de le justifier, par exemple par des pertes d'exploitation ou un ralentissement de la demande ou en reconnaissant des erreurs stratégiques, ce qui ne lui coûterait rien, pour rendre ce plan acceptable et le tour est joué.

J'allais oublier de vous dire que PSA enregistrait la plus forte hausse du CAC40 à l'ouverture de la Bourse ce matin.

Un extrait d'un second article tombé un peu plus tard, apparemment Reuters a légèrement rectifié le tir :

- Près de 2.000 salariés de PSA se sont rassemblés mercredi matin devant le siège du groupe à Paris à l'occasion d'un Comité central d'entreprise (CCE) sur le plan de suppressions de 8.000 postes en France.

Les manifestants ont descendu l'avenue de la Grande Armée, de l'Arc de Triomphe jusqu'au siège de PSA avenue de la porte Maillot, interdisant toute circulation et lâchant des fumigènes sur l'air de "on lâche rien" et en tapant sur des fûts métalliques.

Les délégués syndicaux ont estimé que la réponse à la demande d'expertise comptable devrait être positive et que ses conclusions seraient rendues à la rentrée.

"Ce serait très mauvais pour eux de dire non dans le contexte actuel", a dit Frédéric Besnard, de Force ouvrière. (Reuters 25.07)

Je ne sais pas où en est le syndicat SUD qui appelait à la grève, peut-être que les salariés ou une partie des salariés disent "on lâche rien", en attendant leurs délégués syndicaux les ont déjà lâchés ! Aux ouvriers de PSA de leur imposer la grève illimitée avec occupation et comités de grève sur tous les sites de production.

Sur cette question ou une autre, s'en remettre au gouvernement, c'est s'en remettre à notre bourreau, les travailleurs et les militants doivent en prendre conscience très rapidement. Ils peuvent se battre jusqu'au bout pour essayer de gagner, ils devront en venir à s'attaquer à l'Etat, au gouvernement qui est complice des patrons et actionnaires.

On peut ajouter dans leur direction que seul un gouvernement ouvrier prendrait un décret annulant le plan de la direction de PSA, exproprierait les actionnaires, etc. mais malheureusement on ne peut même pas leur indiquer de quoi pourrait être constitué ce gouvernement ouvrier, vers quel parti il pourrait se tourner puisqu'aucun n'a repris à son compte l'exigence de la grève illimitée avec occupation et comité de grève, etc.

Vous vous demandiez peut-être à quoi rimaient les positions exprimées par le POI, le NPA et LO, vous avez la réponse, interdire aux travailleurs de PSA (et de tout le pays) de se donner les moyens d'affronter le patronat et l'Etat, d'avancer vers leur émancipation du capital.

### **Attention, l'augmentation du smic pourrait leur être fatale !**

Selon une étude publiée par l'observatoire financier de l'association ATH, une association qui regroupe une vingtaine de cabinets d'audit et de conseil en France, les 400 dirigeants, dont les salaires ont été passés en revue, ont perçu une rémunération de 490.000 euros en moyenne l'année dernière.

28% ont bénéficié d'actions ou de stocks-options en 2011, pour un montant total d'environ 63 millions d'euros.

Dans le même temps, les patrons du CAC 40 ont touché en 2011 une rémunération moyenne de 3,55 millions d'euros (stock-options et actions incluses), selon une étude distincte de l'Association française des entreprises privées (Afed) parue en mai. (AFP 24.07)

Je vous sens accablé, aussi pour vous soulager j'ai omis volontairement les passages de cet article où le journaliste de l'AFP s'épanchait sur le sort malheureux de ces nantis dont les rémunérations ont diminué de quelques pourcents en 2011 par rapport à 2010.

### **L'obscurantisme et le communautarisme comme pendant de la régression sociale et avenir.**

Il y a aujourd'hui en France quelque 2 200 mosquées en activité. Sous cette appellation, on trouve aussi bien des lieux de culte pouvant accueillir quelques dizaines de personnes, installés dans d'anciens locaux commerciaux, des pavillons ou des rez-de-chaussée d'immeubles, peu visibles de l'extérieur, que des édifices à l'architecture assumée, comprenant parfois dôme et minaret, pouvant rassembler plusieurs centaines de fidèles.

La grande majorité des lieux de culte existant ne dépasse pas 100 m<sup>2</sup>. Beaucoup ont même une surface inférieure et seule une minorité s'étend sur plus de 1000 m<sup>2</sup>. Selon le président du Conseil français du culte musulman (CFCM), il conviendrait

de doubler la surface totale disponible pour la prière (300 000 m2 aujourd'hui), sachant qu'il faut, selon les normes habituelles 1 m2 par fidèle. Cela ne signifie pas forcément un doublement du nombre de mosquées.

Les constructions de mosquées se multiplient depuis une vingtaine d'années, et quelque 200 projets seraient actuellement en cours dans toutes les régions de France. Coûtant plusieurs millions d'euros, ces constructions sont en partie financées par les dons des fidèles ; des aides de pays musulmans, des dons de leurs dirigeants ou de la Ligue islamique mondiale, une ONG d'origine saoudienne complètent les budgets. (lemonde.fr 24.07)

---

## **ACTUALITE EN TITRES**

### **L'imposture permanente**

- Arnaud Montebourg, chevalier blanc ou roi du moulinet? - L'Express.fr

### **Un euphémisme...**

- Madrid provoque un cafouillage en zone euro dans un contexte explosif - AFP

### **... la preuve**

- Moscovici appelle à la mise en oeuvre rapide des accords européens de fin juin - AFP

- Crise : Paris n'a pas demandé d'application immédiate des accords du sommet - LePoint.fr

### **Mimétisme guerrier et colonial.**

- Les Etats-Unis accentuent leur aide aux rebelles syriens - Reuters

- L'UE renforce son embargo sur les armes contre la Syrie - Reuters

### **Ils n'en auront jamais assez.**

- Apple déçoit malgré une hausse de 20,5% du bénéfice - AFP

### **Une menace pour la civilisation humaine.**

- Chaque année, 34 000 Américains sont tués par des armes à feu. (atlantico.fr 24.07)

---

## **INFOS EN BREF**

### **SOCIAL**

#### **France**

Un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), réalisé entre juillet 2011 et mars 2012 avec le concours de la Direction de la sécurité sociale et du ministère du Logement, rappelle que les aides au logement bénéficient à plus de 6,3 millions de personnes. Elles représentent un coût de près de 16 milliards d'euros pour l'Etat, et un montant mensuel moyen de 212 euros.

Il s'agit donc de la prestation la plus importante versée aux ménages modestes et pauvres, souligne le rapport.

Mais leur efficacité s'est "*détériorée au cours de la dernière décennie*", pointe le rapport. En effet, la revalorisation du barème des aides n'a globalement pas suivi l'évolution des prix et des loyers, si bien que certains ménages supportent aujourd'hui "*des taux d'effort prohibitifs*".

En outre, le montant des prestations est instable et imprévisible pour les bénéficiaires dont les ressources sont précaires, puisqu'il baisse par exemple "*brutalement*" en cas de reprise d'activité, dénonce le rapport. (AFP 24.07)

---

## ECONOMIE

**1- Fonds de capital-investissement** Selon Bain&Co, 40% des entreprises rachetées par des fonds de capital-investissement de 2004 à 2008 dans le monde valent aujourd'hui moins que leur prix d'achat. 30 à 50% des fonds pourraient fermer dans les cinq prochaines années. (atlantico.fr 24.07)

### 2- Grèce

**2.1-** La baisse de l'activité économique en Grèce pourrait dépasser 7% cette année, a averti mardi le Premier ministre, Antonis Samaras, ajoutant que son pays ne devrait pas renouer avec la croissance avant 2014. (Reuters 24.07)

**2.2-** Le gouvernement grec a annoncé mardi "*la fusion et la suppression*" d'une vingtaine d'organismes publics dans une tentative de réduire les dépenses publiques, comme l'exigent les créanciers, UE et FMI.

"*Dans le cadre de la restructuration de l'Etat*", le gouvernement commence par "une première fusion et suppression d'une vingtaine d'organismes publics afin de réduire le coût de leur fonctionnement et de les rendre plus efficaces", a indiqué un communiqué du ministère de la Réforme administrative.

Le ministère précise que le personnel des organismes supprimés ou fusionnés, au total 5.256 employés, "*ne seront pas licenciés mais mutés à d'autres postes du secteur public qui ont besoin de leurs compétences*".

Quinze organismes seront réduits à neuf tandis que cinq organismes, dont le Fonds pour la gestion des crédits pour des fouilles archéologiques, seront supprimés et intégrés dans les ministères dont ils dépendent, selon la liste publiée par le ministère.

Le coût de fonctionnement de ces organismes, subventionnés par le budget de l'Etat, est de 40 millions d'euros. (AFP 24.07)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 26 juillet

### CAUSERIE

#### Un courriel reçu

Il provient du secrétariat du Réseau Voltaire à qui j'ai signalé un bug dans un fichier.

- "*Merci d'avoir signalé ce bug.*

*Nous l'avons corrigé, en principe cela doit fonctionner maintenant.*

*Merci aussi de reprendre nos articles : souvent le site est attaqué et devient indisponible. Le seul moyen de continuer à diffuser l'info, c'est de la disséminer. RV*

*PS: cela fait un moment que je n'avais pas visité votre site. C'est bien ce que vous faites, j'y retourne."*

Merci de vos encouragements que je vous retourne bien volontiers.

Vous voyez camarades, j'ai peut-être l'air rustre en apparence, mais je suis civilisé ! Ça c'était pour mes détracteurs qui me classent parmi les "*complotistes*", il leur faut bien un os à ronger. Non, je ne mords pas ! Allez camarades, soyons de bonne humeur, on n'a pas fini d'en avoir besoin...

Quelque part j'ai amputé le nom du Premier ministre espagnol en écrivant Roy au lieu de Rajoy. Je l'ai raccourci avant l'heure ! Parfois

il arrive malgré nous qu'on laisse percevoir nos réelles intentions, notre inconscience nous joue des tours.

Un autre tour, mais celui-là franchement désagréable, consiste à s'enthousiasmer inconsidérément pour ensuite sombrer dans la déprime.

Un pote vous a invité à dîner, à faire un bon gueuleton selon lui. Chouette, vous amènerez l'entrée, de la charcuterie fine, c'est votre truc préféré. En route, vous appelez votre pote pour lui demander s'il n'a besoin de rien, il vous répond non, le pain, non, c'est bon, il y a ce qu'il faut. Un peu plus tard, vous passez à table et vous commencez à saliver en pensant aux fines tranches de Rosette de Lyon que vous allez déguster, et ne voilà t'il pas que votre pote pose sur la table un sac en plastique contenant des tranches de pain de mie réputée légèrement sucré, vous faites la grimace, vous lui demandez s'il n'a pas autre chose comme pain, non, pas de bol. Vous lui aviez demandé s'il avait pensé au pain, il ne vous a pas menti en répondant oui à votre question.

Parfois, souvent, presque toujours, l'exception confirme la règle, on nous dit que des centaines, des milliers, des millions de travailleurs sont descendus dans la rue, on se dit chouette, voilà que ça bouge enfin... Oui, ce qu'on oublie de vous préciser c'est sur quel contenu précis et surtout sur quelle orientation politique. Puis le lendemain, les jours ou les semaines, les mois qui suivent plus rien, le trou noir, le néant.

Il est donc préférable de se poser les bonnes questions avant de s'emballer ou de tirer des conclusions hâtives qui ne correspondent pas à la réalité, cela pour éviter les déceptions inutiles.

Titre : *Les salariés de PSA promettent la guerre à la rentrée* - Reuters 25.07

On est partant, armé jusqu'aux dents, et vous ? Depuis le temps qu'on s'y prépare, et vous ? Si oui tant mieux pour vous, sinon, pas de bol ! Mais rassurez-vous rien n'est perdu pour autant, j'en suis l'exemple type, non ?

### **PSA. Remettre les pendules à l'heure.**

Non, PSA ce n'est pas vous, c'est la famille Peugeot et les actionnaires !

Comment remettre le mouvement ouvrier dans la bonne direction ? En commençant par remettre les choses et chacun à sa place.

Le bilan d'une entreprise, sa gestion, sa stratégie de développement, ses gains ou ses pertes, ses parts de marché, etc. ce n'est pas notre affaire puisqu'elle ne nous appartient pas.

Les usines et les bureaux, les machines et les outils, rien ne nous appartient.

Et c'est bien pour cette raison que nous en sommes là !

Si tout nous appartenait, si nous produisions pour satisfaire les besoins de la population au lieu d'être guidé par des intérêts comptables privés, la question des salaires, des conditions de travail et de l'emploi serait réglée.

C'est bien parce que rien ne nous appartient que nous en sommes là.

Dès lors la question qui se trouve posée consiste à savoir qu'est-ce qu'il faut faire pour remédier définitivement à cette situation, mettre fin à l'anarchie qui règne dans la production, mettre fin à la surcapacité des installations et à la surproduction, mettre fin aux salaires de misère, aux conditions de travail difficiles ou insupportables, à la menace permanente de la sanction ou pire, du licenciement, du chômage.

En réalité, la famille Peugeot n'a rien produit elle-même, elle ne devrait rien posséder, surtout pas le droit de disposer de l'emploi et de la vie des générations d'ouvriers et de cadres qui ont fait sa richesse.

Si la famille Peugeot et maintenant les actionnaires se sont enrichis sans produire la moindre richesse, comment ont-ils fait ?

Ils ont passé un accord avec les banquiers qui leur ont accordé des prêts pour se développer, les banquiers ont créé de l'argent pour leur remettre conformément au privilège que leur accorde l'Etat moyennant le versement d'intérêts. Mais l'argent ne produit pas de richesse pas plus qu'un banquier. Effectivement, c'est uniquement l'association des travailleurs manuels et intellectuels au sein de la production qui a créé ces richesses, qui a produit ces voitures, qui par l'emploi de leur force de travail ont produit de la plus-value ou du profit. C'est donc uniquement en exploitant la force de travail de générations d'ouvriers que la famille Peugeot s'est enrichie, en leur extorquant légalement une partie de leur travail.



Le capital accumulé et qui fait la richesse des capitalistes n'a pas d'autres origines aussi loin que l'on puisse remonter dans le temps, que la confiscation, la spoliation légal du produit du travail de générations et générations d'ouvriers en bleu de travail, en blouse grise ou en col blanc par une minorité d'exploiteurs assoiffés de profit et de pouvoir.

L'accumulation primitive du capital est un mythe forgé au XIXe siècle par les Maîtres des Forges et démonté par Karl Marx, pour justifier les rapports existant entre les classes, l'ordre établi avec lequel se confond leur condition de classe dominante dictant à la classe dominée quel sort l'attend.

Cet ordre établi a pris la forme d'une alliance des propriétaires des moyens de production, des banquiers et de l'Etat qui sur le plan juridique garantit leurs droits à exploiter la main d'oeuvre ouvrière manuelle et intellectuelle, à s'enrichir sur son dos dans des conditions conformes aux lois qui ont été adoptées spécialement à cet effet, voilà en quoi consistent leurs privilèges exorbitants.

Ces privilèges sont donc le produit arbitraire d'une injustice qui consiste à décréter légitime de tirer profit de l'exploitation du travail d'autrui et de disposer du sort des producteurs comme à l'époque du Moyen-Age, des monarques et des seigneurs qui disposaient de leurs sujets.

Ce sont ces privilèges illégitimes qu'il nous faut abattre, de la même manière que la bourgeoisie avait liquidé les privilèges de la monarchie et de la noblesse lors de sa révolution au XVIIIe siècle. Mais elle n'y est parvenue qu'en abattant l'Etat qui juridiquement légitimait leurs privilèges, il lui fallu faire une révolution pour en venir à bout (de l'appareil de l'Etat féodal) afin de se doter d'un nouvel Etat, de nouvelles institutions qui légifèreraient conformément à ses besoins. Voilà le chemin que nous devons emprunter aujourd'hui si nous voulons que nos besoins et aspirations puissent être satisfaits.

Les patrons et actionnaires, les banquiers, l'Etat, le gouvernement, l'ensemble des institutions, la Constitution, représentent les intérêts d'une seule et même classe, ceux des privilégiés qui détiennent les moyens de production, l'argent accumulé dans des coffres et qu'ils ont volé à des générations de travailleurs par des moyens légaux.

C'est cette légalité qu'il nous faut renverser pour venir à bout de ces privilèges.

Dès lors se trouve posé la nécessité d'exproprier sans indemnité ou rachat les patrons, les actionnaires et les banquiers qui n'ont jamais produit un centime de richesse, nous leur dénierons même le droit de formuler une exigence, mais cela demeurera impossible à mettre en oeuvre au plan national aussi longtemps qu'ils bénéficieront de la protection juridique et policière de l'Etat, il faut donc au préalable ou simultanément se débarrasser de cet Etat qui a été fondé uniquement pour servir leurs intérêts de classe, et créer notre propre Etat sur la base de nos besoins.

Les patrons et actionnaires, les banquiers, ont réussi à conserver leurs privilèges et leurs pouvoirs parce qu'ils disposent de partis politiques qui incarnent leurs intérêts au sein de l'Etat, des institutions, principalement le parti de l'ordre, l'UMP et son supplétif le PS flanqué de ses satellites. C'est par le biais de ces partis qu'ils exercent leur pouvoir.

Donc, si nous voulons mettre fin à leurs privilèges et leurs pouvoirs il nous faut construire un parti ouvrier qui incarne la fin ou la chute de ce régime, qui organise les travailleurs dans cette perspective politique et mène résolument ce combat jusqu'au bout.

La question qui est posée par l'annonce d'un vaste plan antisocial chez PSA est : qui produit les richesses, détient le pouvoir, quel Etat ou gouvernement décidera de mettre fin aux privilèges et aux pouvoirs des capitalistes, décrètera l'interdiction des licenciements, notamment.

Cela nous ramène à une question fort simple : soit les capitalistes conservent leurs privilèges et ils conservent leur capacité de nuisance sur la société, de disposer de nos vies comme de vulgaires marchandises, soit on leur confisque et nous prenons notre sort entre nos mains en reconstruisant la société conformément à nos besoins et aspirations.

## **Le temps des godillots et leur état d'âme en trois volets.**

### **1- Parole, parole, parole.**

Les proches du ministre Benoît Hamon, représentant de l'aile gauche du PS, ont une nouvelle fois critiqué mercredi le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, adopté fin juin lors du sommet européen. Et ont menacé de ne pas le voter, si le texte restait en l'état. « *On en discutera (entre nous) mais s'il reste sous-tendu par les mêmes logiques, qui nous amèneraient à avoir une politique d'austérité, je pense que l'on ne peut pas le voter* », a lancé la députée du Doubs Barbara Romagnan, première signataire de la « contribution » d'Un monde d'avance - le courant de Benoît Hamon - pour le congrès de Toulouse. « *En l'état actuel, voter ce traité nous empêcherait de mener la politique pour laquelle on a été élus* », a-t-elle ajouté.

(La politique d'austérité est déjà là !

Quand vous soutenez une politique d'austérité sans prononcer son nom, alors qu'elle a été instituée par votre prédécesseur, cela passe très bien, mais quand elle est encadrée par une loi ou un traité rédigé spécialement à cet effet, il devient plus difficile de le contester, de le nier. Voilà ce qui les dérange.

Notons que madame Romagnan et le dernier numéro d'Informations ouvrières (210) reprennent le même argument frauduleux, selon lequel les électeurs qui ont porté des candidats PS à l'Assemblée nationale le 17 juin aurait voté pour une autre politique que celle de Sarkozy qu'aurait incarné le programme de Hollande, alors qu'en réalité il était calqué sur celui du candidat de l'UMP pour l'essentiel, et les véritable opposants à cette politique n'ont pas pris part au vote le 17 juin.

Ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là, l'aristocratie ouvrière qui a vu son champ s'élargir à des trotskistes soutient cette interprétation des faits que nous contestons. Pour un peu, on voudrait nous faire croire que la véritable opposition à la politique de Sarkozy se situerait dans le PS et ses satellites. Le seul fait d'exposer ainsi clairement leur position, en montre le caractère grotesque. - Ndlr)

Les amis de Benoît Hamon se félicitent d'avoir déposé une «contribution» pour le prochain congrès signée par 23 députés de la gauche du SPD allemand, dont certains se sont opposés outre-Rhin à la ratification du traité européen. «*Ce traité est politiquement faux, économiquement aberrant et socialement injuste*», a expliqué Viet Swoboda, un proche de l'aile gauche du SPD, invité mercredi par les amis de Hamon pour une conférence de presse. «*Cosigner notre contribution avec 23 députés qui ont voté contre le traité en Allemagne donne une indication sur ce qu'on veut faire...*», sourit le député de l'Essonne Jérôme Guedj. Membre de l'aile gauche, la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann a déjà dit qu'elle ne ratifierait pas le pacte budgétaire.

(En attendant, ils sont toujours au PSD et au PS !

L'UMP et les centristes ont déjà fait savoir à Hollande qu'il pourrait compter sur leurs voix, donc Marie-Noëlle Lienemann parle pour ne rien dire et fait dans la gesticulation, une façon comme une autre d'exister et de se donner bonne conscience, de faire croire que le PS serait un parti démocratique et qu'il pourrait évoluer, au bout de 42 ou 98 ans, qu'on nous permette d'en douter fortement, bref, de ne pas en croire un mot. Vous aurez noté qu'il y en a que cela arrange de le croire. Pour qui roulent-ils ? - Ndlr)

Au gouvernement, les prises de position de l'aile gauche inquiètent. «*S'ils sont seulement une poignée d'élus à ne pas voter le traité, ce n'est pas bien grave, note un ministre. Mais s'ils votent non en bloc, c'est plus emmerdant...*» D'autres relativisent, insistant sur la «loyauté» des élus de l'aile gauche. «*Tout le monde veut la réussite du gouvernement, note ainsi le député PS Laurent Baumel. L'aile gauche a besoin de cultiver sa spécificité, et le congrès est fait pour ça. Mais j'imagine mal qu'ils enfreignent la discipline de vote (sur le sujet européen). Personne ne voudra ajouter une crise politique interne au PS à une situation déjà compliquée.*»

(Surtout que leurs postes, leurs carrières et leurs comptes en banque en dépend ! - Ndlr)

Le député de Paris Christophe Caresche estime que «*l'accroissement de la pression sur l'Espagne va peser sur le débat, réduisant d'autant les marges de manœuvre*». «*Je ne vois pas l'aile gauche du parti voter contre le traité, poursuit-il. Au pire, ils s'abstiendront. Mais il est vrai que Hamon a un problème avec les boutefeux de son courant qui lui disent: "On ne va pas bazarder notre ligne politique en échange de vos postes". Or, pour Hamon, l'enjeu, c'est de garder son courant.*»

(Sans son courant, il disparaît, il se fondera dans un autre et le tour sera joué, d'autres l'ont fait avant lui. Ce qui est marrant ces chez gens-là dont les principes ou les scrupules doivent se situer au-dessus du niveau du caniveau, c'est qu'ils s'interrogent sur le futur, mais jamais sur le passé de leur horrible parti, trop embarrassant et pour cause, pour reprendre leur langage, Hamon et les siens ont déjà bazardé leur ligne politique en échange de leurs postes, vous ne vous êtes pas encore aperçus ? - Ndlr)

«*Hollande veut éviter de passer par une révision constitutionnelle, note un élu PS. Il préfère banaliser l'enjeu. De fait, il faut éviter de sacraliser ce traité, d'en faire un épouvantail à moineaux pour la gauche de la gauche.*» (lefigaro.fr 25.07)

(Effectivement, Hollande ou le PS faudrait-il dire, ce n'est pas l'homéopathie ou une médecine parallèle, non, c'est la médecine douce qui se réduit à un tube de vaseline (sémantique) pour que cela fasse moins mal, pour parler vulgairement.

Je vous ai fait grâce du refrain habituel des opportunistes qui consiste à voir dans ces démonstrations d'"opposants" à la ligne de la direction du PS, l'expression des contradictions de la lutte des classes au sein de ce parti, sachant qu'il n'y a absolument rien à en tirer. Vite dit penserez-vous peut-être. OK, je vous prends au mot. Combien, quels dirigeants de la SFIO ou du PS ont rejoint les rangs de la révolution socialiste depuis les années 30 ? Par contre, la liste de ceux qui sont passés par le PCI, l'OCI et la LCR pour se retrouver au PS (notamment) serait trop longue à établir (Jospin, Cambadélis, Weber, Dray, etc). - Ndlr)

## **2- PS et sa gaucheritude. Paraître ou l'imposture permanente. Démonstration.**

Interview commenté de Marine-Noëlle Lienemann (PS) par Publicsenat.fr. Extraits.

### **Avez-vous l'intention de déposer une motion au prochain congrès socialiste ?**

Absolument, nous sommes convaincus qu'il est important, au sein de notre parti, que nous ayons un congrès ouvert aux grands débats sur la sortie de crise, sur les priorités de la période, sur le rapport à l'Europe, sur le mode de fonctionnement de notre parti. Nous ne voulons pas d'un congrès verrouillé. Il y a bien sûr le pôle majoritaire, cela paraît logique. Mais quel est le rôle du PS quand on est au gouvernement, après avoir été dans l'opposition ? Ni parti godillot ni surveillant général du gouvernement ! Il faut donc déposer des motions pour que les militants puissent faire des choix qui évidemment ne sont en aucune manière un affaiblissement collectif.

(Ouf, le "pôle majoritaire" peut être soulagé ! - Ndlr)

### **Ne craignez-vous pas de devenir une force d'opposition au sein même du Parti socialiste ?**

J'ai encore plus peur d'un parti godillot monolithique béni-oui-oui. Parce que les chefs auraient dit quelque chose, tout le monde serait d'accord ? Je ne crois pas à ça et l'histoire de notre parti est très claire. Heureusement, nous avons été au gouvernement assez souvent et il y a toujours eu à chaque congrès plusieurs motions, avec même des ministres signataires. On n'était pas dans l'opposition au gouvernement ! Nous sommes dans la différence politique d'évaluation de priorités, de prévision de sortie de crise. C'est bien légitime parce que si ce n'est pas à l'intérieur du parti socialiste que s'expriment différents points de vue, ce sera en dehors et là ça affaiblira le PS. (publicsenat.fr 25.07)

(Donc en réalité, elle n'a peur de rien ! Tiens, en voilà une qui avoue que l'histoire de son épouvantable parti est "très claire", elle ne pourra pas dire plus tard : je ne savais pas qu'il était foncièrement réactionnaire. Elle a raison de rappeler qu'ils ont été "au gouvernement assez souvent", on voit aujourd'hui le résultat !

Elle dit aussi clairement ce qui les distingue les uns des autres et leurs réelles préoccupations qui portent sur "la différence politique d'évaluation de priorités" l'ordre ou la manière de s'y prendre pour faire en sorte que rien ne change tout en proclamant le contraire, comment faire prendre par les travailleurs des vessies pour des lanternes tandis que leurs amis capitalistes et banquiers vaquent tranquillement à leurs affaires, de "prévision de sortie de crise" qui relève davantage encore une fois de l'instrumentalisation de l'ignorance des masses puisque aucun d'entre eux n'est déterminé à s'attaquer à ceux qui détiennent véritablement le pouvoir, l'aristocratie financière, le CAC40.

C'est à la dernière phrase qu'elle lâche le morceau : vaut mieux que les critiques envers le gouvernement s'expriment à l'intérieur du PS pour mieux les contrôler, les cadenciser si nécessaires, les réduire au silence enfin, car la stabilité du régime passe par un PS fort.

Au fait, où avez-vous remarqué qu'à un moment donné elle se serait placée au côté des travailleurs ? Nulle part. Normal. - Ndlr)

### **3- Un appareil, des élus, des prébendes.**

En claquant la porte d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) en Lorraine, une dizaine de militants, sur la soixantaine que compte la région, a donné un chiffre douloureux. Depuis le début de l'année, soutiennent-ils, «EELV a perdu 50 % de ses adhérents et 80 % de ses coopérateurs», ces derniers ayant adhéré en 2011 au mouvement pour pouvoir choisir le candidat à la présidentielle. Si leur départ est motivé «par des raisons locales» en partie liées aux désignations pour les législatives, ces militants dénoncent une «stratégie nationale» qui a consisté, disent-ils, «à sacrifier la base militante et ses convictions pour deux postes ministériels et 18 députés». Parmi eux, Matthieu Gatipon-Bachette, ex-membre du conseil politique régional, s'offusque que le choix de désignation des candidats aux dernières échéances, par tirage au sort, n'ait «pas été respecté par la direction nationale». Ce jeune militant s'interroge aussi sur la nécessité d'avoir des députés, des sénateurs et des ministres, «si à la fin, on reste des vassaux du PS, une simple réserve de voix, sans possibilité de s'exprimer comme dans l'affaire de la Guyane avec Cécile Duflot...» (sur les forages pétroliers, NDLR).

Un sentiment selon lui partagé «bien au-delà de la Lorraine» et qui serait à l'origine de la «désaffection». «C'est sûr qu'on va terminer l'année avec beaucoup moins d'adhérents», reconnaît le député écologiste de Franche-Comté Éric Alauzet. EELV revendiquait autour de 17.000 coopérateurs et de 15.000 adhérents à jour de leur cotisation lors de la primaire organisée il y a juste un an entre Eva Joly et Nicolas Hulot.

François de Rugy, porte-parole des députés EELV, expédie en quelques mots les Lorrains démissionnaires, ces «hurluberlus qui n'ont pas accepté notre stratégie d'accord avec le PS». Quant au président du groupe EELV au Sénat, Jean-Vincent Placé, qui a eu maille à partir avec certains des Lorrains aux législatives, il assure n'être «pas du tout préoccupé» par d'éventuels départs. «Le socle solide des militants motivés, tenaces et responsables est bien là», dit-il, et les autres «font du zapping et ce n'est pas nouveau...» Placé prend le PS en exemple: «Ils sont montés jusqu'à 250.000 sous Ségolène Royal, ils sont à moins de

100.000 sans être moins performants.» Placé estime qu'à la fin de l'année, EELV «devrait se stabiliser au-delà de 10.000 adhérents.» (lefigaro.fr 25.07)

Pas besoin d'être nombreux pour être "performants" quand on dispose de la machine de l'Etat pour assurer votre survie politique, EELV vient de le prouver. Nés et entretenus par le régime, vous crèverez avec lui ! C'est tout le bien qu'on souhaite à ces réactionnaires.

### PSA. Les dernières infos.

1- Le titre du constructeur automobile PSA Peugeot Citroën grimpait en tête du CAC 40 mercredi matin, malgré une perte semestrielle plus marquée que prévu par les analystes et après les premières informations du plan de soutien au secteur du gouvernement.

A 09H52 (07H52 GMT), la valeur prenait 3,48% à 6,46 euros, tandis que le CAC 40 était en faible hausse de 0,18%. (AFP 25.07)

2- PSA Peugeot-Citroën se prépare à financer les repreneurs de sa filiale de logistique pour un montant pouvant atteindre un milliard d'euros, a-t-on appris mercredi de sources proches de la situation.

La cession d'une participation très majoritaire dans Gefco, qui assure les livraisons mondiales de véhicules Peugeot et Citroën produits par PSA, pourrait ainsi rapporter au constructeur jusqu'à un milliard d'euros.

Gefco est l'un des actifs profitables que Peugeot peut mettre en vente. (Reuters 25.07)

3- Le déroulement de la journée d'hier à Paris.

3.1- Les ouvriers de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois ont pris leur service tôt ce mercredi matin, mais beaucoup ont dit leur intention de se mettre en grève dès 8h30, avant que le groupe automobile ne dévoile le détail de son plan social.

Mais avant de passer les portiques et de badger, beaucoup ne cachaient pas leur inquiétude ou leur amertume pendant que des élus CGT distribuaient des tracts.

"Là j'embauche et vers 8h30, je me mettrai en grève. Je ne sais pas si j'irai manifester à Paris. Je suis à la retraite dans quinze mois et je voudrais laisser quelque chose aux plus jeunes", dit Jean-Paul, qui comme la plupart de ses collègues ne veut pas donner son nom.

Une partie des ouvriers doit se rendre à Paris dans la matinée, devant le siège du groupe automobile où va se tenir un Comité central d'entreprise crucial pour leur avenir. "Bien sûr que je vais me mettre en grève. Vous avez vu dans quelle situation on est?", lâche Karim, la trentaine. Et Philippe Evrad, élu CGT, espère une journée de grosse mobilisation: "Les salariés qui suivent la CGT sont en grève à partir de maintenant", affirme-t-il.

"Je ne vais pas embaucher. Je vais rentrer dans l'usine pour sensibiliser les salariés. On ne peut pas trop savoir si le mouvement va être bien suivi à la veille des vacances", dit un autre élu CGT Roland Ruiz. L'usine doit fermer jeudi soir pour tout le mois d'août. "C'est surtout après l'annonce (de la fermeture de l'usine en 2014) les 12 et 13 juillet que les gens ont levé le pied au travail. Après les esprits se sont calmés", poursuit le délégué syndical. (lexpress.fr 25.07)

3.2- "A partir d'aujourd'hui, on sera ton cauchemar!", ont promis mercredi à leur patron plus d'un millier de salariés de PSA Peugeot Citroën, rassemblés devant le siège parisien du constructeur qui compte supprimer 8.000 postes.

Ils étaient 1.300, selon la police et 2.000, venus de tous les sites du groupe, dont 400 de l'usine d'Aulnay (Seine-Saint Denis) vouée à la fermeture en 2014, selon Jean-Pierre Mercier (CGT).

Après s'être rassemblés devant le siège, les salariés, venus aussi de Rennes, d'où ils étaient partis dès l'aube en car, ou encore de Caen, Mulhouse et Valenciennes, ont convergé à la mi-journée vers l'Arc de Triomphe, à proximité. Ils sont ensuite revenus pique-niquer devant le siège sur fond de musique celtique, avant de reprendre le chemin du retour.

"Varin, à partir d'aujourd'hui on sera ton cauchemar!", proclamait une banderole en tête du cortège, en référence au président du directoire, Philippe Varin.

Sur la grande façade de verre du siège, où se tenait un comité central d'entreprise (CCE) consacré au plan de suppression de postes, une banderole proclamait: "Non à la fermeture de PSA Aulnay", tandis que, dans un brouhaha terrible, certains crient "Varin assassin!".



"On est en colère. Il y a un vrai ras le bol", a déclaré à l'AFP Jean-Pierre Girard, salarié rennais affichant 35 ans de maison.

"C'est le troisième plan à Rennes. Vous vous rendez compte? On nous demande toujours plus", a ajouté le salarié, tenant une canne sur laquelle était fixée un enjoliveur et à laquelle étaient accrochées des peluches de lions, l'emblème de Peugeot.

"Un emploi supprimé à la Janais (le site de Rennes), c'est quatre salariés qui vont en souffrir à l'extérieur", a-t-il ajouté.

"S'il y a une vague de mauvaises nouvelles chez PSA, ça va forcément nous arriver dessus. Après, ça va toucher tous les sous-traitants qui sont en dessous de nous", a abondé Thierry Kaldeziejek, équipementier automobile de rang 1 (livrant PSA directement) venu lui aussi d'Ille-et-Vilaine.

Des centaines d'ouvriers de l'usine d'Aulnay-sous-Bois, qui emploie 3.000 personnes, les ont rejoints dans la matinée devant le siège.

Partis du site en tenue de travail, ils avaient pris le RER, distribuant des tracts aux passagers et scandant divers slogans: "Varin, prépare toi, on arrive", "PSA ne doit pas fermer", "Non à la fermeture de PSA Aulnay"...

Devant le siège, l'amertume des salariés de tous les sites était palpable.

"Ca saigne les coeurs de voir l'usine (d'Aulnay) fermer et des gars virés. C'est un bout de notre vie qui s'en va. Après 41,5 ans dans la boîte, ça me touche beaucoup", a déclaré André Tranchefort, salarié de Caen à la retraite en fin d'année.

"Les cellules de risques psychosociaux n'ont jamais autant tourné que maintenant. La direction exerce d'énormes pressions pour faire partir les gens. Les tensions sont grandissantes et vraiment palpables", a indiqué de son côté un salarié de Poissy, sous couvert d'anonymat, tandis que Mickael Montasprini, venu de Metz, confiait: "Les gens sont complètement dépités. On part en vacances mais la rentrée s'annonce très tendue." (AFP 25.07)

**3.3-** "Ce n'est pas aux salariés du groupe de payer la note. On n'est pas prêt à se laisser faire, on va leur mener la guerre", a lancé sous les applaudissements Jean-Pierre Mercier, délégué CGT du site d'Aulnay (Seine-Saint-Denis), promis à la fermeture.

Les syndicats CGT, CFDT, CFTC, Sud, FO, SIA, CFE-CGC estiment avoir marqué un point en désignant un expert chargé d'examiner le bien-fondé du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), qu'ils qualifient de "pillage social".

En conséquence, la présentation du PSE aux représentants du personnel a été repoussée, probablement jusqu'en octobre, l'expertise ne débutant que le 27 août.

"L'objectif était de gagner du temps et de décaler la procédure pour mieux organiser la suite", a expliqué Tanja Sussest, du SIA (Syndicat indépendant de l'automobile).

Le gouvernement a également mandaté un expert, Emmanuel Sartorius, pour réaliser un audit de la situation financière et économique du groupe. Un rapport final est attendu en septembre.

"Les salariés ont marqué un point, en faisant reculer la direction, on a gagné du temps sur cette machine infernale à licencier. On a la gnaque!", a assuré Jean-Pierre Mercier, principale figure pour le moment du combat des PSA.

Pour les syndicalistes, l'objectif est bien d'obtenir le "blocage définitif" du plan social.

La plupart des manifestants doutent des propositions de reclassement de la direction. "Ils ont nié depuis un an le plan annoncé récemment, depuis on doute de tout", a dit Frédéric Besnard, syndicaliste de FO à Poissy.

Signe de la colère des employés de PSA refusant d'être "les boucs émissaires de la mauvaise stratégie du groupe", les représentants du SIA, considéré pourtant comme un syndicat maison, figuraient parmi les plus remontés.

"Peugeot, une famille en or", proclamait une pancarte brandie par un manifestant du SIA, tandis qu'un autre réclamait l'interdiction pure et simple des licenciements. "Monsieur Varin (le PDG de PSA-NDLR) gagne 9.000 euros par jour", assurait un manifestant.

Même les aides à l'industrie automobile annoncées ce mercredi par le gouvernement n'ont pas trouvé grâce aux yeux de Tanja Sussest, la délégué du SIA du site d'Aulnay.

"Arnaud Montebourg (ministre du Redressement productif) est un menteur, propose des mesures bidon et Varin est un vendeur



de rêves", a-t-elle lancé au micro.

Des délégations d'autres entreprises, comme Sanofi et la Poste, ont participé à la manifestation, alors que le syndicat Sud appelle à une convergence des luttes face à la batterie de plans sociaux annoncés et représentant des dizaines de milliers d'emplois.

"Ces destructions d'emplois accélèrent la spirale de la crise", a déclaré Hugo Reis, de Sud-PTT. (Reuters 25.07)

Je ne vais pas répéter ici ce que j'ai déjà écrit les jours précédents. Seule la grève illimitée avec comité de grève et occupation des usines concernées, étendue à toute les usines du groupe, à tous les sous-traitants, aux entreprises des secteurs économiques dans la même situation, pourrait faire reculer la direction de PSA et de ces entreprises...

Dire "retrait du plan Varin" c'est une chose, définir les moyens qui permettraient peut-être d'y parvenir est apparemment au-dessus des moyens de nos dirigeants tout comme les syndicats. Pourquoi peut-être ? Parce que rien n'est moins sûr. Il y en a qui appellent le gouvernement à nationaliser PSA, ce qui paraît encore plus improbable, impossible même. Ces mots d'ordre sont donc insuffisants ou ils ne répondent pas à la situation, non pas pour gagner mais au moins pour tirer profit de cette bataille pour la suite, sinon à quoi bon la mener ?

Cela pourrait être au moins l'occasion d'une clarification politique importante pour les travailleurs, constatant que les dirigeants syndicaux, le PS et ses satellites, le gouvernement, l'Etat sont finalement complices de la direction de PSA, et en tirant la conclusion qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, s'organiser en conséquence en intégrant les syndicats qui soutiennent le mot d'ordre de grève illimitée jusqu'à satisfaction, pas une voiture ne doit sortir de l'usine à partir de maintenant à Aulnay, Poissy, Rennes ou ailleurs, bref aller à l'affrontement avec le patronat et l'Etat qui le soutient.

Pourquoi aller jusqu'à l'affrontement si leur cause est quasiment perdue d'avance ? Tout d'abord, pour qu'ils fassent l'expérience que les dirigeants syndicaux, le PS et ses satellites, le gouvernement sont au côté du patronat contre eux. Ensuite, pour qu'ils s'organisent indépendamment de ces traîtres ou larbins du capital, qu'ils apprennent à ne compter que sur leurs propres forces. Enfin, qu'ils réfléchissent à ce qui leur a manqué pour vaincre, la question du parti révolutionnaire, d'un syndicat de lutte de classe, la question du gouvernement ouvrier et du pouvoir, de leur Etat dont ils seraient un embryon.

Dans les années 70-80, on nous disait que pour vérifier que nous étions bien sur une ligne politique correcte, une bataille devait se solder par le renforcement du parti. Depuis on ne fixe plus aucun objectif à toutes ces batailles livrées quotidiennement dans tout le pays, cherchez l'erreur. On se bat contre la fermeture d'une classe, qu'on obtienne gain de cause ou non, peu importe, ensuite plus rien. C'est cet état d'esprit qui doit radicalement changer.

Chaque lutte doit être conçue comme un moment, une étape de notre combat pour notre émancipation du capital, voilà avec quel principe fondamental le mouvement ouvrier doit impérativement renouer pour avancer vers le socialisme. Plus personne n'ose aujourd'hui y faire référence et donc ne situe son combat dans cette unique perspective ou objectif.

On nous disait jadis, que la classe devait se battre sur toutes les revendications, car cela lui faisait un bon entraînement dans la perspective du combat final... Or en l'absence de cette perspective à brève échéance jadis comme hier et peut-être aujourd'hui, à quoi ont servi tous ces combats, quels enseignements la classe en a-t-elle tirés, cela a-t-il favorisé l'élévation de son niveau de conscience politique ou de compréhension du fonctionnement de la société, cela s'est-t-il traduit par un niveau d'organisation plus élevé ? La réponse à toutes ces questions est négative malheureusement, simple constat. Du coup, on se dit qu'il y a eu et qu'il y a un problème quelque part, qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans tous ces partis (POI, NPA, LO), dans leur conception de la lutte de classe, dans leur analyse ou leur interprétation de la réalité, dans leur tactique et stratégie. Les faits sont les faits comme ils savent si bien le dire... mais sans en tirer les conséquences qui s'imposent.

On en arrive au constat consternant et quelque part troublant ou effrayant, que l'heure ne serait pas ou plus au combat sur notre terrain de classe. Armer théoriquement les militants pour qu'ils rompent ou combattent cette terrible fatalité à laquelle tous les partis semblent avoir adhéré, tel est le modeste objectif que je me suis fixé.

### Jaune de père en fils.

J'ignorais que François, secrétaire général de la CFDT, le fils de Jacques Chérèque, secrétaire national de la CFDT, avait déclaré que l'augmentation de la CSG chère à son papa était la "seule acceptable" pour sauver leur chère patrie. (source : lepcf.fr 21.07)

### En chiffres.

Les TPE de 0 à 19 salariés, au nombre de 2,4 millions, représentent 96,8% du nombre total d'entreprises en France hors agriculture, services financiers et administration, indique l'Ifop. Elles comptent pour 27% de la valeur ajoutée produite. (20minutes.fr 25.07)

## INFOS EN BREF

### SOCIAL

#### France

Le chômage a fortement augmenté en juin en France, poursuivant sa hausse pour le quatorzième mois consécutif, ont annoncé mercredi le ministère du Travail et Pôle emploi.

La dégradation a de nouveau particulièrement touché les personnes les plus jeunes et les plus âgées, mais moins les chômeurs de longue durée que ceux inscrits depuis moins d'un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 23.700 (+0,8%) le mois dernier en France métropolitaine par rapport à mai pour s'établir à 2.945.800. Ce total est le plus élevé depuis août 1999.

Sur un an, la progression en catégorie A est de 7,8%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 1,1%, soit 48.400 personnes de plus, pour atteindre 4.395.500 (+6,9% sur un an). Ce nombre est le plus élevé des statistiques fournies par le ministère, qui remontent à janvier 1996.

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est de 4.670.900.

Comme en mai, les plus jeunes et les plus âgés ont été les plus touchés.

Le nombre de personnes âgées de moins de 25 ans a ainsi augmenté de 1,4% en catégorie A (+5,9% sur un an) et de 1,7% en A, B, C (+5,1% sur un an).

Le nombre de personnes âgées de plus de 50 ans a progressé de 1,4% en catégorie A (+15,9% sur un an) et de 1,5% en A, B, C (+14,6% sur un an).

Contrairement aux mois précédents, la dégradation n'a pas particulièrement touché les chômeurs de longue durée (ceux qui sont inscrits depuis un an ou plus).

Leur nombre progresse ainsi de 0,2% en catégories A, B et C (+7,7% sur un an), alors que le nombre de personnes inscrites depuis moins d'un an augmente de 1,7% (+6,4% sur un an).

Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail publié début juin par l'Insee était de 9,6% en France métropolitaine à la fin du premier trimestre, en hausse de 0,3 point, et de 10% avec les départements d'outre-mer (+0,2 point). (Reuters 25.07)

Réponse du gouvernement face à cette situation : accroître le chômage partiel subventionné par l'Etat, donc payé par les travailleurs sous forme d'impôts et taxes, donc de nouveaux cadeaux aux patrons, la création (en nombre dérisoire) d'emplois précaires dénommés cyniquement "*emplois d'avenir*" ou "*contrat de génération*" exonérés de cotisations sociales pour les entreprises, donc de nouveaux cadeaux aux patrons. Ensuite ? Rien.

Question : Ne faut-il pas s'en débarrasser, non ?

Il le faudrait effectivement. Mais quoi mettre à la place ? La question ne se pose pas tout à fait de cette manière, et le serait-il qu'aucun parti ne la pose, simple constat. Donc la priorité devrait être de construire le parti qui la posera, s'y refuser, c'est faire avec. Avec quoi ? Mais avec le gouvernement parti ! Ne serait-ce pas ce à quoi nous assistons ?

[Haut de page ↗](#)

**Le 27 juillet**

## CAUSERIE

J'ai constaté une erreur d'écriture que j'ai corrigée dans la rubrique consacrée à la Syrie, j'avais effacé un espace entre deux guillemets qui peut-être vous a empêché d'ouvrir ces fichiers, avec mes excuses, c'est le genre de truc qu'on ne voit pas quand on cavale ou qu'on a les yeux fatigués ou les deux à la fois, ce qui est mon cas le plus souvent.

Les faits nous ont donné raison hier, parfois ils nous donnent tort, si personne ne le relève, je me permets de vous le signaler. Parfois on a un méchant doute qui nous angoisse, on se demande si notre analyse ne souffre pas d'une insuffisance qu'on ignorerait, on prend position, on avance un mot d'ordre en estimant qu'il correspond à la situation et à l'état d'esprit des travailleurs, mais on n'en est pas tout à fait certain, seuls les faits permettront de le confirmer ou de l'infirmier.

Vous lirez plus loin qu'hier 2.000 salariés de l'usine PSA ont débrayé, la plupart n'avait jamais participé à une telle action, pour dire : nous refusons ce plan inique, un point c'est tout. Et à part cela ils ne seraient pas prêts à engager le combat jusqu'au bout pour obtenir satisfaction.

Il faut préciser que tout a été fait pour leur briser le moral et faire en sorte qu'ils ne se mobilisent pas. Ils ont tous les syndicats (à l'exception de SUD), les partis ouvriers, le gouvernement, le patronat contre eux. Alors imaginez un instant ce qu'il en serait si les syndicats ou un syndicat manifestait la détermination de mener le combat jusqu'au bout, il n'y aurait plus un seul salarié à son poste de travail, j'ai vécu cela, je sais de quoi je parle, c'est comme cela que cela se passe, j'ai évoqué cette expérience dans une récente causerie.

On peut ajouter à notre mot d'ordre : dorénavant, plus une seule voiture ne doit sortir de la chaîne tant que la direction n'aura pas signé un engagement à maintenir tous les postes de travail ou emplois pour les 2, 3 ou 4 décennies à venir, c'est seulement à cette condition que nous reprendrons le travail.

Je rappelle que j'avais avancé la nécessité de mobiliser l'ensemble des unions locales des syndicats du pays pour organiser la solidarité financière avec les travailleurs en grève de PSA. Réponse des syndicats et des partis à cette proposition ? Aucune. Vous avez le droit de vous demander ce que sont réellement ces partis qui se prétendent indépendants des institutions et du capital et qui démontrent exactement le contraire ici. Terrible constat en vérité, qui augure mal la suite...

Vous comprendrez ou vous admettrez que dans ces conditions on ne les épargnera pas, si on le faisait, vous pourriez à juste titre nous accuser de nous renier ou d'en être les complices. Dans la vie, il faut savoir ce que l'on veut et s'y tenir. Des camarades issus de l'OCI-POI rappellent à propos qu'"*On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme*" (Lénine), nos dirigeants sont paralysés, comme tétanisés depuis le 17 juin dernier.

Et s'agissant du POI (et d'autres), j'en suis arrivé à la conclusion, juste ou erronée, que leur campagne pour le rejet du TSCG, ne sert qu'à masquer leur incapacité (ou leur refus) à (de) répondre aux tâches que la situation impose au prolétariat et à son avant-garde organisée, ce que chacun peut observer à propos du développement de la situation chez PSA par exemple.

### **Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)**

#### **1- La "phase normale" ou quand les patrons et actionnaires parviennent à leurs fins.**

A présent, "*on rentre dans une phase normale, la phase de dialogue entre les partenaires sociaux (...) qui vont négocier pied à pied les conditions du plan qui est prévu par la direction de PSA*", a dit M. Sapin sur RTL.

Le gouvernement "*accompagnera cela mais ce n'est pas le gouvernement qui va négocier*", a expliqué M. Sapin. (AFP 26.07)

- Les syndicats acceptent le plan de la direction ;
- le négociant ;
- le gouvernement accompagne sa mise en oeuvre ;
- et la boucle est bouclée.

Question : dans quel camp figurent les dirigeants syndicaux et le gouvernement ? Dans celui du patron et des actionnaires.

Il n'est pas dit que les travailleurs concernés acceptent le sort que leur a réservé la direction de PSA et ses complices. Vous lirez plus loin comment la direction de PSA et les syndicats viennent de passer à la vitesse supérieure pour isoler les salariés d'Aulnay et Rennes notamment et briser leur résistance.

## 2- Le gouvernement et la BCE s'entendent comme larrons en foire.

Lors d'une conférence d'investisseurs à Londres, tout en cédant à l'urgence de la situation, M. Draghi a rappelé le credo de la BCE, soit qu'elle ne peut pas tout et qu'il appartient aux Etats de la région de faire les efforts budgétaires nécessaires pour ne plus faire l'objets d'attaques.

Le ministre français de l'Economie et des Finances Pierre Moscovici a jugé *"tout à fait positive"* les déclarations de M. Draghi. (AFP 26.07)

### PSA. Un accord scélérat dit de *"de compétitivité"*, à *"l'allemande"*.

La direction de Sevelnord a confirmé jeudi à l'AFP la signature d'un accord dit *"de compétitivité"* avec trois des quatre organisations syndicales de l'usine d'Hordain (Nord), filiale du constructeur automobile français PSA.

L'accord *"d'entreprise sur l'adaptation des conditions de travail, la pérennisation des emplois et le développement de Sevelnord"*, en discussion depuis deux mois, devait être signé par la CFE-CGC, FO et SPI-GSEA, selon une porte-parole, qui n'a pas voulu faire d'autre commentaire.

*"Hormis la CGT, tous ont voté pour l'application de cet accord, la suite logique est la signature des syndicats d'ici demain"*, avait précédemment rapporté Ludovic Bouvier, représentant syndical CGT, alors que débute vendredi un congé d'été d'un mois pour les salariés de Sevelnord.

La direction a retenu des revendications formulées par FO et par la CFE-CGC, en s'engageant notamment à ce qu'il n'y ait pas de PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi), c'est à dire de licenciements économiques, pendant la durée de l'accord de trois ans, reconductible pour deux ans, selon la CFE-CGC.

L'accord s'appliquera même sans l'appui de la CGT, les trois autres syndicats étant majoritaires parmi les salariés, a expliqué la CFE-CGC. (AFP 26.07)

Voilà comment de vulgaires bureaucrates syndicaux brisent l'unité des travailleurs de PSA, ils entendent isoler Aulnay, Rennes notamment, interdire à l'ensemble des salariés de ce groupe de réaliser l'unité et de se mobiliser ensemble contre la direction. Ce sont des syndicats vendus au patronat qui n'ont rien à envier à Chêrèque.

Les partis ouvriers ont fait des syndicalistes des lieutenants, des laquais de l'Etat et du capitalisme. Si vous voulez construire un parti révolutionnaire sur la base du marxisme ou du socialisme scientifique, c'est en dehors des syndicats qu'il faut recruter des travailleurs prêts à en découdre pour en faire des combattants conscients. Engels ne s'était pas trompé.

### PSA. Mobilisation massive à Rennes.

Environ deux milles salariés, selon les syndicats, se sont réunis jeudi midi sur le site de la Janais, près de Rennes, pour protester contre les 1.400 suppressions de postes annoncées, a constaté l'AFP.

L'affluence à ce rassemblement est nettement plus importante qu'il y a deux semaines, où un millier de salariés s'étaient retrouvés sur le même site, au lendemain de l'annonce des suppressions de postes.

Selon des syndicalistes, de nombreux salariés débraient pour la première fois car ils sont très inquiets pour l'avenir.

*"On veut nous mettre dehors, les Rennais ne sont pas d'accord"*, ont scandé les salariés. Sur des banderoles, on pouvait lire notamment: *"Halte à la casse"* ou *"Des emplois stables"*.

*"Nous avons déjà un plan de départ volontaire de 226 personnes, engagé depuis le 17 janvier et on nous remet le couvert six mois plus tard, avec une saignée de 1.400 personnes, dont 281 personnes en DRD et 1.219 en production"*, expliquait un cadre de l'entreprise ayant requis l'anonymat.

*"Les deux plans se cumulent en six mois d'intervalle et c'est insupportable pour les salariés de constater que la réduction d'effectif était déjà tracée pour une cible à 4.000 personnes pour le site de Rennes, R et D comprises"*, a-t-il ajouté. (AFP 26.07)

Voilà, vous avez la preuve sous le nez que les travailleurs de PSA sont prêts à se mobiliser immédiatement, tous ensemble, et que le mot d'ordre de grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction que j'avance depuis le 12 juillet correspond effectivement à la

fois à la situation et à leur état d'esprit.

Cela constitue un cinglant démenti apporté à tous les opportunistes qui finalement soutiennent la direction de PSA en refusant de reprendre à leur compte ce mot d'ordre unificateur. Honte aux dirigeants de tous les partis POI, NPA, LO.

### **Comment ils instrumentalisent et alimentent l'antisémitisme.**

Titre - *Front de gauche: Mélenchon porte plainte contre Juppé, Copé et NKM* - 20minutes.fr 26.07

Les trois responsables UMP «ont chacun à leur manière et successivement déclaré que M. Mélenchon était complaisant avec l'antisémitisme», écrit l'avocate de Mélenchon, Me Raquel Garrido, dans un communiqué.

«Cette affirmation atteint à l'honneur de Monsieur Mélenchon en lui attribuant une pensée qui est non seulement un délit mais encore totalement contraire à son engagement profond», conclut Me Raquel Garrido. (20minutes.fr 26.07)

Vous saviez qu'attribuer une pensée à quelqu'un pouvait constituer un délit ? Partant de là on peut attaquer n'importe qui pour diffamation devant les tribunaux de cette dictature.

Mais ce ne sera pas le combat du charlatan Mélenchon qui compte au contraire utiliser cette disposition arbitraire. Donc, ce dangereux provocateur qui apparemment ne déteste pas être manipulé ou se porte volontaire, fait partie de ces gens prétendant lutter pour la liberté d'expression, qui en fait utilise les restrictions introduites par le législateur pour servir ses intérêts personnels, légitime et cautionne cette atteinte à la liberté d'expression.

Une personne n'a pas besoin de démontrer par des faits qu'elle est ou pas antisémite, donc elle peut très bien l'être dans les faits sans être inquiétée par la loi du moment que personne ne porte plainte contre elle, en revanche il suffit qu'on la soupçonne de l'être en "pensées" pour se retrouver devant un tribunal.

Cela va très loin, car on peut interpréter vos propos dans tous les sens et en déduire ce que l'on veut, selon qu'on entend vous soutenir ou vous poser des problèmes, vous salir. Voilà dans quel panneau donne Mélenchon qui n'est pas idiot et qui sait parfaitement ce qu'il fait.

On savait que Mélenchon ne supportait pas la contradiction, qu'il avait envoyé balader avec mépris et parfois brutalement à de multiples reprises des militants ou des syndicalistes qui l'avaient interpellé sur certaines questions embarrassantes liées à son passé ou au programme du PG. Il est coutumier du fait et pas seulement envers des journalistes, envers toute personne mettant l'accent sur ses contradictions.

Nous, nous soutenons que le PS auquel Mélenchon a appartenu pendant 30 ans et ses satellites, dont le Parti de gauche, ont instrumentalisé et continuent d'instrumentaliser le racisme et l'antisémitisme pour camoufler leur refus, leur impossibilité de rompre avec le capital qui en porte la responsabilité en développant les inégalités et les injustices, terreau sur lequel germent toutes les tendances discriminatoires, sectaires, communautarismes, ainsi que les idéologies raciales et fascistes.

L'opération consiste à déplacer la discussion du terrain de la lutte des classes sur celui idéologique de la classe dominante, qui sert ensuite à diviser les couches de la classe dominée pour qu'elles s'affrontent entre elles au lieu de combattre unie le régime responsable de tous leurs maux ou difficultés au quotidien.

Il faudrait écrire un article spécialement dédié à cette question des religions, qui par leurs interprétations ou leurs pratiques dogmatiques et sectaires font le lit des discriminations dont sont victimes leurs ouailles ou facilitent leur désignation comme boucs émissaires à la vindicte publique, comment par leurs rites ou leurs cultes, les obligations et les interdictions qu'elles appellent leurs fidèles à respecter aveuglément, elles en font des citoyens différents des autres...

Pour conclure provisoirement, les représentants des différentes religions, les partis politiques qui les soutiennent, la classe dominante, ceux qui prêchent la laïcité en se désintéressent de la manière dont l'obscurantisme sévit, sont responsables des mauvais traitements parfois jusqu'au massacre dont sont victimes les travailleurs croyants.

Vaste question qu'on ne peut pas traiter en quelques lignes.

### **Tendance.**

Valeo a annoncé jeudi que les constructeurs automobiles asiatiques étaient devenus ses principaux clients au premier semestre, permettant à l'équipementier automobile de compenser la dégradation en Europe qui a contraint PSA à engager une vaste restructuration.



La part des clients d'Asie, et notamment de Chine, dans le chiffre d'affaires première monte du groupe a atteint 29% sur les six premiers mois de l'année, contre 21% un an plus tôt, passant juste devant les constructeurs allemands (28% contre 29%). Le poids des deux Français PSA et Renault a continué lui de baisser pour tomber à 19%, contre 23% au premier semestre 2011, juste devant les Américains, stables à 18%.

Le poids des constructeurs asiatiques est appelé à croître encore puisque sur les huit milliards d'euros de prises de commandes annoncés par Valeo au premier semestre - un record pour le groupe -, 36% viennent d'Asie et 19% de Chine, permettant de réduire l'exposition à un marché européen en berne. (Reuters 26.07)

### En chiffres.

Fin 2011, 373.000 personnes travaillaient en France dans les banques adhérant à la FBF (Fédération bancaire française), dont près de 99% en CDI, loin du niveau de 2008 (390.000) ou de 2004/2005 (environ 400.000), selon l'AFB (syndicat patronal). (AFP 26.07)

---

## INFOS EN BREF

### SOCIAL

#### 1- France

##### 1.1- MGF Logistique : "C'est en train de dégénérer"

Les salariés d'un site de stockage de produits chimiques d'Orchies (Nord), placé lundi en liquidation judiciaire et dont les 53 salariés vont être licenciés, menaçaient jeudi de mettre le feu à des produits dangereux, a constaté un journaliste de l'AFP.

Ces salariés de MGF Logistique, dont le siège est à Clichy, Hauts-de-Seine, du groupe G7, exigent des négociations sur des indemnités supra-légales ou leur reclassement. Ils occupent le site depuis le début de la semaine.

Des négociations avec la direction, par l'intermédiaire de la direction départementale du travail, ont débuté dans l'après-midi et se poursuivaient dans la soirée. Elles concernent l'octroi de primes extra-légales et la reprise de certains salariés par un prestataire, selon Sébastien Béhague, délégué CGT.

Le site, qui stocke notamment des produits d'entretien et des peintures pour automobile, est classé "Seveso bas".

A titre d'avertissement, les salariés ont fait brûler plusieurs palettes de produits d'entretien pour automobile face aux quais de déchargement du site où ils ont également disposé une palette de quatre fûts de 200 litres de produit inflammable.

Selon les salariés, il y aurait 7.000 palettes de produits dangereux sur le site.

Sur le toit de l'entreprise, une poignée de salariés menaçaient de faire brûler des bidons de produits chimiques. "(Nicolas Rousselet (PDG du groupe G7), viens négocier où on fait tout brûler", a clamé l'un d'eux.

MGF comprend sept sites en France, mais celui d'Orchies a été filialisé le 1er avril, placé en redressement judiciaire le 4 juillet puis liquidé sans attendre la date du 13 août fixée pour le dépôt d'offres de reprise car les salaires ne pouvaient plus être versés, selon M. Béhague.

"On demande à partir la tête haute", a-t-il souligné. Selon ce syndicaliste, la direction a quitté les lieux et le liquidateur judiciaire a demandé aux salariés de faire de même. Un autre site nordiste de la société, à Anzin, serait également en redressement judiciaire

"Des salariés sont pratiquement au bord du suicide. Certains ont des crédits à la consommation, certains ont acheté une maison avec un crédit sur 30 ans qu'est-ce qu'ils vont faire?" s'interrogeait un des salariés, Kadda Boukhari.

"C'est en train de dégénérer", a affirmé un autre salarié, évoquant le "ras-le-bo" des employés, qui veulent "prendre des décisions radicales". "S'il faut en arriver là et tout faire péter, ils vont le faire", a-t-il averti.

L'avocate du comité d'entreprise, Me Anne Duriez, a affirmé "comprendre la colère et le désespoir des salariés car on s'est

*moqué d'eux".*

Elle a invoqué une *"filialisation frauduleuse qui a permis à MGF Logistique de se désintéresser des salariés (..) après avoir promis qu'il n'y aurait pas d'incidence sur l'emploi. Cet abandon des salariés est doublement choquant car le groupe le fait payer par la collectivité"*, a-t-elle poursuivi, demandant que le groupe *"dédommage les salariés pour ce qu'il leur a fait"*.

Le directeur général adjoint de MGF Logistique Allan Underwood a rappelé que le CE d'Orchies avait été débouté par la justice de toutes ses démarches contre la filialisation, intervenue tardivement sur ce site du fait de troubles sociaux.

Selon lui, le groupe a investi à Orchies 15 millions d'euros ces cinq dernières années mais le site perdait 100.000 euros par mois du fait du retrait de certains clients. Selon lui, les troubles sociaux découragent les repreneurs potentiels. (AFP 26.07)

## **1.2- Les principaux syndicats d'hôtesse et stewards d'Air France rejettent le plan de la direction.**

Les principaux syndicats d'hôtesse et stewards d'Air France ont rejeté jeudi le plan d'économies de la compagnie déficitaire, premier accroc au processus mené depuis début janvier par son PDG, Alexandre de Juniac.

Alexandre de Juniac a réaffirmé mardi que le plan *"Transform 2015"*, déjà accepté par le personnel au sol, qui représente la grande majorité des effectifs d'Air France, serait appliqué même si les hôtesse et stewards le rejettent.

Les trois syndicats représentatifs des hôtesse et stewards ont mené des référendums. Les adhérents de l'UNSA-PNC et du SN-PNC ont rejeté le plan à 95,6% et 80,8% des voix respectivement, tandis que ceux de l'UNAC l'ont approuvé à 54,8%.

Même s'il est le premier syndicat des hôtesse et stewards, l'UNAC n'atteint pas le seuil de 30% des voix nécessaires à l'adoption du plan.

L'accord actuel des personnels navigants commerciaux - qui sont près de 15.000 sur un total de 49.301 salariés sous contrat français - court jusqu'en mars 2013. Les sureffectifs dans cette catégorie de personnel sont estimés à 904 personnes.

A l'issue d'une audition à l'Assemblée nationale, Alexandre de Juniac a cependant dit mardi à des journalistes qu'il était hors de question de revenir à la table des négociations avec les personnels navigants commerciaux (PNC) en cas de rejet du plan, par souci d'équité avec les autres catégories de personnel.

Air France imposera alors aux hôtesse et stewards un accord moins favorable que la version négociée à l'issue d'une longue série de réunions, a-t-il dit aux députés.

Sonia Mitic, secrétaire de section du SN-PNC à Air France a souligné l'effet conjugué d'une accélération des rotations des équipages et d'une réduction du personnel à bord, sur fond d'efforts demandés en matière de rémunération.

Du côté des pilotes, le résultat du référendum en cours sur le plan ne sera connu qu'à mi-août.

Un comité central d'entreprise (CCE) examine ce jeudi les mesures destinées à accompagner la suppression de 2.056 postes chez les personnels au sol, qui ont accepté le plan le 10 juillet. (Reuters 26.07)

## **1.3- Alcatel-Lucent : suppression de 5.000 emplois dans le monde d'ici fin 2013.**

Alcatel-Lucent a annoncé jeudi la suppression de 5.000 emplois dans le monde d'ici fin 2013 dans le cadre d'un nouveau programme de restructuration qui doit lui permettre de réduire ses coûts de 1,25 milliard d'euros, soit 750 millions de plus que prévu initialement.

La mesure affectera 6,4% des effectifs mondiaux du groupe franco-américain, qui emploie 76.000 personnes dans 130 pays.

Les fabricants d'équipements télécoms traversent une période difficile face à la dégradation de la conjoncture qui pèse sur les revenus de leurs clients opérateurs alors que la guerre des prix continue de faire rage dans le secteur.

*"On en revient à de vieilles traditions de la société"*, réagit Hervé Lassalle, de la CFDT d'Alcatel-Lucent, rappelant que les salariés ont déjà connu plusieurs plans sociaux entre 2007 et 2010.

*"On ne voit pas comment la France échapperait à tout cela parce qu'entre autres le marché européen, Afrique, Moyen-Orient qui est notre zone de chalandise principale ne va pas bien"*, a-t-il dit à Reuters, précisant que sur 9.500 salariés français, 3.000 font de

la R&D. (Reuters 26.07)

Ah ben s'il est impossible d'y échapper, autant se coucher tout de suite, impayable les jaunes !

## 2- Italie

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté jeudi devant le Panthéon à Rome, à l'appel des trois grands syndicats italiens, pour défendre les dizaines de milliers de salariés qui se retrouveront sans pension en raison de la réforme des retraites du gouvernement de Mario Monti.

"60 ans, 38 ans de cotisation, sans travail, sans cotisation, c'est ça l'égalité?", pouvait-on lire sur une pancarte brandie par une manifestante.

Les syndicats --CGIL, CISL, UIL-- défendent les Italiens ayant signé un accord de licenciement leur permettant de toucher le chômage avant d'avoir droit à leur retraite, mais qui vont se retrouver sans revenu lorsque leurs droits au chômage seront épuisés, en raison du relèvement de l'âge de départ à la retraite introduit par la réforme.

Selon eux, 350.000 personnes sont concernées.

De son côté, le gouvernement assure qu'elles ne sont que 65.000 et qu'elles ne se retrouveront pas sans revenu, les sommes nécessaires ayant déjà été mises de côté par l'Etat. (AFP 26.07)

---

## ECONOMIE

### 1- Grèce

Les discussions entre les dirigeants des partis grecs qui soutiennent la coalition au pouvoir sur un plan d'économies de 11,7 milliards d'euros pour 2013 et 2014 ont pris fin jeudi sans accord et reprendront lundi, a déclaré Evangelos Venizelos, le chef de file des socialistes du Pasok.

Le plan doit convaincre des visiteurs de la "troïka" - qui rassemble l'Union européenne (UE), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque centrale européenne - que la Grèce, menacée de sortir de la zone euro, mène assez de réformes pour recevoir une nouvelle aide financière.

"Le mot-clé ici est de tenir parole. Tenir parole, tenir parole, tenir parole !", a répété José Manuel Barroso, ajoutant qu'il était convaincu que le gouvernement grec respecterait ses engagements. "La Grèce devrait rester dans la zone euro aussi longtemps que les engagements pris seront honorés", a-t-il ajouté.

Selon le plan d'économies dévoilé dans la matinée, quelque cinq milliards d'euros d'économies dépendraient du ministère du Travail, à travers des baisses des retraites et des aides sociales, ce qui rend difficile la position d'Antonis Samaras, qui avait axé sa campagne législative sur la renégociation des exigences imposées à la Grèce par les prêteurs internationaux.

Les sept milliards d'économies restants seraient disséminés sur différents ministères, notamment celui de la Santé. (Reuters 26.7)

Barroso un émule de la méthode Goebbels.

L'Union européenne vous protégera, vous apportera le bonheur et le bien-être, etc. parole d'escroc.

### 2- France

Le géant mondial du luxe LVMH (Louis Vuitton, Bulgari, Céline, etc.) a annoncé jeudi un bond de 28% de son bénéfice net au premier semestre 2012 (1,68 milliard d'euros) et des ventes à l'unisson (+26%, 12,9 milliards d'euros), qui permettent au groupe d'aborder la deuxième partie de l'année "avec confiance".

Le résultat opérationnel courant affiche une croissance de 20% à 2,66 milliards, après de très bonnes performances déjà enregistrées l'an dernier.

En termes organiques, la croissance des ventes a atteint 12% au premier semestre.

Dans l'ensemble, le luxe continue d'ignorer la conjoncture mondiale déprimée et même les craintes d'un ralentissement de la demande en Chine, son principal moteur de croissance, comme en attestent l'ensemble des résultats insolents des groupes du secteur. (AFP 26.07)

### 3- Italie

L'administrateur délégué du constructeur automobile italien Fiat Sergio Marchionne accuse son concurrent allemand Volkswagen de mener une politique trop agressive dans un marché européen déjà tendu, selon l'International Herald Tribune. "*C'est un massacre des prix et c'est un massacre sur les marges*", a-t-il déclaré, cité par le quotidien.

Sergio Marchionne, également directeur général de l'américain Chrysler, appelle à une intervention de la Commission européenne pour aider le secteur automobile à faire face à ses énormes problèmes de surcapacité, ajoute le journal. "*Ce qu'ils devraient faire c'est coordonner une rationalisation du secteur impliquant les différents constructeurs*", a expliqué Sergio Marchionne. "*Ceux qui n'ont vraiment pris aucune mesure sur ce sujet sont les Français et les Allemands, qui n'ont procédé à aucune réduction de capacité*", a-t-il poursuivi. (lefigaro.fr 26.07)

### 4- Etats-Unis

Exxon Mobil a fait état jeudi d'une hausse de 49% de son bénéfice trimestriel, à la faveur d'un gain lié à des cessions d'actifs et des facteurs fiscaux.

Le groupe a dégagé au titre du deuxième trimestre un bénéfice de 15,9 milliards de dollars (12,96 milliards d'euros). (AFP 26.07)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 28 juillet

### CAUSERIE

Pas le temps de causer, trop de boulot !

Bonne continuation à tous.

### Comment le sionisme alimente l'antisémitisme.

VIDÉO : L'endoctrinement des enfants israéliens dans un musée militaire.

[http://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=Lr1NiHJEF\\_I](http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=Lr1NiHJEF_I)

Note de la rédaction

Cette vidéo choquante intitulée "*Un samedi au Musée*" montre à quel point les jeunes Israéliens sont victimes d'un endoctrinement haineux. Parmi les chars d'assaut et les mitraillettes le "*journaliste*" leur demande ce qu'ils s'imaginent. L'un d'eux répond: "*J' imagine que je vois un arabe mort à chaque fois et ça me soulage grandement.*" (Mondialisation.ca, Le 24 juillet 2012)(<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=31959>)

### Stigmatisation et instrumentalisation du racisme. (suite)

Dans un portrait du "*Point*" consacré à Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes et porte-parole du gouvernement, Ségolène Royal lance : "*Elle s'appellerait Claudine Dupont, elle ne serait peut-être pas là. Elle doit assumer son identité et en être fière*". (source : AFP 27.07)

Elle doit être jalouse !

Najat Vallaud-Belkacem d'origine marocaine est jeune, fraîche, plutôt bien de sa personne, ambitieuse, zélée, soumise et fière de l'être, c'en est trop pour Marie-Ségolène Royal aigrie jusqu'au bout des ongles et dont les atours sont plutôt défréchis.

Cela dit, sa sortie venimeuse doit être l'écho de ce qui se chuchote au PS ou reflète sans doute la réalité, sachant que les dirigeants du PS sont les maîtres de l'esbroufe et de l'instrumentalisation des gens qu'ils estiment utiles à leur dessein, qui en ont conscience le plus souvent, mais que cela ne dérange pas au final puisqu'ils en tirent profit également.

Il y a décidément des gens dont la fierté ou l'amour-propre est bien mal placé. On évitera de leur ressembler.

### **Ces partis gérés comme des PME.**

Fini, le bon vieux parti politique à papa. On parle désormais mobilité interne, business plan ou licenciements économiques. "*Je veux que le parti se professionnalise, confirme Pascal Durand, nouveau patron d'Europe Ecologie-les Verts (EELV). Nous recruterons parmi nos relations, mais aussi sur CV.*"

Le cas écolo est significatif. En moins d'un an, EELV a empoché un groupe parlementaire dans les deux assemblées, deux ministères et un financement public, qui a quasi doublé. L'amicale de babas cool a définitivement cédé la place à la PME. "*Evidemment, je me sens comme un DRH*", note Pascal Durand. Un DRH, parce que, au terme d'une année électorale chargée, tous les responsables se posent la même question: avec quelle équipe repartir au combat?

Un parti, une PME comme une autre? Oui, répond Jean-Jacques Jégou du MoDem.

"*Nous sommes une entreprise particulière, entre l'association et la PME*", conclut le socialiste Régis Juanico. De moins en moins "*association*" et de plus en plus "*PME*". (l'express.fr 27.07)

On ne l'avait pas remarqué ! Ils sont tous corrompus, voilà la vérité.

### **Faites tomber les masques. Difficile jeu de rôles.**

Titre - L'Ile-de-France choisit une plateforme délocalisée: une décision qui tombe mal - AFP

Attribution par la région Ile-de-France d'un marché public à un prestataire installé au Maroc. Hollande a reconnu que les règles avaient été "*respectées*". Il a précisé qu'il n'était pas « *favorable à une surenchère protectionniste* ». Alors qu'Arnaud Montebourg, le ministre du redressement productif, a demandé aux opérateurs de télécoms de rapatrier en France leurs centres d'appel.

Le Stif « *n'a eu d'autre choix* », a écrit le même jour M. Huchon à M. Montebourg, pour justifier sa décision: le code des marchés publics, issu de directives européennes, ne permettant « *pas de favoriser l'exécution de prestations sur le territoire national, voire européen* ».

Daniel Guérin, élu MRC et administrateur du Stif, a affirmé dans un communiqué que le conseil d'administration du gestionnaire des transports n'avait pas été informé que le changement de prestataire entraînerait une délocalisation. (AFP 27.07)

Ben voyons ! Ou alors monsieur Guérin est un crétin fini, question : alors qu'est-ce qu'il fait à ce poste, qui l'a nommé ?

Et après cela, il y en aura encore pour nous faire croire que les travailleurs qui assistent à cette comédie seraient trop cons pour ne pas comprendre que le gouvernement se fout ouvertement de leur gueule pour parler vulgairement, trop c'est trop ! Les militants qui ne l'auraient pas encore fait, devraient s'interroger sur les réelles intentions de leurs dirigeants qui soutiennent le gouvernement chacun à leur manière.

### **FO fidèle à son origine et sa tradition. Quand FO dispute à la CFDT la place de leader des syndicats jaunes.**

Le syndicat Force Ouvrière se dit prêt à ouvrir des négociations sur les salaires et les conditions de travail dans le secteur automobile afin de tenter de pérenniser l'avenir de la filière en France.

Dans un communiqué diffusé vendredi, la fédération FO de la métallurgie juge le déclin de l'industrie automobile française "*réel et alarmant*" et espère que le volontarisme affiché dans le plan automobile du gouvernement sera partagé par tous les acteurs de la filière.

"*FO Métaux se déclare prête à s'inscrire dans le cadre d'une nouvelle négociation de branche, dont le but serait de contribuer à l'avenir de la filière automobile en France*", écrit-elle.

FO compte parmi les trois syndicats signataires de l'accord de compétitivité conclu jeudi à l'usine PSA Peugeot Citroën de Sevelnord (Nord).



Les salariés ont accepté des concessions sur les rémunérations et la flexibilité en échange de garanties sur l'emploi. L'accord ouvre la voie à l'attribution à Sevelnord d'un nouveau modèle de véhicule, condition fixée comme préalable à son entrée en vigueur.

Le syndicat CFE-CGC a également signé le document, qui pourrait devenir un cas d'école dans le débat qui s'amorce sur la compétitivité du travail en France. "*La signature de cet accord démontre que le corps social semble avoir compris les enjeux malgré la rudesse de l'accord*", a commenté la CFE-CGC dans un communiqué.

Le président du directoire de PSA, qui estime que le coût du travail en France pénalise les constructeurs, s'est dit prêt, si on le lui demande, à partager avec d'autres l'expérience menée à Sevelnord. (Reuters 27.07)

Force ouvrière est depuis sa création (1947) un syndicat contre-révolutionnaire et anticommuniste, c'est sa raison d'être. Qu'il monte au créneau pour venir en aide au patronat en période de crise, rien de plus normal, il a été créé à cette intention.

En principe un syndicat ouvrier se bat notamment pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail, FO, ainsi que la CFDT, CFTC, la CGC et les syndicats "*maisons*" négocient avec le patronat la diminution des salaires et une amplification de l'exploitation des travailleurs.

En principe un syndicat ouvrier qui se revendique du Congrès d'Amiens de la CGT (1906) se bat dans la perspective de "*l'émancipation du salariat*" qui demeure son objectif et celui de l'ensemble du mouvement ouvrier. Or, là, c'est exactement l'inverse qui se produit, alors que chacun peut constater que nos besoins sont incompatibles avec la survie du capitalisme, ce qui devrait se traduire par un appel à se rassembler pour l'achever, les dirigeants de FO décident de se placer sur le terrain des besoins des capitalistes pour sauver leur système économique.

Les cadres, responsables ou dirigeants du POI qui occupent d'importantes responsabilités au sein des instances de FO, dirigent une dizaine de fédérations, vont-ils continuer longtemps à cautionner cette politique réactionnaire ? Ils le font sans interruption pratiquement depuis la création de FO, de Bergeron à Mailly en passant par Blondel.

La scission de la CGT intervenue en 1947 et qui allait donner naissance à la CGT-FO avait été présentée comme une nécessité face à l'emprise sur la CGT des staliniens du PCF inféodés à Moscou qui menaçaient son indépendance de classe. En réalité, c'était pour mieux s'aligner sur la politique et les besoins du capitalisme française que tous les dirigeants de FO serviraient avec zèle, donc brader à leur manière l'indépendance de classe de leur syndicat et du prolétariat en général, qui n'avait été finalement qu'un prétexte pour continuer leur lutte contre le communisme au côté de la bourgeoisie, les dirigeants de FO n'ayant jamais caché leur anticommunisme viscéral, d'où d'ailleurs dès le début des années 50 l'adhésion des anarcho-sindicalistes à FO également de farouches anticommunistes.

Anticommunistes et non pas antistaliniens, il faut le préciser pour qu'il n'y ait pas de malentendus, les dirigeants de FO ne sont pas des adversaires figurant dans notre camp, mais des agents du capital, des ennemis de la classe ouvrière. Cela a semblé-t-il échappé à bon nombre de militants qui s'en accommodent volontiers, comme beaucoup de choses d'ailleurs, il faut donc remettre les choses à leurs places en tenant compte de la manière dont les intéressés eux-mêmes se définissent, un anticommuniste est un ennemi du prolétariat et de notre cause.

**Doux. La "*bonne solution*", ce sera sans eux, contre eux.**

"*J'attends du tribunal qu'il se prononce sur le dossier, pas sur celui qui porte le dossier. Parce qu'il n'y a malheureusement pas de bonne solution*", affirme le député PS de Quimper, Jean-Jacques Urvoas, évaluant les licenciements "*par centaines*".

"*On vient en solidarité complète (avec les salariés de Doux). On ne veut pas de casse sociale. Il y a Doux, mais il y a 10.000 emplois concernés en tout. (...) On veut pousser le gouvernement à faire voter des lois contre les fermetures de sites et carrément opter pour la réquisition*", a déclaré pour sa part l'ancien candidat NPA à la présidentielle, Philippe Poutou, en vacances dans la région. (AFP 27.07)

La fatalité "*malheureusement*" ! Venant d'un élu du PS, c'est normal, naturel quoi.

Et Poutou, qui apparemment est sourd et aveugle, en rajoute une couche en s'en remettant au gouvernement ! Quand je vous disais qu'au-delà de leurs déclarations fracassantes, ils sont tous sur la même longueur d'onde : c'est leur gouvernement, ils n'en attendent rien claironnent-ils en chœur, sauf des miracles ! Pire opportunisme, tu meurs ! Et cela se dit "*révolutionnaire*", "*anticapitaliste*"...

**ArcelorMittal. Interrogation déplacée, attente grotesque.**

Titre - ArcelorMittal: le site de Florange est viable, selon un rapport - AFP

Le site mosellan d'ArcelorMittal, dont les deux hauts fourneaux sont à l'arrêt depuis des mois, est viable, selon le rapport d'une mission d'expertise sur Florange remis vendredi au ministre du Redressement productif, ont indiqué les syndicats et le ministère.

Les syndicats se sont dits "*satisfaits*" du rapport, à l'instar d'Edouard Martin (CFDT) qui "*craignait un essoufflement du gouvernement sur le dossier*".

Pour Yves Fabbri (CGT), "*c'est le troisième rapport qui arrive à la même conclusion, on est très satisfait, reste maintenant à voir quelle sera la volonté politique*".

Selon les syndicats, M. Montebourg leur a indiqué que le président Hollande s'occuperait personnellement du dossier et rencontrerait en août le patron Mittal, une information toutefois démentie par l'Élysée. (AFP 27.07)

Encore ! C'est bien leur gouvernement, on en a là la confirmation de leurs bouches.

---

## **ACTUALITE EN TITRES**

### **Paris porte-drapeau de la réaction mondiale.**

- Syrie : un drapeau rebelle géant au pied de la tour Eiffel - LePoint.fr

Obama a trop à faire avec sa campagne électorale, alors c'est le tandem Hollande-Fabius qui prend le relais du flambeau de la contre-révolution mondiale.

### **De Merkozy en Merkhollande**

- Zone euro : Hollande et Merkel à l'unisson - LePoint.fr

### **Le numéro d'illusionniste est terminé ou le voile est tombé.**

- Délocalisation au Stif : Hollande soutient Huchon contre Montebourg - Le Nouvel Observateur

- Délocalisations : la gauche "*en flagrant délit de contradiction*" - Le Nouvel Observateur

Un scoop, en réalité elle est telle qu'elle est, telle qu'elle a toujours été, sans plus.

### **L'aveu**

- Plans sociaux: "*invraisemblable*" que Montebourg soit critiqué par l'UMP, estime Hamon - AFP

Pourquoi, parce que le PS et l'UMP auraient des intérêts communs ? Non, qui l'aurait cru franchement...

### **Un instrument bien rodé.**

- Royal sur Vallaud-Belkacem : '*Elle s'appellerait Dupont, elle ne serait peut-être pas là*' - LeMonde.fr

- CFCM: Valls veut mettre fin aux "*instrumentalisations*" de l'islam - AFP

C'est vrai qu'en s'appelant Marie-Ségolène Royal et en étant admiratrice de Jeanne d'Arc, cela en impose, sa place devrait être sur un bûcher !

C'est vrai également qu'en s'en remettant sur la Syrie au monarque dégénéré du Qatar et ses homologues de la Ligue Arabe sans oublier les dirigeants de la Libye adepte de la charia, on est forcément bien placé pour parler d'"*instrumentalisations*" de l'islam, on en connaît un rayon en la matière !

## Panurge, pigeon...

- Facebook plonge après n'avoir livré aucune prévision - Reuters

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Mexique

Des milliers de manifestants bloquaient, vendredi 27 juillet à Mexico, les studios du groupe Televisa, géant mexicain de la télévision et plus grande chaîne de langue hispanique. Les contestataires accusent la chaîne d'une couverture biaisée de l'élection présidentielle du 8 juillet ayant permis à Enrique Peña Nieto, leader du Parti révolutionnaire institutionnel, d'obtenir la majorité des votes et de battre de six points le leader de la gauche, Andres Manuel Lopez Obrador.

*'Dites la vérité'*, scandaient les manifestants, dont de nombreux étudiants et délégués syndicaux, tout en empêchant les employés de rejoindre les studios de télévision. Les manifestants ont promis de continuer le blocus pendant vingt-quatre heures. (lemonde.fr 27.07)

---

### SOCIAL

#### 1- France

Le ministère de la Santé a annoncé vendredi la mise sous administration provisoire du centre hospitalier d'Ajaccio (Corse-du-Sud), qui connaît depuis plusieurs années une crise financière.

Cette décision, qui prendra effet le 30 juillet, est un préalable à la reconstruction de l'hôpital d'Ajaccio, *"une nécessité sur laquelle l'Etat s'est engagé"*, indique le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le centre hospitalier sera administré par deux inspecteurs généraux des affaires sociales (Igas) et un conseiller général des établissements de santé (CGES).

Leur mission consistera à permettre la reconstruction attendue.

*"Il convient de conduire le CH sur la voie d'un redressement financier durable lui permettant, de dégager le minimum d'autofinancement nécessaire à la reconstruction, par ailleurs très largement subventionnée par l'Etat"*, explique le ministère.

Cette dynamique s'appuiera notamment sur la conclusion d'un contrat de retour à l'équilibre (CRE).

Le centre hospitalier d'Ajaccio avait été désigné en 2009 comme *"l'établissement hospitalier le plus malade de France"* par le ministère de la Santé avec un déficit cumulé de plus de 50 millions d'euros. (Reuters 27.07)

#### 2- Espagne

**2.1-** Le chômage espagnol a atteint au deuxième trimestre son plus haut niveau depuis le milieu des années 1970, les entreprises accentuant les licenciements en réponse à la contraction de l'activité.

Le taux de chômage espagnol a atteint le niveau record de 24,6% a annoncé vendredi l'Institut national des statistiques.

Il s'agit de son plus haut niveau depuis l'origine de la série statistique, en 1976.

*"C'est une nouvelle illustration de la situation désespérée de l'économie qui a peu de chance de renouer avec la croissance à court terme et risque plutôt une aggravation de la récession, les choses ne peuvent qu'empirer"*, a déclaré Ben May, économiste à Capital Economics.

La phase actuelle de contraction de l'activité amorcée au premier trimestre devrait se prolonger jusque dans le courant de l'année prochaine et le gouvernement a dit la semaine dernière ne pas s'attendre à un retour du taux de chômage sous la barre des 22% avant 2015 au mieux. (Reuters 27.07)

**2.2-** A grands coups de sifflets, criant "*les coupes ça suffit!*", environ un millier de fonctionnaires ont de nouveau défilé à Madrid vendredi, à la pause-café, contre le plan de rigueur du gouvernement, en attendant une grande manifestation prévue en septembre.

Les syndicats ont convoqué, avec quelque 150 organisations sociales, une grande manifestation à Madrid le 15 septembre, après celle qui a rassemblé le 19 juillet des centaines de milliers de personnes dans les rues d'Espagne.

*"C'est de pire en pire. Il va y avoir beaucoup de monde en septembre car la situation est insoutenable"*, prédit Asuncion Rios, 60 ans, une fonctionnaire de la mairie de Madrid, portant le désormais habituel tee-shirt noir avec les mots "*Un jour, j'ai eu des droits sociaux et des droits au travail*".

*"Ils allongent la journée de travail, baissent les salaires, augmentent le prix des médicaments, réduisent la qualité de l'éducation"*, dénonce-t-elle.

*"On va être nombreux en septembre. Il faut maintenir la pression"*, renchérit Antonio Palomo, 46 ans, un fonctionnaire du ministère du Budget.

Ils s'insurgent contre la suppression de la prime de Noël dans la fonction publique, qui équivaut à un mois de salaire, et plus globalement contre la hausse de la TVA à partir du 1er septembre.

*"Quand j'entends les politiques et les banquiers dire que ce n'est pas de leur faute, ça me donne envie de les assassiner"*, poursuit Asuncion Rios, après les auditions à la chambre des députés des ex-dirigeants de la banque d'Espagne ou de Bankia. (AFP 27.07)

---

## ECONOMIE

### 1- ONU et marchands de canons.

Les négociations à l'ONU sur la mise en place du premier traité sur le commerce des armes conventionnelles se sont soldées par un échec vendredi à New York, mais devraient reprendre ultérieurement, selon le président de la conférence.

*"Le texte que j'avais proposé était un projet de traité, certains pays ne l'aimaient pas mais l'immense majorité étaient d'accord"*, a regretté l'Argentin Roberto Garcia Moritan. "*Nous allons continuer de travailler sur cette base*".

Interrogé sur la suite des événements, M. Moritan a indiqué qu'une des possibilités était "*de demander à l'Assemblée générale (de l'ONU) de prendre une décision*", c'est-à-dire de décider s'il doit y avoir de nouvelles négociations et quand. (AFP 27.07)

### 2- BCE

**2.1-** Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne (BCE), a fixé la barre très haut en déclarant jeudi que la BCE ferait le maximum, tout en restant dans les limites de son mandat, pour préserver l'euro.

Pour commencer, il devra déployer une rhétorique habile s'il veut convaincre la Bundesbank de réactiver le programme de rachat d'actifs (SMP), mis en sommeil depuis près de cinq mois.

Les marchés ont déjà eu un avant-goût vendredi de ce à quoi pourrait ressembler une opposition farouche de la banque centrale allemande lorsque les marchés d'actions européens, l'euro ont brièvement réagi à la baisse aux critiques émises par la Bundesbank sur le SMP.

La BCE devra faire plus qu'offrir quelques instants de répit aux marchés de la dette espagnole et italienne et faire preuve de plus d'agressivité si elle veut que les rendements payés par Rome et Madrid s'inscrivent durablement dans une fourchette viable pour leurs économies engluées dans la récession.

Pour donner aux responsables politique le temps dont ils ont besoin pour remettre la zone euro à l'endroit, il faudra que la BCE

achète autant d'obligations italiennes et espagnoles que nécessaire pour convaincre les investisseurs d'en faire autant.

Aux Etats-Unis, au Japon et en Grande-Bretagne, les banques centrales ont déjà déployé des plans d'assouplissement quantitatif grâce auxquels elles ont acheté d'importants volumes de dette et d'autres actifs afin de soutenir l'économie.

*"Ce qui pourrait vraiment marcher, ce serait que la BCE fasse la promesse de dépenser autant que nécessaire, sans aucune limite et de manière crédible, qu'elle fixe un plafond aux écarts de rendements ou sur les rendements proprement dits et que l'on confie des leviers plus puissants aux fonds européens de soutien",* estime Carsten Brzeski, économiste senior chez ING à Bruxelles.

*"Une utilisation sans limite du SMP, c'est, à mon avis, du QE, mais tout cela n'est qu'hypothétique. Juste sur le principe, cette idée leur donnerait des migraines et il est peu probable que cela se produise. Même s'ils voulaient le faire, il y a des considérations légales et pratiques qui signifient qu'ils ne le feront pas."*

Même s'il existe des dissensions au sein de la BCE sur la manière de résoudre la crise, l'institution dirigée par Mario Draghi est perçue par beaucoup sur les marchés comme la seule capable de stopper la propagation de l'épidémie.

L'Italie, troisième économie de la zone euro, est à son tour gagnée par cette fièvre.

Pour commencer, la BCE devra donc réactiver son SMP, quitte à irriter la très orthodoxe Bundesbank, réticente par tradition au financement de la dette des Etats par les autorités monétaires.

Sur les marchés, nombreux sont les analystes à penser que la BCE ne bougera pas si les gouvernements ne font pas leur propre part du travail.

La banque centrale a toujours insisté sur la nécessité pour les Etats d'honorer leurs promesses en termes de discipline budgétaire et sur les réformes structurelles qui doivent permettre de soutenir la croissance et réduisant les déficits. (Reuters 27.07)

**2.2-** La banque centrale allemande, la Bundesbank, reste opposée au programme de rachat d'obligations publiques sur le marché secondaire par la Banque centrale européenne (BCE), a déclaré vendredi à l'AFP un porte-parole.

*"Notre opinion n'a pas changé concernant le programme SMP",* nom de cette mesure adoptée en mai 2010, a déclaré le porte-parole, ajoutant qu'aux yeux de la Bundesbank elle était *"problématique"*.

La banque centrale allemande n'a cessé de critiquer ce programme depuis son adoption, jugeant qu'il revenait à financer les Etats et contrevenait ainsi au statut de la BCE.

En revanche, la Bundesbank estime *"non problématique"* que le fonds de secours européen temporaire, le FESF, puisse racheter de la dette publique car le FESF *"n'est pas une banque centrale"*, a ajouté le porte-parole. (AFP 27.07)

**2.3-** Dans un rapport l'Institute for New Economic Thinking Council on the Euro Zone Crisis (ICEC), qui comprend dix-sept économistes dont deux conseillers du gouvernement allemand, et qui est soutenu par le financier milliardaire américain George Soros, appellent à une mutualisation partielle de la dette, mais aussi à la création d'une sorte de gardien financier supranational qui pourrait donc passer outre les décisions des Etats.

Autres idées : que la Banque centrale européenne ne soit qu'un dernier recours pour les états qui font des demandes de prêts. Selon ce groupe d'économistes, le mécanisme européen de stabilité (MES) doit en effet jouer ce rôle, et non la BCE. Le dispositif de gestion des crises financières de la zone euro devrait donc avoir une licence bancaire conséquente, ce que refuse la BCE. (atlantico.fr 26.07)

### 3- Espagne

L'Espagne a admis qu'elle pourrait avoir besoin d'une aide de 300 milliards d'euros si ses coûts de financement restaient à un niveau insoutenable, a-t-on appris vendredi auprès d'un responsable européen.

Si nécessaires, les fonds s'ajouteraient aux 100 milliards d'euros déjà consentis par l'Union européenne au secteur bancaire espagnol.

Mais l'Allemagne n'a pas soutenu l'idée d'une aide directe à l'Etat espagnol et le sujet est pour l'heure clos, du moins en attendant que le Mécanisme européen de stabilité (MES) soit opérationnel, a ajouté ce responsable.

*"Luis de Guindos a parlé d'environ 300 milliards d'euros pour un plan complet, mais l'Allemagne n'était pas à l'aise avec l'idée"*



*d'un plan de sauvetage maintenant"*, a déclaré le responsable à Reuters.

*"Rien ne se passera avant la mise en route du MES. Une fois qu'il sera opérationnel, nous verrons où en seront les coûts de financement de l'Espagne et peut-être faudra-t-il revisiter la question"*, a-t-il ajouté.

Le gouvernement espagnol a démenti à plusieurs reprises avoir besoin d'un plan de renflouement. Prié de commenter les propos du responsable européen, une porte-parole du gouvernement espagnol a déclaré vendredi : *"Nous démentons fermement tout projet de ce type. Cette possibilité (d'un plan de sauvetage de 300 milliards d'euros pour l'Espagne) n'a pas été envisagée et n'a pas été discutée"*, a-t-elle dit.

Selon les inspecteurs du FMI, les mesures entreprises par Madrid devraient suffire pour que les objectifs de déficit soient atteints en 2012 en 2013, mais il faudra en faire davantage pour l'année suivante. (Reuters 27.07)

#### 4- Grande-Bretagne

Barclays a révélé vendredi l'existence de nouvelles enquêtes et de nouvelles poursuites judiciaires dans le cadre du scandale de manipulation du Libor qui secoue la banque depuis plus d'un mois et pour lequel elle a présenté ses excuses, tout en dévoilant un bénéfice semestriel meilleur que prévu.

La banque a publié un bénéfice récurrent avant impôts en hausse de 13% à 4,2 milliards de livres (5,4 milliards d'euros) pour le premier semestre, un chiffre supérieur aux 3,8 milliards attendus par les analystes sondés par la société.

Vers 12h30 GMT, Le titre gagnait près de 7% à la mi-séance à Londres. (Reuters 27.07)

Question : depuis que le scandale du Libor a éclaté, combien de banquiers ou dirigeants de grandes banques ont été arrêtés, jugés et emprisonnés ? Aucun ! Que le petit voleur d'oranges ou de mobylette se le dise...

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 29 juillet

### CAUSERIE

La bataille est rude, le combat s'annonce acharné, la polémique doit être à la hauteur.

Informers, commenter, dénoncer, polémiquer ne suffit pas, analyser non plus quand on n'explique pas quelle méthode on emploie, de quelle manière on a construit notre argumentation, ce qui est indispensable pour que les lecteurs vérifient par eux-mêmes qu'elle ne souffre pas de lacunes, pour qu'ils en rajoutent si nécessaire, bref, pour qu'ils puissent se faire leurs propres idées sur des faits ou des situations.

Pire encore quand on ignore où l'auteur d'un article veut nous entraîner, ce qu'il a réellement dans la tête, quel est son véritable objectif, qui n'est pas forcément celui qu'il affiche quand il nous le livre. C'est parfois une manière sournoise de tromper les lecteurs ou de détourner leur vigilance : voilà, je vous dis tout, ainsi vous pouvez me faire confiance ou me croire sur parole.

Même le plus honnête homme peut se tromper, donc personne n'est à l'abri d'une manipulation. Quand elle est intentionnelle, c'est une autre affaire, on évitera de s'en remettre à des gens réputés peu recommandables. Quant à la vérité, elle est souvent diluée, fragmentée, partielle, au point qu'on peut se méprendre et l'assimiler par erreur à un mensonge, elle nous parvient souvent par des voies détournées, après qu'un certain délai s'est écoulé, on en vient à se demander si après coup elle n'a pas été fabriquée, alors qu'elle a seulement été reconstituée après avoir franchi bien des obstacles, parfois invisibles ou occultes.

Autre écueil. La part de subjectivité et d'objectivité contenu dans un article sont souvent mêlées de telle sorte qu'on ne sait plus très bien ce qui relève de l'un ou de l'autre, quelle est la part des faits et de leur interprétation, cela peut facilement prêter à confusion et conduire à s'en remettre à une interprétation qui sera orientée dans une direction idéologique que l'on ne soupçonnera pas, bref, on sera plus ou moins manipulé à notre insu. Et si l'auteur est un expert en la matière, il aura fait en sorte que si vous vous en aperceviez, vous vous en prendriez davantage à vous-même pour avoir fait preuve de négligence plutôt qu'à son auteur, qui vous répondrait s'il en avait la possibilité, qu'il avait annoncé la couleur mais que vous êtes passé dessus ou à côté sans le voir, peut-être parce que vous avez lu trop rapidement ou en diagonale sans prendre le temps de vous arrêter pour réfléchir un instant ou vous poser des questions.

Chaque jour au petit matin, je visualise les titres d'agence de presse ou de médias nationaux d'environ 4 à 500 articles qui couvrent les derniers 24 heures, dans quatre rubriques : économie, France, monde et politique. J'ouvre ceux qui m'intéressent, 25 à 30 en moyenne que je télécharge dans le disque dur de l'ordinateur. La plupart du temps, on trouve des propos attribués à des gens qui sont tronqués, parfois ils sont utilisables comme tels, et d'autres fois on aurait bien voulu avoir ce qui précédait ou suivait, alors on va à la pêche sur le Net, on lit d'autres articles relatifs au même sujet dans l'espoir de trouver notre bonheur. Quand on doute d'un fait tel qu'il a été rapporté, on procède de même en cherchant si d'autres sources ne l'ont pas relaté. Tout cela prend du temps, disons deux bonnes heures chaque matin, sauf le dimanche et le lundi. Le plus long, c'est de lire chaque article et sélectionner les passages qui seront reproduits dans le site, leur donner un titre et réfléchir à la manière de les commenter ou analyser.

C'est l'intérêt des lecteurs qui me guide le plus souvent, mais parfois aussi des faits et des réflexions que je tiens particulièrement à porter à leur connaissance, car j'estime qu'ils sont nécessaires pour comprendre la situation ou une question particulière. Tout cela est arbitraire dans le sens où il est impossible de procéder autrement. Je vais vous avouer un truc, je cherche toujours quelle bonne nouvelle je pourrais porter à votre connaissance, et quand il n'y en a pas, ce qui est très souvent le cas hélas, je suis triste car je me dis: ce n'est pas cela qui va remonter le moral des militants.

Parfois je suis tenté de prendre les choses un peu à la légère car l'atmosphère est particulièrement lourde à supporter, j'admets qu'on pourrait m'en faire le reproche ou que cela soit contestable, mais il faut bien décompresser un peu, je ne parle pas pour moi mais pour les militants qui sont exaspérés de constater qu'on se retrouve en présence d'une situation inextricable, pour ainsi dire sans issue politique, c'est bien la réalité que vous vivez, n'est-ce pas, je ne rêve pas ? A l'inverse, parfois j'enrage et j'ai toutes les peines du monde à me retenir pour ne pas dire tout le mal que je pense du vieux monde et ses représentants.

Et comme tout le monde, j'ai mes états d'âme, des difficultés personnelles qui me bouffent la vie, que j'expose sans trop de retenu, ce qui est une erreur ou une faiblesse j'en conviens, je me dis que les lecteurs feront la part des choses, les plus intelligents ou les mieux disposés à mon égard, les autres en profiteront pour me taper dessus ou aller voir ailleurs, c'est leur droit. Je ne me suis jamais pris pour autre chose que ce que je suis, je ne suis pas différent de vous et il arrive parfois que j'éprouve le besoin de me soulager.

Maintenant la crise se répercute sur tous les partis, c'est plus visible sur certains que sur d'autres, coup de barre à droite ou à gauche, virage à 180°, radicalisation ou capitulation soudaine, emploi d'expressions sibyllines, de réserves, jésuitisme, casuisme, interrogations outrancières là où il n'y a pas lieu de s'en poser, alors qu'à côté ils ne se posent pas de questions, campagne destinée à faire diversion et occuper les militants, mystification à tout va, etc. Les capitalistes passent à l'offensive et les différents partis se disposent pour affronter cette nouvelle période en tentant de défendre leurs arrières, leurs appareils, il en va de leur survie, le reste est secondaire pour eux et passera après. En attendant, ils en appellent tous au gouvernement qu'ils légitiment et soutiennent contre la classe ouvrière. Les dirigeants syndicaux sont évidemment montés en première ligne pour défendre les plans meurtriers du patronat et du gouvernement.

Nous ne sommes qu'au début des grandes manœuvres. Nous nous emploierons à les dénoncer et à les démontrer patiemment, minutieusement au fil des mois qui viennent. C'est un boulot ingrat parce qu'on apparaît comme des empêcheurs de tourner en rond, fastidieux et épuisant parce qu'il faut redoubler d'attention, en même temps il faut proposer une autre tactique et stratégie aux militants, car la critique à elle-seule ne suffit pas.

Sur le TSCG, nous refusons de le rejeter pour renforcer l'Etat bourgeois, au nom de la défense de souveraineté nationale, nous lions le rejet du TSCG à la nécessité de liquider la Constitution de la Ve République dans la perspective d'un Etat ouvrier et des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Sur le plan de la direction de PSA, nous refusons de le rejeter pour s'en remettre au gouvernement, nous lions son rejet au mot d'ordre de grève illimitée avec occupation et comité de grève qui pourrait être repris par des millions de travailleurs dans le pays, une issue politique favorable aux travailleurs dépendant à la fois de l'élévation de leur niveau de conscience politique et de leur niveau d'organisation débouchant sur la question du pouvoir, de l'Etat, qui produit les richesses, qui doit gouverner le pays, le gouvernement ouvrier révolutionnaire qui décrètera l'expropriation des capitalistes, la répartition du travail entre tous, etc. C'est bien beau d'hurler unité, unité ou tous ensemble, mais sans répondre à ces deux conditions et sans perspective politique, on a aucune chance de faire le moindre pas en avant, on sera défait ou pire encore.

### **Syrie. Hollande chef de guerre de la coalition américano-franco-britannique contre le peuple syrien.**

François Hollande a appelé samedi le Conseil de sécurité de l'Onu à intervenir "*le plus rapidement possible*" pour empêcher que la Syrie ne sombre dans "*le chaos*" et la "*guerre civile*". (Reuters 28.07)

A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius ! A bas le PS !

### **Syrie. Une manière de présenter les faits**

A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius ! A bas le PS !

Non, vous ne trouverez pas ce mot d'ordre dans la bouche de Laurent, Gluckstein, Arthaud ou Poutou !

Le POI relaie complaisant de la propagande officielle. (IO n°210 page 9) Titre : *Le régime décapité sur fond de préparatifs d'intervention étrangère.*

"Les images de bombardements, de chaos, de réfugiés fuyant les combats et les horreurs de la guerre parviennent de Syrie", quelles images ? Elles proviennent principalement des mercenaires étrangers infiltrés en Syrie ou des médias aux ordres des puissances occidentales qui les passent en boucle au titre de la propagande contre le régime, de manière à faire croire que l'ensemble du pays croulerait sous les bombes pour légitimer une intervention militaire extérieure pour y mettre fin et débarquer Assad.

Question : Qui a intérêt à passer en boucle ces scènes de guerre qui sont bien réelles, pendant que le reste de la population continue de vivre à peu près normalement, ce que les chaînes de télévision ne montrent pas aux téléspectateurs ?

Cet article date du 25 juillet, son auteur écrit : "Ce 18 juillet, un attentat—dont les circonstances précises ne sont pas connues", faux : "l'attentat, (...) aurait été mené par un membre de la garde rapprochée d'un des participants à une réunion du Conseil national de sécurité", plus loin : "L'attaque, -revendiquée simultanément par deux formations, l'Armée Syrienne Libre (ASL) et Liwa' Al-Islam, un groupe islamiste dont le nom signifie «La brigade de l'islam»...". (Assef Chawkat: un personnage encombrant, le boulet du régime alaouite par René Naba - mondialisation.ca 19 juillet)

Ensuite, le POI laisse libre cours aux différents scénarios concoctés par les agresseurs dont une partie est issue de l'imagination féconde de journalistes.

"Il est certain que l'attentat du 18 juillet précipite le cours des événements en Syrie.", mais pas dans le sens où on pourrait le croire en lisant ces lignes, car "il débarrasse le président d'un personnage encombrant, d'un gros boulet dont les excès ont constamment desservi le régime. (...) Perçu comme une pièce rapportée par le clan, Chawkat a entretenu des relations houleuses avec le frère cadet du président, le colonel Maher, le nouvel homme fort du régime, au point que le benjamin de la fratrie a blessé à l'estomac son beau-frère, d'un coup de pistolet en 1999, en plein palais présidentiel."

Le POI relaie de la propagande officielle :

"Pour les grandes puissances, en tout cas, la question n'est pas celle de l'avenir de la démocratie en Syrie, ni du droit du peuple syrien à décider de son sort, mais des conséquences d'un effondrement désormais programmé du régime d'Assad", effondrement souhaité, encouragé, orchestré depuis des mois par les médias aux ordres et qui ne s'est pas encore produit, mais qui trouve ici un nouveau propagandiste en la personne du POI.

Question : qui a un intérêt à l'effondrement du régime, à qui profiterait-il ? Certainement au peuple syrien qui est incapable de se soulever contre le régime d'Assad, alors à qui à part les puissances occidentales engagées dans cette guerre coloniale ?

Il est vrai maintenant que pour comprendre la situation en Syrie, ce n'est certainement pas en lorgnant du côté des braves gens du CNT syrien, hommes de paille de Washington, Londres, Paris et Doha : "d'après le quartier général de l'« Armée syrienne libre »", une bande de gangsters...

La suite ne présente aucun intérêt puisqu'elle ne fait que confirmer ce que d'autres ont déjà dit ou rapporté ailleurs depuis des semaines ou des mois.

Au passage, le POI cite des articles du Guardian, du Financial Times, du Figaro, du NewYork Times, il donne la parole à différentes personnalités ainsi qu'à l'« Armée syrienne libre », en revanche il leur répugne apparemment à citer des sources indépendantes telles que le Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca, alors qu'ils ont des journalistes sur place, en Syrie.

Un complément très rapidement, à développer par la suite.

On pose habituellement la question de l'internationalisme prolétarien sous l'angle des pays dominés et dominants. C'est insuffisant. On évite soigneusement, disons hypocritement de poser la question des différents régimes en présence. On ne veut pas défendre le régime du Président Assad parce qu'il tient de son père dénommé le boucher. On lui préfère la dictature américaine ou les monarchies archaïques du Golfe flanquées de leurs alliées européens qui en intervenant militairement dans l'ex-Yougoslavie, en Irak, en Afghanistan, en Côte-d'Ivoire, au Liban, en Somalie, en Libye, etc. seraient plus fréquentables.

Question : quel régime aujourd'hui est plus préjudiciable au combat du prolétariat mondial pour son émancipation, le régime isolé

d'un seul Etat situé au Moyen-Orient ou les puissances occidentales engagées dans une guerre sans fin contre tous les peuples afin d'aboutir à un Nouvel ordre mondial se traduisant par une dictature mondiale de la finance ? Ne devrait-on pas soutenir toute tentative de s'opposer au plan de l'impérialisme américain, tout ce qui fait obstacle, contrarie ou entrave sa marche en avant vers la réalisation de ses projets sordides ?

Les Russes et les Chinois qui livrent une concurrence féroce à l'impérialisme américain sur les marchés du gaz et du pétrole soutiennent le régime d'Assad, parce qu'ils coïncident avec leurs propres besoins énergétiques (notamment), ils se dressent donc sur la route de Washington. Les Russes viennent de faire savoir qu'ils interdiraient la fouille de leurs navires destinés à la Syrie en réponse à la pression des va-t-en-guerre occidentaux qui ont hâte de mettre la main sur ce pays.

Sans non plus reprendre la théorie des blocs, doit-on considérer toutes les puissances sur le même plan comme si elles remplissaient le même rôle à l'échelle mondiale, ou au contraire se servir (temporairement) de ce qui les oppose pour affaiblir la plus puissante sans pour autant soutenir les régimes de Pékin et Moscou. On pourrait rétorquer à cela que toute victoire de Pékin ou Moscou renforcera leurs régimes contre leur peuple respectif. C'est également vrai pour les Etats-Unis où il existe un prolétariat qui combat, pas seulement, en Europe aussi.

Question : Qu'est-ce qui est déterminant ou présente le plus d'avantages pour le prolétariat mondial, : affaiblir Pékin, Moscou ou Washington et ses alliés européens ?

Or, tout affaiblissement ou difficultés supplémentaires des Etats-Unis et des pays de l'Union européenne les forceront à redoubler leurs coups contre leur propre prolétariat, ce qui les poussera à passer à l'action, des pays où la classe ouvrière dispose d'organisations et de partis, d'une longue et solide tradition de lutte de classe, même si elle a été menée à mal ces dernières décennies, tandis qu'en Chine et en Russie, le prolétariat demeure muselé ou largement désorganisé, donc incapables dans l'état actuel des choses de prendre la tête du combat du prolétariat international.

Je pense qu'il faut prendre en compte tous ces facteurs à l'échelle mondiale avant de prendre telle ou telle position ou pire, se retrancher derrière un principe, il n'y a que les dogmatiques ou les lâches pour agir ainsi. Donc, comme on vient de le voir les choses sont plus compliquées qu'elles n'y paraissent et ne se présentent pas de la même manière qu'autrefois.

Si l'intégrité de la Syrie et son indépendance est la question essentielle et que le régime en place l'incarne, alors il faut le soutenir, ce qui ne signifie pas le cautionner s'il retourne ses armes contre le peuple syrien, et si l'affaiblissement des Etats-Unis et de l'UE est la question essentielle parce qu'elle précipiterait la crise du capitalisme, l'accélérerait ouvrant la voie à une crise révolutionnaire, il faut les attaquer sur tous les fronts sans pour autant soutenir les régimes en place à Pékin et Moscou, ils peuvent très bien s'en passer, donc on ne va pas se fourvoyer dans cette voie, on pourrait s'en tenir à ce service minimum.

Pour finir, on constatera que s'il y a des manifestations à travers le monde en soutien à l'entreprise coloniale occidentale contre la Syrie, les manifestations en soutien à la Syrie et au peuple syrien sont inexistantes ou se comptent sur les doigts d'une main. Autrement dit, on laisse le champ libre à l'entreprise guerrière d'Obama, Hollande et Cameron, on déserte le combat politique. A nos détracteurs qui balaieront d'un geste méprisant notre argumentation : dites-nous dans ces conditions en quoi s'applique votre principe d'internationalisme prolétarien ? Nulle part.

### **A propos de l'éditorial de D. Gluckstein (IO n°210).**

Dans son éditorial (IO n° 210), Gluckstein s'adresse à qui, aux travailleurs, aux militants ouvriers, à l'avant-garde du prolétariat, vous n'y êtes pas, aux dirigeants du PS et du PCF ! Ne cherchez pas le disque est rayé ! Et au passage, il nous refait le coup de la gauche du PS qui en réalité est une mystification.

*"... le gouvernement veut faire passer ce traité infâme qui remet en cause la souveraineté et les fondements de toute République démocratique.*

*Ce n'est pas nous qui le disons. Président de la commission des lois à l'Assemblée nationale et membre du secrétariat national du Parti socialiste, Jean-Jacques Urvoas n'est pas réputé appartenir à son « aile gauche »."*

Imaginez qu'est-ce que cela aurait été si Urvoas appartenait à « *aile gauche* » du PS ? Gluckstein en aurait pissé de bonheur dans sa culotte ma foi. Ce n'est pas tout, il lui faut légitimer le gouvernement Hollande qui s'appuierait sur une majorité, qui en réalité représente moins de 25% des électeurs. Mieux ou pire encore, les députés du PS auraient été élus, donc auraient pour mandat de faire une autre politique que celle de Sarkozy, ne vous marrez pas, ce n'est pas un canular de ma part et Gluckstein est très sérieux, parce que voyez-vous ils en auraient ou pourraient en avoir l'intention, les travailleurs sont si débiles qu'ils le croiraient sérieusement, ceux que côtoient Gluckstein peut-être, mais assurément pas les quelque 20 millions qui ont refusé de voter pour les candidats du PS le 17 juin dernier.

Vous avez compris la manoeuvre ? Ce n'est pas le POI qui s'adresse au gouvernement, basse calomnie, ce sont les travailleurs qui



à travers le POI s'adressent au gouvernement. Le POI ne fait que reprendre à son compte le mandat que les travailleurs ont confié aux députés du PS et le tour est joué, vous ne pourrez pas le reprocher au POI, il est blanc comme neige, comme toujours, ce sont des gens parfaits.

- "Et il y a une majorité de députés élus sur la base de ce rejet."

La suite est dans le même registre.

- "Peut-on ne pas exiger de ce gouvernement et de cette majorité qu'ils renoncent à une ratification si contraire aux aspirations du peuple ?"

Tout dépend si on se reconnaît en eux, ce n'est pas le cas semble-t-il des 20 millions de travailleurs qui ont refusé de voter le 17 juin 2011 et qui ont déjà répondu à cette question : il n'y a rien à exiger d'un gouvernement dont on sait ne rien avoir à attendre, à moins d'être un crétin ou d'être inconséquent.

Par contre, ils pourraient peut-être avoir quelque chose à attendre d'un véritable gouvernement ouvrier, ce que Gluckstein oublie de mentionner, question qui traverse toute l'Europe et au-delà. Elle se pose dans le combat chez PSA, et comble du mépris qui semble avoir échappé à Gluckstein, Hollande nomme Jospin le liquidateur à la tête d'une commission qui, si elle était véritablement démocratique, commencerait par le juger et le déclarer coupable d'avoir facilité la fermeture de milliers d'entreprises et causé la perte de leur emploi à des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs.

Il est vrai qu'on devrait attendre quelque chose d'un tel gouvernement, on baigne en plein délire ! Comment caractériser cela ? Aventurisme, charlatanisme, néo ou crypto-stalinisme ?

On comprend pourquoi ils se sont bien gardés de faire figurer dans leur portail et leur journal l'article du 16 juillet de l'AFP relayant la déclaration de Mailly à BFM-TV et RMC. ([http://www.luttedeclasse.org/service/texte\\_fo\\_170712.pdf](http://www.luttedeclasse.org/service/texte_fo_170712.pdf))

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Une histoire de volaille

- Un syndicat de police demande le retrait d'une affiche pour des poulets - AFP

Un syndicat de journalistes demande le retrait d'une affiche pour des canards...

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### ONU et marchands de canons. (suite)

Les négociations à l'ONU sur la mise en place du premier traité sur le commerce des armes conventionnelles se sont soldées par un échec vendredi à New York après des semaines de négociations, mais elles devraient reprendre ultérieurement.

La prochaine session de l'Assemblée se tient fin septembre à New York. Selon un diplomate, le rapport que Roberto Garcia Moritan va transmettre à l'Assemblée générale propose de reprendre les négociations pendant deux semaines début 2013. Roberto Garcia Moritan s'est déclaré "*certain que nous aurons un traité rapidement*", mais n'a pas donné de délai. (LePoint.fr 28.07)

### SOCIAL

#### 1- France

La société Alyzia, qui intervient sur Roissy, a fait l'objet d'un signalement pour avoir fiché ses délégués syndicaux. Elle vient par ailleurs d'être condamnée par les prud'hommes à réintégrer plusieurs salariés licenciés. (leparisien.fr 28.07)



## 2- Allemagne

Selon les résultats d'une étude publiée par Destatis, l'Institut statistique allemand, à laquelle le quotidien d'ex-Allemagne de l'Est Berliner Zeitung consacre un article, près de 11% des salariés allemands gagnaient moins de 8,50 euros de l'heure en 2010. Si l'on prend seulement en compte les cinq Länder de l'ex-République démocratique allemande, ce taux est multiplié par deux.

Sans surprise, la plupart des travailleurs pauvres de l'ouest sont des employés sous contrat «*minijob*», des emplois à temps partiel rémunérés autour de 400 euros par mois, et qui sont en majorité occupés par des femmes et des non-diplômé(e)s. À l'est, par contre, ce sont chez des employés travaillant à temps plein, en particulier chez des hommes diplômés, que les salaires les plus bas ont été relevés.

Berlin, avec son taux de chômage de 13%, selon les derniers chiffres publiés par berlin.de, le site officiel de la capitale, est l'un des exemples les plus criants de ces inégalités Est/Ouest. Toutes branches confondues, le salaire moyen d'un Berlinois est inférieur d'un tiers à celui d'un travailleur résidant dans les Länder de l'ouest. Si le nombre des offres d'emploi a doublé la dernière décennie tandis que celui des chômeurs est en nette diminution, le rapport est tout de même extrêmement déséquilibré: en 2011, Berlin comptait 212.000 chômeurs pour 13.389 offres d'emplois non-financées par l'État...

Selon le porte-parole de la Confédération allemande des syndicats Dieter Pienkny, cité sur le Berliner Zeitung, cette situation est en partie liée au choix de l'Agence fédérale pour l'emploi et des agences régionales d'avoir réduit le budget consacré à la formation continue et à la qualification.

Celui de Berlin et de la région du Brandebourg aurait été diminué de 20% ces dernières années. De ce fait, la moitié des chômeurs résidant à Berlin n'ont pas de diplôme, ce qui réduit leurs chances sur le marché du travail. (slate.fr 28.07)

## 3- Chine

Les autorités chinoises ont annoncé samedi l'annulation d'un projet de pipe-line d'évacuation des eaux dénoncé par des manifestants qui ont saccagé un bâtiment administratif dans l'est du pays.

Un millier de protestataires ont défilé à Qidong, à une heure de voiture au nord de Shanghai, en scandant des slogans hostiles au conduit qui devait rejeter les eaux polluées d'une papeterie au large de leur ville.

Des manifestants ont fait irruption dans le principal bâtiment administratif de Qidong où ils ont détruit des ordinateurs, renversé des bureaux et jeté des documents par la fenêtre, sous les vivats de la foule massée devant l'immeuble.

Zhang Guohua, le maire de la ville de Nantong, a ensuite annoncé dans un communiqué l'arrêt de la construction du pipe-line.

"Le gouvernement dit que les déchets ne vont pas polluer la mer mais si cela est vrai, pourquoi ne les déversent-ils pas dans le Yang-Tsé ?", s'est interrogé Lu Shuai, un logisticien de 25 ans.

"C'est tout simplement parce que s'ils rejettent les déchets dans le fleuve, ça touchera Shanghai (...)", a-t-il ajouté.

Les manifestations contre des projets industriels jugés polluants par la population se sont multipliées cette année en Chine. (Reuters 28.07)

Pour que l'on comprenne bien à quel niveau de gangrène ou de médiocrité est tombé le mouvement ouvrier en France, nos dirigeants et les militants qui leur emboîtent le pas si vous préférez, en France, on n'imagine même pas ce genre de scène, faire "irruption dans (un) bâtiment administratif", vous n'y pensez pas, détruire "des ordinateurs, renversé des bureaux et jeté des documents par la fenêtre", quelle horreur, gauchistes va, même quand 8.000 ouvriers sont virés on reste bien sagement devant la porte, on fait de grands moulinets avec les bras, on braille comme des déments, et puis finalement quand le patron arrive, on lui ouvre poliment la porte...

Quand bien même cela se produirait, disons exceptionnellement, fait rarissime (Continental), les auteurs de tels faits sont immédiatement arrêtés ou par la suite ils font l'objet de poursuites pénales, puis sont condamnés par les tribunaux, et dans tous les cas ces actions ne servent absolument à rien puisque les auteurs de la mesure qui a mis le feu ne reviendront pas dessus, ils n'ont que mépris pour ceux qui la contestent.

On en viendrait presque à penser que la Chine serait plus démocratique que la France, non ? Les Chinois plus révolutionnaires que les Français, voilà de quoi alimenter votre réflexion pendant les vacances.

Haut de page ↗

## Le 30 juillet

### CAUSERIE

Avec un peu d'avance sur demain (il est déjà 21 heure en Inde), je viens de mettre en ligne deux articles et une nouvelle vidéo sur la Syrie. ([http://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=XWn-r0qCt3U](http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=XWn-r0qCt3U)). En l'écoutant, vous aurez confirmation de ce que j'ai écrit hier sur l'interprétation fallacieuse ou erronée donnée par le POI sur la situation en Syrie. On appelle cela être pris en flagrant délit de falsification des faits.

Comme dirait l'autre pour enfoncer le clou, il n'y a pas photo, ils n'ont absolument aucune circonstance atténuante, ils connaissent parfaitement le Réseau Voltaire, sinon peut-être la sénilité arrivé à un âge avancé, car lorsqu'on se connecte sur le portail national du POI, on a l'impression de tomber sur une maison du quatrième âge, c'est un camarade qui m'a fait cette réflexion par courriel.

La suite demain et bon courage.

### Ce lundi matin

Je n'ai plus le temps, je viens terminer le boulot. FO Métaux (<http://www.fo-metaux.com/>) a publié un communiqué le vendredi 27 juillet 2012 intitulé *Plan automobile du gouvernement*, dans lequel FO se couche devant le gouvernement et répond aux attentes du patronat, nous le commenterons demain.

### Mise au point ou nouvel avertissement.

En mettant en ligne des documents d'origines diverses rédigés en général par des gens que l'on ne connaît pas, on prend le risque de donner la parole à des gens peu ou pas fréquentables ou encore dont l'entourage ou les relations sont franchement détestables.

On ne les choisit pas en fonction de leur idéologie ou de leurs relations, mais uniquement pour les informations qu'ils nous transmettent et qu'on ne peut trouver nulle part ailleurs, à notre connaissance, à moins de disposer d'une équipe qui consacre son temps à faire des recherches sur le Net et à éplucher la presse internationale, ce qui n'est pas mon cas, je dois me contenter des moyens du bord et des sources que j'ai découvertes au fur et à mesure.

Evidemment, la plupart du temps je n'ai aucun moyen de contrôle sur les informations délivrées par la propagande officielle ou ses opposants qui sont très hétéroclites, cela va de l'extrême droite à l'extrême gauche, et pour compliquer les choses, leurs analyses se recourent très souvent, seuls ce qu'ils en font et leurs intentions respectives permettent finalement de les distinguer. Par ignorance ou mauvaise foi, le refus intentionnel de tenir compte de cette distinction peut aboutir à vous assimiler ou à vous faire passer pour quelqu'un d'extrême droite ou d'extrême gauche, le premier cas serait pour nous totalement intolérable évidemment, d'où ce rappel aujourd'hui.

Eviter les écueils ou tâcher de s'y retrouver dans ce dédale d'articles et d'informations qui proviennent d'un peu partout à travers le monde relève quasiment de l'exploit ou de l'impossible il faut bien l'avouer, donc il faut admettre qu'on puisse être plus ou moins manipulé à un moment donné sur certaines questions, d'autant plus que ceux qui dénoncent des manipulations du fait de l'extrême droite ou de l'extrême gauche se font les relais de la propagande officielle, le seul avantage que l'on retiendra de leurs articles, c'est qu'ils fournissent des précisions qu'on ignorait sur certaines personnes et qui nous permettent de cerner leurs réelles intentions, ce qui au demeurant ne nous intéresse pas plus que cela, puisque seuls les faits retiennent notre attention, cependant cela nous permet d'écarter des articles ou des portails dont les auteurs colportent une idéologie nauséabonde, raciste, xénophobe, antisémite.

Cela dit, on a bien conscience d'être on the edge comme l'on dit en anglais, de marcher sur le fil du rasoir, ce qui n'est pas un problème dans mon cas parce que mes convictions sont solidement ancrées depuis plus de 35 ans, ce qui peut l'être en revanche pour de jeunes militants ou des militants connaissant des faiblesses ou qui ne disposent pas d'un bagage théorique suffisant pour faire toujours la part des choses, c'est à eux que s'adresse particulièrement cette mise en garde.

Prenons un exemple concret. Les articles du Réseau Voltaire peuvent présenter un intérêt jusqu'à un certain point au-delà duquel il ne faut pas aller, et cela ne signifie pas pour autant que leurs auteurs seraient fréquentables, certains le sont sans doute et d'autres non. Ces gens-là ne se situent pas sur le même terrain de classe que nous, c'est quelque chose qu'il faut savoir et que l'on doit avoir en permanence à l'esprit en les lisant, parfois même ils se situent sur d'autres plans, là évidemment nous devons nous en détourner.

Il faut bien faire la distinction entre la personnalité de la personne qui écrit un article, s'il fait partie d'une organisation, un parti, une institution, l'idéologie qu'il véhicule, les intérêts qu'il représente à travers ses analyses, ses réelles intentions et les faits qu'il rapporte, leurs sources. Cela fait beaucoup et s'y retrouver n'est pas forcément à la portée de tout le monde. En effet, d'autant plus que peuvent s'y exprimer des intérêts contraires, des contradictions qui en rendent la lecture encore plus compliquée ou problématique.

En fonction de sa situation personnelle ou de son état d'âme du moment, l'intéressé peut privilégier telle ou telle facette de sa personnalité ou mettre en avant telle ou telle motivation sans que l'on puisse le discerner au premier coup d'oeil, car il ne le mentionne pas ou parfois même le camoufle plus ou moins adroitement.

Maintenant, si on devait écarter toutes les personnes, les publications, les organisations ou les partis présentant en leur sein ou entretenant des relations avec des gens que l'on estime infréquentables, nos références ou notre entourage se résumeraient à un grand vide. Vous devez vous demander quelle mouche m'a piqué ce matin et pourquoi je vous raconte tout cela, encore une dernière avant d'y venir.

Nous avons dit que dès lors qu'on se risquait en terrain inconnu, on prenait le risque d'être manipulé. C'est la raison pour laquelle certains en restent aux publications de leur parti ou à la lecture des médias nationaux dont la tendance est bien connue. Ce qui ne leur évitera pas pour autant d'être manipulé dans certains cas, les idées de la classe dominante s'infiltrant jusqu'au sommet des partis ; refuser de le reconnaître serait faire preuve d'une grande naïveté ou découlerait du culte de la personnalité pratiqué envers leurs dirigeants. Quand j'étais jeune militant, j'étais tellement peu sûr de moi, que je n'osais même pas ouvrir une page du journal Le Monde, encore moins de l'Humanité, quelle horreur ! ce qui ne m'a pas empêché d'être manipulé à l'intérieur de mon parti. Depuis, vous aurez constaté que j'ai fait quelques progrès.

Le fait d'aborder des questions sous des angles divers par des gens d'origines diverses également peut faciliter le glissement pas seulement sémantique d'un terrain à un autre, mais sur le plan idéologique. Il en va ainsi par exemple de ce qui mérite d'être qualifié d'antisémite ou d'antisioniste, ce qui ne veut pas dire du tout la même chose et n'a pas la même portée. Il est facile de proclamer que la confusion entre les deux n'est pas permise quand on a développé une conscience politique, ce qui ne sera pas forcément le cas pour les masses sensibles à la propagande gouvernementale relayée par les médias nationaux qui s'emploie en permanence à réaliser un amalgame entre les deux en soutien à l'Etat d'Israël, car ils n'en ont pas plus à faire du sort des juifs que de la plèbe en général, on pourrait même ajouter que les juifs en sont les premières victimes.

Des amalgames, certains s'emploient à en faire à tout propos, Onfray en est la caricature grotesque par exemple, pour finalement déclarer que le capitalisme existerait de toute éternité, au moins on connaît ses véritables intentions : légitimer son existence dont il tire sa subsistance, y compris intellectuelle nauséabonde. L'amalgame le plus courant consiste toujours à assimiler le communisme ou le socialisme au stalinisme dans ses différentes moutures. Il y en a des milliers d'autres, beaucoup trop pour qu'on s'y arrête, ce qui ne veut pas dire qu'on ne les aurait pas clairement identifiés.

Hier, nous sommes revenu sur la situation en Syrie pour mentionner qu'il fallait prendre en compte tous les facteurs et en occulter aucun, auquel cas on ne comprendrait rien ou tout de travers. En fin de journée j'ai mis en ligne une vidéo de T. Meyssan tournée à Dams où il réside apparemment quand il ne vit pas au Liban. Meyssan se veut humaniste, anti-impérialiste américain ou occidental, antisioniste, il soutient ouvertement le régime d'Assad comme il soutenait auparavant celui de Kadhafi, il se positionne également ouvertement au côté des impérialistes chinois et russe qui soutiennent Damas, il a accès directement au chef d'Etat de ces pays, mais également du Venezuela et d'autres, et sur le plan idéologique il s'est affiché à de nombreuses reprises avec des gens d'extrême droite avec lesquels on est en droit de penser il est toujours en relation, disons jusqu'à preuve du contraire.

En visionnant sa vidéo, j'ai été choqué de découvrir une fois celle-ci fermée il faut préciser, qu'à l'écran apparaissaient des liens vers deux autres vidéos, dont une de Dieudonné, l'autre d'un certain monsieur Duke consacrée au rôle des juifs dans l'esclavage depuis l'Empire romain.

Je ne connais ni l'un ni l'autre, je rappelle que j'ai quitté la France en 1996. Je ne sais rien de plus sur Dieudonné que ce qui m'est parvenu à l'oreille par les médias et disons la gauche et l'extrême gauche, qui le décrivent comme un antisémite, ce que je veux bien croire puisqu'il s'affiche avec la famille Le Pen notamment.

Je ne me souviens plus très bien au juste, il y a environ un ou deux mois, en me connectant sur le portail national du POI, j'ai été surpris d'y trouver une vidéo de Dieudonné, je ne l'ai pas visionnée parce que ma connection était trop lente, et puis je m'en foutais à vrai dire, je me suis dit que les médias avaient peut-être fait un amalgame entre antisionisme et antisémitisme, oubliant sur le coup ses accointances avec les Le Pen, Soral et des négationnistes de l'holocauste ou de la shoah, puis cela m'est sorti de l'esprit. Depuis cette vidéo a disparu du portail du POI, c'est ce que j'ai constaté ce matin. Je me souviens que j'ai dû l'apercevoir sur leur portail peu de temps après qu'ils l'aient refait.

J'ai toutefois relevé que si les deux vidéos en question apparaissaient sous forme de liens à ouvrir une fois visionnée la vidéo de Meyssan, dans le cas du portail du POI elle était présentée comme telle, comme un document, un document comme un

autre auquel on pouvait accéder directement. Dans le cas du Réseau Voltaire, j'ignore si ce sont eux qui ont volontairement ajouté ces liens ou si c'est le fait du moteur de recherche de Youtube propriété de Google.

Dès hier soir, j'ai envoyé un courriel au secrétariat du Réseau Voltaire pour avoir une réponse à cette question, dans lequel je précisais que " *le seul terrain sur lequel j'entends me placer est celui de la lutte des classes et aucun autre*". Juste un mot sur ce point précis parce que c'est important.

On se détermine uniquement sur le terrain de la lutte des classes, parce que de son issue dépend notre émancipation et plus largement l'avenir de l'humanité, parce que c'est le moteur du développement de la civilisation humaine, parce que tous les rapports dans la société dépendent des rapports sociaux issus du mode de production en vigueur, parce que tous les facteurs leur sont subordonnés ou en découlent, y compris la religion sous ses différentes déclinaisons, et qu'en aucun cas un de ces facteurs culturel, philosophique, religieux etc. ne saurait à lui seul déterminer le cours de l'histoire ou le fonctionnement de la société, d'où notre rejet d'interpréter les rapports qui existent dans la société sous l'angle d'un de ces facteurs, d'en privilégier un plus que l'autre.

Ce qui nous intéresse pour notre combat, ce n'est pas de savoir que tel patron ou banquier serait juif, musulman, hindou, catholique, protestant, parsi, jaïn, rationaliste, laïc ou libre-penseur ou encore franc-maçon, pourquoi pas cartésien, kantien, spinoziste, hégélien, etc. mais qu'il appartient à la classe des exploités et des opprimés, idem pour tout membre de la société. Nous nous en tenons à ce terrain-là et nous n'en changerons jamais.

Maintenant je sais que des militants ont déserté le portail que j'anime en raison de la présence de ces articles du Réseau Voltaire ou de Mondialisation.ca, notamment du NPA. J'ai envie de leur dire que lorsque l'on observe que le NPA a soutenu la guerre contre la Libye et qu'elle soutient aujourd'hui celle contre la Syrie menée par la même coalition coloniale américano-franco-britannique, on n'a vraiment pas de quoi être fier. Quant à ceux du POI, apparemment les accointances d'Alexandre Hébert avec Le Pen, compère de Pierre Lambert depuis le début des années 50, qui faisait partie du comité central de l'OCI, ne leur a pas causé plus que cela un cas de conscience.

Dans les deux cas, c'était faire preuve d'un manque manifeste de discernement, par ignorance ou pure dogmatisme, jusqu'où va-t-il se nicher, ce qui n'est pas mon cas, ce que j'espère avoir démontré ici.

Rappelons que Marx avait réservé un ouvrage consacré à la question juive, et que nous ne fuyons pas le débat sur cette question-là, à condition qu'il figure à la place qui lui revient et à aucune autre.

On a envie de terminer par une note d'humour (cinglante !) : quand "*on craint d'aller au socialisme*", tout est à craindre !

---

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **1- Roumanie**

Plus de 80% des Roumains qui se sont rendus aux urnes dimanche ont voté pour la destitution du président selon des sondages sortie des urnes mais Traian Basescu devrait rester en fonction en raison d'un taux de participation au scrutin inférieur au seuil minimum requis.

Le taux de participation s'est finalement établi à 46%, a annoncé dimanche le bureau électoral, soit quatre points de moins que les 50% nécessaires à la validation de ce scrutin. (Reuters 29.07)

#### **2- Israël**

Un responsable israélien a démenti la véracité d'un article paru dimanche dans Haaretz faisant état de la visite d'un haut membre de l'administration de Barack Obama pour dévoiler au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu des plans américains en cas d'attaque contre l'Iran.

Selon le quotidien israélien, Tom Donilon, conseiller à la sécurité de la Maison blanche, aurait présenté le plan lors de discussions avec Netanyahu à la mi-juillet.

"*Rien n'est vrai dans cet article. Donilon n'a pas rencontré le Premier ministre lors d'un dîner, il ne l'a pas vu en tête-à-tête et il ne lui a pas présenté des plans opérationnels pour attaquer l'Iran*", a dit à Reuters ce responsable, qui a demandé à conserver l'anonymat.

D'après le journal, cette réunion à huis-clos a été la plus importante tentative de l'administration américaine pour dissuader l'Etat hébreu de mener seul une attaque contre la République islamique.

Citant une source anonyme au sein de la délégation américaine, le journal explique que Donilon aurait montré à Netanyahu des plans concernant l'attaque des sites nucléaires iraniens et pour entrer dans les sites souterrains. Ces plans américains ont été préparés en cas d'impasse diplomatique avec l'Iran sur le dossier du nucléaire.

La publication de l'article coïncide avec la venue en Israël de Mitt Romney, candidat du Parti républicain à l'élection présidentielle de novembre aux Etats-Unis. (Reuters 29.07)

[Haut de page ↗](#)

---

**Le 31 juillet**

## **CAUSERIE**

D'ici demain soir les articles de presse et les causeries du mois de juillet seront en ligne au format pdf (Acrobat Reader).

### **A propos de quelques médias.**

1- Rue89 et le Nouvel Observateur sont à la pointe du sionisme en France. A court d'argument pour soutenir la propagande de guerre contre la Syrie, ils ont été jusqu'à sortir dans un article contre le président du Réseau Voltaire qu'il était homosexuel, qui ajouté ou amalgamé à ses autres "tares" devait aboutir à le considérer comme un pestiféré.

J'ai oublié de préciser hier que le Réseau Voltaire et Mondialisation.ca au-delà de leur dénonciation et de leur combat contre les tenants du Nouvel ordre mondial et le sionisme qui en fait partie, présentaient la particularité de combattre également Al-Qaïda et les Frères musulmans qui sont des créations de l'impérialisme américain et britannique, ce que l'ensemble des médias ne leur pardonnent pas, d'où la nécessité de les présenter comme des antisémites. Cependant, on leur reprochera dans leur lutte contre le sionisme de faire feu de tout bois et de fréquenter des antisémites notoires.

2- Le Point est le porte-parole de la pire réaction après Minute et d'autres torchons d'extrême droite, spécialiste de la rumeur et des bruits de chiottes qu'il monte en épingle, quand ils n'en sont pas à l'origine. Côté journalistique, c'est du niveau d'Ici Paris ou Paris Match !

### **Contre-révolution. Propagande et manipulation des masses.**

#### **1- Syrie**

- Un journaliste pigiste français, Pierre Torres, qui collaborait à plusieurs médias dont l'AFP, a été blessé par balle dimanche à Alep, en Syrie, où une offensive des forces gouvernementales est en cours, a indiqué à l'AFP un des ses collègues. (AFP 30.07)

... 13 heures plus tard.

- "*Je ne suis pas blessé. Je ne sais pas d'où sort cette histoire*", a affirmé Pierre Torres dans des courriels transmis à l'AFP, l'un des médias auxquels il collabore. (AFP 30.07)

#### **2- Cuba**

Les deux Européens impliqués dans l'accident de voiture qui a coûté la vie au dissident cubain Oswaldo Paya le 22 juillet ont confirmé lundi lors d'une conférence de presse qu'il s'agissait d'un simple accident n'impliquant pas d'autre véhicule comme l'affirmaient des proches du dissident.

"*Je n'ai pas souvenir qu'il y ait eu un autre véhicule impliqué dans l'accident*", a affirmé le Suédois Jens Aron Modig, 27 ans, président du mouvement de jeunes du Parti démocrate-chrétien suédois (KDU), lors d'une conférence de presse organisée par les autorités cubaines.

"*Aucun véhicule ne nous heurté à l'arrière, je conduisais, je suis entré dans une zone en mauvais état et j'ai fait ce qu'aurait fait*



*tout automobiliste*" (freiner), a expliqué l'Espagnol Angel Carromero qui conduisait la voiture dans laquelle est mort Oswaldo Paya, dans une vidéo présentée lors de la conférence de presse.

*"En ce qui concerne les informations qu'on m'a laissé lire, je demande à la communauté internationale qu'elle s'intéresse surtout à me sortir d'ici et qu'elle n'utilise pas un accident de la circulation qui aurait pu arriver à n'importe qui à des fins politiques"*, a ajouté l'Espagnol, 27 ans, vice-président du mouvement de jeunesse du Parti populaire (PP) espagnol, au pouvoir à Madrid.

Les deux hommes, que les autorités cubaines accusent d'être entrés à Cuba avec des visas de tourisme afin d'y mener des *"activités illégales"*, se trouvaient toujours retenus lundi à La Havane dans l'attente de la conclusion de l'enquête et d'une décision de justice.

Les autorités cubaines ont présenté vendredi un rapport détaillé sur l'accident qui a coûté la vie le 22 juillet à Oswaldo Paya, 60 ans, et à un autre opposant cubain, Harold Cepero Escalante, 31 ans, attribuant l'accident à un excès de vitesse dans une zone en travaux suivi d'un mauvais freinage, sans faire état d'un autre véhicule impliqué.

Le rapport des autorités cubaines a été rejeté samedi par la veuve de l'opposant, Ofelia Acevedo. *"Je rejette ce rapport parce qu'il vient du gouvernement de Cuba et que je n'ai eu accès à aucune des informations qu'ils disent avoir"*, a assuré la veuve du prix Sakharov 2002 du Parlement européen.

Interrogé par les journalistes, Jens Aron Modig a indiqué que c'était son second voyage à Cuba, après un premier en décembre 2009 au cours duquel il avait rencontré *"des journalistes qui ne travaillent pas pour le gouvernement"* et leur avait remis *"des équipements et de l'argent"*, sans autre précision.

Pour ce second voyage, a-t-il expliqué, il avait trois objectifs : *"Rencontrer M. Paya et lui remettre de l'argent, rencontrer des jeunes du mouvement de M. Paya pour échanger leurs expériences et accompagner et aider M. Paya s'il désirait se rendre quelque part"*.

*"Je comprends aujourd'hui que ces activités sont illégales et je veux présenter mes excuses pour les avoir menées"*, a ajouté le Suédois en précisant qu'il avait remis *"4.000 euros"* à Oswaldo Paya.

Les deux Européens *"ont tenté, entre autres objectifs, de contacter des groupuscules de la contre-révolution interne dans la province de Santiago de Cuba (sud-est de l'île) pour leur remettre un financement"*, a affirmé au début de la conférence de presse le directeur du Centre de presse international (CPI), dépendant du ministère cubain des Affaires étrangères. (AFP 30.07)

Les puissances occidentales et les médias aux ordres ont essayé de faire passer ce vulgaire accident de la route ou fait divers pour un meurtre commis par le régime pour liquider un opposant.

### **Normal, il est irréprochable !**

- Sarkozy n'a pas critiqué Hollande sur la Syrie selon son entourage - LeMonde.fr

- L'ancien ministre Frédéric Lefebvre (UMP) a déclaré *"Pour notre part, nous sommes prêts à soutenir une politique courageuse et entreprenante dans cette région du monde dans la continuité de la politique française impulsée par le président Sarkozy"*. (AFP 30.07)

Rassurez-vous Hollande et Fabius s'y emploient avec zèle ! La preuve :

- La France va demander une réunion du Conseil de sécurité au niveau ministériel et estime qu'il ne peut y avoir pire désordre en Syrie que celui auquel le pays est en proie actuellement, a dit lundi le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius.

*"Puisque la France prend la présidence du Conseil de sécurité au 1er août, nous allons donc demander avant la fin de cette semaine la réunion du Conseil de sécurité, probablement au niveau ministériel, à la fois pour essayer d'arrêter les massacres et préparer la transition politique"*, a-t-il dit sur RTL. (Reuters 30.07)

Au fait, quand est-ce qu'aura lieu une véritable *"transition"* ou un véritable changement politique en France ? Quand on sera en mesure de se doter d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, ce n'est pas demain la veille comme on est parti !

### **PSA. Des syndicats au garde-à-vous.**

La présentation des conclusions du rapport d'étape sur la situation de PSA Peugeot Citroën, commandé par Bercy avant l'annonce par le constructeur de son plan de restructuration, a été renvoyée au 11 septembre, a annoncé lundi le ministère du Redressement productif.

Des conclusions provisoires de ce rapport devaient être présentées le 31 juillet mais les usines de PSA étant fermées jusqu'à la fin août, ceci a été remis à la rentrée. De même, la date de la remise du rapport définitif devrait être repoussée de la mi-septembre à fin septembre ou début octobre.

*"En accord avec les organisations syndicales et la direction du groupe PSA, la remise de ce rapport aura lieu le 11 septembre"*, a précisé le ministère dans un bref communiqué.

Le ministère avait chargé fin juin Emmanuel Sartorius, ingénieur général des Mines, *"de dégager un diagnostic précis, rigoureux et partagé sur la situation réelle du groupe PSA"*.

Plusieurs syndicalistes ont indiqué à l'AFP ne pas avoir reçu de convocation pour une réunion prévue lundi après-midi qui figurait pourtant à l'agenda hebdomadaire du ministre.

*"Si c'est pour conclure que le plan Varin est complètement injustifié, la CGT et les salariés sont prêts à excuser ce contretemps étonnant"*, a indiqué Jean-Pierre Mercier de la CGT.

*"On nous a indiqué cet après-midi qu'une demi-journée serait consacrée à la restitution du rapport d'étape, en septembre"*, dit Franck Don, de la CFTC, qui dit attendre avant tout les conclusions du rapport Secafi, organisme mandaté par les élus du comité central d'entreprise pour faire le point sur la situation financière du constructeur. (AFP 30.07)

Depuis plus de deux siècles, ce n'est pas la littérature qui a fait défaut pour tenter de justifier ou légitimer l'existence du capitalisme. A une autre époque, on ne s'embarrassait pas d'en connaître la teneur pour passer à l'action sur notre propre terrain de classe, quand le mouvement ouvrier n'était pas encore pourri par le réformisme et lorsque le prolétariat ne s'était pas embourgeoisé.

Je ne suis pas sûr que la plupart des militants comprennent ce que recouvre la démarche des syndicats.

En demandant à un expert de vérifier la viabilité de l'entreprise et de se prononcer sur la validité de ce plan censé oeuvré à sa survie, ils en acceptent par avance les conclusions sur la base des lois de fonctionnement du régime capitaliste qui s'appliquent à cette entreprise. Donc en imaginant que l'expert décrète que ce plan est indispensable à sa survie, les syndicats n'ont plus qu'à se plier à ce diagnostic et à accompagner ses conséquences dramatiques pour les milliers de salariés de PSA et ses sous-traitants. C'est ce qu'ils s'apprêtent à faire.

Au-delà du sort de ces milliers ou dizaines de milliers de travailleurs et leurs familles, accepter ce diagnostic, accepter de se placer sur le terrain des besoins des capitalistes est d'une gravité extrême, parce que cela signifie qu'en partant du même principe la totalité de nos droits sont injustifiables et illégitimes, et donc peuvent être bradés et disparaître.

Comment par exemple demain allez-vous justifier le droit à la santé pour tous, comment allez-vous combattre pour l'imposer, si au préalable vous avez accepté le principe qu'il est incompatible avec le système économique qui demeure la norme indépassable ou qui dicte sur le plan social ce qui peut se concevoir ou non ? Ce sera impossible, il ne vous restera plus qu'à gérer les conséquences de la pénurie ou de l'absence de droits sociaux, qu'à vous adapter ou vous accommoder de la situation qui découlera de la survie du capitalisme, à vous en faire le complice.

Nos vaillants dirigeants toujours prompts à attaquer les Ong qui se livrent à cet exercice infâme, à juste titre, sont particulièrement silencieux quand ce sont les dirigeants syndicaux qui s'y collent, simple constat. En agissant de la sorte, les appareils du POI, du NPA et de LO ne privilégieraient-ils pas leurs rapports avec les appareils pourris des syndicats au détriment des intérêts collectifs de notre classe ?

Et comble de la mystification, c'est ce qu'ils appellent défendre l'indépendance des syndicats ! Sauf si on pose la question qui tue et dévoile leur subordination au régime : par rapport à qui ? Dans le cas de PSA, c'est clair, par rapport aux besoins des travailleurs qui passent après les conclusions du rapport d'un expert, à la trappe quoi. Si vous n'en êtes pas encore totalement convaincu, vous pouvez reprendre le fil des événements depuis l'annonce du plan Varin.

Tous sans exception ont affirmé haut et fort qu'ils attendaient de voir ce que le gouvernement allait faire, tous s'en sont remis au gouvernement, nous sommes bien d'accord ? Ensuite le gouvernement a décidé de s'en remettre à un expert, les syndicats l'ont imité, or, chacun sait que quelles que soient les conclusions auxquelles parviendront ces experts sachant qu'ils n'ont pas la conscience de classe d'un militant combattant pour le socialisme, ils se situeront automatiquement sur le terrain des capitalistes, des besoins de PSA. A l'arrivée, dans leurs rapports, il y aura à boire et à manger de telle sorte que chacun pourra les interpréter à sa manière, ce qui permettra à la direction de PSA de garder les mains libres pour appliquer son plan.

Il faut donc en conclure que ces partis et ces syndicats ne sont indépendants ni de l'Etat ni du capitalisme, ils le sont des intérêts des travailleurs qui passent au second plan, on en a la démonstration sous les yeux. Vous pourrez fermer les yeux ou détourner

le regard, cela ne changera rien à la réalité. Pour notre part, aussi difficile soit-elle à admettre, nous préférons toujours la regarder en face pour l'affronter.

### C'est l'Inde, quoi !!

- Incendie dans un train en Inde: 32 morts, selon un nouveau bilan - AFP

- 300 millions d'Indiens dans le noir à cause d'une panne d'électricité - leexpress.fr

Je n'ai jamais pris le train en Inde et exceptionnellement le bus il y a déjà longtemps de cela.

- L'Inde a connu le pire black-out depuis 11 ans. Une massive panne d'électricité ce lundi dans le nord de l'Inde a privé de courant, voire d'eau, jusqu'à 300 millions d'habitants. L'ensemble du réseau électrique du nord du pays s'est effondré peu après 02H00 dans la nuit de dimanche à lundi (20H30 GMT dimanche) et n'a pu être rétabli partiellement que six heures plus tard, a indiqué le ministre de l'Energie, Sushilkumar Shinde. (leexpress.fr 30.07)

En réalité, on vit cela au quotidien. 6 heures, ce n'est rien, au minimum toute l'année on atteint 4 heures et il n'est pas rare qu'ils coupent le courant pendant 10 ou 12 heures. Ils ont fait en sorte de développer la classe moyenne tout en réhaussant le salaire moyen des travailleurs, de telle sorte qu'ils puissent acheter des biens d'équipement qui consomment de l'électricité, dont les climatiseurs, mais comme ils n'ont pas prévu d'augmenter en rapport la production d'électricité, il y a surchauffe, bref, une fois que vous avez acquis ces équipements, il ne vous serve à rien une bonne partie de l'année !

Je n'exagère pas et je vais vous donner un exemple. J'ai une cafetière électrique, j'attends qu'elle soit vide pour refaire du café, mais comme il arrive souvent que ce soit impossible parce qu'il n'y a pas de courant, j'ai toujours un paquet de Nescafé sous la main. Tout est une question d'organisation, camarades !

C'est la même chose avec les voitures. Ils ont développé l'accès au crédit pour les couches et les classes moyennes pour qu'elles puissent en acheter, mais comme le réseau routier est dans un état épouvantable et la circulation infernale, elles ne les utilisent que très peu ou ne servent à rien, sinon à afficher son statut social ! C'est l'Inde quoi !

---

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **1- Etats-Unis. Le lobbying obscurantiste et réactionnaire poursuit son offensive.**

Washington a dénoncé lundi une poussée de l'antisémitisme et de l'hostilité à l'égard des musulmans en Europe, critiquant les lois contre la burqa en France et en Belgique, dans un panorama mondial des libertés religieuses qui fustige aussi l'Egypte et la Chine.

Commentant ce rapport produit par son ministère pour 2011, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton a jugé que "*le monde faisait marche arrière*" dans la protection de la liberté religieuse, "*ce droit humain si caractéristique de sociétés stables, sûres et en paix*".

Dressant une carte pays par pays, le département d'Etat a voulu mettre en exergue, 18 mois après le début du Printemps arabe, "*les conséquences des transitions politiques et démographiques sur les minorités religieuses, l'impact des conflits sur la liberté religieuse ainsi que la poussée de l'antisémitisme*".

Mais les Etats-Unis ont réservé leurs critiques les plus acerbes à l'Europe.

Ces "*pays sont de plus en plus divers en termes ethniques, raciaux et religieux*" mais "*ces évolutions démographiques s'accompagnent parfois d'une augmentation de la xénophobie, de l'antisémitisme et de sentiments antimusulmans*", déplore Washington.

Surtout, souligne le département d'Etat, "*de plus en plus de pays en Europe, dont la Belgique et la France, ont des lois restreignant le code vestimentaire qui pénalisent des musulmans*", en allusion aux législations contre le voile intégral.

Les Etats-Unis expriment régulièrement leur désaccord avec Paris sur ce dossier. Porter ou non un vêtement religieux "*doit être un choix personnel*", a insisté Suzan Johnson Cook, ambassadrice des Etats-Unis pour les libertés religieuses.

La semaine dernière, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Nils Muiznieks, avait appelé notamment Paris et Bruxelles à "*renoncer aux lois et mesures visant spécialement les musulmans*".

Les Etats-Unis s'en prennent aussi une nouvelle fois à la Chine.

Ils dénoncent une "*nette dégradation en 2011 du respect par le gouvernement de la liberté religieuse en Chine*", s'inquiétant du sort "*des bouddhistes tibétains, des chrétiens et des musulmans ouïghours*". Washington avait brocardé Pékin la semaine dernière pour la "*détérioration continue de la situation générale des droits de l'homme*".

Ayant collecté des données en 2011, en plein Printemps arabe, Washington salue les "*transitions politiques en cours (...) en Afrique du Nord et au Moyen-Orient*" --notamment en Tunisie, Libye et en Egypte-- pour rappeler que le "*sort des minorités religieuses dans ces pays fait la Une de l'actualité*".

Mais le département d'Etat redoute dorénavant "*des tensions exacerbées entre ceux qui ont été longtemps opprimés et qui réclament plus de liberté et ceux qui craignent le changement*".

Washington critique surtout l'Egypte pour n'avoir pas jugulé les violences contre la minorité chrétienne copte.

A l'heure où des pays arabes se dotent de "*nouvelles constitutions, il serait merveilleux d'y inclure la liberté religieuse*", a plaidé Mme Johnson Cook.

Enfin, le département d'Etat s'alarme d'une "*poussée mondiale de l'antisémitisme, qui se manifeste par du révisionnisme, la négation ou la glorification de l'Holocauste (...), l'opposition à Israël ou (...) des actes de profanation*", citant le Vénézuéla, l'Egypte, l'Iran, l'Ukraine, la Hongrie, les Pays-Bas et la France. (AFP 30.07)

## 2- Israël

Le gouvernement israélien a approuvé lundi une série de mesures d'austérité essentielles, selon lui, pour réduire le déficit budgétaire et protéger Israël de la crise économique mondiale, a annoncé le bureau du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Parmi les mesures approuvées pour limiter le déficit budgétaire figurent une augmentation immédiate d'un point du taux de la TVA à 17%, ainsi qu'une hausse l'an prochain de 1% de l'impôt pour les particuliers dont le revenu mensuel est situé entre 8.881 et 41.830 shekels (2.220 et 10.457 dollars). Une taxe spéciale de 2% sera prélevée sur les revenus de plus 67.000 shekels (16.750 dollars).

Des coupes de 750 millions de shekels (187 millions de dollars) dans les crédits des différents ministères, à l'exception de la Défense, de l'Education, des Affaires sociales et de l'Intégration des nouveaux immigrants, sont également prévues. L'an prochain, une coupe supplémentaire de 3% va également intervenir.

La semaine dernière, dans un premier temps, le gouvernement avait augmenté les taxes sur la bière et le tabac, en vue de faire rapidement entrer dans les caisses du Trésor 1 milliard de shekels (210 million euros).

Ces mesures devraient se traduire en moyenne pour chaque ménage par un surcroît de charges fiscales annuelles d'environ 1.740 shekels (347 euros). (AFP 30.07)

---

## SOCIAL

### 1- Monde. Réseaux sociaux.

Twitter a atteint le demi-milliard d'utilisateurs fin juin, dont plus de 140 millions de comptes uniquement aux Etats-Unis, et une croissance de plus de 23% du nombre d'utilisateurs au Brésil depuis le début de l'année, selon une étude publiée lundi par SemioCast.

La France totalise 7,3 millions de profils Twitter, soit 1,4% du nombre total d'utilisateurs. (AFP 30.07)

### 2- France

#### 2.1- Fraudes à l'Urssaf.



L'Urssaf de Seine-et-Marne a réalisé l'an passé un résultat historique dans sa lutte contre le travail au noir. L'organisme chargé de la collecte des cotisations salariales et patronales a dévoilé en fin de semaine le bilan de son action contre la fraude en 2011. A travers plus de 100 contrôles ciblés, l'Urssaf a mis au jour 15411620 € de cotisations non déclarées.

Un résultat près de cinq fois supérieur à celui obtenu en 2010.

Ces chiffres s'expliquent essentiellement par la découverte, en février 2011, d'une vaste escroquerie organisée par des agences d'intérim, qui ont détourné plus de 12 M€ de cotisations patronales. Deux agences de travail temporaire installées dans le nord de la Seine-et-Marne employaient de la main-d'œuvre sur des chantiers sans déclarer aucune activité auprès de l'Urssaf. « *La première servait de paravent réglementaire, tandis que la deuxième fournissait les travailleurs* », explique le directeur départemental de l'organisme, Gaudérique Barrière.

Mais les trente agents de l'Urssaf 77 qui traquent les employeurs fraudeurs ont aussi pu détecter des travailleurs illégaux dans de nombreuses autres entreprises, et même sur le chantier de la nouvelle gendarmerie de Donnemarie-Dontilly. De fait, le secteur du BTP représente 43% des affaires mises au jour, suivi par le commerce (31%) et la restauration (21%). (leparisien.fr 30.07)

## 2.2- La société Bristol Myers condamnée

Bristol Myers Squibb (BMS), qui a fermé son site d'Épernon (Eure-et-Loir) en janvier 2010 et licencié 85 employés, a été condamné par les Prud'hommes de Chartres à verser près de 1,2 million d'euros à ses ex-salariés pour "*licenciements sans cause réelle et sérieuse*", a annoncé lundi l'avocate des salariés. (AFP 30.07)

## 2.3- Renault condamnée

Le tribunal des Prud'hommes du Havre a condamné aujourd'hui Renault à payer des indemnités à 91 salariés de son usine de Sandouville (Seine-Maritime) partis en départ volontaire, pour non-respect des dispositions actuelles sur les congés de reclassement. Ces salariés ont obtenu chacun une somme de 20.000 euros "pour préjudice moral et anxiété" et les syndicats CGT qui les défendaient, un total de 20.000 euros.

Selon la CGT, le tribunal a condamné Renault notamment pour avoir organisé des formations "*bidon*", dans le cadre de ce plan de départs volontaires, appliqué en 2008 et 2009. L'avocat de Renault, Me Frédéric Canton, n'a pas souhaité s'exprimer sur cette décision qui est susceptible d'appel. En revanche, le tribunal a débouté ces salariés de leur demande d'annulation de leur convention de résiliation amiable. Cette demande représentait un total de 20 millions d'euros d'indemnités potentielles alors que la décision rendue leur accorde un total d'un peu moins de deux millions. (AFP 30.07)

## 2.4- L'Insee a publié une enquête sur le rapport couple-argent.

L'information la plus intéressante - et la plus surprenante - concerne le niveau de vie et le diplôme. Plus ils sont élevés, moins le compte commun existe : 76 % pour une personne ayant un CEP, contre 45 % pour un deuxième cycle ou plus. (lepoint.fr 30.07)

Rien de surprenant au contraire, car plus on a d'argent, plus on en dépense, plus on en a besoin, plus on y pense, plus on en veut et ainsi de suite, au Point ils devraient le savoir, non ? Ils en sont là mais ils ne s'en rendent même pas compte, c'est encore plus grave que ce qu'on pensait d'eux. Ce ne serait pas cela le capitalisme par hasard ?

Avec mon ex-épouse nous avons fait plus fort, j'ai conservé le compte commun pendant des années après notre divorce, cela ne m'est jamais venu à l'esprit qu'elle pourrait tirer de l'argent dessus, j'ai toujours eu une confiance absolue en elle, entre nous, c'est pour cela qu'elle est partie ! Comme je sais qu'elle me lit, cela va la faire marrer. On avait pris un compte commun dès lors que l'on vivait ensemble, cela nous avait semblé naturel dès le premier jour.

Si je me souviens bien, c'est au bout de dix ans après notre séparation que je me suis dit un jour qu'il faudrait peut-être avertir "*ma*" banque qu'il y avait une nouvelle madame Tardieu et que sa signature devrait peut-être être enregistrée. On s'en foutait l'un comme l'autre, j'ai toujours eu en horreur les histoires de fric, et s'il y a bien quelque chose à laquelle nous avons toujours échappé, c'est bien à cela. Un couple modèle, idéal, sans déconner, j'arrête parce que je vais déprimer... Il y a des trucs dans la vie pour lesquels on est inconsolable, cela fait partie de la vie.

Je ne sais peut-être rien ou pas grand choses des gens dont je mets en ligne les articles dans le site, par contre vous ne pourrez pas en dire autant de moi et j'estime que c'est normal ; personne n'est censé faire confiance au premier venu ou à un inconnu qui dit de lui ce qu'il veut bien dire ou ne rien dire du tout. On dit aussi que la plupart des gens ne méritent pas qu'on les connaisse, car ils nous décevraient. On devrait s'interroger surtout sur ceux que l'on croit connaître, alors qu'en réalité on ne les connaît pas du tout.



Quand j'ai découvert Marx et Engels il y a plus de 35 ans, je n'ai pas seulement adhéré au marxisme, j'ai adhéré à ce que j'estimais être la morale qui allait avec ou qui s'en dégageait, qui se dégageait de leur vie exemplaire. Contrairement à nos dirigeants, ils ne sont pas enrichis ou ils n'ont jamais eu pour objectif d'être propriétaires de quoi que ce soit pour assurer leurs arrières ou je ne sais quoi. Ils ont tout sacrifié pour notre cause, y compris leur vie, Lénine avait été blessé à la tête lors d'une tentative d'assassinat qui lui laissera des séquelles qui finiront par l'emporter, et Trotsky sera assassiné ainsi qu'une partie de sa famille sur ordre de Staline.

Convictions, principes et morale marchent ensemble. Personne n'est parfait, certes, et ce n'est pas parce que notre idéal demeure hors de portée qu'il faudrait s'en écarter dans notre vie quotidienne. (A suivre une autre fois)

---

## ECONOMIE

### 1- Céréales.

Selon la Banque mondiale (BM), la sécheresse qui touche plusieurs grands pays producteurs de céréales a fait flamber les cours mondiaux de certains produits agricoles depuis la mi-juin, notamment le blé (+50%) et le maïs (+45%).

Le prix des graines de soja a, lui, augmenté de 30% depuis le début juin et de 60% depuis la fin 2011, selon le communiqué de la Banque.

Les Etats-Unis, qui assurent plus de la moitié des exportations de maïs dans le monde et un quart de celles de blé, sont touchés par une des plus graves sécheresses que le pays ait connues depuis 25 ans.

Le manque d'eau a aussi affecté plusieurs pays d'Europe de l'Est et l'Inde, précise la BM.

*"La hausse des prix ne va se répercuter seulement sur le pain et les produits transformés mais également sur l'alimentation animale et, en bout de chaîne, sur le prix de la viande"*, estime la Banque mondiale qui relève toutefois des différences avec la crise alimentaire de 2008 qui avait provoqué des émeutes de la faim.

Les stocks de riz restent *"relativement confortables"*, note la BM, alors que cet aliment crucial dans les pays pauvres avait vu son prix plus que tripler en 2008. (AFP 30.07)

### 2- Espagne

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Espagne s'est contracté de 0,4% sur le trimestre avril-juin, après un recul de 0,3% au trimestre précédent, selon les données préliminaires publiées lundi par l'Institut national des statistiques. En rythme annuel, l'économie espagnole s'est contractée de 1,0%.

Les prix à la consommation ont quant à eux augmenté de 2,2% en rythme annuel en normes IPCH (harmonisées au niveau européen), en raison principalement de la hausse des prix de certains médicaments décidée par l'Etat dans le cadre des mesures de réduction du déficit. (Reuters 30.07)

### 3- Grande-Bretagne

HSBC a publié un bénéfice avant impôt de 12,7 milliards de dollars au titre du premier semestre, en hausse de 11% par rapport à la période correspondante de 2011. Mais le bénéfice récurrent, hors gains exceptionnels sur des cessions d'actifs aux Etats-Unis et pertes sur la valeur de sa dette, recule de 3% sur un an à 10,6 milliards de dollars. (AFP 30.07)

### 4- Etats-Unis

Le constructeur automobile américain Chrysler a annoncé lundi avoir dégagé un bénéfice de 436 millions de dollars au deuxième trimestre et a confirmé prévoir un bénéfice d'exploitation annuel d'au moins trois milliards de dollars.

Le chiffre d'affaires a progressé de 23% à 16,795 milliards d'euros. (AFP 30.07)

[Haut de page ↗](#)